



HAL
open science

Altiplano

Franck Poupeau

► **To cite this version:**

| Franck Poupeau. Altiplano. Raisons d’agir, 2021, Cours et travaux, 979-10-97084-14-1. hal-04318485

HAL Id: hal-04318485

<https://hal.science/hal-04318485v1>

Submitted on 5 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Franck Poupeau

Altiplano

Fragments d'une révolution (Bolivie, 1999-2019)

SOMMAIRE

Envoi - Lignes de fuite

Livre I – La promesse des insurrections (1999-2006)

Prologue – La ville, la poussière, le vent

1 – De l'eau dans le gaz. Le renouveau des luttes sociales en Bolivie

2 – La tentation du vide. Premières enquêtes à El Alto

Conclusion – Horizons révolutionnaires

Livre II – Politique des périphéries (2006-2008)

Prologue – Ancrages

3 – Distances. Carnets de terrain

4 – Consolidations. L'envers de la « ville aymara »

Conclusion – Un goût de poussière

Livre III – Le partage des eaux (2008-2010)

Prologue – Suite baroque

5 – Alternatives. Politiques de l'eau et coopératives

6 – Frontières. La métropolisation et ses inégalités

Conclusion – Panne de réseaux

Livre IV – Entre deux mondes (2010-2016)

Prologue – Bifurcations

7 – Conflits. L'instrumentalisation de la cause écologique

8 – L'eau de la Pachamama. L'imaginaire politique des communautés andines

Conclusion – Les interstices de « l'État indigène »

Livre V – Fins de cycles (2016-2019)

Prologue – Revisites

9 – États de crise. Coupures d'eau et recomposition politiques

10 – Déclins. Les coopératives contre les communs

Conclusion – La tristesse de l'Altiplano

Finale – Anthropologie sociale d'une révolution

Annexes

Table des illustrations et documents

Glossaire

Chronologie

Liste des sigles

Index des noms

Index des notions

Envoi – Lignes de fuite

« Nous n'avons aucune communication à l'estre. »
Michel de Montaigne, *Essais*, II, 12, 1580

« Je n'ai pas besoin qu'une révolution
m'attende.

La révolution, on la porte à l'intérieur et on la
trimballe avec soi. Comme une valise. »

Sebastian San Vicente selon
Paco Ignacio Taibo II, *De passage*, 1997

Lorsque tout autour de soi semble à bout de souffle, les horizons lointains de l'Altiplano offrent encore des lignes de fuite, indéfinies et incertaines, mais qui entrouvrent les promesses d'autres devenir. C'est en parcourant les routes caillouteuses qui s'élèvent vers les hauts plateaux, vers les cimes blanches et brûlées des cordillères alentour, que surgit parfois l'impression, fugace, de pouvoir échapper à la crise, multiforme et accélérée, des modes d'existence contemporains. Au détour d'un virage, on tombe sur des troupeaux de lamas, hautains et méfiants. Et, s'ils se dérobent à tout contact, le regard peut quand même suivre leur course silencieuse, qui se perd dans les réverbérations du soleil sur les pentes de la cordillère Royale. « Tout ce qu'on apprend d'eux est en leur faveur, notait déjà Paul Morand ; le lama réclame un sol maigre, une herbe pauvre, un air rare ; dans les paysages gras, les terrains bas, il meurt. Les privations sont sa joie : c'est un mystique que la richesse tue ; c'est le seul être vraiment heureux à ces hautes altitudes¹. »

L'Altiplano a cette beauté troublante des terres arides où chaque parcelle cultivée, chaque habitation est une victoire contre le froid et la faim. On peut avoir rêvé de forêts tropicales, sombres comme le Bornéo de Joseph Conrad ou foisonnantes comme les îles de Saint-John Perse, et se retrouver là, fasciné par ces espaces presque infinis dont le silence vient de l'absence apparente de vie, d'hommes et de femmes, de villages. Même dans les périphéries tentaculaires de la ville d'El Alto, qui déversent leurs maisons en torchis vers le plat pays aux routes rectilignes, vers les montagnes septentrionales ou vers le ravin abrupt marquant la frontière de La Paz en contrebas, il y a ce sentiment d'absence et d'errance du voyageur qui tente encore de rencontrer ce qui fait société, parce qu'il a, tout simplement, manqué sa cible. Et s'il se veut, en plus, sociologue, il s'aperçoit longtemps après que, d'une certaine manière, la construction de son objet d'étude n'est jamais que la correction, lente et laborieuse, des impressions premières et de l'aventurisme à coup sûr fantasmé sans lequel il n'aurait pas fait un pas hors de chez lui.

¹ Paul Morand, *Air indien*, Paris, Grasset (1932), 1988, p. 110-111.

Les lignes de fuite de l'Altiplano sont loin d'être faciles à suivre. Au début, on ne voit que le vide ; mais, une fois passé les frontières invisibles d'une organisation collective dont on ne saisit souvent que le pittoresque, on accède aux excroissances d'une vie sociale tout entière orientée, entre exode rural et exils urbains, vers des périphéries qui offrent l'espoir de s'approprier, sans eau ni électricité, un bout de terrain à soi. L'activité débordante et chaotique d'une économie familiale qui prolifère dans les plis d'un capitalisme dérégulé s'articule à l'organisation des comités de quartier, où la discipline collective pallie l'absence d'État. Dans les mondes ruraux et les périphéries urbaines, où la survie quotidienne est liée à des formes d'autogouvernement qui ne se réduisent pas à la sphère économique, cette prolifération de communautés reste cependant la première source de fascination – et de motivation de l'enquête.

Ces lignes de fuite à travers l'Altiplano ramènent toujours, inexorablement, à la politique. Elles font resurgir le spectre des rébellions passées, les troupes de Túpac Katari en route pour La Paz au XVIII^e siècle, la révolte en 1899 de Zárate, « le redoutable Willka² », les milices de la révolution nationale de 1952 et leur quête de citoyenneté égalitaire, les marches des travailleurs des mines et des communautés aymaras contre les gouvernements autoritaires des années 1960-1970, ou plus récemment les « guerres » de l'eau et du gaz menées de 1999 à 2005 par les quartiers dressés contre les politiques néolibérales et leurs tentatives de spoliation des richesses naturelles. Ces spectres permettent au visiteur étranger, chercheur de passage ou résident installé, de ne pas s'arrêter au folklore des danses traditionnelles, des robes bouffantes et des cuivres soufflés à pleins poumons par les orchestres des innombrables processions religieuses où l'alcool coule à flots. Ils incitent aussi à se défaire du misérabilisme spontané qui s'attache au spectacle de gamins ou de vieillards aux vêtements élimés et poussiéreux, aux joues brûlées par le soleil, pour tenter non de connaître véritablement, mais de ressentir un tant soit peu ce que suppose vivre sur ces plaines immenses, où l'assignation au village, à la communauté, à la parcelle cultivée n'est pas

² Ramiro Condarco Morales, *Zárate, el temible Willka ; historia de la rebelión indígena de 1899*, La Paz, Talleres Gráficos Bolivianos, 1966.

incompatible avec de multiples mobilités – l'Altiplano est sans arrêt sillonné de bus, minibus et autres camions, où s'entassent les passagers avec leurs ballots de marchandises et de récoltes familiales. L'adaptation au milieu naturel y relève moins d'une révérence mystique à la Terre mère, la Pachamama*, que d'une lutte sans cesse recommencée, jour après jour, contre le vent et le gel, la sécheresse et l'usure des terres, la mauvaise qualité des plants et les maigres bénéfices réalisés sur les marchés urbains.

Siège des insurrections populaires, l'Altiplano est aussi le lieu des défaites, des espoirs meurtris et des soulèvements écrasés dans le sang. Dernier épisode en date, la destitution forcée d'Evo Morales, en novembre 2019, suivie des massacres de Sacaba (près de Cochabamba) et Senkata (à El Alto), renvoie évidemment à une longue histoire de répressions et de gouvernements autoritaires – la Bolivie n'est-elle pas réputée pour avoir connu, en Amérique du Sud, le plus grand nombre de coups d'État ? Mais la débâcle finale de cette inédite tentative de « changer le monde en prenant le pouvoir » s'explique autant par les assauts d'une droite revancharde, qui a fait de la « récupération de la démocratie » un slogan bien commode pour masquer ses méthodes d'intimidation, que par les propres contradictions d'un système de gouvernement dont la seule priorité semblait être devenue de se perpétuer, à tout prix.

1999-2019 : deux décennies à sillonner les périphéries de l'Altiplano pour tenter de comprendre la logique politique de ces insurrections populaires, devenues expérience de gouvernement sans précédent, en termes de durée et de stabilité. Non pas dans l'illusoire effort d'en « tirer les leçons », comme le font les experts de la recherche appliquée à grand renfort de financements des agences scientifiques ou des organisations internationales, mais pour en reconstituer la trame, les accomplissements et les moments perdus ; pour retracer la force d'un mouvement contestataire arrivé au pouvoir sans doute un peu trop vite et qui d'emblée s'est trouvé confronté à une logique contradictoire : assurer le changement avec les outils mêmes que l'insurrection avait récusés, à savoir la construction d'un État fort, devenue prioritaire par rapport à tout autre objectif social, et notamment par rapport à l'institutionnalisation d'un domaine commun

autour des formes d'auto-organisation et d'autogouvernement dont le mouvement s'était initialement nourri.

Ce livre retrace donc un parcours de recherche qui a accompagné cette occasion historique pour tenter d'en comprendre les raisons et les logiques multiples, sans pour autant prétendre en livrer un récit linéaire et tout à fait cohérent : parce qu'il part des espaces périphériques et de leurs modes de politisation spécifiques, il prétend présenter d'autres visions, plus modestes, du très officiel « processus de changement³ » engagé dans le pays ; avec cependant l'objectif de ne pas s'en tenir à une narration « par en bas », car, comme le dit Gérard Noiriel à propos de l'histoire globale, on ne peut pas étudier un processus socio-politique « en ne reprenant à son compte que le point de vue des vaincus », sous peine de « laisser dans l'ombre des formes oubliées du malheur social ». Et, « plutôt que d'adopter le point de vue des dominés », il faut privilégier « l'analyse de la domination entendue comme l'ensemble des relations de pouvoir qui lient les hommes entre eux⁴ ». La Bolivie offre l'occasion de véritablement mettre à l'épreuve le projet d'une telle sociologie de la domination, capable de tenir ensemble la vision subalterniste⁵ des mobilisations et l'analyse institutionnelle des politiques hydriques.

Pourquoi la Bolivie ? Le plus simple serait de dire qu'elle constitue un « laboratoire » des transformations sociales, économiques, culturelles et politiques provoquées par le néolibéralisme, mais cette réponse n'est pas vraiment satisfaisante. Certes, le pays présente une échelle d'observation plus accessible que bien d'autres (Argentine, Brésil, etc., pour ne citer que l'Amérique latine), et les villes de La Paz et d'El Alto, qui constituent le cœur des enquêtes présentées ici, sont sans doute plus abordables que les

³ Pour une synthèse des politiques menées, voir Laurent Lacroix, Claude Le Guill, *Le « Processus de changement » en Bolivie. La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, IHEAL, 2019 ; pour une vision socio-historique des événements : Hervé Do Alto, Pablo Stefanoni, « *Nous serons des millions* ». *Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris, Raisons d'agir, 2008.

⁴ Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France*, Marseille, Agone, 2018, p. 8-9.

⁵ Si le terme « subalterne » désigne une personne ou un groupe de rang inférieur, les études subalternistes les placent au centre des mobilisations sociales.

« métropoles XXL⁶ » de nombre de pays des Sud. La Bolivie s'inscrit aussi dans une temporalité spécifique : le rôle avant-gardiste des luttes sociales renvoie à la permanence et à l'ancrage historique de structures organisationnelles et de formes de politisation très fortes ; les mouvements syndicaux, dans leurs composantes rurale, minière ou urbaine, y ont sans doute été moins soumis à l'emprise d'un parti ouvrier qu'ailleurs. Dans un pays marqué par le pouvoir militaire, le mouvement social tire sa force propre autant de l'héritage contesté des dominations coloniales et postcoloniales que du jeu des alliances et des renversements de gouvernement. La fascination exercée par le cycle de protestations des années 2000, et par leurs débouchés politiques, n'explique cependant pas tout.

C'est sans doute l'historien James Dunkerley qui a le mieux décrit cette force particulière du politique, à propos d'un autre événement marquant de l'histoire contemporaine du pays : « De toutes les révolutions postérieures à la Seconde Guerre mondiale et qui ne sont pas parvenues à abolir le capitalisme, la révolution de 1952 en Bolivie a montré le plus grand degré de politisation prolétarienne, et la plus importante mobilisation des masses. Le pays continue d'être le maillon faible de la chaîne du capitalisme international, du fait aussi bien de l'abjecte pauvreté de son peuple que des difficultés extrêmes rencontrées pour contrôler les réactions à cette pauvreté. C'est pour cette raison que la Bolivie est devenue, pour certains cercles, le prototype même de l'anarchie politique ; et, pour d'autres, un lieu d'attentes politiques immenses... La peur que tout cela ne conduise finalement qu'à un autre coup d'État militaire ne peut être complètement évacuée. Mais ce qui est certain, c'est qu'une alternative politique – un massif mouvement vers le socialisme – y est profondément implantée et continue de constituer une option toujours aussi vitale. En aucun autre pays d'Amérique latine, et peut-être même du monde, ne se perçoit aussi facilement l'émergence d'une telle transformation à partir d'un processus de libération nationale⁷. » En

⁶ Dominique Lorrain (dir.), *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

⁷ James Dunkerley, *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia (1952-1982)*, La Paz, Plural Editores, 2003 [première édition, Editorial Quipus, 1987].

dépit de leurs traits communs⁸, le projet socialiste qui anime Evo Morales lorsqu'il arrive au pouvoir, en 2006, à la tête d'un parti dénommé Movimiento al Socialismo-Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos (MAS-IPSP*, ou MAS*), n'est évidemment pas le même que celui qui, selon Dunkerley, a chamboulé le pays plus d'un demi-siècle plus tôt. Et, s'il se présente aussi comme une révolution, il s'inscrit dans la longue durée d'une refondation profonde du pays. En ce sens, les quatorze années de l'expérience de gouvernement du MAS et d'Evo Morales, à la suite d'un ample et radical cycle insurrectionnel, constituent un moment historique comparable à nombre de bouleversements révolutionnaires qui se sont produits, dans les Amériques et dans le monde, depuis plus de deux siècles.

Reconnaître l'importance de cette séquence historique, que je fais commencer non avec le succès de l'élection présidentielle de 2005, mais avec le renouveau des luttes sociales en 1999, ne signifie pas pour autant adhérer à une vision enchantée du « processus de changement », en premier lieu parce qu'il se caractérise par une contradiction fondamentale : cette révolution « par en bas », portée par des formes d'autogouvernement (communautaires, syndicales, vicinales, etc.) et par des revendications populaires (indigènes, nationalistes, anticapitalistes, etc.), a permis une conquête électorale du pouvoir, qui s'est traduite, « par en haut », dans une dynamique de transformations de grande ampleur, aussi bien économiques que juridiques ou culturelles. La construction déjà évoquée d'un État fort avait pour objectif de redistribuer les richesses, principalement issues de l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi de réhabiliter les populations indigènes, encore largement discriminées dans le pays. Un État peut-il se consolider en se dépossédant de ses attributions en faveur des formes d'auto-organisation qui ont originellement impulsé sa dynamique politique ? Peut-il notamment leur déléguer la gestion des ressources naturelles, sur les résultats de laquelle repose une grande partie de son pouvoir ? Inversement, les structures de base

⁸ Voir Vincent Nicolas, Pablo Quisbert, *Pachakuti. El retorno de la nación. Estudio comparativo del imaginario de nación de la revolución nacional y del Estado plurinacional*, La Paz, PIEB, 2014.

sont-elles en capacité d'assumer le processus d'industrialisation nationale qui accompagne la construction de l'État ?

Au-delà des débats sur l'analyse immédiate d'un supposé échec ou d'une supposée réussite des expériences de gouvernement (2006-2019) sur lesquelles a débouché le cycle insurrectionnel (1999-2005), il s'agit de redonner à ce processus son épaisseur historique. Peut-il échapper à la verticalité de la délégation politique ? Cette verticalité peut-elle se dissoudre d'elle-même dans l'institutionnalisation paradoxale d'une autonomie des organisations de base ? Je n'ai pas pour objectif ici de reconstituer l'histoire de cette révolution, ni de poser, par exemple, la question de savoir « pourquoi toutes les révolutions, depuis la grande Révolution anglaise jusqu'à la Révolution culturelle chinoise, en sont arrivées à éliminer leur extrême gauche⁹ » et à se dissoudre dans une contradiction « entre le réalisme du gouvernement révolutionnaire et les exigences du mouvement populaire¹⁰ ». Plutôt que se demander si la Bolivie n'a pas rejoué, sur fond d'indigénisme, le Comité de salut public contre le Directoire, ou les soviets contre le Parti, etc., j'ai préféré reprendre mes premières enquêtes, dans les lieux que la politique ne semblait pas atteindre, pour tenter de comprendre le déroulement de l'histoire officielle. Je suis revenu sur les combats qui, en Bolivie, se sont dressés contre des politiques économiques inégalitaires, sur les formes de résistance lovées dans les plis des existences urbaines, sur les potentialités émancipatrices qui se sont parfois fracassées contre les lois d'airain des oligarchies politiques et les impératifs du développement productiviste.

Dans le même mouvement, j'ai voulu aussi questionner ce que représente désormais l'étude de mondes sociaux au bord de la rupture, traversés par des inégalités exponentielles et apparemment irrémédiables. Quel sens y a-t-il encore à décrire la pauvreté et les désastres ? Au moment où nombre d'écologues ou d'anthropologues n'annoncent plus que « l'effondrement », peut-on toujours croire en la connaissance comme partie intégrante d'un travail d'émancipation, de

⁹ Éric Hazan, *Une histoire de la révolution française*, Paris, La Fabrique, 2016 (2012), p. 336.

¹⁰ É. Hazan, *Une histoire...*, *op. cit.*, p. 391.

Claude Pfeffer 12/4/21 14:28

Commentaire [1]: Si elles restent sur la même page, transformer la 2^e en : É. Hazan, *ibid.*, p. 391.

mise en évidence des ressorts de la domination ? Prétendre que vivre « dans les ruines du capitalisme » est une voie possible pour sortir des multiples crises actuelles n'est-il qu'une posture d'esthète¹¹ ? Bien que la connaissance sociologique ne soit pas un simple récit, un livre aussi composite que celui-ci se doit pourtant d'explicitier l'entrelacement des narrations, individuelles et collectives, à travers une mise en abîme dans laquelle l'observateur se demande ce que c'est que produire de la connaissance sur un tel processus historique au moment où il se déroule, s'il faut chercher dans ce processus l'expression d'une domination globale ou au contraire les traces microscopiques des transformations en train de se produire.

En apparence trop particulier, trop ordinaire aussi, pour rendre compte d'une expérience politique d'une ampleur telle que celle du « processus de changement » en Bolivie depuis plus de deux décennies, le cas de l'eau constitue pourtant un point de référence emblématique dans ce pays où les luttes pour la souveraineté nationale de la gestion des ressources ont orienté le renouveau des mobilisations sociales – dont la première victoire est la « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000. Mais, au lieu de rester au niveau du « grand récit » des luttes antilibérales, mon approche s'inscrit dans les soubassements de la vie sociale, au cœur des infrastructures et des inégalités qu'elles traduisent : se placer au cœur de la matérialité du pouvoir et des rapports sociaux permet d'aborder sous un autre angle la politique officielle et les politiques publiques. Mon fil directeur est ainsi constitué par ce qui a suscité mes enquêtes : les politiques menées contre les inégalités d'accès à l'eau, non seulement parce que ces inégalités révèlent des problèmes d'organisation de l'espace urbain, mais aussi parce qu'elles trahissent d'autres inégalités sociales qui y sont corrélées. Leur reproduction remet en cause à la fois la réalisation pratique de l'idéal du « commun » ravivé par les insurrections populaires des années 2000 et les objectifs des politiques menées par les nouveaux gouvernements depuis 2006. L'eau apparaît

¹¹ Voir Franck Poupeau, « Ce qu'un arbre cache vraiment. Dans les ruines du capitalisme, l'environnementalisme des riches », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020.

ainsi comme un objet politique dont il convient de préciser les spécificités pour en faire l'analyse sociologique.

Depuis plusieurs siècles, l'eau s'est en effet généralisée dans les espaces urbains comme une commodité, mais cette vision marchande est désormais contestée par des coalitions d'organisations politiques et d'associations qui la présentent comme un « bien commun » susceptible de justifier un droit universel d'accès¹². L'Amérique latine – et les luttes des populations dites « originaires » qui s'y sont produites – joue ici un rôle particulier, car elles opèrent comme une sorte d'état naturel entre communautés et Terre mère à l'aune duquel on pourrait mesurer les controverses sur le statut de l'eau (bien public, de club ou marchand) et sa gestion (publique ou privée) – voire en faire un droit humain essentiel, comme l'ont tenté des pays aux profils aussi différents que l'Uruguay et la Bolivie.

Si elle apparaît aujourd'hui comme un service urbain parmi d'autres, il faut rappeler, avec Dominique Lorrain, que la gestion de l'eau n'est pas contemporaine des sociétés industrielles, contrairement aux autres réseaux techniques que sont le gaz, l'électricité, le téléphone : « Son organisation incorpore des principes plus anciens, un mélange de droits coutumiers et d'usages multiples. Elle condense des droits agricoles hérités de sociétés précapitalistes et des droits modernes fondés sur la mesure des volumes et des prix. Parce qu'elle est reliée à des usages passés, parce qu'elle porte une vision de bien naturel, que ses usages sont multiples et renvoient à des acteurs différents, que sa géométrie traverse plusieurs lieux, il est plus difficile qu'ailleurs d'y conduire un programme simplement industriel dont l'équation repose sur des besoins, un bon produit, un juste prix et des offreurs compétents¹³. »

Ce n'est pas seulement parce que la ressource naturelle est vitale que les politiques de l'eau s'avèrent des enjeux de lutte particulièrement sensibles : c'est un service à plusieurs facettes (eau

¹² Voir Rémi Barbier, Bernard Barraqué, Cécile Tindon, « L'eau potable pourrait-elle devenir un bien commun ? Espace de coexistence et imaginaire social du commun », *Développement durable et territoires*, 10, 1, 2019. DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13231>.

¹³ Dominique Lorrain, « Les institutions de second rang », *Entreprises et Histoire*, 50, 2008, p. 6-18.

potable, assainissement, etc.) dont l'accès est, plus que celui des autres réseaux, déterminant pour les conditions de vie des classes populaires (habitat, santé, tâches domestiques, etc.)¹⁴. Sa généralisation est consubstantielle de la construction du capitalisme urbain et des politiques hygiénistes appliquées aux villes occidentales depuis le XIX^e siècle¹⁵. Dans les pays des Sud, en revanche, l'extension du service aux aires non desservies est communément perçue – non sans cynisme parfois – comme relevant d'un « niveau local » auquel on attribue, selon Bernard Barraqué, deux caractéristiques principales : il permettrait de développer des « solidarités » entre classes pour équiper ceux qui n'en ont pas les moyens et d'installer des systèmes non conventionnels avec des alternatives techniques et managériales¹⁶. La focalisation sur ce niveau local des approches néo-institutionnelles et altermondialistes¹⁷, pourtant opposées en matière d'adhésion à l'économie capitaliste, a néanmoins le mérite d'attirer l'attention sur les formes d'auto-organisation mises en œuvre pour gérer la ressource : le secteur de l'eau peut ainsi apparaître comme un creuset privilégié pour l'invention d'alternatives politiques concrètes, notamment du fait de la présence de coopératives de gestion susceptibles d'opérer comme un service urbain parmi d'autres. De ce point de vue, l'observation de la situation en Bolivie, et de la volonté de changement portée par les gouvernements Morales à partir de 2006, ne peut qu'enrichir la connaissance des processus effectifs de transformation sociale.

¹⁴ Selon les Nations unies (2019), 2,1 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 4,5 milliards à un service d'assainissement : <https://www.un.org/development/desa/fr/news/sustainable/new-un-water-development-report.html>.

¹⁵ Voir Dominique Lorrain, « Capitalismes urbains. Des modèles européens en compétition », *L'Année de la régulation*, 6, 2002, p. 197-241.

¹⁶ Voir Bernard Barraqué, « Three engineering paradigms in the historical development of water services: more, better and cheaper water to European cities », in Quentin Grafton *et al.* (dir.), *Understanding and Managing Urban Water in Transition*, Dordrecht, Springer, p. 201-216.

¹⁷ Voir Claude Le Gouill, Franck Poupeau, « Gérer la pénurie, produire du commun. Coopératives d'eau et dynamiques communautaires en Bolivie (2008-2018) », *Revue de la régulation*, 27, 2020, <https://journals-openedition-org.inshs.bib.cnrs.fr/regulation/16656>.

On l'aura compris, il s'agit moins de se situer dans une « infrapolitique¹⁸ » que de porter attention aux formes de vie les plus ordinaires, où les pratiques sont difficilement dissociables des institutions qui les encadrent. Entre les institutions formelles, qui fournissent les « règles du jeu » en société (lois, droits de propriété, transactions, etc.), et les institutions informelles, qui régulent les comportements (valeurs, codes, etc.), l'eau permet de se situer à un niveau intermédiaire de dispositifs d'action effectifs – ce que l'on peut appeler des « institutions de second rang¹⁹ » – et de retrouver ce faisant cette orientation sociologique selon laquelle les enjeux les plus importants s'étudient dans les objets en apparence mineurs²⁰. Si ce sujet de l'eau a reçu jusqu'à présent aussi peu d'attention en sciences sociales, c'est sans doute parce que, dans les sociétés dites « différenciées²¹ », ce bien vital apparaît désormais trop « marginal » (au sens économique : il ne représente qu'une part restreinte des dépenses familiales) et que les luttes autour des politiques hydriques, qui ont pourtant historiquement présidé à la construction des villes²², se sont effacées derrière les exigences – si ce ne sont les processus de dépossession collective – de la gestion technique des réseaux urbains. Pourtant, au cœur des Andes, l'eau a pu impulser une dynamique de

¹⁸ Voir James Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.

¹⁹ D. Lorrain, « Les institutions de second rang », art. cit.

²⁰ Voir Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil, 2014, p. 281. Il s'agit d'« engager des enjeux dits “théoriques” très importants à propos d'objets dits “empiriques” bien précis, et souvent en apparence tout à fait mineurs, voire un peu dérisoires. On a trop tendance à croire que l'importance sociale ou politique de l'objet suffit par soi à fonder l'importance du discours qui lui est consacré. [...] Ce qui compte, en réalité, c'est la rigueur de la *construction de l'objet*. Et la puissance d'une méthode de pensée ne se manifeste jamais aussi bien que dans sa capacité de constituer en objets scientifiques des objets socialement insignifiants [...] ou, ce qui revient au même, dans sa capacité de reconstruire scientifiquement, en les appréhendant sous un angle inattendu, les grands objets socialement importants ».

²¹ L'idée de « société différenciée » renvoie à un « cosmos social [...] constitué de l'ensemble de ces microcosmes sociaux relativement autonomes [...] qui sont le lieu d'une logique et d'une nécessité spécifiques et irréductibles à celles qui régissent les autres champs. », voir Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil, 2014 [1992], p. 142.

²² Voir Frédéric Graber, *Paris a besoin d'eau. Projet, dispute et délibération technique dans la France napoléonienne*, Paris, Éditions du CNRS, 2009.

mobilisations sociales, parce que sa gestion renvoie à des modes d'appropriation et de distribution qui engagent des problèmes d'organisation collective que le seul marché ou, inversement, l'État ne peut complètement résoudre : loin de s'épuiser dans les oppositions entre commodités et bien commun, ou entre service privé et service public²³, la portée des analyses de l'eau est ainsi de permettre non seulement une entrée inédite dans d'autres questions sociales, comme les inégalités d'accès au logement, à l'éducation, à la politique, etc., mais aussi dans les formes d'organisation – et d'auto-organisation – qui constituent les leviers de tout processus de transformation sociale.

*

La forme du livre, plus que son ample format, surprendra donc sans doute, dans la mesure où il entrelace quatre niveaux d'écriture qui sont rarement réunis dans un même volume : des enquêtes de terrain, par lesquelles je tente d'apporter une lecture sociologique des inégalités structurant la société bolivienne ; des analyses du « processus de changement » et des politiques publiques, analyses réalisées à partir de ces enquêtes (mises en évidence dans des textes conclusifs ou des excursus) ; des textes d'« intervention » sur l'actualité politique, écrits parfois préalablement, parfois parallèlement (et de façon complémentaire) au travail de recherche et de construction d'objet, mais qui livrent des éléments de compréhension (plus que de contextualisation) indispensables aux analyses précédentes ; enfin, des réflexions sur ma position d'enquêteur immergé dans une réalité autre tout en restant engagé dans la vie académique.

L'idée de considérer ces textes comme des fragments tient sans doute moins à l'incomplétude même du processus révolutionnaire étudié qu'à la limitation des perspectives portées par chacun des discours scientifiques et politiques, dont ce livre pourtant tente de reconstituer les entrelacements, les complémentarités, les renvois, et parfois même les frictions ou les contradictions. Au risque de

²³ Dominique Lorrain et Franck Poupeau (dir.), *Water Regimes. Beyond the Public and Private Sector Debates*, New York, Routledge, 2016.

participer au « déferlement de récits à la première personne²⁴ », je garde espoir que la *mise en récit* d'une trajectoire de recherche inscrite dans le temps social de l'histoire immédiate, ou de l'actualité politique, pourra produire non seulement un tout cohérent et articulé, mais surtout une compréhension des processus sociaux qui l'ont suscitée quelque peu différente – même si je doute encore, après tant d'années à étudier la société bolivienne (et à y vivre), que la connaissance d'une telle révolution puisse se prétendre autre que fragmentaire.

Ce livre est aussi le fruit de multiples rencontres et collaborations. Certains textes ont été écrits à quatre mains, et je remercie mes collègues et ami·e·s Maëlle Mariette, Françoise Martinez, Hervé Do Alto, Sébastien Hardy, Claude Le Gouill et Pablo Quisbert d'avoir accepté d'inclure nos productions communes dans ce livre. Certaines enquêtes ont été réalisées avec la précieuse aide de stagiaires venu·e·s en Bolivie au cours de leurs études : Julie Devallan, Milène Hue, Sophie Bouchez, Antoine Vauchez, Florent Marchadour, Mandana Saeidi, Amaël Marchand. La liste des autres remerciements, scientifiques et politiques, d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, serait trop longue, mais je dois à quelques personnes en particulier d'avoir pu conserver, et parfois même retrouver, le fil que les chemins de l'Altiplano me faisaient parfois étirer jusqu'à le rompre. Elles le savent sans que j'aie besoin de les citer. Je mentionnerai seulement la patience de quelques relectrices et relecteurs attentifs (et critiques) de versions antérieures ou partielles du manuscrit final : Gabrielle Balazs, Bernard Barraqué, Jérôme Bourdieu, Olivier Compagnon, Laurent Denave, Thierry Discepolo, Dominique Lorrain, Claude Pfeffer, Patrick Riba, Anne-Lise Thomasson et Loïc Wacquant. En revanche, les imperfections ou les erreurs éventuelles, qui figureraient dans ce livre n'incombent évidemment qu'à moi.

S'il comporte des textes de statuts différents (articles scientifiques, analyses statistiques, articles d'intervention dans des journaux, carnets de terrain, notes ethnographiques, etc.), l'unité de ce livre provient finalement de la *progressive* logique de recherche (ou

²⁴ Florence Weber, <https://www.ehess.fr/fr/node/17043>.

de construction d'objet) que la mise en récit des enquêtes tentera d'exposer. J'ai découvert la Bolivie à la fin des années 1990, alors que je travaillais aux côtés de Pierre Bourdieu au sein de ses différents collectifs éditoriaux et scientifiques, mais je n'ai commencé à y porter un regard un tant soit peu sociologique qu'à la disparition de celui-ci. Et, si j'ai pu être alors attiré par ce mélange d'enthousiasme politique et de profonde tristesse qui a toujours caractérisé pour moi l'Altiplano, c'est sans doute parce qu'il m'a fallu m'éloigner de ce qui faisait le cœur des activités auxquelles j'avais jusque-là eu la chance de participer afin de donner cours à cette curiosité qui, comme le dit Foucault à propos de la philosophie, fait de la sociologie un long et interminable effort pour « se déprendre de soi-même ».

Livre 1

**La promesse des insurrections
(1999-2006)**

image québec 2000 meyer

Prologue

La ville, la poussière, le vent

« Moy qui me vente d’embrasser si curieusement les commoditez de la vie, et si particulièrement, n’y trouve, quand j’y regarde ainsi finement, à peu pres que du vent. Mais quoy, nous sommes par tout vent. »

Michel de Montaigne, *Essais*, III, 13, 1588

« L’ethnologue écrit-il autre chose que des confessions ? »

Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale II*, 1973

Agitations politiques

Les années 1990 s'achevaient, en Europe, sur un air désenchanté. Les mobilisations contre le libéralisme s'épuisaient doucement, et les rassemblements altermondialistes allaient bientôt se heurter, lors du rassemblement anti-G8 de Gênes en juillet 2001, à la réalité brutale de la répression policière. Coupée des couches populaires qu'elle était censée représenter, la gauche anticapitaliste plaçait tous ses espoirs dans un internationalisme émerveillé : il y avait, dans le Brésil de Lula, le modèle du budget participatif de la ville de Porto Alegre, laquelle abrita, plusieurs années de suite, les rassemblements du Forum social mondial ; il y avait aussi, au Venezuela, les réélections successives d'Hugo Chávez dans un pays auparavant ravagé par le libéralisme et la corruption, mais fort de ses réserves pétrolières. Ces événements redonnaient aux luttes européennes un horizon d'imprévisibilité. Peu d'attention était cependant accordé à l'une des seules victoires effectives contre les politiques libérales : l'expulsion, en avril 2000 dans une province méconnue de Bolivie, d'une des multinationales les plus puissantes du monde, Bechtel, qui se trouvait au cœur d'un consortium chargé de privatiser la distribution de l'eau. En ce début de millénaire, personne, ou presque, ne se souciait de ce pays qui allait porter au pouvoir, quelques années plus tard, son « premier président indien » : Evo Morales, le leader du Movimiento al Socialismo, élu avec près de 54 % des voix au premier tour le 18 décembre 2005.

C'est par le hasard des amitiés que j'ai découvert la Bolivie, à la fin des années 1990 ; je m'y suis ensuite attaché avec le sentiment confus qu'il se passait là quelque chose de particulier – un bouillonnement, une effervescence que les événements politiques ultérieurs allaient confirmer. La victoire électorale d'Evo Morales marquait en fait l'aboutissement d'un cycle de mobilisations engagé cinq années plus tôt, alors que les politiques libérales s'imposaient sans contestation possible aux gouvernements en place. La Bolivie était devenue, derrière Haïti, le second pays le plus pauvre du continent latino-américain. Les politiques d'ajustement structurel enclenchées lors de la décennie précédente pour lutter contre l'inflation galopante avaient produit une augmentation dramatique des

inégalités, laissant plus de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté reconnu par les organisations internationales. La privatisation des grandes entreprises publiques (transports, communications, énergie, etc.) s'était accompagnée d'une politique intérieure fortement répressive : le syndicalisme ouvrier n'avait pas résisté au démantèlement brutal de la production minière au début des années 1980, tandis que le syndicalisme paysan, animé par les cultivateurs de coca (*cocaleros**) de la région du Chapare, subissait encore la militarisation de plans d'éradication successifs imposés par les États-Unis d'Amérique en échange de leur aide financière. Les premiers soubresauts de l'agitation se faisaient pourtant sentir.

Un groupe d'intellectuels dénommé Comuna publiait des textes contestant le consensus politique en place. Parmi eux, le futur vice-président de la République de Bolivie, Álvaro García Linera, qui sortait tout juste de cinq années de prison pour participation au mouvement de guérilla Ejército Guerrillero Túpac Katari (« armée de guérilla Túpac Katari »), mené par le leader aymara Felipe Quispe – l'un des principaux groupes ethniques de Bolivie, en particulier dans la région de La Paz et du lac Titicaca. Les conférences que j'ai données ces années-là à La Paz ou à Cochabamba sur la sociologie de Pierre Bourdieu, dans le cadre des réunions publiques de Comuna, dont les prises de position politiques en faveur des mouvements sociaux étaient devenues emblématiques de l'antilibéralisme international, accueillaient un public nombreux et bariolé, composé d'étudiants radicaux, de professeurs d'université francophiles et engagés, de marxistes qui cherchaient un autre souffle dans la dénonciation de cinq cents ans de domination coloniale. Les salles étaient bondées, animées par ce qui me semblait être un véritable désir de politique, bien différent des jeux de miroirs du militantisme altermondialiste. Ivresse du moment ? Une effervescence contagieuse se répercutait dans les rues boliviennes, que les mouvements sociaux commençaient à bloquer de façon sporadique mais de plus en plus visible. Difficile d'échapper alors à l'enthousiasme de cet espoir renaissant...

J'ai vu depuis les limites du processus de transformation sociale en cours²⁵, grâce à une meilleure connaissance du pays et de son champ politique mais aussi de ceux qu'il laisse de côté – la connaissance sociologique laisse souvent peu de place aux espoirs révolutionnaires. Même un parti comme le Movimiento al Socialismo d'Evo Morales, composé d'organisations sociales revendiquant leur proximité avec les bases, n'arrive pas à inclure les milieux populaires les plus marginalisés et les moins insérés d'une économie nationale divisée entre un secteur capitaliste peu régulé, un secteur public construit autour de la rente des hydrocarbures et des marchés locaux articulant les différentes filières de l'économie familiale et informelle – sans parler de la perpétuation de pratiques politiques empreintes de corruption. Par conséquent, le retour sur ces années de lutte ne consiste pas à chercher un modèle – pas plus qu'un contre-modèle – : l'expérience bolivienne, à travers ses succès, ses avancées, mais aussi ses limites, ses échecs et ses contradictions, amorce plutôt une réflexion sur les possibilités d'un processus de transformation sociale.

La réappropriation des ressources naturelles

On verra que c'est principalement autour de la question de la réappropriation des ressources naturelles et énergétiques que se recomposent les luttes sociales dans le pays dès la fin des années 1990. La défense de la culture ancestrale de la feuille de coca se trouve renforcée par la « guerre de l'eau » à Cochabamba (décembre 1999-avril 2000), épisode emblématique du renouveau de la contestation, puis par la « guerre du gaz » à El Alto (octobre 2003), rupture décisive par la violence qu'elle a occasionnée comme par les enjeux nouveaux qu'elle impose dans le champ politique national. Pour l'économie bolivienne, historiquement tournée vers l'extérieur, les hydrocarbures représentent en effet une source de profits considérable : les réserves de gaz sont les deuxièmes plus grandes d'Amérique latine. Une vraie manne en termes d'exportations et de rentrées de devises, qui ouvre la possibilité de politiques sociales de redistribution.

²⁵ Cette première partie est originellement écrite en 2007, publiée en 2008 dans les *Carnets boliviens. Un goût de poussière (1999-2007)*, Montreuil, Aux lieux d'être.

Face à ce poids économique de la gestion des ressources naturelles, les victoires des mobilisations du début des années 2000 permettent d'inscrire durablement dans le champ politique bolivien la défense d'une souveraineté nationale mise en péril par la mainmise du capital étranger et par les promoteurs nationaux des politiques néolibérales²⁶. Mais les conflits autour de l'eau, du gaz – et même de la feuille de coca – ont une autre caractéristique : ils permettent la convergence entre, d'une part, les forces sociales « national-populaires²⁷ », qui combattent les oligarchies accusées de « vendre le pays », et, d'autre part, un mouvement indigène qui réactive l'idéal de décolonisation des populations dites « originaires » (aymara, quechua, guarani, etc.). Les luttes sociales boliviennes présentent ainsi une configuration particulière dans la recomposition des gauches en Amérique latine : en articulant défense de la souveraineté nationale et thématiques indianistes²⁸, elles visent une double refondation de l'État, chargé de promouvoir à la fois égalité socio-économique et pluralité ethnique.

J'ai choisi d'étudier le cas de l'eau parce qu'il constitue une entrée beaucoup plus directe que ceux de la coca et du gaz sur les inégalités affectant les populations les plus démunies – en particulier à El Alto, épice des mobilisations du pays. El Alto est une ville atypique : une étendue croissante et incontrôlée d'habitations sur l'Altiplano qui surplombe la ville de La Paz, siège du gouvernement bolivien. Lieu d'arrivée des paysans pauvres migrant de la province environnante, cette périphérie populaire connaît une intense activité économique qui côtoie des formes extrêmes de pauvreté. Une autre

²⁶ Voir Lesley Gill, *Teetering on the Rim, Global Restructuring, Daily Life and the Armed Retreat of the Bolivian State*, New York, Columbia University Press, 2000 ; Benjamin Kohl, « Privatization Bolivian style: a cautionary tale », *International Journal of Urban and Regional Research*, 8 (4), 2004, p. 893-908.

²⁷ René Zavaleta, *Lo nacional-popular en Bolivia*, Mexico, Siglo XXI, 1986. La notion de *nacional-popular* désigne la centralité des luttes ouvrières dans un horizon d'autodétermination des masses.

²⁸ Le terme « indianiste » renvoie aux discours et aux mouvements provenant des communautés indigènes ou de leurs représentants éclairés, souvent des citoyens – ce qui explique certains fantasmes et décalages avec le monde réel des communautés. Le terme « indigéniste » désigne les discours et les politiques à destination des populations indigènes, mais provenant d'instances extérieures aux communautés (État, organisations internationales, coopérations, etc.).

entreprise bolivienne de distribution d'eau y avait été privatisée dans les années 1990 : nommée Aguas del Illimani, elle couvrait les municipalités de La Paz et d'El Alto. La Lyonnaise des eaux, qui en était l'actionnaire principal, voulait en faire sa vitrine, et la preuve de sa capacité à s'installer dans des conditions extrêmes.

Dans le cadre d'un dossier du *Monde diplomatique* sur les multinationales de l'eau, j'ai pu me rendre sur place en 2002 et explorer certaines zones. Mon premier article sur le sujet était à charge contre l'entreprise (voir *infra* l'intervention : « Et l'eau de La Paz fut privatisée » p. XXX), et je n'avais pas mesuré à quel point les difficultés de la distribution d'eau venaient non seulement d'exigences de rentabilité économique, mais aussi d'une croissance urbaine incontrôlée et d'une situation politique peu favorable à l'équipement des quartiers pauvres. Le problème de départ était de comprendre la faible protestation des habitants contre une privatisation qui avait pourtant suscité une véritable insurrection populaire quelques années plus tôt à Cochabamba. J'ai ensuite mené, au cours de séjours d'un à deux mois entre 2003 et 2005, une préenquête dans deux quartiers parmi les plus pauvres de la partie nord d'El Alto. Très vite, il m'est apparu que les mobilisations de l'hiver 2004-2005 contre l'entreprise Aguas del Illimani, impulsées par la Federación de Juntas Vecinales [Fejuve*, Fédération des comités de quartier d'El Alto²⁹], ne présentaient pas le caractère spontanément anticapitaliste de celles de la « ville rebelle » – une image née de la « guerre du gaz » d'octobre 2003³⁰. Les protestations me semblaient plutôt répondre à une « politisation par nécessité » engendrée par les conditions

²⁹ La Fejuve regroupe les comités de quartier qui régissent la vie des quartiers par des réunions hebdomadaires où les habitants sont consultés sur les décisions à prendre et informés des mobilisations collectives auxquelles ils sont tenus de participer en tant que membres de la collectivité. Si quasiment toutes les villes et tous les villages de Bolivie ont leurs comités de quartier, la fédération des comités d'El Alto ne s'est constituée comme groupe de pression qu'à partir des années 1970 et s'est transformée depuis en force sociale mobilisatrice à grande échelle, intervenant dans la vie politique au même titre que les syndicats nationaux.

³⁰ Voir en particulier : Juan Manuel Arbona, Benjamin Kohl, « City profile: La Paz-El Alto », *Cities*, 21, 2004, p. 255-265 ; Sian Lazar, « El Alto, "ciudad rebelde". Organisational bases for revolt », *Bulletin of Latin American Research*, 25 (2), 2006, p. 183-199.

d'existence en milieu urbain³¹.

Cette analyse était (et reste) fortement liée aux spécificités de mon terrain d'enquête, ainsi qu'aux caractéristiques des informateurs qui m'avaient permis d'y accéder : des quartiers aux frontières extérieures de la ville, regroupant des populations caractérisées par la précarité économique, une maigre insertion dans les organisations politiques, syndicales ou associatives et un faible niveau scolaire. Il ne s'agissait cependant pas tant de contester la réalité de certaines mobilisations politiques à El Alto, en particulier leur très fort degré d'organisation, voire de contrainte au niveau local, que d'en restituer la portée sociale : justement parce que les zones les plus périphériques ne donnent pas prise à un fort encadrement de voisinage, elles font apparaître des formes d'existence collectives moins imprégnées par l'idéologie du moment³². Ce haut degré d'organisation se traduit par la valorisation des communautés, sous la forme de l'*ayllu**³³ dans le monde rural, ou des comités de quartier dans les espaces urbains. Ces zones périphériques permettent surtout d'étudier les conditions sociales d'émergence de formes d'auto-organisation avant toute institutionnalisation, dans une entité politique de décision ou dans une structure économique de gestion des ressources (coopérative, etc.).

J'ai mené mes premières enquêtes dans un quartier du nord de la ville d'El Alto, le *barrio** Solidaridad. Cette recherche pourrait s'apparenter à l'ethnographie d'un quartier populaire au sens que lui donne Oscar Lewis, selon lequel « la vie sociale n'est pas un phénomène de masse. Elle se passe pour l'essentiel dans de petits groupes, à l'intérieur de la famille, du foyer, du quartier, à l'église, dans les groupes formels et informels, etc. Toute généralisation

³¹ Franck Poupeau, « Une "politisation par nécessité" : les mobilisations pour l'accès à l'eau dans les districts populaires d'El Alto, Bolivie », in Laurent Bazin, Monique Selim (dir.), *Marchandises, marchandisation. Anthropologues et économistes face à la globalisation*, Paris, L'Harmattan-IRD, 2008.

³² Voir Franck Poupeau, « Managing scarcity of water: notes about political mobilizations in poor neighborhoods of El Alto, Bolivia », in Frode F. Jacobsen, John McNeish, *From Where Life Flows: The Local Knowledge and Politics of Water in the Andes*, Trondheim, Tapir Academic Press, 2006.

³³ L'*ayllu* est un principe d'organisation des communautés andines. Il a fait l'objet, ces dernières années, d'une véritable reconstruction politique dans le monde intellectuel bolivien, sur laquelle on reviendra au chapitre 8, livre IV.

portant sur la nature de la vie sociale en milieu urbain doit être fondée sur l'étude minutieuse de ces univers réduits plutôt que sur des représentations a priori de la ville dans sa totalité³⁴ ». Le problème de ce type d'étude de cas est son caractère fragmentaire : les mécanismes sociaux qui se présentent à l'échelon local comme des « effets de lieu » spécifiques renvoient aux transformations qui affectent l'espace urbain dans son ensemble. Cette remarque est particulièrement valable lorsqu'il s'agit d'étudier les inégalités d'accès à un bien comme l'eau : des strates successives différencient les quartiers, du point de vue à la fois de la distance au service et de la durée d'installation des résidents, puisque les quartiers les plus éloignés du centre sont aussi les plus récents et les moins équipés. Premier temps de l'analyse, l'enquête ethnographique ne constitue donc pas une fin en soi : elle permet de saisir le sens attribué par les populations résidentes à certains faits sociaux, et donc de réfléchir à la portée de certains indicateurs statistiques fréquemment utilisés dans les travaux sur les inégalités, en déconstruisant la perception ethnocentriste que l'on est spontanément tenté d'y appliquer. L'exemple d'une variable utilisée dans le recensement national de 2001 – la principale base de données sur El Alto – est ici révélateur : le fait d'habiter dans une maison au sol en terre battue, qui concerne près de 65 % de la population d'El Alto, est, pour l'observateur occidental, un signe indéniable de pauvreté. Aux yeux de certains habitants, cependant, ces conditions de logement ne constituent pas un motif d'indignation, même s'ils ne refuseraient sans doute pas un peu plus de confort : c'est que les priorités de ces familles sont ailleurs. Le même raisonnement s'applique à l'équipement en eau : ne pas avoir l'eau courante dans le domicile n'est pas choquant pour la plupart des résidents interrogés. Parce qu'ils n'ont jamais eu accès à ce degré de confort, parce qu'ils n'en ont pas développé le besoin, ou parce que d'autres priorités s'imposent au quotidien ; et c'est justement ce fait qu'il faut interroger, au lieu de simplement le percevoir comme un scandale moral et politique contre lequel il est confortable de s'indigner. Ce questionnement

³⁴ Oscar Lewis, « Further observations on the folk-urban continuum and urbanization with special reference to México City », in Philip M. Hauser, Leo F Schnore, *The Study of Urbanization*, New York, Wiley, 1965, p. 491-503.

méthodologique sur les différences sociales de perception renvoie directement à l'écart ethnographique qui caractérise l'accès aux terrains de la pauvreté urbaine.

Un difficile accès au terrain

Une forme d'anthropologie de la globalisation ne conçoit l'enquête que dans la reconnaissance préalable d'une différence irréductible – et décoloniale – avec les gens rencontrés et interviewés, dont le chercheur en sciences sociales pense parfois partager les modes de vie, alors qu'il s'en distingue sur des points essentiels : la couleur de sa peau, le niveau de son revenu, et surtout la possibilité, à un moment ou un autre, de s'extraire des contraintes d'un quotidien souvent pénible, sale et froid. « Le fait de vivre dans la merde, comme le savaient les victoriens, sépare authentiquement deux humanités existentielles³⁵ » : jamais je n'aurais pensé que cette sentence brutale de Mike Davis s'appliquerait aussi justement aux difficultés de la recherche.

Il est sans doute paradoxal de commencer la relation d'une enquête par l'aveu de son impossibilité. Au milieu des bourrasques qui soulèvent la poussière âcre de l'Altiplano, je me suis heurté à cet écart incompressible avec le monde que je cherchais à comprendre – et que les manuels appellent « pauvreté urbaine ». Avec, toujours, le vent, comme une bouffée d'incertitude. Analysant les mythes amérindiens de capture du vent, et les télescopages de traditions auxquels ils donnent lieu, Claude Lévi-Strauss avait déjà évoqué cette situation où « les catégories habituelles de la pensée vacillent. On ne sait plus ce que l'on cherche : une communauté d'origine, indémontrable tant sont ténues les traces qui pourraient l'attester ? Ou une structure réduite par des généralisations successives à des contours si évanescents qu'on désespère de la saisir ? À moins que le changement d'échelle ne permette d'entrevoir un aspect du monde moral où, comme les physiciens le disent de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, l'espace, le temps et la structure se confondent : monde où nous devrions nous borner à percevoir de très loin l'existence en

³⁵ Mike Davis, *Le Pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, p. 144.

abandonnant l'ambition d'y entrer ?³⁶ » Ce vacillement de la raison ethnographique face aux désirs de connaissance fusionnelle est à coup sûr amplifié par les écarts sociaux que met au jour une enquête sur des situations de pauvreté extrême.

Mais si nous n'avons, pour reprendre Montaigne, « aucune communication à l'être » des sociétés auxquelles, en définitive, nous n'appartiendrons jamais, la possibilité d'un retour sur soi, sur son regard et ses limitations, n'en reste pas moins ouverte. Contre le désir d'immersion innocente (qui est l'extrême opposé du sentiment d'irréductible étrangeté) s'impose le constat que chaque enquêteur a ses informateurs privilégiés. « C'est nous qui dépendons de nos informateurs, quand nous ne sommes pas choisis par eux », rappellent Pierre et Micheline Centlivres en évoquant les liens personnels « parfois contraignants » qu'ils ont construits au cours de leurs enquêtes en Afghanistan³⁷. Et il faut parfois un peu de chance pour rencontrer les personnes susceptibles de renvoyer, dans la relation d'enquête, l'image d'une différence acceptée : chacun est là non parce qu'il fait semblant d'être semblable, mais parce que précisément il incarne le regard extérieur qui donne un sens différent, parfois, à des souffrances et des joies, à l'ennui et aux luttes quotidiennes ; chacun est là pour, simplement, exister. C'est dans cette acceptation que l'on assume aussi sa culpabilité d'étranger qui sait très bien que les mots ne suffisent pas pour améliorer les choses, et que l'engagement du savant dans ses livres est pour partie mensonge.

Si le chercheur doit rendre des comptes, c'est parce qu'il a une responsabilité particulière, qui dépasse le simple fait de témoigner : le luxe de vivre pour la science et de la science se repaît de la vie des autres, et ce n'est pas seulement une forme brutale d'anti-intellectualisme que de penser qu'il impose en retour des devoirs ou, comme on disait dans l'Antiquité, des « offices ». Cette morale politique qui se moque de la morale ethnographique est sans doute la plus élémentaire justification du fait d'intervenir dans le déroulement de l'enquête : parce qu'il y a des situations où l'on ne peut pas

³⁶ Claude Lévi-Strauss, *Histoire de Lynx*, Paris, Plon, 1991, p. 320.

³⁷ Pierre Centlivres & Micheline Centlivres-Demont, *Revoir Kaboul. Chemins d'été, chemins d'hiver entre l'Oxus et l'Indus, 1972-2005*, Carouge, Zoé, 2007, p. 124.

simplement venir, observer, écrire, et ensuite partir en se promettant de bien rendre compte des « faits », du « sens vécu » ou des « causes », on met un peu de ses ressources, économiques ou sociales, au service de gens qui figurent pourtant « dans l'objet ». « Plaisants causeurs », raillait Montaigne (*Essais*, III, 11) en visant les savants qui, cherchant à tout expliquer, méconnaissaient les limites de la raison et du raisonnement. De ce point de vue, le chercheur étudiant des zones d'extrême pauvreté urbaine n'a d'autre solution que de mettre fin au discours autojustificateur renvoyant à l'illusion du partage d'un quotidien qui ne sera jamais le sien. Il doit accepter le rôle assigné à l'observateur étranger dans ces communautés urbaines marginalisées : non pas tenter de s'insérer en faisant comme s'il était des leurs, mais intervenir pour répondre aux besoins les plus urgents. La reconnaissance de cette position permet paradoxalement de développer une proximité avec des personnes qui échappent généralement à toute enquête, ou que l'on ne peut interviewer qu'en contrebande, tant l'écart de conditions dresse l'évidence d'un mutisme sociologique. « Le partage de la vie de ceux que nous étudions était impossible, l'insertion une illusion. La fameuse "observation participante" n'était qu'un slogan dérisoire », rapportent encore modestement Pierre et Micheline Centlivres lorsqu'ils évoquent leurs relations avec les Afghans dans les camps de réfugiés où ils enquêtaient dans les années 1980 : ceux-ci les prenaient pour des membres d'organisations humanitaires, et seule la mémoire partagée du pays « d'autrefois » leur permettait d'établir une amorce de communication³⁸.

L'ethnographie de zones de pauvreté n'attache généralement pas assez d'importance aux conditions d'observation et, en particulier, aux conditionnements du regard liés à la position du chercheur. Les récits à la première personne, où rien n'est épargné au lecteur, du passage aux toilettes collectives aux moments de doutes les plus métaphysiques, échappent rarement à une forme de narcissisme fondée sur la croyance qu'il suffit de se mettre en scène sur le terrain pour en finir avec la différence ethnographique. Et plus l'anthropologue parle de ses sentiments, de son immersion progressive

³⁸ P. Centlivres, M. Centlivres-Demont, *Revoir Kaboul...*, *op. cit.*, p. 126.

dans son milieu d'étude, plus il tend à occulter les différences de statut ou de style de vie, sans se demander si ces différences peuvent s'effacer – même au prix d'une recherche de plusieurs années. Cette forme de dénégation a des effets sur l'analyse des formes de pauvreté : l'introspection conduit trop souvent à occulter les limites du point de vue particulier des informateurs privilégiés. Les relations d'enquête sont pourtant bien des relations sociales, où la position du chercheur dépend tout autant de ses caractéristiques propres que de ses conditions d'accès au terrain.

C'est aussi pour cette raison qu'il n'est pas facile d'enquêter dans une ville comme El Alto, où l'entrée la plus immédiate provient souvent du contact avec des dirigeants syndicaux, des responsables de district, des jeunes politisés, des militants humanitaires ou des travailleurs sociaux. Ces contacts font perdre de vue l'autre face de cette ville tant mythifiée depuis les mobilisations sanglantes de 2003 contre la privatisation du gaz : elle n'est pas seulement un tissu de « micro-organisations urbaines » héroïquement dressées contre les régimes néocoloniaux et leurs agents répressifs³⁹. Comme beaucoup de métropoles dont la croissance se poursuit à un rythme important, El Alto contient des zones périphériques en expansion, entre la ville et la campagne, qui, nettement moins structurées et moins visibles que les quartiers les plus anciens, restent pour cela hors d'atteinte de la plupart des observateurs savants. Ces quartiers requièrent un regard particulier : « En se plaçant au plus près des espaces-temps de la vie citadine, l'ethnologue voit émerger une autre ville, présente et agissante dans la non-ville elle-même, c'est-à-dire au milieu de formes et de politiques de ségrégation qui divisent et séparent les espaces et les mondes sociaux urbains⁴⁰. » Cette autre ville, je l'ai rencontrée dans des figures familières, et pour cela peu étudiées, dont la présence quotidienne finit par faire partie du décor, au moins si l'on ne voit de la politique que son aspect officiel et public : les femmes et épouses, accompagnées de leurs enfants, qui occupent l'espace ordinaire des

³⁹ Pablo Mamani, *Microgobiernos barriales. Levantamiento de la ciudad de El Alto (octubre 2003)*, La Paz, Cades-Cides université de San Andrés, 2004.

⁴⁰ Michel Agier, *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Amsterdam, Overseas Publishers Association-Éditions des archives contemporaines, 1999, p. 13.

quartiers marginaux et auxquelles revient la gestion quotidienne du foyer.

La difficulté que l'on rencontre pour accéder à ces quartiers ne tient pas seulement à l'éloignement, au manque de repères spatiaux ou à la difficulté d'établir des contacts : il faut avant tout laisser de côté les fantasmes militants qui donnent du pays l'image quelque peu romantique d'une rébellion permanente ; il faut dépasser aussi une certaine fascination pour El Alto, symbole des luttes sociales dans une Amérique latine qui reste « le lieu d'un exotisme étrangement familier et l'espace de projection privilégié de toutes les pulsions utopiques de la gauche européenne⁴¹ ». Pour comprendre l'émergence d'un mouvement populaire menant aux victoires électorales du MAS à partir de décembre 2005, je reviendrai sur le cycle insurrectionnel qui agita le pays à partir de 1999 (chapitre 1) ; il constitue la toile de fond de mes premières enquêtes à El Alto (chapitre 2). Cette présentation chronologique n'est pas le fruit du hasard : en montrant la coïncidence entre le déroulement d'événements politiques peu ordinaires et la découverte toute personnelle d'une autre société, elle décrit la genèse d'un regard à la fois plus distancié et plus proche.

⁴¹ Marc Saint-Upéry, *Le Rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte, 2007, p. 13.

Image cbba

Chapitre 1 : De l'eau dans le gaz. Les luttes sociales en Bolivie (1999-2005)

« Ce qui est en crise actuellement en Bolivie est la nature même de la domination étatique, avec ses modèles clientélistes, patriarcaux et coloniaux de relations entre gouvernants et gouvernés, entre élites et classes-ethnies subalternes. Lorsque devient explicite une telle confrontation entre les “deux Bolivie”, on entend l'écho des “deux Républiques” coloniales, et les blessures recommencent à saigner dans le corps des classes-ethnies opprimées. Et si les élites, influencées par la social-démocratie européenne, ont appris la rhétorique du “pluri-multi” et l'utilisation purement ornementale de la diversité culturelle, elles n'en ont pas pour autant abandonné leur mépris pour le travail manuel, les langues, les formes de sociabilité ou les dimensions productives et politiques des sociétés indigènes. Elles n'ont pas abandonné non plus l'étroit contrôle qu'elles exerçaient sur les prises de décision publiques ni la trame raciste, machiste et excluante qui organisait leurs conduites quotidiennes. »

Silvia Rivera Cusicanqui, *Oprimidos pero no vencidos*, 1980

La « guerre de l'eau » à Cochabamba

« Cochabambino, Cochabambina, Les droits ne se mendient pas. Les droits se conquièrent. Personne ne va lutter pour les nôtres. Ou bien nous luttons pour la justice ou bien nous tolérons l'humiliation infligée par de mauvais gouvernants. » C'est sur ces phrases que s'achève le manifeste de Cochabamba, lancé par la Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida (« Coordination de défense de l'eau et de la vie ») le 10 janvier 2000, veille de la mise en place du blocage illimité de la ville. Cette mobilisation regroupe un ensemble hétérogène de leaders syndicaux et paysans et de citoyens indignés par la privatisation de l'eau municipale. La « guerre de l'eau », dont les premières protestations ont en réalité commencé en décembre 1999, constitue de fait le premier ébranlement politique du consensus néolibéral en Bolivie, avec l'expulsion de la multinationale Aguas del Tunari, pourtant soutenue jusqu'au bout par le gouvernement. Les mouvements de contestation du pays, qui ont appuyé la mobilisation, trouvent dans ce succès un nouvel élan : s'ouvre alors une période de fortes luttes sociales qui élargissent progressivement leurs plateformes de revendications, passant du refus de la privatisation de l'eau à la réappropriation collective des richesses naturelles nationales⁴².

La plupart des entreprises publiques boliviennes (transports, électricité, télécommunications, etc.) avaient été progressivement privatisées à partir de la fin des années 1980, sous l'impulsion du ministre de l'Économie de l'époque, Gonzalo Sánchez de Lozada (voir annexe 1 sur « L'instauration du néolibéralisme en Bolivie » p. XXX). Élu président de la République de 1993 à 1997, il s'attaque au secteur de l'eau, encore en grande partie géré par des structures communautaires (en milieu rural) ou municipales (en milieu urbain). En 1997, la concession de La Paz est cédée au consortium Aguas del Illimani, dans lequel l'entreprise française Suez-Lyonnaise des eaux

⁴² Voir Raquel Gutiérrez Aguilar, Álvaro García Linera, Luis Tapia, « La forma multitud de la política de las necesidades vitales », in Álvaro García Linera *et al.*, *El retorno de la Bolivia plebeya*, La Paz, Muela del Diablo, 2000 ; Willem Assies, « David versus Goliath in Cochabamba. Water rights, neoliberalism, and the revival of social protest in Bolivia », *Latin American Perspectives*, 30 (3), 2003, p. 14-36 ; Thomas Perreault, « From the Guerra del Agua to the Guerra del Gas. Resource governance, neoliberalism and popular protest in Bolivia », *Antipode*, 38 (1), 2006, p. 150-172.

est majoritaire. Une loi édictée en octobre 1999 entend mettre fin à la gestion communautaire de l'eau et confier tous les pouvoirs de répartition des privatisations à un superintendant national chargé de mettre en œuvre la privatisation du service. Ainsi, à Cochabamba, Aguas del Tunari, consortium détenu à 55 % par International Water Limited, filiale de la compagnie américaine Bechtel, obtient un monopole de captation et de diffusion qui va jusqu'à interdire de collecter l'eau de pluie dans des bacs privés, ou encore faire payer l'eau d'irrigation aux paysans. Alors que la balance hydrologique du bassin révèle un équilibre fragile entre consommation et apport, le plan d'aménagement conçu pour alimenter la ville (par la construction d'une retenue d'eau, d'une centrale hydraulique et d'un tunnel de 20 kilomètres, le tout connu sous le nom de « projet Misicuni », projet qui ne sera achevé qu'en 2019 avec un financement de l'Agence française pour le développement) constitue le prétexte pour augmenter les tarifs de 35 % à 300 % selon les cas. Les cuves collectives sont les plus touchées : une situation dramatique dans une ville où 55 % des citoyens seulement accèdent à l'eau potable et dont 20 % aux alentours sont approvisionnés par une distribution coopérative. Les particuliers se trouvent également très affectés : le tarif peut désormais s'élever à 20 dollars, quand le salaire mensuel moyen est de 80 dollars. Cette augmentation des prix est liée aux règles édictées par la Banque mondiale, qui interdit l'extension du réseau de distribution par le recours aux subventions d'État et impose une solution uniquement tarifaire, au détriment des populations les plus pauvres⁴³.

Ce sont les paysans de la région qui se mobilisent les premiers, dès la promulgation de la nouvelle loi. Isolés, ignorés par les partis politiques, les *regantes**, cultivateurs responsables de la gestion de l'eau et de l'irrigation, sont regroupés dans la Federación Departamental Cochabambina de Organizaciones de Regantes (Fédération départementale des comités d'organisation de l'eau, plus couramment dénommée « Fedecor* »)⁴⁴. Ils trouvent appui auprès des

⁴³ Voir Andrew Nickson, Claudia Vargas, « The limitations of water regulation: the failure of the Cochabamba concession in Bolivia », *Bulletin of Latin American Research*, 21 (1), 2002, p. 99-120.

⁴⁴ Voir Carmen Peredo Montaña, « La guerre de l'eau à Cochabamba », *Alternatives Sud*, 8 (4), 2001, p. 183-190.

travailleurs de la ville, organisés autour de la Federación de los Trabajadores Fabriles* (« Fédération des travailleurs de l'industrie ») de Cochabamba, un syndicat devenu, depuis quelques années, plus influent et plus mobilisateur à l'échelon local que la traditionnelle Central Obrera Boliviana (Centrale ouvrière bolivienne), la COB*, à laquelle il est pourtant rattaché. Cette union des travailleurs ruraux et urbains s'organise dès le mois de novembre 1999 sous le nom de « Coordinadora de Defensa del Agua et de la Vida ». Très vite, la résistance se met en place et, le 11 janvier 2000, la *coordinadora* appelle à un blocage illimité des routes et des rues : au bout de quatre jours, un accord provisoire est conclu avec le gouvernement national pour réviser la loi. Mais, face au refus de baisser les tarifs, elle fait naître un mouvement de résistance civile consistant à ne pas payer les factures pendant trois mois. La situation se durcit au point de provoquer une deuxième mobilisation en février qui, après deux jours d'affrontements dans les rues de la ville, aboutit à un rétablissement des tarifs antérieurs.

En mars 2000, la *coordinadora* organise une consultation sur la forme que doit prendre l'exploitation de l'eau : plus de 50 000 personnes participent au vote pour réclamer le départ du consortium Aguas del Tunari. Cette légitimité populaire permet à la *coordinadora*, dont les porte-parole sont entrés dans la clandestinité pour échapper à la répression, de tenir la ville lorsque, en avril, les forces armées sont envoyées pour lever le blocage. Face à la mobilisation massive de la population, le gouvernement devra se résoudre à négocier puis consentir au retrait d'Aguas del Tunari. Ce retrait marque le coup d'arrêt de la privatisation du service de l'eau en réattribuant sa gestion au Servicio municipal de agua potable y alcantarillado (Semapa, Service municipal de l'eau potable et des égouts). La *coordinadora* rédige des propositions pour collectiviser l'exploitation de l'eau par la mise en place d'une structure municipale coopérative et pour faire entrer la voix des habitants dans le directoire de la nouvelle entreprise, dont le bon fonctionnement devient un enjeu politique : ainsi, le gouvernement, qui avait annulé la dette de l'entreprise lors de sa privatisation, la réactive dès sa remunicipalisation, tandis que Bechtel réclame 25 millions de dollars

de compensations auprès du tribunal économique international⁴⁵.

La « guerre de l'eau » peut être considérée comme un moment fondateur à plusieurs égards. Comme Pierre Sauvêtre l'a bien vu, un tel mouvement excède la défense d'usages traditionnels pour incarner l'exercice d'une souveraineté sociale qui définit un « commun » par le fait qu'il appartient à ce que Karl Polanyi a pu désigner comme le « contre-mouvement pour la protection de la société » face aux forces étatiques et entrepreneuriales qui appuient la dynamique d'autorégulation du marché : « [...] ce qu'il y a de nouveau ici, c'est que cette forme de protection de la société est revendiquée comme autoprotection, que ce soit sous la forme d'initiatives économiques autogérées ou d'initiatives politiques autogouvernées. La sociologue mexicaine Raquel Gutiérrez Aguilar utilise le terme de "protagonisme social" [...] pour désigner cette dimension d'autoactivité populaire qui caractérise les mouvements pour le commun. [...] Dans les conditions de la guerre de l'eau et ses conséquences, on ne peut pas d'une part ramener *lo común* (le commun) à un *mode de gestion des ressources* [...] au sens d'Ostrom, puisqu'il s'agit d'une *forme d'exercice de la souveraineté* qui pose la question du pouvoir et de sa légitimité. [...] La pratique du commun, telle qu'elle est construite dans l'expérience bolivienne de la guerre de l'eau, associe trois éléments : une *pratique assembléiste* de la politique, une forme de *souveraineté sociale* fondée sur le pouvoir des usagers et une *norme conflictuelle* vis-à-vis de l'État et du marché⁴⁶. »

La « guerre de l'eau » n'est donc pas seulement fondatrice au sens où elle marque l'émergence d'un cycle de protestations engagé quelques années auparavant par les mouvements indigènes de l'Orient bolivien ; elle témoigne du pouvoir de structures de base (dans ce cas : les comités de quartier et les comités d'irrigation, regroupés dans la Coordinadora de Defensa del Agua) ; plus exactement, c'est à la faveur de cette guerre que ces structures de base sont amenées à revendiquer leur capacité à faire reconnaître

⁴⁵ Voir Carlos Crespo, Susan Spronk (dir.), *Después de las guerras del agua en Bolivia*, La Paz, Plural-Cesu-UMSS, 2007.

⁴⁶ Pierre Sauvêtre, « Commun et protagonisme démocratique : oublier Ostrom », in Christian Laval, Pierre Sauvêtre, Ferhat Taylan (dir.), *L'Alternative du commun*, Paris, Hermann, 2019 (p. 47-61), p. 49 et 57.

publiquement un agenda politique qui, loin de se restreindre à la gestion de l'eau, exige la réappropriation nationale des ressources naturelles et, surtout, propose la tenue d'une Assemblée constituante destinée à construire une organisation politique alternative à celle des partis : une « souveraineté sociale » qui ouvre « le projet de construction d'un public non étatique⁴⁷ ».

Les conditions sociales du renouveau des mobilisations

Le renouveau des luttes boliviennes lors de la « guerre de l'eau » a de multiples causes. Il tient tout d'abord à l'efficacité propre de la forme organisationnelle du mouvement. L'alliance entre les paysans, les comités d'irrigation, les ouvriers et les professions intermédiaires, tous représentés dans la Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida, a en effet entraîné à la fois une forte implantation dans la population et une unité d'action favorisée par des pratiques communautaires : l'organisation d'assemblées de quartier, permettant de faire remonter les problèmes et de construire des revendications collectives⁴⁸ ; la tenue d'assemblées générales sur la place centrale pour avaliser ou infirmer les décisions des porte-parole a institué une participation politique qui s'est concrétisée, en juillet 2000, par l'incorporation de représentants du mouvement dans le directoire de la nouvelle entreprise, aux côtés des représentants du personnel et de la municipalité. Certes, la gestion municipale de l'eau se heurtera à de nombreux obstacles (notamment la difficulté à connecter les quartiers les plus défavorisés du sud de la ville), mais, sur le plan politique, la « guerre de l'eau » marque dans le pays le réveil des mouvements sociaux autour des demandes de réappropriation du contrôle des ressources naturelles. Un slogan largement repris sur les murs de la ville incarne cette rupture : « *Hemos perdido el miedo* » (« Nous n'avons plus peur »).

Le succès de la mobilisation vient aussi de particularités historiques de la région de Cochabamba : une forte tradition militante

⁴⁷ *Ibidem*, p. 58.

⁴⁸ Voir Raquel Gutiérrez Aguilar, « La Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida. A un año de la guerra del agua », in Álvaro García Linera *et al.*, *Tiempos de rebelión*, La Paz, Muela del Diablo, 2001, p. 193-211.

s'y est forgée, grâce à la fois aux migrations régulières de travailleurs des mines de Potosí et d'Oruro et à l'héritage de la révolution de 1952⁴⁹. Cette révolution avait permis la nationalisation des mines, l'instauration du suffrage universel et une réforme agraire incluant un partage des terres. Le parti au pouvoir jusqu'en 1964, le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR*, Mouvement nationaliste révolutionnaire), contrôlait ainsi le mouvement paysan à travers la mise en place d'un réseau syndical puissant, dont de nombreux leaders avaient été formés dans les régions minières du pays avant d'émigrer dans des zones plus rurales. Après une brève parenthèse de 1964 à 1973, lors de laquelle le syndicalisme paysan constitua un des piliers des régimes dictatoriaux avec la conclusion du pacte militaire-paysan, qui permettait l'approfondissement de la réforme agraire, les flux migratoires se sont accentués dans les années 1980 avec la fermeture massive des mines du fait de la crise du marché mondial des minéraux. Le syndicalisme agraire renforcé par les anciens mineurs redoublait alors l'action des mouvements indianistes qui, depuis la résistance au colonialisme et le katarisme⁵⁰, commençaient à trouver dans la défense de la feuille de coca le principe de redéfinition d'une identité nationale⁵¹.

La crise du mouvement ouvrier bolivien commence avec l'échec de la marche sur La Paz en 1986, par laquelle les organisations sociales protestaient contre la politique du gouvernement en matière d'emploi, en particulier contre la fermeture des principales mines du pays. Elle ouvre néanmoins des espaces de militantisme plus proches des réalités locales. L'action de la Federación de los Fabriles de Cochabamba, qui a donné à la Coordinadora de Defensa del Agua les

⁴⁹ Voir José M. Gordillo, *Campesinos revolucionarios en Bolivia. Identidad, territorio y sexualidad en el Valle Alto de Cochabamba (1952-1964)*, La Paz, Promec-U. de la Cordillera-Plural, 2000 ; Jean-Pierre Lavaud, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas de la Bolivie*, Paris, IHEAL-L'Harmattan, 1991.

⁵⁰ Le mouvement katariste (ainsi nommé en référence au leader indigène Túpac Katari, qui dirigea un soulèvement autour de La Paz à la fin du XVIII^e siècle), né au cours des années 1970, a contribué à rénover le syndicalisme paysan en réhabilitant « l'identité indienne ». Voir Sinclair Thomson, *We Alone Will Rule: Native Andean Politics in the Age of Insurgency*, Madison, université du Wisconsin, 2002.

⁵¹ Voir Félix Patzi, *Insurgencia y sumisión. Movimientos indigeno-campesinos (1983-1998)*, La Paz, Muela del Diablo, 1999.

moyens matériels d'une action autonome, s'inscrit ainsi dans le vide laissé par la COB. Le syndicat des *fabriles*, à la tête duquel se trouve Oscar Olivera (voir encadré *infra* « Un syndicalisme de luttes », p. XXX), est fortement implanté dans la population grâce à son action en faveur des droits élémentaires non seulement des travailleurs, mais aussi des individus ou groupes sociaux les plus en difficulté : dans ses locaux situés à l'angle de la place principale de la ville défilent à longueur de journée des gens qui peuvent n'être ni membres du syndicat ni ouvriers. Cet ancrage local du syndicat des Fabriles, renforcé par la création, à la fin des années 1990, d'une école syndicale, s'ajoute au capital symbolique du porte-parole de la *coordinadora* face à des représentants gouvernementaux qui impulsent un retrait de l'État perçu par la population comme une trahison supplémentaire au profit du capital étranger. Les entreprises multinationales contrôlent, au début des années 2000, 35 % du PIB du pays ; elles se présentent comme les agents « modernisateurs » d'une économie fortement dualisée où les entrepreneurs nationaux voient peu à peu leur place se réduire.

Ce régime d'accumulation capitaliste hybride, où coexistent des structures productives traditionnelles, des structures coloniales et d'autres néolibérales, précipite la désagrégation de la condition ouvrière et de sa forme organisationnelle autour d'un syndicat de masse⁵². La fragmentation du monde ouvrier dans des fabriques, légales ou clandestines, de petite taille, plus adaptées à la flexibilité de la commande externe ou à la mise en place d'une économie parallèle, ne permet cependant pas la réorganisation de ces travailleurs précarisés et exploités dans une structure représentative. Le développement de formes d'auto-organisation locales, qui s'appuient sur les structures traditionnelles pour pallier les carences publiques dans les domaines de base (eau, alimentation, électricité), peut ainsi être interprété comme une tentative de s'opposer à ces mécanismes économiques de déréglementation.

⁵² Voir Raúl Zibechi, « La disgregación de la clase obrera », in Raúl Zibechi, *La mirada horizontal: movimientos sociales y emancipación*, Montevideo, Nordan-Comunidad, 1999 ; Álvaro García Linera, « Sindicato, multitud y comunidad. Movimientos sociales y formas de autonomía política en Bolivia », in Álvaro García Linera *et al.*, *Tiempos de rebelión*, La Paz, Muela del Diablo, 2001.

Un syndicalisme de luttes

Cochabamba est une ville de plus de 1 million d'habitants, nichée à 2 500 mètres d'altitude au creux d'une vallée de la cordillère des Andes, entre l'Altiplano et les régions tropicales du Chapare. Au moment de la « guerre de l'eau », je fais la rencontre, grâce aux amis du groupe Comuna, du porte-parole de la *coordinadora*, Oscar Olivera, chez qui je vais alors systématiquement loger lors de mes visites à Cochabamba. Sa maison, dans un quartier éloigné à l'écart de toute route goudronnée, est en perpétuel chantier : la récente notoriété qu'il a acquise lors des mobilisations contre la privatisation lui interdit désormais de faire étalage de ce qui pourrait s'apparenter à une quelconque rentrée supplémentaire de revenus. En Bolivie, les dirigeants syndicaux ou communautaires sont en effet soumis à un fort contrôle de leurs bases, et le soupçon d'enrichissement personnel illicite sur le dos de la collectivité est sans cesse présent – sans doute en réaction à la corruption dont sont accusés les hommes politiques à l'échelon national. Pendant de nombreuses années encore, Oscar Olivera s'interdira de changer de voiture, et même de mettre les pieds dans un supermarché.

Ancien ouvrier de la plus grande fabrique de chaussures du pays, ce dirigeant du syndicat des *fabriles* est présent au quotidien dès 7 heures du matin dans le local de la fédération, où il reçoit à longueur de journée des personnes venant demander assistance juridique ou appui politique. Lors de la « guerre de l'eau » et des mois d'effervescence qui suivront, c'est dans son bureau, décoré de portraits de Che Guevara, que se tiennent la plupart des réunions, avec Omar Fernández, le dirigeant des comités d'irrigation, et Evo Morales, alors député du MAS. C'est encore lui qui anime la majorité des conférences de presse données dans une salle de la fédération, devant les drapeaux aux couleurs nationales portant les emblèmes du syndicat. Du balcon de cette salle, qui donne sur la place du 14 de Septiembre, la principale place de la ville, sont menés les principaux *cabildos** (assemblées populaires) qui amèneront à l'expulsion d'Agua del Tunari.

Le dimanche, alors que le siège de la fédération est fermé, Oscar Olivera se rend dans les quartiers populaires de la périphérie : appelé à se prononcer lors des multiples assemblées de quartier qui ont lieu, surtout dans les quartiers sud, au sujet de la pénurie d'eau, il bénéficie d'un véritable prestige politique. Dans chaque communauté, nous sommes invités à partager un repas et surtout la traditionnelle *chicha**, un alcool de maïs épais et âcre, servi dans un seau en plastique avec une unique écuelle en bois qui passe de main en main. Oscar semble alors bien content de m'avoir à ses côtés : invité exceptionnel, car de passage, c'est à moi que revient l'honneur d'absorber la plupart des libations de bienvenue...

L'émergence d'Evo Morales et du Movimiento al Socialismo

Parmi les premiers soubresauts de la contestation figure en bonne place l'émergence d'une force politique nouvelle, le MAS, un parti issu du syndicalisme des cultivateurs de la coca (les *cocaleros*), qui résistent aux politiques d'éradication impulsées par les États-Unis d'Amérique depuis les années 1980. En janvier 1999, le MAS remporte son premier succès électoral en gagnant neuf mairies lors des élections municipales. Son leader, Evo Morales, acquiert peu à peu une dimension centrale dans la vie politique bolivienne. Son soutien aux protestations menées par les *cocaleros* lui vaut d'être destitué de son poste de député, et les attaques de l'ambassadeur américain le transforment en véritable symbole des protestations sociales contre un milieu politique discrédité et accusé de « trahir la patrie »⁵³. Evo Morales développe aussi une stratégie de conquête des classes moyennes urbaines en choisissant un journaliste « *blanco-mestizo* » (appartenant à l'élite des Blancs et des métis) comme candidat à la vice-présidence en 2002, tout en invitant massivement des personnalités de la gauche marxiste et nationaliste à se joindre aux listes de candidats du MAS et en faisant appel à des conseillers venus d'organisations non gouvernementales qui travaillaient déjà avec le mouvement « paysan-indigène ». Il termine ainsi deuxième à l'élection présidentielle, avec 21 % des voix, derrière Gonzalo Sánchez de Lozada (22,5 %), qui est élu grâce aux alliances politiques des partis établis.

Si le MAS a autant bénéficié électoralement de mobilisations auxquelles il a pourtant peu contribué dans les rues, c'est en raison de ses caractéristiques propres, grâce auxquelles il a trouvé dans le champ politique bolivien un espace de développement exceptionnellement favorable. Le MAS est en effet à la fois un parti politique et une fédération d'organisations sociales, ce qui lui permet de traduire politiquement le « cycle ascendant de protestations » sans

⁵³ Deux jours avant l'élection présidentielle de 2002, l'ambassadeur Manuel Rocha menace le peuple bolivien de représailles économiques en cas de victoire de Morales.

produire un lien de subordination direct envers le parti au pouvoir⁵⁴, comme au Venezuela ou au Brésil. Sans se réduire à un syndicat de cultivateurs de coca, le MAS porte durablement la trace de son origine dans la mesure où il exprime une forme d'entrée en politique du monde rural. À partir de la fin des années 1980 en effet, les politiques d'éradication de la coca incitent le syndicalisme paysan, renforcé par l'arrivée d'anciens mineurs dotés d'une solide formation militante, à nouer des alliances avec les forces de gauche de l'époque : c'est au sein de la Confédération syndicale paysanne bolivienne (CSUTCB*) que les *cocaleros* développent ainsi deux stratégies distinctes. D'une part, la défense de la coca comme partie intégrante de la culture indienne (andine et amazonienne), débouchant sur l'émergence d'un mouvement « paysan-indigène » face à la répression d'État ; d'autre part, l'impulsion d'une participation politique autonome à travers la constitution d'un « instrument » au service des organisations syndicales.

La culture de la coca fait partie d'une économie paysanne qui, sans être totalement monétaire, possède une rationalité spécifique du point de vue de la gestion de la main-d'œuvre, de l'autoproduction et des formes d'échange⁵⁵. Si la coca fut, avant la colonisation, l'un des premiers produits andins à faire l'objet d'une circulation mercantile⁵⁶ et si son exploitation fut loin d'être freinée par les *haciendas** coloniales⁵⁷, elle est devenue le symbole d'une culture préhispanique qui a résisté aux jugements dépréciatifs dont elle fait l'objet depuis plusieurs siècles : d'abord instrument de l'idolâtrie, puis signe de dégénérescence mentale et morale, elle a ensuite été qualifiée de drogue par ceux-là mêmes qui bénéficiaient de sa rente dans l'État colonial au XIX^e siècle. Cette thématique a été entretenue tout au long du XX^e siècle, en particulier dans les années 1970-1980, lors de

⁵⁴ Voir Hervé Do Alto, « Le MAS-IPSP bolivien, à la croisée des politiques institutionnelle et contestataire », in Denis Rolland et Joëlle Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 94-104.

⁵⁵ Voir Alison Spedding, *Kawsachun coca. Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*, La Paz, PIEB, 2005.

⁵⁶ Voir Luis Miguel Glave, *Trajinantes. Caminos indígenas en la sociedad colonial, Siglos XVI-XVII*, Lima, Instituto de Apoyo Agrario, 1989.

⁵⁷ Voir María Luisa Soux, *La coca liberal. Producción y circulación a principios del siglo XX*, La Paz, Cocayapu-CID, 1993.

l'expansion du narcotraffic, marquée par le « coup d'État de la cocaïne⁵⁸ » qui a porté le trafiquant Luis García Meza au pouvoir afin de lutter contre la progression de la gauche dans une démocratie électorale bolivienne tout juste instaurée. La loi 1008 sur la coca et les substances contrôlées, édictée en juillet 1988, en reconnaît bien un « usage licite » (mastication de la feuille, médecine et rituels), mais elle distingue arbitrairement des régions de « production traditionnelle » très restreintes et des régions où une « production excédentaire en transition » est destinée à être éradiquée, cette seconde catégorie regroupant en fait la plupart des zones de culture. Ces mesures ne permettront cependant pas d'impulser un « développement alternatif » dans les régions productrices, aucun des produits de substitution proposés par le gouvernement ne représentant un substitut viable à la coca⁵⁹. Elles ont en revanche d'autres effets : l'assassinat de dizaines de syndicalistes paysans depuis le début des années 1990, une radicalisation des *cocaleros*, qui n'ont plus rien à perdre face à la suppression de leur unique source de revenus, et le tarissement des financements du plan de développement alternatif. Criminaliser les dirigeants sociaux en les accusant de narcoterrorisme relève alors d'une logique implacable : il s'agit de provoquer de l'agitation sociale et des mouvements de résistance qui justifieront le recours à la répression et à des programmes d'aide que le gouvernement bolivien, affaibli par les politiques néolibérales, n'a pas les moyens de mener – ce qui augmente la dépendance du pays à l'égard de la coopération internationale⁶⁰.

La création d'un instrument politique vise, en promouvant une participation directe des militants syndicaux par une adhésion collective de leurs organisations, sans création parallèle d'une structure partisane, à éviter les divisions électorales qui ont naguère

⁵⁸ Voir Michael Levine, *Deep Cover. The Inside Story of How DEA Infighting, Incompetence and Subterfuge Lost Us the Biggest Battle of the Drug War*, New York, Blackprint, 2000.

⁵⁹ Voir Marie-Esther Lacuisse, « La redéfinition de la politique de la coca en Bolivie sous les présidences d'Evo Morales. Les enjeux de politique publique de la réforme », *Revue d'études en agriculture et environnement. Review of Agricultural and Environmental Studies*, 92, 2011, p. 441-468.

⁶⁰ Voir Antonio Rodríguez Carmona, *El proyectorado. Bolivia tras 20 años de ayuda externa*, La Paz, Plural, 2009.

affaibli le mouvement paysan : « À la différence du mouvement indigène équatorien, articulé autour de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie), qui créera elle aussi son "bras politique" avec le Mouvement de l'unité plurinational Pachakutik-Nouveau Pays, ou d'autres expériences de partis issus de mouvements sociaux, tel le Parti des travailleurs au Brésil, il n'existe pas dans le cas bolivien de différenciation entre organisations syndicales et formation partisane, les syndicats et organisations sociales de base constituant en quelque sorte les sections du parti. Par l'adhésion collective de ces organisations à l'instrument politique s'établit donc un lien organique entre ces deux entités : l'instrument fonctionne alors sur le mode d'une fédération d'organisations sociales⁶¹. » Cette ingénierie organisationnelle n'empêche pourtant pas les fractures au sein du mouvement : non seulement certaines organisations tendent à négocier leur adhésion, ce qui donne lieu à une sorte de clientélisme interne, mais surtout les rivalités entre représentants d'organisations sociales, qui mobilisent des réseaux de fidélités personnelles et locales, aboutissent, lors des élections parlementaires de 1997, à la rupture du courant d'Evo Morales. C'est alors qu'il fonde l'Instrument politique pour la souveraineté des peuples (IPSP), avant de reprendre le sigle d'un petit parti phalangiste, le MAS, reconnu comme parti politique par la Cour nationale électorale pour les élections municipales de 1999. Le nouveau MAS-IPSP va alors côtoyer un parti fondé l'année suivante, le Mouvement indigène pachakuti (MIP), du leader aymara Felipe Quispe, secrétaire de la CSUTCB et rival personnel d'Evo Morales. Mais, alors que le MIP s'enferme dans un nationalisme indianiste, le MAS développe une communication politique en direction des classes moyennes urbaines et une rhétorique de défense de la souveraineté nationale face à un grand capital étranger accusé de spolier les populations indigènes de leurs ressources.

C'est sur cette réactualisation du discours « national-populaire⁶² » de la révolution de 1952 que se greffe un indianisme teinté de marxisme qui fait l'originalité, et sans doute le succès, du

⁶¹ H. Do Alto, art. cit., 2007, p. 96.

⁶² Notion forgée par Gramsci et reprise par R. Zavaleta, *Lo nacional-popular*, op. cit.

MAS d'Evo Morales, devenu défenseur d'un « peuple » qui ne se résume plus aux ouvriers, mais inclut bel et bien les indigènes, jusque-là exclus de la vie sociale et institutionnelle du pays⁶³. Cette capacité à regrouper des tendances auparavant séparées, voire opposées⁶⁴, fait du MAS le principal bénéficiaire de la radicalisation de la vie politique bolivienne jusqu'en 2005. Ce sont d'abord les blocages à répétition sur l'Altiplano bolivien qui paralysent durablement le pays et entérinent l'entrée en politique des revendications indianistes ; ce sont ensuite les journées sanglantes de février 2003, où un mouvement de protestation des policiers contre la fiscalisation accrue de leurs revenus débouche sur des confrontations avec l'armée en plein centre-ville de La Paz, laissant pendant quelques jours l'impression d'une véritable absence de pouvoir. Mais c'est surtout la « guerre du gaz », en septembre-octobre 2003, qui marque un tournant dans la vie politique bolivienne en affirmant définitivement une volonté populaire de « souveraineté nationale » sur les ressources naturelles – un thème importé dans le champ politique par les mouvements sociaux.

Evo Morales : l'imbrication des organisations politiques et syndicales

La révolution de 1952 ne produisit pas seulement la nationalisation des terres et des hydrocarbures : en renversant la *rosca**, l'élite en place depuis le XIX^e siècle, elle a créé d'autres conditions d'accès à la politique institutionnelle. Le cogouvernement instauré par le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Victor Paz Estenssoro et la Centrale ouvrière bolivienne de Juan Lechín Oquendo précipita l'imbrication des champs politique et syndical, faisant du contrôle exercé par les dirigeants sur les mouvements sociaux un mode de gestion politique. Une cinquantaine d'années plus tard, l'ascension d'Evo Morales témoigne de la pérennité de ce modèle.

Evo Morales Ayma est né le 26 octobre 1959 à Isallavi, une communauté aymara située dans le canton d'Orinoca, une ville de mineurs du département d'Oruro, sur l'Altiplano andin. Issu d'une modeste famille de paysans, il participe aux tâches agricoles dès l'âge de six ans tout en allant à l'école. Il occupe ses premiers postes de responsabilités en jouant au football : il crée dans son village une équipe nommée « Fraternité », et, lorsqu'il a seize ans, les

⁶³ Voir H. Do Alto, P. Stefanoni, « *Nous serons des millions* », *op. cit.*

⁶⁴ Le mouvement ouvrier en particulier entretenait une véritable méfiance envers le monde paysan, qui avait soutenu les dictatures militaires des années 1960-1970. Voir à ce sujet James Dunkerley, *Rebelión en las venas...*, *op. cit.*

responsables de la communauté le nomment directeur technique de la sélection du canton. Il doit cependant arrêter sa scolarité au lycée et gagner sa vie à Oruro comme maçon, boulanger et trompettiste, avant de faire son service militaire à La Paz. Après le passage, au début des années 1980, d'El Niño, qui détruit les terres des paysans de l'Altiplano, il devient cultivateur de coca dans la zone tropicale du Chapare bolivien.

En 1981, Evo Morales est nommé secrétaire aux sports de son syndicat, le San Francisco. À la mort de son père, en 1983, il est contraint d'abandonner ses responsabilités pour travailler la terre afin de nourrir sa famille. Il redevient secrétaire de son syndicat en 1985, avant d'être nommé, en 1988, secrétaire exécutif de la Fédération du tropique. En juillet de la même année, la loi sur le régime de la coca et des substances contrôlées prévoit la destruction des récoltes de coca, ou leur substitution par des cultures alternatives, sans aucun droit à indemnisation. Plusieurs fois, lors des manifestations ou des commémorations des victimes de la répression, Evo Morales est arrêté et même battu par les forces armées. Élu président du comité de coordination des six Fédérations du tropique de Cochabamba en 1996, il se présente l'année suivante sur la liste Izquierda Unida (Gauche unie), une coalition d'organisations politiques de la gauche ouvrière qui avait conquis en 1995 une dizaine de municipalités dans la région de Cochabamba. Il obtient plus de 70 % des voix dans sa circonscription du Chapare.

En janvier 1999, Evo Morales prépare les élections municipales du mois de décembre suivant : avec 3,2 % des voix, l'audience de son parti, le MAS, est tout d'abord limitée à la région de Cochabamba et de La Paz. Il fortifie cependant ses bases tandis que le plan Dignidad (contre la coca), lancé en 1998 sous l'impulsion de l'ambassade étatsunienne, instaure un véritable état de siège dans le Chapare. Evo Morales prend publiquement position, en tant que député, contre la militarisation qu'entraîne cette politique et contre les nombreuses violations des libertés individuelles perpétrées par les forces armées. Parce qu'il défend le droit de résistance des paysans, il est condamné par tous les partis dits « traditionnels » et destitué de sa fonction parlementaire en janvier 2002.

Cette éviction marque paradoxalement le début de sa notoriété nationale : il est perçu comme un représentant populaire injustement persécuté, et les Fédérations du tropique le nomment candidat à l'élection présidentielle de juin 2002. Juste avant le scrutin, les propos de l'ambassadeur étatsunien menaçant le peuple bolivien de sanctions s'il votait pour Morales (« Ceux qui veulent que la Bolivie recommence à être un exportateur de coca important, ce résultat mettra en danger l'avenir de l'aide consentie par les États-Unis ») sont perçus comme une ingérence intolérable. Evo Morales obtient 20,9 % des suffrages, avec 2 points de moins que le candidat élu, Gonzalo

Sánchez de Lozada. Avec 12 % des voix aux élections législatives, soit 27 députés et 8 sénateurs, le MAS devient la deuxième force parlementaire du pays. La lutte des cultivateurs de coca commence alors à s'internationaliser et à trouver des soutiens à l'étranger, dans un mouvement plus général qui pousse les luttes paysannes à l'avant-garde de la contestation des politiques néolibérales.

Les hydrocarbures et la souveraineté nationale

À partir du début des années 2000, la question des hydrocarbures et de la gestion nationale des ressources naturelles devient un thème central de la politique bolivienne. D'un côté, le camp néolibéral, traditionnellement favorable à une politique d'exportations réalisées par des entreprises privées et des conglomérats internationaux. De l'autre, les principaux mouvements sociaux et syndicaux du pays, qui revendiquent la nationalisation immédiate de toutes les ressources naturelles. Ce débat n'est pas nouveau, car la production des hydrocarbures a été impulsée par le secteur privé dès le début du XX^e siècle. Une entreprise nationale, Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB*), a été créée en 1936 à la suite de l'expropriation, lors de la guerre du Chaco (1932-1935), de la Standard Oil Company of the United States. La loi sur les hydrocarbures promulguée en 1972 permet alors des investissements étrangers sous couvert de contrats d'exploitation avec YPFB, afin de soutenir la politique d'exportation et d'augmenter la production, qui atteint 11,3 millions de mètres cubes par jour⁶⁵. Cette situation reste stable jusqu'aux années 1990, permettant à YPFB de coopérer avec quelque 120 entreprises étrangères pour le pétrole et le gaz : le transfert de l'excédent économique à l'État représente, à la fin des années 1970, jusqu'à 65 % du PIB national.

La crise économique internationale se fait sentir à partir des années 1980, et la nouvelle loi sur les hydrocarbures (n° 1194) promulguée en 1990 permet de relancer un secteur déclinant grâce à des contrats plus souples avec les entreprises étrangères, comme la compagnie brésilienne Petrobras. Le secteur énergétique n'échappe

⁶⁵ Voir Carlos Miranda Pacheco, « Del descubrimiento petrolífero a la explosión del gas », in Fernando Campero Prudencio (dir.), *Bolivia en el Siglo XX*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, p. 241-268.

pas aux politiques du consensus de Washington⁶⁶, qui renforcent finalement l'orientation historique de l'économie bolivienne vers l'exportation des richesses du pays. La capitalisation enclenchée sous la présidence de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) adapte le cadre juridique pour favoriser les investissements des entreprises transnationales. La loi sur les hydrocarbures n° 1689, promulguée en 1996, maintient la propriété formelle de l'État sur les réserves de gaz, mais l'article 5 autorise le libre import-export des hydrocarbures et de leurs produits dérivés, tandis que l'article 24 accorde aux entreprises contractant sous « risque partagé » avec YPFB « le droit de prospecter, exploiter, extraire, transporter et commercialiser la production obtenue », sous réserve de satisfaire la consommation interne du pays ainsi que les contrats préexistants. Ces contrats de risque partagé octroient aux entreprises étrangères (une dizaine au total, groupées en consortiums complexes) « la propriété des gisements d'hydrocarbures à partir du moment où l'exploitation se fait en surface⁶⁷ ». Deux jours avant la fin de sa présidence, Gonzalo Sánchez de Lozada promulgue le décret suprême n° 24806, approuvant les contrats de risque partagé et concédant « le droit de propriété sur la production obtenue en surface [*boca de pozo**] ». Le gouvernement bolivien leur concède aussi l'excédent économique engendré par cette exploitation, dont la Constitution bolivienne précisait pourtant qu'elle était une propriété inaliénable de l'État (article 139). Avec les accords sur les risques partagés en surface, la loi de 1996 et le décret de 1997 contournent donc les principes constitutionnels⁶⁸. Cette privatisation de fait concède toute latitude sur la commercialisation, le transport, le traitement et l'exportation, en même temps qu'elle retire tout pouvoir décisionnel à l'État bolivien sur l'usage redistributif de l'excédent économique. La moitié de la production est alors destinée aux marchés américain et brésilien.

⁶⁶ Voir Yves Dezalay, Bryant Garth, « Le “Washington Consensus”, contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, 1998, 121-122, p. 3-22.

⁶⁷ Voir Carlos Villegas Quiroga, « Rebelión popular y los derechos de propiedad de los hidrocarburos », *Observatorio social de América Latina*, Clacso, 2004, 12, p. 27-34.

⁶⁸ Voir Graciela Mognillansky, Ricardo Bielschowsky, *Inversión y reformas económicas en América Latina*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000.

Dans les années 2000, la production annuelle de gaz est évaluée à 1 800 milliards de mètres cubes (dont 54 % sont consacrés à l'exportation, contre 12,6 % au marché interne⁶⁹). Sur ce marché interne, 80 % de la production est consacrée à un usage industriel, contre seulement 2 % à un usage domestique. Les débats sur le gaz se focalisent alors sur l'excédent économique résultant de ces bénéfices, évalués à environ 100 000 millions de dollars, soit environ 12 fois le produit national brut (PNB) du pays. L'exploitation du gaz est estimée à 3 000 millions de dollars par an jusqu'à 2035. L'idée d'exporter le gaz vers les États-Unis via le Chili est négociée sous la présidence d'Hugo Banzer (1997-2001) par les consortiums Semptra Energy et Pacific LNG. Auparavant, le démantèlement de l'entreprise nationale YPFB a permis d'offrir des contrats à bas prix à BP Amoco et Repsol YPF. Mais, dès son retour au pouvoir, en 2002, Gonzalo Sánchez de Lozada décide d'accélérer encore la politique d'exportations.

Ce sont surtout les projets avec le Brésil qui font l'objet d'un contrôle politique rendu moins visible par le peu de forces que les communautés dites « originaires » de la partie orientale du pays peuvent y opposer. Les projets de contrôle des territoires et de leurs ressources naturelles par les transnationales du pétrole, encadrées par les politiques d'ajustement structurel, s'élaborent ainsi dans l'indifférence quasi générale. Depuis 1999, le gazoduc Gasbol, reliant la Bolivie et le Brésil, s'étend sur 3 150 kilomètres, dont 600 kilomètres en Bolivie, à partir du barrage du río Grande, près de Santa Cruz. Il s'inscrit dans un projet d'intégration énergétique impulsé par la Banque mondiale afin d'alimenter les industries du Sud-Est brésilien. D'un coût évalué à 2 milliards de dollars, il est fondé sur l'exportation du gaz naturel de Bolivie, mais il menace l'écosystème fragile de régions du Pantanal et du Gran Chaco, où s'étendent les 3,4 millions d'hectares protégés de la plus grande forêt sèche d'Amérique latine, où vivent aussi 178 communautés autochtones (Guaranis, Chiquitanos et Ayoreos). Bien plus, les

⁶⁹ Le reste étant destiné à divers usages de transformation chimique (7,9 %) ou réinjecté dans l'exploitation locale (24,8 %). Voir Guillermo Torres Orias, « Mercado boliviano y latinoamericano de gas natural », Foro internacional « Internacionalización del gas boliviano. Sueño o realidad ? », La Paz, Superintendencia de Hidrocarburos, 2003.

entreprises exploitant les hydrocarbures ou les minéraux ne respectent pas certaines zones du territoire bolivien décrétées inexploitable⁷⁰. Le projet comporte aussi l'aménagement de routes, l'ouverture à l'exploitation forestière et à la spéculation sur les terres, provoquant le départ des paysans. Les compagnies pétrolières achètent, souvent de façon illégale et sans compensation, des terres en échange de la construction du gazoduc.

Un second pipeline, dit « pipeline Enron », de 340 kilomètres, reliant la Bolivie à Cuiabá (Brésil), est construit à partir de 1999 grâce à une subvention du gouvernement américain et de Gas Oriente Boliviano. Il engendre les mêmes problèmes écologiques et fonciers, là encore en toute illégalité et sans compensation réelle pour les populations autochtones expropriées – d'autant que le gouvernement bolivien a confié à Enron la négociation des titres fonciers sur les territoires forestiers concernés. Ce pillage environnemental s'inscrit dans un ensemble de projets de biopiraterie menés avec la complicité des organisations non gouvernementales (ONG) chargées des programmes officiels de conservation des écosystèmes. Dernière partie de ces projets : à partir de 2002, une extension du gazoduc Bolivie-Brésil à partir de Yacuiba-Río Grande en Bolivie, engageant des champs de réserve immenses (San Alberto et San Antonio). Ce projet de 431 kilomètres, piloté par Gas Transboliviano SA et le consortium Transredes (composé notamment d'Enron, de Shell et de Petrobras), préfigure vraisemblablement d'autres développements liés à la découverte de réserves de gaz en Amazonie brésilienne, ou encore à la nécessité d'exporter, via le Chili et le Pérou, les ressources découvertes via à destination des États-Unis et du Mexique.

Ce ne sont pas seulement les conditions d'exploitation qui sont frauduleuses : c'est l'ensemble du processus de privatisation qui s'est réalisé dans des conditions illégales. En 1996, le démantèlement d'YPFB transfère le capital de l'entreprise au consortium Shell-Enron, qui contrôle lui-même la compagnie de transport d'hydrocarbures gérant le gazoduc, Transredes. Mais Enron et Shell ne participent pas au financement du projet. Outre la construction du gazoduc assumée

⁷⁰ Voir Zsuzsanna Pató, « Piping the Forest. The Bolivia-Brazil Gas Pipeline », CEE Bankwatch Network, 2000.

par Petrobras, c'est en fait l'État bolivien qui finance les compagnies pétrolières sur la dette extérieure ; au lieu d'une aide à l'économie bolivienne, c'est au contraire une hausse du prix des hydrocarbures qui se produit, provoquant des émeutes tout au long des années 2000. De plus, des tractations sont menées dès 1994 entre Enron et le président Gonzalo Sánchez de Lozada : un premier contrat fantôme est signé, qui exempte l'entreprise des taxes boliviennes⁷¹.

Spoliation des populations, pillage environnemental, expropriation de l'excédent gazier : le problème du gaz en Bolivie obéit somme tout à un scénario très classique. Et c'est bien la fonction, involontaire, de la « guerre du gaz » de septembre-octobre 2003 d'occulter les projets en cours dans l'Orient bolivien en focalisant l'attention sur de futures exportations vers le Chili, tandis que persiste la mainmise du capital étranger sur les ressources naturelles du pays.

La « guerre du gaz » à El Alto

Dans le contexte du renouveau des mobilisations engagé par la « guerre de l'eau », les manifestations de septembre-octobre 2003 contre l'exportation du gaz vers le Chili incitent le gouvernement en place à faire immédiatement preuve de « fermeté » : les affrontements sanglants d'octobre 2003 entre l'armée et les habitants d'El Alto font 69 morts. Associés au long blocage de La Paz (qui réveille la mémoire des multiples insurrections indiennes ayant jalonné l'histoire du pays), ils provoquent le départ forcé du président Gonzalo Sánchez de Lozada (tout juste réélu en 2002, après un premier mandat en 1993-1997).

Si les guérillas ont toujours connu une fin tragique en Bolivie⁷², les insurrections font véritablement partie de l'histoire de ce pays. L'encerclement, en 1781, de la ville de La Paz par les forces des

⁷¹ Voir Eca Watch, « Les opérations d'Enron en Bolivie », 2000, <https://www.mondialisation.ca/les-p-troli-res-l-assaut-des-terres-autochtones-en-am-rique-latine/1245>.

⁷² Après la mort de Che Guevara, on peut citer le massacre de Teoponte dans les années 1970 ; voir Hugo José Suárez, « Une mystique de la politique. Sur l'engagement de prêtres-ouvriers dans la guérilla révolutionnaire en Bolivie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155 (5), 2004, p. 90-100.

leaders aymaras Túpac Katari et Bartolina Sisa n'a cessé de hanter l'imaginaire national. Les blocages de routes (*bloqueos**) organisés depuis la fin des années 1990 ne font que reprendre cette tactique consistant à couper l'accès à la capitale : situés dans El Alto, les principaux barrages entraînent aussi bien la fermeture de l'aéroport qu'un détournement du trafic vers les autres villes du pays, ainsi que vers les frontières chilienne et péruvienne. La période d'octobre 2003 est un point culminant de cet état de siège – et de la répression exercée par les forces gouvernementales. Les nombreuses manifestations organisées dans le centre-ville, autour du palais présidentiel de la place Murillo, précipitent le renoncement d'un président qui incarnait la domination des élites blanches du pays – ces mêmes élites qui ont construit leur fortune sur la vente des richesses naturelles du pays au capital étranger⁷³.

Résurgence du mouvement indigène, la « guerre du gaz » fait aussi intervenir une autre dimension du mouvement social : le « national-populaire », qui regroupe, selon René Zavaleta, la « multitude » des forces sociales traditionnellement opposées aux élites oligarchiques et à leurs alliés impérialistes, et dont les combats ont culminé dans la révolution nationale de 1952. Depuis lors, ce mouvement a alimenté la construction de l'État bolivien, malgré les aléas des coups de force militaires. En 1979, le mouvement national-populaire a ainsi mis fin à la dictature du colonel Alberto Natusch Busch. Les forces sociales étaient alors organisées par des partis de gauche et par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui regroupaient travailleurs, étudiants et membres progressistes des classes moyennes urbaines férus d'une vision du progrès national privilégiant le métissage, tandis que le mouvement paysan ne constituait qu'un allié secondaire⁷⁴. Le renouveau des luttes sociales en Bolivie comporte donc deux composantes : indigène et national-populaire, auxquelles le MAS d'Evo Morales va progressivement réussir à donner une expression politique.

⁷³ Voir Sergio Almaraz, *Petróleo en Bolivia*, La Paz, Juventud, 1958.

⁷⁴ Voir Silvia Rivera Cusicanqui, « Aymara Past, Aymara Future », *Nacla Report on the Americas*, 25 (3), 1991, p. 18-23.

Le référendum sur la gestion des hydrocarbures impulsé en juillet 2004 par le président intérimaire Carlos Mesa⁷⁵ entérine la volonté de voir l'État bolivien récupérer la propriété de tous les hydrocarbures exploités en surface, avec la révocation de la loi de 1996 et la mise en place d'une compagnie publique. Le MAS, qui demande une révision progressive de tous les contrats, une nouvelle loi sur les hydrocarbures et une recension précise des titres de propriété, apporte un soutien critique à Carlos Mesa. En effet, en ne posant pas frontalement la question de la nationalisation, le référendum laisse insatisfaits les secteurs les plus radicaux du mouvement social bolivien : la COB de Jaime Solares et le MIP de Felipe Quispe ont par conséquent appelé à boycotter le scrutin. Ils joueront par la suite la surenchère jusqu'à provoquer, en juin 2005, la démission de Mesa, pris en tenaille entre leurs exigences et la pression des compagnies privées exploitantes. Dès lors, le MAS d'Evo Morales apparaît au cours de la campagne présidentielle qui suit comme la force politique la plus susceptible d'offrir une solution politique à la crise. Attaqué violemment par les médias du pays, il en vient à incarner un changement politique profond contre la corruption et l'inefficacité d'une classe politique perçue comme le principal garant du capital étranger dans le pays. Il recueille non seulement le soutien du monde rural, mais aussi celui de l'électorat urbain, qui voit dans le choix du candidat à la vice-présidence en 2005 (le sociologue « *blanco-mestizo* » Álvaro García Linera, intellectuel engagé depuis des années dans les luttes sociales, notamment avec le groupe Comuna, évoqué précédemment) une volonté de rassemblement autour d'un projet politique commun : la refondation d'un État « plurinational » reconnaissant la diversité ethnique et culturelle du pays. Une refondation revendiquée depuis plusieurs années par les mouvements sociaux et qui passe donc par la tenue d'une Assemblée constituante. L'élection du 18 décembre donnera raison à la stratégie d'Evo Morales, et le vote massif en sa faveur invalidera la campagne ouvertement raciste (et les attaques personnelles) de ses opposants.

⁷⁵ Vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa se désolidarise très vite de celui-ci, dès les premiers jours de répression, en septembre 2003 : il devient président après la destitution de « Goni ».

Un monde intellectuel très politisé

La scène se passe en juillet 2004, dans les locaux d'une ONG implantée à El Alto, la périphérie populaire de La Paz, lors d'une réunion d'information et de préparation au référendum sur les hydrocarbures qui doit avoir lieu quelques jours plus tard. Cette consultation électorale a suscité, depuis son lancement, quelques semaines plus tôt, une véritable émulation politique. La salle est pleine de gens attentifs, formant un public différent de celui des habituelles conférences du centre-ville : on y voit notamment un grand nombre de femmes et d'hommes qui semblent, si l'on en juge par les habits de travail qu'ils portent encore, de condition relativement modeste. Debout sur une petite estrade se tient un des intellectuels de gauche les plus influents du moment, animateur du groupe Comuna : Álvaro García Linera, qui deviendra vice-président d'Evo Morales à partir de 2006, mais que j'avais rencontré en 1998 lors de mon premier voyage en Bolivie grâce à un ami commun, le sociologue bolivien Hugo José Suárez.

Les cheveux argentés, la mèche ramenée derrière l'oreille, il intervient d'une voix posée, scandant ses paroles avec de grands mouvements de mains et de bras ; de façon très pédagogique, il reformule plusieurs fois ses arguments sur la fonction du gaz dans l'économie bolivienne et sur l'importance du vote citoyen pour décider de son utilisation future. Habitué des conférences publiques et de la prise de parole dans les médias, il offre un savant mélange de didactisme sociologique, d'analyses politiques et de prises de position militantes. La « guerre du gaz », qui s'est déroulée l'année précédente, a selon lui permis de dépasser l'opposition qui sépare le monde indien entre la ville et la campagne : *indios del campo* et *indios de la ciudad* se sont unis en la circonstance dans la ville d'El Alto pour renverser un régime autoritaire, soumis aux intérêts étrangers. Me reviennent alors en tête ces mots qu'il prononçait au téléphone lorsque je l'appelais, aux matins de l'« octobre noir » de 2003, pour prendre des nouvelles de sa nièce et lui, chez lesquels je logeais souvent lors de mes séjours en Bolivie : « Ils ont été merveilleux, “tes gens” d'El Alto », me répétait-il alors, avant que la ville devienne le symbole de la résistance au néolibéralisme.

J'avais déjà réalisé mes premières enquêtes dans ces quartiers périphériques de La Paz – accompagné d'étudiants, ce qui était pour le moins inhabituel dans le contexte académique de la sociologie bolivienne, plus adepte des grandes envolées théoriques que du travail de terrain. En fervent lecteur de Pierre Bourdieu, Álvaro ne manquait pas de souligner publiquement cet effort de connaissance d'une réalité populaire que nombre d'intellectuels nationaux s'étaient efforcés de dénier lors des vingt années précédentes, préférant conforter l'idéologie libérale par le travail de construction d'un sens commun

fortement anti-ouvriériste. Il avait lui-même combattu ces analyses de la « désouvriérisation » de la Bolivie contemporaine avec une enquête publiée chez un petit éditeur national, Muela del Diablo⁷⁶. En 2001, un titre du groupe Comuna avait particulièrement marqué le champ intellectuel bolivien après la « guerre de l'eau » : *El retorno de la Bolivia plebeya* [Le retour de la Bolivie plébéienne]. Il avait été suivi d'une dizaine d'autres titres, de qualité inégale, mais dont l'objectif était de mettre à la disposition d'un large public des textes permettant de rompre avec le consensus dominant, sur le modèle des éditions Raisons d'agir, créées par Pierre Bourdieu quelques années auparavant, dont j'avais offert quelques ouvrages à Álvaro lors de mon premier voyage, en 1998.

Avant de se lancer en politique aux côtés d'Evo Morales, Álvaro menait une vie pour le moins austère, orientée vers le travail intellectuel et militant : lever à l'aube pour acheter le journal, matinée consacrée à des travaux de lecture et d'écriture, jusqu'aux premiers rendez-vous, entretiens, interviews ou visites d'étudiants, qui se déroulaient dans son salon. L'après-midi, il donnait des cours à l'université publique, puis participait à une émission de débat politique à la télévision. À son retour, on pouvait entendre encore son clavier crépiter jusqu'à une heure avancée de la nuit. Cette routine n'était interrompue que pour des départs matinaux vers d'autres régions du pays, afin de donner des conférences, participer à des colloques ou assister à des réunions politiques – avec les petits entrepreneurs de la région de Santa Cruz, peu favorables à la cause indigéniste, comme avec les syndicats de paysans d'Achacachi, berceau du mouvement indigéniste aymara. Dans un MAS originellement constitué autour de la défense de la coca et de la souveraineté nationale, c'est paradoxalement lui, l'intellectuel *blanco-mestizo*, qui a progressivement sensibilisé Evo Morales à la réhabilitation des peuples dits « originaires » écrasés par la domination coloniale.

Álvaro s'est formé politiquement dans les années 1970, à une époque où le syndicalisme ouvrier ne faisait pas encore la jonction avec le mouvement indigéniste porté par le katarisme. Marqué par l'émergence du thème ethnique dans les luttes centraméricaines, il ne s'imprègne pas moins de la lecture de Marx ou de Lénine, en particulier lors de son passage à l'université de Mexico, lieu qui a façonné nombre d'intellectuels de gauche du continent. À son retour en Bolivie, son projet révolutionnaire reste de former une structure ouvrière forte : il consacre plusieurs années à relire les classiques du marxisme. Parallèlement, sous l'influence de sa rencontre avec une nouvelle, et jeune, génération de leaders indigénistes (parmi lesquels Felipe Quispe, qui deviendra, au début des années 2000, l'une des

⁷⁶ Álvaro García Linera, *Reproletarización. Nueva clase obrera y desarrollo del capital industrial en Bolivia (1952-1998)*, La Paz, Muela del Diablo, 1999.

figures emblématiques de l'indianisme aymara), il donne de plus en plus d'importance aux thématiques ethniques dans l'analyse de la construction de la nation bolivienne.

Selon Álvaro García Linera, la lutte des classes prend, en Bolivie, des formes ethniques : à l'encontre de l'ouvriérisme, qui ne reconnaît aucune autonomie aux populations dites « originaires », mais aussi de l'indianisme fondamentaliste, qui fait de la discrimination raciale l'origine de tout rapport d'exploitation, il tente d'établir l'équivalence de la classe et de l'ethnie. « C'est une obsession qui a duré une dizaine d'années, de lire tout ce que Marx avait écrit sur le sujet. Étude des carnets, des textes de 1848 sur les "peuples sans histoire", des travaux d'Engels, mais aussi relecture des *Grundrisse* comme des textes sur l'Inde, la Chine, puis les lettres à Vera Zassoulitch, les manuscrits ethnologiques, et aussi les textes inédits qui se trouvent à Amsterdam à l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG). Il y a là-bas des cahiers de Marx sur l'Amérique latine. C'était une obsession de trouver un fil conducteur vers cette thématique indigéniste à partir du marxisme, qui devrait pouvoir rendre compte du contenu et du potentiel de la demande ethnique nationale des peuples indiens. Cela a impliqué de nombreuses luttes, dans des textes non académiques, avec la gauche bolivienne, pour laquelle il n'y avait pas d'Indiens sans ouvriers, paysans ou classe moyenne. C'était bien sûr une polémique marginale, car nous étions un groupe de personnes sans influence politique, nous diffusions nous-mêmes des photocopies de nos textes et de nos pamphlets, dans les marchés, sur les lieux de travail, en particulier dans les mines, mais c'était une polémique ouverte malgré tout⁷⁷. »

C'est la déroute de la gauche traditionnelle en Bolivie à la fin des années 1980 qui confère à ce militantisme minoritaire la dynamique nécessaire à l'élaboration d'un projet plus concret. Et c'est l'échec de sa tentative de guérilla révolutionnaire qui lui donne alors le temps de s'y consacrer... au cours de cinq années passées, à partir de 1992, dans la plus dure prison du pays, Conchocoro, une forteresse perdue sur l'Altiplano. Il y écrit le livre *Forma valor, forma comunidad*, qui marque un retour à ses projets théoriques après plusieurs années d'activisme et de militarisation clandestine dans les communautés andines et les secteurs miniers d'Oruro. Il approfondit dans cet ouvrage les relations entre la logique de la modernité capitaliste et celles des communautés andines, enrichissant ses lectures de Marx par une importante culture d'ethnohistoire consacrée aux sociétés coloniales. Il produit aussi d'autres textes sur le capitalisme, à quatre mains avec sa compagne mexicaine de l'époque, Raquel Gutiérrez Aguilar, qui, dès sa sortie de la prison pour femmes de La Paz, en

⁷⁷ Álvaro García Linera, « Entrevista con Maristella Svampa, Pablo Stefanoni & Franklin Ramírez Gallegos », édition argentine du *Monde diplomatique*, 2007.

1997, sera une animatrice du groupe Comuna jusqu'à son départ clandestin du pays quelques années plus tard. Figures indissociables, à la Sartre et Beauvoir, de l'univers intellectuel pacénien, ils feront entre-temps de leur appartement le lieu de multiples réunions de travail, où leurs étudiants et leurs collègues passeront régulièrement emprunter les livres de Michel Foucault, de Pierre Bourdieu ou de Toni Negri.

Image solidaridad

Chapitre 2 : La tentation du vide. Premières enquêtes à El Alto

« Ce qu'enseigne la fréquentation d'espaces, urbains ou non urbains, africains ou latino-américains, africains surtout, c'est qu'il n'y a pas vraiment de modèle de ville. 75 % ou 80 % de la population vit dans un espace peu contrôlé, peu vu, peu connu, très sommaire et précaire dans sa matérialité. Ça ne veut pas dire que c'est anarchique, que c'est désordonné, ça veut seulement dire qu'on ne le connaît pas très bien. »

Michel Agier, *Esquisses d'une anthropologie de la ville*, 2009

El Alto, une fiction politique

La ville d'El Alto s'étend à 4 000 mètres d'altitude sur l'Altiplano surplombant la ville de La Paz, où siège le gouvernement bolivien. Elle est devenue en 2008 la deuxième ville du pays (derrière Santa Cruz), avec 900 000 habitants environ. Elle connaît encore une croissance urbaine de plus de 5 % par an, ce qui est d'autant plus spectaculaire qu'elle ne fut créée qu'à partir de la seconde moitié du xx^e siècle. Simple quartier périphérique, avec 11 000 habitants, dans les années 1950, elle connaît une première croissance spectaculaire à partir des années 1960 jusqu'à atteindre 350 000 habitants en 1985. Les politiques néolibérales d'ajustement structurel provoquent ensuite une seconde vague de migrants ruraux paupérisés qui fait passer sa population à près de 700 000 habitants au recensement de 2001. Dans son tableau récapitulatif des plus grands « méga-bidonvilles » en 2005, Mike Davis classe El Alto en dix-huitième position⁷⁸. À la fin des années 1980, le maire de la ville parle encore d'El Alto comme d'un « centre urbain à mentalité rurale⁷⁹ » qui continue à accueillir des migrants de la campagne. Indiens Aymaras ou Quechuas, ils proviennent pour la plupart du département de La Paz, plus particulièrement de la zone voisine du lac Titicaca, berceau préhispanique de la nation aymara. Cette migration a de multiples causes : le désir d'accéder à une autre vie doit compter autant que l'accroissement démographique et l'attribution, quelques décennies auparavant, lors de la réforme agraire de 1953, de parcelles trop étroites pour permettre l'installation des nouvelles générations.

Mais si cette ville retient l'attention, ce n'est pas tant pour ses caractéristiques démographiques que pour son irruption sur la scène politique nationale depuis le début des années 2000 : elle a été l'épicentre de l'agitation sociale sur l'Altiplano – notamment, on l'a vu, lors de la « guerre du gaz » d'octobre 2003 et des mobilisations contre le consortium Aguas del Illimani en 2004-2005. Dans l'imaginaire politique bolivien, El Alto est le symbole de la révolte populaire contre les gouvernements néolibéraux, et surtout la « face

⁷⁸ M. Davis, *Le Pire...*, op. cit., p. 31.

⁷⁹ Godofredo Sandóval, Fernanda Sostres, *La ciudad prometida. Pobladores y organizaciones sociales en El Alto*, La Paz, Ildis, 1989.

aymara » des organisations sociales qui ont porté Evo Morales au pouvoir. El Alto est ainsi une fiction politique qui continue à alimenter les fantasmes des milieux urbains aisés de La Paz sur la dangerosité de la ville et de ses habitants, mais aussi les chimères des militants politiques qui ont abandonné la lutte des classes pour la « réhabilitation des identités indigènes paysannes originaires ». Un intellectuel aymara résume bien cet imaginaire : « El Alto n'est pas une ville ordinaire, c'est un territoire construit par ses propres habitants. Les habitants sont orgueilleux d'y revendiquer leur propre histoire, car personne n'a, comme eux, construit une ville à leur propre image, avec leur propre style, leurs propres goûts et leurs propres contradictions⁸⁰. » Une ville qui se serait faite elle-même, dont les habitants seraient spontanément politisés (et rebelles) par le fait même d'y résider, du fait de leurs caractéristiques uniques. Si la sociologie met en garde contre de tels effets de naturalisation ou d'essentialisation, elle permet aussi de voir que la promotion de cette fiction politique fait partie intégrante de la définition de la ville et de l'identité socioculturelle de sa population. Ou, plus précisément, le fait que El Alto se soit construit et continue de se construire dans l'autocélébration de ses propres capacités d'autonomie et de mobilisation, face aux images dépréciatives qui lui sont renvoyées, en particulier depuis La Paz, fait partie de la réalité à analyser. La représentation d'El Alto est un enjeu de lutte d'autant plus sensible que processus de transformation sociale en cours s'appuie sur une idéalisation de l'indianité et des « autonomies indigènes originaires paysannes », et que l'opposition au gouvernement insiste sur l'hégémonie de cette vision au détriment des autres groupes composant la société bolivienne.

C'est précisément pour cette raison qu'il n'est pas possible de prendre au pied de la lettre l'image de la « ville aymara » toujours en lutte. On verra donc dans quelle mesure El Alto exprime la capacité de résistance des populations indigènes à la modernité capitaliste et à l'hégémonie occidentale par l'appropriation et le détournement des

⁸⁰ Marco Alberto Quispe Villca, *De ch'usa marka a jach'a marka. De pueblo vacío a pueblo grande. Pequeñas historias contadas desde el alma misma de El Alto*, La Paz, Plural-Wayna Tambo, 2004.

biens et des symboles colonisateurs ; la ville incarne ainsi un rapport moderne aux cultures traditionnelles, où coexistent conservatisme social et transformations culturelles, reproduction des inégalités et invention de nouvelles formes d'expression. Ce mélange de rapports socioculturels questionne la vision folklorique des peuples andins, aujourd'hui érigée en une idéologie d'État qui tend à substituer une politique des identités à la lutte contre les inégalités⁸¹.

Une ville périphérique

Au début du xx^e siècle, El Alto est une aire rurale où coexistent, sur l'Altiplano à l'ouest de La Paz, parcelles communautaires et grandes *haciendas*. À partir de 1910, des entreprises, principalement de transports, commencent à s'installer tout d'abord sur la Ceja, le passage limitrophe entre La Paz et sa périphérie, amorçant le véritable essor de l'urbanisation⁸². Les *haciendas* commencent à être démantelées et vendues au gré des implantations économiques. En 1912 s'établit, à l'emplacement actuel de la Ceja, une gare ferroviaire, propriété de Ferrocarril Guaqui-La Paz ; s'y installent aussi des bureaux et des entrepôts. En 1923, la fondation de l'école d'aviation préfigure l'implantation des bureaux de la compagnie aérienne Lloyd Aéreo Boliviano autour d'un petit aérodrome. Dix ans plus tard, l'entreprise nationale YPFB y installe à son tour ses dépôts. Mais c'est dans les années 1940 que commence véritablement l'urbanisation, sous l'impulsion des *haciendas*, qui vendent les espaces correspondant aux futurs quartiers sous la forme de 134 000 titres de propriété⁸³ : Villa Dolores est fondée en 1942, puis naissent les quartiers Bolívar et 12 de Octubre au sud, 16 de Julio Ballivián et Alto Lima au nord, où

⁸¹ Voir Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Paris, Raisons d'agir, 2008 ; Alain Babadzan, *Le Spectacle de la culture. Globalisation et traditionalismes en Océanie*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; et une analyse sur <http://www.pieb.com.bo/blogs/poupeau>.

⁸² Voir Juan Manuel Arbona, « Apuntes sobre la historia de un espacio vacío. El Alto en la región metropolitana de La Paz », *Revista municipal de culturas*, La Paz, 2009.

⁸³ Voir Florent Demoraes, *Étude de l'évolution de l'agglomération de La Paz-El Alto depuis les vingt dernières années*, mémoire de maîtrise de géographie réalisé sous la direction de Robert d'Ercole, 1998.

s'installent les petits commerces de fruits et légumes⁸⁴. L'expropriation de l'*hacienda* El Tejar lors de la révolution libère toute la zone de la Ceja et permet la fondation de Ciudad Satélite, qui devient une zone résidentielle pour les fonctionnaires boliviens.

El Alto se développe autour des axes de transport, le long desquels s'implantent progressivement les habitations. Les routes en provenance des autres centres urbains de l'Altiplano (Oruro, Copacabana, Laja, Viachia) convergent vers le croisement de la Ceja. Les services urbains (eau, électricité) équipent les quartiers les plus anciens dès les années 1950. Ceux d'Alto Lima et de Villa Dolores obtiennent l'installation de l'eau potable et de l'éclairage électrique, même si l'extension continue de l'aire urbaine rend difficile la mise en place d'équipements appropriés pour les nouveaux arrivants. Ainsi, la zone d'Alto Lima ne cesse de se développer à l'ouest vers Río Seco et le mont Huayna Potosí (dans le district 5) et de plus en plus haut (4 200 mètres) vers le nord du district 6 et la cordillère des Andes, le long de la brèche surplombant La Paz. Dès lors commence un mouvement d'expansion continu, avec un pic lors des années 1975-1985, où les travailleurs des centres miniers en voie de fermeture viennent grossir la migration rurale. De nouvelles aires sont peu à peu investies, tels Río Seco ou Villa Ingenio, qui empiètent sur les territoires à l'est, tandis que les anciens districts se densifient. Un tel accroissement (plus de 9 % par an entre 1976 et 1992) s'explique tout d'abord, à partir des années 1970, par les premières vagues de migration rurale, consécutives à la crise du système rural d'économie familiale (la taille des parcelles découpées lors de la réforme agraire de 1953 s'avérant insuffisante pour qu'elles soient transmises à tous les enfants de la génération suivante); la sécheresse due au phénomène d'El Niño provoque une seconde vague de départs au début des années 1980; à partir de 1985, enfin, la crise du marché des matières premières et les mesures de libéralisation de l'économie entraînent la fermeture de nombreux centres miniers, assortie de la migration massive de mineurs des régions de Potosí, Oruro et même La Paz (un autre flux important se déversant dans le département de

⁸⁴ Voir Sandra Garfias, Hubert Mazurek, *El Alto desde una perspectiva poblacional*, La Paz, Codepo-IRD, 2005, p. 11.

Cochabamba, plus particulièrement dans le Chapare, où il renforce le syndicalisme des cultivateurs de coca).

Du point de vue de l'organisation sociale, les archives municipales révèlent la trace de comités de quartier (*juntas vecinales**) dès 1957, principalement mobilisés pour obtenir l'accès aux services urbains de base : voirie, eau et électricité. On trouve aussi dans le livre *La ciudad prometida*, de Sandoval et Sostres⁸⁵, la référence à des « commandos de zone » organisés par le MNR tout juste arrivé au pouvoir : ils donnent naissance à des « syndicats de locataires » (à l'origine des comités de quartier) dont les membres sont les premiers bénéficiaires de la politique officielle d'octroi de lots : Ciudad Satélite, Santa Rosa et Villapampa vont en particulier recevoir des fonctionnaires de police entre 1957 et 1959. Si les douze années de gouvernement du MNR ne donnent pas lieu à des politiques spécifiques pour ces zones, mais à des actions locales et limitées, souvent sous la pression des habitants (création de marchés et d'écoles primaires notamment), le processus de révolution nationale marque cependant le début de l'incorporation d'El Alto comme un appendice de la ville de La Paz. La révolution de 1952 avait en effet permis la mise en place de médiations entre le peuple et l'État, qu'il s'agisse de revendications matérielles ou de participation populaire. Ce processus se développe ainsi sous le signe du « clientélisme bureaucratique⁸⁶ » : contrôlés par les militants du MNR, les premiers comités de quartier répondent de fait à la volonté d'encadrement politique des secteurs populaires. Sous les gouvernements autoritaires des années 1960 et 1970, les relations avec l'État restent dans une soumission idéologique relativement forte, mais la crise économique active peu à peu la protestation : les comités de quartier participent activement en 1978 aux mouvements revendiquant un régime démocratique et à l'opposition aux coups d'État de Natusch Busch (1979) et de García Meza (1980). Ce n'est sans doute pas un hasard si la Fédération des comités de quartier (Fejuve) est officiellement créée à cette époque (1979). Un congrès réunissant les comités de quartier la définit comme une organisation chargée à la fois, au niveau local, de représenter la

⁸⁵ G. Sandoval, F. Sostres, *La ciudad prometida, op. cit.*, p. 22.

⁸⁶ G. Sandoval. *Ibid.*, p. 76.

population des zones d'El Alto en matière de services et d'infrastructures et, au niveau national, de faire le lien avec les revendications démocratiques. Le retour à la démocratie en 1982, avec Unidad Democrática y Popular, marque une nouvelle étape dans le développement des comités de quartier : une relation ambivalente de négociation et d'opposition à l'État s'instaure, qui voit les organisations civiques interpellier les autorités sur les conditions de vie dans leurs quartiers, après une quinzaine d'années d'absence de politiques publiques en la matière.

El Alto cesse d'être un quartier de La Paz en 1985, après une lutte de plusieurs décennies. Le Consejo central de vecinos, créé en 1957, avait émis une demande d'autonomie administrative, mais ce n'est qu'en 1983 qu'a lieu une rencontre entre le conseil municipal de La Paz et les représentants des comités de quartier de la Fejuve ; le projet du député Antonio Aranibar prévoit entre autres la gestion autonome des ressources économiques, administratives et techniques⁸⁷. Si la rencontre n'aboutit à rien dans l'immédiat, une autre organisation civique, le Frente de Unidad y Renovación Independiente El Alto-La Paz (Furia), composée d'anciens dirigeants de la Fejuve, obtiendra, le 6 mars 1985, la reconnaissance par le Congrès de l'autonomie administrative via la création de la 4^e section de la province Murillo, avec El Alto pour capitale. Trois ans plus tard jour pour jour, sous la pression des organisations civiques et commerciales, El Alto est reconnu comme ville à part entière par le Congrès (l'approbation définitive survenant le 12 septembre de la même année). Parler des comités de quartier ne doit cependant pas occulter la multiplicité et la diversité des organisations sociales, syndicales et culturelles d'El Alto : fédérations des comités de parents d'élèves, clubs de femmes, associations de mineurs relocalisés, centres culturels pour les jeunes ou les résidents d'un quartier, Centrale ouvrière départementale, etc. Autant de groupes qui tissent des rapports sociaux entre les habitants d'une même zone tout en les

⁸⁷ Voir Álvaro García Linera, « La organización vecinal en El Alto. La Federación de Juntas Vecinales de El Alto », in Álvaro García Linera (dir.), *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política*, La Paz, Diakonia-Oxfam, 2004.

reliant à l'échelon municipal. Ils constituent des réseaux à la fois d'entraide et de contrôle social des dirigeants, destinés à pallier l'absence de l'État – qu'un chiffre résume à lui seul : El Alto dispose en tout et pour tout de 2 000 policiers, quand ils ne sont pas réquisitionnés pour surveiller les matchs de football dans le centre-ville.

Doté d'un statut administratif autonome, El Alto se divise alors en trois zones : la zone sud (districts 2 et 3), relativement industrialisée, avec une population que l'on peut définir comme majoritairement « classe moyenne inférieure » (employés, cadres intermédiaires) ou venant des départements frontaliers de celui de La Paz ; la zone centre (districts 1 et 4), plus artisanale et commerciale, avec un marché central bihebdomadaire ; et la zone nord (districts 5 et 6), concentrant les migrants pauvres des provinces rurales de La Paz et de Los Andes, ce qui n'empêche pas, en même temps, l'émergence d'une « classe moyenne aymara » liée à l'artisanat, au commerce et aux transports⁸⁸. L'expansion géographique de la ville, qui pousse toujours plus loin les frontières de ces districts en direction de la cordillère des Andes, ne favorise pas la prise en compte administrative des habitants de ces quartiers excentrés : ne possédant pas les titres de propriété des parcelles de terrain sur lesquelles ils sont installés, ils ne sont pas véritablement incorporés aux réseaux de comités de quartier fédérés par la Fejuve. Ce vide institutionnel apparaît, à première vue, comme l'expression d'un manque plus général qui affecte l'ensemble des conditions d'existence des habitants de ces quartiers. C'est pourtant avec cette impression qu'il faut rompre pour comprendre les formes d'organisation de la vie sociale, dans un contexte d'expansion urbaine qui se caractérise autant par son manque de régulation que par son amplitude.

Il serait facile, pour décrire les terrains d'enquête choisis à El Alto, de porter un regard ethnocentrique qui s'ignore d'autant plus que les conditions d'existence des habitants se présentent comme très rudes. En effet, la situation géographique d'El Alto ne peut qu'accentuer les difficultés de la vie quotidienne : à plus de

⁸⁸ Voir Jorge Castillo, *Situación del Alto Norte*, La Paz, Bird, 1988.

4 000 mètres, le froid y est intense, surtout dès que le soleil se couche ou disparaît derrière les nuages. Des bourrasques balaiant à longueur d'année les larges avenues, dont une grande partie n'est ni pavée ni goudronnée, soulevant des tourbillons de poussière et de sacs en plastique jetés au hasard des rues, qu'un service municipal de voirie nettoie de façon aléatoire. Aux marges de cette ville elle-même déjà périphérique et marginale, la partie nord d'El Alto s'étend vers la cordillère des Andes. Les frontières de cette ville en pleine expansion sont sans cesse repoussées par l'arrivée ininterrompue de migrants ruraux ou de citadins déplacés, dans un grignotage incessant des habitations sur les aires rurales connexes. Ces espaces sont balisés par des avenues rectilignes, dont les grands axes se dirigent vers les montagnes environnantes⁸⁹ – hasard de la planification urbaine ou héritage d'une culture andine survivant dans les habitudes des migrants. Ces avenues croisent des rues perpendiculaires, guère mieux aménagées, au carrefour desquelles on peut rencontrer un troupeau de moutons ou des porcelets mangeant les ordures dans le périmètre de la corde à laquelle ils sont attachés. Pas ou peu de voitures individuelles, mais des camionnettes blanches pouvant loger une dizaine de personnes et des bus Dodge verts des années 1950, exhalant une fumée noire et une forte odeur de diesel. Rares sont les habitants que l'on peut croiser dans la rue en pleine journée : des *cholitas**⁹⁰ aux larges jupes plissées, bonnet de laine enfoncé sur la tête, assises à l'abri du vent pour garder les quelques moutons ou porcelets qui

⁸⁹ Voir Thérèse Bouysse-Cassagne, « *Urco and uma: Aymara concepts of space* », in John V. Murra, Nathan Wachtel, Jacques Revel, *Anthropologic History of Andean Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 201-227.

⁹⁰ Le terme *cholita* désigne les femmes dont l'activité essentielle est le petit commerce de rue. Pendant la période coloniale, la dénomination *cholo** s'appliquait au descendant de métis de seconde génération. Au XX^e siècle, le sens s'est peu à peu étendu pour désigner les habitants des secteurs les plus populaires des villes. Aujourd'hui, en Bolivie, le terme « Blanc » renvoie surtout à un statut socio-économique très favorisé, tandis que *cholo* désigne avant tout des métis bilingues (d'origine indigène et blanche ou « pure indienne ») qui, en montant les échelons socio-économiques, ont partiellement adopté les traits culturels des Blancs. *Cholita*, diminutif affectif de *chola*, est chargé de paternalisme. Si la population bolivienne est majoritairement d'origine autochtone amérindienne (environ 60 %), il y a aussi 30 % de métis (*mestizos* ou *cholos*) et environ 10 % de Blancs, principalement d'origine espagnole.

constituent leur troupeau, mais aussi des élèves en uniforme sortant, vers midi, du collège du quartier.

Ces caractéristiques des frontières de la zone nord donnent l'impression de se trouver dans une « non-ville » où tout semble dénoter l'absence d'infrastructures : ni installations publiques, ni voies de circulation goudronnées, ni réseaux d'écoulement ; aucune de ces bornes-fontaines qui, en milieu rural, si elles ne permettent pas d'établir des relations de sociabilité, constituent du moins les repères spatiaux et temporels nécessaires à la vie collective. Au détour d'une rue, on croise bien, de loin en loin, un bâtiment Prosalud (du nom d'une ONG implantée dans tous ces quartiers), en l'absence d'hôpital public à proximité. Mais peu de gens y recourent : le coût des prestations est trop cher. Ils n'utilisent pas plus les *baños públicos*, des sanitaires collectifs de forme hexagonale installés récemment grâce à des cofinancements des Nations unies et de la coopération française.

Il est tentant de se laisser prendre à ces premières impressions de vide. Ce sont, sur telle ou telle place, des publicités peintes à même le mur comme seule présence « publique » ; sur tel ou tel poteau électrique, un pantin pendu avec une pancarte avertissant les voleurs qu'ils subiront le même sort si les habitants du quartier les prennent sur le fait ; c'est enfin, sur le bord des trottoirs, au creux de ruisseaux asséchés, derrière un monticule de terre obstruant la route, une masse d'ordures accumulées, dans lesquelles pataugent des porcs domestiques ou des chiens, et parfois même des enfants en bas âge en quête d'un endroit pour jouer. On peut pourtant lire sur certains murs : « *Basura mata* » (« Les ordures tuent »). À ce vide institutionnel et infrastructurel apparent s'ajoute la difficulté de rencontrer des habitants de ces zones, d'établir des contacts et de fixer des rendez-vous. Comme ils travaillent souvent plusieurs jours durant loin de leur domicile, rares sont ceux qui passent la journée dans ces rues sans autre activité commerciale que de petites épiceries en rez-de-chaussée. Ces quartiers d'habitation se révèlent d'autant plus hermétiques au visiteur qu'ils alignent non pas des enfilades de maisons avec jardin, mais des blocs de murets d'*adobe* (un composé de terre, de gravats et d'herbes séchées), ouvrant sur des jardins étroits dont un des pans est

constitué par une habitation principale à un étage (plus rarement deux).

Cette phénoménologie de la perception des quartiers populaires n'a rien de surprenant si l'on se reporte aux critiques, maintes fois énoncées, de l'ethnocentrisme qui préside souvent aux travaux sur les milieux populaires, presque toujours étudiés sous l'angle du manque et de la « marginalité⁹¹ ». L'enquêteur averti n'en est pas moins la proie des mêmes ombres. Il doit donc procéder à une véritable rupture avec la perception ordinaire – et avec le misérabilisme toujours susceptible d'émerger des meilleurs sentiments, de l'indignation morale et de la compassion pour les habitants. Car c'est dans ces frontières extérieures d'une ville elle-même périphérique que se donnent à voir, loin de tout regard, dans la méconnaissance collective d'une domination inscrite dans les formes de l'espace urbain, les processus qui la travaillent et la façonnent⁹². Ne pas céder à la tentation du vide permet, en remontant aux fondements de la vie ordinaire – c'est-à-dire à l'habitat et à l'organisation communautaire qui reproduisent, sous une forme adaptée mais pas toujours consciente, les principes du mode de vie rural – de comprendre les logiques de la vie sociale de ces quartiers et des mobilisations politiques qui les animent.

L'extension incontrôlée des zones « sururbaines »

Depuis les années 1950, l'accélération du processus d'urbanisation en Amérique latine a transformé la physionomie des villes : « Les grandes disparités de revenus et de niveaux de vie qui, dans tous les pays, se remarquent à proximité des métropoles ne cessent d'alimenter un puissant flux de populations flottantes, en quête d'ascension sociale, de bien-être ou encore de simple survie, en particulier lorsque la ville apparaît comme l'ultime refuge pour des sociétés victimes de l'insécurité croissante, de la violence ou des catastrophes naturelles. [...] Cette vague de nouveaux habitants qui s'installent de toute part

⁹¹ « Marginalité » désigne ici non seulement une situation spatiale excentrée, mais aussi une concentration de populations défavorisées (à faibles revenus, irréguliers et précaires) dans ces zones urbaines, qui a pour effet de rendre difficile l'exercice des droits civils (participation politique) et sociaux (accès aux services de base, distance aux équipements culturels, etc.). Voir Alicia Gutiérrez, « La reproduction de la pauvreté. Sur les échanges de capital social à Cordoba », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160 (5), 2005, p. 88-97.

⁹² Larissa de Lomnitz, *Cómo sobreviven los marginados*, Mexico, Siglo XXI, 1976.

dans la ville provoque une série de déficits encore plus profonde, en matière de logements, d'infrastructures collectives, de services et d'emplois productifs stables, tandis que l'espace urbain reste marqué de manière démesurée par une société toujours plus inégalitaire, dans laquelle une partie croissante des masses urbaines, dotée de revenus insuffisants, se trouve exclue des modèles de consommation que les médias de communication ne cessent de populariser⁹³. »

Des zones périphériques coupées du reste de la ville, dénuées d'infrastructures sanitaires et de distribution d'eau potable, concentrent ainsi des populations qui n'ont d'autres ressources que des emplois informels et sous-payés⁹⁴. La ségrégation sociale et raciale y est renforcée par des politiques d'aménagement de l'espace inégalitaires et par l'absence de politiques sociales. Comme le précise Michel Agier, « les *townships* d'Afrique du Sud, les *favelas* de Rio de Janeiro, les *ranchos* de Caracas, les quartiers spontanés d'Abidjan, Lomé ou Douala, les *invasions* de Salvador de Bahia et de Cali représentent le mode d'urbanisation informel, précaire ou illégal de la grande majorité des citoyens dans le monde⁹⁵ ». Cette croissance d'une marginalité sociale à la périphérie des grandes métropoles a pu être qualifiée de « sururbanisation », néologisme forgé pour rendre compte d'un brouillage des frontières entre monde rural et monde urbain : la croissance démographique, l'ampleur des phénomènes migratoires et l'absence de planification de l'extension des zones résidentielles en seraient quelques-unes des principales causes. Si l'organisation de l'espace est bien l'une des conditions de reproduction des sociétés, les changements les plus récents expriment alors logiquement une transformation des modes de domination en contexte urbain.

Ces zones se définissent d'abord par la précarité généralisée de la force de travail. Mike Davis affirme ainsi que « le moteur de la "sururbanisation" est la reproduction de la pauvreté, et non la création d'emplois⁹⁶ ». De même, on peut penser que « c'est dans cet espace périurbain que la reproduction de la main-d'œuvre se concentrera le plus vraisemblablement dans les plus grandes villes du monde au XXI^e siècle⁹⁷ », mais dans des conditions échappant à tout droit du

⁹³ Jean-Paul Deler, « *Barrios populares y organización del espacio de las metrópolis andinas. Ensayo de modelización* », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, XVII, 1, 1988 (p. 239-250), p. 241.

⁹⁴ Voir Sylvie Jaglin, « L'eau potable dans les villes en développement. Les modèles marchands face à la pauvreté », *Revue Tiers Monde*, XLII, 166, 2001, p. 275-303 ; Françoise Dureau, Vincent Gouëset, Évelyne Mesclier, *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

⁹⁵ M. Agier, *L'Invention...*, *op. cit.*, p. 7.

⁹⁶ M. Davis, *Le Pire...*, *op. cit.*, p. 20.

⁹⁷ Adrian Aguilar, Peter Ward, « Globalization, regional development and mega-city expansion in Latin America. Analyzing México City's peri-urban hinterland », *Cities*, 20 (1), 2003, p. 3-21.

travail. En outre, cette croissance contredit l'orthodoxie économique selon laquelle les conséquences négatives de la récession urbaine renverseraient le flux migratoire de la campagne vers la ville : alors que les économies nationales des pays du Sud sont en crise, ces zones « sururbaines » ne cessent de croître. Enfin, cette urbanisation sans industrialisation apparaît comme une conséquence de la crise de la dette et de la restructuration des économies selon les directives des grands organismes internationaux (Fonds monétaire international, Banque interaméricaine de développement, Banque mondiale). En Amérique latine, dans les Caraïbes en particulier, les mesures de rigueur imposées par les politiques d'ajustement structurel à partir des années 1980 ont réduit les investissements publics dans les infrastructures sanitaires et de distribution d'eau potable. Depuis les années 1990, cependant, la croissance démographique en milieu urbain semble se ralentir quelque peu⁹⁸.

En chemin vers Solidaridad

On accède au *barrio* Solidaridad, au nord d'El Alto, par un chemin de crête rocailleux, peu goudronné et souvent en chantier, qui sépare El Alto (qui s'étend sur l'Altiplano) de la vallée en contrebas, dans laquelle se love La Paz. Plusieurs jours par semaine, le marché de la zone commerçante du 16 de Julio impose de faire un détour. Ce marché, qui s'étend sur plusieurs kilomètres carrés, est le plus important de la région, voire de la Bolivie. Tout s'y vend : fruits et légumes exposés sur des tissus à même le sol par des femmes venant de tout le département de La Paz, matériel domestique, ménager et électroménager, vêtements, meubles, chiens, chats, poulets, canards, lézards, produits médicinaux « traditionnels », etc. Les stands et les étals, de part et d'autre des rues, voire au milieu de la chaussée, empêchent toute circulation automobile : les piétons avancent lentement pour regarder, ou bien s'arrêtent devant les bancs d'une vendeuse de nourriture pour se réchauffer d'une soupe mêlant viande bouillie et *chuños**, les pommes de terre déshydratées consommées au quotidien en altitude.

Le trajet de la Ceja, carrefour qui marque la fin de l'*autopista** de La Paz, au *barrio* Solidaridad permet de découvrir l'hétérogénéité

⁹⁸ Voir François Moriconi-Ebrard, « Explosion urbaine, le sens de la démesure. Angoisses injustifiées et erreurs des experts », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996, p. 13-14.

de la ville d'El Alto. Les quartiers sont en effet très segmentés en secteurs d'activité : près de la Ceja se trouvent les ateliers de travail des métaux ; plus à l'ouest, le long de l'avenue 16 de Julio, sont implantées les boutiques où se fabriquent les accessoires utilisés lors des cérémonies : costumes aux couleurs bariolées, robes de mariage ou de baptême, modèles de diplômes de fin d'année exposés à la devanture des imprimeries, pâtisseries aux énormes gâteaux à la crème mis en évidence sur des présentoirs... Les larges rues goudronnées ou pavées qui croisent cette avenue sont encadrées de maisons de deux ou trois étages, dont les entrées sont protégées par des portes métalliques de plus de 2 mètres. Dans ces zones d'Alto Lima, parmi les plus anciennes d'El Alto, les infrastructures sont installées depuis les années 1950, et la population résidente exerce des métiers qui, s'ils n'appartiennent pas tous au secteur formel, n'en garantissent pas moins un certain niveau de vie. L'essentiel des activités relève de l'artisanat, du petit commerce et des transports, contrairement à la zone sud d'El Alto, plus industrielle.

Le caractère grandiose des maisons contraste fortement avec le mauvais état des installations d'assainissement. Le manque d'entretien est flagrant, et les ordures jonchent les circuits de canalisation, souvent visibles. Les zones « sururbaines » livrent un spectacle désolant de canalisations rompues qui déversent les eaux usées à même la rue, et de maigres rigoles creusées dans la terre, le long des trottoirs, dans lesquelles jouent des enfants livrés à eux-mêmes. Cette situation est liée à plusieurs facteurs : d'une part, au contrat de distribution d'eau signé dans les années 1990 avec un opérateur privé et qui ne couvre que quelques zones déjà équipées, laissant la plupart des travaux d'infrastructure (hors investissements prévus) à la charge de la municipalité ; d'autre part à l'héritage laissé par l'entreprise municipale, dont le fonctionnement n'avait pas permis de résoudre les problèmes posés par l'explosion démographique à El Alto.

La privatisation du service d'eau à La Paz et El Alto

En juillet 1997, sous l'impulsion de la Banque mondiale, l'entreprise municipale Samapa⁹⁹, qui couvrait jusqu'alors les villes de La Paz et

⁹⁹ Le Samapa (Servicio Autónomo Municipal de Agua Potable y Alcantarillado, « service municipal autonome de l'eau potable et des égouts ») est une entreprise

d'El Alto, est en effet remplacée par le consortium Aguas del Illimani, dont l'entreprise française Suez-Lyonnaise des eaux est l'actionnaire majoritaire (à 51 %). Le décret suprême 25413 fixe le « règlement de l'organisation institutionnelle des concessions du secteur de l'eau » et permet la signature d'une concession de trente ans, avec le transfert de propriété des infrastructures municipales à l'opérateur privé. À ce moment-là, les villes de La Paz et d'El Alto sont desservies respectivement à 95 % et 65 % pour l'eau potable, et à 80 % et 25 % pour l'assainissement. Le contrat engage Aguas del Illimani à réaliser 71 752 raccordements supplémentaires dans l'aire géographique définie par la concession, à investir 80 millions de dollars sur cinq ans et à rembourser les 51 millions de dollars que doit le Samapa à des organismes internationaux (dont la Banque mondiale, qui devient en 2000 actionnaire à 8 % du consortium par le biais d'un prêt de 16 millions de dollars de sa filiale la Corporación Financiera Internacional). La Banque mondiale impulse en outre une orientation *pro-poor**, avec la promotion, dans les zones les plus défavorisées d'El Alto, d'un système dit « condominial* » impliquant la participation des habitants à l'installation du réseau pour en réduire les coûts : le modèle technique consiste à équiper les rues secondaires avec des tuyaux de moindre diamètre, reliés sous la chaussée aux canalisations des rues principales, ce qui est censé réduire les coûts de 30 % par rapport aux installations normales.

Alors qu'aucune autorité municipale n'est consultée lors de la privatisation (le contrat étant passé directement entre le gouvernement et le consortium), des protestations d'envergure limitée s'élèvent dans la municipalité d'El Alto dès la fin des années 1990. À partir de l'hiver 2004, la Fédération des comités de quartier, la Fejuve, déclenche une série d'importantes mobilisations contre Aguas del Illimani, qu'elle accuse de ne pas avoir respecté les clauses du contrat en termes d'extension du réseau et d'avoir trop augmenté les prix de consommation et de raccordement, devenus inaccessibles aux plus pauvres¹⁰⁰ : le raccordement individuel au réseau d'eau potable coûte 190 dollars, celui au réseau d'eau courante 200 dollars. Le *barrio* Solidaridad, lieu de l'enquête, est un des nombreux quartiers où de tels raccordements sont hors de portée des habitants.

municipale décentralisée, chargée des services d'eau et d'assainissement urbain, créée par l'amendement municipal n° 7597 en 1967. Dotée d'une identité juridique et d'un patrimoine propre, elle est autonome en ce qui concerne la gestion opérative et administrative. Après une période transitoire de quatre ans, la municipalité de La Paz lui a définitivement transféré la gestion de l'ensemble des services d'approvisionnement en eau.

¹⁰⁰ Voir Kristin Komives, Penelope Brook Cowen, *Expanding Water and Sanitation Services to Low-income Households. The Case of the La Paz-El Alto Concession*, Public Policy for the Private Sector, note n° 178, 1998.

Lorsque j'avais découvert le quartier, en février 2002, les maisons étaient encore éparpillées autour de la route qui sortait d'El Alto. Les années suivantes ont été marquées par la densification de l'implantation de résidents entre les deux bâtiments qui le délimitent : à l'ouest, l'école, qui est en fait une ancienne usine dans laquelle furent logés les premiers habitants au début des années 2000, après leur expulsion d'autres quartiers de La Paz ou d'El Alto ; au nord-est, au bord de la ligne de crête, la station de traitement des eaux d'Agua del Illimani. Toute la journée, des cascades d'eau traitée s'écoulent des tuyaux verts, avec un bruit de fond régulier. À moins de 100 mètres se trouve le puits dans lequel les familles du quartier montent chaque jour s'approvisionner en eau : c'est un trou creusé dans la terre, sans autre forme d'aménagement.

Le quartier s'étend en contrebas de l'usine, mais les canalisations qui en sortent sont la plupart du temps vides, l'eau s'écoulant de l'autre côté, vers la ville de La Paz. Ce sont les fuites de ces tuyaux qui permettent aux résidentes de laver le linge ou la vaisselle, même depuis l'installation, en juin 2006, des bornes-fontaines. Dans les canalisations d'égout abandonnées, une eau saumâtre se déverse de façon sporadique, en fonction des produits rejetés par la station de traitement. La proximité de son implantation, à moins de 50 mètres des premières maisons alors que celles-ci ne bénéficient d'aucune desserte, est de nature à choquer la conscience morale des chercheurs occidentaux comme des militants internationalistes de l'eau. Ainsi, lors d'une réunion que j'avais contribué à organiser en mai 2005 dans l'école du *barrio* Solidaridad, le sentiment qui prédominait était celui du « scandale » : il y avait entre autres le président de la Fejuve, Abel Mamani, futur ministre de l'Eau du premier gouvernement Morales ; des syndicalistes uruguayens et argentins ; des activistes de divers pays venus en Bolivie pour d'autres conférences, parmi lesquels une des principales figures internationales de la lutte contre la privatisation de l'eau, Maude Barlow, présidente de l'association canadienne Public Citizen et co-auteurice d'un livre à succès sur la question de l'eau¹⁰¹. La réunion s'est déroulée en présence des habitants, mais ce sont surtout les

¹⁰¹ Maude Barlow, Tony Clark, *L'Or bleu*, Paris, Fayard, 2003.

militants qui se sont exprimés : le problème de la pénurie d'eau n'a été abordé que sous l'angle des méfaits de la privatisation, sans que soient jamais évoqués ni les problèmes d'efficacité de l'entreprise municipale auparavant, ni le développement urbain incontrôlé d'El Alto, ni la condition socio-économique des habitants, qui les rend insolubles pour une quelconque entreprise, publique ou privée.

Un journaliste qui participait à la réunion a rapporté quelques paroles des habitants, entendues le jour même, dans un livre collectif sur les mouvements sociaux et la gestion des ressources naturelles¹⁰². On y voit par exemple le dirigeant de la zone adopter, du fait de la présence des visiteurs étrangers, une rhétorique politique dont il n'est pas coutumier : « Les gens d'Agua del Illimani se prennent pour les rois. Ils veulent nous faire payer en dollars comme si nous étions étrangers. Mais nous savons tous que l'eau ne se fabrique pas. C'est le Seigneur dans le ciel qui la fournit. Alors pourquoi devrait-on la payer en dollars ? » La propension des résidents – surtout les plus pauvres et les moins bien dotés scolairement –, à répondre de façon « conforme » aux questions des chercheurs, voire à les anticiper, fait partie des pièges de l'enquête de terrain : dans le cas présent, elle est directement liée à cette vision de la situation du quartier comme un scandale, que les visiteurs passagers transmettent d'autant plus facilement aux enquêtés qu'elle fournit un cadre d'interprétation simple. Cependant, elle ne permet pas de se rendre compte dans quelle mesure la pénurie structure réellement la vie quotidienne des résidents, en particulier des femmes, dont la majorité se consacre au travail domestique. C'est donc à l'existence ordinaire qu'il faut s'attacher pour comprendre la façon dont le problème de l'eau se pose aux habitants, et la façon dont ils formulent leurs revendications, qui sont loin d'avoir un caractère spontanément anticapitaliste, comme l'avait révélé la préenquête que j'avais menée dans la zone considérée au cours de visites et revisites de plusieurs mois entre 2003 et 2005.

¹⁰² Álvaro García Linera *et al.*, « *No somos juguete de nadie...* ». *Análisis de la relación de movimientos sociales, recursos naturales, Estado y descentralización*, La Paz, Plural-Cosude-NCCR Norte-Sur, 2007.

Intervention : Et l'eau de La Paz fut privatisée

Le Monde diplomatique, mai 2002.

Alors qu'est dénoncée de plus en plus vivement la mondialisation marchande, celle-ci étend son emprise sur des biens de première nécessité, comme l'eau. Ce secteur est dominé par les deux grandes multinationales françaises, Vivendi-Générale des eaux et Suez-Lyonnaise des eaux, qui se sont approprié près de 40 % du marché privé mondial et qui monnaient leurs services chacune à plus de 110 millions de personnes, dans 100 pays pour la première, et dans 130 pour la seconde. Les profits de ces multinationales s'inscrivent dans la déréglementation du commerce, avec non seulement la complicité des institutions internationales, mais aussi celle des gouvernements nationaux : ce marché offre des possibilités de profit d'autant plus grandes que les services d'eau de près de 85 % des grandes villes du monde sont gérés par des sociétés publiques ou d'État.

Sur ce marché, les deux géants français et leurs multiples filiales ont signé des contrats de privatisation très rémunérateurs depuis quinze ans. Les succès de Suez-Lyonnaise des eaux (Chine, Malaisie, Italie, Thaïlande, Tchéquie, Slovaquie, Australie, États-Unis) ne doivent pas faire oublier ceux de la Générale des eaux (devenue Vivendi), avec laquelle Suez-Lyonnaise s'associe parfois, comme à Buenos Aires en 1993. Ces dix dernières années, Vivendi s'est installée en Allemagne (Leipzig, Berlin), en Tchéquie (Pilsen), en Corée (complexe de Daesan), aux Philippines (Manille), au Kazakhstan (Almaty), mais aussi aux États-Unis avec ses filiales Air and Water Technologies et US Filter¹⁰³.

Les multinationales de l'eau ont néanmoins connu des déboires. Elles ont parfois été obligées de se retirer de certains pays d'Amérique du Sud et de demander des indemnités auprès des instances internationales. Ainsi, en 1997, à Tucumán (Argentine), la population a engagé un mouvement de désobéissance civile contre une filiale de Vivendi en refusant de payer ses factures, compte tenu de la détérioration de la qualité de l'eau et du doublement des tarifs. La Compagnie générale des eaux avait obtenu le droit de privatiser les concessions des services d'eau et d'égout de la province en 1993. Mais l'augmentation immédiate du prix de ces prestations (104 % en moyenne) a suscité la protestation des consommateurs concernés, dans des petites villes qui ont

¹⁰³ Voir Roger Cans, *La Ruée vers l'eau*, Paris, Gallimard, 2001.

formé l'Association de défense des consommateurs de Tucumán. Le gouvernement provincial a pris le relais en présentant une demande de sanctions contre la compagnie après la découverte d'éléments de contamination de l'eau du robinet. Confrontée au boycottage des paiements, la Générale des eaux a d'abord menacé d'interrompre la distribution, puis tenté de renégocier le contrat, pour enfin se retirer en refusant de remplir ses obligations de services. Elle a alors attaqué les consommateurs de Tucumán devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi), un organisme de la Banque mondiale, qui arbitra en faveur de la province. Depuis, un changement de gouvernement provincial a privé les consommateurs de la protection légale concernant leur boycottage des paiements.

La privatisation est, la plupart du temps, dénoncée en raison des conséquences écologiques de l'intégration des économies locales à un marché unifié, ce qui implique non seulement une orientation des productions vers l'extérieur, mais aussi l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles. Les pays baissent les taxes locales et les réglementations environnementales afin de rester compétitifs, mais les gouvernements se retrouvent alors avec une capacité fiscale réduite pour construire des infrastructures sanitaires satisfaisantes.

Il ne faut pas toutefois pas omettre la participation active de ces gouvernements aux dynamiques de déréglementation en cours et leur responsabilité dans la négociation des contrats avec les institutions internationales comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou le World Water Council. Ainsi, la réunion de l'OMC à Qatar, en novembre 2001, a encore fait progresser la privatisation : sous le titre « Commerce et environnement », l'accord final demande notamment « la réduction ou, selon le cas, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires aux biens et services environnementaux », parmi lesquels l'eau. Dans cette logique, toute tentative de contrôle des exportations d'eau à des fins commerciales est rendue illégale. Il s'agit d'empêcher les États de se servir d'obstacles non tarifaires, telles les lois de protection de l'environnement. Les effets sociaux de ces orientations sont moins étudiés que les problèmes écologiques qu'elles suscitent. La perte de contrôle des populations locales sur la tarification de l'eau va cependant de pair avec une augmentation des prix, qui empêche les plus pauvres d'accéder au service de l'eau, mais aussi à une information claire sur les standards sanitaires minimaux.

Exemple : la privatisation de l'eau à La Paz, avec le consortium Aguas del Illimani, lié à la Lyonnaise des eaux. En plus d'augmenter les prix, la concession s'est accompagnée d'une détérioration du service, liée aux licenciements opérés pour diminuer les coûts. L'entreprise privée a procédé à des réductions de personnel. L'équipe de 18 techniciens qui contrôlaient chaque mois près de 80 000 compteurs d'eau du quartier nord a été réduite de moitié et chargée d'autres tâches de maintenance. La consommation de chaque maison n'est donc que rarement relevée : quel que soit le débit effectif, c'est le même montant qui est payé. Le consortium avait fait de l'amélioration du service et de l'extension du réseau les priorités de sa campagne de communication. La réalité est tout autre : les dysfonctionnements sont de plus en plus fréquents, du fait du manque d'entretien – et ils mettent plus de temps à être réparés. Le recours aux anciens puits devient parfois nécessaire pour assurer la marche des commerces. Alors que le salaire des administrateurs est passé de 12 000 à 65 000 bolivianos par mois – les ouvriers ne touchent que 1 800 bolivianos en moyenne –, il faut désormais payer comptant près de 1 100 bolivianos (190 \$ environ) pour se faire installer l'eau, contre moins de 730 bolivianos (100 €) étalés sur cinq ans avant la privatisation. « Aujourd'hui, c'est un luxe d'avoir de l'eau dans la ville d'El Alto », remarque un travailleur licencié par Aguas del Illimani. D'ailleurs, il ne peut plus se l'offrir depuis qu'il est sans emploi.

« L'objectif était de démontrer que la Lyonnaise des eaux peut aussi s'occuper des zones difficiles », a expliqué Arnaud Bazire, PDG français d'Aguas del Illimani. Le résultat n'est guère probant : « Ils nous parlaient de nouveaux équipements, ils ont juste repeint les tuyaux en blanc », affirme un ouvrier d'entretien, qui témoigne aussi de la présence de plus en plus fréquente d'animaux morts dans les canalisations. Dans d'autres pays, certaines entreprises privatisées ont été condamnées pour non-respect des normes d'hygiène minimale. Pour l'instant, en Bolivie, Aguas del Illimani trouve des recours juridiques pour ne pas tenir compte des condamnations dont elle fait l'objet de la part de l'autorité régulatrice des services d'eau (*Superintendencia*) : non-respect des critères d'hygiène inclus dans le contrat, coupure pendant plusieurs semaines de l'approvisionnement d'administrations municipales, dont des écoles de la ville.

En décembre 2000, A. Bazire déclarait ainsi que la population d'El Alto était « le pire client » et « le plus mauvais consommateur du monde » (*El Diario*,

11.12.2000). Denis Cravel, spécialiste de l'eau à la Banque interaméricaine de développement (BID*), fait chorus : « La population a de mauvaises habitudes », car elle croit que « le service devrait être gratuit », alors que « l'eau est un bien social, mais aussi économique ». Álvaro Larrea Alarcon, ingénieur du Fonds national de développement régional, déclare que la concession pourrait être rentable si la population consommait autrement... c'est-à-dire davantage : « Il est primordial d'enseigner à la population qu'elle doit s'accoutumer à payer les factures d'eau. Une personne grandit sans eau et va aux installations publiques, ou à la rivière. Elle est habituée à cela, et à ne pas avoir d'eau à l'intérieur de la maison. C'est une question de culture. Il faut apprendre aux gens à se baigner une fois par jour, à arroser leurs plantes, à laver leur voiture... » L'ingénieur semble ignorer que, sur les étendues désertiques de l'Altiplano, la population utilise presque exclusivement les transports en commun et que des problèmes de désertification affectent déjà le bassin andin.

Pourquoi les habitants de ces quartiers acceptent-ils – avec la patience indifférente et optimiste que les observateurs extérieurs se plaisent à valoriser chez les plus démunis – une telle absence de considération ? Sans doute leur condition de sous-prolétaires les empêche-t-elle de former tout projet, et donc de jeter les fondements d'une organisation collective¹⁰⁴. Cette impossibilité est entretenue par l'absence d'interlocuteurs officiels, liée non seulement à la désagrégation des services publics, mais aussi à la coupure croissante entre les élites politiques et le reste de la population. En Bolivie, la ville de Cochabamba est la seule dont les habitants, sous l'impulsion des paysans alentour, ont trouvé la force et les ressources pour réagir et déprivatiser la distribution de l'eau. Mais le groupe anglo-saxon Aguas del Tunari (contrôlé par la multinationale Bechtel), qui tentait de s'y implanter, n'avait pas dépensé, il est vrai, la même énergie en communication que les groupes français, dont le palmarès en matière de spoliations collectives est autrement plus étoffé...

Conditions de vie et mobilisations politiques

¹⁰⁴ Pierre Bourdieu, « Les sous-prolétaires algériens », *Interventions (1962-2001)*, Marseille, Agone, 2002.

Les habitants des quartiers nord d'El Alto sont généralement présentés comme étant d'origine rurale, mais ils ont passé une grande partie de leur vie en milieu urbain. Ils ont quitté leur village vers quatorze ou quinze ans, âge où les familles paysannes, aymaras ou quechuas, n'ont plus coutume de soutenir leurs enfants, désormais en âge de travailler¹⁰⁵. On ne s'installe pas directement dans la partie nord d'El Alto : les habitants ont souvent occupé plusieurs domiciles, toujours en location, avant de s'installer dans ces quartiers limitrophes où la faible valeur foncière leur a permis de construire une maison rudimentaire, d'une ou deux pièces au maximum. En construisant eux-mêmes leur logement, ils accèdent à la propriété, même si les services de base (eau, électricité, transports) ne sont pas disponibles. L'organisation interne de l'habitation obéit aux contraintes de la promiscuité : toute la famille loge dans la même pièce, avec des lits juxtaposés et un réchaud à gaz autour duquel sont étendus les habits qui sèchent, ou que l'absence de mobilier intérieur conduit tout simplement à poser à cet endroit.

L'installation dans les quartiers périphériques d'El Alto est autant liée aux transformations spécifiques de l'économie bolivienne, soumise à des politiques d'ajustement structurel qui n'ont pas enrayeré l'appauvrissement des petits paysans de l'Altiplano¹⁰⁶, qu'aux rapports imbriqués entre vie rurale et vie urbaine généralement observables à la périphérie des métropoles en développement du Sud¹⁰⁷. En ce qui concerne la vie collective, des « responsables de quartier » sont élus par les résidents, comme dans les communautés rurales : chargés de l'organisation des réunions dominicales, ils incarnent le lien reconnu avec les comités de voisinage regroupés dans la Fejuve, dont ils transmettent à l'occasion les consignes d'action. Même dans les quartiers les plus au nord d'Alto Lima, où la Fejuve n'est pas présente car elle ne prend pas en charge les districts dont les habitants n'ont pas de titres de propriété certifiés par la mairie, un

¹⁰⁵ Voir Geneviève Cortes, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, IRD, 2000.

¹⁰⁶ Voir André Franqueville, *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, Toulouse, IRD-Presses universitaires du Mirail, 2000.

¹⁰⁷ Voir Paul Bairoch, *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 1985.

responsable de quartier est chargé par les autres habitants d'organiser les réunions publiques et de mener à bien, auprès des administrations compétentes, les décisions collectives qui en émanent. Ces formes d'auto-organisation des quartiers sont, à maints égards, héritées des modes de gestion politique des communautés rurales¹⁰⁸. Mais cet héritage implicite, peu revendiqué, fonctionne plus dans la relation personnelle aux dirigeants que dans les sédimentations de la vie collective.

Dans un premier temps, la faiblesse de ces formes d'organisation communautaire ne facilite pas les liens avec des informateurs issus des quartiers. Certains responsables ne désirent pas parler, et l'enquêteur (français) doit les convaincre du bien-fondé du travail mené, en leur montrant qu'il ne s'agit pas d'une tentative de contrôle de l'entreprise (à capitaux français). Les contacts masculins prétextent un travail à terminer et ne viennent que rarement à un rendez-vous fixé à l'avance. Les femmes, lorsqu'elles sont seules, refusent de parler à un inconnu : « Ça me fait peur » (« *Me da miedo* »), répétait ainsi une habitante à laquelle j'avais été présenté et à laquelle je tentais de poser quelques questions. Les premiers entretiens n'ont été possibles qu'en réunissant plusieurs femmes, qui avaient compris que l'enquête n'était liée à aucune institution et que ce qui serait écrit sur l'accès à l'eau pourrait éventuellement faire connaître la situation. Le contact s'établit ainsi au sein d'une forme d'intéressement de la relation d'entretien¹⁰⁹, où il est explicitement demandé, de façon récurrente, de « faire quelque chose » pour les habitants du quartier, de les « aider à obtenir de l'eau ». Cette demande constitue presque la condition de la relation d'enquête : « Les hommes politiques ne se préoccupent pas de nous » (« *No nos hacen caso, los políticos* »). Le chercheur, s'il veut établir une relation durable, doit au contraire manifester son intérêt pour la situation locale et faire preuve rapidement de sa capacité à « faire quelque chose »

¹⁰⁸ Voir Jean-Pierre Lavaud, « Les paysans boliviens contre l'État : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux "décrets de la faim" (1968-1974) », *Cahiers des Amériques latines*, 23, 1981, p. 141-172.

¹⁰⁹ Voir John Arundel Barnes, « Problèmes éthiques et politiques. L'enquête en contexte colonial vue par un anthropologue du Rhodes-Livingstone Institute », in Daniel Cefaï (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2004, p. 162-180.

pour les habitants. À chaque nouvelle rencontre, on lui demande s'il a des nouvelles de l'eau, s'il a vu les représentants de l'entreprise Aguas del Illimani, l'origine française de l'enquêteur apparaissant comme une garantie implicite d'un accès efficace au consortium constitué autour de la filiale de la Lyonnaise des eaux.

Cette relation d'entretien montre un rapport spécifique des habitants des quartiers à la politique, rapport que l'on pourrait qualifier d'« utilitaire » si ce terme ne véhiculait pas une dévalorisation implicite. Il exprime le fait que les habitants de ces quartiers ne se mobilisent pas en vertu de la spontanéité d'une conviction anticapitaliste, mais parce qu'ils sont dans la nécessité de se procurer de quoi vivre et mener une existence décente. Pourtant, à en croire les syndicalistes, les sociologues ou les journalistes les mieux disposés envers les luttes récentes, tout El Alto vibrerait encore du succès rencontré en octobre 2003 lors de la « guerre du gaz », qui a conduit à la démission du président Gonzalo Sánchez de Lozada et à un référendum sur la nationalisation des ressources naturelles. Et il est tentant de reprendre le fil directeur de cette image héroïque des « populations autochtones en lutte » pour défendre leurs droits. Les blocages de routes mis en place en décembre 2004 et janvier 2005 contre l'entreprise Aguas del Illimani à l'initiative des comités de quartier de la Fejuve sont de nature à entretenir cette vision enchantée d'une ville aymara à la colère indomptée. De même qu'à Cochabamba une des paroles montées en exergue par les dirigeants de la Coordinadora de Defensa del Agua fut « *Hemos perdido el miedo* » (« Nous n'avons plus peur »), de même le slogan « *El Alto de pie, nunca de rodillas* » (« El Alto debout, jamais à genoux »), qui a symbolisé les mobilisations de cet « octobre noir¹¹⁰ », exprimerait la fierté d'une population désireuse de rompre avec le fort sentiment d'autodévaluation incorporé au fil de l'histoire coloniale, avec la ségrégation ethnique, mais surtout avec la prégnance de la pauvreté au quotidien.

À l'encontre de la surenchère verbale des leaders sociaux ou des analystes politiques sur la renaissance de la « nation aymara », on peut

¹¹⁰ Voir Luis Gómez, *El Alto de Pie. Una insurrección aymara en Bolivia*, La Paz, Muela del Diablo, 2004.

cependant donner une interprétation différente du caractère exceptionnel des mobilisations d'octobre 2003 et de l'unité symbolique d'une insurrection dirigée contre un président incarnant la négation de l'identité populaire bolivienne. Les insurrections, récurrentes en Bolivie, reposent toujours sur des structures organisationnelles préexistantes (syndicats, comités de quartier, voire partis semi-clandestins)¹¹¹, au point que l'on peut même y voir une mobilisation sous contrainte organisationnelle¹¹². On ne saurait trop insister en revanche sur le rôle des secteurs indépendants (petits commerçants, boutiquiers, transporteurs, etc.) dans les mobilisations : ce n'est pas la masse indifférenciée du « peuple » qui s'est révoltée en 2003, ce sont des groupes bien structurés, dans des secteurs bien délimités de la ville¹¹³. Le récit militant, alimenté par la violence des photographies, très diffusées, de groupes de manifestants encagoulés affrontant les forces de l'ordre à l'aide de pierres et de bâtons, constitue ici un obstacle à une appréhension sociologique des conditions de l'engagement politique dans les quartiers populaires.

Si la préenquête menée entre 2003 et 2005 n'offre pas l'image d'une ville spontanément mobilisée contre le consortium transnational chargé de distribuer l'eau, c'est sans doute parce que les districts étudiés ne comportent pas de groupes sociaux aussi établis et structurés politiquement que dans d'autres quartiers moins démunis. Les habitants ne manifestent pas un rejet de l'entreprise étrangère qui devrait, contractuellement, les approvisionner, au sens où ce n'est pas leur préoccupation première : lorsqu'on aborde le thème, c'est systématiquement le besoin d'approvisionnement en eau qui est évoqué, avec pour critère une bonne desserte, pour un prix minimal. Le reproche principal adressé à l'entreprise Aguas del Illimani n'est pas d'être le produit d'une multinationale étrangère ayant spolié la population d'une ressource naturelle pour la revendre à profit, mais de ne pas bien s'occuper du quartier : « *No hacen caso de nosotros* » (« Ils ne s'occupent pas de nous »). Cette expression, récurrente dans

¹¹¹ Voir J.-P. Lavaud, *L'Instabilité politique...*, *op. cit.*

¹¹² Voir Jean-Pierre Lavaud, Françoise Lestage, « L'indianisme en Amérique latine. Historique, réseaux, discours, effets pervers », *Esprit*, janvier 2006, p. 42-64.

¹¹³ Voir P. Mamani, *Microgobiernos barriales...*, *op. cit.*

les entretiens, s'applique du reste aussi bien à l'entreprise Aguas del Illimani qu'aux représentants politiques. Le fait de participer aux *bloqueos* relève bien d'une forme d'évidence, mais ce n'est pas l'évidence militante d'une lutte anticoloniale réactualisée : il s'agit autant de la prise de conscience de besoins individuels à satisfaire que de la force des injonctions des dirigeants du quartier, en lien avec la Fejuve. Ainsi, les présidents de district sont perçus comme des coordinateurs, des passeurs d'information entre les habitants et l'administration municipale, mais en aucun cas comme des leaders d'opinion. On obéit à ces figures de l'autorité locale héritées des usages de concertation communautaire en milieu rural¹¹⁴ comme on suit une coutume, et non par prise de conscience politique. Comme les sous-prolétaires d'autres pays¹¹⁵, les habitants de ces quartiers périphériques marqués par la précarité manifestent rarement la conscience d'une temporalité de l'action politique excédant le présent ; mais ce resserrement sur la recherche immédiate des biens de première nécessité n'est pas pour autant le signe d'une dépolitisation totale. Il révèle que, pour les groupes sociaux proches de la condition du sous-prolétariat urbain plus que pour les autres groupes sociaux, les dispositions à la révolte ne s'actualisent que s'ils rencontrent des structures politiques pour les encadrer localement. Plus qu'un acte de colère spontanée, la participation aux *bloqueos* se présente ainsi comme la réaction, encadrée, à la *convocatoria* (« convocation ») d'un dirigeant du quartier.

Cette situation explique la difficulté à mettre en place des stratégies collectives : si les familles ne participaient pas aux protestations, c'était pour des raisons d'éloignement, mais aussi et surtout à cause d'un manque de confiance très fort envers la classe politique, qui touche même les dirigeants de la Fejuve. En effet, la Fédération des comités de quartier n'a pas reconnu encore les représentants de districts nouveaux et périphériques, comme ceux du *barrio* Solidaridad, car leurs habitants ne possèdent pas de titres de

¹¹⁴ Voir Esteban Ticona, *Organización y liderazgo aymara. La experiencia indígena en la política boliviana, 1979-1996*, La Paz, Plural, 2000.

¹¹⁵ Voir János Ladányi, Iván Szélényi, « La formation d'un sous-prolétariat rom. Enquête historique sur la condition des Gitans dans un village d'Europe centrale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, 2005, p. 66-87.

propriété ; de plus, le mot d'ordre de blocage généralisé et d'expulsion d'Agua del Illimani paraît bien loin des urgences locales en matière d'équipements de toutes sortes, que les responsables de la Fejuve d'El Alto semblent ignorer. « *Son políticos* » (« Ce sont des politiques »), disent les habitants à leur sujet, sous-entendu : « des politiques comme les autres », suspects d'asseoir leur stratégie de reconnaissance publique sur la misère des plus mal lotis, pris comme arguments à charge contre le consortium étranger. Certains habitants vont jusqu'à mettre en question la priorité que la Fejuve semble accorder à une tactique de positionnement politique plutôt qu'à une politique sociale en faveur de gens pour lesquels le caractère privé ou municipal, international ou local de l'entreprise de distribution n'a aucune espèce d'importance dès lors qu'ils n'ont pas accès à l'eau.

De fait, l'eau manque là où la Fejuve n'est pas bien implantée : non par logique clientéliste, mais parce qu'il n'y a pas dans ces quartiers de pression collective suffisante à la fois pour exister au sein de la fédération et pour la pousser à agir en faveur du quartier. Ce manque de soutien ne fait qu'accentuer le sentiment de dépossession et d'abandon, là encore vécu comme une fatalité par des ménages dont le mari rapporte de façon aléatoire 20 à 25 bolivianos (entre 2 et 3 €, 1 Bs valant 0,12 €) par journée de travail dans la construction. Face au manque d'eau, on utilise des puits creusés dans les cours des maisons, en dépit des risques de contamination et des problèmes de diarrhée qu'ils entraînent pour les enfants. Dans le *barrio* Solidaridad d'Alto Lima, l'unique point d'eau disponible pour les 200 familles du quartier ne fait l'objet d'aucun entretien collectif, et chaque ménage dispose de son propre lot de bassines et de cuvettes pour faire la cuisine, laver le linge, etc. La toilette se fait généralement sur le pas de la porte, en début d'après-midi, soit les heures les plus ensoleillées de la journée. Les enfants sont plongés, deux ou trois fois par semaine, dans des cuvettes d'eau chauffée sur le réchaud à gaz, tandis que les adultes, surtout ceux qui travaillent, se lavent généralement le week-end. Lors des assemblées générales, qui ont lieu tous les dimanches dans la cour de l'école (une ancienne usine désaffectée), il avait été décidé de porter une revendication précise : l'installation d'un point d'eau collectif, que les habitants construiraient et entretiendraient eux-

mêmes. Mais ni la mairie, ni les dirigeants de la Fejuve, ni l'entreprise Aguas del Illimani n'ont répondu aux sollicitations des responsables du quartier. Lorsque les puits, individuels ou collectifs, du quartier sont à sec, les habitants sont obligés de solliciter, en les payant, les quartiers voisins équipés de canalisations d'eau. Cette relation de dépendance est d'autant plus difficile à vivre que ces voisins sont soupçonnés de surtarifer la consommation d'eau des emprunteurs¹¹⁶. Des relations de pouvoir s'établissent donc entre districts, à deux rues d'intervalle, qui redoublent les obstacles à la formation d'une identité collective.

*

Si cette première enquête me permet de mettre en relation formes d'organisation et de politisation, d'une part, et usages de l'eau dans les quartiers étudiés d'autre part, elle attire surtout mon attention sur les expériences et les expériences des habitants dont les trajectoires migratoires sont plus diverses que ce que la vision ordinaire de la ville aymara rebelle laisserait croire. Certains arrivent directement de leur village de l'Altiplano, d'autres ont migré plus jeunes, avec leur famille, dans un autre quartier de La Paz ou d'El Alto, avant de s'installer, toujours en famille, dans leur logement actuel. Pour ces migrants récents, le fait de devoir payer l'eau est accepté comme une sorte de fatalité, avec l'idée que *todo se paga* (« tout se paie »), même les ressources naturelles. Chez les plus âgés, cette idée n'apparaît pas choquante : « *Se pagaba la Pachamama también* » (« On payait aussi la Pachamama »), rappelle un ex-vendeur d'animaux, âgé de soixante-dix ans, qui a vécu toute sa vie entre El Alto et son village natal. Pour les habitants des générations suivantes, il ne s'agit cependant plus du même type d'eau, puisque l'environnement a changé. Au village, l'eau venait « *de abajo* » (« d'en dessous ») : issue de la terre, elle était pure. En ville, l'eau qui coule de la montagne est « *contaminada* » (« polluée ») : contaminée

¹¹⁶ Voir Victoria Casabona, « El agua: recurso de poder en un barrio periférico », in Victoria Arribas *et al.* (dir.), *Constructores de Otredad. Una introducción a la antropología social y cultural*, Buenos Aires, Eudeba, 1989, p. 105-109.

par la mine Miyuni (quelques kilomètres au-dessus d'Alto Lima), souillée par l'indivision des réseaux d'évacuation, des zones d'ordures et de la rivière dans le cas du mont Huayna Potosí¹¹⁷. Pourtant, si le fait de payer l'eau n'est pas ressenti comme une injustice, c'est parce que l'entreprise Aguas del Illimani a réussi à faire accepter l'idée qu'elle investit beaucoup pour la décontamination : elle ne vend donc pas une ressource naturelle, mais un bien rare, qui a dû être transformé en service¹¹⁸.

La gestion du service d'eau dans les quartiers « sururbains » économiquement insolubles pose problème pour cette raison même. À leurs diverses demandes auprès des administrations locales, les responsables de quartier ne reçoivent pour toute réponse que l'injonction faite aux résidents de se constituer en coopérative afin d'installer eux-mêmes des tuyaux : ensuite ils pourront acheter l'eau à Aguas del Illimani ou à d'autres entreprises approvisionnant par camions-citernes (aux prix plus élevés), comme la ville équatorienne de Guayaquil¹¹⁹. Apparaît ici une stratégie essentielle de cette domination des politiques néolibérales qui met la population locale à son service¹²⁰ : récupérer la gestion communautaire des milieux populaires pour en faire un argument de promotion de la capacité d'ajustement de l'entreprise aux populations défavorisées – ce qui prend la forme de programmes *pro-poor* et d'administration « condominiale » des ressources. Ainsi les habitants du *barrio* Solidaridad se voient-ils proposer une borne-fontaine, à condition d'installer eux-mêmes un matériel qu'ils auront eux-mêmes acheté. De façon plus générale, il n'est pas rare de voir dans les quartiers « sururbains » des résidentes qui construisent les réseaux d'évacuation

¹¹⁷ Voir Libbet Crandon-Malamud, *From the Fat of our Souls: Social Change, Political Process and Medical Pluralism in Bolivia*, Berkeley, University of California Press, 1991.

¹¹⁸ Voir Kristin Komives, « Designing pro-poor water and sewer concessions. Early lessons from Bolivia », *Water Policy*, 3, 2001, p. 61-79.

¹¹⁹ Voir Erik Swyngedouw, *Social Power and the Urbanization of Water: Flows of Power*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

¹²⁰ Voir Thomas Blom Hansen, Finn Stepputat (dir.), *Sovereign Bodies: Citizens, Migrants, and States in the Postcolonial World*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Frederick Cooper, *Colonialism in Question: Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

et fabriquent des trottoirs en échange de rations alimentaires fournies par la coopération internationale ou des ONG comme USAID. Un système dual de distribution de l'eau en milieu urbain est ainsi implanté : les plus riches bénéficient des installations publiques, tandis que les plus pauvres doivent faire face à des problèmes de pénurie les incitant à des solutions collectives, voire, désormais, à recourir aux camions-citernes d'autres opérateurs privés.

Conclusion – Horizons révolutionnaires

« La révolution contre le système colonial et la division en castes ne peut être assimilée purement et simplement à une lutte de classes inspirée par des revendications économiques, bien que les motivations de cette sorte ne soient pas absentes du fait que les différences de statut économique sont un des signes les plus manifestes de l'appartenance à chacune des deux castes. Elle n'est pas davantage assimilable à une guerre internationale ou à une guerre civile. Si la lutte contre le système de castes prend la forme d'une guerre de libération nationale, c'est peut-être que l'existence d'une nation autonome apparaît comme le seul moyen décisif de déterminer une mutation radicale de la situation qui soit capable d'entraîner l'écroulement définitif du système des castes. »

Pierre Bourdieu, « Révolution dans la révolution »,
Interventions (1961-2001), 2002 [1963]

Il fallait voir, sur l'avenue centrale du Prado et la place Murillo, en janvier 2006, les défilés et les rassemblements célébrant la victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle du mois de décembre précédent : l'émotion suscitée par ces marches, leurs explosions de couleurs – les damiers de la *wiphala**, les éclats des *aguayos**, le bleu intense des banderoles du MAS. L'enthousiasme des slogans repris en chœur, ou plutôt criés en rafale, entre les explosions de pétards qui remplacent, en ces temps de fête, les détonations de la dynamite apportée pour affronter les forces de police. Il fallait voir, alors, les sourires des *cholitas*, les regards intenses des *cocaleros* ou des mineurs, animés de l'espoir que tout allait changer et que les promesses des insurrections allaient enfin s'accomplir, après tant de manifestations réprimées et de morts, relégués aux marges de la citoyenneté.

Plus solennelle, la cérémonie d'intronisation sur le site archéologique de Tiwanaku, au pied de la porte du Soleil et du temple de Kalasasaya, met en scène, un jour avant l'entrée au Parlement, un symbolisme précolonial en même temps qu'une rupture avec l'histoire de la Bolivie blanche et métisse. Les ponchos des milliers d'autorités communautaires présentes forment une barrière impressionnante autour d'Evo Morales, qui déclare : « Ce n'est qu'avec la force du peuple que nous en finirons avec l'État colonial et le néolibéralisme [...]. Je demande à mes frères indigènes qu'ils me contrôlent et, si je n'avance pas suffisamment, qu'ils me poussent ! Nous assistons au triomphe d'une révolution démocratique et culturelle. Nous passons de la résistance à la prise de pouvoir¹²¹. »

En ce début d'année 2006, l'élection du « premier président indigène du pays » donne une légitimité à des forces sociales qui n'avaient jusqu'à présent pas droit d'entrée sur la scène politique¹²². Les insurrections boliviennes engendrent une expérience politique inédite : alors que le Chiapas se proclame autonome¹²³ et que le mouvement altermondialiste discute encore des thèses de John

¹²¹ H. Do Alto, P. Stefanoni, « *Nous serons des millions* », *op. cit.*, p. 20.

¹²² Voir Linda Farthing, Benjamin Kohl, *Evo's Bolivia: Continuity and Change*, Austin, University of Texas Press, 2014.

¹²³ Voir Jérôme Baschet, *L'Étincelle zapatiste, Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Denoël, 2002.

Holloway pour « changer le monde sans prendre le pouvoir », des groupes sociaux subalternes accèdent au gouvernement du pays. Comme les communes ouvrières qui ont émergé en Europe depuis la fin du XIX^e siècle¹²⁴, elles posent la question du pouvoir et de son exercice : leur protagonisme politique, déjà évoqué lors de la « guerre de l'eau » à Cochabamba, ne vise pas seulement à mettre en place des mesures sociales, mais à refonder les pratiques politiques du pays et mettre fin à « cinq cents ans de domination coloniale ».

Cet objectif de « révolution démocratique et culturelle » peut évidemment se comprendre comme une forme de rupture avec le monde politique du passé. Selon Ivan Ermakoff, une situation révolutionnaire se produit « quand des groupes ne se conforment plus aux règles et que cette non-conformité rompt avec les attentes produites par les institutions¹²⁵ ». Le cycle d'insurrections des années 2000-2005 avait déjà fissuré l'ordre institutionnel du pays¹²⁶, au point de susciter la revendication d'une Assemblée constituante capable de produire une refondation politique et sociale. Et, de fait, on retrouve dans la façon dont les insurrections boliviennes débouchent sur la prise du pouvoir, et sur l'instauration d'un pouvoir constituant, les caractéristiques attribuées par Hannah Arendt aux révolutions : elles incarnent un « nouveau commencement¹²⁷ ». La révolution portée par Evo Morales représente cependant une rupture un peu particulière dans la mesure où elle passe par un processus électoral tout à fait légal. Bien plus, elle porte un héritage complexe, marqué par la « convergence de deux traditions de lutte¹²⁸ » au sein même du parti accédant au pouvoir, le MAS, avec d'une part les insurrections indigènes qui, depuis le XVIII^e siècle, ont soulevé l'Altiplano et

¹²⁴ Voir Charles Reeve, *Le Socialisme sauvage. Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*, Paris, L'Échappée, 2018.

¹²⁵ Ivan Ermakoff, « On the time of revolutionary conjunctures », Paper prepared for the presidential session on "The Time of Revolutionary Conjunctures", 33rd annual Social Science History Association meeting, Miami, 23-26 octobre 2008.

¹²⁶ Voir Laurent Lacroix, « Changements de modèles, changements d'acteurs (1982-2005) », in D. Rolland et J. Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales, op. cit.*, p. 79-93.

¹²⁷ Hannah Arendt, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 1964, p. 40.

¹²⁸ Voir Forrest Hylton, Sinclair Thomson, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, Paris, IMHO, 2010.

d'autre part le mouvement national-populaire qui structure les syndicats ouvriers et paysans depuis la révolution de 1952. Cette convergence des mouvements populaires (indigène, paysan, ouvrier) et de leur expression électorale dans le MAS est exceptionnelle dans l'histoire politique bolivienne : les moments insurrectionnels ont reconstitué les solidarités sectorielles passées (souvent mises à mal par les politiques néolibérales) autour de la revendication d'une souveraineté nationale articulée aux luttes indigènes.

Le déplacement des conflits dans les périphéries urbaines (Cochabamba, El Alto), à l'occasion des « guerres » de l'eau et du gaz, exprime bien plus que des transformations de la société bolivienne liées à des processus migratoires de la campagne vers la ville : il témoigne de nouvelles alliances forgées, dans les quartiers, par des formes communautaires d'organisation où la symbolique des insurrections indigènes « a entraîné d'autres groupes qui avaient des demandes sectorielles (comme les mineurs avec la réforme de leurs retraites)¹²⁹ » dans une perspective commune de luttes politiques. Cet héritage du passé dans un double processus insurrectionnel et électoral constitue la spécificité de la « révolution démocratique et culturelle ». Toute révolution a bien une « dimension cosmologique¹³⁰ », au sens où il y a dans la révolution démocratique qui porte Evo Morales au pouvoir plus qu'un appel au passé pour produire du nouveau : une volonté de bouleversement, une inversion de l'ordre des choses, des richesses et des imaginaires, l'idée que le temps du « changement de la terre », le Pachakuti, est enfin arrivé¹³¹. La révolution se fait « processus de changement », en appelant une autre façon de faire de la politique.

Une partie de la Bolivie refuse pourtant ce changement, dès les résultats proclamés, avec une violente obstination. Les bourgeoisies urbaines, les propriétaires terriens de l'Orient, les secteurs entrepreneuriaux vont bientôt tout faire pour rendre l'exercice du pouvoir impossible ; réclamant le « retour de la démocratie » par les

¹²⁹ Voir Forrest Hylton, Sinclair Thomson, *Horizons révolutionnaires...*, *op. cit.*

¹³⁰ Igor Cherstich, Martin Holbraad, Nico Tassi, *Anthropologies of Revolution Forging Time, People, and Worlds*, Los Angeles, University of California Press, 2020.

¹³¹ Voir V. Nicolas, P. Quisbert, *Pachakuti*, *op. cit.*

moyens les moins démocratiques, ils vont jusqu'à tenter d'affaiblir le gouvernement et de rompre l'unité du pays avec la revendication des autonomies régionales. Evo Morales peut, déjà, crier au coup d'État, il sait, en ce début 2006, que sa victoire est incontestable. Elle sera confirmée par les élections suivantes, au moins jusqu'en 2014. Au-delà de la rhétorique décoloniale et de l'empreinte des mouvements sociaux, la légitimité politique de la « révolution démocratique et culturelle » est avant tout électorale, ce qui n'est pas dénué d'ambiguïtés : issu de l'alliance du syndicalisme *cocalero* et de la gauche partisane bolivienne dans les années 1990, le MAS constitue une tentative pour concilier le pouvoir des bases et la participation au jeu politique. Loin de se vouloir « représentatif » au sens où il porterait par en haut les demandes formulées par en bas, il est conçu comme « l'instrument politique¹³² » des organisations sociales, dont il permet la participation directe aux processus électoraux – seule garantie que les engagements du pouvoir seront respectés.

Ce gouvernement des mouvements sociaux se présente comme une façon de résoudre les contradictions de la représentation politique, où le pouvoir du délégué tend d'autant plus à concentrer le capital politique qu'il s'inscrit dans une organisation permanente de professionnels de la politique (un appareil¹³³). Il semble offrir des garanties à un contrôle des bases. Moins qu'un niveau intermédiaire entre le champ politique et la population, les organisations sociales représentent, comme on l'a vu, la force des formes d'auto-organisation, lesquelles posent le problème de l'articulation au politique. Il y a là une spécificité des mobilisations boliviennes et de la revendication d'autogouvernement qui les porte : alors que les lectures

¹³² Sur la notion d'instrument politique, voir H. Do Alto, P. Stefanoni, « *Nous serons des millions* »..., *op. cit.*, p. 47 sq. : l'échec de l'expérience katariste de participation au pouvoir (Victor Hugo Cárdenas, vice-président de 1993 à 1997) montre que « toute forme de participation au jeu institutionnel exige une acceptation si entière des règles imposées par l'État qu'il ne peut en découler autre chose que l'affaiblissement de toute perspective émancipatrice » ; le MAS, instrument politique des syndicats paysans et *cocaleros*, se présente alors comme un parti « sous contrôle permanent des organisations syndicales » qui maintient un lien avec les « bases » tout en allant porter leurs thèses dans le champ politique.

¹³³ Voir Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 3-24.

« néo-institutionnelles », telles que celles formulées par Ostrom en matière de gestion des ressources naturelles, les réduisent à des négociations locales entre communautés, la lecture « subalterniste », telle que théorisée par Toni Negri et Michael Hardt ou par Raquel Gutiérrez Aguilar, rejette les institutions publiques comme l'État pour situer l'origine de la production de commun « par en bas ». Le processus de changement ne répond à aucune de ces deux lectures : en tant que gouvernement des mouvements sociaux et instrument politique des organisations sociales, le parti au pouvoir s'appuie sur l'entrée en politique de groupes subalternes dont les formes d'auto-organisation ont constitué à la fois le ressort et le modèle d'action ; mais il s'inscrit aussi dans un processus de construction de l'État : celui-ci est nécessaire aussi bien pour mettre en œuvre le processus constituant (organiser des élections, etc.), rétablir la souveraineté nationale et enclencher le processus d'industrialisation – réclamations formulées dans « l'agenda d'octobre » par les mouvements sociaux¹³⁴ – que pour garantir le minimum de mesures de redistribution économiques, qu'un gouvernement de gauche au pouvoir ne peut qu'adopter pour lutter contre les inégalités.

Je n'ai sans doute pas, à cette période, une claire perception de l'étendue des contradictions engendrées par ce processus de construction de l'État. Mais je suis convaincu, au vu des premiers « terrains » réalisés à El Alto, que mes enquêtes m'offrent un point d'observation privilégié pour étudier les effets des politiques du nouveau gouvernement sur les populations défavorisées des périphéries urbaines, et surtout la consolidation de ces formes d'auto-organisation qui se présentent alors, pour moi, comme un renouveau concret des idéaux d'émancipation sociale et politique – la résurgence, ou plutôt la réinvention, d'une tradition oubliée des mouvements populaires¹³⁵.

¹³⁴ Voir L. Lacroix, « Changements de modèles... », art. cit., 2007.

¹³⁵ Voir Franck Poupeau, *Les Mésaventures de la critique*, Paris, Raisons d'agir, 2012, dont le chapitre 1 reprend un texte publié en 2003 dans la revue *Agone* : « Revenir aux luttes ».

Livre II

**Politique des périphéries
(2006-2008)**

image El Alto

Prologue – Ancrages

« Et voici ce lieu si beau qu'il fait mourir. [...] Quelle drôle d'idée d'avoir pris racine sur ce rocher. Partout ailleurs les hommes s'accrochent aux points d'eau entourés d'arbres et de champs qu'on irrigue. [...] Les hommes sont faits pour les ancrages : c'est en tout lieu leur sagesse, c'est ici une folie noire et volontaire. Ils savent bien partir sur les plus longues routes de leur globe aplatis comme les melons d'eau : à peine débarqués aux escales, ils se cramponnent au moindre tas de sable. Ces perceurs de muraille perforent les rochers pour y faire des trous, menés par des desseins obscurs. Ces desseins, vous les nommez guerre, commerce et transit : croyez-vous que ces mots excuseront tout jusqu'à la fin des temps ? »

Paul Nizan, *Aden Arabie*, 1931

Partis pris

C'est de la France, où je suis rentré après l'élection bolivienne, que j'observe les premiers mois du gouvernement d'Evo Morales, marqués par des mesures politiques spectaculaires : loi sur les terres, nationalisation des hydrocarbures, programmes d'aide aux plus démunis, plans d'alphabétisation, bons Juancito Pinto* (une somme d'argent versée à chaque enfant de milieu défavorisé scolarisé dans un établissement public), formation de médecins boliviens à l'étranger, etc. Après vingt ans de politiques néolibérales, les investissements publics sont relancés grâce à la réappropriation de l'impôt direct sur les hydrocarbures (IDH), qui permet aux recettes de l'État de passer de 600 millions de dollars en 2005 à 1 900 millions de dollars en 2007 – elles ne feront que croître les dix années suivantes. Toutes ces mesures ont un impact symbolique d'autant plus fort qu'elles sont renforcées par la convocation d'une Assemblée constituante, élue en juillet 2006. Si, pas plus que la « révolution démocratique et culturelle », le pouvoir constituant, qualifié d'« originaire », ne se présente comme une rupture totale avec le passé, mais comme le résultat de négociations entre secteurs sociaux depuis plusieurs années et d'un vote du Parlement déjà élu¹³⁶, le mérite et les bénéfices politiques de cette restitution de la souveraineté nationale et populaire reviennent bel et bien au nouveau gouvernement.

Après quelques mois de « lune de miel » au cours desquels les organisations sociales et nombre d'intellectuels appuient les mesures prises, les succès politiques sont cependant relativisés, dans les médias, par les premières critiques sur les pratiques politiques du gouvernement, qui ne parviennent pas toujours à rompre avec les usages politiques antérieurs¹³⁷ : lutte entre organisations syndicales ou corporations pour obtenir des charges administratives, cas de corruption (immédiatement sanctionnés par le gouvernement), cooptations institutionnelles avec des secteurs sociaux qui ont soutenu l'élection d'Evo Morales mais qui sont toujours prêts à bloquer les

¹³⁶ Voir Sebastián Urioste, « ¿Bolivia, una revolución democrática? », Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, <https://www.sciencespo.fr/opalc/content/bolivia-una-revolucion-democratica.html>.

¹³⁷ Voir Andreas Tsolakis, *The Reform of the Bolivian State, Domestic Politics in Context of Globalization*, Boulder, Firstforumpress, 2011.

rues à l'annonce de toute mesure de changement, qu'il s'agisse de la taxation accrue des mines (qui bénéficient d'une reprise du marché mondial) ou d'une refonte des assurances des transports routiers nationaux. Si le taux de remplacement des employés publics par des militants du MAS ne touche pourtant que les charges les plus politiques¹³⁸, afin de garantir la continuité des compétences techniques aux postes stratégiques, la logique de fonctionnement du parti au pouvoir est rapidement questionnée. Le succès électoral du MAS est évidemment le résultat d'un vote massif de mécontentement à l'égard de l'ancien régime politique et de l'entrée du monde rural en politique¹³⁹, mais il est aussi le fruit de stratégies d'alliances opportunes, avec l'émergence de candidats « invités » destinés à figurer en bonne place sur les listes électorales : porteurs de lignes politiques plus « modérées » destinées à conquérir les centres urbains, ils prennent les places destinées aux militants historiques.

Ce discrédit ne cessera de s'accroître au fil des années, jusqu'à amplifier la vision – largement produite par les médias d'opposition – d'un parti intrinsèquement corrompu autour d'un *caudillo* qui n'arrive pas à lâcher le pouvoir. Pour comprendre ce phénomène, il faut voir que les succès électoraux successifs enclenchent un processus d'institutionnalisation du MAS autour des nouveaux foyers parlementaires qui n'est pas sans conséquences à la fois sur le fonctionnement du parti et sur celui du champ administratif. Originellement formé comme une fédération d'organisations sociales, principalement rurales, le MAS est devenu un « canal de régulation de l'accès aux ressources croissantes offertes par le parti au fur et à mesure de ses succès électoraux¹⁴⁰ ». La disparition progressive des débats politiques au sein du parti affecte peu à peu le choix des candidats (qui affluent afin d'être accrédités pour les élections suivantes), surtout à partir de 2004, d'autant que l'obtention de tels soutiens partisans permet d'établir des canaux privilégiés d'accès à

¹³⁸ Voir Hervé Do Alto, Pablo Stefanoni, « El MAS: las ambivalencias de la democracia corporativa », in Luis Alberto García Orellana, Fernando Luis García Yapur, *Mutaciones del campo político boliviano*, La Paz, Pnud, 2007, p. 303-365.

¹³⁹ Voir Moira Zuazo, *¿Cómo nació el MAS? La ruralización de la política en Bolivia*, La Paz, Friedrich-Ebert-Stiftung - Ildis, 2008.

¹⁴⁰ H. Do Alto, P. Stefanoni, « El MAS: las ambivalencias... », art. cit., 2007, p. 326.

des postes rémunérés au sein même du parti puis, à partir de 2006, au sein de l'appareil étatique – notamment via l'accès à l'information, à la légitimité politique conférée par le poste, etc. L'arrivée au pouvoir renforce ainsi l'ambiguïté des rapports entre le MAS et les organisations sociales, ce qui contribue à accréditer l'idée que rien ne change dans les pratiques politiques boliviennes.

C'est dans ce contexte que l'opposition politique trouve matière à se renforcer sur le plan national. En juillet 2006, simultanément à l'élection des députés de la Constituante, un référendum est organisé sur la question des autonomies régionales, dans le prolongement de la toute nouvelle élection des préfets au suffrage universel local, concédée par le président intérimaire Carlos Mesa l'année précédente. Le MAS prône le non aux autonomies, mais le oui l'emporte dans les régions orientales du pays : premier désaveu pour le gouvernement, qui perd là le bénéfice politique de la nationalisation des hydrocarbures, le 1^{er} mai de la même année. Par la suite, la majorité d'élus pour l'Assemblée constituante n'est pas suffisante pour atteindre les deux tiers nécessaires légalement à l'approbation de toute nouvelle proposition. En août commencent les premières réunions dans la capitale constitutionnelle, Sucre (La Paz n'étant que le siège du gouvernement). Lorsque, au mois de novembre suivant, le gouvernement annonce un contrôle accru de la fiscalité des régions, dans la mesure où celles-ci doivent bénéficier de la redistribution des profits des hydrocarbures, les préfets des régions orientales, rattachés dans leur grande majorité à l'opposition de droite, trouvent une contre-attaque inespérée dans les errements de l'Assemblée constituante : le MAS veut en accélérer le processus et faire passer le vote des nouvelles propositions à la majorité absolue. La « défense des deux tiers » devient ainsi le prétexte tout trouvé pour dénoncer les orientations « totalitaires » du parti au pouvoir, dans un subtil amalgame entre défense de la démocratie et défense des autonomies régionales¹⁴¹. Largement financées par les entrepreneurs de l'Orient bolivien, des manifestations de grande envergure sont

¹⁴¹ Voir Jorge Lazarte, « La Asamblea Constituyente de Bolivia: De la oportunidad a la amenaza », *Nuevo mundo, mundos nuevos*, 2008, <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.42663>.

alors menées contre le gouvernement, qui doit peu à peu céder et négocier sur les modalités d'une refondation constitutionnelle.

D'autres incidents ont lieu qui reprennent ce schéma. Par exemple, en janvier 2007, les *cocaleros* de la région de Cochabamba, pourtant officiellement désavoués par le gouvernement, bloquent puis incendient la préfecture pour protester contre la volonté du préfet de la région de convoquer un référendum local sur l'autonomie départementale. L'intervention de militants « civiques » armés par la préfecture, secondés par les milices privées de la région voisine de Santa Cruz (favorables à l'autonomie), provoque la mort d'un manifestant de part et d'autre au cours des violents affrontements qui ont lieu les jours suivants. La médiatisation des événements prend cependant toujours la même tournure : la violence est attribuée aux méthodes des organisations sociales proches du parti au pouvoir.

Pragmatisme politique

En dépit de ces luttes politiques, le gouvernement d'Evo Morales démontre au cours de ses premiers mois d'exercice qu'il peut gérer le pays tout en y introduisant peu à peu les mesures annoncées dans son programme, avec un véritable « pragmatisme¹⁴² ». En avril 2007, ce ne sont pas moins de 45 contrats qui sont signés entre l'entreprise YPFB et des multinationales étrangères (dont Total ou Enron). Mais c'est le cas de la « déprivatisation » du service d'eau à La Paz qui illustre sans doute le mieux le pragmatisme de la politique d'Evo Morales. En janvier 2007, le gouvernement met officiellement fin à la présence d'Agua del Illimani en Bolivie : une entreprise publique et sociale, Empresa Pública Social de Agua y Saneamiento (Epsas*), en récupère les actions via un fidéicomis instituant sous un délai de six mois le ministère de l'Eau comme le nouveau propriétaire. Le décret suprême édicté à cette occasion donne lieu à une cérémonie, le 4 janvier 2007, au palais du gouvernement, au cours de laquelle le ministre de l'Eau, Abel Mamani, présente les papiers prouvant la réappropriation publique de l'entreprise, dans le prolongement des célébrations solennelles qui, quelques mois auparavant, avaient

¹⁴² Voir James Petras, « Latin America: four competing blocs of power », 2007, <https://petras.lahaine.org/latin-america-four-competing-blocs-of-power>.

marqué la renationalisation des hydrocarbures et la loi de redistribution des terres.

Les supposés manquements d'Aguas del Illimani à son contrat sont soulignés afin de justifier la résiliation mais aussi de valoriser la vocation sociale de la nouvelle entreprise : il s'agit ainsi d'étendre le réseau aux quartiers dans lesquels l'opérateur privé n'a pas investi, de fournir des tarifs plus abordables pour les foyers pauvres et de respecter l'environnement en développant un traitement des eaux usées dans des zones particulièrement contaminées – autant de points sur lesquels l'autorité régulatrice du secteur, la Superintendencia de Saneamiento Básico (Sisab), avait déjà lourdement condamné l'entreprise privée dans ses évaluations finales (pour un montant d'environ 450 000 \$). Lorsqu'il évoque le processus de fondation de cette entreprise publique et sociale, le ministre de l'Eau invoque la responsabilité de l'action gouvernementale, faisant preuve là encore de pragmatisme politique envers une population en attente de changements et qui ne peut se satisfaire de seuls effets d'annonce, mais aussi d'un pragmatisme gestionnaire à l'égard des financements internationaux, dont le gouvernement se trouve toujours dépendant : le départ négocié d'Aguas del Illimani offre à cet égard un condensé de *realpolitik* – sur laquelle peu d'observateurs auraient parié lors de l'intronisation d'Evo Morales sur le site précolonial de Tiwanaku.

Avec le retour dans le service public de l'entreprise de distribution d'eau, le début du mandat d'Evo Morales place encore la ville d'El Alto au centre de la scène politique. Ce sont en effet les *juntas vecinales* de la ville qui, auréolées du prestige acquis lors des mobilisations de la « guerre du gaz » de 2003, ont réclamé deux ans plus tard le départ d'Aguas del Illimani, avec des blocages ayant donné lieu à une seconde « guerre de l'eau ». Le président de la Fejuve, Abel Mamani, est d'ailleurs nommé à la tête du ministère de l'Eau nouvellement créé. Je le rencontre début 2006 à Paris, dans un dîner organisé par la fondation France Libertés, avant de moi-même retourner en Bolivie poursuivre mes enquêtes sur les inégalités d'accès à l'eau. Je possède ainsi un contact privilégié au ministère de l'Eau, où il m'arrive de croiser ensuite des militants issus d'organisations sociales rencontrés quelques années auparavant. Je décide cependant

de poursuivre mon terrain « par en bas », avec l'objectif de voir ce qui se passe dans un quartier des plus démunis au cours du processus d'installation d'une entreprise « publique et sociale » – peur de ma proximité avec le pouvoir ou volonté de découvrir l'envers du décor politique ? Ou peut-être, seulement, la fascination pour El Alto, dont les excroissances se perdent toujours plus loin sur l'Altiplano.

Retour au *barrio* Solidaridad

Juillet 2006 : je rends visite au *barrio* Solidaridad d'Alto Lima pour la première fois depuis mon dernier séjour en Bolivie, six mois auparavant. Dans le quartier, les choses ont commencé à changer : des routes sont tracées au bulldozer entre les blocs de maisons, et surtout des bornes-fontaines ont été installées à divers coins de rue, alimentées par trois citernes en plastique en surplomb. À côté des blocs de maisons, l'entreprise Aguas del Illimani a construit une nouvelle cuve en béton pour stocker des réserves d'eau. Les premières personnes que je croise sont le responsable de la zone, don Carlos, et la gardienne de l'école, doña Florencia. Ils sont sur le chantier en train de guider le bulldozer et de déblayer eux-mêmes le terrain de ce qui deviendra la place du quartier. Très vite, ils me parlent des problèmes d'argent : tout ce qui a été alloué par la fondation canadienne n'aurait pas été versé, et du matériel acheté, en particulier des tuyaux de canalisation, aurait disparu. J'écoute en promettant de voir ce qu'il en est du côté du ministère de l'Eau et de la fondation. Je fais le tour du quartier pour saluer les enfants et croise une autre de mes informatrices privilégiées, doña Máxima. D'autres résidentes approchent : elles insistent pour que je vienne danser à la fête du quartier, le samedi après-midi suivant, et discuter des problèmes de financement le dimanche.

Le samedi après-midi, je retourne à Solidaridad, dont les rues sont traversées par les rafales d'un vent glacé et poussiéreux qui s'incruste dans la peau, dans les cheveux et les vêtements. Il n'y a pas encore de musique, alors que la fête devait commencer en début d'après-midi. Des enfants me conduisent à la maison où se prépare la cérémonie. Les organisateurs sont un couple âgé d'une quarantaine d'années, qui a accepté d'être *pasante** (« bienfaiteur ») de la fête. Ce

système de charges, très répandu dans les Andes, constitue à la fois l'occasion de s'élever dans la hiérarchie sociale d'un quartier ou d'un village et le moyen de redistribuer de l'argent à la communauté, de façon indirecte (achat de boissons, prise en charge des frais d'organisation, tels que la location des costumes et de la fanfare).

Dans la cour se trouvent des hommes qui louent les costumes pour les danses et le défilé. Ils se montrent peu sympathiques, voire goguenards envers les habitants du quartier. Ce sont, à ce moment-là, les décideurs : devant les costumes blancs étalés sur des couvertures dans la cour, ils donnent à chaque participant ses chaussures colorées, son plastron rigide ou son casque de cérémonie. Il faut que chaque homme enfle une sorte d'armure en carton peinte en blanc, décorée de paillettes et de bandelettes de couleur. Elle lui recouvre les épaules et descend, comme un arceau, sur les cuisses. L'ensemble pèse assez lourd. Au gré des discussions avec les participants, je découvre que la location d'un costume coûte assez cher : 70 bolivianos, soit 10 dollars environ. Dix hommes du quartier seront ainsi équipés. Il est difficile de ne pas être surpris par le montant des sommes engagées lorsqu'on sait que le quartier est resté longtemps sans desserte d'eau et que la plupart des résidents vivent dans des maisons d'*adobe*, au sol en terre battue, sans électricité : c'est que la hiérarchie des dépenses ménagères dépend des règles de la vie collective.

Peu à peu arrivent les danseuses, avec leur chapeau melon et leurs habits de fête : robes d'un rose ou d'un bleu vif et brillant, châles assortis explosant de lumière. Celles en bleu fermeront la marche, juste avant la *banda* (« fanfare »), les autres précéderont les deux colonnes d'hommes harnachés. Tous les habitants du quartier ne sont pas là lorsque la procession commence, je m'en rends compte en discutant avec la fille de doña Máxima, María, une enfant d'une dizaine d'années qui est l'une de mes « guides » dans le quartier : elle rêve de participer au défilé mais n'y assiste que du bord de la route, avec ses vêtements de tous les jours. Sa mère arrive peu après, son nouveau-né dans les bras, et se tient à l'écart, en silence. Le défilé passe dans les rues non pavées jusqu'à la place du village, où les danses se poursuivent sous le regard des autorités du quartier et des autres résidents. Des bidons en plastique contenant de l'alcool fort

circulent de main en main, et certains danseurs déjà bien imbibés s'assoient régulièrement à l'écart pour récupérer.

Le jour suivant, la plupart des habitants qui ont participé à la fête sont encore complètement ivres. Les hommes portent toujours les chaussures bariolées de la tenue de défilé, mais ils sont désormais en complet-veston. Tout autour de la place où se tient la fête sont disposés plusieurs stands de boissons, faits de quelques planches en équilibre sur des pierres, maintenues en place par les *cholitas*, qui, comme toujours, veillent au grain, immobiles, assises à l'abri d'un vague parasol. Beaucoup d'autres hommes, un peu en bordure de la place, portent leurs habits habituels : résidents du quartier, ils n'ont vraisemblablement pas d'argent pour participer – les rituels festifs andins ont aussi une fonction de repli et de fermeture du groupe¹⁴³. Un jeune couple que j'ai rencontré l'an passé, devant leur maison dont la cour était remplie de bassines, est assis à l'écart, et le jeune mari, Eugenio, me fait signe. Je lui dis que j'ai remarqué que sa maison avait bien changé : l'enclos d'*adobe* est désormais achevé. Il accueille ma remarque avec un sourire de fierté : il y a travaillé dur, en vendant des matériaux de construction ou en participant à des chantiers.

Une cérémonie religieuse est ensuite organisée pour bénir la place du quartier, qui est désormais presque totalement dégagée au bulldozer. L'office débute, juste en face de l'école. Tous les habitants ne se rapprochent cependant pas au moment de la cérémonie, ce sont surtout les « danseurs » de la veille qui viennent écouter le prêtre, arrivé quelques minutes avant. Celui-ci commence par dire que le problème de la Bolivie n'est pas son gaz, mais ses habitants trop imbibés d'alcool. Il entreprend ensuite la lecture de la Bible, d'une voix hésitante, puis se tourne vers moi en disant qu'il y a un invité « spécial », je lui réponds que je suis juste un « *amigo de la zona* » (« un ami du coin »), et il me demande devant tout le monde de lire la Bible : impossible de refuser. Je range le magnétophone numérique que je tenais discrètement à la main et je commence la lecture, encouragé par les habitants qui me connaissent. La cérémonie se poursuit, entre chants et prières, tout juste interrompue par deux

¹⁴³ Voir Céline Geffroy, « La gestuelle du buveur dans le contexte festif andin », *Anthropologie et Sociétés*, 36 (3), 2012, p. 77-94.

hommes éméchés qui ont du mal à articuler ce qu'ils ont à dire, et à qui les autres enjoignent de se taire.

C'est ensuite la gardienne de l'école, doña Florencia, qui prend la tête de la procession avec le prêtre pour bénir les quatre coins de la place. Arborant un châle doré flamboyant, elle tient dans les bras une petite caisse en verre qui abrite un Christ décoré de fleurs. La colonne s'arrête à chaque coin de place : le prêtre prononce quelques mots, les habitants jettent des confettis, des pétards multicolores et tourbillonnants explosent au sommet d'un bâton porté par un homme. La marche est suivie par la fanfare, la même que la veille, qui se fait un peu prier pour démarrer mais finalement emplit la place de cuivres plus ou moins bien accordés entre eux. Il faut dire que les musiciens ont eux aussi attaqué très tôt à l'alcool : d'abord un tord-boyaux supposé être du *singani* (un des alcools blancs nationaux), sentant vaguement l'orange, trimballé par les responsables de zone dans des bidons en plastique, puis les bières nationales, au coût modique (5 Bs, soit 0,50 €), mais que beaucoup d'habitants hésitent à s'offrir. Les danses et autres libations reprennent à la suite de la procession et d'une petite cérémonie consistant à décorer les responsables de zone d'une cocarde aux couleurs boliviennes agrafée à leur veston. Ce sont les *pasantes del preste**, les *prestes*, responsables et parrains de la fête, qui les leur remettent.

L'analyse socio-anthropologique des fêtes insiste la plupart du temps sur leur côté rassembleur, créateur d'un sentiment collectif¹⁴⁴, alors qu'ici la cérémonie collective ne marque pas tant une séparation par rapport à ceux qui sont extérieurs au groupe qu'une différenciation, une segmentation interne au groupe lui-même, et qui n'a rien d'occasionnel. Pierre Bourdieu voyait dans le bal de campagne de son Béarn natal une sorte de « choc des civilisations » entre le monde citadin, avec ses modèles culturels, ses techniques du corps, et le monde paysan, « relégué au rang de spectateur » ; sans doute le monde rural présente-t-il des caractéristiques telles que les

¹⁴⁴ Voir Michel Agier, *Anthropologie du carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia*, Marseille, Parenthèses, 2000 ; Walnice Nogueira Galvão, *Le Carnaval de Rio*, Paris, Chandeigne, 2000.

fêtes de village occasionnent de véritables « chocs culturels¹⁴⁵ ». En revanche, dans la zone « sururbaine » où a lieu la cérémonie, la coupure semble moins sociale qu'économique, entre ceux qui ont les moyens de participer et les autres : elle ne renvoie que secondairement à l'opposition entre les *cholitas* urbaines, en quelque sorte mieux installées, dont les revenus permettent d'acheter un coûteux chapeau melon en feutre, et les femmes d'origine rurale, qui se contentent d'un bonnet en laine et de robes moins flamboyantes. Au moment où je m'éclipse, doña Florencia me demande d'être *padrino** (« parrain ») de son fils, qui va passer son bac. Elle ne garde plus l'école de façon bénévole, comme les années précédentes, car elle a désormais une maison et tient, à l'entrée du collège, une petite épicerie où s'entassent quelques paquets de bouteilles de soda, des sacs d'aliments bon marché et quelques produits de consommation courante (allumettes, etc.). Ce n'est que le début, on le verra, des sollicitations, dont le nombre va augmenter au fur et à mesure que je relaie les demandes du quartier auprès des autorités.

Deux jours après, j'obtiens un rendez-vous au ministère de l'Eau avec la directrice de cabinet d'Abel Mamani, Cecilia Chacón, pour parler des problèmes d'argent du *barrio* Solidaridad. Ce ministère se situe au rez-de-chaussée d'un immeuble moderne de la Sánchez Lima, une rue éloignée du centre historique mais située néanmoins à deux ou trois pâtés de maisons de la place de l'Étudiant, dans le centre-ville de La Paz. Cecilia me détaille tous les comptes des dépenses réalisées pour équiper le quartier en eau : dépôts, retraits, factures, etc. Rien d'anormal évidemment, car, s'il y a eu détournement, il ne peut s'agir que du matériel prévu pour l'équipement, entre l'achat et l'installation sur place. Les résidents accusent l'ancien président de la zone et se sont plaints auprès de moi, qui représente pour eux un des seuls accès aux institutions.

Le lendemain, je retourne au quartier présenter les factures à don Carlos, le président des résidents. Les comptes coïncident, et c'est donc l'ancien président qui est soupçonné. J'apprends incidemment qu'en fait certains tuyaux ne convenaient pas : il y a dû y avoir

¹⁴⁵ Patrick Champagne, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française (1950-2000)*, Paris, Seuil, 2002, p. XXX.

substitution de matériel par l'entreprise, qui a réservé les bonnes canalisations pour les endroits où elle ne pouvait faire autrement. Cela m'apparaît une hypothèse d'autant plus vraisemblable, par rapport à celle du vol, que les présidents de zone sont toujours tenus pour responsables de tout. Leur tâche est de rendre des comptes à la communauté, avant de prétendre la diriger. Par contre, j'apprends aussi que j'ai causé, involontairement, du tort à don Carlos. Dans un élan participatif un peu irréfléchi, je lui ai remis 200 bolivianos le jour de la fête pour aider à payer les frais. Je l'avais dit à deux résidentes que je connais bien, mais la fille d'un des *pasantes* chargés d'organiser la fête avait entendu aussi. Les *pasantes* sont donc allés voir don Carlos après mon départ, le dimanche, pour lui réclamer l'argent. Celui-ci a commencé par nier, vu qu'ils étaient saouls, puis il leur a cédé les billets, immédiatement dépensés en boissons de fin de fête. Le malentendu est simple : il m'avait semblé normal d'apporter au responsable de la zone une petite contribution, un don pour la collectivité ; mais je n'avais pas précisé si c'était pour la fête ou pour la zone. Lui a cru ce qui l'arrangeait : pour la zone (il a en effet beaucoup de frais, depuis les transports jusqu'au centre jusqu'à l'entretien de l'ouvrier qui conduit le bulldozer), et pas pour la fête ; les autres, étant investis ces jours-là du leadership implicite de la zone, ont compris que c'était pour la fête. Je présente mes excuses aux principaux intéressés, les uns et les autres me disent que ce n'était pas ma faute et qu'ils avaient de toute façon tous trop bu. Nous convenons de nous revoir le dimanche, un des seuls jours où je peux réaliser des entretiens avec les hommes du *barrio* Solidaridad.

Je rentre soulagé à La Paz, en me disant que c'est « le métier qui rentre » et en reportant à plus tard l'analyse de ce dilemme très classique de la recherche de terrain : jusqu'où s'engager et participer dans les jeux sociaux étudiés ? Jusqu'où pourrai-je tenir ensemble les deux bouts ? Le *padrino* « bienfaiteur », certes modeste, de la zone, et l'enquêteur ? Sur la route non goudronnée qui redescend du *barrio* Solidaridad, je croise, comme souvent, quelques regards incrédules portés par des habitants sur ce *gringo** désœuvré (moi), qui se trouve là où il ne devrait pas être : les seuls « Occidentaux », blancs et fortunés, qui passent roulent à toute vitesse vers des loisirs incongrus

dans les montagnes qui surplombent El Alto. Ils me dévisagent d'ailleurs, l'air incrédule ou agacé, derrière les vitres de leurs 4×4. Et, sous la brûlure du soleil, les yeux irrités par la terre que le vent soulève par tourbillons, je me dis que les uns et les autres n'ont peut-être pas tort.

Mais, sur le chemin de retour, un panorama grandiose s'offre à moi : à mes pieds, la ville de La Paz au creux de la montagne, surmontée du mont Illimani. Me revient cette phrase de Nizan découvrant Aden : « Et voici ce lieu si beau qu'il fait mourir... » Un morceau de Bob Dylan dans mes écouteurs, je me demande ce qui pourrait remplacer ces sentiments de liberté et de plénitude éprouvés à ce moment-là : expression d'une illusion de hors-jeu social, liée à l'entre-deux de ma position de chercheur ? Je trouverai un peu plus tard l'écho de ces interrogations dans un texte sur l'enquête de terrain : « Que la production du savoir soit indissociable du parcours *in situ* de l'enquêteur, de ses arpentages corporels, de ses imprégnations atmosphériques, de ses expériences sensibles et de ses bricolages pratiques n'implique pas que celui-ci s'abîme dans l'infinie profusion des sensations de son "courant de conscience" ou dans la peinture impressionniste et intuitionniste de son "monde vécu". On a longtemps confondu la reconnaissance du statut d'opérateur, de percepteur et de descripteur de l'enquêteur avec celle d'un tropisme fatal vers le subjectivisme. Au lieu de quoi, cette reconnaissance est une façon d'accéder à plus de réflexivité, d'objectivité et d'impartialité dans la conscience du processus de l'enquête. Le travail de terrain dépend de bout en bout de la capacité de l'enquêteur à se déporter vers le point de vue des autres, à puiser dans ses propres réserves d'expérience des éléments de compréhension des situations, à s'installer dans un entre-deux d'où un processus de traduction réciproque entre mondes s'avère possible¹⁴⁶. » Accepter de parler de soi, d'analyser ses contradictions, pour ne pas passer son voyage, comme Michel Leiris, à poursuivre ses fantômes.

Quelques jours plus tard, je dois rentrer à Paris pour signer un contrat avec l'Institut français d'études andines, qui sera mon cadre de

¹⁴⁶ D. Cefaï, « Postface. L'enquête de terrain en sciences sociales », in D. Cefaï (dir.), *L'Enquête de terrain, op. cit.*, p. 517.

rattachement institutionnel en Bolivie pendant les deux ou trois années à venir. Les vols étant bondés, je quitte La Paz en bus, le 1^{er} août, afin d'attraper mon avion à Buenos Aires, une place s'étant libérée à partir de cette escale seulement. Plus de soixante-dix heures de bus, 75 dollars.

Il y a encore dans les préparatifs de ces trajets par route un parfum d'expéditions lointaines : les bagages sont entassés par des garçons affairés dans les soutes encombrées, chacun monte avec ses couvertures, ses bouteilles d'eau ou ses sacs d'effets personnels et s'installe comme pour une longue traversée. Mais, dès la sortie de la ville, le brouhaha des films d'action qui passent sur les petits téléviseurs du compartiment rompent le charme. On se cale alors dans son siège, la tête contre la vitre, à attendre la fin de la première nuit pour se laisser prendre au rythme engourdissant des moteurs Diesel. Lorsqu'on émerge, trois jours plus tard, dans la gare routière de Buenos Aires, il reste à peine la sensation d'une intermittente somnolence. Des discussions parfois : avec deux Péruviens partis rejoindre leurs fiancées qui travaillent à l'autre bout du continent ; une mère de famille qui tient ses trois enfants contre elle pendant tout le voyage vers la reconstitution éphémère d'un foyer écartelé par la migration et le travail ; quelques hommes solitaires et silencieux, qui fument mystérieusement leur cigarette sans entrer dans les restaurants d'escale ; la détresse d'une vieille femme, rendue folle par la longueur d'un trajet dont elle ne connaît pas la fin, et que le silence méprisant du personnel pousse même à s'enfuir, au matin du troisième jour ; les descentes répétées du bus, au passage du Chapare, la zone productrice de coca, pour les contrôles habituels, chiens renifleurs et sergents sévères qui fouillent les sacs ; les attentes, tout aussi répétées, six ou peut-être dix fois, à la frontière argentine, dans le froid du matin encore obscur, puis dans la poussière des postes-frontières où les soldats meublent leur ennui en ennuyant les voyageurs : pour 75 dollars, on ne peut être que pauvre ou voleur, ou les deux. Les Boliviens passent en courbant la tête, tandis que je dois me justifier d'être là, *gringo* égaré avec ceux qui n'ont pas le sou et donc suspect, à plus d'un titre, de convoier des substances illicites : il faut à chaque fois sortir le billet d'avion, expliquer la situation, pour finalement

recevoir le « *Buenos días, buen viaje, señor* » désormais obséquieux d'un sous-officier rattrapé par de vieux réflexes coloniaux. Il y a bien deux humanités, aux frontières des pays des Sud.

image solidaridad

Chapitre 3 : Distances. Carnets de terrain

« J'ai engraisé. J'éprouve une ignoble sensation de pléthore. Moi qui comptais rentrer d'Afrique avec l'allure d'un de ces beaux corsaires ravagés. La vie que nous menons est on ne peut plus plate et bourgeoise. Le travail, pas essentiellement différent d'un travail d'usine, de cabinet ou de bureau... On ne s'approche pas tellement des hommes en s'approchant de leurs coutumes. Ils restent, après comme avant l'enquête, obstinément fermés. »

Michel Leiris, *L'Afrique fantôme*, 1932

« Ce que l'on peut exiger en toute rigueur de l'ethnologue, c'est qu'il s'efforce de restituer à d'autres hommes le sens de leurs comportements, dont le système colonial les a, entre autres choses, dépossédés. Refusant de chercher dans les drames et le déchirement des autres un refuge et un recours contre ses propres inquiétudes, il peut à la fois admettre que son témoignage ne serve à rien ni à personne et se sentir lié par le devoir impératif de proclamer ce que des hommes lui ont dit, parce qu'ils avaient à le dire, et non pour qu'il le dise. »

Pierre Bourdieu, *Travail et travailleurs en Algérie*, (1963), 2021

L'école des mères de famille

Atterrissage fin septembre à l'aéroport de La Paz, les formalités ayant été plus longues que prévues. Encore quelques demi-journées à remplir les formulaires d'accueil, les allers-et-retours avec la douane pour les bagages en retard. Tout cela laisse peu de temps pour revenir au *barrio* Solidaridad. J'en profite pour faire quelques lectures, à la bibliothèque de l'Institut de recherche pour le développement-Institut français d'études andines (IRD-IFEA), dans le bâtiment où est situé mon bureau. Celui-ci donne sur un florissant jardin tropical, avec bougainvilliers et palmiers géants : ce début de séjour a des airs de mission coloniale. Il faut dire que l'on est à Orajés, à l'entrée de la zone sud, la plus riche de la ville, située dans sa partie basse, là où il fait le moins froid. Un lieu aseptisé et agréable, à l'abri de toute l'agitation extérieure : presque 1 000 mètres plus haut, à El Alto, les gens se bousculent sur les marchés, mangent sur le pouce une *salteña*, sorte de beignet assaisonné de piment, les vendeuses de rue négocient leurs prix avec les passants, les minibus se précipitent sur l'*autopista* qui descend vers La Paz, les quartiers d'affaires de la capitale résonnent des klaxons d'embouteillages, les stands de musique pirate à 5 bolivianos le CD (environ 0,50 €) diffusent une musique de cumbia importée du Mexique ou d'Argentine que seul interrompt parfois le tube national du groupe Veneno (« venin »).

Comment rendre compte d'une vie sociale si disparate, et si décalée par rapport aux représentations usuelles des populations andines ? Les statistiques restent trop générales, dépendantes des découpages et des critères administratifs : elles ne permettent pas de saisir la variété des formes d'adaptation à la pauvreté. Au cours d'une enquête menée dans les années 1980, André Franqueville et Gloria Aguilar avaient montré comment les migrants arrivés moins de dix ans auparavant s'adaptaient aux difficultés de la vie urbaine d'El Alto : « Pour ce faire, ils mettent en œuvre diverses stratégies : stratégies d'emploi et de recettes engageant dans la vie active un maximum de membres de la famille, stratégies de dépenses et de ravitaillement visant à limiter autant que possible le coût de l'alimentation. Ainsi, plus de la moitié des familles s'approvisionnent en partie directement à la campagne, avec laquelle sont gardées des relations variées. Jugée

d'après le niveau de couverture des besoins nutritionnels, l'efficacité de ces stratégies apparaît cependant, dans l'ensemble, peu satisfaisante, car la faiblesse de leurs revenus contraint les familles à rechercher les aliments les moins chers et non les plus nutritifs¹⁴⁷. » Cette analyse suggère qu'il n'est pas possible de comprendre les comportements des populations en matière d'eau sans les replacer dans le système de leurs styles de vie. Les formes d'implantation dans les zones étudiées, et les inégalités qui les accompagnent, devraient ainsi confronter des éléments que les analyses habituelles séparent : sentiment d'identité politique et culturelle, accès au travail, conditions de vie matérielles, etc.

Je tente alors de mettre ces intuitions en pratique au *barrio* Solidaridad. Je tombe un jour sur les ouvriers d'une entreprise privée qui font une pause à l'abri de leur camion. Ils me disent que le chantier est financé par les habitants ; je reste dubitatif – j'apprendrai d'une responsable de zone que c'est en fait la mairie qui paie. Le quartier est désert sur le coup des 15 heures, et même l'épicerie, au rez-de-chaussée de la seule maison à un étage de la zone, est fermée. Dans les rues, des enfants jouent au ballon, tandis que quelques habitants construisent un mur autour de leur maison. Un tel calme est normal : les hommes travaillent à l'autre bout de la ville, tandis que les femmes, qui le matin parcourent les marchés environnants, s'occupent des tâches ménagères.

À la porte de la maison de doña Beatriz, qui fait épicerie avec quelques articles courants (riz, sucreries, boissons, etc.), je rencontre sa fille, Cathy, neuf ans, qui garde la boutique et se précipite pour me saluer. Elle est couverte de verrues : sur le visage, mais surtout sur les mains. Je trouve sa mère attablée dans une cour voisine en compagnie d'une demi-douzaine de femmes qui s'affairent à compter de l'argent et à noter sur des bouts de papier des choses que je ne peux lire. Autour de quelles activités ? Est-ce que ce sont des listes de comptes ? Je poserai la question plus tard. Je demande où sont les autres habitants et on m'indique l'école, où a lieu un cours d'alphabétisation

¹⁴⁷ André Franqueville, Gloria Aguilar, *El Alto de La Paz : migrations et stratégies alimentaires en Bolivie*, rapport pour l'Orstom et le ministère du Plan et de la Coopération, 1988.

– sans doute intégré à un programme promu par la coopération avec Cuba. L'école est un bâtiment délabré et peu entretenu, même si un mur d'enceinte a récemment été construit. Les cours ont lieu au premier étage, dans une salle qui accueille une vingtaine de personnes. Je rencontre le directeur, qui m'invite à entrer dans la salle de classe, après une brève discussion où nous évoquons la possibilité que je donne quelques cours d'anglais et d'informatique dans l'école.

Mon arrivée dans la salle de classe est saluée bruyamment par les enfants, et plus discrètement par les mères de famille déjà rencontrées lors de mes séjours précédents. C'est la fin du cours, et le responsable, don Gregorio, s'apprête à relever les cahiers d'exercices, qui livrent pour une première leçon des rudiments d'alphabet, avec des situations de la vie courante dessinées au-dessus des lettres. Quelques femmes ont même écrit, de façon un peu maladroite, sur une page entière, leur nom et des phrases correspondant aux consignes du maître. Don Gregorio a les mains couvertes de craie, car il essuie le tableau sans chiffon – il n'aurait sans doute pas été difficile d'en trouver un, mais cette craie marque en fait son statut d'enseignant, et sa fierté, manifeste, de remplir une fonction sociale valorisée. Une bonne partie des mères de famille de la zone sont dans la salle : au premier rang, doña Florencia. Au fond de la classe, au milieu des enfants, doña Máxima, mère de María et d'une autre jeune *wawa* (« bébé », en langage familier), qu'elle porte sur son dos. Sur les 27 femmes présentes, seules trois ou quatre, parmi les plus jeunes, portent survêtement et baskets ; quelques-unes, un peu plus âgées, écrivent sur leur cahier avec plus d'application, semble-t-il, que les autres. Le seul homme est assis au premier rang, dans le coin droit de la pièce. C'est Emeterio, un des danseurs de la dernière fête du quartier, âgé de vingt-cinq ans, marié et père de deux enfants. Il me salue alors que je m'assois sur une chaise devant un petit bureau au milieu de la pièce, à l'invitation du directeur et de doña Florencia.

À la fin de la leçon a lieu une séance de remerciements. Tout d'abord, le maître félicite les personnes présentes pour leurs progrès et leur attention. Il commence de façon hésitante, à mi-voix, puis il prend de l'assurance au fil du discours quand il prodigue des encouragements et finit par remercier le président Evo Morales Ayma

pour avoir engagé ce programme. La professeure habituelle, puis le directeur prennent le relais et remercient le président de la zone, ainsi que don Gregorio. Le directeur invite ensuite celles qui ont participé à la séance à s'exprimer. N'obtenant pas de réponse, il se tourne vers don Emeterio, qui formule à peu près les mêmes remerciements : pour le président Evo Morales, pour le responsable de la formation, pour les enseignants de l'école. Je suis ensuite invité à parler (et applaudi), je me contente de remercier tout le monde pour l'accueil et répète à la suite du directeur que je serai disponible une fois par semaine pour aider dans l'école. Je termine sur un sourire en disant que c'est à condition qu'on m'apprenne l'aymara, ce qui fait rire aux éclats les grands-mères présentes, qui me prennent au mot et me remercient dans cette langue. Nouveaux applaudissements quand je répète péniblement « *Yugspagala prata* », « Merci à tous ».

On annonce alors une petite collation : le mot repris par les uns et les autres est *ap'hapi*, un terme aymara. Les femmes mettent le couvert en déployant quelques *aguayos*, les tissus bariolés que la majorité d'entre elles utilisent comme balluchon ou comme porte-bébé. Elles ouvrent des sacs en plastique ou des torchons contenant des pommes de terre bouillies, jaunes ou noires (les *chuños*, qui poussent sur l'Altiplano). Il y a un plat de viande, deux ou trois récipients de sauce, un peu de riz et des bouteilles de Coca-Cola. J'observe discrètement les personnes qui mangent. Les enfants et les femmes, surtout au bout de la table à l'opposé de celui des « officiels » (enseignants, responsables de zone), où se sont regroupées les familles les plus pauvres, prennent les *chuños* à pleines mains et les mangent sans lever la tête du tablier ou du pull au creux duquel ils les ont logés. Les uns et les autres picorent les aliments divers éparpillés sur la table : bouts de viande, œufs frits, riz. Les grands-mères avec qui j'ai plaisanté auparavant m'enseignent à nouveau quelques mots d'aymara et s'esclaffent encore lorsqu'elles me voient noter les mots et les répéter plusieurs fois de suite. Ainsi s'anime une partie du repas.

Je repars en même temps que les mères de famille. Arrivé devant la maison de doña Máxima, j'aperçois des femmes qui creusent une tranchée. On me dit que c'est pour faire passer des tuyaux d'eau,

et je profite de la présence des enfants pour prendre des photos qui les incluent dans le champ. Comme je ne les connais pas, elles ne se seraient jamais laissées photographier. Dans le bruit de la marmaille et des chiens qui se battent, je n'arrive pas à savoir si ce qu'elles font correspond à un quelconque programme de développement. Il est plus probable qu'elles creusent la tranchée en accord avec l'assemblée du quartier, afin de protéger les maisons adjacentes de l'écoulement des eaux.

Des informatrices privilégiées

Lors de ma dernière visite, nous sommes convenus d'un entretien avec doña Florencia le samedi, sans pour autant fixer d'heure. J'arrive par le haut du quartier, en contournant l'usine d'Agua del Illimani. Devant une des maisons, le linge est étendu à même le sol, sur les herbes sèches qui couvrent le terrain. Lorsque j'arrive devant l'épicerie de doña Florencia, tout est fermé. En faisant le tour de la place, je rencontre d'abord don Carlos, qui porte des seaux d'eau de la borne-fontaine jusqu'à sa maison, puis doña Beatriz, la mère de la petite Cathy que j'ai promis d'emmener chez le médecin la semaine suivante pour soigner ses verrues. Je parle un peu avec don Carlos, qui est occupé à tout un tas de tâches ménagères, pour une fois qu'il n'est pas descendu au centre d'El Alto pour s'occuper des affaires du quartier, et nous prenons rendez-vous pour le mardi suivant. Il porte des chaussures sans lacets, des vêtements très usés, imprégnés de poussière. Je vais ensuite saluer de plus près doña Beatriz, qui semble disposée à parler. Elle est presque toujours présente dans les rues du quartier : lorsqu'elle ne tient pas un stand ambulancier à la sortie de l'école, elle tricote devant sa petite épicerie, qui donne sur la place. Je lui demande si cela ne la gêne pas que je lui pose quelques questions sur sa vie et sur les raisons de son arrivée ici, il y a deux ans de cela.

Doña Beatriz est née en 1959 dans un petit village des Yungas, les vallées tropicales situées entre l'Altiplano et l'Amazonie. Après être allée à l'école tout en participant aux tâches agricoles de la famille, elle s'est mariée, à l'âge de seize ans, avec un cultivateur. Ils ont eu cinq enfants, et c'est pour leur donner une bonne éducation qu'ils ont décidé de s'installer à La Paz. Elle avait alors trente ans, et

ils ont passé plus d'une quinzaine d'années dans un petit logement de la rue Rodríguez, dans le centre-ville de La Paz. Elle y vendait des fruits et légumes, dans la rue, tandis que son époux travaillait chez un fleuriste. C'est à sa mort, en 2003, qu'elle a décidé de déménager, car la pièce unique dans laquelle vivait la famille, pour un loyer mensuel de 200 bolivianos, revenait trop cher dès lors qu'il n'y avait plus que son salaire pour faire vivre tout le monde. La plus jeune des filles, Cathy, a sept ans, et un des fils va encore à l'université.

Elle a donc profité de la vente d'un petit terrain familial dans les Yungas pour faire une mise de fonds dans la construction d'une maison dans le nord d'El Alto. Si elle s'est installée précisément dans ce lieu, c'est parce qu'il n'y avait que la construction à payer, et non le terrain. La légalisation de l'occupation des sols est en cours, me dit-elle, et c'est le comité de quartier qui s'en occupe. Elle ne me livre pas les montants exacts de l'argent qu'il lui a fallu pour construire sa maison, qui possède quatre pièces en tout, dont une constitue l'épicerie, ouverte sur la rue. En tâtonnant dans mes questions, j'apprends toutefois que la construction lui a coûté un peu plus de 2 000 bolivianos (230 \$) – le salaire minimum étant à l'époque de 500 bolivianos (60 \$) environ. Elle semble plutôt satisfaite d'être installée ici : il ne fait pas trop froid à l'intérieur, car le sol est recouvert de bois et les murs de briques sont relativement isolants. Elle a l'électricité presque depuis le début de son installation, ce qui permet au besoin de créer de la chaleur, et d'écouter la radio (elle n'a pas la télévision).

Le seuil de l'épicerie est un bon endroit pour rencontrer des gens, ou tout simplement observer la vie ordinaire du quartier. De jeunes enfants viennent acheter des bonbons pour 20 centavos, des *cholitas* remplissent un sac de riz ou de condiments, et c'est la petite Cathy qui rend la monnaie des achats. Au cours de l'entretien, c'est un défilé incessant d'enfants qui vont remplir des récipients d'eau à la borne-fontaine qui se trouve à une vingtaine de mètres, au coin de la maison de doña Máxima. Des petites filles qui n'ont pas plus de huit ans remplissent quelques bouteilles, un garçon porte deux seaux et doit s'arrêter un peu plus loin en se tenant le dos, un autre est à la peine derrière une brouette remplie de plusieurs grosses bassines.

J'ai promis à doña Beatriz d'emmener sa fille dans une clinique, pour les verrues qui lui couvrent les mains et le visage. Je remonte l'avenue principale, où ont déjà lieu les premières manifestations : défilé ordonné de mineurs avec leurs casques de travail, leurs slogans à la gloire du syndicat et les traditionnels pétards (ou bâtons de dynamite) qui explosent de temps à autre au fil de la marche. Défilé des transporteurs ensuite, qui se font copieusement huer par les passants. Un mouvement de foule, une échauffourée entre manifestants et contre-manifestants, quelques pierres volent. Je trouve trois rues plus haut un taxi, que des gens me demandent de partager pour monter à El Alto. Le chemin est calme, presque désert. Avant d'arriver à la place Ballivián, la route est cependant obstruée par des pierres de tailles diverses, et le taxi doit slalomer pour les éviter. Une des personnes sur le siège arrière dit alors : « Ils ne pensent qu'à leurs intérêts, ils s'en fichent de nous, le peuple » (« *Sólo piensan en sus intereses, no se preocupan de nosotros, el pueblo* »). Pour le vendeur de rue qui a prononcé ces mots, et qui travaille donc au jour le jour dans le secteur informel, les mineurs, tout comme les transporteurs privés, représentent une catégorie privilégiée : ils ont un statut reconnu et des revenus relativement réguliers, même s'ils sont modestes.

Lorsque j'arrive au *barrio* Solidaridad, doña Beatriz m'avoue qu'elle n'osait espérer ma venue à cause des *bloqueos*. Je vais à l'école chercher la petite Cathy et parler au directeur de la possibilité de faire de l'assistance scolaire dans le quartier. Retour à l'épicerie, avec une ribambelle de gamins accrochés à mes bras. Doña Beatriz a changé de robe, mis des chaussettes de *cholita* et arrangé ses cheveux. Nous reprenons le taxi, qui attend. Tout au long du trajet, la petite Cathy dévore le paysage urbain des yeux : peu habituée à sortir du quartier, elle ne connaît presque pas le reste de la ville de La Paz, car elle n'avait que cinq ans lorsque sa famille a emménagé au *barrio* Solidaridad.

Dans la première clinique où nous arrivons, au bas de l'autoroute qui relie El Alto à La Paz, il n'y a pas de consultations dermatologiques. On nous conseille d'aller à l'hôpital de l'enfant, dans le quartier de Miraflores. Là encore, il n'est pas possible d'être examiné : les infirmières ne savent pas où est la dermatologue et ne

font aucun effort pour le savoir. Après quelques échanges verbaux un peu vifs (qui les font à peine sourciller), nous nous rendons dans une autre clinique, privée cette fois, sur l'avenue Arce, qui relie le centre-ville aux quartiers aisés de la zone sud. Il faut faire des pieds et des mains pour qu'une infirmière daigne m'indiquer un lieu approprié, et je doute que, sans l'attention minimale qu'elles se sentent obligées de porter à un *gringo* comme moi, elles aient renseigné correctement doña Beatriz.

Nous arrivons enfin dans une polyclinique où tout soin est d'abord refusé à la petite, car sa mère n'a pas d'assurance. Il faut que je fasse un petit scandale et que j'assure que je vais payer la consultation pour que les infirmières nous fassent passer à l'étage supérieur. Après deux heures d'attente, où la petite Cathy se délecte des *soap programs* qui passent sans discontinuer, le médecin présent trouve enfin un moment pour nous recevoir. Je m'éclipse quand il fait déshabiller la petite, qui a aussi des verrues sur le corps, ce que j'ignorais. L'infirmière me fait rentrer à la fin de la consultation, et le docteur m'explique que les verrues sont liées à un virus qui pénètre dans les craquelures de sa peau trop sèche. Je lui explique que le quartier dans lequel elle vit n'est, tout récemment, équipé que de bornes-fontaines, qui ne sont pas utilisées en priorité pour des soins d'hygiène. Comme les verrues sont trop nombreuses pour être brûlées, ce qui nécessiterait de revenir très souvent, il prescrit dans un premier temps un traitement pour stopper l'infection. Il ne nous fait pas payer la consultation, sachant qu'il y a pas mal de médicaments à acheter.

Déplacements, réinstallations et spéculation foncière

Mi-octobre, j'ai rendez-vous avec le responsable du *barrio* Solidaridad, don Carlos, pour qu'il m'emmène dans les quartiers voisins. Premier constat à l'échelle de la zone : le nombre impressionnant de maisons construites et achevées, mais inhabitées. Selon don Carlos, il ne s'agit pas des maisons de gens qui ont un travail à l'extérieur de la zone, mais d'un investissement fait par des gens qui ont de l'argent. Le quartier s'inscrit donc dans les processus de spéculation foncière au sein des bidonvilles du Sud : « [...] même si elles sont souvent décrites comme des squats, la plupart des

implantations de résidents à faibles revenus s'effectuent en réalité aujourd'hui dans le cadre d'un marché foncier invisible¹⁴⁸ ». Cette urbanisation informelle repose sur un véritable clientélisme local : les titres de propriété légaux sont obtenus auprès des autorités politiques, des grands propriétaires terriens ou des entités coutumières comme les conseils de village ou de quartier ; le droit de propriété est obtenu de fait lorsque la terre est propriété de l'État et que les habitants achètent une garantie de jouissance auprès des hommes politiques ou des mafias locales. Les services y restent rudimentaires ou inexistantes, et tout dépend de la faculté des résidents à obtenir leurs propres infrastructures, plus ou moins licitement (en matière d'eau par exemple, par des plans d'aide municipaux ou par des raccordements clandestins au réseau)¹⁴⁹.

Du point de vue de la vie collective, ce type d'urbanisation ne favorise pas les possibilités d'organisation des résidents : « L'hétérogénéité des implantations irrégulières sape toute possibilité de réponse collective en divisant les implantations sur la base du mode d'acquisition du terrain, de l'étape atteinte par l'habitation dans son processus de consolidation, des priorités des résidents en matière de services, des structures de direction de la communauté, des classes sociales et, surtout, du statut d'habitation. [...] Les locataires, les squatteurs harcelés, les résidents délogés du centre-ville ont des chances d'être plus radicaux et plus disposés à manifester contre le gouvernement que ceux qui, dans les faits, ont été achetés par le gouvernement à travers les politiques du logement successives¹⁵⁰. » Le *barrio* Solidaridad correspond à cette analyse : la majorité des résidents ont été relogés ici sur intervention politique du président de la République de l'époque, Hugo Banzer, alors qu'ils avaient été déplacés par la mairie de La Paz, le quartier de Sopocachi, où

¹⁴⁸ M. Davis, *Le Pire... op. cit.*, p. 42.

¹⁴⁹ Voir Paul Baróss, « Sequencing land development: the price implications of legal and illegal settlement growth », in Paul Baróss, Jan van der Linden (dir.), *The Transformation of Land Supply Systems in Third World Cities*, Avebury, Aldershot, 1990.

¹⁵⁰ Peter Ward, *México City: The Production and Reproduction of an Urban Environment*, Londres, Frances Pinter-World Cities Series, 1990, p. 48.

beaucoup d'entre eux résidaient, ayant été déclaré dangereux à cause des glissements de terrain.

Le quartier des mineurs, dans la partie nord-ouest de la zone, est le plus dégarni, la plupart d'entre eux travaillant dans d'autres régions du pays. Celui des ouvriers, juste en dessous, semble déjà plus habité, même si certaines maisons sont vraiment dans un état d'abandon avancé : fenêtres bouchées avec des briques, murs détériorés, etc. On arrive alors à la limite du *barrio* Solidaridad et du district 6 : juste en dessous, il y a le quartier Santa Rosa de Lima, qui bénéficie d'infrastructures élémentaires, avec une route permettant à des camions de livrer du lait et du gaz, et surtout un réseau de distribution d'eau et d'électricité. Au sud de la zone en revanche, entre Solidaridad et l'ancienne usine, un autre quartier semble plus démuné : il s'agit de Villa Remedios, avec lequel les relations semblent conflictuelles. Don Carlos me raconte que les résidents ont menacé ceux du *barrio* Solidaridad lors de leur installation, en leur disant qu'ils sortaient de prison et qu'ils n'avaient pas peur de les tuer. Difficile de savoir s'il s'agit vraiment de tout le quartier ou d'une altercation isolée avec un particulier, voire un dirigeant de l'autre zone – mais on est loin de l'image harmonieuse des habitants de Solidaridad diffusée par les philosophes de l'*ayllu*. Plus généralement, l'installation d'un grand nombre d'habitants du quartier Solidaridad s'est faite dans de mauvaises conditions sanitaires et sociales. Ainsi don Carlos a-t-il été relogé ici après avoir été expulsé de La Paz avec 300 autres personnes ; ils se sont tout d'abord installés, de 2000 à 2002, dans une usine désaffectée, qui deviendra ensuite l'école. Comme les autres résidents, il n'a quitté cet endroit qu'après avoir achevé la maison d'*adobe* dans laquelle il réside actuellement et qu'il aménage encore peu à peu.

Avoir un entretien avec don Carlos n'est pas facile : tout d'abord, il mélange les dates et les périodes, en raison d'une véritable déstructuration sociale de ses repères temporels. Sans emploi, assigné à ce quartier d'où il ne sort que pour faire des démarches administratives incombant à son statut de président de la zone, il vit au jour le jour autour de sa maison, occupé seulement par les travaux d'aménagement et de construction. Sa conversation revient souvent

sur son dénuement, dont témoignent ses vêtements usés et les matériaux de récupération utilisés pour la maison. L'enceinte en *abode* n'est pas terminée, et des tôles ondulées sont calées à la verticale pour boucher les trous. Don Carlos se plaint avant tout d'avoir du mal à faire vivre sa famille – même si son fils, absent en semaine, travaille dans un chantier à l'autre bout de la ville : son activité rapporte les ressources principales de la maison, complétées par les travaux de couture de l'épouse de don Carlos, qui fait tous les jours les allers et retours vers son atelier à La Paz. Celle-ci est une *cholita* d'une cinquantaine d'années, rondouillarde et toujours souriante. Lorsque je rends visite à don Carlos, je tombe souvent sur elle et sa belle-fille, portant un ou plusieurs enfants dans les bras – ils sont huit en tout à vivre dans une pièce unique (les quatre enfants, les parents et les grands-parents).

Âgé d'une soixantaine d'années, Don Carlos est né à Viacha, à quelques kilomètres de La Paz, dans une famille de paysans qui vendaient les produits de l'exploitation domestique sur les différents marchés de La Paz et d'El Alto. Il a douze ans à la mort de ses parents. Il doit quitter le village, ses oncles prétextant que ceux-ci leur ont donné leurs parcelles de terre. Il est donc envoyé vivre chez un autre oncle, à La Paz, pour travailler dans son entreprise. À quinze ans, il migre à Santa Cruz, où il trouve du travail dans le bâtiment. C'est là qu'il se marie, à l'âge de dix-huit ans, avec une jeune migrante de l'Altiplano. Il revient alors à La Paz et, grâce à son frère, trouve du travail dans une mine coopérative au sud de La Paz. Il vit là-bas pendant quelques années (entre cinq et dix, difficile de savoir précisément), logé et nourri par la mine, avec un salaire de 50 bolivianos pour deux semaines.

Au milieu des années 1970, les 1 000 ouvriers de la mine où travaille don Carlos sont licenciés. Don Carlos s'installe à La Paz, où il vit de travaux temporaires et tente de monter un commerce de vêtements usagés, mais les 200 bolivianos de loyer par mois l'obligent de nouveau à déménager, cette fois à El Alto, où le loyer est de 70 bolivianos seulement. C'est en 2000 qu'il trouve l'occasion d'emménager avec sa famille sur un petit terrain de Sopocachi, dans un quartier excentré de La Paz, jusqu'à être expulsé par la mairie un

an plus tard. Je n'arrive pas à savoir comment il a pu s'installer à nouveau dans La Paz et commencer à y construire une maison : sur la base de quelles promesses ? Sans doute y a-t-il perdu toutes les économies accumulées en vingt ans de travail sur les marchés : cette période reste comme le point aveugle, inavouable et douloureux, de sa trajectoire.

Pour retourner à La Paz, je tente de passer par un petit chemin qui, sur le versant est du *barrio* Solidaridad, marque la frontière entre El Alto et La Paz. La traversée du quartier Alto Pura Pura ondule sur un plan très incliné qui plonge directement sur l'*autopista*. Il me faudra cependant autant de temps pour arriver au centre-ville que par la route habituelle : plus d'une heure. En effet, il faut tout d'abord traverser un quartier escarpé, où l'unique point de repère est la conduite d'eau qui descend de l'usine proche de Solidaridad jusqu'à une station d'épuration à la sortie de la ville. Il faut ensuite trouver une route praticable pour rejoindre une ligne de minibus. Les maisons ne témoignent pas spécialement d'une grande pauvreté, elles sont plutôt bien construites, en dur, et aménagées. Au détour d'une crête, une boutique à tout faire : coiffure, téléphone, épicerie et même papeterie. Par contre, les habitants sont très loin de tous les réseaux de communications et de transports. La notion de ségrégation spatiale prend ici tout son sens : éloignement, distance et finalement coût des déplacements sont autant de facteurs qui empêchent les résidents des quartiers les plus périphériques de se rendre au centre-ville.

Cette distance renvoie aussi à la position de l'enquêteur dans ces quartiers pauvres de la périphérie des grandes villes : pas question de s'y installer, ma présence serait non seulement ressentie comme déplacée par les habitants, mais aussi totalement incomprise dans la mesure où la plupart d'entre eux ne sont pas là parce qu'ils l'ont choisi, mais parce qu'ils ont subi un déplacement forcé ou un déclassement économique brutal. Ils m'ont du reste prévenu du danger de la zone la nuit, et mon installation, vite repérée, ne ferait qu'attirer de mauvaises curiosités. Sans parler des conditions de vie dans ces cahutes rudimentaires, sans eau courante (toujours) ni électricité (souvent).

En somme, le *barrio* Solidaridad est aux antipodes de ce que l'on peut imaginer habituellement en matière d'enquête ethnographique : ce n'est pas une communauté isolée sous les tropiques, qui permettrait à l'anthropologue de vivre parmi une population aux mœurs ancestrales et aux rites bien régulés¹⁵¹, ni un quartier aux liens sociaux renforcés par la pauvreté¹⁵². Ce que je peux observer dans mon enquête vient donc moins d'une immersion dans un milieu étranger (ce que préconisait l'ethnographie du début XX^e siècle en France) que de ma familiarité avec une situation que je peux décrypter par à-coups, grâce aux liens de confiance et de communication établis d'abord avec un petit nombre de résidents, puis avec des cercles élargis. C'est ainsi que, présenté par doña Máxima ou doña Beatriz, je peux parler, de façon informelle tout d'abord, avec d'autres mères de famille du quartier. Le passage à l'entretien nécessite un peu plus de temps, un peu plus d'interconnaissances, de rencontres. C'est pour cette raison que j'ai souvent l'impression de n'avoir rien fait quand je redescends à La Paz, alors que tous ces moments sont en réalité des phases d'approche, pendant lesquelles je peux élaborer un profil sommaire de la personne à interviewer, condition même d'un entretien « réussi » : combien de fois, les années précédentes, ai-je eu l'impression que les entretiens ne menaient pas à grand-chose sociologiquement ? Les personnes interviewées ne s'étendent pas dans leurs réponses : une question directe suscite de brefs « *sí* » ou « *no* », sans plus, tandis que les autres types de questions n'amènent bien souvent qu'une phrase au maximum. Et, quand on demande confirmation, on obtient encore des « *sí* » ou des « *no* » peu révélateurs, plus faits pour satisfaire l'enquêteur que pour exprimer quelque chose. Lorsque les langues se délient, c'est l'écart entre l'intervieweur et la personne interviewée qui apparaît immédiatement : ce sont, sans surprise, des plaintes sur les conditions de vie, sur les relations difficiles avec les autorités ou le voisinage, etc.

Au début de la semaine suivante, je vais au *barrio* Solidaridad pour rencontrer le directeur de l'école. Comme il n'est pas là, j'en

¹⁵¹ Voir Alban Bensa, *La Fin de l'exotisme*, Marseille, Anacharsis, 2006.

¹⁵² Voir Nancy Scheper-Hughes, *Death without Weeping. The Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1992.

profite pour faire des repérages en marchant dans les quartiers en contrebas, du côté de Villa Remedios. Là encore, le réseau d'assainissement est inexistant, et il n'y a pas d'accès à l'eau. Très peu de gens sont présents dans la journée, voire les jours de semaine.

Ce jour-là, un article du quotidien *El Diario* intitulé « Le départ irréversible de la transnationale » annonce, pour la semaine suivante, la création d'une Commission de transition chargée de mettre fin aux activités d'Agua del Illimani. Le journal reprend ainsi une communication faite la veille par Evo Morales, dans laquelle il évoquait le souvenir des morts d'octobre 2003 et proclamait la fin des négociations légales au sujet de l'eau. Ces négociations étaient indispensables pour que le pays puisse continuer à recevoir des subventions internationales pour l'eau. Martelant sa volonté d'être « responsable avec tous », il expliquait aussi : « En tant que gouvernement, nous pouvons expulser l'entreprise, c'est dans nos cordes, mais ensuite nous ne pourrions plus obtenir d'aide financière pour de l'eau supplémentaire à El Alto et tout le monde manifesterait contre nous. Ce que nous voulons c'est garantir l'eau une fois l'entreprise partie. » Le président a rappelé que l'action de la population *alteña* en faveur des hydrocarbures permet aujourd'hui d'avoir les moyens financiers pour mettre en œuvre un plan de développement de la distribution d'eau potable et l'installation d'un système d'approvisionnement de gaz naturel à domicile. Plus tard, depuis le palais du gouvernement, le vice-président, Álvaro García Linera, confirme la nouvelle et indique que 5,5 millions de dollars ont été attribués à ce budget sous la responsabilité de la Commission de transition. L'équipement en gaz exige 12 millions de façon immédiate. 25 autres millions seront apportés grâce à un accord avec le Venezuela, dans le cadre de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba), un traité commercial régional signé par Hugo Chávez, Fidel Castro et Evo Morales pour contrer l'influence de pays qui, comme le Pérou, la Colombie ou le Chili, sont plus intégrés aux circuits économiques étatsuniens.

Réunions de quartier

Au retour d'un colloque à l'étranger, je reçois un coup de téléphone de Sandy, la fille de don Carlos, le président de la zone : doña Máxima lui a dit que, en cas de problème à l'école, je pourrais parrainer une promotion. Or un de leurs *padrinos* est injoignable, et le temps commence à presser pour la remise des certificats de fin d'année.

Cette pratique du parrainage est courante dans le système éducatif bolivien, et pas seulement dans les quartiers populaires, où les écoles n'ont pas assez d'argent pour financer une cérémonie. Je vais donc rencontrer les mères de famille en question et l'on m'installe sur une chaise devant la maison de don Carlos ; une grande bouteille de Coca-Cola et un verre circulent entre les différentes personnes qui assistent à la réunion : doña Sandy, deux autres mères d'élèves, avec leurs enfants dans les bras, et doña Máxima, son dernier enfant accroché dans le dos. Tout autour de nous tournent quelques enfants désœuvrés et curieux, qui s'efforcent de boire un verre de Coca au passage.

Sandy m'explique la procédure. Les visages sont inquiets, sans doute de peur que je ne refuse. Il s'agit d'acheter le matériel nécessaire pour la cérémonie d'une classe de maternelle qui compte une vingtaine d'élèves : pour chacun, il faut un couvre-chef de forme carrée comme pour les avocats, un petit fanion aux couleurs de la promotion et un diplôme certifiant que l'élève peut passer en classe élémentaire, sur lequel seront collées une photographie de l'enfant et une autre de la classe entière. Les modèles de l'année précédente me sont présentés, et je propose de les acheter immédiatement sur l'avenue 16 de Julio, juste en dessous d'Alto Lima. Sur cette avenue où a lieu le plus grand marché d'El Alto, le jeudi et le dimanche, se trouvent aussi une multitude de boutiques destinées aux cérémonies en tout genre ; beaucoup proposent des vêtements de mariage ou de danses traditionnelles, mais on trouve aussi des photographes, des imprimeurs et diverses boutiques de babioles à usage festif (faux gâteaux, cartes d'invitation, banderoles, pétards, etc.).

Les résidentes qui m'accompagnent semblent un peu perdues : elles ne descendent pas souvent sur la 16 de Julio, me confirment-elles. La plupart du temps, elles s'arrêtent à mi-chemin, sur la place Ballivián, pour faire leur marché. C'est finalement moi qui choisis donc les boutiques où acheter. À l'imprimerie, la vendeuse expose un vaste ensemble de modèles de diplômes et de fanions : formes, couleurs, décorations en tout genre (des livres pour les écoliers, des bus pour les conducteurs, des mariés, etc.). Ensuite, je dois négocier dur avec le photographe, qui veut me faire payer presque le double du prix normal (200 Bs, soit 20 €) et avec la confectionneuse de

chapeaux, qui ne veut pas baisser ses tarifs vu la faible quantité achetée (la même que d'habitude pour une promotion, pourtant). Je reviendrai les chercher la semaine suivante, tandis que les résidentes s'occuperont d'apporter la liste des noms des enfants à l'imprimerie pour personnaliser la commande.

Le jour suivant est férié, car c'est le *Día de los Muertos* (le « jour des Morts ») et il y a peu de transports en commun. Nous sommes donc convenus d'y retourner le surlendemain. J'accompagne doña Máxima au cimetière du quartier, qui se situe au nord-ouest de la zone, plus haut vers les montagnes. Nous nous mettons en route avec les enfants. La traversée des étendues d'herbe ouvertes au vent s'avère glaciale. De temps en temps, nous croisons un voisin sur le chemin du retour. Les visages sont fatigués : le jour des Morts, on boit énormément, jusque tard dans la nuit. Lorsque nous arrivons au cimetière, au sommet d'une colline balayée par les vents d'ouest, il y a encore quelques petits groupes autour des tombes, principalement des *cholitas* assises par deux ou trois pour s'abriter du vent. Deux stands d'épicerie ont été installés à l'entrée, dont un exclusivement rempli de caisses de bouteilles de bière. Il n'est pas facile de prendre des photos dans ce contexte, je fais les miennes le plus discrètement possible. À peine sommes-nous arrivés qu'éclate, dans l'un des rares camions présents sur place, une rixe entre membres d'une même famille : une mère relativement âgée a une altercation quelque peu bruyante avec sa fille et son gendre, et les cris se poursuivent malgré les gens qui veulent les séparer. La mère saigne de la bouche. Une dame m'emprunte mon portable pour appeler la police, qui arrivera trop tard, le camion sera déjà parti à grande vitesse sur l'ébauche de chemin qui relie le cimetière à la route.

De retour à Solidaridad, nous croisons un des présidents de zone, le jeune don Eugenio, qui est en piteux état – il avoue avoir bu jusqu'au petit matin. Bien qu'il soit 17 heures, il vient de se réveiller, et à sa démarche titubante on devine qu'il n'a pas tout à fait dessoûlé. Il vient discuter devant la boutique de doña Beatriz avec le groupe formé par doña Máxima, doña María, que nous avons rencontrée au cimetière, et la dizaine d'enfants qu'elles triment à elles deux. J'offre un *refresco* (une grande bouteille de limonade) à tout le monde

tandis que doña Beatriz me donne un verre et quelques avocats. De l'autre côté de la rue, l'épouse de don Carlos me fait de grands signes, puis me fait parvenir un sac de pain : quelqu'un me dit que c'est parce que sa petite-fille fait partie de la promotion de maternelle dont je vais être le *padrino*. Je vais la saluer et elle insiste pour que la petite, très timide, vienne me faire la bise. Je demande alors à voir ses cahiers d'école : les exercices consistent essentiellement à recopier des lettres ou des numéros sur toute une page, et la petite est plutôt appliquée, chaque page est remplie consciencieusement dans son intégralité. Je la félicite et j'ai droit à un grand sourire – les jours suivants, elle viendra me dire bonjour sans hésiter. Il faut que je réfléchisse désormais à la façon de gérer cette nouvelle situation : pour les résidents que je connais bien, je suis désormais une sorte de bienfaiteur auquel on ne va pas manquer de demander des parrainages individuels. D'un autre côté, ces contacts me donnent une familiarité et un accès privilégié à l'intimité des familles concernées.

Le dimanche suivant, je suis convié à une réunion de quartier du *barrio* Solidaridad, prévue pour 10 heures. Elle ne va commencer qu'à 11 h 30 : les chefs de zone contrôlent en effet les bulletins d'inscription des résidents. Un petit carnet de présence doit être tamponné par le président du district après versement par chacun de 2 pesos. En cas d'absences répétées, une amende de 10 bolivianos peut être infligée. Les vérifications traînent et on entend quelques personnes s'impatienter : « *Hora!* » (« C'est l'heure ! »). Je passe cette heure et demie à discuter avec des gens du quartier, éparpillés sur la place autour des trois stands de nourriture (une assiette de pâtes en sauce coûte 1 boliviano, soit 0,10 €). Contrairement aux jours de semaine, il y a beaucoup d'hommes sur la place du quartier : sur les 150 personnes qui assistent à l'assemblée, ils représentent plus des deux tiers ; les quelques femmes présentes sont un peu en retrait, pour la plupart assises à même le sol.

Le président de zone et son vice-président, don Carlos et don Eugenio, ouvrent la séance en énumérant l'ordre du jour : d'abord, l'état d'avancement des travaux, ensuite le courrier du mois et enfin les questions des résidents. Le tout est prononcé sur un ton cérémonieux par les deux responsables, debout derrière la table où ils

ont étalé les documents. Toutes les phrases, ou presque, commencent par « *Estimados compañeros de la zona* », Carlos et Eugenio exhortant les résidents à participer davantage aux réunions et aux mobilisations. Il y a en effet des problèmes dans l'aménagement de la place, pour lequel un plan de développement a été obtenu auprès de la mairie, laquelle a accordé un budget de quelques milliers de bolivianos : les ouvriers ne viennent que de façon irrégulière et, avec la saison des pluies qui commence, le sol sera bientôt impraticable pour le bulldozer. Don Carlos et don Eugenio appellent donc les résidents à se mobiliser dès le mercredi suivant devant la mairie si les démarches qu'ils vont accomplir en début de semaine ne mènent à rien. De même, ils se plaignent de l'absence fréquente des résidents lorsqu'ils doivent faire visiter les installations d'électricité aux autorités municipales : ils sont moins crédibles si personne n'est là pour témoigner de demandes urgentes.

La lecture des lettres envoyées au maire d'El Alto prouve que les responsables de la zone ne sont pas restés inactifs depuis la réunion précédente. Chaque fois qu'une personne intervient pour demander où en sont les choses, ils répondent, de façon assez autoritaire, d'attendre la fin du compte rendu des activités. À côté des demandes de soutien pour des projets d'infrastructure, il y a la demande de reconnaissance légale du quartier par la mairie et par la Fédération des comités de quartier : sans cela, ils ne peuvent rien faire. L'intervention d'une résidente sur des problèmes d'évacuation des eaux donne alors lieu à une discussion animée. Cette femme d'âge moyen porte un survêtement, comme trois ou quatre autres jeunes femmes présentes. Elle interpelle les présidents de zone avec virulence sur un problème qui, selon elle, traîne depuis plus d'un an : les eaux d'évacuation du collège sont déversées devant sa maison et dégagent une odeur insupportable. Elle demande que des mesures soient prises, sinon elle menace d'obstruer le conduit, quelles qu'en soient les conséquences. Elle se fait rabrouer par don Eugenio, qui lui répond que, depuis plusieurs mois qu'il préside ces réunions, c'est la première fois que ce sujet est abordé ; il l'exhorte publiquement à la patience en expliquant qu'il faut leur laisser le temps de faire les démarches nécessaires.

Ensuite, des problèmes d'équipement du collège sont évoqués, et je suis présenté à l'ensemble des résidents comme futur contributeur aux cérémonies de fin d'année. Don Federico, le président des parents d'élèves (et le conjoint de doña Máxima) y tient particulièrement, dans la mesure où je dois l'aider pour monter des projets d'équipement du collège à soumettre à diverses coopérations internationales. D'autres projets d'équipement de la zone sont encore abordés : l'eau n'a été installée qu'en juin de la même année et il reste encore beaucoup d'infrastructures à construire pour que le quartier prenne forme.

Le mois de novembre me laisse peu de temps pour retourner à Solidaridad, entre des engagements prévus de longue date, la collecte de données sur la situation hydrique à El Alto et le suivi de l'évolution de la situation de l'entreprise Aguas del Illimani. Le 10 novembre, un rapport sur le bilan des activités du consortium est rendu public. Il a été élaboré par la société d'audit Pozo & Asociados à la suite des mobilisations de 2005 et remis dès le mois de mai à l'autorité régulatrice du secteur de l'eau, la Superintendencia de Saneamiento Básico. Il énumère les nombreux manquements de l'entreprise Aguas del Illimani au contrat, en termes d'extension de réseau, d'investissements, de tarifs et même de protection de l'environnement (voir annexe 2 « Le contrat d'Aguas del Illimani et l'audit Pozo & Asociados » p. XXX). Commence ainsi une bataille médiatique qui ne s'invite pas par hasard dans la dernière ligne droite des négociations pour la « déprivatisation » du service, engagées au début de l'année 2006 et qui aboutiront un an plus tard.

Padrino de l'école

De retour au quartier quelques jours plus tard, je croise quelques mères de famille qui se dirigent, comme avant l'installation des bornes-fontaines, vers les conduites de canalisation percées de l'usine Aguas del Illimani ; elles ont les bras chargés de linge et me confirment que ces bornes ne changent pas grand-chose pour elles au quotidien. Elles ne veulent et ne peuvent pas trop dépenser, car elles paient déjà entre 6 et 12 bolivianos par mois pour l'eau (le coût global est réparti entre les résidents). L'autre point marquant est que désormais je peux discuter avec elles sans crainte de leur part, elles

savent que je suis *padrino* de l'école. Avant de partir, j'avais participé à une séance de photos (destinées à figurer sur les diplômes) à laquelle participaient certaines d'entre elles.

Le même jour, je me rends compte que les travaux autour de la place ont avancé : le bulldozer a creusé des rues à peu près planes, assez larges, qui relient désormais Solidaridad aux autres quartiers, plus bas. Un problème demeure : aucun minibus n'arrive jusque-là. Je rencontre doña Florencia, la gardienne de l'école, sur le chantier, et nous réglons quelques points de la cérémonie de fin d'année de la deuxième classe dont je suis *padrino*. Elle m'avait demandé d'accepter cette charge quelques jours avant, face à un nouveau désistement. J'avais consenti en lui précisant que c'était vraiment parce que c'était elle qui me le demandait.

Doña Florencia est née en 1954 à La Paz, dans une famille modeste de deux enfants. Le père était ouvrier du bâtiment, la mère vendeuse de rue au-dessus de la place Murillo. Jusqu'à l'âge de sept ans, elle a vécu là avec eux, dans une petite pièce de 12 mètres carrés, avant que les problèmes financiers ne les obligent à aller vivre chez sa grand-mère maternelle, à Río Abajo, une zone rurale du département de La Paz. Elle y passe les dix années suivantes, avec sa mère, à travailler la terre. Les conditions de vie sont sommaires mais meilleures qu'en centre-ville : l'eau de la rivière est disponible, la maison de la grand-mère est plus grande. Le père, lui, est resté travailler à La Paz. Durant ces années, elle ne va pas à l'école ; elle apprendra à lire plus tard.

À quinze ans, Florencia est mariée de force à un jeune paysan du village : elle est « enlevée » (« *Me han raptado* »), me dit-elle, contre sa volonté et surtout celle de sa mère. Elle est enfermée pendant les deux semaines précédant le mariage, et aucun recours n'est possible à ce moment-là : aucune autorité n'est présente dans le coin, le père est à l'hôpital. La mère doit consentir à l'union forcée. C'est une pratique courante sur l'Altiplano bolivien. Florencia a le premier de ses huit enfants avec son mari deux ans plus tard, et quatre d'entre eux vivent encore avec elle dans sa maison de deux pièces d'Alto Lima. Le jeune couple déménage à La Paz l'année de cette naissance, dans le quartier de la Rodríguez, une rue commerçante : 20 bolivianos de loyer par

mois, sans toilettes. Ils y resteront près de trente ans. La vie est difficile, car son mari n'a pas d'emploi, même s'il est responsable du marché du quartier. Florencia est la seule à travailler : elle vend des légumes sur un stand dans la rue et se rend une fois par semaine dans les Yungas, les vallées tropicales proches de La Paz, pour se réapprovisionner. Elle travaille en fait pour une autre personne qui lui avance les produits et qu'elle rembourse périodiquement. Florencia assume à elle seule les frais du ménage, « comme un homme », mais elle ne se souvient plus de quelle somme d'argent il lui fallait alors quotidiennement. « Ma vie était triste, je n'avais personne pour m'aider », dit-elle.

C'est en 1999 qu'on lui propose d'investir dans un terrain à Cupichico, dans l'ouest de La Paz : elle emprunte l'argent (100 \$) pour s'établir et construire une habitation qui fait aussi épicerie, avec la perspective d'avoir enfin une maison à elle. Mais, deux ans plus tard, c'est « la catastrophe », dit-elle : les nouveaux résidents sont expropriés par le maire Juan del Granado, qui juge la zone dangereuse, susceptible de glissements de terrain. Sans indemnisation, ils sont d'abord déplacés sur un terrain vague d'El Alto, avant d'être relogés dans l'usine désaffectée qui sert désormais d'école. Près de 400 personnes vont y cohabiter pendant deux ans.

Vers la fin de l'entretien, il commence à grêler, nous rentrons dans la maison. Malgré mes questions, je ne parviens pas à savoir comment elle a financé son logement actuel, qui comporte plus de commodités que la plupart des maisons du district : deux pièces, dont une réservée à la cuisine ; dans le salon, il y a deux canapés rouges et deux fauteuils assortis, quoique bien usés, et dans les coins s'étendent deux couchettes. Le sol est en pierre, et non en terre battue comme dans la plupart des autres foyers. Aux murs, des tableaux de paysages et le certificat de décès de son mari, auquel est agrafée une petite photographie. Dans un coin se dresse le petit autel en verre utilisé lors de la cérémonie religieuse qu'elle a financée en juillet. De même, je n'arrive pas à savoir comment, après avoir été nommée présidente de district, elle a pu financer un peu l'installation du collège : même si ses tâches sont essentiellement d'aller remplir les formalités auprès des autorités, les frais sont souvent considérables (transports, plaque

d'inauguration, etc.). En ce qui concerne ses revenus actuels, elle m'affirme que le stand qu'elle tient à l'entrée du collège ne rapporte rien : 10 centimes pour un bonbon, 50 centimes pour une assiette de riz. Elle cuisine aussi des plats vendus à l'assiette, essentiellement aux autres mères de famille. Lorsque j'insiste pour savoir comment elle a pu construire sa maison, elle me montre un tas de pierres à côté en me disant qu'elle a tout construit elle-même ; comme les autres habitants, elle utilise la borne-fontaine pour obtenir de l'eau. Il est cependant difficile de se faire une idée précise du niveau de vie de doña Florencia, qui reste évasive. Véronique Marchand a cependant bien montré, dans son enquête sur les commerçantes de La Paz, que les vendeuses de rue ne sont pas dans la situation la plus difficile : elles sont organisées en syndicat et forment des collectifs de défense statutaire relativement efficaces, aussi bien vis-à-vis des autorités municipales que face à la concurrence exercée par les vendeuses ambulantes, qui n'ont, elles, ni statut ni stabilité aucune¹⁵³.

La cérémonie des *kinders* (classes de maternelle) a lieu un vendredi matin de novembre. On m'a dit d'y aller pour 9 h 30. En réalité, la salle n'est pas encore prête, tous les élèves ne sont pas là. On ne commencera pas avant 11 h 30, une fois la sono et la décoration installées. Les sièges sont disposés face à une petite tribune en U, où seuls le directeur de l'école, les responsables de la zone et des parents d'élèves du collège prennent place autour de moi, en position centrale – hommage à ma qualité de *padrino*. La promotion porte du reste mon nom, qui s'affiche en grand derrière la tribune. On me remet les diplômes, agrafés avec les photographies des élèves et les fanions de la promotion, pour que je les décerne par la suite. Un petit programme plié en trois est distribué à l'assistance, et la cérémonie le suivra rigoureusement, sauf au début, où les élèves déguisés en coccinelles et en souris effectuent une petite ronde, avant de partir se changer. L'animateur de la cérémonie meuble alors l'attente en égrenant la liste des gens à remercier, où je figure en bonne place.

Le moment le plus important est la présentation des élèves : ils sont appelés à tour de rôle, accompagnés d'un de leurs parents. Ils

¹⁵³ Voir Véronique Marchand, *Cholitas. Organisations et protestations des commerçantes en Bolivie*, Paris, L'Harmattan, 2006.

entrent successivement par l'arrière de la salle pour se diriger vers la tribune, où ils viennent saluer les autorités du quartier et de l'école, parmi lesquelles je me trouve. Les pères sont en costume, certaines mères sont en pantalon, d'autres en robe traditionnelle de *cholita*. Ces dernières m'arrosent de confettis (*mixtura*) qu'elles transportent dans un petit sac en plastique, avant de me serrer la main et me donner l'accolade. La plupart des enfants sont intimidés, presque tous marchent tête baissée. La petite-fille de don Carlos arrive en larmes et à reculons. Les élèves sont ensuite installés sur l'estrade derrière la tribune en attendant que le directeur fasse son discours et remette un prix d'honneur aux trois plus méritants. Après les remerciements chaleureux de l'équipe éducative, je remets les diplômes et les jouets, que j'avais confiés à l'institutrice pour qu'elle les répartisse (il y a des locomotives et des ours en Lego, ainsi que des poupées). J'ai droit à de nouvelles rafales de confettis et à une bise de chaque élève, qui repart en serrant ses cadeaux contre sa poitrine.

Ensuite, des élèves du collège forment un orchestre et entament une danse. Je suis invité par la responsable des parents, Sandy, la fille de don Carlos, mère de la plus jeune élève (celle qui pleure). Contrairement à d'habitude, elle qui est toujours en pantalon s'est pour l'occasion vêtue d'une robe brillante, et ses cheveux sont coiffés en deux longues tresses traditionnelles. Elle me fait tourner pendant un bon quart d'heure avant que la fête ne se termine et que nous allions manger un plat de poulet, de pommes de terre, de salade et de banane dans la salle de classe. Là encore, ce sont surtout les enseignants qui sont présents, quelques mères d'élèves se partagent un plat dans un coin, sans toutefois empêcher la plupart des enfants de s'asseoir et de déguster ce mets de luxe. À 15 heures, je conduis de nouveau doña Beatriz et sa fille à la clinique. La petite María, fille de doña Máxima, nous accompagne, car elle s'est coupée près d'un ongle.

J'assisterai, tout au long du mois de décembre, à plusieurs autres remises de diplômes : l'une, dans la même école de Solidaridad, avec la classe de *quinto grado* (des élèves de dix-onze ans) dont je suis aussi le parrain. Et deux autres cérémonies, à l'invitation des fils aînés de doña Florencia et doña Máxima : la première fête a lieu dans la

partie commerçante d'Alto Lima, près de la place Ballivián ; l'autre dans la Chambre du commerce de La Paz. Il s'agit dans l'un et l'autre cas de la remise du diplôme de *bachiller*, qui marque la fin des études secondaires et l'entrée à l'université. Chaque fois, le déroulement de la cérémonie est le même : entrée des élèves, hymne national avec le drapeau brandi par le ou la meilleure élève de la promotion, discours du directeur, du *padrino* et remise des diplômes, avant un apéritif final. Toutes ces actions sont révélatrices du rôle que je commence à assumer dans le quartier : une sorte de recours en cas de problèmes, individuels ou collectifs, qui ne manquent pas.

Ainsi, quelques jours plus tard, j'ai un nouvel entretien avec Cecilia Chacón, qui a désormais quitté le secrétariat du ministère pour se consacrer à sa thèse sur l'organisation du service des eaux. Elle m'explique comment la nouvelle entreprise chargée de desservir La Paz et El Alto va être réorganisée en entreprise publique et sociale, sous le contrôle du ministère de l'Eau, ce dont la presse fera état les jours suivants¹⁵⁴. J'obtiens un rendez-vous avec le ministre de l'Eau, Abel Mamani, dont l'emploi du temps est surchargé, mais qui accepte de me recevoir en fin de journée, sans doute parce que je l'ai connu lorsqu'il était encore dirigeant de la Fejuve : je l'avais conduit en 2005 au *barrio* Solidaridad, dont il ne connaissait pas la situation ; je l'avais guidé quelques mois plus tard dans Paris, alors qu'il était invité par la fondation France Libertés, de Danielle Mitterrand, pour assister à l'assemblée générale des actionnaires de Suez et dénoncer l'action d'Agua del Illimani en Bolivie. Il me détaille rapidement le bilan financier des négociations avant d'expliquer la stratégie envisagée pour la nouvelle entreprise publique, Epsas : le budget doit s'équilibrer sur trois ans, mais pour les investissements futurs il doit lui-même chercher des fonds auprès des gouvernements étrangers. Malgré l'exigence de rentabilité et d'autofinancement de l'entreprise, il avoue ne pas voir comment s'en tirer sans un appui massif de l'État. Il espère surtout que, le droit à l'eau devant être reconnu par

¹⁵⁴ Voir notamment : « L'entreprise Agua del Illimani s'en va », *El Altiplano*, 29.12.2006 ; « Le Fonds national de développement rural administrera le service d'eau potable à La Paz et El Alto », *El Diario*, 29.12.2006.

l'Assemblée constituante, l'État bolivien sera forcé d'investir dans les quartiers insolubles.

Quartiers d'été

Au cours de diverses visites dans Solidaridad, je mène plusieurs entretiens avec des résidentes croisées les semaines précédentes. Pendant les remises de diplômes de l'école, j'ai ainsi obtenu un entretien avec Sandy, la fille de don Carlos. Âgée de vingt-quatre ans, elle a quatre enfants de son mari, un jeune garçon de trente-huit ans qui ne vit pas dans le quartier la plupart du temps ; au moment de l'entretien, il travaille sur un chantier à Potosí. Elle-même ne travaille plus, occupée à garder ses enfants en bas âge. Sandy et son époux se sont installés à Solidaridad en 2002, tout d'abord dans la maison de don Carlos, puis dans une maison mitoyenne qu'ils ont achevée en 2004. Avant d'arriver au *barrio*, le jeune couple avait vécu pendant trois ans près de la place Ballivián. Ses informations ne recourent pas celles de son père, ni du point de vue des dates, ni de celui des lieux. Cela me permet cependant d'apprendre qu'elle s'est mariée à l'âge de quatorze ans et que son mari s'est aussitôt installé dans sa famille à elle – sans doute le résultat d'un arrangement entre parents. La maison de sa famille, du côté de l'avenue Germán Busch à El Alto, était apparemment trop petite pour accueillir tous les frères et sœurs.

L'entretien avec Sandy est un peu difficile : il faut lui arracher les réponses, et j'ai parfois l'impression qu'elle tente de dire ce qu'elle pense que j'attends d'elle. Ainsi, lorsque je la questionne sur les conditions de vie dans le quartier et sur les améliorations introduites par les bornes-fontaines, elle me répond qu'elle ne prend plus que cette eau, aussi bien pour la cuisine que pour laver le linge. Pourtant, d'autres femmes du quartier m'ont affirmé continuer à laver leur linge à partir des canalisations rompues de la station de traitement des eaux. Dans la mesure où Sandy se plaint de ne pas avoir d'argent et d'être bloquée chez elle, je pense qu'elle affirme utiliser les bornes-fontaines (obtenues par mon biais) pour me faire plaisir. « *Casi todo falta* » : « On manque de presque tout » dans le quartier, répète-t-elle, qu'il s'agisse des raccordements à l'eau ou de l'électricité à domicile. Elle a bien entendu parlé du départ d'Aguas del Illimani, mais elle ne croit

pas que cela va changer grand-chose et ne voit pas comment faire pression sur le ministère pour demander une amélioration de leur condition. Dans son discours, la sphère politique reste un monde à part, éloigné de ses préoccupations. Quelques jours plus tard, le maire adjoint du district 6 annoncera pourtant, au cours d'un entretien, que le *barrio* Solidaridad fait partie des priorités.

Je croise ensuite doña Enriqueta Mamani, qui, lors des cérémonies scolaires, avait promis de m'accorder un entretien. Après l'avoir saluée, je lui demande si elle a un moment pour me parler du quartier. Elle me répond que oui, mais qu'elle aimerait autant que ce soit son mari qui parle : « *Me da miedo* » (« Cela me fait peur »), explique-t-elle. Arrivée devant sa maison, elle tape à la porte métallique pour l'appeler. Il y a deux adolescents dans l'entrée, ses fils aînés, qui aident leur père à fabriquer des baby-foot. L'atelier est installé devant la maison, dans la petite cour qui sert aussi à entreposer les ustensiles domestiques. Un des baby-foot est en train d'être peint au milieu de la cour, avec des couleurs vives – vert, rouge, jaune, les couleurs du drapeau national bolivien. Doña Enriqueta se positionne derrière la porte tandis que je discute avec son mari sur le palier.

Neuf personnes vivent dans l'unique pièce habitée de la maison, dont sept enfants entre un et seize ans. La famille Mamani s'est installée dans le quartier en 2000, délogée de son logement à Copichica, en dessous de Sopocachi, à La Paz. Elle a vécu pendant deux ans dans le collège, le temps de construire la maison dont ils sont propriétaires, bien que les titres de propriété de la parcelle ne soient pas encore attribués par le ministère du Logement. Don Mamani est artisan, et l'essentiel de son activité est consacré à la fabrication des jeux de baby-foot. Il ne me dit pas les prix en dépit de mon insistance : « Ce n'est pas si cher », se contente-t-il d'affirmer, avant d'ajouter qu'il les fabrique souvent sur commande, en achetant le matériel grâce à l'argent avancé par les clients. Son épouse et ses enfants l'aident à confectionner ces jeux. Il pense que la situation s'est améliorée depuis qu'il y a les bornes-fontaines : plus besoin d'aller chercher l'eau hors du quartier. Le prix est relativement modique : 6 bolivianos (0,72 €) par mois pour toute la famille. Par contre, il n'y a aucun système d'assainissement, et tout est rejeté dans la rue.

Don Mamani aimerait avoir l'eau courante à domicile, mais il avoue son impuissance : il ignore comment chercher de l'aide pour cela, il ignore en fait même le prix du raccordement au réseau. À la question de savoir quel montant il serait disposé à verser pour s'équiper, il répond qu'il ne sait pas, même s'il trouve normal de payer une facture tous les mois pour le travail de décontamination de l'eau et l'entretien des installations. Le départ d'Agua del Illimani lui dit vaguement quelque chose, mais il ignore ce qui va changer dans la situation. Au quotidien, sa famille continue à utiliser des seaux, en moyenne deux par jour, surtout pour faire la cuisine ; et son épouse va toujours laver le linge dans l'eau rejetée par l'entreprise voisine.

Le mois de janvier produit une impression étrange dans le quartier Solidaridad, qui semble plus que jamais abandonné : certains foyers profitent des grandes vacances scolaires (c'est l'été dans l'hémisphère Sud) pour rendre visite à leur famille vers le lac Titicaca ou dans les vallées tropicales des Yungas. Tandis que la saison des pluies transforme les rues en passages boueux difficiles à franchir, les femmes restées au quartier profitent de la moindre éclaircie pour mettre le linge à sécher. Le bulldozer municipal, utilisé pour aménager les rues et la place, ne passe plus étant donné l'état du terrain, entièrement détrempé ; tout est reporté à la fin de la saison des pluies.

Don Carlos m'a parlé d'un projet de construction d'un centre médical et d'un lieu de réunion, et j'ai promis de le remettre à la coopération française. La date limite est le 30 janvier et, chaque fois que je passe le voir, tout au long du mois précédant, il y a un empêchement : une fois, son coprésident n'est pas là et il ne peut rien faire sans lui sous peine d'être désavoué par la suite ; un autre après-midi, il est couché après avoir passé la nuit à fêter le mariage d'une de ses filles ; enfin, c'est l'architecte du district qui tarde à remettre les plans. D'autres maisons sont en cours de construction dans les parcelles encore inoccupées, dont le plan cadastral a été élaboré récemment par l'architecte du district 6. Ce qui n'était qu'un logement d'une pièce devient peu à peu une propriété entourée de murs en *adobe*, à l'intérieur desquels sont plantées des pommes de terre et sont gardés quelques poules et cochons. L'accès à la propriété est plus important que l'accès aux services ; les familles qui n'ont pas les

moyens de tout payer d'un coup construisent d'abord les murs avant d'équiper, peu à peu, leur habitation. Ce phénomène d'autoconstruction révèle la plupart du temps des processus de spéculation foncière, les maisons inoccupées correspondant souvent à des investissements réalisés en vue d'une revente future, pour un prix bien supérieur au prix d'achat, une fois les services de base installés et les titres de propriété obtenus.

Territoires et dysfonctionnements locaux

À la mi-février, je suis convié à une réunion dans l'enceinte du collège Solidaridad. Don Federico, le président du comité des parents d'élèves, a fait tout son possible pour réunir les « décideurs » des districts 5 et 6 : adjoints au maire, architecte municipal, responsable des questions d'éducation, dirigeants de quartier. L'enjeu : le rattachement administratif du *barrio* Solidaridad. Comme le montrent les cartes, le quartier est situé au nord du district 5 ; celui-ci devrait donc être le district auquel il est officiellement rattaché. Pourtant, les rares financements qui lui parviennent, pour l'école ou l'aménagement, proviennent, la plupart du temps, du district 6. Ce problème, en apparence purement administratif, révèle en fait l'importance des questions territoriales, en particulier depuis les réformes décentralisatrices des années 1990. Le déplacement des décisions à l'échelon municipal n'est pas toujours un gage d'efficacité, ni de meilleure participation politique des habitants.

Participation populaire et décentralisation

La première présidence de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) est marquée par une série de réformes souvent qualifiées de « néo-indigénistes » : un katariste¹⁵⁵ modéré, Víctor Hugo Cárdenas, occupe

¹⁵⁵ Le mouvement katariste (du nom du chef aymara Túpac Katari), qui dirigea la prise de La Paz en 1781, est un mouvement indigéniste bolivien né dans les années 1960 qui a pour particularité de lier défense de l'identité indienne, critique du colonialisme et anticapitalisme. Le Manifeste de Tiwanaku, écrit en 1973, définit un programme économique et social réhabilitant les traditions culturelles des peuples indiens. Il s'incarnera principalement dans la Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB). Voir Verushka Alvizuri, *Le Savant, le Militant et l'Aymara. Histoire d'une construction identitaire en Bolivie (1952-2006)*, Armand Colin, 2012 ; Cécile Casen, « Le katarisme bolivien : émergence d'une contestation indienne de l'ordre social », *Critique internationale*, 57, 2012, p. 23-36.

la vice-présidence de la République, tandis qu'une série de réformes (éducative, agraire, etc.) est lancée. La loi de participation populaire* (LPP, 1994) reconnaît le caractère multiethnique de la nation bolivienne. Son article premier incorpore les communautés indigènes, paysannes et urbaines à la vie politique et économique du pays : au sein de chaque municipalité, les communautés paysannes ou les associations de quartier sont ainsi reconnues comme « organisations territoriales de base » (OTB*) afin qu'elles puissent participer à la gestion municipale. Les 314 municipalités du pays reçoivent des fonds décentralisés de l'État à condition d'établir un plan quinquennal de développement impliquant l'ensemble des secteurs publics et privés de la municipalité¹⁵⁶. Autre transformation majeure : alors qu'ils étaient désignés par les autorités présidentielle ou préfectorale, les gouvernements municipaux sont désormais élus par les habitants.

La mise en œuvre de ce néo-indigénisme d'État ne se fait cependant pas sans difficultés. Des conflits sur le caractère paysan ou indigène des OTB ont lieu dans de nombreuses municipalités, qui n'acceptent pas la création de « terres communautaires d'origine » sur leur territoire : en 2003, 65 % des OTB sont classées comme paysannes, et seulement 2 % comme indigènes¹⁵⁷. Les effets de la loi de participation populaire sont variables : l'Oriente bolivien reste en retrait dans ce processus ; dans le Chapare, les syndicats de *cocaleros* imposent le blocage de tout développement alternatif à la feuille de coca dans les municipalités qu'ils contrôlent¹⁵⁸. Dans l'ensemble, néanmoins, la mise en place de nouveaux espaces de décision, formellement plus ouverts aux communautés originaires, favorise les conditions d'une indigénisation de la vie politique municipale. Aidés en cela par la présence massive d'ONG ou de structures syndicales très organisées, les districts ruraux ont plus bénéficié de la loi de participation populaire que les quartiers en expansion des grandes villes¹⁵⁹. Le désarroi des dirigeants de Solidaridad semble, en tout cas, l'indiquer.

¹⁵⁶ Voir Laurent Lacroix, « Décentralisation participative et ethnicisation en Bolivie (1994-2005), in Hubert Mazurek (dir.), *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América latina*, La Paz-Cochabamba, Cesu-Cides-Ifea-IRD, 2007, p. 313-350.

¹⁵⁷ Voir Diego Ayo, *Municipalismo, participación popular. Apuntes de un proceso*, La Paz, Muela del Diablo, 2003 ; Nelson Antequera Durán, *Territorios urbanos. Diversidad cultural, dinámica socioeconómica y procesos de crecimiento urbano en la zona sur de Cochabamba*, La Paz, Cedib-Plural, 2007.

¹⁵⁸ Voir Manuel de la Fuente, *Participación popular y desarrollo local. La situación de los municipios rurales de Cochabamba y Chuquisaca*, Cochabamba, Promec-Ceplag-Cesu-UMSS, 2001.

¹⁵⁹ Voir Xavier Albó, *Pueblos indios en la política*, La Paz, Cipca-Plural, 2002.

Lorsque j'arrive à la réunion de district, plusieurs tables ont été installées dans la cour du collège, face à des rangées de chaises destinées aux résidents, qui discutent entre eux en attendant le début de la réunion. Il fait très froid, l'air est humide et le vent balaie la cour dans laquelle tout le monde patiente en sautillant sur place ou en se recroquevillant sous les couvertures jetées sur leurs épaules. Les diverses autorités sont présentées une par une : le maire adjoint du district 6, les responsables du secteur éducation de la mairie d'El Alto, l'architecte municipal et le directeur du cadastre ; il manque seulement la maire adjointe du district 5, qui arrivera une heure plus tard. Une trentaine d'habitants constituent l'assistance : les femmes, principalement sur les chaises, les hommes légèrement en retrait, debout derrière elles. Je ne comprendrai qu'au fur et à mesure les raisons de cette disposition inhabituelle, car d'habitude ce sont les femmes qui sont en retrait, à l'extérieur du cercle constitué par les hommes.

La réunion commence par le traditionnel hymne national, durant lequel il est demandé à tout le monde de se mettre debout. Puis don Federico, le président des parents d'élèves, s'installe derrière le micro, à côté de la table d'honneur, pour présenter l'objet de la rencontre. Visiblement ému, il donne quelque peu dans la grandiloquence : c'est selon lui « l'histoire du quartier » qui se joue ici, pour permettre aux habitants du *barrio* Solidaridad de « choisir leur destin ». Mais la deuxième intervention sonne comme un rappel à l'ordre, ou tout du moins à un principe de réalité : l'architecte municipal s'empresse de souligner que le problème des limites de district est un problème légal, qui ne peut être tranché en une simple réunion, sans l'avis et le consentement d'instances légitimes comme le conseil municipal, la Fédération des comités de résidents (Fejuve) et le syndicat ouvrier local (la Central Obrera Regional). C'est selon lui un dispositif long et compliqué, le temps que le problème né de l'appartenance territoriale au district 5 et des ressources provenant du district 6 soit examiné. Le directeur du cadastre souligne ensuite qu'il n'y a aucune continuité spatiale entre Solidaridad et le district 6, la station de traitement des eaux s'intercalant entre les deux : il faut donc

consulter les quartiers voisins, Santa Rosa de Lima et Villa Remedios, afin d'avoir leur accord pour un rattachement au district 6.

C'est ensuite le président du quartier, don Carlos, qui prend la parole pour affirmer que les habitants se sont toujours sentis membres du district 6 en raison du peu de cas que les dirigeants du district 5 ont fait de leurs demandes. Il rappelle qu'ils n'ont jamais été reçus à la mairie annexe en question, c'est pourquoi le rattachement de fait au district 6 a constitué, dès le début, une solution de repli. Ce rejet sera confirmé ultérieurement par don Eugenio, le vice-président du quartier, qui précise cependant qu'il n'était pas en fonctions à ce moment-là. Les deux dirigeants de la zone profitent chacun de leur intervention pour accuser le responsable du comité de parents d'élèves d'avoir organisé cette réunion sans les en aviser, ou en les ayant prévenus au dernier moment. Cette accusation est d'autant plus surprenante qu'ils habitent dans le même bloc de maisons, et que les uns comme les autres sont d'accord pour demander le rattachement au district 6. Don Federico répond en expliquant qu'il a mené cette action au nom des parents d'élèves afin d'obtenir rapidement des subventions pour le collège, raison pour laquelle cette réunion se tient dans l'enceinte scolaire.

Pendant l'altercation, je circule dans les rangs et discute avec certains résidents, des mineurs qui habitent un peu au-dessus du collège : ceux-ci ne sont pas d'accord avec le changement de rattachement et commencent à le faire savoir bruyamment, arguant du fait que beaucoup des équipements de l'établissement scolaire ont été financés par la mairie du district 5, par exemple le mur d'enceinte. Alors que don Federico rappelle que le raccordement du collège au réseau d'eau n'a été possible que grâce au district 6, des voix s'élèvent pour protester contre les présidents du quartier, don Carlos et don Eugenio, accusés de faire traîner les affaires en cours et de ne pas se coordonner avec les résidents. Don Eugenio accuse alors un des ex-dirigeants, **Humberto Quispe**, lié au bloc des mineurs, d'avoir mal géré les affaires locales pendant des années.

La maire adjointe du district 5 arrive à ce moment-là, dans un vêtement jaune vif, jupe et châle assortis. Même si elle n'est entrée en fonctions que depuis octobre 2006, elle réfute les accusations selon

lesquelles le district 5 n'aurait rien donné – témoins les deux bâtiments scolaires en construction à côté de l'édifice principal. Don Federico reprend alors la parole pour énumérer l'ensemble des demandes non satisfaites et des dossiers restés sans réponse. Alors que les autorités municipales commencent à se lever en prétextant d'autres obligations et en rappelant que rien ne peut être réglé ce jour-là, d'autres voisins interviennent brièvement pour apporter leur soutien aux dirigeants du quartier, ou bien pour dénoncer l'état d'abandon dans lequel ils vivent. La pluie violente qui se déclenche, au milieu des rafales de vent, interrompt rapidement la séance, et les officiels repartent en courant vers les voitures de la mairie, laissant aux habitants éparpillés dans la cour, et pressés de mettre le mobilier à l'abri, un sentiment palpable d'insatisfaction et d'inachèvement.

Quelques jours plus tard, début mars 2007, je reçois un coup de fil paniqué de don Carlos et don Eugenio, qui veulent me voir d'urgence. Ils sortent de la mairie d'El Alto et sont désemparés par la complexité des formalités pour faire reconnaître le quartier. Outre la liste impressionnante de documents à fournir (attestations municipales, signatures des résidents, etc.), il faut aussi payer 300 dollars pour mener à bien l'enregistrement administratif. Je leur donne rendez-vous dans le centre-ville, place San Francisco, et les accompagne à la préfecture de La Paz. Là, nous sommes renvoyés d'un bureau à l'autre pendant une heure avant de découvrir qu'il faut en fait aller à une annexe de la préfecture, place Isabel la Católica. Nous y découvrons qu'il n'y a rien à payer, juste des papiers à déposer, qui ne seront traités que dans plusieurs mois, bureaucratie bolivienne oblige.

Je suis à nouveau sollicité par les dirigeants du quartier quelques semaines plus tard, dans une affaire qui illustre encore une fois les problèmes de gestion municipale. Du matériel informatique a été alloué par la mairie et le ministère de l'Éducation aux écoles des districts les plus périphériques et les plus défavorisés. Mais il faut pour l'obtenir que chaque école réponde à un certain nombre de normes techniques : prises de courant, barreaux aux fenêtres et porte métallique. L'inspection étant fixée deux semaines plus tard, les résidents ont commencé à rassembler de l'argent et à équiper une salle

au premier étage, mais les ressources leur manquent et ils font appel à moi en toute dernière extrémité, faute de temps pour réunir les sommes disponibles. Rendez-vous est pris dans le centre-ville, la seule condition étant que des factures soient fournies avec les achats, car les résidents sont généralement très méfiants envers leurs représentants, et il faut pouvoir ensuite justifier les dépenses. Ma contribution s'élève environ à 200 dollars, et l'inspection sera passée avec succès les jours suivants. Les ordinateurs seront inaugurés en grande pompe au moins de mai suivant, d'abord à la mairie d'El Alto, en présence du maire, puis dans le collège même, où j'aurai droit à une petite cérémonie de remerciements. Cet épisode illustre encore une fois les dysfonctionnements des rapports entre l'administration bolivienne et les quartiers périphériques : méconnaissance des conditions de vie des habitants de ces quartiers et de leurs ressources, absence de dialogue entre les responsables administratifs et les résidents, qui n'ont aucun canal pour négocier une solution. Alors que les établissements scolaires ont peu de ressources propres, il paraît difficilement pensable que l'on concède du matériel sans leur donner les moyens de l'installer autrement qu'en faisant appel à la bonne volonté des résidents.

Service minimum

Fin avril, je commence un travail avec le département Planification d'Epsas visant à élaborer un indicateur d'accessibilité à l'eau qui puisse être utilisé pour améliorer « l'impact social » du service. Cette coopération me donne accès à des données beaucoup plus précises sur cette nouvelle entreprise de distribution. Ma proposition consiste à expliciter la diversité des stratégies familiales en fonction de leurs caractéristiques sociales et de leur lieu d'implantation. Les cadres d'Epsas semblent intéressés, mais aussi un peu perdus, comme s'il n'y avait pas encore de stratégie d'ensemble, ou plutôt pas d'autre programme que le très louable slogan « De l'eau pour tous », scandé par le chef de l'État et le ministre. La coopération engagée à partir du mois d'avril avec l'entreprise me permet néanmoins de recueillir des données exhaustives sur le degré d'équipement des quartiers d'El Alto et en même temps d'entrer en contact avec les ingénieurs présents sur

le terrain. Fin mai, je rencontre ainsi Rubén, l'ingénieur des districts 5 et 6, au nord desquels se situe Solidaridad. Nous nous retrouvons dans les bureaux d'El Alto en début d'après-midi et nous partons dans une voiture de l'entreprise. Trois jours par semaine, Rubén va sur le terrain vérifier l'état d'avancement des chantiers en cours ; le reste du temps, il reçoit les « clients » qui le désirent, particuliers ou représentants de quartier.

Première surprise de la visite : les ouvriers des chantiers n'appartiennent pas à Epsas mais à des sous-traitants privés. Ce système a été mis en place par Aguas del Illimani, qui a licencié 400 des 800 employés de l'entreprise municipale lors de son installation, en 1997. Ce système se perpétue et, du reste, une grande partie des cadres de l'entreprise actuelle avaient été embauchés par l'entreprise privée. Le processus de privatisation, quels que soient ses résultats effectifs (souvent négatifs pour les plus pauvres), permet au moins un transfert de technologie¹⁶⁰ ; ainsi, les systèmes d'information géographiques utilisés ont été implantés par l'entreprise privée, l'organisation du travail aussi. L'ingénieur programme et surveille les travaux effectués par les sous-traitants, au besoin il rencontre les résidents. Les programmes d'installation du réseau sont en effet établis en relation avec les habitants, car il est obligatoire que les rues et les lots aient été définis précisément à la mairie pour que des raccordements y soient réalisés. Ce lien entre le plan d'urbanisation et le réseau d'eau explique que les seules routes goudronnées ou pavées soient celles où les canalisations sont déjà installées. Ce système implique une réelle participation des habitants, ou plutôt des présidents de zone, qui doivent obtenir des architectes de chaque mairie de district qu'ils viennent établir le plan du quartier, ce qui prend parfois plusieurs mois, du fait de l'étendue de chaque district et de l'extension perpétuelle d'El Alto (près de 9 % de croissance annuelle).

L'ingénieur Rubén me fait visiter la station de traitement des eaux qui surplombe le quartier Solidaridad. Construite par une entreprise allemande à la fin des années 1970, elle approvisionne tout

¹⁶⁰ Voir Bernard Barraqué « Les services publics d'eau et d'assainissement face au développement durable », *Annales des Ponts et Chaussées*, 87, 1998, p. 24-32.

El Alto et même une partie de La Paz. Un plan global du réseau figure sur un mur, entre les cuves de filtrage et les bacs de répartition. Je trouve curieux de me retrouver dans cette usine, que je contemple habituellement depuis les habitations à proximité. Rubén m'explique comment il compte remédier aux problèmes d'approvisionnement du quartier : il faut construire un réservoir d'eau d'une capacité beaucoup plus grande, et en hauteur, afin de créer la pression qui manque actuellement au niveau de la desserte. De plus, un tel système diminuera les risques, car les cuves en plastique actuelles s'ouvrent facilement et pourraient faire l'objet d'une contamination volontaire de la part de gens malintentionnés. Il n'y aura pas d'installation à domicile, c'est le système des bornes-fontaines qui sera maintenu, avec l'aide des résidents pour les installer.

Cette participation des habitants aux infrastructures avait été instaurée dans la concession dans les années 1990 par le consortium Aguas del Illimani, sous le label *pro-poor*¹⁶¹, un système technique spécifiquement conçu pour équiper les quartiers pauvres : la participation des habitants à l'installation d'un réseau de moindre volume est censée permettre d'en réduire les coûts de 30 %. À partir de janvier 2007, si la nouvelle entreprise publique et sociale Epsas a pour objectif d'étendre le réseau aux quartiers pauvres délaissés par l'opérateur privé afin de développer « l'eau pour tous », elle n'en continue pas moins à faire appel à la participation communautaire des habitants. Selon le ministre de l'Eau, « les citoyens doivent collaborer afin que l'entreprise satisfasse les demandes des consommateurs » (*El Diario*, 5.1.2007). Il peut paraître surprenant de voir la participation communautaire, clé de voûte de la gouvernance *pro-poor*, invoquée pour la refondation d'une entreprise publique. Comme le note Sylvie Jaglin, l'unanimité des discours sur la participation masque la diversité sociale des pratiques¹⁶². Au-delà des différents programmes promotionnels menés par le concessionnaire ou par les

¹⁶¹ Voir *supra* p. XXX.

¹⁶² Sylvie Jaglin, « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique subsaharienne », in Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Syntomer, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 271-291.

responsables des projets de développement¹⁶³, la réalité de la participation communautaire consiste essentiellement dans le travail non rémunéré des résidents des quartiers concernés. On peut en effet se demander si la « gestion des pauvres par les pauvres » est vraiment de nature à résoudre l'insolvabilité économique des populations concernées et si la dépendance qu'elle induit envers les financements extérieurs ne constitue pas un obstacle à l'élaboration d'une alternative politique.

Les ambivalences de la participation communautaire

Les grandes entreprises privées du secteur de l'eau ont bénéficié dans les années 1990 d'un fort soutien des institutions internationales de développement (BM, FMI*, etc.) afin de promouvoir leur implantation. Mais le contexte change au tournant des années 1990-2000 : « La Banque mondiale s'interroge. Les difficultés de nombreux partenariats public-privé questionnent la robustesse des contrats. L'importance des prêts accordés conduit à comparer les risques courus et les résultats obtenus. Or dans de nombreuses métropoles, l'analyse conduit à montrer que, malgré tous les efforts des opérateurs, le raccordement du plus grand nombre reste une opération longue et difficile ; de sorte que la réflexion s'oriente vers d'autres voies de modernisation : soutien à la gestion publique, aide à des projets locaux (*small scale operations*), mise au point de contrats de performance (*output-based aid*). [...] L'autre grand changement sur les préalables tient indiscutablement à l'irruption d'un mouvement politique très opposé à l'intervention des opérateurs privés¹⁶⁴. » C'est dans ce contexte de prise de conscience des difficultés du secteur privé dans les quartiers défavorisés qu'une orientation *pro-poor* est prise en Bolivie, par le biais d'un système « condominial » raccordant le réseau local au réseau principal : un branchement collectif, installé par les résidents, dessert tout un îlot d'habitations en équipant les rues secondaires avec des tuyaux de moindre diamètre, reliés sous la chaussée aux canalisations des rues principales.

Un projet pilote, intitulé « Programme périurbain pour l'eau et l'assainissement » (*Iniciativa Periurbana de Agua y Saneamiento*,

¹⁶³ Voir Lise Breuil, « Renouveler le partenariat public-privé pour les services d'eau dans les pays en développement. Comment conjuguer les dimensions contractuelles, institutionnelles et participatives de la gouvernance ? », thèse pour le grade de docteur de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts (Engref), sous la direction de Michel Nakhla, 2004.

¹⁶⁴ Dominique Lorrain, « Le politique sans le dire. L'implicite des réformes de la Banque mondiale sur le gouvernement des villes », *Revue française d'administration publique*, 107 (3), 2003 (p. 381-394), p. 79.

Ipas), est mené à partir de 1998 à El Alto. Il s'agit d'un partenariat entre l'opérateur privé Aguas del Illimani, le ministère du Logement et des Services, les municipalités desservies, la Superintendencia de Saneamiento Básico et des bailleurs de fonds internationaux comme la coopération suédoise ou le programme Eau et assainissement de la Banque mondiale. L'Ipas se présente comme le plus approprié aux besoins des communautés concernées, régulièrement consultées. Il requiert la participation des usagers, de la construction à l'entretien des installations. Le programme a aussi pour objectif une augmentation de la consommation d'eau des ménages. Les résultats de ce projet seraient, deux ans plus tard, « une approche de plus en plus participative » entre l'opérateur privé et les usagers, ainsi que « la réalisation de 5 000 raccords¹⁶⁵ ».

La croissance du nombre des « raccords participatifs » au détriment de la connexion classique au réseau principal est assurément l'effet de mécanismes structurels : dans l'aire de concession non desservie obligatoirement par l'entreprise, ils sont financés par des organismes internationaux (Banque mondiale, Corporación Andina de Fomento, etc.). Mais cette orientation *pro-poor* est aussi plus conjoncturelle, selon le ministre de l'Eau Abel Mamani¹⁶⁶ : d'une part, l'entreprise voulait limiter les risques d'investissement dans un contexte politique instable ; d'autre part, elle a tenté, en 2005, un rapprochement direct avec la Fejuve (les comités de quartier) afin de contrer ses campagnes de protestation massives pour exiger le départ de l'entreprise, accusée de ne pas respecter ses engagements.

Dans son rapport établi en 2001 pour la Banque mondiale, Kristine Komives avait montré qu'il ne suffit pas de prévoir une extension des réseaux pour approvisionner les quartiers les plus pauvres¹⁶⁷. La responsabilité de cet échec incombe selon elle à la nature du contrat d'Aguas del Illimani, qui se focalise en effet sur l'extension de l'aire de service. Il aurait fallu abaisser les planchers tarifaires pour les plus démunis et développer des incitations financières afin que l'opérateur investisse dans les quartiers pauvres. D'un autre point de vue, les ménages sans ressources n'auraient pu bénéficier du service que si l'opérateur avait proposé des offres suffisamment diversifiées. Il n'est donc pas étonnant que le concessionnaire ait été réticent à équiper les zones qui n'entraient pas dans l'aire desservie fixée par le contrat, comme les quartiers périurbains aux frontières d'El Alto. Les raccords des ménages les plus pauvres se sont donc trouvés découragés.

¹⁶⁵ Business Partners for Development, « La Paz et El Alto, Bolivie : développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement pour les populations marginalisées des quartiers défavorisés », 2001.

¹⁶⁶ Entretien réalisé le 17 janvier 2007.

¹⁶⁷ Voir K. Komives, « Designing pro-poor water... », art. cit., 2001.

Le système d'attente introduit par le contrat (avec la distinction entre « aire desservie » et « aire non desservie ») explique, selon Pierre-Louis Mayaux, l'émergence des protestations : « La politique public-privé a involontairement secrété sa propre opposition en unifiant symboliquement la population, jusque-là très disparate, des non-raccordés en un groupe homogène de “pauvres” ayant désormais vocation à être rapidement connectés, et en traitant cette population manifestement moins bien que les autres catégories sociales¹⁶⁸. » Alors que les organisations sociales d'El Alto réclament l'expulsion pure et simple de l'entreprise privée, le ministère de l'Eau conduit les négociations jusqu'à leur terme : il montre qu'il peut à la fois « répondre au plus vite aux exigences de la population » et éviter un procès interminable auprès des instances régulatrices internationales, de façon à préserver les investissements de la coopération étrangère, qui avaient fait de la négociation une condition *sine qua non* de leur soutien futur.

Il est surprenant de voir un gouvernement désireux de promouvoir la « décolonisation de l'État » s'engouffrer dans un système de participation communautaire indissociable de l'appui des financements de la coopération internationale, laquelle se trouve ainsi en mesure d'imposer ses priorités, ses calendriers et ses mots d'ordre aux « décideurs » nationaux¹⁶⁹. À part mettre en place de nouvelles formes de dépendance, cette orientation ne semble pas vraiment apporter de solutions fondamentales différentes de l'orientation *pro-poor* développée par la Banque mondiale et les opérateurs privés : le recours à la participation communautaire afin de diminuer les coûts d'installation reste le mode fondamental d'équipement des zones insolvables. Dans un contexte marchand, une entreprise publique ou privée s'appuyant sur de tels remèdes ne peut que contribuer à renforcer la dualisation du système de distribution : à côté du réseau historiquement installé dans les quartiers les plus prospères, les populations insolvables des secteurs périurbains bénéficient d'un

¹⁶⁸ Pierre-Louis Mayaux, « Quand l'action publique produit ses contestataires. Les effets politiques imprévus d'un partenariat public-privé en Bolivie », *Gouvernement et action publique*, 1 (1), 2019 (p. 87-111), p. 87.

¹⁶⁹ Voir A. Rodríguez-Carmona, *El Proyectorado...*, *op. cit.*

système adapté à leurs moyens – un « pauvre réseau pour les pauvres¹⁷⁰ ».

Face à ce problème, le ministre de l'Eau propose une réponse en deux étapes bien distinctes : dans un premier temps, l'entreprise publique et sociale devra prouver son efficacité en utilisant au mieux les ressources disponibles ; dans un second temps, le droit universel à l'eau sera reconnu par l'Assemblée constituante, ce qui permettra à l'Epsas de s'appuyer sur l'État bolivien pour financer des investissements lourds. Les modalités organisationnelles et juridiques par lesquelles un tel mode de distribution sera être mis en place demeurent encore floues, entre un modèle d'accès uniforme à l'eau difficile à financer sur fonds propres et des installations de moindre qualité pour les foyers qui n'en ont pas les moyens. Ainsi, la question de l'eau n'est pas liée au problème des revenus ou de l'emploi dans les quartiers considérés : rien n'est fait pour développer de véritables contrats de travail (voirie, plomberie, etc.) pour les résidents qui contribuent aux travaux et ne seraient dès lors plus obligés d'aller travailler de l'autre côté de la ville ; ni pour trouver des formes de partage des coûts prenant en compte l'ancienneté et l'hétérogénéité des infrastructures auxquelles les résidents ont accès. L'entreprise Epsas et son ministère de tutelle privilégient la continuité de la gestion précédente.

Construction d'un quartier, construction de l'État

Je renforce mon implantation dans le *barrio* Solidaridad en y donnant, une fois par semaine, des cours d'anglais – c'est la matière que m'ont demandée les parents d'élèves. J'y croise fréquemment les mères de famille, pour lesquelles l'école est le principal lieu de vie sociale : assises près du stand d'épicerie tenu par doña Florencia, elles attendent la sortie de classe de leurs enfants les plus jeunes. Chaque semaine, je les salue amicalement avant de monter en cours. Quelques minutes de discussion permettent de se tenir au courant des dernières

¹⁷⁰ Carlos Crespo « La concesión de La Paz a los cinco años. Elementos para una evaluación », <https://www.irewash.org/node/57204>. Voir aussi Nina Laurie, Carlos Crespo, « Deconstructing the best case scenario: lessons from water politics in La Paz-El Alto, Bolivia », *Geoforum*, 38, 2007, p. 841-854.

nouvelles du quartier, quand il y en a... Car il ne se passe rien au *barrio* Solidaridad, rien de tangible, en tous cas. Mais il ne s'agit pas pour autant d'une société « froide », dont l'enquête aurait à reconstituer le fonctionnement sous-jacent à partir des relations de parenté. Pas de mythes à déchiffrer, ni d'obscurité textuelle sociale à décrypter, aucun de ces faits marquants rapportés par l'ethnologie des « sociétés primitives » : parties de chasse, manières de manger, techniques traditionnelles de fabrication d'objets, exploration de zones inconnues, actes de sorcellerie, rites de passage ou d'institution, alliances entre familles, vendettas, etc. Le monde urbain d'El Alto porte bien la trace d'une culture aymara, qui se révèle dans la maîtrise de la langue par la plupart des adultes, l'organisation de la maison et de l'espace, mais celle-ci n'est pas du tout perceptible au quotidien comme culture transmise et transmissible. Loin d'incarner la figure du rural déraciné, soucieux de conserver des lambeaux de sa culture originaire, ou au contraire de l'abandonner pour mieux s'intégrer à la modernité, ces migrants de seconde génération sont plutôt porteurs d'aspirations de type urbain. Leurs modes de consommation domestiques sont fort loin des « us et coutumes » traditionnels tant vantés par les intellectuels indianistes – un exemple parmi d'autres : la plupart des familles préfèrent la gestion individuelle de l'eau, à domicile, plutôt que la gestion collective de la ressource, à l'échelle du quartier. Le groupement humain établi sur ce bout de territoire n'y constitue pas encore une communauté, liée par des relations stables, ritualisées ou codifiées. Les origines géographiques y sont trop distinctes, les trajectoires trop hétérogènes, les activités économiques trop éloignées pour que l'installation des uns et des autres, à des moments successifs, puisse y faire émerger un sentiment collectif. C'est dans le conflit, comme lors de la réunion sur le rattachement administratif du quartier, que se construit paradoxalement, et sur un rythme propre, la possibilité d'un accord.

La temporalité du quartier Solidaridad n'est pas celle du chercheur, et c'est au fil des années que je peux observer l'urbanisation se développer. Des lots vides qui se remplissent de façon désordonnée et isolée, un vague tracé de rue croisant une artère creusée au bulldozer quelques mois auparavant, une rangée de poteaux

électriques qui attendent d'être connectés quelques semaines encore, des bornes-fontaines en fonctionnement au coin des rues, l'édification progressive du muret de la place centrale (chaque famille doit en construire 1 ou 2 mètres), qui délimite le terrain de football demandé par les jeunes et les moins jeunes. Dans un quartier récemment créé comme Solidaridad, la communauté se construit en construisant ses espaces de vie – habitat privé, rencontres publiques et obligations collectives. Mais surtout, l'entrée dans le temps de l'accumulation matérielle est la condition de la reproduction sociale. En juillet 2007, l'anniversaire du quartier ne donne plus lieu à un mais à deux cortèges concurrents, avec chacun sa fanfare, ses costumes loués à un équipementier de la place 16 de Julio et ses boissons alcoolisées en abondance. Je suis invité par doña Beatriz, qui a cette année le rôle de *pasante* : elle finance l'un des défilés. Celui-ci fait le tour des blocs de maisons et de l'usine de traitement des eaux, sans itinéraire véritablement préparé, mais avec une destination bien précise : la place, avec une parade finale devant les présidents de la zone. Quelques jours plus tard, la délégation du collège défilant à la fête des écoles peut pour la première fois s'enorgueillir d'être accompagnée d'une vraie fanfare, avec costumes, cuivres et cymbales (seuls des tambours avaient accompagné la marche les années précédentes). Signe du renforcement du quartier : la présidente de la *Junta escolar* (« complexe scolaire ») distribue des tickets aux élèves pour comptabiliser et surtout repérer les familles qui participent à la cérémonie. Au minimum, les participants doivent porter des vêtements aux couleurs de l'école (bleu et blanc). Les familles les plus riches achètent ou louent un costume plus élaboré : robe de majorette, uniforme militaire, etc. Ce sont leurs enfants qui ouvrent le cortège et qui suivent l'étendard de l'école jusqu'à l'estrade où siègent les autorités municipales.

Face à ce processus de consolidation, le regard de l'ethnologue doit s'efforcer de saisir des logiques sociales qui débordent le cadre du quartier. Ayant constaté que les habitants du *barrio* Solidaridad ont peu à voir avec ces migrants ruraux qui ont contribué à l'expansion

d'El Alto dans les années 1980-1990¹⁷¹, je peux formuler l'hypothèse (que l'enquête devra confirmer au chapitre suivant) selon laquelle leur installation relève de processus spécifiquement urbains. Mais les préjugés ont la vie dure, comme je m'en rends compte début août 2007, lors de la présentation de mes recherches devant les responsables d'Epsas. Alors que, pendant une bonne heure, j'ai insisté sur l'importance de la migration intra-urbaine dans les zones les plus périphériques d'El Alto, au moment des questions, la directrice (bolivienne) de la planification lâche finalement : « Mais de toute façon ces gens-là ne consomment pas beaucoup d'eau, ils restent, au fond, des paysans... » Un des ex-gérants français d'Agua del Illimani ne disait pas autre chose, au seuil des années 2000, lorsqu'il évoquait la nécessité d'apprendre aux Boliviens à se laver et à laver leurs voitures pour consommer plus¹⁷². L'ethnocentrisme culturel n'est toutefois pas le privilège des Occidentaux, et il existe des fonctionnaires « nationaux » qui ne connaissent pas plus les quartiers périphériques que les entrepreneurs étrangers et s'en remettent à la vision commune du déracinement, de la déculturation et de la déstructuration sociale : puisqu'elles n'appartiennent ni au prolétariat urbain organisé ni à la paysannerie traditionnelle, les populations des quartiers périphériques sont dans un état d'apesanteur sociale et à ce titre la cible de tous les préjugés interprétatifs.

Une des familles de Solidaridad illustre parfaitement les caractéristiques de ces populations liées à l'expansion intra-urbaine des grandes villes périphériques du Sud, dont la ville d'El Alto constitue aujourd'hui un des cas les plus frappants¹⁷³. Il s'agit de la famille de doña Máxima, une de mes principales informatrices. Sa venue dans le quartier est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : le désir d'accéder à la propriété, afin de ne plus avoir à dépenser un loyer en vain ; la nécessité de disposer de plus d'espace à

¹⁷¹ Voir Xavier Albó, Thomas Greaves, Godofredo Sandóval, *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz. I. El paso a la ciudad. II. Una odisea: buscar "pega". III. Cabalgando entre dos mundos. IV. Nuevos lazos con el campo*, La Paz, Cuadernos de investigación Cipca, 1981-1986.

¹⁷² Voir *supra* l'intervention « Et l'eau de La Paz fut privatisée », p. XXX.

¹⁷³ Voir ONU-Habitat, *The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements*, Londres, ONU, 2003.

la naissance du troisième enfant (un quatrième est né depuis), sans avoir à souffrir des remarques du propriétaire ou des colocataires ; la possibilité pour les enfants de jouer dehors sans contraintes. De fait, l'espace domestique s'étend progressivement au-delà des quatre murs qui ont constitué, les premières années, l'investissement principal de la famille, puisqu'un petit auvent a été construit en face de l'entrée pour entreposer des affaires et créer une vraie cuisine, et un jardin a été planté derrière la maison, principalement pour les pommes de terre, qui constituent le menu quotidien.

L'installation est un processus de long terme : arrivée en 2002, la famille n'a eu l'eau (à la borne-fontaine) et l'électricité (à domicile) que quatre ans plus tard. Don Federico, le père, continue de s'absenter la semaine pour partir travailler dans les vallées tropicales des Yungas, à trois heures de bus de La Paz ; il ne trouve à exercer son métier de maçon que sur des chantiers éloignés de son lieu de résidence. Mais tout dans l'organisation de la maison dénote la volonté de s'installer dans la durée, ainsi qu'une aspiration à la consommation caractéristique d'un mode de vie urbain. Les enfants n'apprennent pas l'aymara, mais l'anglais et l'informatique ; la fille aînée porte, à l'image de beaucoup de jeunes du quartier, un jean et une coiffure dépourvue des tresses traditionnelles de sa mère. Don Federico s'est beaucoup investi auprès des autorités municipales pour améliorer l'ordinaire du quartier. Il a à son palmarès les ordinateurs pour le groupe scolaire, le rattachement officiel du quartier au district 6, le projet de construction de nouvelles salles de classe plus salubres, etc. Par son action, il incarne les mécanismes d'accumulation et de mobilisation de capital social dans les zones de pauvreté urbaine. Des recherches ont déjà montré que ces quartiers périphériques des grandes villes du Sud ne peuvent être considérés comme dénués de tout¹⁷⁴ et que la diversité des réponses à la situation de pauvreté s'explique par l'isolement du lieu de résidence, la structuration plus ou moins hiérarchisée de la collectivité, le développement de la participation communautaire (en interne, au bénéfice des quartiers

¹⁷⁴ Voir Alicia Gutiérrez, *Pobre, como siempre... Estrategias de reproducción social en la pobreza*, Buenos Aires, Ferreyra, 2004.

voisins ou des institutions municipales)¹⁷⁵. En tant que chercheur étranger et passerelle vers d'autres ressources, je fais moi-même partie du capital social du quartier.

Le ministère de l'Eau à l'épreuve des attentes sociales

Octobre 2007 : de violentes manifestations ont lieu à El Alto, dans la zone de l'avenue du 12 de Octubre, un vieux quartier qui longe la route d'Oruro. Les parents d'élèves ont détruit plus de 30 bars, boutiques d'alcool et bordels clandestins, qu'ils accusent de contaminer la jeunesse de la ville. Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant les lieux concernés avant d'en brûler le mobilier en pleine rue. Un éditorialiste voit là le risque de pogroms futurs, la colère de la multitude s'apparentant à un acte de « purification¹⁷⁶ ». Les nombreuses plaintes déposées auprès de la mairie contre ces tripots n'ayant eu aucun effet, les habitants se sont organisés, avec la complicité passive des troupes de police, qui ne sont pas intervenues pour ne pas envenimer la situation. Le gouvernement, par la voix du vice-ministre de la Sécurité publique, dénonce l'inefficacité de la gestion municipale, incapable de répondre aux demandes des résidents de déplacer ces « lieux de mauvaise vie » hors de portée des collèges du quartier. Quelques semaines auparavant, des incidents similaires mais de moindre ampleur s'étaient produits à Río Seco, à la frontière des districts 4 et 5, dans deux zones elles aussi relativement anciennes, avec des comités de quartier très structurés.

L'auto-organisation des résidents s'inscrit dans l'absence de l'État et de ses relais locaux. Cette faiblesse se retrouve dans les mobilisations régionales contre la mesure gouvernementale consistant à prélever une partie de l'impôt sur les hydrocarbures (IDH) pour alimenter une caisse de retraite nationale (la *renta dignidad**). Les préfectures et les municipalités n'ont pourtant pas dépensé l'excédent d'argent qui leur est parvenu de l'IDH, mais elles s'insurgent contre le centralisme de l'État. Cette « anarchie segmentaire¹⁷⁷ » est sans doute

¹⁷⁵ Voir Ivo Imperato, Jeff Ruster, *Slum Upgrading and Participation: Lessons from Latin America*, Washington D.C., Banque mondiale, 2003.

¹⁷⁶ *Pulso*, 20-27 octobre 2007, éditorial, p. 3.

¹⁷⁷ Jean-Pierre Lavaud, « Bolivie : vers l'anarchie segmentaire ? L'ethnicisation de la vie politique », *Hérodote*, 123, 2006, p. 62-81.

le principal problème du gouvernement Morales, qui n'a jamais conçu l'État que comme une garantie des intérêts privés et corporatistes. De façon plus générale, depuis mon installation en Bolivie, j'ai pu observer de près les relations entre l'État et les organisations sociales. Souvent clientélistes (demande de postes, refus d'une quelconque fiscalisation ou de la normalisation des règles professionnelles dans les secteurs informels, etc.), elles ne me semblent pas contribuer à un renforcement des quartiers les plus démunis.

Ainsi, en juin 2007 auraient dû commencer les travaux de remplacement des citernes en plastique par une citerne en béton, surélevée afin de garantir une meilleure pression. Quelques mois plus tard, il n'en est toujours rien. L'entreprise elle-même tarde à mettre en place ses nouvelles structures. « Nous pensons que le modèle pourra être mis en place à la fin de l'année, mais nous devons avancer calmement, car il s'agit de la plus grande entreprise d'eau du pays, qui aura des caractéristiques uniques en termes de fiscalisation », déclare ainsi Julián Pérez, un proche conseiller du ministre de l'Eau (*La Razón*, 31.7.07). Elle aurait déjà défini six principes : « universalité, transparence, principe de révocation, efficacité et responsabilité, équité et solidarité, participation et contrôle social ». Il reste cependant difficile d'évaluer son action à court terme. Si on voit, dans les journaux, que tel ou tel quartier vient d'inaugurer un projet, en présence du ministre et du gérant de l'entreprise, on n'entend pas encore parler d'un plan de grande ampleur pour les zones urbaines périphériques les moins équipées, contrairement aux zones rurales. Le ministre de l'Eau court de coopération en ambassade, en Bolivie ou à l'étranger, pour financer d'autres petits projets locaux, au risque d'être accusé de profiter de son mandat pour se divertir ; une photographie, pourtant anodine, de lui avec sa directrice de cabinet devant un monument romain circule même sur Internet et constitue le prétexte d'une campagne politique de dénigrement, reprise en partie par des organisations proches du MAS. On ne sait pas trop, parfois, où commence et où s'arrête le contrôle exercé sur les dirigeants – une des originalités des organisations politiques de base en Bolivie. Quelques jours plus tard, le ministre Abel Mamani contre-attaque en accusant ceux qui l'ont mis en cause de malversations et de trafic d'influence

dans un contrat de coopération internationale – la politique politicienne n’aura pas mis longtemps à réinvestir le projet de transformation sociale. Le ministre tombera finalement en novembre 2007, après d’autres accusations mettant en doute son intégrité morale. La Fédération des comités de quartier exige alors qu’il soit remplacé par une personne issue elle aussi d’El Alto.

Mon positionnement sur le terrain me donne une perspective quelque peu décalée sur le processus de changement enclenché par le gouvernement. Je suis loin de la description faite par le vice-président de l’insertion des formes d’auto-organisation dans la politique nationale : « Les comités de quartier à El Alto sont des assemblées qui se réunissent périodiquement pour s’occuper des problèmes quotidiens (eau, électricité, égouts, écoles, espaces verts, etc.), dans un pays où l’État donne très peu à la société et où les villes sont le fruit de l’autoconstruction des émigrés des zones rurales qui, en cours de route, ont bâti leur maison avec l’aide des voisins. Ils représentent une sorte de force collective de/dans la pénurie. Ces comités de quartier ont réussi ces dernières années à créer de larges réseaux de mobilisation dans la ville d’El Alto et ses alentours. Ils existent depuis plus de cinquante ans mais, ces dernières années, leurs revendications ont pris un tour plus politique. Ils ont avancé des mots d’ordre à caractère plus global : nationalisation des ressources naturelles, formation d’une Assemblée constituante, mise en examen du gouvernement Sánchez de Lozada pour le massacre d’octobre 2003, etc. L’unité d’habitation apparaît donc comme le noyau organisationnel de base : en Bolivie, tout part des unités familiales. Ce sont des voisins, pas une classe, avec des identités sociales et des origines socio-économiques multiples. On y trouve le paysan migrant à cheval entre la ville et la campagne, l’ouvrier précaire d’une micro-entreprise, le policier, l’étudiant, le vendeur. Suivant les lieux, l’identité ouvrière ou indigène peut être davantage représentée...¹⁷⁸ »

Mon sentiment de décalage se trouve conforté par l’actualité politique. Alors que, en cette année 2007, le collègue Solidaridad

¹⁷⁸ Álvaro García Linera, « La montée au pouvoir des mouvements sociaux en Bolivie. Entretien avec Franklin Ramírez Gallegos & Pablo Stefanoni », *Mouvements*, 2006, 47-48.

s'apprête à procéder à la distribution du bon Juancito Pinto (une allocation de 200 bolivianos distribuée à tous les élèves scolarisés à l'école primaire), la Bolivie s'embrace de nouveau. Le MAS a refusé d'inclure la discussion sur le changement de siège du gouvernement (depuis plus d'un siècle à La Paz, Sucre n'étant que la capitale institutionnelle) dans les débats sur la nouvelle Constitution politique de l'État, tel est le prétexte que prennent les forces d'opposition, via un comité civique monté de toutes pièces, pour bloquer la tenue des sessions à Sucre. Plusieurs députés de la Constituante proches du gouvernement sont agressés, au point que le manque de sécurité pousse l'Assemblée à siéger dans le collège militaire de la ville. Les élus d'opposition refusent de participer aux sessions, laissant ainsi la voie libre à l'adoption, le 24 novembre, de la nouvelle Constitution proposée par le MAS. Pendant ce temps, de violents affrontements ont lieu dans la ville entre les « étudiants », apparemment bien aidés par les milices de Santa Cruz, et la police. Le bilan est lourd : des centaines de blessés et trois manifestants tués. Les calibres des balles ne correspondant pas à celui des armes réglementaires, les uns et les autres s'accusent mutuellement d'avoir employé des francs-tireurs. Un air de déjà-vu résonne : en 2002, au Venezuela, l'opposition avait fait tirer sur sa propre manifestation pour légitimer la destitution du président Hugo Chávez par un coup d'État militaire. En Bolivie, les voix demandant le départ d'Evo Morales n'ont jamais été aussi fortes, ni autant relayées par les médias – ne manque que l'intervention de l'armée pour parachever le tout, mais jusqu'à présent elle demeure fidèle à la légalité du vote de décembre 2005. Quelques jours plus tard, début décembre, afin de sortir de la crise, Evo Morales demandera un référendum révocatoire pour lui et les préfets. « Il ne faut pas avoir peur du peuple », lance-t-il alors en guise de défi à ses adversaires politiques (voir l'excursus : Qui peut dire « ce que vit le peuple » ?).

Intervention

Qui peut dire « ce que vit le peuple » ?

Les affrontements de Sucre sur la *capitalidad**

Décembre 2007, mis en ligne sur le site de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC)

Les 23-25 novembre 2007 à Sucre, capitale institutionnelle de la Bolivie¹⁷⁹, de violents et sanglants affrontements ont eu lieu entre des étudiants (ou supposés tels) protestant contre la non-inclusion du thème de la capitale dans les débats sur la nouvelle Constitution politique de l'État et les forces de l'ordre défendant l'accès au lycée militaire dans lequel s'étaient réfugiés les « constituants » proches du pouvoir pour délibérer, en l'absence des élus de l'opposition. Les « comités civiques », opposés au gouvernement, annoncent une grève de la faim, et certaines « mauvaises langues » disent qu'« ils vont enfin connaître ce que vit le peuple... »

Vaincre ou périr

Du côté de l'opposition, il s'agit pour les préfetures des régions orientales, qui sont devenues la figure de proue de la résistance à la présidence d'Evo Morales, de vaincre ou périr – sous peine de voir disparaître l'autonomie départementale qui définit l'essentiel de leur projet politique. En ce sens, la décision gouvernementale de modifier la répartition des bénéfices de l'impôt sur les hydrocarbures en finançant une caisse d'allocation vieillesse universelle (la *renta dignidad*), mais aussi en attribuant plus d'argent aux mairies au détriment des départements, ne laisse aux préfetures d'autre solution que de renverser le pouvoir en place pour préserver des rentrées économiques qu'elles n'arrivent pourtant pas à dépenser totalement. Car il s'agit du fondement de ce nouveau pouvoir acquis par les préfets depuis leur élection en 2005 (ils étaient auparavant nommés par le président).

Dans cette perspective, les débats sur la capitale constituent pour l'opposition un prétexte pour freiner la réforme constitutionnelle, qui vise à reconnaître les populations indigènes et à réduire les inégalités sociales en répartissant autrement les richesses de la nation. Les régions orientales du pays, dont les préfets comme les dirigeants des comités civiques monopolisent la représentation dans les médias, sont en effet considérées comme les parties les plus dynamiques et les plus riches du pays – ce que l'exploitation des gisements de gaz sur les territoires des départements orientaux ne saurait démentir. Leurs porte-parole sont ainsi parmi les propriétaires les plus importants de l'industrie agro-industrielle du pays, à l'image de Branko Marinković, président du Comité civique pro-Santa Cruz, à la tête d'une grande entreprise nationale de production d'huile. Ce sont aussi eux qui sont accusés par Evo Morales de mener une véritable « guerre économique » en favorisant l'inflation sur les biens de consommation élémentaires (comme la viande, secteur contrôlé par les grands agro-industriels de l'Orient bolivien).

Ces dirigeants étant aussi les propriétaires des grands médias privés (par exemple, la chaîne Unitel est entre les mains de la plus grande famille de propriétaires terriens, les Monasterio), les événements de la fin novembre 2007 à Sucre ont donné lieu à un véritable déchaînement contre le gouvernement d'Evo Morales : outre dans la répression des étudiants, sa « dérive autoritaire » se serait manifestée depuis deux ans dans le refus d'accepter tout point de vue divergeant de la ligne officielle, en particulier au sujet de la réforme constitutionnelle. L'opposition va jusqu'à déclarer

¹⁷⁹ Sucre est la capitale constitutionnelle du pays, mais depuis plus d'un siècle c'est La Paz qui est le siège du gouvernement et qui accueille notamment les pouvoirs exécutif et législatif.

que la nouvelle Constitution, approuvée dans ses grandes lignes par la majorité, n'est pas légitime. Et il faut dire que le MAS ne fait pas toujours le nécessaire pour apparaître comme un parti de gouvernement ouvert au dialogue et au respect des règles démocratiques.

Les errements du gouvernement

Les actions du MAS en matière de gestion publique ne se distinguent pas non plus par leur lisibilité. Ainsi, les déclarations triomphalistes du gouvernement sur l'approbation de la nouvelle Constitution, au lendemain des affrontements de Sucre, ne sont pas pour calmer les esprits. Au-delà des transgressions des règles de fonctionnement démocratiques, il s'agit plutôt pour le gouvernement de passer en force sur un certain nombre de projets freinés par une opposition utilisant tous les moyens légaux à sa disposition – sans parler des actions illégales de ses milices organisées. Il y a tout d'abord le Sénat, où la majorité de droite freine la promulgation de la plupart des mesures. La loi sur la répartition des terres n'a été approuvée, en novembre 2006, que grâce au retournement de plusieurs députés de l'opposition, ou de leurs suppléants en leur absence. L'approbation de la *renta dignidad* (pour les personnes âgées) a été retardée pour les mêmes raisons, et pendant plusieurs semaines les syndicats paysans proches du gouvernement ont exercé une pression quasi physique sur la place Murillo, où siège le Parlement, pression que l'opposition a eu beau jeu de dénoncer. Autre mesure centrale du programme du MAS, la nationalisation des hydrocarbures n'a pu faire l'objet que d'un décret, en mai 2006, pas d'une loi.

Mais la principale difficulté du MAS provient de la gestion de l'Assemblée constituante, dont la convocation en juillet 2006 a entériné un système de vote très proche des autres élections : sans représentation des secteurs sociaux. Le MAS n'a pas obtenu les deux tiers des élus nécessaires à l'approbation du nouveau texte. Plusieurs mois durant, une ligne modérée a tenté d'arriver à un accord avec l'opposition, tandis qu'une ligne radicale prônant de remplacer la règle des deux tiers par le vote à la majorité simple l'a finalement emporté, au mois de décembre 2006. L'opposition s'est emparée de ce prétexte pour remobiliser contre une « dérive autoritaire » qui préfigurerait le modèle de Chávez au Venezuela (les nombreuses aides octroyées par ce dernier à la Bolivie facilitant l'amalgame). Les préfets, qui avaient commencé à se révolter contre le contrôle de leurs comptes financiers, ont saisi l'occasion pour promouvoir l'autonomie départementale contre « la dictature de l'État central¹⁸⁰ ». Les mobilisations ont culminé le 12 décembre 2006 avec le « *cabildo del millón* », un rassemblement de 1 million de personnes à Santa Cruz, ironiquement rebaptisé « *cabildo de los millones* » par les partisans du gouvernement en référence aux millions de dollars investis par les entrepreneurs régionaux dans cette manifestation.

Les débats se sont ensuite radicalisés. Tout d'abord ont eu lieu, en janvier 2007 à Cochabamba, des affrontements entre syndicalistes paysans et partisans du préfet d'opposition Manfred Reyes Villa, qui voulait demander un référendum sur l'autonomie départementale. Ensuite, le projet de la *capitalidad* (faire de Sucre la

¹⁸⁰ Lors du référendum de juillet 2006 sur les autonomies départementales, le MAS a *in extremis* appelé à voter non, laissant à la droite le monopole sur le sujet. Un choix d'autant plus contradictoire qu'une partie du programme indigéniste porté par Morales consiste à promouvoir les autonomies « indigènes » sur les territoires des communautés.

capitale plénière, au détriment de La Paz, siège du gouvernement) s'est trouvé dès l'origine fortement appuyé par les comités civiques des départements orientaux. Le MAS n'ayant pas inclus ce thème dans la discussion constitutionnelle, les comités civiques de Sucre ont bloqué la poursuite des débats, y compris par la violence.

La radicalisation indianiste

Fin novembre 2007, les députés constituants proches du gouvernement se réunissent dans le lycée militaire de Sucre pour contourner le blocage (et les agressions physiques) des comités civiques. C'est une façon pour le gouvernement de faire aboutir le processus et donc de garder le soutien des secteurs sociaux – la tenue d'une Assemblée constituante est une revendication essentielle des mouvements sociaux depuis les années 1990. Mais, au-delà des aspects conjoncturels, c'est l'orientation globale de la politique gouvernementale qui est en cause. Même s'il défendait la feuille de coca comme partie intégrante de la culture ancestrale des populations dites « originaires », le MAS s'était caractérisé, depuis sa fondation, dans les années 1990, par un discours anticapitaliste promouvant la souveraineté nationale à travers le thème de la réappropriation des ressources naturelles (eau, gaz, mines, etc.) contre la mainmise des entreprises étrangères. Depuis son arrivée au pouvoir, le MAS s'est replié sur un discours indianiste qui fait de la « décolonisation » de l'État et de la société le principal objectif de la transformation sociale. L'intronisation d'Evo Morales par des autorités indigènes sur le site archéologique de Tiwanaku, un jour avant sa prise de fonctions officielle, symbolise ce tournant.

Cette « radicalisation indianiste » entraîne deux conséquences. La première est que l'affirmation sans réserve de la légitimité historique et politique de la cause indigène pose implicitement cette cause à un niveau supérieur à celui de la légalité démocratique : si des forces politiques s'y opposent, il n'est pas nécessaire de respecter les règles constitutionnelles, d'autant que l'opposition ne cesse de les détourner à son propre profit. Et, lorsque cette opposition de droite utilise les techniques de mobilisation qui étaient auparavant employées par les mouvements sociaux anticapitalistes ou indigénistes (blocages de routes, assemblées publiques, etc.), le gouvernement se trouve face à une contradiction insurmontable : en tant que gouvernement populaire, il ne saurait réprimer par la force ; il ne peut donc qu'accuser ces résistances d'être des « factions séditeuses » au service des « vieilles oligarchies » du pays. Argument que les comités civiques ont facilement contourné en s'auto-octroyant la représentation des « peuples » de leurs régions et en se posant en défenseurs de la démocratie (assimilée au droit à l'autodétermination des régions) contre l'autoritarisme du pouvoir central. Les observateurs politiques, toujours prompts à dénoncer le « populisme » des forces de gauche, se gardent bien d'employer un tel terme pour l'opposition droitière au gouvernement d'Evo Morales.

La seconde conséquence réside dans l'incapacité du gouvernement à définir un discours incluant les secteurs non indigènes de la population dans son projet de transformation sociale : les classes moyennes urbaines, mais aussi les régions orientales du pays, malgré une proportion de vote MAS qui n'a cessé d'augmenter au cours des années 2000, n'ont reçu aucune attention spécifique. La conversion massive et souvent opportuniste des intellectuels de gauche à ce discours « postcolonial », particulièrement dans les villes de La Paz et d'El Alto, identifiées comme le cœur du pouvoir central, permet aussi de comprendre la force, en retour, du thème de la *capitalidad* : faire revenir la capitale à Sucre, c'est contester l'hégémonie des régions de l'Altiplano et du « premier président indigène

d'Amérique latine ». Et, sur ce point, il est difficile d'éviter de penser qu'Evo Morales a gâché une occasion historique de refondation politique en se cantonnant dans un discours indianiste écartant de la légitimité politique jusqu'à des secteurs entiers de la population (les « classes moyennes urbaines ») qui avaient largement contribué à son élection en décembre 2005 – l'opposition de droite s'est même nourrie de ce qu'elle a n'a pas hésité à qualifier de « racisme à l'envers ». Reste cependant à savoir si, dans un pays comme la Bolivie, marqué par la force des inégalités sociales et le racisme anti-indien qui les légitime encore, il était possible de tenir un autre discours.

Peut-on révolutionner un pays en suivant des règles démocratiques que les opposants ne respectent pas ?

Un des principaux effets de la situation actuelle est que la nouvelle Constitution, qui comporte des avancées historiques en matière de construction d'un « État plurinational communautaire », décentralisé, autonome et démocratique, reconnaissant enfin les droits des populations dites « originaires »¹⁸¹, risque de se voir balayée pour des raisons qui n'ont pas forcément à voir avec son contenu – reconnaissance de la pluralité économique (communautaire, étatique et privée), garantie de l'État sur les droits fondamentaux (éducation, accès aux services de base, droit du travail, allocation vieillesse, système universel de santé, etc.), affirmation de la souveraineté nationale sur les richesses naturelles (dont l'industrialisation sera favorisée au même titre que les investissements nationaux et les structures associatives de petits producteurs urbains et ruraux). Le fait que l'opposition rejette les appels au dialogue du vice-président Álvaro García Linera et veuille proclamer les autonomies « de fait » ne semble pas conduire à un accord immédiat¹⁸².

Les événements récents en Bolivie montrent qu'un populisme conservateur, sous prétexte de dénoncer la « dérive autoritaire » et la « suspension de la démocratie », peut utiliser les règles démocratiques (et des moyens qui le sont beaucoup moins) pour bloquer toute tentative de changement. De fait, l'opposition au gouvernement a réussi à faire exister sa position dans la lutte politique pour définir ce que vit et veut « le peuple », contre les revendications que les mouvements sociaux appuyant le gouvernement d'Evo Morales pensaient être les seuls à pouvoir énoncer. Finalement,

¹⁸¹ « Est considérée comme nation ou peuple indigène originaire toute collectivité humaine qui partage identité culturelle, langue, tradition historique, institutions, territoire et conception du monde (*cosmovisión*), et dont l'existence est antérieure à la colonie espagnole » (art. 30). Les peuples autochtones boliviens sont généralement désignés comme « originaires » dans les Andes, et « indigènes » en Amazonie. Sans qu'elle leur soit totalement imputable, cette distinction difficilement objectivable provient entre autres du vocabulaire employé par les ONG agissant auprès des organisations représentant les intérêts de ces populations. Ajoutons que, au sein d'une majorité du mouvement syndical paysan, il existe un rejet significatif de toute étiquette « autochtone » : c'est particulièrement le cas des syndicats de colonisateurs ou de certaines fédérations départementales paysannes. C'est la raison pour laquelle la nouvelle Constitution bolivienne érige en sujet de droit les populations « indigènes-originaires-paysannes » dès lors qu'il s'agit de doter les communautés rurales de droits collectifs.

¹⁸² Voir Salvador Schavelzon, *El nacimiento del Estado Plurinacional de Bolivia. Etnografía de una Asamblea Constituyente*, La Paz, Clacso-Plural-IWGIA-Cejis, 2012.

le tout est de savoir s'il est possible d'enclencher un processus de transformation sociale par des voies démocratiques, en s'appuyant sur la légitimité d'un vote et d'une action gouvernementale régie par des règles constitutionnelles.

foto alasitas maison

Chapitre 4 – Consolidations : l’envers de la « ville aymara »

« Le drame dont il est question n’est pas celui de l’homme divisé entre deux civilisations, mais celui de la double appartenance, à une culture occidentale et à une société minoritaire. »

Roger Bastide, *Le Prochain et le Lointain*, 1970

« La pluie était devenue une chanson déchaînée, frappant furieusement les étendues incommensurables. De grands sillons de pluie, qui balayaient la plaine et l’inondaient. On entendait les ruisseaux dévaler, et dans les petits puits nouvellement formés tomber les gouttes persistantes, avec des sons métalliques, presque musicaux...
« L’Altiplano était un immense tambour assourdissant. »

Óscar Cerruto, *Cerco de penumbras*, 1958

L'imaginaire de l'exode rural

Les périphéries en expansion des villes des pays des Sud sont très souvent analysées au prisme des dynamiques migratoires de la campagne vers la ville¹⁸³. Ainsi, dans la zone andine, où le taux d'urbanisation est passé de 48 % en 1960 à 72 % en 1994¹⁸⁴, pour atteindre près de 80 % en 2008¹⁸⁵, l'abandon des efforts de modernisation paysanne à partir des années 1970 a produit une migration rurale d'autant plus forte que les paysans ont subi les effets des politiques d'ajustement structurel et la libéralisation des échanges du marché mondial¹⁸⁶. La notion d'explosion urbaine a permis de souligner les risques démographiques, socio-économiques et environnementaux liés à la croissance démographique des grandes métropoles, qui est fréquemment assimilée à la disparition accélérée des sociétés paysannes, selon un schéma ainsi résumé par Paul Bairoch : « Rechercher les causes de l'inflation urbaine revient aussi à chercher celles de l'exode rural¹⁸⁷. » La concentration de la population des pays des Sud dans les grandes villes est ainsi corrélée à l'absence de développement économique, qu'il soit industriel ou agricole.

L'école française d'analyse spatiale a, dans les années 1970, reconnu la place importante des effets de la migration rurale, mais elle a aussi insisté sur le caractère systémique des processus d'urbanisation : chaque ville évolue selon sa logique propre, dans une dynamique fonctionnant à l'échelle nationale, voire régionale¹⁸⁸. De nombreux travaux ont ensuite révélé l'impact de plus en plus prépondérant de la croissance endogène des métropoles d'Amérique latine : « L'idée, courante, d'un dépeuplement des campagnes ne se vérifie pas empiriquement. [...] À la fin des années 1980, certains

¹⁸³ Voir Jean-François Troin, *Les Métropoles des « Sud »*, Paris, Ellipses, 2000.

¹⁸⁴ François Moriconi-Ebrard, « Explosion urbaine... », *op. cit.*, p. 13.

¹⁸⁵ ONU-Habitat, 2008, *State of the World's Cities. Harmonious Cities*, Washington, ONU Monitoring & Research Division.

¹⁸⁶ Voir Deborah Bryceson, « Disappearing peasantries? Rural labour redundancy in the neo-liberal era and beyond », in Deborah Bryceson, Cristóbal Kay, Jos Mooij (dir.), *Disappearing Peasantries? Rural labour in Latin America, Asia and Africa*, Londres, Intermediate Technology Publications, 2000.

¹⁸⁷ Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, 1992 [1971], p. 367.

¹⁸⁸ Voir Denise Pumain, « Pour une théorie évolutive des villes », *L'Espace géographique*, 2, 1997, p. 119-134.

auteurs ont émis l'hypothèse d'une certaine capacité de rétention et même d'attraction des zones rurales. Les recensements récents, réalisés depuis l'année 2000, ont globalement infirmé ce pronostic hâtif, sauf dans quelques rares pays comme l'Équateur et la Bolivie. [...] Il semble que les changements récents dans les systèmes de production agricole ont plutôt eu pour effet d'augmenter la mobilité de travailleurs agricoles qui vivent en ville ou ont une double résidence¹⁸⁹. »

Les travaux existants sur les villes d'Amérique latine s'accordent pour penser désormais l'extension de ces espaces périurbains en dehors du modèle de la migration rurale, schème qui a été élaboré pour des étapes antérieures des transformations sociales des grandes métropoles : « Avec l'avancée du processus d'urbanisation, les migrations des campagnes vers les villes, qui dominaient depuis les années 1940 les flux internes, sont progressivement remplacées par un système migratoire plus diversifié, incluant les migrations entre villes, la migration intra-métropolitaine et l'intensification de formes de mobilité temporaire et/ou circulaire¹⁹⁰ », notamment à l'intérieur de l'aire métropolitaine à partir des années 1990. La croissance endogène de plus en plus importante des métropoles sud-américaines doit donc avoir des effets spécifiques sur les styles de vie et les rapports sociaux des populations qui y habitent, ce qui remettant en cause la préférence spontanément accordée au modèle de la migration rurale.

Si les représentations des villes engagent tout un imaginaire politique¹⁹¹, la vision ordinaire d'El Alto comme « rebelle » repose sur le schème d'une incorporation des mondes indigènes et ruraux. Certains dirigeants d'Agua del Illimani, l'entreprise redevenue publique en 2007, perçoivent encore cette ville comme le refuge de paysans qui n'auraient pas de quoi vivre dans leur communauté

¹⁸⁹ Françoise Dureau, Vincent Gouëset, Évelyne Mesclier, *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 61.

¹⁹⁰ Daniela Simioni, Joan Mac Donald, *El espacio regional. Hacia la consolidación de los asentamientos humanos en América Latina y el Caribe*, Santiago du Chili, Cepal, 2001, p. 35.

¹⁹¹ Voir Brenda Yeoh, *Contesting Space. Power Relations and the Urban Built Environment in Colonial Singapore*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

d'origine ; s'ils ne sont pas habitués à utiliser l'eau courante, il n'est évidemment pas nécessaire de leur fournir la même qualité de services urbains que celle dont disposent les quartiers plus favorisés. Une forme de dualisme s'enracine ainsi dans une identification des plus défavorisés au monde rural : on leur réserve un service de second ordre, s'appuyant sur la participation communautaire et le soutien de la coopération internationale¹⁹². De tels schémas interprétatifs doivent être questionnés, dans la mesure où la notion d'exode rural ne permet pas plus d'expliquer la croissance urbaine des espaces périphériques que les effets politiques de cette croissance – en particulier les aspirations à un style de vie urbain. L'extension de l'urbanisation produit en effet des changements non négligeables en termes de pratiques culturelles : consommation alimentaire, aspirations aux services de base, etc.¹⁹³

Le rapport de l'ONU-Habitat *The Challenge of Slums* caractérise les bidonvilles par le surpeuplement, le logement informel, l'accès insuffisant à une eau saine, le manque d'hygiène et l'insécurité quant au fait de rester dans son domicile¹⁹⁴. Or ces spécificités matérielles, économiques et juridiques de la marginalité correspondent difficilement aux quartiers en expansion et sous-équipés d'El Alto, dont la particularité est la faible densité de population. Par ailleurs, cette définition exclut d'autres facteurs de pauvreté, comme l'informalité du travail, la distance entre le lieu de travail et le logement, le type de logement ou encore des éléments relevant de la « pauvreté relative », liée à la perception qu'ont les habitants de leur condition. Si l'on s'en tient à la définition fournie par l'ONU, les quartiers périphériques d'El Alto ne sont pas des bidonvilles à proprement parler, d'autant que si l'on considère l'importance du commerce de gros et de détail, de l'activité industrielle et en général du dynamisme économique d'une bourgeoisie *chola** irradiant sur

¹⁹² Voir S. Jaglin, « L'eau potable... », art. cit., 2011 ; « La participation au service du néolibéralisme ? », art. cit., 2005.

¹⁹³ Voir George Gray Molina, « Los impactos de la desaceleración económica global en Bolivia », in *Desaceleración, crisis alimentaria, inflación y mercados*, La Paz, Fundación Foro por la Paz, 2008, p. 3-8.

¹⁹⁴ ONU-Habitat, 2003, *The Challenge of Slums*, Washington, ONU Monitoring & Research Division.

l'économie régionale¹⁹⁵, on constate qu'ils abritent des perspectives de transformation, d'amélioration de l'habitat précaire qui ne sont pas inscrites dans cette définition¹⁹⁶. Les quartiers en expansion n'en présentent pas moins des problèmes structurels en matière d'accès au logement, d'hygiène et de pauvreté ou de précarité – d'autant que, à 4 000 mètres d'altitude, les conditions climatiques font une nécessité vitale d'avoir rapidement une maison « en dur »¹⁹⁷.

Routes et déroutes d'une monographie de quartier

La validation de l'hypothèse d'une croissance endogène, contre la fiction politique de la ville indigène, rurale et rebelle, requiert une appréhension plus complète des différents processus de l'étalement urbain dans les zones périphériques. Je suis donc conduit à élargir mon enquête au-delà de la monographie de quartier, pour plusieurs raisons qui renvoient aussi bien à ma relation aux enquêtés qu'à l'objet que j'ai construit à partir de ce premier terrain. Au commencement de l'enquête, le choix de l'une des zones les plus marginales de la ville périphérique d'El Alto, dans des conditions particulièrement défavorisées où la pauvreté des populations résidentes redoublait la distance avec les réseaux d'équipement en services de base, devait me permettre d'étudier avec plus de clarté qu'ailleurs les effets sociaux des politiques de privatisation des services. Alban Bensa a bien remarqué la tendance des « jeunes enquêteurs » contemporains à se concentrer sur « les malheurs de la modernité » et à mener « l'étude ciblée de la souffrance dans tous ses avatars contemporains [...] : placées au cœur de l'enquête, les injustices, la violence, les inégalités et les discriminations [...] questionnent tout autrement la démarche d'enquête que l'intérêt pour les systèmes de parenté, les modes de pensée ou les idéologies religieuses¹⁹⁸ ».

¹⁹⁵ Voir Carlos Laruta, « El Alto, manual para ingenuos », La Paz, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, *Cipca Notas* 79, 2004 ; Nico Tassi, *The Native World-System: An Ethnography of Bolivian Aymara Traders in the Global Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

¹⁹⁶ Voir Marcel Roncayolo, *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1990.

¹⁹⁷ Voir A. Franqueville et al., *El Alto de La Paz, op. cit.*

¹⁹⁸ Alban Bensa, « Retour sur une ethnologie au long cours », in Alban Bensa, Didier Fassin (dir.), *Les Politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, 2008.

Sous l'angle de l'accès aux services de base, la situation du quartier Solidaridad m'avait ainsi semblé propice à l'étude des rapports de domination pesant sur les populations les plus défavorisées des villes des Sud¹⁹⁹. Ce n'est donc pas sans raisons que je m'étais frotté à un terrain le plus difficile d'accès possible : éloigné, à l'écart des axes principaux de transports, sur des routes mauvaises, balayées par le vent et la poussière, avec un climat épuisant où alternent un froid glacial et les brûlures du soleil en altitude. Et ce n'était qu'en allant sur place, en affrontant ces conditions « extrêmes » – le *barrio* Solidaridad ne pouvait être habité que par les populations les plus défavorisées et les plus démunies – que j'avais le sentiment de pouvoir réellement découvrir les fondements des conflits environnementaux en Bolivie.

Lors de l'enquête, les entretiens destinés à recueillir des récits de vie avaient fait apparaître des situations familiales et individuelles difficiles, tout à fait conformes à ce que l'on s'attendrait à trouver dans de telles zones périphériques de pauvreté urbaine, mais qui creusaient en même temps un écart avec la fiction d'El Alto comme ville rebelle, peuplée de migrants ruraux et indigènes de l'Altiplano qui auraient transposé dans les quartiers de la ville leurs formes « traditionnelles » d'organisation et de mobilisation : c'est cette vision politique qui était alors communément reprise, sans être véritablement interrogée, par la plupart des chercheurs travaillant sur El Alto après la « guerre du gaz » d'octobre 2003²⁰⁰. Or, même en ces temps d'arrivée du MAS au pouvoir, les résidents du quartier exprimaient une forme d'indifférence à l'égard de la politique officielle – ils n'avaient pas participé à la « guerre du gaz », ni aux mobilisations de 2005 en faveur de la remunicipalisation du service des eaux de la concession La Paz-El Alto. En revanche, les assemblées de quartier révélaient une politisation « par nécessité » tout à fait conforme aux luttes sociales observées dans d'autres zones d'autoconstruction en Amérique latine

¹⁹⁹ Voir Bruno Lautier, « Le léopard et la panthère écossaise. Mondialisation, éclatement spatial et fractionnement social dans les métropoles latino-américaines », in Annik Osmont, Charles Goldblum (dir.), *Villes et citoyens dans la mondialisation*, Paris, Karthala, 2003.

²⁰⁰ Voir par exemple : Sian Lazar, *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*, Durham, Duke University Press, 2008.

à leur commencement : des mobilisations non pour des causes politiques reconnues (contre la privatisation des ressources, etc.)²⁰¹, mais pour la reconnaissance légale du quartier, puis pour l'installation de réseaux d'électricité et d'eau.

Non seulement le *barrio* Solidaridad livre une image quelque peu extrême des zones périphériques d'El Alto, mais la monographie de quartier se heurte en outre à des difficultés créées par ma propre position d'enquêteur engagé sur son terrain. Afin d'établir des liens avec les habitants²⁰², j'ai accepté de parrainer deux classes pour leurs cérémonies de la fin de l'année 2006. Mais les sollicitations ne s'arrêtent pas là, ma qualité d'Européen ne faisant que renforcer en le naturalisant ce statut de « bienfaiteur » qui me dote presque de pouvoirs magiques : j'ai de l'argent et des contacts hors du quartier, que je peux mettre à leur disposition. De plus en plus de familles me demandent de parrainer un de leurs enfants, alors que je les connais à peine la plupart du temps. Il est très difficile de repousser les demandes, et ces refus me coupent invariablement de ces résidents et de ceux qui les connaissent, comme si je ne présentais plus aucun intérêt pour eux. D'un point de vue émotionnel, ces refus sont difficiles à assumer, et générateurs d'une intense culpabilité. C'est sur ce constat que je décide d'élargir mon enquête à d'autres quartiers, et à d'autres méthodes.

Je garde cependant le contact avec mes principales informatrices de Solidaridad, que je continue de visiter régulièrement, mais je décide momentanément de mettre fin à cet « inconfort ethnographique²⁰³ » en ne me limitant plus à un seul site déterminé et circonscrit. Cette décision pourrait être interprétée comme une rupture avec l'« obligation d'engagement » dont parle Michel Agier dans son

²⁰¹ Pour une étude de certaines expériences « exceptionnelles » de politisation populaire dans d'autres métropoles d'Amérique latine, voir Javier Auyero, *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Durham, Duke University Press, 2001 ; *Vidas beligerantes. Dos mujeres argentinas, dos protestas y la búsqueda de reconocimiento*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2004.

²⁰² Voir Nadia Mohia, *L'Expérience de terrain. Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2008.

²⁰³ Didier Fassin, « L'inquiétude ethnographique », in A. Bensa, D. Fassin (dir.), *Les Politiques de l'enquête.*, op. cit.

analyse des nouvelles conditions du travail ethnographique. Il ne s'agit pourtant pas à mes yeux d'une concession faite au « défaitisme de l'anthropologie post-moderne », qui affirme que, puisque le terrain n'est qu'un simple « procédé de légitimation hérité de l'ethnologie classique », l'enquêteur y est contraint d'« annexer sa parole à celle de ses interlocuteurs » ; au contraire, c'est justement parce que je veux continuer à « être présent et répondre aux demandes et sollicitations²⁰⁴ » sans tomber dans l'*anthropological advocacy* (« le plaidoyer anthropologique »)²⁰⁵ que je ressens la nécessité de rompre avec la situation de *double bind* (« double contrainte ») dans laquelle j'ai l'impression de me trouver – faire mon enquête en quelque sorte « sur le dos » des habitants du *barrio* Solidaridad, avec peu de chances d'obtenir les retombées institutionnelles ou économiques qu'ils en attendent, si ce n'est quelques parrainages.

Il faut revenir ici sur l'épisode de l'installation d'une borne-fontaine à Solidaridad. La militante canadienne de l'eau Maude Barlow avait en effet fait preuve d'une grande générosité en visitant le quartier en compagnie d'un groupe de chercheurs et de militants engagés qui s'étaient réunis à La Paz en 2005 (voir *supra* chapitre 2 p. XXX) : elle avait tout de suite promis de trouver des fonds pour équiper le quartier en citernes, et fait envoyer quelques semaines plus tard 5 000 dollars à une fondation bolivienne qui avait travaillé de concert avec le nouveau ministère de l'Eau, créé en 2006 par le premier gouvernement d'Evo Morales pour équiper Solidaridad. L'action de Maude Barlow, dont je trouvais toutefois les écrits sur « l'or bleu » quelque peu réducteurs dans leur analyse des causes des inégalités (elle ne retenait que les évidents déboires des privatisations, sans prendre en compte la multiplicité des facteurs en jeu, comme les processus urbains ou la gestion municipale défailante des territoires défavorisés), questionnait ma propre présence sur le terrain : ne devais-je pas renoncer au travail d'interprétation du monde pour tenter, un tant soit peu, de le transformer ? Je n'en étais pas convaincu

²⁰⁴ Michel Agier, « Nouveaux contextes, nouveaux engagements. Comment être sur le terrain aujourd'hui ? », in Michel Agier (dir.), *Anthropologues en dangers*, Paris, Jean-Michel Place, 1997, p. 24.

²⁰⁵ Voir Robert Paine (dir.), *Advocacy and Anthropology. First Encounters*, St John's Newfoundland, Iser-Memorial University of Newfoundland, 1985.

sur le moment, mais la tension créée par les demandes de parrainage devint peu à peu trop difficile à gérer d'un point de vue relationnel.

Il y a aussi une autre raison à ce qui peut être interprété comme un « adieu au voyage²⁰⁶ » ethnographique. Le refus de la vision populiste qui exalte le caractère spontanément rebelle des populations d'El Alto rend difficile d'éviter une forme de misérabilisme, une véritable « tentation du vide » pour l'enquêteur placé, dans une zone périphérique comme le *barrio* Solidaridad, face au dénuement apparent des habitants vivant dans des maisons sans chauffage, sans isolation et sans accès à l'eau ; à l'absence d'équipements collectifs (centres de santé, réseau de transports, et même simplement rues pavées et entretenues, etc.) ; aux carences alimentaires et aux problèmes d'hygiène, qui provoquent chez les enfants des maladies évidentes (verrues, diarrhées, etc.). Tout contribue à ce que l'empathie pour les habitants du quartier ramène inlassablement aux détresses subjectives et aux drames familiaux. La charge émotionnelle est forte, l'apport scientifique en revanche reste relativement faible, tant le regard reste pris dans une forme de misérabilisme reliant les conditions de vie des plus pauvres à leur environnement immédiat. Face à ce sentiment qu'il n'y a finalement pas besoin de la sociologie ou de l'anthropologie pour décrire la misère, les contacts noués les mois précédents avec des responsables du ministère de l'Eau et de l'Epsas me font penser que je peux rendre ma recherche utile en élaborant un cadre d'analyse expliquant les inégalités et les obstacles à l'équipement à l'échelle de l'ensemble des zones périphériques de la ville.

Misérabilisme ethnographique et inégalités environnementales

Le monticule des ordures municipales se dresse au milieu de la plaine sèche et terreuse du district 7 d'El Alto, qui s'étend jusqu'aux premiers contreforts de la cordillère Royale. La route qui serpente autour du site jusqu'à la plate-forme située à son sommet dévoile les cimes blanches du Huayna Potosí, dont les glaciers, qui culminent à plus de 6 000 mètres d'altitude, fournissent une partie de l'eau potable et de l'énergie hydro-électrique de la ville de La Paz. Le visiteur n'attend pas d'ouvrir la portière de la voiture pour que les

²⁰⁶ Voir Vincent Debaene, *L'Adieu au voyage. L'ethnologie française entre science et littérature*, Paris, Gallimard, 2010.

odeurs et les fumées des ordures qui brûlent le prennent à la gorge, au nez, aux yeux. Il y a pourtant là une dizaine de personnes, éparées, qui travaillent, fouillant dans les détritiques, les entassant à la pelle et les incendiant une fois le tri effectué. Tout le quartier autour du *basurero* (« décharge d'ordures ») d'El Alto, connu sous le nom d'Estrella del Norte (« Étoile du Nord »), est en fait centré sur le traitement des déchets. Il regroupe quelques maisons d'*adobe* le long de la route qui relie le site aux zones plus denses de la ville. Délimitées par des murets, elles comptent plusieurs étages et paraissent abriter une intense activité, liée au va-et-vient incessant des camions qui apportent les volumineux sacs de jute contenant les détritiques.

L'habitat de ce quartier ne correspond pas tout à fait à celui des zones défavorisées d'El Alto, où les maisons sont généralement d'une seule pièce et où, dans les ménages, seuls les hommes en âge de travailler sont effectivement employés, de façon précaire et dans d'autres secteurs de la ville. Ce statut d'exception, dans lequel la majorité des hommes travaille, est lié à l'activité économique du traitement des déchets : partout ailleurs, on observe un lien entre pauvreté urbaine et dégradation des conditions de vie matérielles. Si l'on définit de façon minimaliste la notion d'inégalité environnementale comme « une inégalité d'exposition aux nuisances et aux risques environnementaux et une inégalité d'accès aux aménités et ressources environnementales²⁰⁷ », il est évident qu'elle recoupe largement les inégalités économiques et sociales qui traversent l'espace urbain d'El Alto, où l'on constate des inégalités d'accès aux biens élémentaires, des inégalités face aux risques sanitaires, des inégalités quant à la capacité de faire agir les puissances publiques, etc.

Si les inégalités environnementales sont une simple déclinaison des inégalités sociales, on peut se demander s'il est pertinent d'en faire un sujet d'enquête et si l'on n'est pas condamné à constater que l'inégale capacité des résidents à se protéger des nuisances qui affectent leurs quartiers est liée à leurs mauvaises conditions d'accès à des services urbains et à l'insuffisance, voire l'inexistence, des politiques d'aménagement des territoires. De nombreuses études ont observé que « les populations défavorisées sont soumises à des risques environnementaux particulièrement élevés, mais ces travaux sont souvent critiqués pour leur manque de rigueur. Les critiques portent principalement sur le niveau géographique d'analyse, la définition des populations "à risque" et des groupes de référence, l'impossibilité de généraliser à partir d'études de cas ainsi que

²⁰⁷ Cyria Emelianoff, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales », *ESO-Travaux et Documents*, 25, 2008 (p. 35-43), p. 36.

l'utilisation d'outils statistiques inappropriés²⁰⁸ ». Dans cette perspective, une approche ethnographique semble peu à même de passer de la situation locale à des diagnostics englobant la diversité des situations et des causes possibles. Sans une vue d'ensemble des différenciations de l'espace urbain, on ne peut guère qu'adopter la rhétorique de l'exemplarité : le terrain choisi serait « révélateur » des inégalités affectant les populations pauvres. Mais n'est-il pas évident que les inégalités environnementales frappent davantage les quartiers les plus défavorisés ?

Visions périphériques

J'ai acquis au fil de mes enquêtes une connaissance relativement précise des zones périphériques. Le district 8 se situe sur la route d'Oruro, au-delà de l'usine d'YPFB, l'entreprise nationale d'hydrocarbures. On y accède en vingt minutes seulement depuis le carrefour de la Ceja, qui marque la frontière avec La Paz. La route, large et goudronnée, traverse une zone industrielle qui réduit le trafic de passagers pour laisser place aux camions de transport. C'est avec l'ingénieure d'Epsas Julia, chargée du district 8, que j'accède pour la première fois, en 2007, à une zone constituée de plusieurs urbanisations peu denses et espacées : les quartiers 20 de Mayo, Carmen, Florida, Los Angeles et 3 de Mayo. Il y a peu de données sur le district 8, et encore moins sur ces quartiers limitrophes entre El Alto et la municipalité rurale d'Achocalla, située en contrebas d'El Alto et qui communique avec la zone sud de La Paz. Les cartes d'Epsas, pourtant mises à jour plus récemment que celles du recensement de 2001, ne les mentionnent pas totalement, alors que ces urbanisations ont été inaugurées à la fin des années 1990. Ce vide administratif correspond à leur situation de zones frontalières : leur rattachement à El Alto est finalement récent, et Aguas del Illimani n'acceptait pas d'étendre le réseau jusqu'à ces secteurs puisqu'ils se trouvaient à l'extérieur de la concession définie en 1997. La ville d'El Alto grignotant sans répit les villes voisines, il fut décidé en 2006 de lui rattacher ces quartiers frontaliers.

Au moment de ma première visite, un projet d'équipement de la zone est en cours. L'ingénieure Julia passe dans chaque rue évaluer

²⁰⁸ Lucie Laurian, « Environmental injustice in France », *Journal of Environmental Planning and Management*, 51 (1), 2008 (p. 55-79), p. 71.

la densité de la population afin de vérifier la pertinence de l'installation des canalisations : il faut qu'un bloc de dix maisons en comporte au moins cinq d'habitées pour qu'il y ait extension. L'inspection est ainsi l'occasion d'une intense négociation entre l'ingénieure et les présidents de zone. Ceux-ci l'attendent à l'entrée du quartier et l'accompagnent tout au long de la visite. Il s'agit pour eux de montrer le bien-fondé de la demande de raccordement en prouvant que la plupart des lots sont occupés. Lorsqu'elle est d'accord, l'ingénieure ajoute au crayon bleu une canalisation supplémentaire sur ses cartes. Bien que ses relations avec les résidents soient cordiales, une certaine tension affleure : sans doute parce qu'elle est une femme, elle met de la distance pour faire respecter sa décision finale. Tout en restant polie, elle fait comprendre aux présidents de zone que c'est elle qui, à la fin, décide d'apporter ou non des modifications au projet initialement répertorié.

Une visite la semaine suivante permet de saisir le déroulement pratique de l'extension du réseau. Les présidents des urbanisations attendent l'ingénieure à l'entrée du quartier. Elle est accompagnée de deux techniciens qui l'aident à tracer l'emplacement de la canalisation que les habitants devront ensuite creuser. Elle prend les mesures de la rue choisie tandis que les ingénieurs, aidés de quelques résidents, tracent à la chaux la ligne d'excavation, sur 200 mètres. L'opération dure un quart d'heure environ, puis les ingénieurs d'Epsas partent sur un autre chantier. Les résidents semblent mécontents de la brièveté de l'opération : une seule rue a été validée ce matin-là, alors qu'ils s'attendaient à connecter l'ensemble de la zone. En réalité, l'ingénieure avait annoncé au début de la visite qu'elle venait pour commencer le chantier sans perdre de temps à attendre la signature de la convention entre Epsas et la mairie du district 8. En fait, elle a dû aussi discuter avec les résidents, qui commencent à s'impatienter face à la lenteur du processus d'installation.

Après son départ, les présidents de zone décident donc de faire pression conjointement sur la mairie et sur Epsas en refusant qu'une des urbanisations soit équipée avant les autres. Il leur faut par ailleurs récupérer une machine pour creuser la canalisation, mais aussi obtenir un entretien auprès du maire afin d'accélérer la signature de la

convention. Les motivations des présidents de zone sont directement liées à l'organisation des quartiers (plusieurs fois, ils évoquent leur obligation de rendre des comptes aux résidents, qui les ont désignés comme responsables) : un des enjeux de ces visites est que le plus d'habitations possible soient comptabilisées, sinon ils seront accusés de léser certains habitants. Le processus d'installation du réseau s'avère très révélateur de l'écart qui existe entre l'entreprise et les habitants des quartiers périphériques : la gestion de situations potentiellement conflictuelles incombe aux ingénieurs de terrain. Inversement, tandis que les cadres de l'entreprise, même les plus volontaristes, sont peu au fait de ces difficultés, les résidents ignorent en grande partie la nature des contraintes techniques et administratives qui conditionnent le début des travaux ; face à la lenteur du processus, ils critiquent alors le gouvernement d'Evo Morales et le ministère de l'Eau, qui leur ont promis des changements rapides.

Le dimanche suivant, je repasse dans le quartier Florida pour rencontrer les dirigeants des urbanisations en cours d'équipement. Tous les habitants sont dehors, affairés à creuser la tranchée le long des lignes dessinées à la chaux les jours précédents par les ingénieurs d'Epsas, car aucun véhicule municipal n'a pu être obtenu. Il me faut là encore expliquer que je ne peux rien faire directement, sinon rédiger un rapport qui sera lu par les « décideurs » de l'entreprise. Je continue ensuite le tour des quartiers enquêtés, qui présentent des caractéristiques distinctes. Situées à proximité de l'usine YPFB, qui borde la route d'Oruro, les zones de Juntuhuma et d'Urkupiña longent la ligne de crête qui sépare le district 8 de la vallée d'Achocalla. Une grande partie des maisons sont encore inoccupées, on les repère à l'absence de connexion électrique ou à leur compteur qui n'affiche aucune consommation. Les résidents souffrent de coupures d'eau continues, de 7 heures à 21 heures du fait qu'ils se trouvent en bout de réseau : dès que la consommation diurne augmente, la pression n'est plus suffisante. Face à ces dysfonctionnements, ils affichent un mélange d'agacement et de fatalisme – il n'y a pas grand-chose à faire, et les réclamations collectives déposées par les dirigeants de zone n'ont rien donné. La seule solution, pour le moment, est de se

lever tôt pour remplir les seaux et les barils de 100 litres installés dans les cours.

Le district 7 présente un profil relativement différent du précédent. Construit peu à peu depuis une vingtaine d'années le long de la route qui mène au lac Titicaca, à l'ouest de La Paz, c'est un mélange hétérogène d'anciennes urbanisations, d'espaces industriels semi-habités et d'implantations plus récentes et désorganisées. Certains quartiers, comme Villa Cooperativa, à la frontière du district 5 et de Río Seco, sont implantés, organisés et équipés depuis les années 1990. Mais il suffit de monter quelques centaines de mètres pour se retrouver sur d'étroits chemins de terre reliant de façon parfois hasardeuse des lots de maisons dispersées, abritant un mode de vie visiblement beaucoup plus rural : les enclos d'*adobe* entourant les habitations donnent sur des champs cultivés, entre lesquels se répartissent des élevages de vaches, de cochons ou de moutons. Un peu plus loin en direction du lac, vers le péage de San Jorge, des immeubles en briques de plusieurs étages séparent la route des urbanisations peu denses et peu occupées qui s'étendent jusqu'à la route de Tiwanaku, au sud-ouest de la ville. Les routes sont là encore peu tracées, et les véhicules soulèvent des nuages de terre qui fournissent au visiteur égaré des points de repère lointains.

Les habitants de la zone 6 de Marzo du district 7 proviennent beaucoup plus du département de La Paz que ceux des autres districts ; le plus souvent paysans de migration récente, ils sont conformes à une image commune de la population d'El Alto. Mais ils côtoient aussi, comme dans les parties nord des districts 5 et 6, un grand nombre d'ouvriers non qualifiés travaillant sur les chantiers de construction. Ils ont eux-mêmes construit leur maison en *adobe*, sur des parcelles achetées auprès des comités de quartier ou des communautés rurales voisines, peu à peu absorbées par l'urbanisation croissante. En dépit du sentiment d'abandon que l'on éprouve devant la faible densité des habitations et les rues à peine tracées dans la terre, il est plutôt facile de rencontrer des gens pour l'enquête. Ces quartiers comportent en effet une forte proportion de couples d'âge moyen, avec plusieurs jeunes enfants. Les mères de famille se retrouvent ainsi

devant leurs maisons pendant que leurs enfants jouent ensemble, ou bien autour des bornes-fontaines où elles lavent le linge.

Ces zones semi-rurales ne sont pas organisées par de véritables comités de quartier, mais par une fédération de paysans, la *Federación de campesinos** d'El Alto, très mobilisée dans les districts 7 et 9 (les plus étendus, les plus ruraux et les moins peuplés de tous, au nord-ouest de la ville en direction des montagnes). Un long conflit vient d'opposer ce syndicat à la mairie d'El Alto au sujet de l'installation d'une station d'épuration. Un projet de 3 millions de dollars financé par la coopération suisse devait implanter cette usine dans la partie sud du district, mais les résidents s'y sont opposés, avec l'appui de la fédération, invoquant la contamination environnementale qu'occasionnerait la station (les odeurs comme les retombées sur les parcelles cultivées entre les maisons). De plus, la mairie a semble-t-il mal géré l'affaire en édictant un arrêté d'expropriation sans avoir au préalable consulté les habitants ou le syndicat, tandis que les indemnités proposées ne touchaient qu'un nombre restreint de propriétaires. Au terme de plusieurs mois de conflit, au cours desquels l'administration municipale n'a pas réussi à trouver un autre site, la coopération suisse s'est donc retirée.

Ségrégation et stratégies familiales d'accès à la propriété

Pour élargir la recherche à tout l'espace urbain d'El Alto, les données du recensement national de 2001, et en particulier la carte établie par des géographes de l'Institut de recherche pour le développement (IRD)²⁰⁹, donnent une vision d'ensemble indispensable. La carte est, selon Braudel, non seulement un « instrument de recherche, indispensable à toute science humaine », mais surtout « l'occasion d'une convergence, d'une collaboration entre spécialistes²¹⁰ ». L'analyse spatiale des données montre ainsi qu'El Alto se développe selon une sorte de modèle concentrique : un centre ancien et dynamique économiquement, qui date des années 1940-1950 ; une large aire intermédiaire, construite des années 1960 aux années 1980,

²⁰⁹ Voir H. Mazurek, S. Garfias, *El Alto...*, *op. cit.*

²¹⁰ Voir Fernand Braudel, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 13 (4), 1958 (p. 725-753), p. 753.

qui présente des situations sociales et matérielles moins favorables ; et enfin le troisième anneau, plus récent et moins dense, qui concentre des difficultés de tous ordres (accès à l'emploi, aux services urbains, etc.).

Dans la mesure où la structuration concentrique de la ville d'El Alto correspond à des strates historiques distinctes, les zones périphériques récentes sont évidemment les moins équipées. D'autant que l'autonomie administrative conquise progressivement par El Alto à partir de 1985 n'a pas favorisé la prise en charge des infrastructures collectives par des équipes municipales novices, peu préparées à leurs fonctions et peu attentives aux populations de milieu populaire qu'elles étaient censées administrer. Dans les zones paupérisées caractérisées par l'autoconstruction et une expansion peu contrôlée par la municipalité, les inégalités d'accès aux services contribuent à structurer l'espace urbain de façon discriminante, puisque seuls ceux qui ont les ressources pour entrer dans une relation marchande peuvent accéder à un endroit déjà équipé, ou faire installer un raccordement individuel²¹¹.

La structuration socio-spatiale de la ville se retrouve dans les styles de vie des populations résidentes. Dans la mesure où les indicateurs de pauvreté n'ont pas le même sens selon le contexte²¹², l'utilisation de méthodes cartographiques permet de définir, en fonction des données disponibles, les inégalités socio-spatiales de niveau de vie et leurs effets sur l'accès aux services urbains de base. Tout d'abord, la densité de population se présente comme d'autant plus faible que l'on s'éloigne du premier anneau. Cette structuration spatiale recoupe tout un ensemble d'indicateurs : le pourcentage de personnes possédant un niveau d'études secondaire, mais aussi celui des personnes habitant déjà leur maison cinq années avant le recensement – un indicateur à la fois d'ancienneté d'installation et de migration. Cette structuration de l'espace urbain est particulièrement marquée par un autre indicateur : l'habitat. La proportion de maisons

²¹¹ Voir Claude de Miras, Julien Le Tellier, « Partenariat public-privé et accès à l'eau potable dans les villes des pays en voie de développement », *Lettre du laboratoire Population-Environnement-Développement*, 7, 2005, www.lped.org/laboratoire.

²¹² Voir Serge Paugam, *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005.

d'une pièce, sans électricité, sans eau ni assainissement, construites en *adobe* sur un sol de terre battue, s'avère d'autant plus élevé que l'on se situe à la périphérie d'El Alto ; inversement, les taux d'habitations de plus de trois pièces, construites en briques et dotées de tous les services urbains, sont plus élevés dans le deuxième et surtout le premier anneau. Néanmoins, la construction d'une base de données plus précise va me permettre de découvrir des discordances dans le déterminisme socio-spatial du modèle concentrique d'El Alto.

Au moment où j'ai choisi de compléter la monographie du quartier Solidaridad par l'exploration d'autres zones périphériques et l'analyse statistique et cartographique du recensement, je décide de constituer une base de données grâce à la diffusion d'un questionnaire. À la différence des approches géographiques précédemment citées, je ne cherche cependant pas à établir une typologie des quartiers et de leurs populations, mais à analyser les relations entre les inégalités d'accès aux services urbains et les formes de politisation, qui sont associées au lieu de résidence et à la profession des habitants. Il ne s'agit pas seulement de voir en quoi le développement urbain d'El Alto obéit désormais à des logiques nouvelles, liées à des formes de mobilité intra-urbaines, mais de mettre en relation d'une part l'analyse des structures socio-spatiales et, d'autre part, les comportements des habitants, leurs modes d'installation et leurs déplacements.

L'enquête se déroule sur plusieurs mois en 2007, avec l'aide de deux stagiaires de l'Institut d'études politiques de Rennes venues en Bolivie travailler sous ma direction. Les questionnaires sont diffusés dans les quartiers périphériques des districts 5, 6, 7 et 8. L'échantillon est construit selon un double principe : tout d'abord, un choix « territorial » de quartiers représentatifs de la diversité des situations rencontrées dans ces quartiers périphériques ; ensuite, une diffusion aléatoire des questionnaires dans 10 % des foyers de chaque quartier choisi. Au final, et après enquête exploratoire pour déterminer les lieux étudiés, le questionnaire sera diffusé dans 13 quartiers, et auprès de 350 foyers. Ce qui représente un échantillon de 1/1 000 tout à fait robuste, sur la base d'un accroissement majoré de la population urbaine de 10 % à partir des 650 000 habitants recensés à El Alto en

2001. Le nombre de ménages de chaque quartier étudié, en fonction de sa taille et de sa densité approximative, était compris entre 100 et 400. Pour corriger les biais associés au fait de passer à telle ou telle heure – par exemple, dans les ménages dont le père et la mère travaillaient simultanément –, il fallait revenir plusieurs fois, à des moments différents de la journée et de la semaine, sur chaque terrain sélectionné. Au total, plus de 350 questionnaires furent recueillis.

Un questionnaire ethnographique

Le questionnaire a presque disparu, depuis quelques décennies, des approches ethnographiques²¹³, alors qu'il avait constitué, dans la première moitié du xx^e siècle, un instrument d'enquête très utilisé²¹⁴. Il permet non seulement de recueillir des informations plus systématiques, mais aussi d'engager des relations différentes avec les informateurs interrogés, et en ce sens il constitue un moyen de contact autant qu'un moyen de connaissance²¹⁵.

On critique parfois le questionnaire, comparé aux méthodes d'observation participante, en ce qu'il extrairait les personnes interrogées du cours normal de leurs activités²¹⁶. Un questionnaire apporte en fait d'autres types d'informations que celles livrées par l'observation participante ou l'entretien, qui sont aussi des relations sociales transformant les rapports ordinaires²¹⁷. S'agissant des services de distribution d'eau, le questionnaire donne accès à des usages difficilement observables. Puisqu'il reprend les indicateurs utilisés dans le recensement national (qui fournit une base de comparaison) : statut familial, profession du chef de famille, équipement de la maison, dépenses, relations à la communauté d'origine éventuelle, etc., il permet une meilleure connaissance de la morphologie socio-spatiale des quartiers périphériques en expansion. D'autres indicateurs rendent compte de « l'usage productif » du logement : ajout de pièces ou d'étages pour le reste de la famille, ouverture d'un commerce en rez-de-chaussée pour renforcer la microentreprise familiale ou pour améliorer les conditions de vie

²¹³ Voir Emmanuel Soutrenon, « Le questionnaire ethnographique. Réflexions sur une pratique de terrain », *Genèses*, 60, 2005, p. 121-137.

²¹⁴ Voir D. Cefaï, « Postface », art. cit., 2003.

²¹⁵ Voir Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

²¹⁶ Voir Howard Becker, *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.

²¹⁷ Voir Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, 35, 2006, p. 226-257.

quotidienne tout en faisant étalage public d'une certaine prospérité économique, etc.²¹⁸. Le questionnaire met donc en relation des questions sur le logement (*vivienda**), sur les usages de l'eau au quotidien, sur le style de vie (fréquence d'approvisionnement au marché, dépenses, liens avec la famille dans le monde rural, participation financière à des fêtes locales, etc.), sur l'engagement politique, sur la perception que les usagers ont du service, des risques urbains et des problèmes sanitaires, etc.

L'usage d'un questionnaire n'est pas exempt de biais. Parfois, les personnes contactées dans tel quartier refusent de répondre, parce qu'elles assimilent l'enquêteur à un agent de l'État – un État raciste aux mains des « élites blanches » et qui n'a jamais rien fait, selon elles, pour les aider à s'installer là où elles vivent. D'autres fois, il faut passer par les assemblées de quartier. Les dirigeants peuvent exprimer des exigences en retour, afin que la démarche serve à améliorer les conditions de vie des résidents, auxquels ils doivent rendre compte de leur action. Dans un tel cadre, les enquêteurs étant perçus comme des ressources à utiliser pour obtenir des aides matérielles, on peut penser que les gens interrogés auront tendance à exagérer les besoins du quartier. La relation d'enquête s'insère ainsi dans les relations de pouvoir à l'échelon local, dont l'enjeu est d'entrer en contact avec les autorités compétentes.

Les cartes des zones périphériques que j'élabore alors, en 2007, à partir des données recueillies dans le questionnaire recourent pour partie l'analyse socio-spatiale du recensement (voir annexe 3, « Caractéristiques des quartiers étudiés à El Alto »)²¹⁹ : avec 91 % de propriétaires et 85 % de couples mariés, 75 % de la population a entre 30 et 55 ans ; on dénombre une moyenne de quatre enfants par famille, et l'installation dans le quartier est relativement récente (six ans auparavant en moyenne). Les foyers étudiés relèvent d'un peuplement familial où prédomine l'accès récent à la propriété de « jeunes » chefs de famille, dont 65 % ont emménagé depuis 2001. Mais ces cartes révèlent surtout que le déterminisme socio-spatial qui se déploie le long des trois anneaux présente quelques « anomalies » : si, à mesure que l'on s'éloigne du premier anneau, les taux d'accès aux services urbains, aux soins, à des emplois et à des emplois

²¹⁸ Voir Jaime Durán, Karen Arias, Marcelo Rodríguez, *Casa aunque en la punta del cerro. Vivienda y desarrollo de la ciudad de El Alto*, La Paz, PIEB, 2007.

²¹⁹ Voir Franck Poupeau, Claudia Gonzales, *Modelos de gestión del agua en ciudades de los Andes*, Lima, IFEA-PIEB, 2010.

relativement qualifiés, décroissent bien, ce n'est pas le cas pour quelques indicateurs comme le taux de propriétaires, qui augmente dans les zones périphériques. Celles-ci abritent également plus de couples mariés, avec de jeunes enfants ; les chefs de famille sont principalement nés dans l'agglomération, et non dans un village de l'Altiplano ; ils travaillent plutôt comme ouvriers dans le secteur de la construction, ou ils occupent des postes subalternes dans une administration ou une entreprise industrielle de la ville. À la lumière de l'expérience de terrain menée au *barrio* Solidaridad, cette anomalie cartographique donne plus de corps à l'hypothèse selon laquelle les zones périphériques n'accueillent pas des migrants ruraux, mais constituent plutôt un lieu d'installation particulier pour des familles vivant déjà en milieu urbain.

Certaines zones périphériques font apparaître des pourcentages de population active occupée aussi élevés, sinon plus, que dans les parties centrales de l'espace urbain²²⁰ ; il s'agit en particulier d'emplois sous-qualifiés, avec une forte proportion de travailleurs dans le secteur de la construction. D'autres indicateurs rapprochent l'évolution des secteurs périphériques d'El Alto d'autres grandes métropoles sud-américaines²²¹ : ainsi, le taux de propriétaires est d'autant plus élevé que l'on va vers les parties périphériques les plus récentes, tandis que le taux de locataires le plus haut se trouve dans les quartiers autour de la Ceja (dans le deuxième cercle), en relation avec le prix du foncier, trop élevé dans les zones centrales pour une grande partie des familles résidentes²²². Enfin, le pourcentage de couples mariés s'avère plus important dans les parties périphériques, tandis

²²⁰ Certes, les parties centrales de l'agglomération se caractérisent par l'importance du secteur informel, mais il n'y a pas de raison de le considérer comme plus élevé que celui des emplois sous-qualifiés des zones périphériques. Sur l'importance du secteur informel, voir B. Lautier, « Le léopard et la panthère écossaise », art. cit., 2003.

²²¹ Voir Jorge Rodríguez, *Migración interna en América latina y el Caribe: estudio regional del periodo 1980-2000*, Santiago du Chili, Celade, série Población y Desarrollo, 50 ; Jorge Rodríguez *et al.*, « Segregación residencial en la ciudad latinoamericana », Santiago du Chili, *Revista Eure*, 89, 2004.

²²² Gobierno Municipal de El Alto, *Plano Orientador: ciudad de El Alto*, El Alto, Gobierno Municipal-Fundación Cuerpo de Cristo, 2004, p.183 ; Gobierno Municipal de El Alto, *Atlas del municipio de La Paz. Una lectura sociodemográfica desde las organizaciones territoriales de base*, La Paz, Codepo-GMLP-IRD, 2006.

que celui de personnes vivant seules l'est plus dans le centre de la ville. Ces indicateurs confirment l'idée selon laquelle El Alto n'est plus le produit de la seule migration rurale : les zones périphériques du troisième anneau ne regroupent pas tant des habitants directement issus des campagnes environnantes que des familles vivant déjà à El Alto, désireuses d'accéder à la propriété, et auxquelles leurs ressources économiques (emploi sous-qualifié, dépendance envers une seule personne active, etc.) ne permettent pas de s'installer ailleurs. En outre, l'échantillon constitué dans les zones non desservies comporte majoritairement des familles arrivant d'autres quartiers d'El Alto, voire de La Paz, et non directement de la province environnante, comme c'était le cas jusqu'aux années 1980 en Bolivie²²³ ou à l'échelle du continent sud-américain²²⁴.

La plupart des familles installées dans les zones périphériques en extension étaient auparavant locataires d'un petit logement dans les quartiers centraux de La Paz ou d'El Alto, où la proportion de locataires est largement supérieure. Les résidents de l'échantillon sont partis des quartiers centraux pour cesser de payer un loyer exorbitant par rapport à leurs revenus, irréguliers, et pour acquérir leur espace propre où leurs jeunes enfants pourraient jouer sans avoir à subir les réprimandes des propriétaires ou des voisins. Dans cette perspective, l'installation dans des zones situées en dehors de toute planification urbaine, et de toute planimétrie municipale, se fait, de façon tout à fait classique, sur le mode de l'autoconstruction. Après avoir négocié le prix d'un petit lot de terre avec les quelques résidents déjà en place, ces « nouveaux propriétaires » fabriquent eux-mêmes des briques d'*adobe* en creusant la terre de leur parcelle : ils s'en servent pour construire un muret de séparation et monter les quatre premiers murs de la maison, avant de les couvrir avec des plaques de tôle.

Dans ces habitations, rien n'est prévu pour l'eau courante, l'assainissement, le chauffage ou l'électricité ; il faut pour cela que le comité de quartier, souvent peu au fait des démarches à accomplir auprès des bureaucraties locales, fasse d'abord reconnaître les titres de propriété en préfecture. Il doit aussi obtenir à la mairie la planimétrie

²²³ Voir H. Mazurek, S. Garfias, *El Alto desde..., op. cit.*

²²⁴ Voir D. Simioni, J. Mac Donald, *El espacio regional..., op. cit.*

de la zone, afin que les maisons soient conformes aux normes techniques fixées par les entreprises d'équipement. En moyenne, les nouveaux quartiers ainsi dressés parviennent à faire poser l'électricité au bout de deux ans, et l'eau (via une borne-fontaine) au bout de sept ans, car le coût d'installation est plus élevé. Ces déficits sont du reste perçus comme momentanés, comme un mal nécessaire afin d'accéder à la propriété. Plus de 80 % des nouveaux résidents envisagent à moyen terme d'agrandir l'habitation en lui ajoutant un ou plusieurs étages et caressent le rêve d'ouvrir une petite épicerie de plain-pied sur la rue. Leurs épouses, considérées comme femmes au foyer (*amas de casa*), sont bloquées dans le quartier par les enfants (l'école ne fonctionne que par demi-journées) ; à terme, le petit commerce dont elles s'occuperaient est donc censé constituer une rentrée d'argent supplémentaire. La population étudiée montre, à des degrés divers, des aspirations caractéristiques d'un mode de vie urbain.

La principale motivation de l'installation de ces familles dans les quartiers périphériques est l'accès à la propriété, même si elles doivent se passer des services de base. Ainsi, alors que 77 % d'entre eux avaient l'eau courante dans leur logement antérieur et que 33 % possédaient un raccordement au réseau d'assainissement, les chiffres tombent respectivement à 20 % et 5 % dans les nouveaux quartiers. Loin de reprendre les arguments relayés par les ONG et les mouvements altermondialistes du « droit à l'eau » et à sa gratuité, la grande majorité (85 %) des habitants des quartiers périphériques étudiés trouve normal de payer pour bénéficier du service de distribution d'eau, même si 80 % d'entre eux ne connaissent pas les tarifs de raccordement. Lorsqu'ils les apprennent (en répondant au questionnaire), ils trouvent aussi, dans la même proportion, que le tarif est trop élevé pour un simple raccordement (150 \$ pour l'eau potable, 185 \$ pour l'assainissement). Pourtant, 93 % des enquêtés souhaitent faire la démarche, et le prix souhaité serait plutôt de l'ordre de 80 à 100 dollars au maximum. Sans aménagements des tarifs, 66 % des ménages accepteraient de se raccorder à l'eau et 55 % à l'assainissement.

Ces stratégies familiales d'accès à la propriété révèlent l'importance des mouvements à l'intérieur même de la ville et

constituent un facteur structurant des espaces urbains. El Alto abrite sur ce point des processus comparables à ceux observés dans d'autres métropoles d'Amérique latine²²⁵. On y constate un certain épuisement du modèle concentrique de structuration des espaces urbains périphériques et de distribution des densités : « Après plusieurs décennies de développement, dans des villes devenues multimillionnaires, ce modèle de développement spatial périphérique en vigueur dans la période de croissance démographique rapide cède progressivement la place à un nouveau type de développement à une échelle métropolitaine, et plus endogène (la croissance naturelle devient le moteur principal de la croissance démographique). [...] Des transformations importantes s'opèrent déjà dans l'espace déjà construit, les mobilités résidentielles intra-urbaines contribuant à d'importantes redistributions des densités ; l'étalement urbain franchit les limites administratives de la ville-centre et la métropolisation intègre des espaces de plus en plus éloignés²²⁶. » Ce que révèle alors l'enquête, c'est que non seulement les inégalités économiques sont aggravées par les difficultés d'accès aux infrastructures urbaines des populations habitant en périphérie²²⁷, mais qu'elles impliquent des formes de politisation spécifiques.

Différenciations et cohérence des styles de vie

Les caractéristiques sociales des familles de ces quartiers périphériques ne sont pas homogènes. Au plus bas de la hiérarchie, on trouve des conditions de logement de très mauvaise qualité, de même que l'accès aux services urbains, parfois inexistant : maisons d'une seule pièce, sans raccordement au réseau d'eau et d'assainissement ; utilisation de puits, voire de bornes-fontaines à proximité ; temps de transport supérieur à trois heures par jour, représentant jusqu'à 50 % des dépenses de la famille en services urbains ; installation depuis cinq ans en moyenne dans le quartier, etc. À côté d'une minorité de résidents ayant les moyens d'équiper leur logement selon les critères

²²⁵ Voir F. Dureau *et al.*, *Géographies...*, *op. cit.*, p. 242 *sq.*

²²⁶ *Ibid.*, p. 300.

²²⁷ Voir Jorge Ortiz, Soledad Morales, « Impacto socioespacial de las migraciones intraurbanas en entidades de centro y de nuevas periferias del Gran Santiago », *Revista Eure*, 28 (85), 2002.

Claude Pfeffer 14/4/21 09:56

Commentaire [2]: Pour Bernard : À surveiller notes sur la même page

du confort « moderne », on trouve une majorité de familles ayant décidé d'accéder à la propriété dans des zones plus accessibles économiquement.

L'indicateur d'accès à l'eau permet de distinguer les styles de vie de façon relativement fine en fonction du quartier étudié. D'un côté, les logements sans raccordement au réseau de distribution, qui se procurent de l'eau par des bornes-fontaines, des puits, la récupération des eaux de pluie ou, plus rarement, par des camions citernes ou des achats aux quartiers voisins. Cette situation (39 % de l'échantillon) correspond majoritairement à des familles de plus de deux enfants, dont le père travaille comme maçon (*albañil*) et la mère reste au foyer. Ces familles se caractérisent par une faible participation à la vie collective (responsabilités dans les comités de quartier ou dans les fêtes locales), un faible engagement politique (attesté par la méconnaissance du départ de l'entreprise privée Aguas del Illimani) et globalement une faible capacité à émettre des opinions politiques ou générales sur la pollution ou les risques urbains qui n'est pas sans rapport avec le faible niveau scolaire des chefs de famille interrogés (école primaire principalement).

À l'opposé, les familles bénéficiant d'un raccordement à l'intérieur même de la maison (16 % de l'échantillon) correspondent à la presque totalité des professions techniques et administratives, avec un niveau scolaire au moins équivalent à la fin des études secondaires ; elles disposent d'un véhicule, d'un logement de plusieurs étages offrant toutes les commodités (une cuisine séparée, une chambre pour chaque enfant – trois en moyenne) ; le chef de famille se caractérise par une relative bonne connaissance du service de distribution des eaux, qu'il s'agisse des prix de raccordement et de consommation ou des raisons du départ de l'entreprise privée, avec une vision plutôt critique du service obtenu auprès de la nouvelle entreprise. D'un point de vue spatial, ces familles ne sont pas regroupées dans des condominiums fermés mais disséminées dans les quartiers en expansion, où le prix de l'immobilier leur permet de construire une maison plutôt que de loger dans un appartement aux dimensions et commodités plus restreintes. Leur niveau de vie, estimé

d'après leurs dépenses et la variété de leurs pratiques culturelles, est bien évidemment supérieur à celui des autres familles.

Entre ces deux pôles, on trouve la situation la plus répandue (45 % de l'échantillon) : le raccordement au réseau non dans le domicile mais dans la cour de la maison, qui représente la plus grande partie des raccordements effectués par l'entreprise de distribution entre 1997 et 2005²²⁸. Composé d'employés peu qualifiés, d'ouvriers de petites manufactures, de travailleurs indépendants, voire d'ouvriers du bâtiment dont l'épouse possède elle-même un emploi (la plupart du temps dans le commerce informel qui représente 70 % des activités en Bolivie), ce groupe hétérogène d'un point de vue professionnel se répartit dans des blocs d'habitations à proximité des voies de transport, goudronnées ou pavées. La faible densité des quartiers concernés a rendu relativement difficile l'installation du réseau d'eau selon les normes techniques de l'entreprise ; il s'agit de quartiers dont la reconnaissance par la préfecture et la mairie a été obtenue bien après l'installation des premiers résidents, grâce à la mobilisation du comité de voisinage (notamment pour obtenir le plan cadastral ou la validation des voies de transport). Par conséquent, l'installation de canalisations d'eau ou même d'une connexion électrique n'a pas été prévue, ni dans la maison ni dans le quartier – le problème de l'accès aux services de base n'étant pas imputable seulement à l'entreprise de distribution, mais aussi à la mise en place d'une politique du logement et d'aménagement territorial.

Les inégalités révélées par l'indicateur de l'accès à l'eau montrent de quelle manière l'absence de politiques publiques, qui laisse libre cours aux logiques d'autoconstruction, produit la ségrégation urbaine. L'attention est portée sur les pratiques résidentielles, intégrant les comportements des habitants à l'analyse des structures socio-spatiales, spécialement dans un contexte qui, « après plusieurs décennies d'urbanisation rapide, permet de voir en quoi les mobilités résidentielles intra-urbaines jouent un rôle croissant dans les transformations des territoires urbains²²⁹ ». En matière de logement pour les pauvres, El Alto semble alors témoigner de

²²⁸ Evaluación Epsas, « Resultados de densificación : 03.01.2006 ».

²²⁹ F. Dureau *et al.*, *Géographies...*, *op. cit.*, p. 237.

l'émergence d'une troisième logique dans les processus d'autoconstruction, généralement analysés à travers la dichotomie du lotissement informel (où des intermédiaires revendent des lots à des familles à faibles revenus) et de l'occupation illégale d'un terrain (sans consentement du propriétaire ni intervention d'un lotisseur). Les stratégies d'installation dans les quartiers périphériques d'El Alto, sans être radicalement étrangères à ces deux logiques, s'en distinguent néanmoins par le fait qu'elles concernent une proportion non négligeable de familles relativement modestes qui ne sont pas pour autant assimilables aux catégories les plus pauvres constituant, dans d'autres contextes, les résidents des quartiers catégorisés comme des « bidonvilles »²³⁰. Ces « nouveaux » résidents, marqués par la longue distance au centre-ville et la faible qualité des services disponibles, n'en développent pas moins des modes d'appropriation de leurs lieux de résidence inédits par rapport aux logiques d'exclusion caractéristiques des quartiers périphériques des métropoles en expansion des Sud. En ce sens, leurs stratégies d'accès à la propriété sont de véritables stratégies de reproduction²³¹.

Territoires et ethnicités : les ressorts de la politisation

Les travaux menés dans les années 1970-1980 sur l'agglomération de La Paz (alors qu'El Alto n'était pas encore une municipalité autonome) montraient déjà que les migrants ruraux s'installaient la plupart du temps chez un membre de la famille ou une relation. Cela constituait une première résidence provisoire, en attendant de pouvoir accéder, après quelques mois de travail, à un logement indépendant – et plus éloigné du centre²³² ; ils gardaient ainsi la plupart du temps une double résidence, aspect qui a souvent été présenté comme une spécificité andine²³³. Ces pratiques persistent aujourd'hui dans la

²³⁰ Voir Axel Borsdorf, « Hacia la ciudad fragmentada. Tempranas estructuras segregadas en la ciudad latinoamericana », *Scripta Nova, Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, VII, 146, 2003, <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-146%28122%29.htm>.

²³¹ Voir Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 105, 1994, p. 3-12.

²³² Voir X. Albó, Th. Greaves, G. Sandoval, *Chuquiawu...*, *op. cit.*

²³³ Voir Eduardo Kingman, *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea*, Quito, IFEA, 1992.

migration féminine liée aux emplois domestiques à domicile. Les relations entre monde rural et monde urbain, et plus généralement les formes de vie sociale dans les zones périphériques se trouvent cependant affectées par la diminution du poids de la migration rurale et l'importance croissante de la mobilité intra-urbaine. Si 30 % des chefs de famille de l'échantillon étudié sont nés dans les villes de La Paz ou d'El Alto, et 50 % dans le département de La Paz (ville ou village), la grande majorité (76 %) résidait déjà en ville depuis plus de cinq ans avant de s'installer dans les quartiers périphériques, qu'ils soient nés dans l'agglomération ou arrivés en ville pendant leur enfance.

Qu'ils soient nés en ville ou en milieu rural, 87 % des chefs de famille parlent aymara (et certains l'ont appris avant même l'espagnol). Mais le temps passé dans le quartier semble avoir transformé la représentation de soi : en 2007, plus de 55 % des enquêtés se définissent comme « *alteños* » (« résidents d'El Alto », « Alténiens »), contre moins de 30 % comme Aymaras, alors que l'on a affaire aux quartiers périurbains, où l'influence rurale est supposée être la plus forte – lors du recensement de 2001, l'auto-identification aux peuples dits « originaires » avait atteint 80 % à El Alto (elle était encore de 70 % au recensement de 2012). Un tel écart s'explique sans doute par l'orientation du recensement, dont les catégories ont été très controversées²³⁴, mais aussi par deux autres facteurs. Tout d'abord, le principe d'identification ethnique est surtout adopté par les populations les plus mobilisées et les plus encadrées politiquement, or les quartiers périphériques d'El Alto sont la plupart du temps moins structurés et plus atomisés que les autres, avec une installation non contrôlée, des comités de quartier non encore constitués et un habitat moins dense. On peut donc faire l'hypothèse que les résidents

²³⁴ Les polémiques sur le recensement ont essentiellement porté sur deux points : d'une part, le critère d'auto-identification retenu en 2001 a été discuté par rapport à d'autres critères possibles (linguistiques, notamment) ; d'autre part, le biais introduit par l'absence d'entrée « Métis » au profit d'une classification « Peuples originaires/Aucune identification ethnique » a été critiqué pour son inadéquation aux populations urbaines. Voir Jean-Pierre Lavaud, Isabelle Daillant, *La Catégorisation ethnique en Bolivie. Labellisation officielle et sentiment d'appartenance*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; voir surtout la synthèse réalisée par V. Nicolas & P. Quisbert, *Pachakuti...*, *op. cit.*, ch. 3.

s'identifient moins à un peuple originaire faute d'encadrement ou d'insertion collective. Mais une autre explication demande à être examinée : il n'est plus honteux, comme avant, de se revendiquer « *alteño* », et les victoires dues aux luttes sociales (en particulier la « guerre du gaz », en octobre 2003) ont sans aucun doute eu des effets sur la définition des principes d'identification, contribuant à cette transformation.

On peut voir là l'émergence d'une identification moins ethnique que territoriale, liée à la redéfinition de l'image collective des populations résidentes. En effet, la définition d'une identité de groupe mêle deux types de logique : l'une de la représentation, l'autre de l'appartenance²³⁵. Ainsi, l'adhésion à des symboles collectifs produit l'identification à une représentation du caractère local de l'identité, tandis que la participation à un territoire relève de formes de sociabilité, de modes d'insertion des pratiques qui conditionnent la mobilisation politique locale : « être citoyen d'El Alto revient à appartenir à un quartier²³⁶ ». Plus que l'ethnicité, l'appartenance territoriale définit le lien à la communauté du quartier : être *vecino**, c'est-à-dire un résident appartenant au voisinage, renvoie alors aussi bien à des relations de sociabilité territorialisées qu'à un engagement politique local, ciblé sur les services de base.

C'est dans les aspirations en matière de logement que se trouve le principe d'identification territoriale (*alteño* et non *aymara*) le plus répandu parmi les résidents de l'échantillon : une installation durable (et non plus provisoire), dotée des services de base associés au mode de vie urbain (et non plus rural et communautaire). Faute de comprendre ces transformations des flux migratoires (et donc de l'espace urbain d'El Alto), l'entreprise publique de distribution (comme l'entreprise privée avant elle) ne peut apprécier véritablement les demandes des habitants en matière de service d'eau, et aucune mesure n'est mise en œuvre pour faciliter l'accès au réseau de ces familles installées durablement dans le quartier. L'enquête n'a

²³⁵ Voir Jean-Claude Chamboredon *et al.*, « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, 41-44, 1984, p. 61-82.

²³⁶ S. Lazar, *El Alto, Rebel City...*, *op. cit.*, p. 143.

pourtant révélé chez la plupart des résidents aucune réticence à payer la consommation d'eau. Ce sont les coûts de raccordement qui demeurent inaccessibles à court terme pour des ménages dont le revenu journalier oscille entre 2 et 5 dollars par jour (1,50 à 4 €), et souvent de façon irrégulière.

Ces résultats font apparaître la difficulté des employés de l'entreprise, de la mairie ou du ministère de l'Eau à appréhender les attentes des populations périphériques, qui ne correspondent pas aux images traditionnelles d'une ville issue de la migration rurale – ce qui explique sans doute une grande partie des problèmes d'équipement des quartiers en expansion d'El Alto. En retour, la non-satisfaction des attentes constitue assurément un des facteurs principaux de mobilisation de populations résidentes pourtant peu politisées sur les problèmes reconnus comme « politiques » (municipalisation ou privatisation, changement de gouvernement, etc.). Ainsi, 40 % des résidents de l'échantillon n'ont aucune opinion sur le départ de l'entreprise privée et, si une minorité de 5 % se déclare contre, les 55 % qui l'approuvent appartiennent le plus souvent à des familles dont un membre participe au comité de quartier, vecteur central de politisation et des mobilisations des années 2004-2005 contre l'entreprise privée. Par ailleurs, les résidents de ces quartiers périphériques ont une faible connaissance des modes de gestion (public ou privé) du service : 70 % des personnes interrogées ne connaissent pas la nouvelle entreprise municipale, Epsas, qui a succédé à Aguas del Illimani ; et, lorsqu'il s'agit de savoir si le service s'est amélioré depuis la remunicipalisation, 80 % avouent ne pas voir de changement, sauf une légère hausse des prix facturés pour ceux qui bénéficient du raccordement.

Les quartiers périphériques et autoconstruits ne sont donc pas spontanément politisés. Ils se mobilisent d'abord pour obtenir des services urbains et leur reconnaissance institutionnelle – condition légale de l'extension des réseaux. L'échantillon étudié confirme cette faible mobilisation sur des thèmes « légitimes » du champ politique, comme la privatisation ou l'environnement. Leur politisation ne se construit que dans un second temps, par la mobilisation pour exiger les services de base – et à travers eux la reconnaissance de l'existence

même du quartier. C'est sans doute la force, et la particularité, de la Fejuve d'El Alto que d'avoir su incorporer ces demandes dans un mouvement de contestation plus large, touchant à la nationalisation des ressources naturelles, lors de la « guerre du gaz » (2003) ou de la seconde de l'eau (2005). En effet, ces demandes ne sont pas seulement matérielles, elles incluent une dimension symbolique touchant à la reconnaissance de l'existence des populations résidentes. Mais c'est en jouant sur les aspirations urbaines, et non sur un quelconque héritage de structures communautaires rurales qui feraient d'El Alto une ville aymara naturellement révoltée, que de telles convergences ont pu s'établir. La perception commune d'El Alto comme produit de l'importation en milieu urbain des ressorts politiques communautaires devient dès lors un obstacle à la compréhension des dynamiques sociales propres à ces espaces périphériques et à la mise en œuvre de politiques adaptées aux aspirations des résidents.

Les modes d'identification et de mobilisation observés dans les quartiers périphériques d'El Alto semblent ainsi déborder la « pesanteur des traditions²³⁷ » pour s'inscrire dans les grandes tendances contemporaines du développement urbain (extension périphérique, informalité, recomposition du modèle concentrique, etc.). Le processus d'identification territoriale des résidents ne correspond pas à l'image militante de la politisation spontanée de communautés indigènes reconstituées dans les quartiers ; il n'en accrédite pas pour autant les lieux communs relatifs aux effets anormiques de la « métropole déshumanisée » sur des migrants « déplacés ». À l'encontre de l'image de la ville aymara rebelle en lutte contre la globalisation libérale, les résidents de ces zones périphériques en expansion inscrivent leurs stratégies d'installation dans un avenir flou, incertain, où la mobilisation pour les conditions de vie immédiates et pour la reconnaissance de leur existence dans le quartier (consolidation de la maison, légalisation de la propriété, installation des services de base, etc.) constitue le prélude à toute politisation possible – les rapports sociaux de travail, la revendication ethnique viendront plus tard.

²³⁷ Julian Mischi, Nicolas Renahy, « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, 83, 2008 (3) [p. 9-21], p. 10.

Les dilemmes de l'ethnographie globale

Les résultats du questionnaire confirment mon hypothèse de départ : les zones périphériques ne sont pas le produit de la seule migration rurale ; elles recèlent au contraire des logiques sociales spécifiques, qu'il s'agisse du caractère urbain des aspirations manifestées par les résidents ou des stratégies familiales d'accès à la propriété. Celles-ci ont un coût : il faut accepter de loger provisoirement dans des conditions inconfortables, sans eau ni électricité, afin d'occuper un logement sans loyer à payer, avec des possibilités d'agrandissement futur, voire d'ouverture d'une boutique ou d'un atelier ; savoir que le budget des transports et les temps de trajet vont en revanche augmenter, puisque aucun emploi n'est disponible dans les zones proches. Ces conditions de vie précaires et informelles sont vécues comme une étape dans un processus de consolidation. Les zones périphériques d'El Alto donnent à voir, comme en accéléré, les phases d'expansion caractéristiques des métropoles des pays des Sud – à ceci près que l'autoconstruction informelle, puis la consolidation des quartiers débouchent sur un double processus de marginalité socio-spatiale et de rattachement progressif aux institutions de la ville centrale, et que les stratégies familiales d'accès à la propriété s'y avèrent indissociables de styles de vie et de formes de politisation spécifiques.

En complétant la monographie de quartier par d'autres approches, je retrouve les ambitions d'une « ethnographie globale » qui vise à replacer le site d'enquête dans des cadres historiques et sociaux qui le dépassent²³⁸. Les stratégies familiales d'accès à la propriété s'inscrivent dans les logiques inégalitaires d'une ville que les politiques de privatisation des services, de l'eau en particulier, ont contribué à structurer. Et si le global ne peut être réduit à une simple

²³⁸ Voir Michael Burawoy *et al.*, *Ethnography Unbound: Power and Resistance in Modern Metropolis*, Berkeley, University of California Press, 1991 ; *Global Ethnography: Forces, Connections and Imaginations in a Postmodern World*, Berkeley, University of California Press, 2000.

production des dynamiques locales à grande échelle²³⁹, l'enquête dans les quartiers périphériques conduit à revoir l'articulation des niveaux d'analyse²⁴⁰, au sens où le local n'apparaît pas tant comme le produit de forces abstraites ou de déterminations globales dont on saisirait les effets sur le terrain²⁴¹ que comme la mise en relation localisée de différents rapports sociaux : dynamiques démographiques, stratégies familiales locales, ségrégation des espaces urbains, gestion municipale et nationale de ces espaces, contrats entre ces autorités et des agents extérieurs de l'économie et de la politique (entreprises privées, organisations régulatrices internationales), etc.

La reconnaissance de l'imbrication des enjeux scientifiques et politiques et de la relation d'enquête traverse l'espace des recherches, depuis la nouvelle anthropologie réflexive, qui affirme le caractère insaisissable des sociétés autres, jusqu'à l'ethnographie historique, soucieuse de réconcilier le travail de terrain avec les savoirs que ces sociétés ont développés sur elles-mêmes. Pour autant, une telle démarche réflexive ne peut se réduire à une vigilance épistémologique sur les techniques d'enquête, elle doit prendre en compte les transformations de la position de l'enquêteur par rapport à ses enquêtés sur le terrain, qui ont des effets en retour sur le cadre d'analyse et les méthodes utilisées. L'anthropologie reprend alors à son compte la perspective sociologique selon laquelle l'analyse de la position et des intérêts du chercheur est constitutive du travail d'enquête : « Loin d'être traitées comme d'inévitables scories dont il faudrait se débarrasser pour faire étinceler le joyau de la structure pure de toute historicité, les conditions relationnelles et, par conséquent, politiques de l'enquête doivent être placées au cœur du projet d'élucidation anthropologique²⁴². » Ce qui me semblait être, sur le moment, une impasse du travail ethnographique tenait en réalité à un ensemble de présupposés non explicités de mon cadre d'analyse initial

²³⁹ Voir Anna Dimitrova, « Le "jeu" entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation », *Socio-anthropologie*, 16, 2005, <http://socio-anthropologie.revues.org/index440.html>.

²⁴⁰ Sur l'analyse multiniveaux, voir Franck Poupeau *et al.*, *The Field of Water Policy. Power and Scarcity in the American Southwest*, Londres, Routledge, 2019.

²⁴¹ Voir Michael Burawoy, « Manufacturing the Global », *Ethnography*, 2 (2), 2001, p. 147-159.

²⁴² A. Bensa, « Retour sur une ethnologie au long cours », art. cit., p. 37.

et à ma position face aux enquêtés plus qu'à la nécessité d'élargir l'étude de cas ou de multiplier les sites d'enquête²⁴³. L'inconfort de ma position de *padrino* étranger a révélé des impasses liées à mon cadre d'analyse. J'avais en effet implicitement réduit le travail ethnographique à une observation participante qui, sur un tel terrain où il ne se passe en apparence rien, me donnait l'impression de ne rien observer – rien qui soit digne d'attention, en tout cas. Pour jouer avec les mots, « aller sur place » m'avait sur le moment donné le sentiment de « faire du sur-place ». J'ai dû alors questionner la perspective de travail ethnographique que j'avais adoptée, dans l'enthousiasme militant et la fascination des premiers temps de l'enquête.

La diffusion du questionnaire et le travail statistique, qui étaient apparus comme des moyens de dépasser les difficultés de l'observation participante et de la monographie de quartier, n'auraient cependant pas été possibles sans la compréhension préalablement acquise sur ce premier terrain. Par exemple, l'interprétation des indicateurs du recensement « sol en terre » ou « murs en *adobe* » peut facilement tomber dans le biais misérabiliste évoqué précédemment, notamment chez des chercheurs habitués à des modes de vie urbains – *a fortiori* lorsqu'ils viennent d'Europe ou des États-Unis. Pour les résidents au contraire, le sol en terre ou les murs en *adobe* ne constituent ni un repoussoir, ni un signe de pauvreté extrême, puisque des membres de leur famille ont vécu dans de telles conditions auparavant ; de plus, leur usage est vu comme provisoire, une étape dans un processus d'installation à plus long terme où la maison d'une pièce, alors plus économique (on peut faire les briques d'*adobe* soi-même) et plus commode (on a plus chaud dans un espace réduit lorsqu'il n'y a pas d'électricité ni de chauffage), sera ensuite dotée d'autres pièces ou d'autres étages, en briques si les moyens financiers le permettent. La connaissance acquise lors de la fréquentation du

²⁴³ Voir Jaap Van Velsen, « The Extended-Case Method and Situational Analysis », in Arnold L. Epstein (dir.), *The Craft of Social Anthropology*, Londres, Tavistock, 1967, p. 129-149 ; Michael Burawoy, *The Extended Case Method: Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*, Los Angeles, University of California Press, 2009 ; George E. Marcus, « Ethnographie du/dans le système monde. L'émergence d'une ethnographie multi-située », in Daniel Cefaï (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, EHESS, 2010, p. 371-398.

quartier Solidaridad permet donc de réintégrer, dans le moment de l'objectivation, le « sens vécu » par les agents²⁴⁴ – en ce sens, l'ethnographie est bien un « instrument de déconstruction des catégories²⁴⁵ ».

Inversement, les éclairages apportés par les méthodes statistique ou cartographique, la multiplication des lieux étudiés et la mise en évidence de dynamiques dépassant la monographie de quartier me permettent de porter un autre regard sur Solidaridad et de reconstruire mon cadre d'analyse. Ce qui m'apparaît de plus en plus pertinent, ce n'est pas l'inscription de processus globaux au sein d'un territoire déterminé, à l'échelle locale, ce sont les pratiques des résidents qui étaient restées à la marge de mes observations premières, à commencer par les rituels scolaires auxquels j'avais participé comme *padrino*. Par ces « rites d'institution », les résidents affirment leur existence en tant que groupe social et produisent d'eux une image qui n'est pas conforme à celle des migrants pauvres des quartiers périphériques d'une ville elle-même périphérique. Les diplômes et les vêtements de cérémonie des élèves, calqués sur les uniformes des universités américaines, témoignent ainsi d'une revendication d'insertion dans la communauté nationale, et dans ce qu'elle a selon eux de plus moderne. Le moteur de cette revendication est l'image d'un avenir vers lequel le présent est tout entier tourné : l'accession à de meilleures conditions de vie, au statut de citoyen, un citoyen à part entière, susceptible d'exister publiquement et peut-être, plus tard, de se mobiliser politiquement.

Il faut donc dépasser ce qui est souvent présenté comme une alternative indépassable entre populisme et misérabilisme, entre l'exaltation des dominés et la négation de leurs capacités d'autonomie. Alors que j'avais cru trouver, dans le *barrio* Solidaridad, des habitants sans aucun accès aux autorités extérieures au quartier, sans aucun capital social susceptible de contribuer à l'amélioration de leur condition²⁴⁶, les stratégies d'accès à la propriété dans ces zones

²⁴⁴ Voir Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

²⁴⁵ Loïc Wacquant, « Le corps, le ghetto et l'État pénal », *Labyrinthe*, 31 (3), 2008, <http://labyrinthe.revues.org/3920>.

²⁴⁶ Voir Mario Luis Small, *Villa Victoria. The Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 2004.

périphériques en expansion révèlent bien une politisation particulière, dont les préoccupations pour l'amélioration des conditions de vie matérielle (eau, etc.), mais aussi les pratiques quotidiennes témoignant de l'existence du groupe, constituent les premiers temps. Cette « politisation par nécessité » n'est pas moins importante que la participation à la politique « officielle ». Si les résidents des quartiers périphériques d'El Alto ne s'engagent pas immédiatement dans des luttes contre le néolibéralisme, leurs combats en apparence plus locaux et matériels (comme avoir l'eau courante dans leur quartier) renvoient à des niveaux d'action plus larges – ceux des politiques de la ville ou de l'État, et des normes internationales qui les contraignent. Placés au cœur d'un « système monde », ils en rencontrent et affrontent les difficultés au cœur même de leurs quartiers. C'est alors la notion de quartier marginal, qui avait sous-tendu mon premier choix de terrain, qui doit être reconsidérée. Les résidents de ces quartiers ne se vivent en effet pas comme des exclus, puisque leur installation dans ces zones entre dans le cadre de stratégies familiales d'accès à la propriété tout à fait cohérentes, même si elles restent sous contrainte – une contrainte économique au croisement de leurs revenus insuffisants et des prix élevés de l'immobilier ou du foncier dans les parties plus centrales et anciennes de la ville. L'accès à la propriété constitue donc le premier temps de l'acquisition d'autres droits sociaux élémentaires : services de base liés à l'habitat, services éducatifs et enfin, lorsque tout cela est assuré²⁴⁷, exercice éventuel des droits civils de participation politique.

Une anecdote renvoyant à une période antérieure à l'enquête est ici révélatrice. Le soir de la rencontre politique que j'avais organisée en 2005 dans l'école du quartier, j'avais reçu un coup de téléphone paniqué du président du comité de voisinage : la plaque du collège avait disparu, et je devais la retrouver. C'étaient des militants venus de Cochabamba, où ils travaillaient dans la fondation créée par Oscar Olivera à la suite de la « guerre de l'eau », qui l'avaient dévissée, car elle mentionnait que l'inauguration avait eu lieu grâce au

²⁴⁷ Le cas des services de santé est à part, étant donné l'implantation plus centrale des hôpitaux publics et les mécanismes d'installation des centres de santé locaux financés par des ONG, sur lesquels les habitants n'ont pas de prise.

dictateur des années 1970 Hugo Banzer (légalement élu président en 1997, il avait dès lors appliqué une politique économique d'une parfaite orthodoxie néolibérale). Or les résidents, contrairement à ces militants, ne se préoccupaient pas des orientations politiques de leur bienfaiteur : cette plaque était, à leurs yeux, la seule preuve tangible de leur existence, dans ce quartier qui n'était pas encore reconnu légalement, dont les rues n'étaient pas tracées, ni les maisons équipées en eau et en électricité. Il y avait juste le collège, et la plaque d'inauguration comme signe visible et tangible de leur existence sociale. Ce qui se jouait dans la construction du quartier, et que j'appréhendais à travers les difficultés d'accès à l'eau, c'était une lutte pour la reconnaissance de leur existence sociale. Et, dans la mesure où mon engagement ethnographique touchait la dimension matérielle des conditions de vie des résidents, il s'inscrivait aussi, de fait, dans la dimension symbolique de la vie du quartier : même dans les zones les plus précaires en apparence, la vie sociale relève d'une double vérité que le travail ethnographique doit saisir.

Mon positionnement par rapport aux enquêtés a été remodelé au fil de l'enquête. En changeant de stratégie d'accès au terrain (d'autres méthodes, des lieux plus nombreux), j'ai en fait modifié la façon de construire ma position de chercheur engagé ; plus exactement, j'ai transposé mon engagement scientifique à un niveau moins personnel, tout en gardant la dimension militante à travers la fréquentation du quartier, le statut de *padrino* et les cours gratuits d'anglais. Mon statut d'étranger doté de ressources économiques et sociales m'avait permis un véritable accès au terrain (au prix d'un lent et patient travail d'approche), mais il m'avait aussi prêté des pouvoirs quasi magiques – des croyances auxquelles je ne pouvais échapper. C'est seulement lorsque j'ai renoncé à mon engagement comme chercheur dans le quartier plus impersonnel que j'ai pu dépasser le sentiment d'être face à une situation peu intéressante et découvrir que ces pratiques ordinaires étaient finalement les plus dignes d'attention, ou plus exactement les plus connectées à des enjeux dépassant le quartier. La réflexivité débute sans doute par une vigilance relative aux méthodes utilisées, mais elle conduit surtout à analyser le point de

vue de l'observateur et les cadres qu'il engage dans la relation d'enquête.

On sait que l'immersion dans une réalité sociale étrangère pour y observer des phénomènes tout en y participant rend nécessaire « une objectivation du sujet de l'objectivation qui ne se résume pas à un exposé de l'expérience vécue » mais qui implique « une analyse des conditions sociales de possibilité de cette expérience²⁴⁸ ». Le double sentiment de ne rien découvrir ethnographiquement parlant et donc de ne servir à rien est sans doute bien plus lié à une vision de l'ethnographie comme approche directe d'une communauté « traditionnelle » par un observateur étranger qu'à une réelle prise en compte des relations sociales établies avec les enquêtés. La construction d'objet progressive conduit à une révision du cadre global de l'enquête, mais aussi à une revisite plus riche – plus sociologique ? – du terrain premier, où le détour par d'autres terrains permet de saisir ce qui se jouait dans des pratiques qui, au premier abord, apparaissaient peu dignes d'intérêt. Sans doute ce travail n'aurait-il pas été aussi long et laborieux s'il avait été conduit dans le cadre d'interconnexions scientifiques régulières, au sein d'un laboratoire de recherche. Le fait d'être isolé sur un terrain étranger, en situation d'expatriation prolongée, imprime son rythme propre à la construction d'objet, qui tient dès lors moins de la décision inaugurale d'un regard neuf sur les autres que d'une lente et incertaine confrontation avec soi-même – et avec cette mélancolie que Nancy Scheper-Hughes distingue de la nostalgie tropicale d'un ordre passé dont il n'y a pas à regretter la brutalité²⁴⁹.

Intervention – Le bruit et la fureur

Affrontements autour de la nouvelle Constitution politique

Le Monde diplomatique, février 2008 (avec Hervé Do Alto)

²⁴⁸ Pierre Bourdieu, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150, 2003 (p. 43-58), p. 45.

²⁴⁹ N. Scheper-Hughes, *Death without Weeping...*, *op. cit.*, p. 27.

« Chaque révolution a besoin d'un pouvoir constituant – non pas pour mettre fin à la révolution mais pour la continuer, pour garantir ses réalisations et pour la maintenir dans un rapport d'ouverture aux innovations qui sont encore à venir. »

Toni Negri, Michael Hardt, *Déclaration. Ceci n'est pas un manifeste*, 2009

En 2008, deux ans après son arrivée au pouvoir, Evo Morales subit les assauts des forces conservatrices, et la Bolivie demeure profondément divisée. L'approbation d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée constituante, sans la présence de l'opposition qui la qualifie d'illégale, constitue l'un des facteurs de cette polarisation. S'y ajoute le défi posé au chef de l'État par la déclaration unilatérale d'autonomie des gouverneurs des régions de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando (la *media luna**).

Transformer le monde en prenant le pouvoir

Alors que la gauche internationaliste veut « changer le monde sans prendre le pouvoir », la Bolivie a choisi une autre voie. Au terme d'un cycle particulièrement conflictuel, Evo Morales a engagé, dès son arrivée à la tête de l'État, un profond processus de changement, particulièrement sur la défense des droits des populations indiennes. Depuis sa prise de fonctions, le gouvernement a géré les dossiers économiques avec pragmatisme. Il a négocié la sortie de la Lyonnaise des eaux hors de l'entreprise de distribution des eaux de La Paz, le 3 janvier 2007. Malgré la nationalisation spectaculairement annoncée le 1^{er} mai 2006²⁵⁰, il a également garanti la continuité de l'exploitation des hydrocarbures avec les multinationales brésiliennes, argentines et espagnoles. Le spectre d'une déstabilisation orchestrée par les élites économiques du pays a incité le gouvernement à une grande prudence dans l'élaboration des politiques publiques : alors que certains ministères ont fait l'objet d'un renouvellement profond de leur personnel, celui de l'Économie a été maintenu dans sa quasi-totalité pour garantir une continuité de l'État.

Deux ans après l'élection d'Evo Morales, la situation politique est bloquée, son projet de nouvelle Constitution très contesté, et les riches régions pétrolières et agro-industrielles de la *media luna*, les quatre départements orientaux (Santa Cruz, Tarija, Beni, Pando) qui forment comme une demi-lune face au reste du pays, ont, « de fait », proclamé leur autonomie. Au Sénat, où – à l'inverse de la Chambre des députés – elle a la majorité, la droite a freiné la promulgation de la plupart des mesures sociales. En novembre 2006, la réforme agraire n'a été approuvée que grâce au retournement de plusieurs élus de l'opposition – ou, lorsqu'ils étaient absents, de leurs suppléants. L'approbation de la *renta dignidad*, une pension en faveur des retraités, a été retardée pour les mêmes raisons. Une autre mesure centrale du programme du MAS, la nationalisation des hydrocarbures, a dû être prise par décret en mai 2006.

Toutefois, la principale difficulté du gouvernement provient de sa gestion politique. Si celle-ci ne se caractérise pas par sa lisibilité, c'est sans doute parce que le parti qui a porté Evo Morales au pouvoir, le MAS, issu du syndicalisme paysan des *cocaleros*, est moins un parti qu'une fédération d'organisations sociales. Ses élus ne disposent pas tous, dans les négociations feutrées de la démocratie représentative, du même « capital militant » selon qu'ils viennent des secteurs paysans, longtemps marginalisés et réprimés, ou des cercles intellectuels urbains. Cette dynamique sociologique permet de comprendre pourquoi, en dépit de l'absence de tout courant

²⁵⁰ Ni expropriation ni expulsion : il s'agit fondamentalement d'une augmentation des impôts des multinationales et d'une renégociation de leurs contrats.

officiel au sein du MAS, les parlementaires et dirigeants issus du monde rural tendent à adopter des positions dures et utilisent souvent la technique du fait accompli pour affronter l'opposition.

L'impression, particulièrement vive en milieu urbain, que le gouvernement ne se préoccupe que des communautés (indigènes) de l'Altiplano – les hauts plateaux andins – s'en trouve ainsi renforcée. Ces « maladresses » ne sont pas de simples transgressions formelles des règles du fonctionnement démocratique : elles révèlent plus profondément la nécessité éprouvée par le gouvernement de passer en force sur un certain nombre de projets freinés par une opposition qui utilise tous les recours légaux, et parfois illégaux, à sa disposition – un paradoxe lorsqu'on sait que le MAS a remporté les deux dernières élections à la majorité absolue.

Élections et autonomies

Le 2 juillet 2006, à l'initiative du pouvoir, ont eu lieu deux événements concomitants : l'élection des représentants à l'Assemblée constituante et un référendum sur les autonomies départementales. S'agissant de ces dernières, le non l'a remporté au niveau national avec plus de 56 % des voix (dans les départements de La Paz, Oruro, Potosí, Chuquisaca, Cochabamba), mais, confortant les orientations antigouvernementales de leurs préfets, elles ont été approuvées dans quatre des neuf départements (Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija) situés dans l'est du pays. En appelant à voter non contre ce qui était identifié à un « projet des élites de la *media luna* », le MAS a permis à l'opposition de renaître de ses cendres électorales.

Au même moment, la convocation de l'Assemblée constituante a entériné un système de vote très proche du système en vigueur, sans qu'y soit assurée une plus forte représentation des secteurs sociaux. Si le MAS y a obtenu la majorité, il n'a pas atteint les deux tiers des élus nécessaires à l'approbation de la nouvelle Constitution. Plusieurs mois durant, une fraction modérée a tenté d'arriver à un accord avec l'opposition. La ligne radicale l'a finalement emporté, en novembre 2006, en tentant de transformer la « règle des deux tiers » en un vote à la majorité simple. L'opposition s'est emparée de ce prétexte pour remobiliser contre un gouvernement accusé de « dérive autoritaire ». Les préfets, qui avaient commencé à se révolter contre le contrôle de leurs comptes financiers, ont saisi cette occasion pour renforcer la demande d'autonomie départementale contre la « dictature de l'État central ».

Les débats se sont ensuite radicalisés. Tout d'abord avec les affrontements de janvier 2007, à Cochabamba, entre syndicalistes paysans et partisans du préfet d'opposition Manfred Reyes Villa, qui voulait organiser un nouveau référendum sur l'autonomie dans son département, où le non l'avait emporté. Puis autour du thème de la capitale. La proposition soudaine de faire de Sucre la capitale exclusive de la Bolivie – au détriment de La Paz, où siège le gouvernement – s'est trouvée dès l'origine fortement appuyée par les comités civiques²⁵¹ des départements orientaux. Du 23 au 25 novembre 2007, à Sucre, des affrontements meurtriers ont opposé une alliance d'étudiants et d'employés municipaux aux forces de l'ordre qui défendaient l'accès au lycée militaire dans lequel s'étaient réfugiés les constituants appartenant à la majorité. L'opposition a ainsi pu délégitimer un projet de Constitution voté dans la nuit du 24 au 25 novembre, et dans l'urgence, par les seuls élus du MAS et de ses

²⁵¹ Comités regroupant les organisations patronales et sociales qui leur sont liées au niveau départemental.

alliés (134 constituants sur 255, donc sans majorité des deux tiers), en l'absence de l'opposition. Le gouvernement se trouvait, lui, dans l'obligation de faire aboutir ses projets constitutionnels s'il voulait conserver le soutien des secteurs sociaux qui forment sa base sociale.

L'intensité des blocages survenus en cette fin 2007 s'explique par le fait que les préfectures de la *media luna* engageaient là une bataille décisive pour leur survie politique. Il leur fallait vaincre sous peine de voir disparaître l'autonomie départementale qui définit l'essentiel de leur projet politique. En effet, la décision gouvernementale de modifier la répartition des bénéfices de l'impôt sur les hydrocarbures (IDH) en finançant la *renta dignidad* mais aussi en attribuant plus d'argent aux mairies (au détriment des départements) ne laissait aux préfectures d'autre possibilité que de renverser le pouvoir en place pour préserver leurs rentrées financières, issues des hydrocarbures et de l'agro-industrie. Les porte-parole de la droite figurent parmi les propriétaires les plus importants du secteur agro-industriel du pays, à l'image de Branko Marinković, président du Comité civique pro-Santa Cruz, également à la tête d'une grande entreprise nationale de production d'huile – un produit de première nécessité dont le prix a augmenté de plus de 20 % en décembre 2007. Le président Morales a alors accusé ces dirigeants de l'opposition de mener une véritable « guerre économique » en favorisant l'inflation sur les biens de consommation élémentaires, notamment la viande, secteur contrôlé par les grands groupes agro-industriels de l'Orient bolivien.

Ces chefs de la droite étant aussi les propriétaires des grands médias privés (par exemple, le canal de télévision le plus regardé, Unitel, appartient à une riche famille de propriétaires fonciers de Santa Cruz), les affrontements de la fin novembre 2007 ont donné lieu à un déchaînement contre le gouvernement. L'opposition a déclaré que la nouvelle Constitution, approuvée dans ses grandes lignes par la majorité, était illégale. Les comités civiques se sont ainsi posés en défenseurs de la « démocratie » (assimilée au droit à l'autodétermination des régions) contre l'autoritarisme de l'État central. Toujours prompts à dénoncer le « populisme » des forces de gauche, les observateurs politiques se gardent bien d'employer un tel terme pour l'opposition droitière au gouvernement de M. Morales. Inversement, la disqualification de l'opposition comme émanant d'une vieille « oligarchie » interdit aux partisans du MAS de comprendre les raisons du renforcement de la croyance collective dans la valeur des identités régionales.

La « révolution démocratique et culturelle » prônée par Evo Morales se trouve aujourd'hui portée par des classes sociales historiquement subalternes qui, en dépit de leur engagement dans les luttes (contre les dictatures des années 1970-1980, puis les politiques néolibérales des années 1990-2000), maîtrisent encore mal des règles du jeu parlementaire et institutionnel dont elles avaient jusqu'ici été totalement écartées. Le MAS se trouve confronté à un dilemme : à mesure qu'il renforce la place spécifique du monde rural, il prend le risque de s'aliéner une population urbaine toujours plus séduite par la rhétorique anti-indienne d'élites régionalistes qui ont tout à perdre avec la nouvelle Constitution. Si elle ne s'accompagne pas de gestes plus visibles envers les secteurs urbains, la volonté d'instaurer, parallèlement aux droits civiques, des droits économiques et sociaux pour les groupes les plus démunis risque d'alimenter une dynamique d'affrontement socio-ethnique. Dans une telle hypothèse, on ne pourrait exclure le retour à une confrontation hors des cadres légaux, destinée à rompre le statu quo entre les secteurs populaires et la droite autonomiste. L'exacerbation des luttes sociales lors des premières années de gouvernement d'Evo Morales menace ainsi de remettre en cause l'un des acquis les plus significatifs du processus en cours en Bolivie : l'octroi

d'une véritable citoyenneté politique aux populations indiennes, qui commencent à être représentées dans les sphères de gouvernement et dans les cercles décisionnels.

Conclusion : Un goût de poussière

« Nous ne faisons que nous entregloser. »
Michel de Montaigne, *Essais*, III, 13, 1588

« Je vous dis que tous les hommes s'ennuient. »
Paul Nizan, *Aden Arabie*, 1931

Le glacier du Chacaltaya recouvrait auparavant une des plus imposantes montagnes de la cordillère Royale, qui surplombe l'Altiplano bolivien. Il se réduit désormais à quelques plaques de neige éparpillées sur des pentes arides et sombres. C'est tout l'approvisionnement hydro-électrique de la région qui se trouve menacé à court terme, avec une forte dépendance prévisible à l'eau de pluie. La quantité d'eau potable, quant à elle, dépend de sources souterraines en voie d'assèchement, de plus en plus contaminées par les mines et par l'accumulation des déchets urbains. Certes, l'incapacité à prendre des mesures de prévention contre les effets du changement climatique et de la pollution n'est pas imputable au seul pouvoir en place. Dans cet État conçu non pour garantir l'intérêt général mais pour répondre à des intérêts corporatistes et privés, impulser une politique environnementale relève presque de l'impossible. Par ailleurs, le gouvernement Morales semble avoir d'autres priorités : il y a des mesures plus urgentes à promulguer, en faveur d'une population dont plus de la moitié vit encore sous le fameux seuil de pauvreté. Pourtant, la pénurie d'eau menace les villes de La Paz et d'El Alto à court terme. Et ce sont évidemment les périphéries urbaines, déjà très imparfaitement desservies par le réseau de distribution, qui risquent d'en pâtir les premières. Cela n'empêche pas leur consolidation et leur expansion de se poursuivre, hors de tout contrôle et de toute planification.

Au pied du Huayna Potosí, d'où serpentent les canalisations vétustes qui alimentent la station de traitement des eaux et la centrale électrique au nord d'El Alto, les habitants des nouvelles urbanisations aménagent peu à peu leurs rues, leurs habitations, leurs jardins, animés par des espoirs de confort et de reconnaissance. Pourtant, il y a peu d'avenir au *barrio* Solidaridad, et il n'y en aura sans doute jamais beaucoup plus. On y plante sa maison d'une seule pièce et on y organise une vie qui se veut « normale », remplie par l'ennui, la distance à tout, les tâches dites « ménagères ». Le quotidien n'y est peut-être pas si différent de celui de la plupart des quartiers résidentiels pour classes populaires, sauf qu'il y fait plus froid, qu'il y a plus de vent, plus de poussière et moins de tout le reste. Les hommes partent à l'aube pour passer leur semaine loin de la famille, du foyer,

dans des conditions de travail qui n'ont pas dû beaucoup changer depuis l'époque de la colonie – hormis que l'on s'exploite désormais entre Boliviens. Les femmes cuisent les quelques pommes de terre qui n'ont pas été vendues ou échangées au marché, balayent la terre qui entre sans cesse dans la maison, au gré du vent, des allées et venues des enfants ou des interstices béants entre les murs et la toiture. Le matin, l'école offre un espace où ces mères de famille peuvent se rencontrer et discuter – à moins qu'elles ne se retrouvent sur un des chantiers de l'urbanisation, pliées en deux, un bébé sur le dos, à creuser et sarcler la quantité de terre que chaque foyer a pour tâche d'enlever afin de rendre la place circulaire.

Peu à peu cependant, le quartier se construit, les liens communautaires se resserrent, une certaine politisation se fait sentir. En juillet 2007, pour la première fois, quelques résidents sont allés manifester pour défendre le maintien du siège du gouvernement à La Paz, alors qu'ils n'avaient pas participé aux manifestations contre l'entreprise privée de distribution d'eau quelques mois auparavant. Ils n'ont peut-être pas d'avenir, mais ils ont quelque chose à défendre : ils sont « d'ici », et non plus migrants provisoires, déplacés sans indemnités ou retraités sans pensions. Ils ont une carte de membre du comité de quartier, un titre de propriété, une fête annuelle pour célébrer leur installation. On ne mesure pas l'importance de tout cela si l'on oublie que le seul signe de leur existence publique a été, pendant plusieurs années, la plaque d'inauguration du collège, scellée près de la porte d'entrée. Lors de la dernière assemblée de quartier, il a été décidé de donner à chaque rue le nom d'un pays. Faute de plaques réglementaires, on a peint sur les murs d'angle : « Costa Rica », « Cuba », « Venezuela », « Nicaragua », et le nom d'autres contrées plus lointaines encore.

Certes, la zone sururbaine de Solidaridad n'est pas la Bolivie. Elle en est la partie occultée et invisibilisée, un lieu que ni les dirigeants syndicaux ni les autorités administratives ne veulent vraiment voir, parce qu'il renvoie à une autre temporalité, une autre façon d'habiter le pays. À La Paz, quelques centaines de mètres plus bas, des gens importants traitent de sujets encore plus importants pour l'avenir de la nation. Au *barrio* Solidaridad, en revanche, émerge

l'envers de la transformation sociale que tente d'impulser le gouvernement d'Evo Morales depuis 2006 : l'absence de planification urbaine (et donc une colonisation incontrôlée des zones périphériques), l'autoconstruction sauvage et une spéculation foncière croissante. Les dysfonctionnements de l'institution municipale ne font qu'accroître les difficultés rencontrées par les habitants pour s'installer et exister collectivement.

Cette analyse doit cependant être maniée avec prudence, car le tableau des inégalités dont souffre le quartier est un excellent terreau pour un prophétisme annonçant « le pire des mondes possibles ». Il est vrai que, comme tous les radicalismes de posture, ce prophétisme politico-scientifique n'est pas dénué de rentabilité : il procure à ses porte-voix l'estime des demi-savants, la complaisance des journalistes et autres professionnels de l'air du temps, toujours en quête de la fin d'une ère ou d'un nouvel âge des inégalités. On peut gloser à loisir sur les mouvements sociaux, la construction de l'État plurinational, la refondation constituante du pays, les autonomies indigènes et départementales, les contrats d'hydrocarbures ou l'intégration bolivarienne des pays andins, on aura toujours plus de succès que les enquêtes sur un terrain trop ordinaire pour que l'on daigne en parler et s'en préoccuper : « Pendant qu'on cherche des causes et des fins fortes et pesantes et dignes d'un si grand nom, on perd les vraies ; elles échappent à notre vue par leur petitesse », écrivait déjà Montaigne (*Essais*, III, 11). Les intellectuels de gauche, en Bolivie comme ailleurs, élaborent de grandes thèses sur le monde social ; les plus idéalistes sont même prêts à rejouer la scène du peuple trahi par l'État. Mais le problème n'est pas que le gouvernement ne respecterait pas la « volonté » des mouvements sociaux qui l'ont porté au pouvoir, il réside plutôt dans le manque de relais entre le « peuple » que ces mouvements sociaux prétendent représenter et le « bien commun », que ce gouvernement n'arrive pas à incarner par la faute de la singulière combinaison d'un clientélisme hérité et de préférences partisans.

À trop focaliser sur la relation entre les mouvements sociaux et le gouvernement, on oublie que les effets de la domination, et la résistance des dominés, se nichent aussi dans le quotidien des

stratégies familiales d'accès à la propriété, dans les efforts pour construire une habitation décente et pour faire de son quartier un lieu de vie. Je me suis toujours demandé pourquoi les habitants du *barrio* Solidaridad ne semblaient pas dans le plus profond désespoir, avant de comprendre que ce qui échappait à mon misérabilisme spontané, c'était l'inscription physique, corporelle, charnelle avant d'être intellectuelle, de chaque habitant dans les projections qu'il développe quand il s'installe : finir sa maison, faire que l'école où vont ses enfants soit une école digne de ce nom, avec les mêmes cérémonies, les mêmes cours et les mêmes ordinateurs qu'ailleurs. Dans ce processus, je ne suis qu'un moyen, bien considéré certes, mais toujours un moyen, un élément à part, hors de la communauté. Et je ne peux être plus, quand bien même je le voudrais. Mais je ne le veux pas, justement. C'est dans ce cercle que s'épuise, je crois, toute recherche anthropologique. Il y a en moi une altérité qui résiste à tout, et je ne vais pas passer ma vie à me mentir, comme peuvent le faire les militants des ONG ou les curés, sur la profondeur de ma « relation à l'autre ». Depuis les douches chaudes de mon appartement de centre-ville jusqu'aux restaurants où je peux, quand je veux, manger une nourriture variée et raffinée, il m'est impossible de m'identifier aux habitants de cette urbanisation auxquels je suis pourtant attaché. Pire, la force émotionnelle des moments que j'y ai vécus tient toujours à mon statut ambigu d'étranger et bienfaiteur. « *Suave, mari magno...* », écrivait Lucrèce (*De natura rerum*, II, 1-4) : il vaut mieux contempler du rivage « le dur labeur d'autrui », non par plaisir de voir souffrir mais pour se rendre compte des malheurs auxquels on échappe. Les délices de la mauvaise conscience du chercheur sont sans cesse redoublés par un épicurisme égoïste. L'anthropologue qui n'accepte pas ce constat détestable n'a qu'à prendre les armes, comme le Che dans les campagnes. Mais les faiseurs de discours, à l'anniversaire de sa mort, chaque mois d'octobre, ne sont pas plus allés vivre dans les quartiers déshérités.

Que faut-il retenir alors de ces premières expériences boliviennes ? Un livre, plusieurs livres peut-être – « nous ne faisons que nous entregloser », écrivait encore Montaigne (*Essais*, III, 13). Par le hasard du voyage et des rencontres, j'ai découvert une ville, El Alto,

qui devenait l'épicentre des mobilisations politiques et indigénistes du pays. Cette entrée progressive dans une réalité sociale en grande partie masquée par la fascination politique a généré des moments difficiles et exaltants : le malaise de ne pas pouvoir faire grand-chose, face à la misère, la saleté, l'éloignement, la désespérance ; la découverte d'un avenir en train de se construire, la confrontation avec un quotidien qu'il faut apprendre à accepter avant que de pouvoir le refuser. À défaut de schémas de parenté bien dessinés, il me reste quelques moments privilégiés, préludes aux « grands désordres d'images » que Nizan évoquait à son retour en France : les séances photographiques avec des enfants du quartier, les cours d'aymara avec leurs mères, les cérémonies interminables et émouvantes dans l'enceinte de l'école, l'intensité politique des assemblées communautaires ou des réunions publiques sur la réappropriation des ressources naturelles. Et le plaisir, solitaire, d'un chemin de crête mille fois parcouru, d'une route au goût de poussière dont aucune eau ne peut éteindre la soif.

Livre III

**Le partage des eaux
(2008-2010)**

foto carte La Paz XVI^e siècle

Prologue : Suite baroque

« Voyant à mes pieds ces belles contrées où fleurissent les sciences et les arts, et que les ténèbres de la barbarie avaient si longtemps occupées, je me suis demandé : qui est-ce qui a creusé ces canaux ? Qui est-ce qui a desséché ces plaines ? Qui est-ce qui a rassemblé, vêtu, civilisé ces peuples ? Et alors toutes les voix des hommes éclairés qui sont parmi elles m'ont répondu : c'est le commerce, c'est le commerce. »

Guillaume-Thomas Raynal,
*Histoire philosophique &
politique des deux Indes*, 1772

« Plutôt qu'une ville, une sorte d'émulsion urbaine capiteuse et très composite, amalgamant pour un quart des ruines augustes, pour un quart le flamboiement baroque, pour un autre quart des palais et des villas en demi-sommeil, pour un dernier quart des taudis populaires glissant aux décombres... »

Julien Gracq, *Autour des sept collines*, 1988

Anthropologie (très subjective) de l'expatrié

L'anthropologue des pays des Sud n'est plus tant un explorateur qu'un expatrié. Il passe de plus ou moins longs séjours dans un pays étranger grâce à une bourse, au salaire d'un institut de recherche, ou à ses propres deniers. Il y rédige un rapport pour son master, un article pour sa revue de laboratoire et sa carrière future, voire un livre pour sa notoriété personnelle. Il s'installe parfois définitivement là où il a fondé une famille, lassé de remplir des missions dans des pays chaque fois différents et qu'il choisit rarement. Déménagements, formulaires d'installation, prises de fonctions, réunions de concertation, réceptions à l'ambassade : la vie à l'étranger est rythmée par la paperasse administrative et les obligations institutionnelles. Fonctionnaire de la recherche, l'expatrié s'ennuie et se console en épargnant les primes qui lui sont versées au titre de son séjour à l'étranger. Haïr le voyage et les voyageurs apparaît désormais comme un luxe. Un anthropologue comme Lévi-Strauss pouvait se le permettre lorsqu'il partait à la découverte de sociétés encore à l'abri de tout contact avec la « civilisation occidentale » ; désormais coincé dans les sièges trop étroits d'une compagnie aérienne, le chercheur expatrié ne rêve guère que d'arriver à l'heure indiquée sur son billet, et de terminer son enquête dans les délais impartis par ses financeurs ou son ministère.

Il doit y avoir un syndrome de l'expatrié. Après plusieurs mois ou plusieurs années loin de ce qu'il considère, à tort ou à raison, comme son chez soi, tout commence à lui devenir insupportable. Des bouffées d'agacement surgissent de chaque scène de la comédie humaine à laquelle il est contraint d'assister, sans trop s'y compromettre toutefois, pour réaliser ses projets. En premier lieu, la scène politique. Ainsi, l'impression de voir une occasion historique gâchée en Bolivie, sous la présidence d'Evo Morales, me faisait apparaître les surenchères verbales des dirigeants comme des pétards mouillés, bien loin des explosions sociales qui avaient marqué le pays quelques années auparavant. Le clientélisme des secteurs sociaux, les sempiternelles guerres de palais pour les postes ministériels, le racisme de l'opposition au gouvernement

étaient autant de signes que la politique ne change pas si facilement. L'académie non plus, du reste : on voyait les intellectuels nationaux s'empresse de coller aux mots d'ordre des partis en présence, indianistes ou autonomistes, en leur donnant tout juste un vernis savant ; les chercheurs de passage engoncés dans les mêmes problématiques sans cesse répétées : la privatisation de l'eau et les mouvements sociaux, à Cochabamba, La Paz ou El Alto ; la décolonisation, de l'État, du savoir et des peuples dits « originaires » ; le caractère multiculturel des sociétés andines, présentes et passées, etc. La recherche en sciences historiques, humaines et sociales est une activité routinière et convenue.

Les « grands récits » de la politique ne sont pas les seuls concernés. La musique nationale, les danses nationales, la cuisine nationale, la bière nationale, les beuveries nationales, les transports nationaux, avec les coups de klaxon des taxis nationaux, l'indiscipline nationale des piétons et des minibus qui s'arrêtent n'importe comment n'importe où, le sport national, football de bas niveau en haute altitude que le président va défendre aux quatre coins de la planète, toutes ces choses qui, les premières années, m'avaient enchanté finissaient par m'apparaître, un peu injustement sans doute, comme les caractéristiques artificielles d'un folklore local que les Boliviens jouent et rejouent collectivement pour se donner la contenance culturelle qui fait tant défaut à un pays depuis longtemps fasciné par le clinquant de la culture nord-américaine. Le sérieux affecté des danseurs des défilés, les rendez-vous manqués dans les relations de travail, d'achat et de services, le ton larmoyant sur laquelle les vendeuses de rue affirment n'avoir pas de monnaie, la flagornerie des commerçants des rues Uyustus ou Eloy Salmón, hauts lieux des marchandises de contrebande, des exemptions d'impôts et des salaires de misère versés aux petites mains du commerce... en somme, tout le pittoresque généralement apprécié par le touriste ou le chercheur fraîchement débarqué avait pris pour moi des couleurs ternes et fatiguées.

Heureusement, objectera-t-on, l'expatrié peut se replier vers ses « semblables », ses compatriotes, auprès desquels il épanchera son mal du

pays. Contraint de s'immerger dans certaines activités de la ville où il vit, il tourne en effet, la plupart du temps, dans une bulle formée par la communauté des résidents à l'étranger, avec ses lieux de sortie favoris, ses réceptions, ses fêtes de départ (plus couramment appelées *despedidas* pour faire couleur locale), ses cérémonies anniversaires... En particulier le 14 Juillet, moment symbolique où les censures tombent, où l'on se retrouve enfin dans l'entre-soi, entre Français, autour d'un banquet français, dans les jardins de l'ambassadeur de France, que l'on écoute avec toute l'apparence de respect qu'il se doit, un verre de vin français à la main, tendu négligemment par un serveur bolivien en livrée noir et blanc qui passe entre les travées en courbant obséquieusement l'échine, comme le font tous les bons serveurs des lieux qui se veulent encore chics après la fin de la colonie. Un voyage n'est pas seulement un déplacement dans l'espace, il nous déplace aussi dans la hiérarchie sociale, écrivait Lévi-Strauss après un séjour à New York où il avait expérimenté la pauvreté dans un pays plus prospère que la France. Le chercheur expatrié dans les pays des Sud éprouve, lui, un déclassement par le haut : il fréquente la bonne société, il se fait inviter dans des cocktails, il a ses entrées dans les meilleurs restaurants de la ville, où on le salue comme une personne importante et connue qui peut se permettre toute la condescendance de l'habitué. Une familiarité dont il est sans doute la seule dupe. Tout le monde sait qu'il n'est que de passage et qu'il faut lui faciliter la dépense, laquelle ne sera jamais qu'une infime partie de ce qu'il gagne avec son ministère de tutelle ou son ONG de service – grâce à quoi, bien sûr, il ne se déplace que dans son énorme et inutile véhicule 4×4.

Car au fond il y a l'argent, comme un voile entre le pays et sa représentation savante. Nizan remarquait déjà dans *Aden Arabie* que « ces hommes qui ouvraient le dimanche matin les sacs de courrier apportés par la malle des Indes étaient ancrés là pour gagner plus d'argent que chez eux, dans les capitales de leurs comtés, dans leurs préfectures françaises, c'est-à-dire pour leur âge mûr et leur vieillesse le pouvoir d'attendre la mort sans rien faire, sauf peut-être du jardinage ou du golf. Quels petits

bourgeois au fond de ces dominateurs coloniaux ». Mais la Bolivie, même dans les cercles les plus fermés des résidents étrangers, n'est pas ce « condensé de l'Europe » offert par Aden dans les premières décennies du XX^e siècle, elle en est plutôt la parenthèse, une bulle dorée en dehors du temps social et des calculs économiques de la métropole. Les années éphémères et illusoire d'une vie rêvée plus belle, ou plus aventureuse.

Ces conditions sociales somme toute banales ne favorisent pas le déroulement d'une recherche objective. Mais on ne connaît pas vraiment un pays tant qu'on n'a pas, un jour, détesté viscéralement ses habitants, autochtones ou étrangers, tant qu'on n'a pas considéré leurs mœurs comme des us et coutumes agaçants et détestables, tant qu'on n'a pas dépassé la sympathie initiale pour adopter un regard clinique qui critique sans complaisance – la distance « objective » reviendra plus tard, après la colère et l'agacement. Car ce rejet ne dure qu'un temps – sinon, pourquoi s'entêter ? Et il est peut-être même partie intégrante de la rupture épistémologique nécessaire à toute science sociale. Cette coupure n'est pas un moment inaugural et fondateur que connaîtrait le chercheur le jour désiré, à la façon du doute cartésien ou de la mise en suspens du monde husserlienne. Au cours d'un long et sans doute interminable processus de maturation et de détachement, elle vise un rapprochement à la fois intellectuel et affectif avec la réalité sociale étudiée, au prix d'une lutte contre soi-même – contre ses mouvements d'humeur, qu'il faut parvenir à relativiser ; contre ses attachements et ses préférences, qui colorent le monde social d'une teinte privilégiée. À moins que la meilleure métaphore de ce processus ne soit musicale, comme la « petite phrase de Venteuil » qui court derrière les descriptions proustiennes. Une mélodie que l'on s'efforce de retrouver au fond de soi contre ses peurs et ses angoisses. Ne trouvera-t-on jamais que ce que l'on est venu chercher ?

Une restauration baroque

C'est peut-être en parcourant, souvent au hasard, les routes de l'Altiplano et les rues d'El Alto tout en écoutant les Passions de Bach et les cantates de Roque Ceruti s'élever vers les cimes de la cordillère Royale que j'ai

retrouvé cette empathie intellectuelle sans laquelle la science sociale n'est que mensonge à soi-même et illusion de connaissance. Le sentiment d'inachevé que me laissaient les chemins de recherche entrouverts a peu à peu cédé la place à la saveur plus douce et immatérielle d'une suite baroque, comme s'il y avait dans tout travail une musique pour accompagner les hésitations de la pensée qui s'élabore. Et c'est à la catégorie du baroque, justement, qu'il est désormais fait appel pour décrire les spécificités de la société bolivienne²⁵². En particulier dans les villes andines, la persistance de la scission entre privilégiés et non-privilégiés constitue, selon l'historien argentin José Luis Romero, l'essence même des « sociétés baroques » construites dans les Indes d'antan, sociétés « bigarrées » qui sont en réalité l'expression d'une dualité sans médiation : « Sans revenus fixes et suffisants, logés dans un habitat précaire et généralement sans les services indispensables, de larges secteurs sociaux – les derniers arrivés de la “masse urbaine” – constituèrent un monde doublement marginal : parce qu'ils habitaient dans les marges de la ville et parce qu'ils n'avaient pas accès aux formes de vie de la société normalisée. Ils ne formaient pas exactement une classe ouvrière, même s'il y avait des ouvriers parmi eux. Malgré le travail des femmes et des enfants, ils vivaient en dessous du niveau de subsistance. Pour la société normalisée, ils étaient “une autre société”, irréductible et irrécupérable. Ainsi se figea physiquement une société clivée, une société baroque, et le spectacle du luxe ostentatoire était contemplé, du haut des montagnes alentour, par ces populations avec une domesticité résignée²⁵³. » Paradoxe permanence du colonialisme des rapports sociaux, où l'on peut entrevoir les amorces d'une nouvelle « économie monde », d'un nouveau stade du capitalisme qui ne s'offre pas seulement dans le luxe ostentatoire de Dubaï²⁵⁴ mais aussi dans

²⁵² Sur ce point, voir Silvia Rivera Cusicanqui, *Un mundo ch'ixi es posible. Ensayos desde un presente en crisis*, Buenos Aires, Tinta Limón, 2018, où le terme aymara *ch'ixi* en particulier est utilisé comme équivalent de « baroque » et « métis ».

²⁵³ José Luis Romero, *Latinoamérica. Las ciudades y las ideas*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2001, p. 163.

²⁵⁴ Voir Mike Davis, *Le Stade Dubaï du capitalisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

l'héritage de la vieille société coloniale bolivienne, avec son cortège contradictoire de luttes sociales avant-gardistes, d'économie informelle, d'enclaves américanisées et d'exploitation massive, dérégulée, de la main-d'œuvre nationale²⁵⁵.

Si ce terme de « baroque » peut être conservé, c'est aussi parce qu'il désigne ce pli qui, selon Deleuze, se déroule de l'abstraction leibnizienne à l'infini. Il évoque également la tonalité conservatrice que peut prendre une époque, par laquelle on peut l'entendre – au sens originel, presque castillan, du mot *entender* : « comprendre ». L'impression de vivre une période de restauration, lente et inexorable – en dépit des résultats électoraux des années 2000. À moins que les votes et la volonté populaire ne soient abusés sur l'impuissance de leurs adversaires par leur propre puissance. À moins que le vieux monde politique d'antan ne dorme encore dans les pratiques politiques du nouveau parti au pouvoir – les hommes ont changé, pas l'histoire.

Cette impression de restauration a constitué la musique de fond d'un quotidien rythmé par des enquêtes de terrain menées en deçà du bruit et de la fureur de l'actualité, comme un retour sur le passé. Roger Bastide écrivait à propos du Nordeste brésilien que « le baroque n'est pas seulement une forme d'art, c'est aussi un style de vie²⁵⁶ » : le baroque bolivien saisit bien les ambiguïtés du pays, son foisonnement, ses élans de liberté, ses bouillonnements incontrôlés, ses lieux communs récurrents, sa religiosité diffuse, sa vie publique cérémonielle à l'excès, ses couleurs mélangées et déposées au fil du temps sur la même surface, usée, d'un textile indissociablement indigène et colonial²⁵⁷. Plus que les fanfares des défilés sur lesquels on peut tomber à tout coin de rue à La Paz ou à El Alto, avec leurs grosses caisses et leurs trombones répétitifs, cette suite

²⁵⁵ Sur le développement dans les marges de l'« économie monde », voir Bolívar Echeverría, *La Modernidad de lo barroco*, Mexico, Era-Unam, 1998.

²⁵⁶ Roger Bastide, *Le Candomblé de Bahia : rite nagô*, Paris, Plon, 1995, p. 38.

²⁵⁷ Voir Teresa Gisbert, José de Mesa, *El Arte del siglo XVII en Perú y Bolivia* En *Summa Artis*, vol. XXIX, *Arte iberoamericano desde la colonización hasta la independencia*, Madrid, Espasa Calpe, 1985 ; S. Rivera Cusicanqui, *Un mundo ch'ixi es posible*, *op. cit.*

baroque renvoie à une musique lovée dans les plis d'un monde social où l'on a toujours l'impression de comprendre facilement, mais où l'on ne reste la plupart du temps qu'en surplomb, dans un présent qui occulte une histoire encore trop vive et trop douloureuse pour être contée sereinement – mélancolie postcoloniale²⁵⁸.

La Bolivie contemporaine présente les résidus de ces sociétés baroques, un peu comme le Brésil de Roger Bastide : « On sait que le baroque a voulu faire de l'Église une sorte de théâtre sacré, où le drame représenté est celui de la messe. Mais le théâtre maintient la différence entre les classes. [...] Le baroque est né et s'est développé à une époque où la société se composait de couches superposées et hiérarchisées : la noblesse, la bourgeoisie enrichie par le commerce des épices et la vente des tissus, et enfin le peuple. D'où l'existence de tribunes, où les nobles peuvent contempler le prêtre qui officie, tandis que les bourgeois assis dans la nef se distinguent des petits, qui, eux, restent debout autour de la nef. Mais à cette différence de niveau, l'Église égalitaire a donné une certaine unité ; le sacrifice de la messe est fait pour tout le monde, et malgré les différences de place aucune n'est mauvaise. [...] Le baroque indique une première diminution de la foi, la cicatrice de la Réforme, la nécessité de catéchiser les fidèles catholiques déjà ébranlés par une double séduction, celle de l'argent avec le capitalisme naissant, celle de l'art gréco-romain ressuscité, redécouvert sur le sol latin, et surgissant à nouveau sous la forme de la Renaissance païenne²⁵⁹. » Dans les temps les plus troublés, le champ politique présente des similitudes étonnantes avec le champ religieux : dans la persistance des divisions de classe et d'une domination charismatique, le clientélisme donne des postes comme on fait l'aumône, pour l'achat des âmes : le vote. Evo Morales en aura usé et abusé, comme s'il y avait, *in fine*, une vérité politique, et non pas des luttes, des conflits, des mobilisations – des vainqueurs et des vaincus.

²⁵⁸ Voir Emmanuelle Kadya Tall, *Le Candomblé de Bahia. Miroir baroque des mélancolies postcoloniales*, Paris, Cerf, 2012.

²⁵⁹ R. Bastide, *Le Candomblé...*, *op. cit.*, p. 17.

Car il y a toujours les rassemblements des multitudes, urbaines et rurales. Sur la place San Francisco, où les casques des mineurs se sont dressés en 2003, face à l'église, avec la même anxiété tragique que *Les Lances*, de Vélasquez, on est toujours entre le profane et le sacré, la vénération du consensus et l'adoration du chef. Le drame représenté n'est pas la messe mais le *cabildo*, rassemblement baroque qui exprime l'attachement au collectif, à l'idée de nation – son incarnation dans le président, ou le gouverneur de la province. Et, de même que le baroque exprime la perte de la foi, la politique des partis traditionnels a fait l'objet d'une crise de croyance qui explique en grande partie les succès électoraux d'Evo Morales, incarnation du rejet des élites ayant jusque-là dirigé le pays à leur seul profit. Les prêtres du nouveau parti au pouvoir sont restés dans l'ombre de la figure prophétique qui légitimait leur puissance transitoire et dont il fallait au plus vite tirer tous les profits possibles. Surtout lors des premiers moments, conflictuels et incertains.

Les plis de la ville

Lors de l'année 2008, le conflit de la *capitalidad*²⁶⁰, né de la revendication des élites urbaines de Sucre, capitale historique sans réelle influence sur les destinées nationales, a fait apparaître en creux le poids symbolique de La Paz, ville qui constitue bien plus que le siège du gouvernement : l'épicentre politique du pays – un épicentre qui bénéficie du renfort des mobilisations de l'Altiplano et d'El Alto. Bien que le *leadership* des hautes terres soit contesté par l'essor économique des régions orientales (en particulier de Santa Cruz de la Sierra, qui fait valoir depuis des décennies sa connexion privilégiée aux États-Unis et au Brésil), la métropole formée par La Paz et El Alto reste bien un lieu clé pour comprendre le processus de changement en cours dans ses dimensions politiques, économiques et culturelles. Car, après avoir exploré El Alto, c'est en redescendant vers La Paz et son histoire que l'on peut saisir le poids politique de l'Altiplano.

²⁶⁰ Voir *supra* l'intervention « Qui peut dire “ce que vit le peuple” », p. XXX.

Fondée le 20 octobre 1548 par le capitaine Alonzo de Mendoza pour constituer une étape et un refuge près du lac Titicaca, à un endroit stratégique entre les mines de Potosí et le centre économique de Cuzco, La Paz était originellement située à quelques kilomètres de son emplacement actuel, aux environs du village de Laja. Comme d'autres villes coloniales du Nouveau Monde²⁶¹, elle fut déplacée quelques semaines plus tard jusqu'à une faille géologique plus abritée, où coule une rivière, le *río* Choqueyapu, qui traverse la vallée et dans lequel se jettent la plupart des cours d'eau qui parsèment le bassin-versant. Le cadre géographique s'y révèle plus hospitalier que celui de l'Altiplano balayé par les vents, et la fertilité des terres est sans doute l'une des principales raisons du changement de site, comme le soulignent les différents chroniqueurs du XVI^e et du XVII^e siècle. La vallée était peuplée depuis trois mille ans environ par des populations indigènes aymaras, quechuas et puquiñas²⁶², qui cherchaient de l'or dans la rivière – le nom « originaire » de l'endroit était Chuquiago (*chuqui* signifie « or », et *apo/apu*, « roi », pour les Incas)²⁶³.

Cette fondation coloniale illustre la mise en œuvre des ordonnances pour les nouvelles populations, édictées quelques années plus tard, en 1573, par Philippe II afin de déterminer les conditions d'implantation des villes : « Choisissez une région en prenant en considération qu'elle soit saine, qu'elle ait un ciel clair et agréable, un air pur et doux, sans excès de chaleur ou de froid. [...] Des terres fertiles, une bonne terre pour les semences, des pâturages pour les troupeaux, des montagnes avec des forêts pour le bois et des matériaux pour les maisons et les édifices, une eau abondante pour boire et pour irriguer, [...]

²⁶¹ Voir Alain Musset, *Villes nomades du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.

²⁶² Voir Fernando Cajías, Rossana Barragán, Magdalena Cajías, Ximena Medinacelli, *La Paz, historia de contrastes*, La Paz, Fundación Nuevo Norte, 2007 ; Ximena Medinacelli, *Los orígenes multiculturales de La Paz*, La Paz, Santillana, 2009.

²⁶³ Voir Laura Escobari, « Fundación de la ciudad de La Paz sobre el pueblo de indios asentado en Chuquiapo », La Paz, *Khana. Revista municipal de cultura*, 2008, 50, p. 11-17.

peuplées d'Indiens qui puissent être évangélisés²⁶⁴. » En ce sens, la ville coloniale de La Paz correspond à la caractérisation des premières villes de l'Amérique ibérique décrites par Fernand Braudel : « Bâties comme des camps romains entre quatre murs de terre, ce sont des garnisons perdues au milieu de vaste étendues hostiles, reliées entre elles par des circulations lentes, car tendues à travers d'énormes espaces vides²⁶⁵. »

La ville de La Paz est d'abord construite, comme beaucoup d'autres villes coloniales, autour d'un quartier central à la géométrie rectiligne typique de la Renaissance : des rues pavées se croisent perpendiculairement autour d'une place, la Plaza Mayor, sur laquelle donnent divers bâtiments officiels. « L'idée essentielle des Ordonnances, écrit Richard Sennett, est que les villes prennent forme à partir de la planification de leur centre » – il faudra attendre « l'arrivée du chemin de fer et de quantités massives de capitaux cherchant à s'investir » pour que « les villes de la zone d'influence espagnole rompent avec les principes énoncés dans la "loi des Indes" » et que la place cesse d'être un centre²⁶⁶. En attendant, la ville du XVI^e siècle est environnée de couvents franciscains, dominicains et jésuites, entre autres, mais elle accueille aussi des paroisses indigènes. Ce qui la caractérise particulièrement, ce sont les trois rivières (Choqueyapu, Mejahuirá, Calchuani) qui délimitent le premier emplacement, dont une, le Choqueyapu, qui la traverse de part en part : « Lorsqu'il ne pleut pas, il y descend peu d'eau, mais en hiver il devient furieux », note le *corregidor* de la ville (l'intendant), Diego Cabeza de Vaca, en 1586. En 1770, Cosme Bueno dans son *Guide du Pérou* écrit encore : « La population de la ville est divisée par un cours d'eau descendant de la cordillère, une eau limpide qui passe sous trois ponts d'une seule arche, construits de pierre et de chaux²⁶⁷. » Peu à peu, la

²⁶⁴ Jorge Siles Salinas, *Guía de la ciudad Nuestra Señora de La Paz*, La Paz, Plural, 1999, p. 8.

²⁶⁵ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVI^e-XVIII^e siècles*, t. 3 : *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 559.

²⁶⁶ Richard Sennett, *La Conscience de l'œil*, Paris, Verdier, 2009 [1990], p. 89-90.

²⁶⁷ Cité par J. Siles Salinas, *op. cit.*, p. 15.

rivière centrale divise la ville en deux : d'un côté, la partie blanche et métisse, de l'autre la partie indienne, reliées par des ponts en pierre.

Ville commerciale par son emplacement stratégique entre le Pérou et l'Argentine, mais aussi entre Potosí et Cuzco, La Paz s'étend rapidement sous la pression des autres fonctions économiques qu'elle abrite. Car, si les *tambos*, ces établissements d'origine inca aux doubles fonctions d'auberge et d'entrepôt que le colonisateur espagnol préserve pour s'adapter aux populations andines, sont principalement situés près du centre-ville, des activités comme la mine, l'agriculture et la production artisanale nécessitent des espaces plus vastes, plus éloignés aussi. Le quartier d'Obrajes, situé en contrebas du centre, accueille ainsi les fabriques et les ateliers de tissage qui lui donnent son nom. La production agricole s'étend dans les vallées contiguës de Río Abajo ou de l'autre côté de la *cumbre*, par le col qui mène vers les Yungas, tandis que les mines, sans atteindre l'importance de Potosí, sont creusées dans les montagnes environnantes. La ville s'étend alors peu à peu dans tous les plis constructibles de la montagne, sur les versants nord, est et ouest, ainsi que vers le sud dans la vallée creusée par les cours d'eau dont les reliefs capricieux interdisent de reproduire la métrique architecturale du centre-ville.

Au-delà de la distribution spatiale, ce sont des inégalités à la fois ethniques et sociales qui structurent la ville : « La séparation des Indiens et des Espagnols, déterminée par les *Leyes para las reducciones*²⁶⁸, ne s'effectue pas seulement dans le domaine politique, mais aussi dans les centres urbains, où existent des "quartiers indiens" auxquels s'applique une législation similaire à celle des réductions. Ces quartiers sont situés dans les zones périphériques des villes, où les Indiens se regroupent en fonction de leur ethnie respective²⁶⁹. » Les relations entre les agglomérations de La Paz et d'El Alto s'enracinent ainsi dans une

²⁶⁸ Les *reducciones* (« réductions ») étaient des communautés indigènes placées sous autorité coloniale, à proximité des villes. Voir Peter Gose, *Invaders as Ancestors. On the Intercultural Making and Unmaking of Spanish Colonialism in the Andes*, Toronto, University of Toronto Press, 2008.

²⁶⁹ E. Kingman, *Ciudades de los Andes*, *op. cit.*, p. 28.

ségrégation qui remonte au XVI^e siècle et à la création de la ville. La division originelle entre colons et indigènes se reproduit au fil du développement urbain ; elle se déplace progressivement des rives du *río* à la barrière naturelle entre la vallée et l'Altiplano qui surplombe La Paz, où se développe ce qui deviendra ensuite El Alto.

L'expulsion des populations indigènes hors du centre urbain commence en fait dès le XVIII^e siècle, avec la complicité de quelques caciques qui permettent aux Espagnols et aux créoles de La Paz de s'approprier les terres²⁷⁰. Les regroupements des Indiens dans les *reducciones* avaient commencé dès le XVI^e siècle afin de faciliter l'exploitation de la main-d'œuvre, mais le XVIII^e siècle marque véritablement le déclin de l'organisation en *ayllus*. La rareté croissante des terres force en effet les populations indigènes à migrer vers La Paz pour y pratiquer des activités non agricoles et subalternes – employés, domestiques, travailleurs journaliers dans les *haciendas*, petits vendeurs d'artisanat et de produits de première nécessité, etc. Les quartiers indiens en expansion constituent des zones commerciales ; c'est aussi là que se recrute la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion de la ville. L'intégration à la société coloniale se fait ainsi sous le signe de l'inégalité des conditions de vie et des statuts. Alors que La Paz se développe peu à peu sur tout l'espace disponible de la *hoyada* (la « cuvette »), les territoires qui deviendront El Alto sur l'Altiplano, mais qui sont alors rattachés aux paroisses de San Pedro et San Sebastián, se développent tout au long du XIX^e siècle avec l'expulsion des *comunarios** (les paysans aymaras vivant selon des règles communautaires) et la mise en place d'*haciendas*²⁷¹. Les

²⁷⁰ Voir Rossana Barragán, *Espacio urbano y dinámica étnica: La Paz en el siglo XIX*, La Paz, Hisbol, 1990 ; Thierry Saignes, « De los ayllus a las parroquias de índice: Chuquiago y La Paz », in Edward Kingman (dir.), *Ciudades de los Andes, op. cit.*, p. 53-91 ; Xavier Albó, « La Paz también es Chuquiawu », in Hector Cajías et al., *La Paz nuestra de cada día*, La Paz, Pnud, 1999, p. 154-165 ; Laura Escobari, *Caciques, yanaconas, y extravagantes. La sociedad colonial en Charcas (XVI-XVIII)*, La Paz, Plural, 2001.

²⁷¹ Voir Silvia Rivera Cusicanqui, « La expansión del latifundio en el altiplano boliviano: Elementos para la caracterización de una oligarquía regional », *Avances*, 2, 1978, p. 95-118.

emplacements des communautés indigènes, les *ayllus*, disparaissent peu à peu, comme le montre une étude des cadastres coloniaux et municipaux de 1770, 1786, 1852 et 1881. Les *ayllus* qui formeront ensuite El Alto étaient situés à flanc de montagne, dans les parties supérieures proches de l'Altiplano²⁷². Ces endroits conservent aujourd'hui encore le nom originaire, qui se retrouve dans les registres de 1881 et 1919 avec la formation sur ces territoires d'*haciendas* où sont établies des cultures agricoles. Ils se caractérisent par un accès plus difficile aux ressources hydriques. Dans les récits des voyageurs, les conditions de vie sur les territoires de ce qui deviendra El Alto sont ignorées : l'espace de l'Altiplano contraste sans doute trop avec la majesté des montagnes au pied desquelles se love la ville de La Paz.

Panoramas urbains

La Paz offre en effet un panorama étonnant au voyageur qui le découvre. Alors que les urbanisations d'El Alto semblent s'étendre sans limites sur l'Altiplano, la ville historique est engoncée dans les montagnes qui la ceinturent en contrebas. Chaque partie plane du terrain, chaque contrefort accessible, chaque portion de vallée sont envahis par les habitations. Les maisons serpentent vers les sommets environnants, traçant des frontières toujours plus hautes et reculées entre la ville et son dehors. Le naturaliste français Alcide d'Orbigny, dans son *Voyage dans l'Amérique méridionale*, publié à partir de 1830, fait ainsi part de son étonnement. Il remarque d'abord la monotonie et la désolation de l'Altiplano et des montagnes arides de la région. Près du village de Palca, situé aujourd'hui à une heure de route de La Paz, il écrit : « Rien n'est plus triste au monde que cette partie des hauts plateaux ; son sol blanc, sablonneux, montre à peine, de temps en temps, de rares plaques de végétation sombre et grise. La nature paraît complètement inanimée. On ne voit pas voler le majestueux condor. Les oiseaux ont fui. Les montagnards avec leurs troupeaux sont complètement absents. Le triste silence n'est interrompu

²⁷² Voir Juan Manuel Arbona, *The "Urbanization of Water" in La Paz, Bolivia. Historical and Conceptual Perspectives*, Paris, AFD Research Papers, 165, 2020.

que par la marche pesante des mules surchargées, dont l'écho répète les pas. L'uniformité désolée du sol n'est pas même modifiée par un nuage passager, qui jetterait momentanément un peu d'ombre sur la campagne. Un ciel d'un bleu prononcé, sans la moindre tache, s'étend jusqu'à l'horizon. Je l'aurais admiré, sans doute, au milieu d'une campagne avec une active végétation ; je le trouvais trop monotone dans cette nature trop sévère et si peu décorée. Nous étions seuls, sans aucun être humain visible dans le lointain. On ne saurait exprimer la sensation que produisent ces grandes solitudes du Nouveau Monde où l'on se trouve, des jours entiers, isolé, perdu au milieu de plaines sans limites, de bosquets vierges et de montagnes désertes » (23 mai 1830). Mais, lorsqu'il arrive devant La Paz, quatre jours plus tard, son état d'esprit change du tout au tout face au spectacle de la ville. Il admire « l'aspect sauvage, mais grandiose, du panorama que présente l'ensemble de la faille rocheuse [*quebrada*] de La Paz, peut-être une des plus extraordinaires du monde, du fait qu'elle est entièrement creusée dans des terrains déplacés, remontant à la période diluvienne. Imaginons, en effet, une sorte de canal creusé par les eaux, et coupé, perpendiculairement du côté de la plaine, comme un amphithéâtre vers les Andes, présentant, de tous côtés, des montagnes dénudées, noirâtres et découpées, couronnées de cimes enneigées. Ces montagnes descendent peu à peu par paliers en saillie jusqu'au fond de la faille, où, comme en un abîme, la ville et ses jardins et sa végétation contrastent de manière on ne peut plus agréable. Si l'on suit du regard le cours tortueux de la faille, on peut la voir s'approfondir encore plus, se couvrir de végétation de plus en plus abondante et se perdre dans les détours sans fin des montagnes, au-dessus desquels, comme un géant, se dessine la masse imposante de l'Illimani, qui clôt le tableau à l'est. Je n'ai rien vu de tel ni dans les Pyrénées, ni dans les Alpes, qui ressemble, même de loin, à cet ensemble sévère de la *quebrada** de La Paz » (27 mai 1830).

Au-delà du cadre naturel, c'est la spécificité sociodémographique de la ville qui marque encore le voyageur : « La Paz ne ressemble en rien aux autres villes américaines. Toutes celles que j'avais vues jusqu'à

présent ressemblaient, plus ou moins, à nos villes d'Europe. Rio de Janeiro, Buenos Aires, Santiago, Valparaiso accueillent trop d'étrangers pour qu'il en soit autrement. En outre, tout le monde y parle des langues importées, le portugais ou l'espagnol ; et la majorité de la population est étrangère au lieu même. À La Paz, au contraire [...], non seulement la masse de la population est indigène et ne parle que la langue originaire, mais il y domine aussi le vêtement national, qui s'ajoute à un ensemble, sinon pittoresque, du moins des plus originaux » (28 mai 1830). L'écrivain bolivien Jaime Saenz attestera cette permanence plus d'un siècle plus tard, dans ses *Imágenes paceñas* : « La Paz est une ville andine, et non européenne ou nord-américaine ; pour évidente qu'elle soit, il ne faut jamais oublier cette vérité. » Cette vérité est double, en réalité, car en deçà de l'apparence extérieure il y aurait une « face cachée », une « spiritualité » qui se manifesterait dans chaque rue et chaque habitant : « Dans le coin le plus obscur de n'importe quel quartier, dans la ruelle oubliée qui débouche sur on ne sait quel précipice ; dans un simple mur en adobe, qui a défié les assauts des pluies et des vents à travers les âges, dans la porte oubliée de quelque vestibule, ou dans la pierre lisse et délavée qui repose d'année en année sur une petite place sans nom ; là se trouve l'esprit de la ville, la clé de nombreux mystères. Et ce que cela signifie, dans toute sa profondeur, peut expliquer paradoxalement, comme on le sait, que la destruction d'une ville a été la véritable cause de sa permanence²⁷³. »

Cette permanence n'est pourtant pas celle d'une spiritualité mystérieusement enfouie dans les pierres. C'est la spécificité d'une population qui constitue le corps social de la ville : celle des *cholos**, ces Indiens métis qui peuplent le milieu urbain et constituent la main-d'œuvre indispensable à la croissance économique coloniale. « L'esclavage dissimulé des salariés d'Europe ne pouvait se dresser que sur l'esclavage sans phrase des salariés du Nouveau Monde », rappelle Marx dans *Le Capital*. Cette exploitation invisible se trouve favorisée, à l'échelon local,

²⁷³ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas*, La Paz, Plural, 2012 (1979), p. 11.

par l'installation précolombienne de communautés indigènes dans la vallée, qui a fourni aux premiers missionnaires une importante population à évangéliser. Alcide d'Orbigny évoque les abus commis sur les « pauvres indigènes » par les Espagnols du fait de l'éloignement du pouvoir central : l'intérêt « des mandataires et principalement de leurs subalternes » à exploiter les populations est facilité par l'impunité dont ils jouissent, à plusieurs jours de voyage de Lima. « Ils se servaient des Indiens pour toute sorte de choses, ils les employaient dans les travaux publics les plus pénibles, dont ceux des mines, et les Indiens furent soumis à la servitude la plus rigoureuse, jusque dans les maisons particulières. Les anciens maîtres du sol en furent dépossédés jusqu'à la moindre portion. Ils furent divisés en communautés rattachées aux grandes propriétés. » Les Espagnols ne tardent pas à considérer les Indiens comme une population inférieure, destinée par nature à servir – à les servir. Le rôle des fonctionnaires, en poste pour quelques années avant de repartir sur le Vieux Continent, est particulièrement souligné par d'Orbigny : ce sont eux qui mettent en place la *mita*, le travail dans les mines, et le *repartimiento*, la vente forcée à bas prix des produits locaux à un intermédiaire commercial exclusif. À terme, l'exploitation de populations indiennes privées de droits provoquera les révoltes de la fin du XVIII^e siècle, dont celle de Túpac Amaru, Tomás Catari et Túpac Katari, des caciques locaux ayant choisi le camp des opprimés, et dont l'action culminera dans deux sièges de la ville, longs de plusieurs mois²⁷⁴.

La spécificité de La Paz n'apparaît jamais mieux que lorsqu'on découvre les vêtements des habitants, qu'ils soient indiens ou métis. « Au début de mon séjour à La Paz, poursuit ainsi d'Orbigny, je ne pouvais m'empêcher de contempler les indigènes : leur aspect me ramenait aux premiers temps de la civilisation de ce peuple, dont l'habit national reproduit, avec peu de différence, celui d'avant la Conquête. [...] Les femmes ont les jambes nues et portent des sandales. Elles utilisent, par-dessus une chemise de cotonnade, plusieurs jupes plissées en laine,

²⁷⁴ Voir Sinclair Thomson, *We Alone Will Rule. Native Andean Politics in the Age of Insurgency*, Madison, University of Wisconsin Press, 2003.

superposées les unes sur les autres ; c'est un signe de richesse que d'avoir un grand nombre de jupes, avec pour conséquence que certaines femmes sont aussi larges que hautes. Aux jupes s'ajoutent des pièces qui montent le long du torse et des épaules, unies par devant et sur les côtés par de grandes épingles d'argent. Autour du cou elles portent une pièce de tissu plus courte. Cela ne leur sert pas à se protéger du froid mais à porter leur enfant ou une quelconque autre charge. [...] Les cheveux tombent sur les épaules en un grand nombre de petites tresses et la tête est couverte d'un grand chapeau des plus originaux. Ce couvre-chef a la forme d'un très grand cercle, d'un diamètre au moins égal à la moitié de la taille de la personne qui la porte. »

Si les bonnets en laine des paysannes vendant leurs produits sur le trottoir ont désormais remplacé les chapeaux à large bord, les femmes portent encore sur le dos un *aguayo*, un tissu bariolé, à dominante bleue ou rose, que l'on peut acheter dans n'importe quelle boutique touristique et dont la production à grande échelle n'a plus grand-chose à voir avec les tissus de l'artisanat du XIX^e siècle. La spécificité de la ville se retrouve aussi dans les gigantesques marchés à ciel ouvert qui se tiennent tous les jours de la semaine. Aujourd'hui encore, on est déconcerté par l'intense activité et le brouhaha qui y règne. On y entend encore les langues aymara ou quechua, et régulièrement des défilés rappellent que les fêtes, avec leur mélange de musiciens et de danseurs emplumés, répètent les gestes préhispaniques (concession des religieux européens pour mieux convertir les Indiens au catholicisme), mais aux dates chrétiennes, et restent un élément central de la vie et de l'économie des *cholos*, comme le remarquait déjà d'Orbigny : « Ces fêtes se sont multipliées à un tel point qu'elles constituent aujourd'hui un des plus forts impôts qui pèsent sur ces malheureux. Un chef de famille aymara doit avoir nécessairement, une fois ou deux dans sa vie, arboré le titre de chef d'une de ces fêtes. Il économise le produit de son travail, pendant des années, se privant de tout pour réunir les fonds nécessaires à la location des costumes, à l'achat des boissons et au paiement de droits qu'exige l'Église ; et, en général, cet Indien, après avoir joui de ce bonheur, se voit, pour le reste de ses jours,

Claude Pfeffer 26/3/21 08:06

Commentaire [3]: Il manque la page.
Epuisé selon FP, mais voir BNF site

réduit à la plus profonde **misère**. » Les défilés qui traversent encore la ville lors des fêtes nationales que sont le Gran Poder, l'Entrada universitaria ou le Carnaval, n'ont pas seulement une fonction religieuse et culturelle, mais un rôle politique²⁷⁵, lié à la fois l'intervention des *prestes* et à l'importance de l'occupation publique des rues – un ex-vice-président bolivien n'a-t-il pas tenté de revenir en politique au cours des années 2000 en finançant somptueusement le défilé d'une fraternité de son quartier d'El Alto ?

Politiques de la rue

La politique bolivienne s'inscrit en effet dans la matérialité même de l'espace urbain, et c'est en particulier le centre historique des villes latino-américaines, avec son église et son palais du gouvernement autour de la place principale, qui, au XIX^e siècle, est à la fois le lieu de naissance et l'incarnation de l'État-nation. Il accueille des édifices administratifs, des bureaux et des commerces ou restaurants pour classes moyennes et supérieures travaillant à proximité ; il comporte aussi des enclaves de taudis et des échoppes de commerce informel. Ce centre-ville est associé à un centre d'affaires qui se développe au début du XX^e siècle le long d'un axe majeur vers des centres secondaires où s'installent grands hôtels, banques et vastes édifices. Dans le prolongement s'étendent des quartiers résidentiels riches, parfois regroupés en condominiums fermés, puis viennent les quartiers péricentraux à fonctions multiples, où coexistent entrepôts, usines et habitat en disposition rubanée. Autour des quartiers riches s'agglutinent des zones de classe moyenne bien équipées en services urbains, puis en périphérie se dispersent les quartiers pauvres

²⁷⁵ La fête de Jesús del Gran Poder est une fête religieuse qui se célèbre dans la ville de La Paz. Elle présente une forme de syncrétisme entre pratiques catholiques et aymaras, comme la *ch'alla* (sorte de cérémonie d'inauguration marquée par le fait de verser les premières gouttes d'alcool au sol), les défilés folkloriques (*entradas*) et le financement par des *prestes*. Voir Rossana Barragán, Cleverth Cárdenas, *Gran Poder. La morenada*, La Paz, IEB, 2010 ; Nico Tassi, *Cuando el baile mueve montañas. Religión y economía cholo-mestizas en La Paz*, La Paz, Fundación Praia, 2010.

d'habitat populaire²⁷⁶, faits d'autoconstructions et de lotissements mal équipés, se transformant rapidement en véritables bidonvilles (sur le modèle des *favelas* de Rio, des *barriadas* de Lima, des *ranchitas* de Caracas ou des *villas miseria* de Buenos Aires). Mais c'est toujours autour de la place principale, la place Murillo à La Paz, que les manifestations convergent et que les revendications sont portées.

La Bolivie se différencie sur ce point des autres pays de la région. Les descriptions de l'avènement de « villes massifiées²⁷⁷ », produit d'une fusion entre secteurs populaires ouvriers, migration rurale et petite classe moyenne à partir de la Première Guerre mondiale, ne peuvent s'y appliquer, pour plusieurs raisons. Le développement métropolitain s'y accomplit de façon plus tardive : au moment où São Paulo prenait son essor, dans les années 1930, Claude Lévi-Strauss décrivait ainsi Santa Cruz, aujourd'hui la plus grande ville du pays, comme une bourgade de 12 000 habitants²⁷⁸ ; à l'autre bout du pays, La Paz en compte à l'époque 70 000, et la Bolivie ne devient majoritairement urbaine qu'au seuil des années 1990²⁷⁹. Ce développement spécifique tranche avec les grands processus de la région, amorcés dès le début du XX^e siècle²⁸⁰, pour une autre raison : la stabilité latifundiaire du monde rural ne s'effrite qu'avec la révolution agraire de 1953, qui décompose les grandes propriétés, mais qui, en octroyant de petites parcelles aux paysans nouvellement propriétaires, provoque une intense migration rurale, une génération plus tard, des années 1970 aux années 1990²⁸¹. De plus, le développement urbain ne s'y accompagne pas d'une industrialisation, comme dans les autres métropoles : l'économie bolivienne est une « économie d'enclave », où la domination des oligarchies repose, depuis la colonie, sur l'extractivisme minier. Les matières premières sont généralement extraites à proximité de campements miniers, avant d'être exportées. À

²⁷⁶ Voir X. Albó, Th. Greaves, G. Sandóval, *Chuquiawu...*, *op. cit.*

²⁷⁷ J. L. Romero, *op. cit.*, ch. 7, en particulier p. 336-337.

²⁷⁸ Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, in *Œuvres*, Paris, La Pléiade, 2008, p. 19.

²⁷⁹ Voir Roberto Laserna, *Ciudades y pobreza*, La Paz, Plural, 2005.

²⁸⁰ Voir F. Dureau *et al.*, *Géographies...*, *op. cit.*

²⁸¹ Voir L. Lacroix, C. Le Gouill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*

l'aube du xx^e siècle, la faiblesse de l'État bolivien est d'être principalement une force militaire au service des élites rentières, qui ne met en œuvre aucun projet social susceptible de diversifier les modes d'accumulation du capital. À côté des activités commerciales tournées vers l'étranger, la ville de La Paz demeure le lieu des négoce familiaux, de l'artisanat et des modes de subsistance précaires issus de la vente de produits agricoles sur les marchés. Cette organisation sociale structurée autour des métiers explique pour partie la dimension corporatiste de la politique bolivienne²⁸². Les services domestiques et le petit commerce représentent encore, dans les années 1920, environ 20 % de la population active, tandis que les classes privilégiées sont les seules à accéder à des modes de consommation marqués comme « modernes », les seules aussi à bénéficier de politiques urbaines (eau, assainissement, électricité, voirie).

Le centre-ville colonial concentre donc, plus que l'administration, toutes les formes de capital – économique, culturel et aussi ethnique – encore bien après la crise de l'économie d'enclave. Si l'organisation de l'espace est la condition de la reproduction des sociétés²⁸³, il faut tirer les conséquences de cette urbanisation si particulière sur les modes d'action politique. Selon Calderón et Szmukler, « le maintien de bas niveaux de productivité et de compétitivité des entreprises, ajouté à la faiblesse des politiques urbaines destinées à satisfaire les nécessités basiques de la population, a produit une intégration très limitée et précaire des groupes populaires de La Paz et de son aire métropolitaine. [...] Il y a eu un désajustement structurel entre une urbanisation constante et une industrialisation limitée²⁸⁴ ». Et, dans le centre économique actif, l'existence d'un véritable métissage rend parfois difficile la cohabitation

²⁸² Voir James M. Malloy, « Authoritarianism and corporatism. The case of Bolivia », in James M. Malloy (dir.), *Authoritarianism and Corporatism in Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1976, p. 459-479 ; H. Do Alto, P. Stefanoni, « El MAS. Las ambivalencias... », art. cit.

²⁸³ Voir Jean-Paul Deler, « Ciudades andinas: viejos y nuevos modelos », in E. Kingman (dir.), *op. cit.*, p. 361.

²⁸⁴ Fernando Calderón, Alicia Szmukler, *La política en las calles*, La Paz, Ceres-Plural-Uasb, 2000, p. 328.

des modes de vie urbains et ruraux : « La prévalence de cultures quotidiennes traditionnelles à modes d'action relativement coercitifs renforce les mécanismes clientélistes et les logiques conspiratrices qui affaiblissent les institutions²⁸⁵. » Les revendications qui s'expriment dans les rues de La Paz tout au long du XX^e siècle montrent la persistance d'un modèle historique de discrimination qui limite les projets de « modernisation » et de « démocratisation » à quelques groupes privilégiés. Ces facteurs contribuent à faire de la rue un lieu d'expression des revendications contre l'absence de politiques urbaines, ou plus exactement contre l'exclusivité de leurs moyens en faveur des élites rentières.

Cela ne signifie pas pour autant que la domination coloniale et postcoloniale aille de soi : les populations développent des contre-stratégies de résistance, que les sciences sociales ont appris à rendre visibles. Dans le sillage d'Edward Palmer Thompson, Brenda Yeoh montre ainsi au sujet du Singapour du XX^e siècle que c'est leur organisation, à fondement ethnique, qui a permis aux communautés résidentes de développer non seulement des modes d'organisation spécifiques au sein des institutions pour obtenir des avantages collectifs, mais aussi des formes de résistance aux lois plus « passives », moins axées sur la confrontation ouverte. L'espace concret de la vie quotidienne devient une « interface où les colonisateurs et les colonisés se rencontrent²⁸⁶ », où il est possible d'étudier les luttes et les négociations éventuelles autour des modalités d'application du pouvoir colonial. Plus précisément, c'est grâce au contrôle de l'environnement urbain, défini comme « l'ensemble des structures physiques (maisons, routes, usines, bureaux, systèmes d'eau et d'assainissement, parcs, institutions éducatives et culturelles, etc.)²⁸⁷ », que le système colonial régule la circulation des flux économiques. Mais, si la domination structure l'environnement urbain par la distribution des lieux de résidence et

²⁸⁵ F. Calderón, A. Szmukler, *op. cit.*, p. 329.

²⁸⁶ B. Yeoh, *Contesting Space...*, *op. cit.*, p. 16.

²⁸⁷ David Harvey, cité par B. Yeoh, *op. cit.*, p. 16.

Claude Pfeffer 14/4/21 10:01

Commentaire [5]: Bernard stp
Si à la fin les deux notes se suivent bien
dans la même page, remplacer celle-ci par :
Ibidem.

d'activités ou par l'imposition d'un cadre institutionnel visant à organiser et répartir le contrôle de la ville entre les différentes sources d'autorité (militaire, ecclésiastique, économique, municipale, etc.), les communautés résidentes sont d'autant plus en capacité de s'appropriier ces lieux que les inégalités qui les traversent les rendent plus susceptibles de détournements. « Les conflits sur l'environnement urbain sont partie intégrante des jeux de pouvoir du processus colonial : dissonance des valeurs sociales, divergence des perceptions de l'environnement, asymétries de pouvoir entre la minorité gouvernante et la majorité des habitants de la ville. Chaque société produit son propre espace, mais ce n'est pas sans conflits entre ceux qui contrôlent la ville et ceux qui y vivent²⁸⁸. »

La dimension spectaculaire des « guerres » de l'eau et du gaz en Bolivie contribue sans doute à invisibiliser les pratiques quotidiennes qui s'inscrivent en creux de la domination. Ainsi, en matière d'inégalités urbaines, l'impossibilité du « modèle du tout-en-réseau²⁸⁹ » à établir l'homologie entre un territoire et un opérateur desservant universellement les populations (« l'eau pour tous ») se révèle particulièrement propice à de telles résistances ordinaires : parce qu'il faut bien s'approvisionner, pour boire, cuisiner et laver, il n'y a pas d'autre choix que d'inventer des solutions concrètes, efficaces et immédiates. Pas besoin donc de chercher un texte caché derrière la scène officielle²⁹⁰ pour comprendre que certaines formes d'organisation sont nées de la nécessité ; or, en Bolivie, cette politique de la pénurie, qui vient autant des insuffisances institutionnelles du réseau urbain que de la contrainte d'exploiter des ressources hydriques en terrain accidenté, peut prendre la forme de

²⁸⁸ B. Yeoh, *Contesting Space...*, *op. cit.*

²⁸⁹ Voir Cécile Féré, Franck Scherrer, « L'eau urbaine après le réseau ? », in Graciela Schneier-Madanes (dir.), *L'Eau mondialisée. La gouvernance en question*, Paris, La Découverte, 2010, p. 403-417.

²⁹⁰ Voir James C. Scott, *La Domination et les arts de la résistance*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019.

coopératives²⁹¹. Celles-ci s'inscrivent dans les failles du réseau urbain et dans les plis de la ville. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles constituent ses communautés autonomes expérimentales susceptibles d'adopter des « conduites innovantes » tout en restant « éphémères » pour se préserver de l'institutionnalisation du pouvoir dans la durée²⁹². Les coopératives ne sont pas, non plus, « immédiatement réalisables sur grande échelle », même si elles possèdent la « valeur d'expérimentation sociale exemplaire²⁹³ ». Elles sont en effet souvent assimilées à l'une de ces « utopies réelles » souvent présentées comme nécessaires à l'invention d'un « horizon post-capitaliste » et qui pourraient « éroder » le système « en construisant des alternatives émancipatrices dans les espaces et les fissures des économies capitalistes²⁹⁴ ». Le cas de La Paz permet de regarder si la multiplicité de formes d'auto-organisation expérimentées dans les failles du tout-en-réseau est susceptible de générer de telles alternatives politiques.

²⁹¹ Une coopérative est ici comprise comme une association de personnes volontairement réunies qui prennent part à la gestion et aux bénéfices de la société ainsi formée. Elle définit ainsi une forme de propriété collective qui fait partie de l'économie sociale et solidaire. Voir Benoît Borrits, *Au-delà de la propriété*, Paris, La Découverte, 2018.

²⁹² Voir Ronald Creagh, *Utopies américaines*, Marseille, Agone, 2009.

²⁹³ André Gorz, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 121.

²⁹⁴ Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017, p. XXX.

Foto

cotahuma

Chapitre 5 – Alternatives. Politiques de l'eau et coopératives

« Ce n'est point par la pesante monotonie d'une bureaucratie centrale que sera remplacé le privilège capitaliste. Mais la nation, investie du droit social et souverain de propriété, aura des organes sans nombre, communes, coopératives, syndicats, qui donneront à la propriété sociale le mouvement le plus souple et le plus libre. »

Charles Péguy, *Cahiers de la quinzaine*, 1901

Ruptures et continuités des politiques hydriques

Alors que j'étais allé en Bolivie étudier les formes de résistance aux politiques néolibérales de privatisation de l'eau, je me trouve, lors des premières années de la présidence d'Evo Morales, face à un retour de la concession en gestion publique qui infléchit mon projet initial dans une perspective nouvelle, mais non moins politique (voir *supra* chapitre 3). La gestion des services de distribution de l'eau constitue en effet l'un des premiers enjeux du gouvernement, qui avait fait de la réappropriation nationale des ressources naturelles un des axes de son programme électoral. Lorsque, en 2007, le consortium Aguas del Illimani est transformé en entreprise publique et sociale²⁹⁵, le service de distribution des eaux devient – au même titre que l'entreprise nationale de gaz YPFB, renationalisée quelques mois plus tard – la figure de proue des transformations politiques du gouvernement. Le nouveau modèle d'organisation du service est censé marquer une rupture avec la gestion privée en fournissant de « l'eau pour tous ». Mais, au début des années 2010, le ministère de l'Eau comme la nouvelle entreprise n'ont pas plus changé la politique tarifaire qu'ils n'ont entrepris des politiques d'urbanisation et d'aide sociale permettant de mettre en échec les logiques d'autoconstruction, d'implantation sauvage et de spéculation foncière qui dominent dans les zones périphériques en expansion et constituent les principaux obstacles à l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement – la spéculation s'exerçant avant tout sur les zones informelles non équipées.

Les chances d'atteindre des résultats significatifs en termes de réduction des inégalités d'accès à l'eau semblent d'autant plus réduites que, après le départ de l'entreprise privée, les déclarations sur la vocation

²⁹⁵ Voir Vanessa Defournier, *The Concession Contract of Aguas del Illimani in La Paz-El Alto, Bolivia. Inputs for Private Sector Participation in Urban Water Systems in Less Developed Countries*, London School of Economics and Political Science, MSC Development Management, 2007 ; Susan Spronk, *The Politics of Third World Water Privatization: Neoliberal Reform and Popular Resistance in Cochabamba and El Alto, Bolivia*, thèse de doctorat, Toronto, York University, 2007 ; Pierre-Louis Mayaux, « Retour sur le retrait de Suez de La Paz-El Alto », *Flux*, 74 (4), 2008, p. 83-91.

sociale de la nouvelle entreprise publique s'accompagnent d'une situation juridique confuse. Le contrat signé lors de la privatisation reste en vigueur, faute d'avoir mené le changement de statut institutionnel à son terme. Les efforts menés en direction des quartiers périphériques en expansion des villes de La Paz et d'El Alto se heurtent à l'insuffisance des financements publics, qui ne peuvent compenser l'insolvabilité des populations résidentes, ni les coûts de l'extension du réseau dans des zones géographiquement peu accessibles. La nouvelle entreprise a en effet poursuivi, on l'a vu, la politique de « participation communautaire », de « gouvernance *pro-poor* » et de sous-traitance privée engagée dans les années 1990 pour assurer la desserte des quartiers populaires. L'entreprise publique devait prouver son efficacité en utilisant au mieux les ressources disponibles, alors que les modalités organisationnelles et juridiques du mode de distribution « public et social » sont restées inchangées. Entre un modèle d'accès uniforme à l'eau difficile à financer sur fonds propres et des installations de moindre qualité pour les foyers qui n'en ont pas les moyens, l'enjeu était de promouvoir un modèle plus social de gestion des services urbains. Force est de constater que la Commission interinstitutionnelle pour la mise en place de la nouvelle entreprise publique, où siègent le ministère de l'Eau, les autorités municipales de La Paz et d'El Alto et les comités de quartier de ces deux villes (mais pas Epsas, dont le rôle se limite à fournir l'information nécessaire), n'a débouché sur aucun résultat tangible : l'entreprise municipale conserve la même organisation et les mêmes conditions contractuelles que l'entreprise privée, sans recevoir d'investissements publics pour équiper les quartiers périphériques.

Certaines inflexions sont néanmoins notables. Ainsi, la priorité traditionnellement accordée aux aires rurales se trouve quelque peu bousculée par la promulgation, en 2009, d'un plan d'aide aux zones périurbaines défavorisées. Par ailleurs, une mesure sociale contourne les normes du contrat en octroyant un tarif solidaire aux foyers à faible consommation d'eau (moins de 15 mètres cubes). Dès l'année de son entrée en vigueur, il concerne 59 946 raccordements à La Paz et 145 859

à El Alto. Les chiffres officiels, en matière de nouveaux raccordements entre 2007 et 2009, sont de 28 000 pour l'eau potable, et de 22 500 pour le réseau d'assainissement, sur une programmation quinquennale (2007-2012) de respectivement 44 000 et 33 000 raccordements (ministère de l'Environnement et de l'Eau, décembre 2009). La concession de La Paz et d'El Alto générerait donc, grâce à ses 428 employés, 256 305 branchements individuels, ce qui correspondrait à un taux de 1,5 employé pour 1 000 connexions, à peu près conforme aux normes d'efficacité internationales reconnues pour le secteur (2 pour 1 000).

La nouvelle Constitution politique de l'État, proposée par le gouvernement après d'âpres négociations, est finalement approuvée à 62 % des voix en janvier 2009. En matière de ressources naturelles, elle reconnaît un droit à l'eau pour tous et interdit toute forme de privatisation. Dans le prolongement de ces transformations juridiques, le président Morales propose, le 22 avril 2009 devant l'Assemblée générale des Nations unies, d'officialiser un Jour mondial de la Terre mère (Pachamama) afin de favoriser la vie « en harmonie avec la nature ». Cette initiative donne lieu, le 5 juin à La Paz, à une cérémonie présidée par le nouveau ministre de l'Environnement et de l'Eau, René Orellana, qui rend hommage à la Pachamama comme source d'inspiration des nouvelles politiques publiques. La mise en réseau excédera cependant les déclarations de principe constitutionnelles ou cosmologiques (voir encadré ci-après).

Droit à l'eau et conflits sociaux

En janvier 2008, un effondrement de terrain dû à des pluies abondantes emporte la structure supportant les canalisations d'un des systèmes d'approvisionnement (le système Pampahasi), qui alimente les zones sud et est de La Paz. La coupure d'eau se prolonge pendant plus de trois semaines, durant lesquelles hôpitaux et entreprises doivent utiliser des camions-citernes pour continuer à assurer un service minimum. Le montant des travaux à réaliser s'élève à 450 000 \$, somme dont ne dispose pas Epsas au moment de l'incident. L'entreprise doit alors demander de l'aide à la municipalité, au gouvernement national et à la Corporación Andina de Fomento (la CAF*). Le maire débloque un marché municipal d'urgence, attribué à l'entreprise Tauro S.A., pour réparer la canalisation

endommagée. Soutenu par un certain nombre d'entreprises locales, il demande aussi la transformation d'Epsas en entreprise mixte afin qu'elle soit en mesure de faire face aux nombreux travaux de maintenance révélés par l'incident. Le vice-ministre des Services de base rejette cependant cette proposition en invoquant son incompatibilité avec le statut de l'eau prévu par la nouvelle Constitution de l'État plurinational.

L'incapacité de la nouvelle entreprise publique à trouver des solutions techniques alternatives (précarité de la réactivation d'anciennes canalisations, coûts importants et insuffisance de la distribution par camions-citernes, retard dans la mise en œuvre des réparations, etc.) révèle non seulement une fragilité économique, mais aussi une « vulnérabilité institutionnelle²⁹⁶ ». La rupture de la canalisation s'est produite sur les terres communautaires de la vallée d'Hampaturí, dont elle a dégradé les récoltes. Les autorités communautaires demandent donc des dédommagements, ainsi qu'une indemnisation pour laisser les canalisations passer sur leurs terres, dont elles peuvent réclamer la propriété collective depuis la loi de participation populaire de 1994. Les communautés paysannes empêchent alors les ouvriers d'accéder à la canalisation endommagée. L'absence de statut juridique d'Epsas ne lui permet pas de mener seule les négociations, et il faut la médiation du gouvernement national (avec l'envoi de l'armée) pour aboutir à un préaccord entre les autorités publiques et les représentants des habitants qui prévoit, entre autres, l'édification de levées défensives sur les torrents alentour pour protéger les logements et les cultures. Cet incident met en évidence les problèmes posés par la coexistence du droit des communautés et de la nécessité d'assurer les services urbains pour tous.

La solution apportée par la nouvelle Constitution en 2009 sera de promouvoir un droit à l'eau, qui ne dit cependant rien des modalités de gestion du service (public, privé, partenariat, etc.) ni de la propriété des actifs. Selon Karen Bakker, ce droit à l'eau a des limitations : « L'adoption du discours sur les droits de l'homme par les compagnies privées indique ses limitations comme stratégie anti-privatisation. Les droits de l'homme sont individualistes, anthropocentristes, centrés sur l'État, et compatibles avec le service privé de distribution d'eau ; ils représentent donc une stratégie très limitée pour ceux qui refusent la

²⁹⁶ Sébastien Hardy, « Ruptura del abastecimiento de agua potable. Sistema Hampaturí-Pampahasi, La Paz, 2008 », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 38 (3), 2009, <https://journals.openedition.org/bifea/2339>.

privatisation de l'eau²⁹⁷.» Le droit à l'eau ne peut donc garantir l'approvisionnement de tous : qu'il s'agisse de réparations d'urgence ou de la construction de barrages supplémentaires destinés à pallier une éventuelle pénurie hydrique, les droits des communautés rurales, en amont, passent avant l'approvisionnement des villes. Dans une telle configuration, l'émergence d'un bien commun conciliant droit communautaire et droit à l'eau ne peut provenir que de négociations qui débordent la sphère du droit pour remettre en cause l'idée de propriété, fût-elle collective.

Au-delà des litiges juridiques, c'est aussi le recours au privé en matière de financement et d'exécution des travaux d'extension du réseau qui fait question. En février 2009, le ministère de l'Environnement et de l'Eau attribue 23 millions de dollars sur les vingt années suivantes pour garantir l'approvisionnement en eau de La Paz, d'El Alto et des municipalités voisines. Au début de l'année 2009, seulement 80 % des capacités de stockage d'eau sont assurés pour la métropole. La construction d'un barrage supplémentaire dans la zone d'Alto Hampaturí a été entreprise grâce à l'appui du Fonds national d'investissement productif et social ; d'autres chantiers sont aussi lancés : forage d'une douzaine de puits ; construction d'une usine de traitement des eaux à Puchukollo ; augmentation de la capacité de l'usine d'Alto Lima, qui passera de 150 à 650 litres par seconde (700 000 personnes sont actuellement desservies par cette usine) ; pour ce dernier chantier, 60 % des financements viennent du Trésor public, et 40 % du gouvernement municipal d'El Alto. Le ministère fait état d'autres travaux d'extension du réseau : dans le district 7, l'entreprise Reedco-IAA & Asociados construit un réseau d'assainissement, tandis que, dans la même zone, l'entreprise Asociación Accidental de El Alto étend le réseau d'eau potable. Dans le district 8, c'est l'entreprise Rasud & Asociados qui assume une autre extension du réseau d'assainissement, alors que l'entreprise brésilienne Tarco prolonge le réseau d'eau potable. Une telle délégation des travaux

²⁹⁷ Karen Bakker « The “Commons” versus the “Commodity”: Alter-globalization, Anti-Privatization and the Human Right to Water in the Global South », *Antipode*, 39 (3), 2007 (p. 430-455), p. 447.

au secteur privé peut surprendre. Elle naît en fait du statut de l'entreprise Epsas, qui en tant que société anonyme transitoire ne peut recevoir de dotations extérieures. Les financements doivent donc passer par le ministère de l'Eau ou la municipalité, qui prélèvent à eux deux 10 % de la dotation. Le modèle qui émerge ne marque donc pas tant un retour au tout public que la mise en place d'un partenariat à trois pôles : entreprises, municipalité et gouvernement²⁹⁸. Ce partenariat public-privé est censé remédier à l'impossibilité pour la nouvelle entreprise publique d'engager des travaux d'envergure sur fonds propres, ce qui empêche le réseau de se constituer conformément à l'idéal universel de distribution.

Le modèle du tout-en-réseau n'est cependant pas la seule façon de promouvoir « l'eau pour tous » ; il peut être mis en compétition avec des solutions techniques plus locales, plus décentralisées et plus participatives, dont la pérennité et l'efficacité ne sont pas vraiment prouvées²⁹⁹, mais qui sont souvent présentées comme des systèmes alternatifs. Dans la mesure où l'accès universel à l'eau potable est un des problèmes récurrents de l'urbanisation des pays des Sud, la croissance des villes se trouve souvent en décalage non seulement avec les ressources hydriques disponibles, mais aussi avec les capacités techniques d'extension des services élémentaires. Alors que, à partir des années 1980, les débats politiques, et même scientifiques, se sont focalisés sur le statut, public ou privé, des entreprises prestataires concernées³⁰⁰, la pertinence technique et les effets sociaux du modèle du

²⁹⁸ Voir Patricia Clarke Annez, « Urban infrastructure finance from private operators: What have we learned from recent experience? », in George E. Peterson, Patricia Clarke Annez, *Financing Cities: Fiscal Responsibility and Urban Infrastructure in Brazil, China, India, Poland and South Africa*, Washington, World Bank, 2010 (ch. 11).

²⁹⁹ Voir C. Féré, F. Scherrer, art. cit.

³⁰⁰ Voir notamment Mathias Finger, Jeremy Allouche, *Water Privatisation. Trans-National Corporations and the Re-regulation of the Water Industry*, Londres-New York, Spon Press, 2002 ; Karen Bakker, « A political ecology of water privatization », *Studies in Political Economy*, 70, 2003, p. 35-58 ; *Privatizing Water: Governance Failure and the World's Urban Water Crisis*, Ithaca, Cornell University Press, 2010 ; E. Swyngedouw, *Social Power...*, op. cit. ; Pierre-Louis Mayaux, *La Privatisation dans tous ses états. Protestations et consentement dans les services d'eau d'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2017.

tout-en-réseau (parfois nommé « grand système ») ont rarement été questionnés, tant il paraissait évident qu'il était à même d'assurer l'idéal de « l'eau pour tous ».

L'idéal de « l'eau pour tous » et la mise en réseau de La Paz

La présence de systèmes alternatifs de production et de distribution d'eau potable à côté du modèle du tout-en-réseau s'explique en partie par le développement parallèle des deux villes de La Paz et d'El Alto depuis plusieurs décennies. La mise en place des services urbains n'est pas aussi rapide que la croissance spatiale et démographique – l'agglomération ayant atteint les 2 millions d'habitants au tournant des années 2010. Cette différenciation provoque des tensions qui dégénèrent parfois en conflits sociaux pour l'accès aux services urbains : entre administrations municipales, la plupart du temps pour des questions de limites territoriales ; ou entre résidents des zones frontalières, partagés entre la volonté de rejoindre la municipalité de La Paz afin de bénéficier de ses services urbains et celle de rester dans les communes rurales limitrophes, moins bien équipées mais moins coûteuses en impôts locaux et taxe foncière³⁰¹. Ces tensions sont d'autant plus vives que les inégalités entre les municipalités sont profondes. La ville de La Paz concentre, on l'a vu, toutes les formes de capital (économique, culturel et social), qu'elle peut mobiliser pour ses projets d'aménagement territorial et d'extension géographique – même si c'est à l'échelle de l'agglomération tout entière que les décideurs, politiques ou économiques, organisent les services urbains³⁰². La coexistence de différents modèles d'approvisionnement en eau potable (réseau municipal ; approvisionnement local à une source ; organisé ou non en coopérative ; par fournisseurs privés, dans des

³⁰¹ Voir Sébastien Hardy, « La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau dans l'agglomération pacéniennne : le cas du sous-système El Alto », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 457, 2009.

³⁰² Voir Sébastien Hardy, *Atlas de la vulnérabilité de l'agglomération de La Paz*, Paris, Éditions IRD, 2013.

camions-citernes, etc.) soulève donc la question de la complémentarité de ces modèles.

Historiquement, la mise en place du tout-en-réseau à La Paz s'inscrit dans le projet de construction d'une ville moderne, où règnent l'hygiène et l'ordre public, sur le modèle européen. L'histoire du service de distribution d'eau potable dans l'agglomération de La Paz-El Alto explique l'unicité territoriale de gestion par une seule entreprise³⁰³. En effet, le système de distribution est né de la mise en réseau progressive, à partir de 1906, de puits et de captages de résurgences, éparpillés dans l'espace urbain, afin d'adopter le modèle hygiéniste de production et de distribution d'eau potable venu d'outre-Atlantique. L'application de ce modèle s'est toutefois heurtée à un problème majeur : la pollution des cours d'eau par les mines exploitées dans les montagnes surplombant la ville³⁰⁴. Pour atteindre cet objectif de doter d'un système d'eau potable les 60 000 habitants que comporte la ville au début du xx^e siècle, les autorités municipales n'hésitent pas à recruter un ingénieur européen chargé de développer ce modèle, qu'elles font venir d'Allemagne³⁰⁵. La municipalité de La Paz mettra ainsi en place cinq systèmes gravitaires, indépendants les uns des autres.

La consolidation urbaine de La Paz, dans les premières décennies du xx^e siècle, est bien évidemment le résultat du transfert à son profit, en 1899, des pouvoirs législatifs et exécutifs de Sucre, mais aussi de la résurrection de l'exploitation minière, fondée sur l'étain³⁰⁶, qui culmine

³⁰³ Voir Dominique Lorrain, « Les quatre compétitions dans un monopole naturel. Qu'est-il en train d'arriver au secteur de l'eau ? », *Flux*, 52-53, 2003, p. 69-86.

³⁰⁴ Voir *Boletín municipal*, archives municipales de La Paz, 1902-1910.

³⁰⁵ La coopération allemande est, depuis la fin du xix^e siècle, un des partenaires privilégiés des actions publiques de développement dans le pays du fait de l'implantation de nombreuses entreprises, en particulier dans le secteur des mines. Voir Michael Eichholz, Sébastien Hardy, David Klein, « Water supply services in Bolivian cities. Between the search for efficiency and socio-economic discrimination », communication présentée à l'IGC Cologne, 27.8.2012.

³⁰⁶ Voir Teresa Gisbert, « Esquema del desarrollo urbano en la ciudad de La Paz (1825-1950) », *Khana. Revista municipal de culturas*, 50, 2008, p. 19-25. Johnny Guerreros Burgoa, « La otra cara de la modernidad. La ciudad de La Paz a principios del siglo XX,

dans les années 1930-1940. Le changement de la physionomie urbaine se manifeste dans l'édification de constructions ou de monuments, l'ouverture de rues, l'incorporation d'anciens quartiers ruraux à l'espace urbain, l'art nouveau dans l'architecture, l'amélioration des communications et des transports afin de favoriser le développement de l'industrie et du commerce, et la mise en place de services de base (eau potable et assainissement). Ce sont les libéraux, avec des industriels liés à l'exploitation de l'étain, qui mènent ce projet modernisateur, aussi bien des infrastructures urbaines que des mentalités des habitants, en particulier des classes populaires. L'article d'un membre de la très sélective Société des géographes, Rigoberto Paredes, intitulé « Mitos, supersticiones, y supervivencias populares de Bolivia » et publié en 1920, rapporte que les métis et les Indiens ont gardé des éléments de leur culture originaire mélangés à la culture moderne : « Ils continuent à croire en l'efficacité des sortilèges et des maléfices, les montagnes élevées, les déserts, les lacs, les rivières et les figurines en terre [...], ce qui asservit l'âme des habitants de la ville. Les superstitions indigènes en sont arrivées à se confondre avec celles des Espagnols. »

Le projet modernisateur parvient à faire converger différentes sphères d'activité, le développement urbain et la mine. On voit ainsi le baron de l'étain Simon Patiño adresser en 1917 une requête à la préfecture et à la Notaría de Hacienda, Gobierno, Guerra y Colonias (Notariat des finances, du gouvernement, de la guerre et des colonies), afin de pouvoir utiliser l'eau d'une cascade du département de La Paz pour exploiter une de ses mines située dans un département voisin – il faut pour cela exproprier un petit propriétaire³⁰⁷. Mais les archives, trop lacunaires, ne permettent pas d'établir une histoire précise de l'environnement urbain et de ses conflits. On trouve seulement trace, à la préfecture³⁰⁸, d'une réclamation adressée, le 20 février 1935, par Eduardo Sagarnaga, un

entre miedos y supersticiones », *Khana. Revista municipal de culturas*, 51, 2010, p. 155-164.

³⁰⁷ Archives de La Paz, année 1917, caisse 216, « Aprovechamiento de aguas ».

³⁰⁸ Subfondo Administración (sociedades, federaciones, juntas), correspondance 1934-1936.

ingénieur chimiste de la Junta Impulsora de Agua Potable (JIAP), au sujet de la contamination des eaux du barrage de Milluni, en amont de La Paz. Le rapport mentionne que l'eau contient 4 milligrammes par litre d'acide sulfurique, à cause de l'entreprise minière La Fabulosa Ltd., qui rejette l'eau qu'elle utilise dans le lac du barrage. Dans un rectificatif, la préfecture dit que l'eau de Milluni est potable et qu'elle est en quantité suffisante tant que la population de La Paz n'excède pas 350 000 personnes ; l'acidité de l'eau constatée dans le lac du barrage los Ingenios de Milluni, construit en 1932, n'est pas néfaste pour la santé, bien qu'elle endommage les tuyaux. Le gérant du barrage affirme alors qu'il faut créer une autre source d'approvisionnement d'eau, sous la responsabilité de la mairie et pas de l'entreprise, puisque la détérioration des canalisations est due à l'acide sulfurique qu'elle rejette. Le 15 mai 1935, dans une lettre au préfet en copie d'une lettre à la mairie, la JIAP enjoint à l'entreprise minière de suspendre ses activités contaminantes, en application de la loi sur l'eau du 8 septembre 1879. Le coût du traitement de l'acidité de l'eau est évalué à 2 800 bolivianos par mois (environ 335 €), somme que devrait payer l'entreprise. Le 22 mai 1935, la préfecture de La Paz assure le président de la JIAP de son soutien pour appliquer les mesures nécessaires à l'approvisionnement en eau potable. L'entreprise reçoit l'ordre de traiter les minéraux dans un lieu ne contaminant pas le lac. Le 17 décembre 1935, la JIAP produit un communiqué sur l'acidité de l'eau du lac Milluni, qui aurait diminué, même si des dépôts persistent. Le 2 janvier 1936, la préfecture mentionne le mauvais état des canalisations et incite la JIAP à les réparer. Deux jours plus tard, le président de la JIAP répond au préfet que ces travaux sont très difficiles à réaliser, pour des raisons économiques et techniques. Un changement des canalisations sur un quart seulement de la superficie représenterait un coût de plus de 150 000 bolivianos (17 990 €) uniquement pour l'achat de matériel – une que l'entreprise ne possède pas ; par ailleurs, la vente de matériel aux particuliers pour qu'ils réparent eux-mêmes serait difficilement contrôlable, avec des risques de spéculation.

Au même moment, un mémoire du conseil municipal réclame le droit d'intervenir au lac Milluni pour y faire cesser totalement les activités de la mine, dont la préfecture a autorisé la réouverture quelques mois auparavant. En juillet 1936, un contrat est alors établi entre la mairie de La Paz et la JIAP. Il prévoit l'entretien par l'entreprise de toutes les installations d'eau, y compris celles qui participent à l'approvisionnement en eau potable de la ville bien que situées à l'extérieur du centre urbain. Le projet de contrat, non daté, établi par la suite entre la municipalité et la JIAP mentionne que celle-ci se chargera de l'extension et de la rénovation du système d'eau potable ainsi que de l'exploitation du service grâce aux fonds récoltés par la vente de l'eau aux usagers. Établi pour dix ans, le contrat mentionne qu'à son terme la mairie remboursera les fonds investis par la JIAP dans de nouveaux travaux qui n'auront pas été amortis. L'article 4 mentionne : « Le service d'eau potable sera obligatoire pour tout immeuble habitable compris à l'intérieur de l'aire où sera implantée la tuyauterie de distribution » – les quartiers hors réseau, les plus périphériques et les plus populaires, sont donc exclus *de facto* du service, sans aucune incitation pour les équiper. L'article 5 mentionne que les tarifs seront ratifiés par le conseil municipal. Les services et le compteur sont facturés 20 centimes par mètre cube, quelle que soit la taille de la canalisation ; idem pour les usages industriels. Le prix du raccordement varie en fonction de la taille de la canalisation. 60 % des bénéfices récoltés par la JIAP seront versés à la mairie, les 40 % restants étant utilisés pour l'entretien et l'extension du service. La JIAP pourra fermer des rues pendant les travaux et demander des expropriations au conseil municipal. Elle devra se concerter avec le service d'assainissement et de voirie de la mairie.

Il faut attendre 1966 pour voir la création, sur le conseil des services de la coopération allemande (qui finance aussi les premières usines de potabilisation) de l'entreprise municipale Samapa³⁰⁹. Trois systèmes techniques, assumant chacun la totalité du processus, de la

³⁰⁹ Sur le Samapa, voir Livre I, note 101 à confirmer XXX.

captation à la distribution d'eau potable, donnent naissance au grand système actuel³¹⁰. L'extension du réseau permet alors la production et la distribution de très importants volumes d'eau potable de bonne qualité. Alors qu'en 1966 seulement 10 % des 495 000 habitants de l'agglomération avaient accès à l'eau potable délivrée par le réseau municipal, c'est le cas en 1982 pour 65 % des 600 000 habitants. Au recensement de 2001, environ 84 % du 1,5 million d'habitants des villes de La Paz et d'El Alto sont approvisionnés, contre 91 % en 2012. Ce bon niveau de desserte, pour une ville des Sud, s'inscrit dans un projet de promotion de la « modernité » par le développement d'un de ses services urbains. Ce système technique présente aussi l'avantage de constituer un outil de contrôle territorial. Il produit de manière continue de grands volumes d'eau potable distribués aux consommateurs via un réseau de canalisations aux mains d'un opérateur (public ou privé, selon le cas) qui gère l'ensemble du cycle de l'eau, depuis son captage jusqu'à sa distribution sous forme potable.

Au tournant des années 2010, La Paz et El Alto bénéficient donc de plusieurs systèmes d'approvisionnement en eau, principalement alimentés par des barrages installés en amont. D'une capacité de stockage de 52,7 millions de mètres cubes, ils ont été implantés en fonction des contraintes physiques liées aux bassins et aux vallées qui traversent la ville. Si El Alto est exclusivement approvisionnée par le système du même nom, augmenté d'un certain nombre de puits, La Paz se situe au croisement du système Pampahasi (qui dessert les quartiers sud), du système Achachicala (qui alimente le centre-ville) et du système El Alto (qui dessert, plus haut, les *laderas**, ces quartiers populaires situés à flanc de montagne qui grimpent jusqu'au bord de l'Altiplano). Mais ce ne sont pas les systèmes différents qui expliquent les inégalités d'équipement entre les espaces urbains, il faut plutôt y voir l'effet différentiel de leurs potentiels économiques respectifs, liés au développement historique des deux villes, qui présentent des formes de ségrégation socio-spatiale

³¹⁰ Voir la carte : « Le système de distribution des eaux à La Paz et El Alto, années 2010 », p. XXX.

distinctes mais tout aussi marquées. Sans surprise, les quartiers les mieux équipés sont à la fois les plus anciens et ceux qui accueillent les populations les mieux dotées en capital économique. Tout comme « les villes coloniales ont été conçues à partir de principes discriminants de distribution de l'eau³¹¹ », le devenir postcolonial de La Paz et de sa périphérie populaire El Alto reproduit en les déplaçant les inégalités sociales.

Si le modèle du tout-en-réseau prévaut aujourd'hui dans l'ensemble de l'agglomération de La Paz-El Alto, les quartiers périphériques les plus récents ne bénéficient pas de son extension, ce qui les oblige à recourir à de petits systèmes qui captent généralement, à partir de résurgences et de puits, d'assez faibles débits d'une eau potabilisée et distribuée localement. De nombreuses familles se procurent de l'eau potable par d'autres moyens (petites coopératives utilisant des sources résurgentes ou des puits, par exemple). Ces formes alternatives d'approvisionnement, parfois nommées « petit système », qui favorisent des usages sociaux distincts³¹², peuvent être considérées comme concurrentes, mais aussi comme complémentaires, dans la mesure où elles nécessitent une auto-organisation collective. La coexistence de deux formes de production et d'approvisionnement en eau potable pose ainsi la question du modèle sociotechnique de ce service.

L'implantation des systèmes alternatifs

La mise en place du tout-en-réseau n'a pas fait disparaître ces systèmes alternatifs qui approvisionnaient auparavant les différentes communautés périurbaines peu à peu absorbées par l'expansion urbaine. Au premier abord, ils ne semblent d'ailleurs pas représenter un enjeu à l'échelle de l'agglomération, car ni le Samapa ni les autorités municipales ne s'y intéressent. Lors du recensement national de 2001, 3,6 % des foyers

³¹¹ Jean-Marc Fournier, « Service de l'eau... », art. cit., 2003, p. 137.

³¹² Voir Sylvie Jaglin, « Service d'eau et construction métropolitaine au Cap (Afrique du Sud) : les difficultés de l'intégration urbaine », *Revue française d'administration publique*, 107 (3), 2003, p. 433-445.

interrogés à El Alto déclarent s’approvisionner en eau de cette façon, pour 8,6 % à La Paz. Le chiffre peut sembler faible en regard des 84 % de foyers officiellement raccordés au système de distribution des eaux : les systèmes alternatifs devraient représenter 16 % des cas. Or cet écart s’explique surtout par l’imprécision des déclarations faites lors du recensement, liées aux caractéristiques sociales des populations concernées par le petit système et à leur implantation géographique dans la ville. Car les systèmes alternatifs sont encore nombreux en 2008 – un peu plus de 80. Mais, bien que leurs gestionnaires doivent les enregistrer auprès d’un service du ministère de l’Eau, rares sont ceux qui accomplissent ces démarches, complexes et coûteuses. Et, si les consommateurs d’eau provenant de petits systèmes sont plus nombreux à La Paz que dans l’ensemble de l’agglomération, cela s’explique par l’incomplétude des données : les petits systèmes qui se sont développés à La Paz sont plus anciens, mieux connus et mieux déclarés.

Dans certaines zones, leur usage traduit aussi des stratégies communautaires visant à réduire les coûts du service. Au total, 23 160 raccordements ont été assurés par 47 opérateurs locaux à petite échelle, contre plus de 160 000 pour Epsas, l’opérateur du réseau dans l’ensemble de l’agglomération. Ces comités, coopératives ou associations à but non lucratif, qui reposent sur l’organisation de collectifs de quartier, tentent de procurer de l’eau à la population à moindre coût.

On trouve ces systèmes alternatifs dans les zones urbaines déclarées non constructibles, notamment les *laderas*, les versants occidentaux de La Paz, qui se sont peuplés lors de la migration rurale des années 1960-1980. L’explication tient avant tout à des raisons techniques. L’entreprise d’eau n’est pas autorisée à étendre le réseau dans des lieux exposés à des catastrophes naturelles de type glissements de terrain. Personne n’est censé résider dans ces quartiers accidentés de La Paz mais, faute d’un contrôle strict de l’urbanisation, des quartiers entiers y ont été créés, et les habitants de ces lieux, issus des communautés de l’Altiplano et n’ayant pas les ressources financières pour s’installer ailleurs que dans

des quartiers informels en voie d'extension, ont trouvé dans les petits systèmes une réponse à leur quête d'un approvisionnement en eau.

Assez logiquement, les systèmes alternatifs sont aussi présents dans les zones récemment urbanisées, à savoir les périphéries (espaces semi-urbains d'El Alto et de La Paz). L'espace urbanisé, saturé, ne peut augmenter que par un empiètement sur les municipalités voisines, ou par l'urbanisation de plus en plus dangereuse des versants (les *laderas*), ou enfin par la construction de bâtiments à étages (autorisée par la municipalité depuis 2010 seulement). Par ailleurs, il s'effectue un déversement d'El Alto à partir des voies routières, d'une part vers ses propres espaces ruraux (ce qui oblige régulièrement les autorités municipales à déclarer urbains des espaces auparavant classés ruraux), d'autre part vers les municipalités voisines, où le contrôle de l'urbanisation est toujours moins strict qu'à La Paz et même qu'à El Alto. L'extension de la ville est donc plus rapide que son équipement, d'autant plus qu'elle dépasse largement les capacités de contrôle des autorités municipales. Les habitants de ces espaces font eux aussi le choix de la vie urbaine, tout en acceptant pourtant de composer avec l'absence provisoire de ses avantages, comme les services urbains : s'ils ne peuvent être connectés au grand réseau, ils se tournent vers la solution du petit système, en attendant.

Enfin, on trouve aussi les systèmes alternatifs dans les zones urbaines desservies par le réseau. Contrairement à ce qui se produit pour la population la plus pauvre et/ou la plus éloignée des réseaux urbains, les gens qui habitent dans ces espaces ont volontairement préféré être approvisionnés en eau par un système alternatif en raison des coûts très faibles et en dépit des désagréments (remplir des seaux hors de la maison pour se laver, cuisiner, etc.). Ces différentes situations justifient que les systèmes alternatifs opèrent avec des statuts différents : comités de l'eau rassemblant les responsables d'un quartier, ou coopératives dotées de statuts plus formels. Les systèmes alternatifs, qui occupent au final une fraction non négligeable de l'espace urbain, constituent un indicateur pertinent.

Le modèle du tout-en-réseau s'est construit en intégrant progressivement des systèmes déjà existants de production et de distribution de l'eau potable. En suivant cette logique, les actuels systèmes alternatifs devraient connaître la même évolution et devenir des éléments du réseau municipal. Toutefois, cela paraît peu probable, pour au moins deux raisons. La première tient au fonctionnement technique de ce réseau : il s'agit d'un système gravitaire qui, au regard de la topographie, ne saurait raisonnablement être étendu. La deuxième raison tient au coût de l'eau, et plus exactement à l'écart entre le prix de l'eau fournie par le réseau et celui de l'eau obtenue par le petit système, dans un contexte d'accroissement urbain. La précarité des ménages qui s'installent dans les nouveaux quartiers tend à multiplier d'autant plus les petits systèmes que ceux-ci sont plus flexibles, et que le coût marginal d'accès au réseau est important. Le prix du mètre cube dans le réseau municipal est de 1,90 boliviano (0,23 €) pour moins de 15 mètres cubes consommés par mois, et de 2,60 bolivianos (0,31 €) dans le cas d'une consommation mensuelle supérieure à 15 mètres cubes. La facture d'eau s'élève en moyenne, dans les quartiers périphériques caractérisés par la précarité et le travail informel, à 20 bolivianos environ (2,40 €), pour un revenu moyen compris entre 350 et 400 bolivianos, soit un peu moins de 5 % du budget total. Dans les zones centrales de La Paz, un usager raccordé au réseau reçoit en moyenne une facture un peu supérieure à 30 bolivianos (3,60 €), ce qui représente environ 2,5 % d'un budget de 1 200 bolivianos par mois (144 €, le salaire minimum de l'époque). Par comparaison, et en tenant compte de la grande diversité des opérateurs de petits systèmes à l'échelon national, l'enquête de la Banque mondiale évalue le prix moyen de l'eau à 10 bolivianos (1,20 €) par mois et par ménage, avec une consommation moyenne de 10 mètres cubes.

L'auto-organisation des coopératives d'eau³¹³

³¹³ Enquête réalisée avec la collaboration de Sophie Bouchez, stagiaire de l'IFEA, et de Sébastien Hardy, chercheur à l'IRD Bolivie, à l'époque dirigé par Jean-Joinville Vacher, qui appuyait inconditionnellement les sciences sociales.

Pour vérifier la complémentarité des systèmes, le choix d'un quartier aux caractéristiques bien spécifiques paraissait évident de prime abord. Enclavé entre une muraille rocheuse d'une centaine de mètres de la *ladera* est et la rue Buenos Aires, qui est un des centres de l'activité économique de La Paz, le *barrio* de Cotahuma se distingue par ses pentes verdoyantes et ses arbres surplombant les habitations. Il abrite une population qui n'est pas spécialement défavorisée, ce qui permet d'envisager d'autres raisons que les motivations de première nécessité pour recourir à la coopérative locale, dénommée Las Nieves, connue pour opérer de façon particulièrement collective.

À partir des années 1970, Cotahuma a vu se multiplier édifices, ateliers et commerces, construits sans respecter les critères techniques adéquats, sur des terrains en pente instables. L'installation de maisons dérogeant aux règles de l'urbanisme et du respect de l'environnement, ainsi que la densification progressive du quartier ont contribué à accroître les risques et à rendre plus difficile l'installation du grand système d'approvisionnement en eau. Le quartier se fournit donc majoritairement en eau à travers un système très développé d'une trentaine de coopératives, implantées depuis plusieurs dizaines d'années. Seuls 35 % des résidents du quartier ont un contrat auprès de l'entreprise publique gestionnaire du grand système.

La participation des sociétaires au fonctionnement de la coopérative et la relative proximité existant avec ses dirigeants permet d'éviter que les critiques à l'égard du service ne se transforment en conflits : les problèmes se règlent dans des assemblées au cours desquelles chaque partie a une importance égale. Par ailleurs, la collaboration de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), à Cotahuma depuis novembre 2008, a nourri la prise de conscience chez les dirigeants des coopératives de la nécessité de contrôler, outre la quantité distribuée, la qualité de leur eau. En 2008, au moment de cette enquête, 16 % des coopératives possèdent un système permettant de fournir une eau reconnue comme sûre par le laboratoire municipal. Nettoyage intégral du réservoir, installation d'un système de chloration ou encore achat de

tests mesurant la contamination de l'eau (dose de chlore présente et pH) sont autant d'actions accomplies par les coopératives pour améliorer la qualité de leur eau.

L'appui de l'OPS, avec l'apprentissage des méthodes à utiliser pour améliorer la qualité de l'eau, est crucial d'un point de vue technique. Lors de l'enquête, j'assiste à une session de formation des responsables des coopératives de la zone, sous la houlette d'un ingénieur de cette organisation internationale. À l'explication du fonctionnement institutionnel de la chaîne urbaine de l'eau succèdent les modules techniques, sur la mécanique des tuyaux, le nettoyage des canalisations et le traitement chimique de l'eau amenée à être distribuée – autant de « détails matériels », de compétences techniques et d'investissements temporels non négligeables, auxquels on ne pense pas forcément lorsqu'on met en valeur les pratiques du mouvement coopératif ou son originalité institutionnelle par rapport à l'État et au marché. Ces pratiques supposent en effet une dimension centrale d'éducation et de formation, qui engage la participation des associés et « qui donne un sens à l'action au-delà de la rationalité économique³¹⁴ ».

Les efforts fournis par les coopératives, avec l'appui d'institutions extérieures, pour procurer une eau de meilleure qualité à leurs usagers ont débouché dans les années 2000 sur la création d'un Comité de l'eau, regroupement institutionnel de toutes ces entités. C'est après s'être rencontrés à l'occasion de ces formations que les responsables des coopératives du quartier, qui ne se connaissaient pas, ou peu, en ont conçu l'idée. « À Cotahuma, j'ai rencontré une communauté », conclut l'ingénieur responsable du programme de l'OPS lors du deuxième séminaire Agua y Salud, en mars 2009. Les dirigeants des coopératives souhaitent que cette coopération avec l'OPS perdure : « C'est ce qu'il nous manquait », affirme l'un d'entre eux lors d'une visite des installations, en remerciant l'ingénieur de les avoir aidés à travers les

³¹⁴ Jean-François Draperi, « Le mouvement coopératif, une source d'inspiration pour les communs ? », in Nicole Alix *et al.*, *Vers une république des biens communs ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018, p. 79-90.

journées de formation et les inspections de coopératives (canalisations, chloration, etc.). Le président du Comité de l'eau souligne que « la coopération permet l'intégration » et il insiste sur la nécessaire implication des usagers à la vie de la coopérative. Le fonctionnement en coopérative, avec la participation de la communauté de résidents, constitue ainsi une forme d'auto-organisation des résidents. Il est alors possible de se demander quelles sont les conditions sociales d'une telle gestion collective, par les résidents, des ressources locales en eau et des services qui y sont liés.

Par ailleurs, l'absence de soutien de la mairie de La Paz est fréquemment critiquée par les dirigeants des coopératives, certains allant jusqu'à dire que « le système municipal est l'ennemi du système coopératif ». Ils déplorent le manque d'accompagnement matériel, financier et moral, l'administration municipale préférant les économies d'échelle du modèle du tout-en réseau. De fait, comme le rappelle l'ingénieur de l'OPS, « le statut des coopératives n'est pas reconnu par la mairie », ce qui rend impossible une quelconque aide de la part de celle-ci. Le soutien des autorités locales aux coopératives existe pourtant, mais surtout grâce au fort engagement personnel du chargé de relations des organisations sociales à la mairie. Lors de la création du Comité de l'eau, ce dernier leur a rappelé qu'il était nécessaire de mettre en place un plan d'action, avec des objectifs précis à remplir, de constituer un rapport d'évaluation des actions menées et d'organiser d'autres journées de formation pour diffuser les connaissances.

Fonctionnements et dysfonctionnements communautaires

Créée en 1972, la coopérative Las Nieves Ltda., reconnue par l'Institut national des coopératives, opère dans la zone d'Alto Tembladerani du district de Cotahuma, où elle distribue l'eau aux 180 habitations qui y sont installées. Sept membres permanents participent à son fonctionnement, et l'élection des dirigeants, à laquelle doivent participer tous les sociétaires, a lieu tous les deux ans. Selon le président de Las Nieves, le quartier se caractérise par une grande homogénéité sociale,

puisque la plupart des habitants sont artisans et à leur compte (mécaniciens, plombiers, cordonniers, couturiers, etc.) – ce que l'enquête par questionnaires confirme. Il affirme cependant qu'une quinzaine de familles appartiennent à des classes sociales plus élevées (avocats, ingénieurs, professeurs, etc.), ce que semble confirmer la diversité de l'habitat dans la zone. À quelques mètres de distance, on voit ainsi des maisons en briques de plusieurs étages, peintes et décorées avec des plantes, et des maisons en torchis, d'apparence plus ou moins délabrée.

Un quartier modeste

Un questionnaire est diffusé en mars-avril 2009 dans le quartier d'Alto Tembladerani. Il permet de compléter les données du recensement de 2001 et de la base de données géoréférencée constituée par un chercheur de l'IRD avec lequel je collabore, Sébastien Hardy³¹⁵. La population résidente du quartier n'est pas particulièrement défavorisée ; elle présente un profil modeste proche de celui des occupants d'autres zones des *laderas*, dont l'implantation remonte à la migration rurale des années 1960-1970 : 55 % des familles sont installées dans le quartier depuis plus de vingt-trois ans, et 61 % des chefs de famille sont propriétaires. D'un point de vue socio-professionnel, le quartier compte 22 % d'artisans, 17 % d'employés des services ou de vendeurs, 11 % d'employés de bureau, et la moitié de la population a un niveau d'études secondaire. 72 % des maisons sont en adobe ou en adobe et briques. 22 % des familles enquêtées vivent dans une seule pièce, 45 % en possèdent plus de trois. La moitié d'entre elles sont composées de quatre ou cinq personnes, mais 33 % comprennent six personnes ou plus. Les raisons majoritaires de l'implantation dans le quartier sont familiales (44 %), mais on trouve aussi des raisons professionnelles incitant à se rapprocher de la ville (33 %). 62 % des enquêtés sont nés à La Paz ou dans la province, 22 % dans le quartier même, et 16% dans un autre endroit du pays. Alors que 72 % des chefs de famille interrogés parlent aymara, seulement 22 % considèrent appartenir à un peuple originaire.

En ce qui concerne l'eau, 100 % des habitants la reçoivent de la coopérative, et 55 % possèdent leurs toilettes personnelles (évacuation dans l'égoût). 78 % reçoivent directement l'eau à l'intérieur de la

³¹⁵ Pour plus de détails sur l'enquête, voir Sébastien Hardy, Franck Poupeau, « L'auto-organisation de la gestion urbaine de l'eau. Les coopératives dans le système d'approvisionnement en eau de La Paz et El Alto (Bolivie) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 203, p. 86-105.

maison, et 22 % dans la cour. Du point de vue de l'hygiène corporelle, 22 % des familles déclarent laver leurs enfants tous les jours. Dans 56 % des cas, les adultes disent se laver entre deux et trois fois par semaine. En effet, les enquêtés n'ayant pas de douche dans leur logement (45 %) doivent utiliser les douches publiques. La totalité des enquêtés utilisent l'eau qui arrive dans la maison pour faire la vaisselle et se débarrassent des eaux usées par les tuyauteries. Les problèmes liés à l'eau persistent : 17 % disent que leurs enfants ont déjà eu des problèmes digestifs. En cas de problème de santé, 78 % des enquêtés se rendent au centre de santé de Cotahuma, 11 % chez un médecin particulier.

Parmi les enquêtés, 83 % n'ont observé aucun signe de rareté de l'eau dans le quartier de Cotahuma, même s'ils sont conscients que dans la province de La Paz existent des problèmes de sécheresse et que l'eau se fait plus rare. La perception du service de la coopérative est plutôt bonne, et, si la plupart des habitants ont subi des coupures d'eau, la majorité reconnaît qu'elles ne sont que très peu fréquentes (nettoyage du réservoir, etc.). De plus, 78 % considèrent que la qualité de l'eau fournie par la coopérative est bonne. Les usagers se déclarent donc globalement satisfaits du service, même si le directeur de la coopérative reconnaît que le système d'eau manque encore d'une optimisation pour répondre aux nouvelles demandes d'adhésion adressées par des habitants voisins actuellement reliés au réseau public. Il pense installer un compteur dans chaque maison afin de réguler la consommation ; il prévoit aussi de mettre en place des contrats entre les usagers et la coopérative afin de limiter les abus des propriétaires, qui font payer plus cher leurs locataires.

La zone où opère la coopérative Las Nieves recense 186 usagers, avec des statuts différents³¹⁶ : les sociétaires ont des droits et devoirs particuliers, qui ne concernent pas les adhérents. Selon le directeur de la coopérative, les sociétaires « sont inclus, inscrits dans la direction de la coopérative », alors que « les adhérents ne collaborent pas ». Participation aux assemblées, à l'élection du directeur et des membres permanents, aux travaux d'entretien et aux réparations du matériel sont autant d'actions auxquelles sont astreints les sociétaires en échange d'un droit de décision au sein de la coopérative, où tous ont une importance égale. Le fait que la

³¹⁶ Les usagers ainsi dénombrés étant uniquement les chefs de famille, et chaque famille comportant en moyenne cinq personnes, on peut donc estimer le nombre réel d'usagers de la coopérative à 1 000 environ.

quasi-totalité des usagers soient sociétaires indique la volonté de la coopérative de les responsabiliser, les faire participer et développer entre eux un esprit coopératif. Comme le rappelle le directeur de la coopérative : « L'eau nous rassemble. »

Cette participation va de pair avec une grande satisfaction déclarée des usagers. Aucune réticence majeure n'existe par exemple quant au prix mensuel de la facture d'eau : 95 % des enquêtés considèrent que le tarif de consommation est raisonnable (5 Bs par mois, soit moins de 1 €) et 72 % que le prix du raccordement est abordable (500 Bs, soit 60 € environ). Par rapport au budget moyen d'un ménage d'employés, qui est de 1 200 bolivianos (144 €), avec un coût mensuel moyen de 2,5 % du budget (30 Bs environ, soit 3,60 €), la consommation mensuelle d'un usager de coopérative représente moins de 0,5 % de son revenu. Mais c'est par rapport aux zones périphériques en extension, où le service en réseau n'arrive pas et où le prix mensuel de l'eau représente 5 % du budget mensuel total, que la coopérative s'avère avantageuse d'un point de vue financier : pour ces ménages aux revenus modestes ou irréguliers, le prix qu'ils paient l'eau représente la même proportion que pour les autres ménages, et même un peu moins. Si l'on compare avec les ménages de même revenu qui ont accès au grand système, le prix de l'eau de la coopérative apparaît donc d'autant plus avantageux que les revenus sont modestes.

Lors de l'enquête, à Las Nieves comme dans l'ensemble des coopératives étudiées, les responsables des coopératives soulignent cependant une baisse de la participation communautaire au fonctionnement. Les « jeunes générations » se trouvent accusées de délaissé la gestion collective – souvent assimilée à la « tradition » –, de la même façon qu'ils sont moins portés à apprendre les langues aymara et quechua des populations dites « originaires » de l'Altiplano qui ont constitué l'essentiel de la migration rurale des années 1970-1980 dans les *laderas* de La Paz. De plus en plus de coopératives envisagent donc d'augmenter le coût de l'eau pour les usagers qui ne participent jamais aux travaux d'entretien ou aux assemblées générales. Les abus de certains

sont aussi soulignés, et de plus en plus de présidents de coopérative expriment la nécessité de mettre en place des compteurs pour contrôler la consommation, pas forcément pour mettre en place des tarifs au mètre cube d'eau consommée, mais du moins pour surtaxer les consommations trop importantes. Cependant, un compteur ne coûtant pas moins de 50 dollars (350 Bs, 42 €), les coopératives devront augmenter le prix de l'eau pour les installer.

Quant aux jeunes usagers (20-35 ans) interviewés, ils voient la participation communautaire est à la fois comme une contrainte de temps et comme une activité dénuée de sens par rapport au style de vie qu'ils mènent, ou auquel ils aspirent. Les facilités matérielles de l'accès à l'eau à domicile, la qualité du service fourni par la coopérative et leur désir de se consacrer à d'autres activités que celles concernant la vie du quartier sont ainsi mentionnés. Chez les jeunes actifs, la détérioration des conditions de travail, qu'il s'agisse d'activités salariées, de petit entrepreneuriat ou d'économie informelle (vente de rue, chantiers, etc.), exerce une pression qui rend difficile l'engagement collectif. À Las Nieves par exemple, il faut en effet non seulement assister aux réunions, mais aussi travailler sur les installations (réparations, nettoyage, etc.) au moins 15 dimanches par an afin que la valeur de la contribution de chaque famille atteigne virtuellement environ 500 Bs (60 €). Les contributions familiales sont notées sur un cahier tenu par le président de la coopérative ; ce dernier est autorisé à demander des sanctions lors des assemblées générales. En pratique, c'est seulement une hausse des prix qui est envisagée, preuve du caractère de plus en plus général de la désaffection.

Le désengagement des nouvelles générations de résidents révèle une autre condition du fonctionnement des coopératives. Ces petits opérateurs parviennent à raccorder les quartiers considérés à un petit système d'eau et d'égouts à faible coût (moindre en tout cas que celui du réseau municipal, compte tenu des difficultés techniques liées au relief, à l'éloignement, etc.), mais le manque de ressources économiques mobilisables constitue une limite à leur bon fonctionnement : entretien

des installations, contrôle de plus en plus normé de la qualité de l'eau par la fédération des coopératives, mise en place éventuelle d'un système de potabilisation par chaque opérateur constituant autant de paramètres impliquant à terme la recherche de soutiens extérieurs (autorités municipales ou ONG) afin de financer l'embauche de professionnels de l'eau capables d'assurer la partie technique des tâches.

Des alternatives peu reconnues

Dans l'agglomération de La Paz règne l'idée que la distribution d'eau potable constitue un cycle technique complet, justifiant un opérateur unique d'exploitation gérant tout le cycle pour tous les usagers – dans la ligne établie par les ingénieurs hygiénistes européens dès le XIX^e siècle. Ce modèle du tout-en-réseau présente de nombreux avantages. Il fournit de grandes quantités d'eau, permet d'en contrôler la qualité et d'en gérer la distribution auprès d'un grand nombre d'habitants. Il a largement fait la preuve de son efficacité en rationalisant son fonctionnement technique, notamment grâce à l'expertise française de l'opérateur privé entre 1997 et 2007. À La Paz, l'efficacité du tout-en-réseau est pourtant mise en question. Les autorités publiques, qui ont repris le contrôle du service, exigent que l'entreprise de distribution approvisionne toute la population de l'agglomération (excepté dans les espaces à risque), avec un coût encadré. Cette politique oblige à étendre le réseau, dans un contexte où les règlements d'urbanisation sont peu respectés par les habitants. Le coût de cette extension est à peine couvert par la péréquation financière établie pour favoriser les transferts entre les clients les plus aisés et les plus pauvres, ainsi que par les subventions publiques. L'extension se fait donc souvent au détriment de l'entretien des infrastructures existantes, ce qui provoque une détérioration générale du service et, par conséquent, le mécontentement des clients, en particulier des plus gros contributeurs. Finalement, et puisque le contrat n'a pas été modifié par le changement de statut de l'entreprise publique, on assiste aux mêmes logiques d'équipement qu'avec le concessionnaire privé : les quartiers périphériques en expansion sont moins bien équipés, avec des solutions

de compensation souvent défailtantes (système « condominial », participation des résidents à la construction des infrastructures, etc.).

Par ailleurs, cette politique d'extension implique l'augmentation de la demande en eau, alors même que la ressource se raréfie et que le climat sur l'Altiplano bolivien est incontestablement en train de changer. En effet, à cause du réchauffement, les glaciers jouent de moins en moins leur rôle de rétenteurs-restituteurs d'eau, d'où la réduction des volumes désormais disponibles pendant l'hiver, la saison sèche³¹⁷. Pour faire face à ce problème, les administrations municipales réagissent dans la logique du tout-en-réseau, en allant capter l'eau de plus en plus loin afin d'en augmenter le flux entrant, et ils la stockent pour la rendre disponible pendant les périodes d'étiage. Cette gestion nécessite des investissements coûteux en infrastructures (construction de barrages, de canalisations, etc.). Le coût de l'eau potable ainsi produite augmente, obligeant les clients à réduire leur consommation, ce qui met en péril la capacité d'investissement et de fonctionnement de l'entreprise.

Dans un contexte de fragilisation du fonctionnement du réseau d'approvisionnement en eau potable (raréfaction des ressources, coût de fonctionnement, etc.), les coopératives peuvent ainsi constituer de véritables alternatives. Elles permettent à une part non négligeable de la population de l'agglomération de La Paz de s'approvisionner en eau, à un coût très faible, sans fragiliser le système en réseau, dont la capacité de fonctionnement ne peut fortement augmenter. Pourtant, les systèmes alternatifs rencontrent aussi des difficultés. Le profil de leurs usagers, très proche de celui des usagers en demande de raccordement au réseau, montre que l'engagement coopératif ne relève pas de motivations politiques, mais d'une forme de rationalité instrumentale : il s'agit d'accéder à l'eau pour vivre le plus commodément possible dans un

³¹⁷ Voir Edson Ramírez, Bernard Francou *et al.*, « Small glaciers disappearing in the tropical Andes. A case study in Bolivia: Glaciar Chacaltaya (16°S) », *Journal of Glaciology*, 47, 157, 2001, p. 187-194 ; José Marengo *et al.*, « Climate change: evidence and future scenarios for the Andean region », in Sebastian Herzog *et al.* (dir.), *Climate Change Effects on the Biodiversity of the Tropical Andes: An Assessment of the Status of Scientific Knowledge*, Paris, IAI-Scope, 2011, p. 110-127.

milieu urbain choisi. La gestion des systèmes alternatifs favorise incontestablement l'émergence d'une certaine autonomie, puisque leurs membres gèrent eux-mêmes la ressource hydrique. Mais la participation n'en garantit pas pour autant la pérennité, les jeunes générations ayant tendance à refuser de participer quotidiennement aux formes auto-organisées de fonctionnement collaboratif (entretien, assemblées, etc.). Dans le même temps, le fonctionnement de la coopérative se « professionnalise », comme l'ont montré les actions de contrôle et de formation des comités de quartier et des responsables de coopérative, et les coûts liés à l'application des nouvelles normes sanitaires compliquent la gestion de ces systèmes alternatifs désireux d'être reconnus par les autorités locales.

L'intérêt de la coexistence de deux systèmes d'approvisionnement en eau est cependant manifeste à plus d'un égard. En cas d'incident ou de catastrophe susceptible d'endommager le réseau, l'opérateur du réseau n'a pas à approvisionner les habitants qui utilisent les systèmes alternatifs : reposant sur un principe technique simple, ceux-ci ne présentent généralement que des problèmes mineurs qui privent rarement d'eau leurs utilisateurs. Par ailleurs, certaines coopératives ont un débit suffisamment important pour approvisionner temporairement des éléments localisés à proximité. Il s'agit d'éléments du fonctionnement urbain habituellement alimentés par le réseau, comme les écoles, les centres de santé, et dont l'arrêt provoque une situation de crise qui peut facilement se propager à toute l'agglomération. La coexistence de deux systèmes est susceptible de faciliter le fonctionnement urbain, en le rendant non seulement moins fragile, mais potentiellement créateur de solidarités territoriales, comme dans l'exemple de la gestion d'une crise. On constate d'ailleurs une évolution vers des systèmes composites « hybridant les grands systèmes conventionnels avec des systèmes

alternatifs conçus pour fonctionner à des échelles géographiques réduites³¹⁸ ».

Au tournant des années 2010, les coopératives semblent encore constituer une possibilité alternative en matière de développement urbain et de politique hydrique. Epsas n'a pas la capacité de réaliser l'objectif de « l'eau pour tous » et, contrairement à l'entreprise privée Aguas del Illimani, elle n'a pas annoncé vouloir absorber les coopératives, dont l'utilité est même officiellement reconnue. Pour autant, aucun soutien institutionnel n'est apporté aux coopératives d'eau, ni par les mairies, ni par le gouvernement. Les investissements publics des municipalités restent ainsi orientés sur les mégaprojets d'infrastructures (*políticas « mega-obristas »*), sachant que les contrats avec les cimenteries favorisent le clientélisme au sein des administrations comme des directions des comités de quartiers périphériques, dont le rôle est désormais de contrôler la contestation sociale face aux problèmes d'équipement³¹⁹. En ce qui concerne le gouvernement, la reconnaissance, à côté de l'économie étatique, de l'économie coopérative, privée et communautaire, au sein d'un modèle économique pluriel (art. 306), affirme à la fois les « principes de complémentarité, réciprocité, solidarité, redistribution, sécurité juridique, durabilité, équilibre, justice et transparence » et l'égalité de traitement entre ces différents secteurs (art. 311).

Mais, dès le tournant des années 2010, des réserves sont émises : les « expériences récentes du système coopératif national, dans les secteurs urbain ou rural, révèlent de fréquents cas de mauvaise gestion économique, de corruption, de népotisme, d'usage dispendieux des ressources, de faillite, de surendettement, de contrat irrégulier, de privilèges accordés aux dirigeants et de combines politiques. Nous avons

³¹⁸ Olivier Coutard, « Services urbains : la fin des grands réseaux ? », in Olivier Coutard, Jean-Pierre Lévy (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Économica-Anthropos, 2010, p. 102-129.

³¹⁹ Voir Centro de documentación e información Bolivia, *Presupuestos urbanos. De la ritualidad participativa a la imposición del concreto. Un estudio de la inversión municipal en las cuatro ciudades del eje de Bolivia*, Cochabamba, Cedib, 2011.

les exemples des crises des coopératives de télécommunications, des coopératives minières et des coopératives agricoles. L'institutionnalisation de ces systèmes amènera à un fonctionnement régulé entre l'État et les coopératives en résolvant les problèmes de gestion qui ont empêché d'arriver à un système viable dans le pays³²⁰ ». L'absence de coordination institutionnelle et de régulation économique d'un secteur qui se proclame auto-organisé renvoie ainsi à la construction historique de ce secteur contre toute forme publique d'autorité.

Au moment où j'achève cette partie de l'enquête sur les coopératives et leur complémentarité éventuelle avec le modèle du tout-en-réseau, il est encore trop tôt pour porter un diagnostic sur le « processus de changement » en Bolivie et son impact sur la mise en œuvre d'alternatives politiques en matière de gestion de l'eau. Sans doute la conflictualité politique du pays, en particulier les luttes autour de la Constitution, rend-elle difficile d'échapper, dans l'analyse, aux affects suscités par les discours des forces en présence ; les tentatives de déstabilisation menées par l'opposition ou, inversement, le discours hégémonique du gouvernement laissent par ailleurs peu de place à une évaluation critique du processus³²¹ ; mais surtout, il est trop tôt pour discerner, après la reconnaissance constitutionnelle de formes plurielles d'économie, des tendances émergentes ou des logiques sociales qui permettraient d'anticiper les effets des politiques menées. Je décide alors d'étendre à nouveau mon enquête de terrain, cette fois à l'ensemble du territoire pacénien, de façon à obtenir une vision plus large des systèmes alternatifs dans les périphéries urbaines en extension, qui constituent le signe le plus évident d'une transformation des structures de l'espace social.

³²⁰ Osvaldo Walter Gutiérrez Andrade, « Desafíos de la economía plural en Bolivia », *Revista Perspectivas*, 34, 2014, http://www.scielo.org.bo/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1994-37332014000200001.

³²¹ Voir *infra* l'intervention « Une polarisation politique ? », p. XXX.

Intervention – Une polarisation politique ?

Autonomies régionales et luttes identitaires

Publié sur le site de l'Opale, mai 2009 (avec Hervé Do Alto)

Le 25 janvier 2009, le projet de Constitution politique de l'État bolivien a été approuvé par référendum avec 62 % des voix. Avant même l'annonce des résultats officiels, c'est pourtant un étrange spectacle qu'ont offert les leaders de l'opposition régionale et les médias privés qui les soutiennent. Affirmant la victoire du non dans leurs bastions respectifs, ils ont contesté la victoire du oui sur le plan national en appelant à un nouveau « pacte » leur permettant de mener à terme le projet autonomiste que, selon eux, la nouvelle Constitution ne reconnaît pas. On peut se demander, dans une perspective internationale, pourquoi la Constitution équatorienne a pu être approuvée à 64 % sans contestation, alors qu'en Bolivie, où le vote en faveur de la Constitution est de 62 % (soit plus de 20 % d'avance sur le non), l'approbation a été remise en question avec une grande virulence. L'insistance des médias à nier la réalité du soutien populaire à Evo Morales ne peut que conforter l'image d'un président en butte à l'hostilité de la politique « traditionnelle ».

Les débats postélectorales ont été le théâtre d'une lutte non seulement sur la valeur des résultats mais, bien plus, sur l'interprétation même du processus de changement. Car la stratégie de l'opposition ne s'est pas bornée à assimiler le vote « non » à une opposition au gouvernement, elle s'est surtout employée à redéfinir des principes de vision et de division du monde social en tentant d'imposer sur un scrutin national une analyse des résultats par région. « Evo a gagné à La Paz, mais perdu à Santa Cruz », pouvait-on entendre les commentateurs politiques assener avec autorité. Au-delà des dynamiques politiques occultées par ce type de lecture pour l'interprétation des ressorts du non, c'est sur la thèse de la « polarisation politique » d'un pays « coupé en deux » qu'il s'agit de revenir.

Une dynamique politique occultée : la mobilisation des campagnes

Les résultats du référendum constitutionnel restent favorables au gouvernement. Le oui est toujours au-dessus des votes obtenus lors de l'élection présidentielle de 2005 ou de l'élection des membres de l'Assemblée constituante, en 2006. Mieux, les campagnes, des régions occidentales comme orientales, consolident leur appui au gouvernement. Un constat qui donnera lieu aux thèses les plus improbables quant à une « fraude d'ampleur », laissant surtout transparaître une ignorance manifeste des dynamiques politiques à l'œuvre depuis plus d'une dizaine d'années. Le processus constituant a en effet été marqué par l'émergence d'un cadre politique inédit dans l'histoire du mouvement paysan bolivien : le Pacte d'unité auquel ont pris part la quasi-totalité des organisations paysannes et indigènes, avec comme objectif l'élaboration d'un projet de Constitution commun.

Cette alliance entre les confédérations syndicales paysannes intimement liées au MAS et des organisations indigènes des régions andines et amazoniennes n'avait

pourtant rien d'évident. Le syndicalisme rural bolivien, en effet, a connu un long processus de politisation, qui a culminé dans le cycle de protestations de 2000-2005. Ainsi, aux combats des *regantes* (usagers de systèmes communautaires d'eau potable) lors de la « guerre de l'eau » de Cochabamba en 2000 ont succédé les soulèvements des paysans aymaras de 2000-2001, les résistances *cocaleras* de 2001-2003, avant que les organisations andines participent à la « guerre du gaz » de septembre-octobre 2003 à El Alto. Ce protagonisme croissant s'est traduit dans le champ politique par le ralliement de la quasi-totalité des syndicats « de base » au parti d'Evo Morales, lui-même conçu comme un simple « instrument politique » au service de ces mêmes organisations.

Paradoxalement, à cette tradition combative du syndicalisme paysan s'est souvent opposé le pragmatisme des organisations indigènes et originaires. Si la naissance et l'évolution de la CSUTCB sont consubstantielles à la résistance aux régimes militaires (années 1970), puis à la lutte contre les gouvernements néolibéraux (années 1990), la trajectoire d'organisations telles que la Cidob* ou le Conamaq* est tout autre. Généralement nées de l'initiative d'ONG soucieuses de capter des financements proposés par la coopération et les institutions internationales (BM, FMI, BID, etc.) dans le but de « consolider les sociétés civiles des pays du Sud », ces structures évoluent en marge du syndicalisme. Ces deux organisations conservent un lien étroit avec les ONG, et des revendications orientées vers la reconnaissance de droits collectifs par un État perçu comme un « allié potentiel », ce qui explique le rapport différent qu'entretiennent syndicalistes et organisations indigènes avec le monde politique : tandis que les premiers tendent vers une lente rupture avec le système de partis au fil de la radicalisation du cycle de protestations pour privilégier une stratégie d'« autoreprésentation » des secteurs paysans à travers le MAS, les seconds adoptent plus volontiers une relation pragmatique avec les partis politiques disposés à relayer leurs revendications propres – et à leur garantir des postes dans l'administration publique, principalement dans les municipalités et les préfectures.

De fait, le processus constituant commence bien avant l'élection de l'Assemblée ou même la victoire de Morales : Carlos Mesa, lors de sa présidence intérimaire (2003-2005) à la suite de la « guerre du gaz », avait lui-même ouvert la voie à ce processus en recourant à une réforme constitutionnelle, en février 2004, qui permettait la convocation d'une telle instance. C'est à cette époque que débute, à l'initiative de nombreuses ONG agissant dans le domaine de la « consolidation de la société civile », un long cycle de séminaires visant à l'élaboration d'un projet constitutionnel propre au mouvement rural. Habitues à travailler en totale autonomie par rapport au MAS, dans une perspective d'unification politique et sociale du monde indigène, ces ONG œuvrent à la constitution d'un espace politique, le Pacte d'unité, qui leur permet de travailler à des convergences au-delà de leurs aspirations parfois contradictoires – et souvent enserrées dans un corporatisme à courte vue³²². En ce sens, le Pacte d'unité permet à des organisations longtemps concurrentes d'élaborer des revendications et un projet communs.

Lors de l'élection de l'Assemblée constituante, en juillet 2006, le MAS apparaît comme le partenaire évident des organisations syndicales et paysannes, et le Pacte

³²² Si ces ONG s'avèrent soucieuses de faire respecter leur autonomie à l'égard du gouvernement Morales, elles n'en demeurent pas moins sa principale filière de recrutement.

d'unité permet de rallier la Cidob et le Conamaq, qui voient logiquement dans l'« instrument politique » des *compañeros* paysans l'allié le plus indiqué dans le champ politique pour proposer des candidats à l'Assemblée constituante. Tout au long du processus constituant (2006-2008), le pacte restera traversé par de nombreuses tensions, au point de friser parfois la rupture entre les deux pôles constitués par les syndicalistes et les organisations indigènes, notamment à cause des fréquents « rappels à l'ordre » lancés par le pouvoir exécutif. Cette expérience constitue néanmoins une première dans l'histoire politique et sociale du monde rural, qui connaît là un processus d'unification politique sans précédent, dont les effets électoraux restent trop souvent occultés, par les médias comme par les commentateurs politiques.

Les ressorts du non : l'importance des contextes locaux

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant de constater un vote massif en faveur du MAS dans les campagnes, estimé à 80 % sur le plan national et atteignant parfois plus de 95 % dans certaines communautés. Le vote rural, autrefois éclaté entre plusieurs partis dotés d'un soutien spécifique (et souvent clientéliste) dans les campagnes boliviennes, a en effet évolué vers une nette concentration des voix en faveur du MAS. Cette dynamique reste ignorée de la majorité des médias nationaux, qui préfèrent s'attarder sur de supposés cas de fraude ou sur l'importance du vote « par us et coutumes » dans certaines communautés afin de semer le doute sur les résultats obtenus par le parti de Morales et, au-delà, sur la validité du scrutin.

Existe-t-il pour autant une rupture entre des campagnes acquises au MAS et des centres urbains érigés quant à eux en bastions de résistance à l'hégémonie paysanne incarnée par Morales ? Cette hypothèse, qui permet de diffuser massivement l'idée que le spectre de la guerre civile plane toujours sur le pays, constitue la base des analyses concluant au retour à la « polarisation » de la vie bolivienne. Pourtant, avec un vote atteignant 52 % des voix pour le MAS dans les villes, y compris celles des régions hostiles au gouvernement, on peut s'interroger sur la réalité d'une telle fracture. Un examen attentif des résultats électoraux conduit à un constat pour le moins inattendu : les catégories habituellement employées pour analyser la situation politique bolivienne ne rendent que partiellement compte de celle-ci. Le clivage urbain-rural ne connaît en effet qu'une application limitée dans le cas bolivien. Ainsi, les villes de l'Altiplano que sont Oruro, Potosí, La Paz et El Alto ont très majoritairement voté en faveur de la Constitution (le oui obtenant même plus de 85 % dans cette dernière) – quatre centres urbains qui, par leur importance démographique, ont permis au oui de s'imposer au niveau national. Mais, qu'il s'agisse de Cochabamba, de Tarija ou de Santa Cruz, toutes les villes boliviennes entretiennent des rapports intenses avec les zones rurales environnantes – rapports généralement matérialisés par une extension urbaine souvent mal maîtrisée, illustrant un flux de migration continu en provenance des campagnes, et par la présence maintenue de marchés paysans, témoin du poids toujours aussi important que joue l'agriculture traditionnelle dans les économies locales.

Des campagnes soutenant massivement Morales, des villes de l'Occident bolivien se prononçant majoritairement en faveur du texte constitutionnel : tel est le panorama auquel aboutissent les résultats du référendum constitutionnel de 2009. Parmi les régions associées à l'opposition, le recul du score obtenu par le oui entre le référendum révocatoire de 2008 et celui pour la nouvelle Constitution, en 2009, doit être

interprété avec prudence³²³ – il faut dire que le référendum révocatoire était apparu comme une manœuvre politicienne ne laissant pas sa chance au changement. Si la tendance à la baisse des résultats pro-gouvernementaux est commune à l'ensemble du pays, un examen attentif de l'évolution des scores en termes de suffrages absolus conduit à une constatation éludée dans les médias nationaux et internationaux : les votes en faveur du oui ne connaissent globalement qu'une légère baisse (ils passent de 2 103 872 à 2 064 417, soit une perte d'environ 60 000 suffrages), tandis que c'est l'évolution du vote en faveur du non qui témoigne d'une réelle remobilisation électorale (de 1 017 037 à 1 296 175, soit un gain de presque 300 000 voix). Dès lors, sans doute convient-il de ne plus tant centrer l'attention sur la supposée fracture du pays en deux camps antagoniques, mais plutôt sur le ressort de cette légère démobilisation du soutien à Morales et de l'importante mobilisation que le nouveau texte constitutionnel a entraînée contre lui.

Ainsi, dans la ville de Cochabamba, une partie de l'électorat massiste semble s'être inclinée en faveur du non par défiance envers les organisations paysannes départementales. Celles-ci, quelques semaines plus tôt, le 12 décembre 2008, avaient obtenu la démission forcée du préfet Rafael Puente, pourtant nommé par Evo Morales au lendemain de la révocation de Manfred Reyes Villa, le 10 août. Ex-jésuite et figure emblématique de la « vieille gauche », Puente déclara avoir été la cible d'un lobbying actif de la part des syndicats ruraux qui, face à un préfet qui ne cédait pas à leurs demandes incessantes pour obtenir des postes au sein de l'administration départementale, n'ont pas hésité à dénoncer auprès du président l'absence de toute coordination de la préfecture avec les organisations sociales.

Plus significatif encore est le cas du Pando. Le 16 septembre 2008, le préfet Leopoldo Fernández est arrêté par les forces armées, tandis que l'état de siège entre en vigueur sur l'ensemble du territoire du plus petit département de Bolivie, situé dans le Nord amazonien, à la frontière du Pérou et du Brésil. Cinq jours auparavant, le 11 septembre, plusieurs fonctionnaires de la préfecture avaient été impliqués dans le massacre de 18 paysans dans la localité d'El Porvenir, alors que ces derniers se dirigeaient vers Cobija, la capitale départementale, où la fédération locale tenait une assemblée générale. Rapidement accusé par le gouvernement d'être le responsable intellectuel de l'attaque, l'ancien « cacique » du Pando est appréhendé et incarcéré dans la prison de San Pedro, à La Paz. Il ne fait guère de doute que les 11 points perdus dans cette région sont le résultat des actions du gouvernement Morales dans le département. Reste à savoir s'il s'agit d'un strict vote sanction à caractère politique, ou d'une protestation via les élections contre la réduction du nombre de fonctionnaires travaillant

³²³ Les départements du Beni et de Santa Cruz se sont massivement prononcés contre le texte constitutionnel (respectivement 67,3 et 65,3 %), mais la carte de la « demi-lune » oppositionnelle peine à se stabiliser : ainsi, le département de Chuquisaca, dont la préfète Sabina Cuéllar s'est ralliée à l'opposition régionaliste conduite par le Comité civique pro-Santa Cruz, a vu le vote en faveur de la nouvelle Constitution l'emporter avec 51,5 % des voix. Les baisses les plus fortes sont ainsi enregistrées dans le Pando (- 11,6), mais également à Oruro, une place forte massiste (- 9,3) ; la tendance à la baisse du vote pro-gouvernemental touche même le département de La Paz, un autre bastion du MAS dans le pays, le oui passant de 83,3 à 78,1 % (- 5,2 points) d'un scrutin à l'autre.

pour la préfecture. Avec l'arrestation de Fernández, en effet, c'est tout un réseau de clientèle qui a soudainement perdu son noyau articulateur.

Le mythe de la « division du pays » par la nouvelle Constitution politique

S'il est déjà discutable de parler d'un processus de « polarisation » à l'œuvre en Bolivie, il est encore plus délicat de conclure que l'adoption du nouveau texte constitutionnel puisse conduire à une « division imminente du pays ». C'est en août 2008 que les comités civiques orientaux, après l'échec du référendum révocatoire, ont promu une série d'actions de déstabilisation dans les principales villes orientales, avec force blocages de routes et occupations d'institutions publiques – un cycle de violences qui culminera avec le « massacre d'El Porvenir ». Les négociations ouvertes au lendemain de l'arrestation du préfet du Pando, d'abord avec les autres préfets autonomistes, puis avec l'ensemble de l'opposition, donnaient à voir une droite considérablement affaiblie. Celle-ci arracherait tout de même un accord plus qu'acceptable au sein du Parlement : ainsi, pour permettre la tenue du référendum constitutionnel et obtenir le blanc-seing de l'opposition, plus de 100 articles furent modifiés.

C'est sur un air d'unanimité que l'ensemble de la classe politique bolivienne a donc accueilli l'approbation de la loi de convocation du référendum constitutionnel. Certes, quelques parlementaires issus des départements de la *media luna* ont boycotté la fin des négociations, au nom de la loyauté à l'égard de leurs régions. Mais ce ne sont globalement que des exceptions, le reste de l'opposition acceptant de jouer le jeu. Y compris les leaders autonomistes les plus radicaux, tels le préfet de Santa Cruz, Rubén Costas, ou le président du comité civique local, Branko Marinković, qui avaient fait part dans un premier temps de leur soutien au oui. Mais la « demi-lune » va rapidement organiser sa campagne d'opposition. Sous la pression des franges les plus radicales du Comité pro-Santa Cruz, incarnées entre autres par Carlos Valverde Barbery, ex-fondateur de la violente Union de la jeunesse de Santa Cruz (UJC), le président du comité, Branko Marinković, ainsi que le préfet de Santa Cruz, Rubén Costas, et les autres préfets régionalistes ont annoncé les uns après les autres leur ralliement au non.

La campagne de l'opposition s'est concentrée sur quelques points seulement : d'abord, sur au caractère « laïc » de l'État, même si la nouvelle Constitution n'explicite pas ce point. Le texte prévoit en effet de faire de l'État bolivien un État « indépendant de toute religion », mettant ainsi fin au statut de religion officielle dont bénéficie encore le catholicisme en Bolivie (art. 4). Ensuite, la droite n'a cessé de dénoncer les inclinations totalitaires que recèlerait le texte, en insistant particulièrement sur les dangers induits par la possibilité pour le président de se faire réélire une fois à l'issue de son mandat (art. 168). Comme lors des précédents scrutins, elle a trouvé là l'occasion d'agiter le spectre d'une « cubanisation » du pays, en dressant autant que possible un parallèle entre la nouvelle Constitution et la campagne menée par Hugo Chávez pour obtenir une réforme constitutionnelle autorisant la réélection illimitée de tout élu au Venezuela. Plus généralement, la droite, particulièrement à Santa Cruz, a présenté le texte comme un danger pour l'unité du pays, dans la mesure où il introduirait une citoyenneté « à deux vitesses ». Ainsi, la promotion de droits collectifs pour les peuples « indigènes-originaux-paysans » (**partie I, titre II, chapitre IV**) et l'introduction parmi les symboles de l'État d'éléments étroitement liés au monde rural andin, comme la *wiphala* (drapeau

associé aux peuples aymaras), consacrerait l'avènement d'un État indianiste privilégiant les « originaires » au détriment des métis, créoles et Blancs.

Le débat sur le caractère indianiste du texte tend en fait à dissimuler d'autres enjeux, relatifs, toujours et encore, à la mise en œuvre des autonomies, qui sont à l'origine des conflits entre le gouvernement central et les préfectures départementales depuis 2006. Les statuts d'autonomie soumis au vote lors des référendums illégaux réalisés au cours des mois de mai et juin 2008³²⁴ montraient de sérieuses divergences entre ces départements quant à l'octroi de droits collectifs aux peuples originaires. Ainsi, les statuts de Tarija, département où les indigènes sont extrêmement minoritaires, dotaient les peuples originaires d'un niveau d'autonomie propre relativement poussé ; ce qui n'était pas le cas des départements de Santa Cruz et du Beni, qui partagent deux caractéristiques : d'une part, l'importance de la propriété foncière, de l'agro-industrie et de l'élevage ; d'autre part, le poids croissant des peuples indigènes comme protagonistes du jeu politique départemental. Si, à Tarija ou dans le Pando, l'octroi de larges prérogatives aux peuples originaires n'a que peu d'incidence sur la gouvernabilité future des départements, il n'en est pas de même à Santa Cruz et dans le Beni, où la rédaction des statuts avait clairement pour objectif la mise en place d'un blindage contre toute menace sur les grandes propriétés³²⁵.

Par conséquent, derrière la dénonciation d'une « Constitution indianiste » (un argument de poids dans des régions où les créoles, descendants des colons espagnols ou européens, sont légion) se cache la défense d'intérêts économiques liés au maintien du fameux « modèle crucénien » : un modèle agro-exportateur pour quelques grands propriétaires mais d'une faible productivité, et qui, pour demeurer soutenable, rend de ce fait fondamentaux l'accumulation de terres et l'endettement. En ce sens, la création d'autonomies indigènes-originaires-paysannes (partie III, titre I, chapitre VII) met en péril la capacité du futur gouverneur départemental d'exercer son pouvoir sur l'ensemble du territoire qu'il administre et peut doter les syndicats comme les communautés d'un instrument juridique contre les *latifundios*³²⁶.

Une opposition morcelée, entre impuissance et communautarisme régionaliste

En acceptant d'étendre à 39 le nombre de compétences exclusives propres aux départements (contre 12 initialement) lors de la négociation d'octobre 2008 (art. 300), le gouvernement Morales pensait sans doute avoir désactivé la capacité de contestation de la droite régionaliste. Le protagonisme croissant des préfets sur le plan régional semblait

³²⁴ Ces statuts d'autonomie départementale ont été rédigés par des commissions non élues, regroupant essentiellement les membres des préfectures et des comités civiques. Ce processus a été conduit au sein des départements qui, lors du référendum du 6 juillet 2006, s'étaient prononcés pour le oui aux autonomies, à savoir le Pando, le Beni, Santa Cruz et Tarija.

³²⁵ Pour un approfondissement de cette question, voir Hervé Do Alto, « Cette Bolivie qui se refuse à Evo Morales... », *Inprecor*, 539-540, 2008, p. 37-44.

³²⁶ Il en va de même de la possibilité d'octroyer l'autonomie à des échelons inférieurs à l'échelle départementale, comme le montrent en mars 2009 les débats sur l'auto-organisation du Chaco, province riche en hydrocarbures faisant partie du département de Tarija.

de plus avoir empêché l'émergence d'un leadership politique capable d'articuler un projet alternatif à celui du gouvernement Morales sur le plan national. Mais la droite a retrouvé une certaine vigueur, en dépit d'un manque avéré de perspectives : elle n'est même pas parvenue à proposer autre chose qu'une version *light* du programme du parti de Morales, la reconnaissance des peuples originaires et la nationalisation des grandes entreprises constituant désormais autant de figures imposées au sein de toute offre électorale en Bolivie. D'où un paradoxe du reste très peu commenté par les analystes politiques : le résultat du référendum établissant l'étendue maximale de la propriété foncière, réalisé parallèlement au référendum constitutionnel, qui a vu l'électorat bolivien opter à 80,6 % pour une limite à 5 000 hectares (les 19,4 % restants ont voté pour une étendue maximale de 10 000 hectares). Dans toutes les provinces, l'option des 5 000 hectares est majoritaire – même à Santa Cruz (65,9 % pour) et dans le Beni (69,7 %). L'électorat oriental n'a donc guère vu de contradiction à voter à la fois contre la nouvelle Constitution et pour une réduction drastique de l'étendue maximale de terres. En ce sens, la remobilisation d'une partie de l'électorat bolivien en faveur du non ne devrait pas être interprétée comme un sursaut significatif de la droite, ni comme une remise en cause de la légitimité du projet nationaliste, teinté d'indianisme et de justice sociale, du gouvernement Morales. C'est au contraire une nouvelle victoire – la troisième de suite depuis l'élection d'Evo Morales, en décembre 2005. Dans ces conditions, les thèses promouvant la vision d'un pays polarisé devraient prêter plus attention à l'un des principaux résultats du vote : le morcellement d'une opposition dont le seul recours est de contester une approbation dépassant 60 % des votes.

Les médias ne cessent de mettre l'accent sur le communautarisme du vote sur l'Altiplano, ainsi que sur les formes de coercition, voire de sanctions, qui encadrent le vote des paysans. Ils accordent beaucoup moins d'attention au fait que c'est dans les régions orientales du pays que les listes électorales ont été le plus épurées par la Cour nationale électorale durant les semaines qui ont précédé le vote, et que le clientélisme y est la relation politique dominante³²⁷. De façon plus générale, on peut noter que la stigmatisation du communautarisme (qui caractériserait la nouvelle Constitution) n'est jamais appliquée au discours des leaders autonomistes. Depuis l'approbation de la Constitution, le discours régionaliste des préfets a certes tenté de se replacer, en une manœuvre stratégique, dans le registre du respect du droit et de la légalité – qu'il avait abandonné lors des consultations départementales sur les autonomies de mai-juin 2008, puis des occupations d'institutions publiques du mois de septembre suivant. Le président du Comité civique pro-Santa Cruz, Branko Marinković, a affirmé le soir du vote : « Nous ne sommes pas disposés à accepter que l'on nous impose quoi que ce soit, les régions se sont prononcées, et ce n'est pas pour cela que l'Occident va nous imposer la nouvelle Constitution. » Et si les projets de fédéralisme ont pour un temps disparu du discours public, sans doute par prudence politique, ils restent un horizon de la mobilisation du camp autonomiste.

³²⁷ Sur l'organisation des intérêts dans le département de Santa Cruz, voir Zéline Lacombe, « Ni syndical ni politique : le champ civique, espace de pouvoir spécifique du régionalisme de Santa Cruz », in D. Rolland et J. Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, op. cit., p. 147-155.

Les effets politiques de ce régionalisme sont évidents : l'impuissance du camp autonomiste à concevoir un projet national opposé à celui du MAS conforte les fractions les plus radicales de l'opposition dans une propension à la violence anti-démocratique. La préfète de Chuquisaca, Sabina Cuéllar, appelle au *desacato* (« non-respect ») du nouveau texte, tandis que le préfet de Santa Cruz, Rubén Costas, menace de « résister si le non est nié » ; les préfets réclament à cor et à cri un nouveau « pacte social » pour rejeter le texte constitutionnel. Proposition balayée par Evo Morales, qui annonce la mise en place d'un Conseil des autonomies, avec la participation de toutes les autorités étatiques, sociales et civiques. « Il n'y a pas de match nul, il y a un vainqueur. Le oui à la Constitution, qui obtient la majorité des votes », rappelle-t-il. Cette impuissance électorale de l'opposition ne peut en retour que renforcer l'aspect « hégémonique » de la stratégie du MAS, qui a du mal à rompre avec les usages de la politique partisane bolivienne.

Confinés dans leurs espaces locaux de pouvoir, où leurs réseaux clientélistes assurent une solide base sociale au rejet de la politique gouvernementale, les leaders régionaux, incapables de construire un projet unificateur à l'échelle nationale comme de trouver un chef de file électoral, en sont ainsi réduits à des déclarations radicales, moins pour tenter de mettre la pression sur les vainqueurs du vote que pour remotiver leurs troupes. Cette radicalisation discursive reste pour l'instant leur principal accès à l'existence politique, comme l'indiquait Pierre Bourdieu dans un autre contexte : « Le discours régionaliste est un discours performatif, visant à imposer comme légitime une nouvelle définition des frontières et à faire connaître et reconnaître la région ainsi délimitée contre la définition dominante et méconnue comme telle, donc reconnue et légitime, qui l'ignore. L'acte de catégorisation, lorsqu'il parvient à se faire reconnaître ou qu'il est exercé par une autorité reconnue, exerce par soi pouvoir : les catégories "ethniques" ou "régionales", comme les catégories de parenté, instituent une réalité en usant du pouvoir de révélation et de construction exercé par l'objectivation dans le discours³²⁸. » Et cette tentative pour faire exister les régions comme groupe doté d'une identité et d'une unité propres en imposant des principes de vision et de division communs exprime bien plus que le morcellement de la droite : il consacre le projet du MAS comme le seul viable sur le plan national – pour le meilleur et pour le pire.

³²⁸ Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, 1980 (p. 63-72), p. 66.

fotos zone sud ovejuyo

Chapitre 6 – Frontières. La métropolisation et ses inégalités

« Avant tout, une ville, c'est une domination. Et ce qui compte pour la définir, pour la jauger, c'est sa capacité de commandement, l'espace où elle s'exerce. »

Fernand Braudel, *L'Identité de la France*, 1986

Production et reproduction des habitats populaires

Depuis le milieu des années 1990, la ville de La Paz est engagée dans un processus de métropolisation³²⁹ que la mairie, dans son plan de développement urbain de 2007, invoque comme la base d'un « développement harmonieux » avec les « communes sœurs » de l'aire métropolitaine afin de « rétablir un équilibre géopolitique national, de redynamiser le développement économique et productif du département de La Paz et d'établir un pôle d'attraction sur le Pacifique ». Cette ouverture nationale et internationale implique des « travaux stratégiques » de transformation du territoire municipal, qu'il s'agisse de faciliter les transports, d'améliorer le cadre de vie ou de renforcer les entreprises municipales d'eau et de gaz. L'espace urbain de La Paz est ainsi parsemé de chantiers, ici pour rénover le réseau de distribution des eaux, là pour tenter de délimiter un espace vert pris en tenaille entre un nouvel échangeur routier et une urbanisation en construction, là encore pour ouvrir une nouvelle route vers les communes limitrophes.

Mais, en deçà des déclarations d'intention, la croissance urbaine de La Paz s'accompagne de conflits à propos des limites territoriales avec les mairies voisines, qui lui reprochent sa politique « hégémonique » d'un point de vue spatial comme économique. Des conflits éclatent aussi entre résidents de ces zones frontalières, partagés entre la volonté de rejoindre l'administration « centrale » pour bénéficier de ses services urbains et celle de rester dans les communes périphériques, plus rurales, moins bien équipées mais aussi bien moins coûteuses en termes d'impôts locaux et taxes foncières. Les pics rocheux qui l'entourent, les ravines instables qui séparent les quartiers sont autant de facteurs qui entravent désormais son extension et favorisent la spéculation immobilière ou les implantations sauvages dans les rares zones planes encore inhabitées. Surplombée par la ville d'El Alto, dont le poids démographique et politique renforce la

³²⁹ Tandis qu'une métropole regroupe activités productives, contrôle des échanges, fonctions de régulation et de domination politique, la métropolisation est l'accroissement du pouvoir de commandement d'une grande ville sur un territoire élargi, une concentration des activités économiques et sociales et une ouverture aux flux mondiaux de commerce et de communication.

barrière de l'Altiplano bolivien, La Paz poursuit son expansion vers les autres municipalités de la zone sud, qu'elles soient rurales (Palca, Achocalla) ou résidentielles (Mallasa, Río Seco).

L'autonomisation relative des territoires, qui a commencé avec les réformes de décentralisation, en particulier la loi de participation populaire de 1994, est ainsi contrecarrée par la tendance de la métropole centrale et originelle de La Paz à « annexer », sous la pression démographique, les communes voisines afin de repousser les limites du territoire central. La gestion des ressources municipales porte ainsi des enjeux politiques de plus en plus importants pour le quotidien des administrés. Les habitants des zones périphériques de l'agglomération se trouvent par exemple confrontés de façon très concrète à l'empiétement sur les territoires frontaliers, leur accès aux services urbains étant compliqué par les querelles de frontières entre municipalités ; d'autant que le contrat de l'entreprise publique ne prévoit pas la participation des villes voisines au conseil d'administration. Des conflits naissent ainsi au sein des quartiers entre ceux qui veulent être rattachés à La Paz pour bénéficier de son réseau d'eau et ceux qui préfèrent rester dans leur municipalité d'origine, parce qu'ils refusent en particulier l'augmentation des impôts fonciers qu'occasionnerait ce changement. Les difficultés des entreprises municipales, confrontées à des coûts croissants de maintenance et d'extension du réseau dans des zones plus lointaines et plus difficiles d'accès, provoquent des mobilisations de résidents qui réclament des compensations face au sous-équipement de leur quartier. On voit bien ici que le problème ne concerne pas seulement le raccordement des habitations au réseau d'eau et d'assainissement mais aussi, beaucoup plus largement, la production et la reproduction des espaces d'habitat populaire à la périphérie de l'agglomération.

Les conflits pour les services urbains

Les zones frontalières de l'agglomération centrale concentrent les indicateurs socio-économiques défavorables : sous-équipement en services urbains, moindre accès aux soins et à l'éducation, habitat le plus

sommaire et activité économique la plus précaire. Ces quartiers périphériques, dans leurs difficultés et leurs dysfonctionnements, sont donc les plus susceptibles de révéler les logiques sociales à l'œuvre dans le processus de métropolisation. Comme on l'a vu dans le cas d'El Alto, les inégalités d'accès au service de distribution d'eau et d'assainissement dans les quartiers périphériques en extension ne se limitent pas à décrire un service urbain parmi d'autres : elles permettent de repérer la cohérence entre les styles de vie et le fait d'habiter dans tel ou tel quartier et ainsi de repenser les critères utilisés par les politiques d'aménagement urbain ; elles constituent donc un révélateur des problèmes d'organisation de l'espace urbain et des conflits qui le traversent. L'aire de la concession de l'entreprise municipale étant limitée aux villes de La Paz et d'El Alto, l'entreprise municipale n'est pas en mesure d'assumer des investissements importants en dehors du réseau existant, et la participation financière est jugée trop élevée par les villes voisines pour en rendre l'extension possible. De plus, le retour au sein du service public n'a pas entraîné de changements substantiels en termes de desserte : les critères requis pour équiper les nouveaux quartiers se sont assouplis, mais pas de façon suffisamment nette pour permettre le développement du réseau dans quelques zones en extension de La Paz, frontalières avec les municipalités voisines.

C'est dans ces quartiers de La Paz que je décide de mener une seconde enquête, comparable à celle d'El Alto, afin de construire une analyse systématique des périphéries urbaines de la concession d'Epsas, un peu plus d'un an après son retour dans le service public³³⁰. Cette enquête reprend la collecte de questionnaires selon la même double logique d'échantillonnage : à la frontière des municipalités de La Paz et de Palca, là où les tensions sont les plus vives, un premier échantillon « territorial » est constitué pour sélectionner des quartiers représentatifs de la diversité de cas de figure possibles, en termes d'accès à l'eau, d'habitat, de situation géographique, de propriétés socio-économiques de

³³⁰ Enquête réalisée en 2008 avec la collaboration de deux stagiaires de Sciences-Po Rennes, Antoine Brochet et Florian Marchadour.

la population et de distance au centre-ville de La Paz (voir annexe 4 « Caractéristiques des quartiers étudiés à La Paz », p. XXX) ; le second échantillonnage consiste à recueillir un nombre de questionnaires équivalant à 10 % des habitations de chaque quartier. L'unité de base est en effet le logement familial (*vivienda*), donnée essentielle du recensement national de 2001. Le questionnaire (diffusé auprès de 156 personnes) en reprend certaines questions afin de nous permettre d'établir une base de données comparable sur des quartiers en extension qui n'existaient pas à l'époque. Ces quartiers sont éparpillés sur la frontière entre La Paz et Palca, une municipalité essentiellement rurale comptant 14 000 habitants, répartis dans des petits villages sur un territoire de 743 kilomètres carrés ; la population active se compose aux deux tiers d'agriculteurs. En 2008, lors d'une réunion de conciliation organisée par la préfecture du département, cette municipalité a revendiqué les zones suivantes : Apaña, Ovejuyo, Achumani, Irpavi, Chicani, Pampahasi, Chuquiaguillo (dans laquelle se trouvent 24 de Junio et Pokechaka), Calacoto Alto (dans laquelle se trouvent les condominiums), Chinchaya (dans laquelle se trouve Chijipata), ainsi qu'une quinzaine d'autres quartiers.

Dans ces zones, 42 % des logements sont en *adobe*, ce qui correspond à la moyenne de l'agglomération de La Paz (selon le recensement de 2001 ; le chiffre restera à peu près stable dans celui de 2012). Seuls 33 % sont équipés de toilettes, dont la moitié seulement débouchent sur une fosse d'aisances (*pozo ciego*) et un tiers sur un réseau d'assainissement : le sous-équipement est net par rapport à l'agglomération de La Paz (84 %) mais inférieur à celui de Palca (22 %). Si l'équipement électrique semble relativement satisfaisant (90 % des habitations), l'accès au réseau d'eau à l'intérieur de la maison (*cañería en red dentro de la vivienda*) ne concerne que 16 % des logements, et 11 % à l'intérieur de la propriété (*cañería en red dentro del lote*). Une majorité (55 %) des habitants des quartiers enquêtés se procure donc de l'eau dans des puits situés à proximité de leur logement, et 16 % bénéficient d'un système de coopérative qui distribue ensuite l'eau disponible ; en

revanche, moins de 2 % des habitants ont recours à des camions-citernes, comme ce peut être le cas dans d'autres parties de l'agglomération (El Alto, Achocalla). Dans le domaine de l'hygiène et de la santé, la gestion des eaux usées laisse apparaître les insuffisances du service municipal : 92 % des foyers interrogés se débarrassent des eaux usées en les jetant dehors. De ce point de vue, les quartiers périphériques révèlent, sans surprise, un sous-équipement structurel par rapport à l'ensemble de l'agglomération, où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement concerne respectivement 91 % et 84 % de la population. À Palca, la population n'est équipée qu'à 47 % et 22 %.

Les informations recueillies sur l'eau utilisée pour les usages quotidiens permettent cependant de préciser certaines zones d'ombre du recensement national. En effet, il y a des cas de raccordement du domicile qui ne sont pas le fait de l'entreprise municipale Epsas : il s'agit de branchements effectués par une coopérative locale ou un système géré collectivement, en particulier dans les quartiers de Chicani, Apaña ou 24 de Junio. Toutefois, la présence d'un robinet dans la maison n'empêche pas d'aller laver le linge ou la vaisselle dans un puits voisin, sauf dans les quelques cas où l'eau est assez abondante pour ne donner lieu à aucune dépense individuelle ou collective (à part la contribution des membres de la coopérative aux travaux d'installation et d'entretien). Si l'on cumule l'usage des puits et les raccordements par les coopératives, on constate que, dans ces quartiers, 89 % de foyers étudiés ne sont pas reliés au réseau Epsas (6 % ont accès à des bornes-fontaines, le reliquat étant constitué par des familles qui vont chercher de l'eau par leurs propres moyens dans des sources à l'extérieur du quartier). La plupart des personnes reliées au réseau Epsas avaient bénéficié du raccordement avant l'arrivée de l'entreprise Aguas del Illimani (en 1997), et la période 2001-2008 montre des taux particulièrement faibles de raccordements au réseau (l'année 2008, celle de la mise en place de l'entreprise municipale, faisant exception).

Une sociologie relationnelle des inégalités

Je découvre rapidement que l'implantation dans ces quartiers périphériques est très récente, et plus rurale que dans le centre de La Paz et même qu'à El Alto, comme l'indique la profession des parents : 52 % des chefs de famille interrogés sont enfants d'agriculteurs, contre 16 % de maçons, 4 % de chauffeurs, 6 % de commerçants. On note malgré tout une légère mobilité ascendante, avec une réduction de la proportion d'agriculteurs et une augmentation des professions intermédiaires ou supérieures liées au développement des services dans l'agglomération de La Paz au cours des années 2000.

Du point de vue socio-professionnel, les chefs de famille se situent au plus bas de la hiérarchie sociale. Les travailleurs non qualifiés, qu'il s'agisse des maçons ou des ouvriers de l'industrie, représentent 38 % de l'échantillon ; le commerce et les services, 28 % ; les agriculteurs, 9 % ; les employés de bureau, 7 % ; et les professions supérieures (direction d'entreprise, professions scientifiques et techniques), 10 %, regroupées dans les condominiums ou le quartier de Chijipata, qui constituent de petites enclaves privilégiées. Parmi les chefs de famille féminins (20 % de l'échantillon), la moitié travaillent à domicile, la plupart du temps à exploiter un petit lopin de terre assurant à peine l'autosuffisance.

Du point de vue du statut, les deux tiers des chefs de famille se déclarent salariés, de façon plus ou moins permanente. 26 % d'entre eux sont à leur compte, mais seulement 3 % se déclarent véritablement entrepreneurs, ce qui recouvre *grosso modo* les données de l'agglomération de La Paz³³¹. La population de ces quartiers périphériques est donc de milieu populaire, sans pourtant concentrer les fractions les plus marginales de la population. En revanche, les résidents restent, comme la plupart des travailleurs de La Paz et d'El Alto, dans des situations précaires, comme le montre le faible taux de personnes possédant une assurance personnelle (19 %), mais aussi l'examen des secteurs d'activité : 30 % de l'échantillon travaille dans la construction (secteur d'emplois journaliers et faiblement contractualisés), contre 13 %

³³¹ À Palca, en revanche, où la majorité de la population active exerce le métier d'agriculteur, le taux de travailleurs indépendants est de 70 %.

dans le commerce, 15 % dans les transports, 10 % à domicile (essentiellement des femmes), 9 % dans l'agriculture, 7 % dans une manufacture et seulement 4 % dans les diverses administrations des services urbains et de l'éducation. Le personnel de santé représente 10 % de l'échantillon, mais, s'agissant du secteur public, ce sont sans doute des infirmiers ou des employés sous-payés, au même titre que les enseignants du primaire. Cette faible qualification des emplois recoupe le niveau d'instruction, qui rapproche cependant la population de ces quartiers plus de La Paz que de Palca : si près de 10 % des chefs de famille sont analphabètes (contre 7 % à La Paz et 22 % à Palca), 42 % ont arrêté leurs études au niveau du primaire (24 % à La Paz et 62 % à Palca), 35 % dans le secondaire (34 % à La Paz et 8 % à Palca), mais 9 % seulement sont allés jusqu'à l'université (30 % à La Paz et moins de 2 % à Palca).

Si la plupart des quartiers étudiés reflètent la diversité des situations possibles à la périphérie de La Paz, ils n'en possèdent pas moins certaines caractéristiques communes, qui permettent de définir un profil global du terrain d'investigation : une installation relativement ancienne et stable, des chefs de famille exerçant pour leur grande majorité des métiers manuels et peu payés, un ancrage rural plus prononcé que dans d'autres parties de la ville, un habitat souvent sommaire et déficient en termes de services urbains. Le décalage que fait ressortir le sous-équipement des quartiers est, comme on pouvait s'y attendre, générateur de frustrations, voire de conflits. La caractérisation des conditions de vie matérielles et des propriétés sociales des chefs de famille montre en effet que les quartiers périphériques de La Paz sont composés de familles trop modestes pour accéder à la propriété dans des zones plus centrales, qui acceptent pour un temps indéterminé de ne pas bénéficier de tous les services urbains auxquels elles aspirent. Ainsi, les demandes de raccordement au réseau de distribution d'eau font apparaître que, comme à El Alto, il n'existe aucune réticence majeure au sujet du paiement mensuel de la facture d'eau. Les personnes interrogées qui revendiquaient la gratuité de la ressource étaient des habitants de Chicani, où un système communautaire fournit de l'eau de source en abondance à quelques blocs

de maisons. Ces mêmes personnes (10 % de l'échantillon) affirment aussi ne pas vouloir se connecter au réseau, alors que la majorité des autres enquêtés en expriment le fort désir³³².

La population des quartiers non équipés de La Paz s'avère en outre beaucoup moins mobilisée sur le thème de l'eau que celle d'El Alto. Certes, près de la moitié de l'échantillon estime que l'absence d'eau a constitué un problème lors de l'installation dans la résidence actuelle, mais 53 % des personnes interrogées seulement connaissent le nom et l'existence de la nouvelle entreprise publique, et moins de 40 % ont une opinion déclarée sur les effets bénéfiques ou non du départ de l'entreprise privée Aguas del Illimani. Dans leur grande majorité (90 %), les habitants se déclarent cependant prêts à faire des dépenses pour accéder au réseau. Lorsqu'ils prennent connaissance du prix du raccordement (seules 17 % des personnes interrogées ont pu dire quel était le tarif), les pourcentages retombent quelque peu : 76 % sont prêts à déboursier 150 dollars (123 €) pour l'eau potable, et 67 % à verser 190 dollars (157 €) pour l'assainissement. Alors que, sur les prix de consommation, les opinions sont partagées (31 % les trouvent trop élevés, 32 % les estiment raisonnables et 37 % sont sans opinion), le prix du raccordement est estimé trop élevé par 61 % de l'échantillon. Là encore, il semble que la population de ces quartiers connaisse moins de difficultés économiques que celle des quartiers en extension d'El Alto (où ce taux dépasse les 90 %). Par ailleurs, le raccordement du domicile au réseau est perçu moins comme un problème individuel que comme un enjeu collectif : il n'est pensé, dans tous les cas, que dans le cadre du raccordement de l'ensemble du voisinage. Dans leurs conditions matérielles comme dans

³³² Il y a sur ce point un biais qui tient aux conditions de l'enquête par questionnaire : les personnes n'étant pas intéressées par un raccordement, comme les agriculteurs de quartiers frontaliers de La Paz (par exemple Apaña), désireux de ne pas être rattachés à la ville pour ne pas payer les impôts locaux sur les terres plus élevés qui y ont cours, n'ont pas voulu répondre au questionnaire ou n'ont pas pu le faire en raison de leur absence quasi permanente du domicile et, dans quelques cas, à cause de l'obstacle linguistique que représente pour eux la communication en espagnol.

leurs façons de penser, les habitants de ces quartiers en extension ne considèrent l'économie que comme une variable parmi d'autres.

De substantielles différences entre les quartiers apparaissent en effet dans la façon dont ils perçoivent les problèmes d'accès à l'eau et leurs dispositions à se connecter au réseau. Dans plusieurs des zones étudiées, le prix du raccordement individuel ne correspond pas à la somme réelle que devraient déboursier les habitants : situés en hauteur, engoncés entre des pics rocheux qui constituent autant d'obstacles naturels, ils seraient obligés de faire installer des systèmes plus coûteux pour compenser le manque de pression. Si ces résidents sont moins en difficulté financière que ceux d'El Alto, ce sont les conditions de leur installation qui constituent pour eux un facteur d'inégalité d'accès au service : les plus pauvres résident généralement dans les secteurs les plus difficiles d'accès, les plus éloignés du centre et les plus proches des montagnes environnantes. Par ailleurs, l'échantillon étudié dessine une image relativement précise de l'hétérogénéité des conditions d'accès au service d'eau dans les quartiers périphériques de La Paz. Chaque variable prise séparément ne permet cependant pas de rendre compte des inégalités entre quartiers : il n'y a pas d'échelle unique permettant de les ordonner en faisant correspondre le degré d'équipement en services urbains de la zone considérée et le type d'habitations avec les caractéristiques démographiques, sociales et économiques des familles. Des quartiers composés de familles ayant la capacité de payer le raccordement au réseau rencontrent plus de difficultés à s'équiper à cause d'obstacles physiques, d'une distance trop grande au réseau ou d'une installation trop récente. Pour rendre compte des disparités rencontrées, des indicateurs classiques tels que la localisation résidentielle et la profession des chefs de famille gagnent ainsi à être croisés avec les indicateurs d'inégalités d'accès au service de distribution des eaux ; cette corrélation des différentes variables permettra l'établissement d'un indicateur socio-spatial pertinent.

Intégration socio-économique et accessibilité spatiale

Si l'enquête présentée ici s'attache aux conditions sociales d'accès à l'eau dans les quartiers les moins équipés, se démarquant ainsi des approches qui se concentrent sur l'organisation institutionnelle des services urbains, elle se distingue aussi de celles qui s'appuient sur la seule dimension territoriale³³³. Le propos est d'étudier les relations entre les différentes dimensions de la vie sociale dans les quartiers étudiés, qu'une analyse statistique révèle structurés par une double opposition³³⁴ : tout d'abord, en fonction du degré d'intégration socio-économique des habitants, mesuré par l'importance de la profession du chef de famille, la stabilité de ses revenus et son intégration, ou non, au secteur formel du marché du travail. La seconde opposition fait intervenir le degré d'accessibilité matérielle du quartier au réseau des services urbains, en fonction de la distance par rapport au centre-ville, de la présence ou non d'obstacles physiques, de l'état de la voirie, de la reconnaissance ou non du quartier par les pouvoirs publics et de l'éventuelle existence de transports collectifs plus ou moins nombreux et réguliers.

Les quartiers en voie d'équipement (Chijipata, condominiums de Cota Cota) réunissent à la fois le plus de facilités matérielles d'accès au service de distribution des eaux (faible éloignement du centre-ville, peu d'obstacles géographiques, transports en commun fréquents) et le plus de moyens chez les habitants, d'abord économiques, mais aussi du point de vue de la capacité à accomplir des démarches administratives. Ces quartiers se distinguent des autres, on l'a vu – par exemple, les chefs de famille sont principalement nés à La Paz et leurs parents ne sont pas

³³³ Voir Denise Pumain, Thérèse Saint-Julien, *Les Interactions spatiales*, Paris, A. Colin, 2001, p. 60-62. La mesure de l'intensité de la spécialisation d'un espace donné suppose en effet une « interdépendance des unités spatiales entre elles », dans un espace de référence donné, pour un domaine particulier (type d'activité, forme du travail, appartenance sociale de la population résidente, etc.) ; elle utilise pour cela des tableaux d'information géographique qui prennent la forme de tableaux de contingence croisant les unités spatiales et le domaine de spécialisation.

³³⁴ Pour le détail des analyses statistiques, voir Franck Poupeau, « Les frontières de la métropolisation. Inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau et indicateurs de pauvreté à La Paz, Bolivie », *Transcontinentales*, 7, 2009, p. 81-104.

agriculteurs. Les caractéristiques démographiques (nombre élevé d'enfants, couples entre 40 et 60 ans) laissent penser que ces quartiers, créés au tournant des années 1990-2000, accueillent des familles désireuses d'accéder à la propriété, mais qui ne peuvent assumer un coût de l'immobilier désormais trop élevé dans des zones plus centrales. Ces quartiers sont aussi les seuls à comporter principalement des maisons en briques de plusieurs étages, avec cuisine séparée, toilettes et sol en ciment, se rapprochant ainsi des standards de confort du centre-ville. Même si leurs moyens restent modestes, les familles du pôle en voie d'équipement ont suffisamment de ressources économiques pour surmonter les obstacles à l'installation individuelle de services de base. Ce sont aussi celles qui affirment le plus fortement la demande de raccordement au réseau d'eau potable. Un capital économique suffisant permet donc de surmonter les difficultés techniques liées à l'emplacement du quartier, mais, dans les quartiers périphériques en extension, ce cas de figure reste minoritaire.

Si le niveau de vie des populations (en relation avec leurs origines sociales et la profession exercée) permet d'opposer le pôle constitué par les quartiers en voie d'équipement à tous les autres, il ne suffit cependant pas à expliquer la disparité des situations. Car c'est pour des raisons différentes, qui ne sont pas seulement économiques, que les autres quartiers ne sont pas « équipables », au moins à court terme. Les plus en difficulté, comme Pokechaka, cumulent les problèmes techniques liés au fait qu'ils surplombent le réseau et la précarité des chefs de famille (ouvriers non qualifiés et non salariés, journaliers, retraités). Ces difficultés ont des conséquences directes du point de vue administratif : la mairie n'autorise aucune voirie dans ces zones trop instables ; la proximité d'une décharge toxique empêche l'obtention de titres de propriété, etc. Au sein de ce pôle non équipable, Chicani présente une situation particulière : ce quartier, où réside la plus forte proportion d'exploitants agricoles (30 % de l'échantillon territorial) tirant de modestes revenus de petites parcelles individuelles, possède plusieurs coopératives qui exploitent des eaux de source abondantes et desservent

les habitations grâce à un système de canalisations. Cette spécificité explique que, en dehors de la présence des agriculteurs, Chicani soit le plus proche socialement du pôle en voie d'équipement, avec un pourcentage de professions intermédiaires et indépendantes (construction, transports) supérieur à la moyenne de l'échantillon et des habitations de plusieurs étages ou plusieurs pièces, construites en briques, etc.

Entre ces deux pôles opposés se trouvent tout d'abord les quartiers qui ne sont pas équipés pour des raisons économiques (Mirador Turístico, Apaña, 14 de Septiembre) : ils ne présentent pas de difficultés majeures en termes d'accessibilité matérielle, c'est la faible capacité de paiement individuelle des habitants, souvent installés depuis peu dans ces zones périphériques en extension et trop peu denses, qui constitue l'obstacle principal à court terme. La croissance de la population laisse cependant présager des possibilités d'équipement à plus long terme, avec la connexion au réseau, dès lors que le quartier sera accessible et que les conditions collectives seront réunies : reconnaissance de la planimétrie auprès de la mairie (un seuil de rentabilité fixé à 50 % d'occupation des lots est requis par l'entreprise municipale pour commencer les travaux), création et mobilisation d'un comité de quartier pour le suivi des démarches.

Les difficultés des familles prises individuellement sont avant tout économiques, mais c'est le degré d'accessibilité de ces quartiers qui permet de comprendre les obstacles à l'équipement collectif en services urbains. Ils se distinguent par là des zones dont l'accès au service de distribution d'eau se heurte à des difficultés d'ordre technique, principalement liées à leur situation géographique difficile (Alto Ovejuyo, 24 de Junio) : situés sur les pentes élevées des montagnes environnantes, ou séparés du centre urbain par un obstacle naturel (rochers, cours d'eau, etc.), ces quartiers nécessitent l'installation d'un réseau spécial pour remédier aux problèmes de pression, ce qui augmente significativement les coûts d'installation. Ces zones possèdent la plus forte proportion de chefs de famille de moins de 40 ans : une partie non négligeable des

résidents, lorsqu'ils n'ont pas toujours vécu dans le quartier, y viennent pour accéder à la propriété et disposer de plus d'espace pour leurs enfants.

Dans l'ensemble de l'échantillon, seuls les quartiers de Pokechaka et 24 de Junio semblent correspondre à un modèle de migration traditionnel, du monde rural vers la ville : ils accueillent un pourcentage élevé de résidents nés hors du département de La Paz, dont une fraction non négligeable parlent quechua, signe d'une naissance dans des parties éloignées de l'Altiplano (Oruro, Potosí, voire les vallées descendant vers Cochabamba). Par ailleurs, les quartiers d'implantation la plus ancienne, comme Chicani, Apaña et Alto Ovejuyo, sont aussi ceux qui comptent le plus de chefs de famille de sexe masculin et dont les parents résident dans la même maison, ce qui indique la persistance d'un mode de reproduction économique à dominante familiale. Du point de vue des conditions de logement, ces quartiers (tout comme les non-équipables) se caractérisent par un habitat particulièrement sommaire, si l'on s'en tient à des indicateurs comme le sol en terre ou l'existence d'une pièce commune unique. Certains comprennent cependant de plus en plus de murs en briques, comme Mirador Turístico, situé dans une zone rocheuse où il est difficile de fabriquer de l'*adobe* (les résidents des zones d'autoconstruction utilisent la terre prélevée sur place pour construire leurs logements). C'est aussi une zone très récente, où la plupart des habitants sont installés depuis 2002. L'ancienneté de l'installation se répercute sur les anticipations des résidents : ceux qui pensent agrandir leur maison et sont le plus en demande d'équipement urbain sont ceux qui habitent les quartiers les plus récents, ou qui possèdent les foyers les plus récemment implantés.

Comme on pouvait s'y attendre, Chijipata, le quartier le plus aisé, abrite le plus grand nombre de résidents se douchant chaque jour. Dans les autres quartiers, les adultes qui n'ont pas de douche à domicile le font principalement au travail, sauf à Chicani, où la présence de sources abondantes permet une hygiène corporelle plus régulière. Le nombre de toilettes à domicile fait apparaître des disparités importantes : le coût des installations, qu'il s'agisse de l'évacuation vers une fosse d'aisances

(*pozo ciego*) ou de la capacité de réserver une pièce dans le domicile pour les toilettes, s'avère prohibitif pour les ménages les plus démunis. Du point de vue des usages quotidiens, il existe une grande variété d'approvisionnements alternatifs : eau de pluie pour cuisiner, puits domestiques pour laver le linge et la vaisselle, achat d'eau aux quartiers voisins équipés de bornes-fontaines. Les habitudes hygiéniques des familles se trouvent donc au croisement des deux dimensions sociales et spatiales mises en évidence précédemment : le manque de moyens économiques accentue la dépendance à l'égard des ressources naturelles locales.

Il n'y a donc pas d'échelle unique pour classer les quartiers d'un point de vue sociodémographique : une vraie diversité préside aux modes d'installation, qu'il s'agisse de l'ancienneté, de la composition familiale ou du rapport au quartier. Ces variables constituent en revanche des ensembles cohérents dès qu'elles sont ordonnées à partir des conditions sociospatiales d'accès au service de l'eau. Les inégalités entre les quartiers s'expriment ainsi dans la distance entre le domicile et le lieu de travail, et dans le coût des transports qui en résulte. Pour les quartiers en voie d'équipement, la présence d'automobiles et de moyens de transport directs jusqu'au centre urbain explique les faibles dépenses. Dans les autres quartiers, en revanche, les dépenses de transport, avec plusieurs changements de bus pour les employés travaillant en centre-ville, représentent une part considérable du budget. Seules quelques zones impliquent un temps de transport inférieur à trente minutes par jour : Chicani, où des parcelles sont cultivées par les agriculteurs locaux ; les quartiers non équipés pour raisons techniques d'Alto Ovejuyo et 24 de Junio, dont la proximité avec le centre-ville se paie par des conditions d'accès plus difficiles, en surplomb des axes de transport principaux. Cette imbrication des contraintes spatiales et des caractéristiques sociales ne permet pas d'établir une correspondance directe entre la profession exercée et le type de quartier habité : on ne va pas forcément dans un quartier plus périphérique et plus lointain parce qu'on a un travail moins bien payé. La localisation apparaît bien plutôt comme le produit de

différentes contraintes, dont la relation au lieu de travail constitue une dimension structurante.

Des styles de vie aux prises de position politiques

L'analyse des quartiers à partir de l'habitat et des caractéristiques des familles permet de mettre en évidence la cohérence des styles de vie (habitudes hygiéniques, dépenses, etc.) et des prises de position politiques des habitants par rapport au service de distribution des eaux. L'analyse des inégalités d'accès au service expliquent pourquoi les conflits qui affectent ces zones périphériques frontalières ont toujours un rapport, direct ou indirect, avec les problèmes d'accès à l'eau : soit parce qu'il y a dépendance à l'égard des zones desservies, soit parce que les résidents des zones desservies réclament d'être rattachés à La Paz et non aux municipalités voisines pour bénéficier du service.

Les motivations pour se raccorder au service d'eau et d'assainissement font apparaître d'autres lignes de clivage. Les raisons de sécurité (ne pas avoir à sortir la nuit pour se rendre aux toilettes) sont invoquées majoritairement dans tous les quartiers, tandis que ne pas avoir de conflits avec les voisins apparaît important dans les quartiers où est installée une coopérative (Chicani). Les antagonismes entre les dirigeants des coopératives et les résidents qui en sont exclus sont récurrents : ces derniers réclament une connexion au réseau que les bénéficiaires des coopératives refusent par peur des coûts supplémentaires. À la question de savoir s'ils seraient prêts à investir de l'argent pour accéder au réseau d'eau potable, les habitants de tous les quartiers répondent principalement par l'affirmative, de même qu'ils estiment majoritairement que payer pour consommer l'eau est normal – à l'exception, là encore, des usagers des coopératives rurales, qui, bénéficiant d'un accès gratuit à une ressource abondante, ne veulent pas changer de mode de gestion. Mais, lorsqu'on leur demande quand ils pensent demander leur raccordement, les habitants des différents quartiers ne manifestent pas le même intérêt : seuls les quartiers non équipés pour raisons techniques ont véritablement entrepris des démarches ; dans les autres cas, les résidents attendent que

ce soit l'entreprise de distribution qui entreprenne les travaux d'installation du réseau. Même si le raccordement demandé est majoritairement individuel, l'accès au service reste perçu comme le résultat d'un processus collectif : plus de 80 % des réponses dans tous les quartiers font apparaître que c'est parce que la zone n'est pas raccordée qu'il n'y a pas d'accès individuel. Du point de vue du prix, justement, la plupart des résidents avouent ignorer le tarif du raccordement individuel au réseau. Une fois le prix connu, les velléités de raccordement chutent sensiblement, mais de façon différente selon les situations et les perceptions du service de distribution. C'est dans ce domaine que les styles de vie expriment des inégalités sociospatiales plus importantes.

Si, comme on l'a déjà noté, la demande de services urbains est la plus forte dans les quartiers en voie d'équipement, les attitudes sont contrastées dans les autres quartiers : la forte demande des quartiers non équipés pour raisons techniques va de pair avec le refus d'investir plus que nécessaire afin de compenser les obstacles au raccordement au réseau ; les quartiers non équipés pour raisons économiques, tout comme ceux qui ne sont pas équipables, laissent apparaître des formes de résignation à vivre sans eau à domicile. Les entretiens menés avec les habitants montrent cependant une faible politisation des résidents face à la situation qu'ils vivent. Plusieurs indicateurs le confirment : tout d'abord, le relatif consensus sur l'obligation de payer pour bénéficier d'un service de distribution régulier et de qualité, qui révèle que la revendication d'un « droit à l'eau » promue par les organisations non gouvernementales, nationales ou internationales, ne trouve encore aucun écho dans la population. Seul le quartier plus favorisé de Chicani se distingue par une plus faible proportion de gens disposés à payer, dans la mesure où l'abondance de l'eau de source acheminée par la coopérative rend inutile la tarification du service.

Mais, plus généralement, ce sont surtout les quartiers où la ressource n'est pas disponible qui possèdent le plus fort taux de résidents sans opinion politique. On a pu constater en effet qu'une grande majorité des personnes interrogées n'avaient pas connaissance de la

remunicipalisation du service de distribution depuis 2007, sauf à Alto Ovejuyo, où des démarches avaient été entreprises quelques années auparavant après une décision commune des résidents. Considérés comme des indicateurs de prise de position politique, les avis rendus, positifs ou négatifs, sur le départ de l'entreprise privée sont plus rares dans les quartiers où les enquêtés se sentent rattachés à un district rural en marge de la ville plutôt qu'à une zone urbaine desservie par l'entreprise, ainsi que dans ceux qui ont peu d'espoir de se voir équipés à court terme, malgré des demandes répétées auprès de l'administration, à cause des problèmes techniques rencontrés ; inversement, le taux de personnes sans opinion sur le changement d'entreprise diminue sensiblement dans les quartiers dotés d'une qualité de vie ou d'un niveau scolaire supérieurs (Chijipata, les condominiums et, dans une moindre mesure, 24 de Junio).

Ces résultats sont cependant à manier avec prudence : le taux de non-réponses indique chez les habitants un fort sentiment de dépossession engendrant des préoccupations éloignées des thématiques politiques « officielles » et de l'actualité, auquel s'ajoute le fait que, selon la logique des relations entre capital scolaire et capital politique, les personnes interrogées ne se sentent pas autorisées à exprimer publiquement (c'est-à-dire auprès d'enquêteurs étrangers) leurs opinions politiques – une incertitude supplémentaire dans le recueil d'informations. Ces incertitudes se retrouvent dans la perception des problèmes de rareté et de contamination de l'eau : les opinions émises dépendent de la situation particulière du quartier plus que d'un avis informé sur les problèmes environnementaux. Et, excepté dans les quartiers disposant de sources alimentant une coopérative, on constate que seule une minorité des résidents déclarent bénéficier d'une eau de bonne qualité ; ainsi, Alto Ovejuyo, dont l'unique puits s'avère peu propice à la consommation, et les quartiers où les sources ne sont pas très abondantes (24 de Junio et Pokechaka) expriment des taux de satisfaction particulièrement faibles au sujet de la qualité de l'eau.

L'analyse des difficultés que les quartiers périphériques rencontrent pour accéder à l'eau montre tout d'abord que les conflits aux frontières

entre les municipalités ne relèvent pas de simples divergences d'intérêts économiques (payer plus ou moins d'impôts locaux, etc.), mais tiennent à des différences de style de vie et d'aspirations (aspirations urbaines pour une grande partie des résidents des zones frontalières), modulées par la distance avec les parties centrales de la ville. La cohérence entre le style de vie et le fait de vivre dans tel ou tel quartier périphérique permet alors d'établir les principes d'opposition selon lesquels se structure l'espace social de la métropole pacénienne : résidence dans les quartiers périphériques récents/dans les quartiers anciens ; grande/faible distance du lieu de travail ; propriétaires/locataires ; habitat non équipé/équipé en services urbains ; maison en *adobe*/en briques ; hygiène ponctuelle/quotidienne ; alimentation à base de pommes de terre/variée ; ouvriers du bâtiment/commerçants ; travail précaire/petite entreprise familiale ; études primaires/secondaires ; aspirations urbaines/liens actifs avec le monde rural ; mobilisation politique faible/revendications identitaires, etc.

À travers les inégalités constitutives de l'espace urbain se révèlent ainsi les structures d'un espace social fortement segmenté, qui façonnent l'ensemble des styles de vie, depuis le matériau du sol de la maison jusqu'aux prises de position politiques. Dans le cas d'une ville des Sud qui, comme La Paz, se trouve engagée dans un processus de métropolisation et de forte extension de ses périphéries, il n'est pas possible de raisonner selon l'unique critère de la pauvreté, il faut construire une approche plus relationnelle. Être ouvrier du bâtiment ou employé n'a pas la même signification selon qu'on habite dans un quartier accessible ou non. En effet, être en bout de réseau, confronté à des obstacles naturels augmentant les coûts d'installation, devoir dépenser plus en transports, etc. sont autant de facteurs d'appauvrissement relatif qui rendent encore plus problématique l'accès à des services urbains de base, et ont des répercussions importantes sur les styles de vie familiaux et les formes de politisation. On mesure ici le faible potentiel mobilisateur des (très louables) revendications du « droit à l'eau », et ce que leurs bons sentiments laissent échapper si elles ne s'appuient pas sur une

connaissance des réalités sociales plus fine que les simples indicateurs de pauvreté (ou de « développement humain ») promus par les organismes internationaux, qui sont souvent les seules données disponibles pour l'élaboration des politiques publiques nationales. Et, si les périphéries en extension de La Paz révèlent, comme celles d'El Alto, la production et la reproduction d'inégalités très marquées, elles n'en entraînent pas pour autant la même « politisation par nécessité ». Moins organisées que les quartiers en voie de consolidation pourtant les plus désorganisés comme Solidaridad, les zones périphériques de La Paz sont aussi moins pénétrées par la « fiction politique » qui a fait d'El Alto une ville autoconstruite et rebelle.

Conclusion – Panne de réseaux

« Quand il s'agit de ville, on croit toujours savoir de quoi on parle. Les espaces urbains sont en effet constitués comme évidence dans tous les registres de la pratique sociale : celle des citoyens, celle des aménageurs, celle des savants. Seulement, c'est rarement de la même ville qu'il s'agit. »

Bernard Lepetit, Christian Topalov,
La Ville des sciences sociales, 2001

Août 2010. La fin de mon affectation en Bolivie approche. Je parcours, une dernière fois avant longtemps sans doute, les routes cabossées des quartiers où j'ai enquêté ces dernières années. Le goût de poussière des débuts s'est peu à peu dilué, donnant une sensation plus diffuse, plus confuse aussi. L'espoir soulevé par le cycle de protestations de la décennie précédente s'est heurté aux réalités de l'exercice du gouvernement, dont les conflits politiques sont la partie la plus visible : sur l'Altiplano, dans l'indifférence des périphéries, une autre Bolivie continue à alimenter les marchés informels, à construire ses maisons, à déployer ses activités. Au fil de mes enquêtes cependant, la découverte de systèmes de distribution d'eau comme les coopératives m'a semblé représenter une voie possible pour l'invention d'alternatives politiques, contre les tendances à la fragmentation urbaine qui laissent les plus pauvres à l'écart du réseau.

Le temps de saluer quelques résidents et informateurs privilégiés, je reprends chaque fois la route avec un pincement au cœur, sans vaines promesses mais concevant le projet de revenir, lors de prochains séjours, m'enquérir des situations personnelles, de l'évolution de chaque quartier. Des avancées sont déjà notables : Alto Ovejuyo, au sud de La Paz, possède désormais des canalisations à domicile, malgré sa situation en surplomb du réseau municipal. Epsas a finalement tenu parole, et ses ingénieurs ont trouvé une solution technique pour remédier au manque de pression. Avec l'eau, c'est l'ensemble des conditions de vie qui se trouvent transformées : des animaux peuvent être élevés sur place afin de compléter les rentrées d'argent irrégulières des chefs de famille, pour la plupart maçons ou employés précaires dans des zones voisines de La Paz. Tous les quartiers périphériques en extension ne sont cependant pas aussi chanceux. Mirador Turístico, à quelques kilomètres de là, reste une zone sous-équipée, tandis que les quartiers en bout de réseau, comme ceux du district 8 d'El Alto, sur la route d'Oruro, souffrent de coupures quotidiennes à partir du lever du jour. À l'autre bout d'El Alto, l'installation d'une cuve cimentée surplombant le quartier de Solidaridad n'a pas éliminé les problèmes sanitaires : la violence du soleil et la rareté

des douches produisent toujours autant de peaux sèches et craquelées de verrues chez les jeunes enfants.

En redescendant vers La Paz, je me perds, une fois encore, dans le dédale des rues d'Alto Lima, barrées par les travaux, les pavés entassés au bord de la voie, les tranchées inachevées dressant leur monticule de terre au milieu du passage. Comme le général dans son labyrinthe évoqué par García Márquez, je me demande comment sortir de ce fatras et de la « course folle » entamée pour la fin de mon séjour. Mais voilà que je tombe, au détour d'une rue, sur une place qui, habituellement déserte, offre ce jour-là le curieux spectacle d'une fête d'un autre temps : stands en bois, jeux rudimentaires et quelques attractions qui rappellent les jouets d'autrefois – des sortes de manèges munis de tentacules au bout desquels pendent des balançoires qui s'élèvent doucement au gré du mouvement giratoire. Quelques gamins, sur une place en béton à côté du canal d'égout rempli d'ordures, font tourner à grand renfort de cris des toupies lancées par des fils soigneusement embobinés.

Fait-on tout ce chemin pour retrouver les babioles que l'on faisait tourner, enfant, avec la même brusquerie maladroite ? Ou pour éprouver, une dernière fois, l'atmosphère des fêtes de village du sud-ouest de la France, résonnant le dimanche des sirènes des attractions mécanisées, et lourdes des promesses d'envol des avions de manège ? Cette anamnèse me renvoie aussi aux interrogations de Lévi-Strauss, isolé à Campos Novos, sur le plateau du Mato Grosso occidental, et rongé par son travail d'enquête ; se demandant si sa présence en ce lieu est destinée à échapper à ses « semblables » européens, il trouve dans une mélodie de Chopin la fixation psychologique nécessaire pour échapper à la dépression et à la folie : « La même phrase mélodique chantait dans ma mémoire sans que je puisse m'en délivrer. Je lui découvrais sans cesse des charmes nouveaux. Très lâche au début, il me semblait qu'elle entortillait progressivement son fil, comme pour dissimuler l'extrémité qui la terminerait. Cette nouure devenait inextricable, au point qu'on se demandait comment elle pourrait bien se tirer de là ; soudain, une note résolvait tout, et cette échappatoire paraissait plus hardie encore que la

démarche compromettante qui l'avait précédée, réclamée et rendue possible ; à l'entendre, les développements antérieurs s'éclairaient d'un sens nouveau : leur recherche n'était plus arbitraire, mais la préparation de cette sortie insoupçonnée. Était-ce donc cela, le voyage ? Une exploration des déserts de ma mémoire, plutôt que de ceux qui m'entouraient³³⁵ ? »

Je ne sais pas s'il existe une réponse à cette question. Ce qui est sûr, c'est que la suite baroque qui a, tout ce temps, accompagné mon cheminement sur les routes périphériques de la ville ne se terminait pas sur une gigue joyeuse et entraînante – plutôt une fugue un peu mélancolique, encore et toujours à contretemps, aussi incertaine que le processus de recherche. La plongée dans l'enquête est certes un retour sur soi, peut-être le ressort de la *libido sciendi*, mais elle m'a aussi conduit à retrouver, sans toujours m'en rendre compte sur le moment, certaines questions de l'anthropologie contemporaine, qui ne cesse de s'interroger sur ses conditions de possibilité, et d'impossibilité. Cette incertitude peut apparaître presque consubstantielle à la discipline, depuis l'adieu aux tristes tropiques jusqu'à la remise en cause des projets systématiques d'intelligibilité des sociétés exotiques. La disparition des « grands paradigmes » est apparue comme une occasion de recomposer les savoirs sur des mondes sociaux que les rapports non questionnés entre l'ethnologue et ses objets d'étude traditionnels ne permettaient sans doute pas d'approfondir. C'est ainsi que j'ai cru nécessaire d'orienter ma perspective sociologique sur des problèmes ordinaires (l'accès à l'eau), dans les conditions politiques d'abord extraordinaires des insurrections (les « guerres de l'eau ») puis de leur routinisation institutionnelle (le retour dans le service public).

Après l'étude de la ville réputée indigène et rebelle d'El Alto, mes enquêtes m'ont porté à considérer l'ensemble, à la fois disparate et cohérent, de l'espace urbain (étendu à La Paz) – à regarder sous l'enchantement des discours pour découvrir des réalités moins militantes,

³³⁵ C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, *op. cit.*, p. 404-405.

des formes de résistance plus ordinaires, des styles de vie plus en prise sur les nécessités vitales. J'y ai observé moins une « révolution urbaine » pour le « droit à la ville » que les géographes se plaisent à retrouver dans l'analyse du développement inégal et des formes d'accumulation du capital³³⁶ que la complexité des stratégies familiales d'accès à la propriété et des processus de consolidation, encastrés dans les tentatives d'institutionnalisation des organisations vicinales. Les luttes contre la privatisation, qui avaient peu concerné les quartiers où j'enquêtais, s'effaçaient derrière les petits combats quotidiens pour installer une borne-fontaine ou un réservoir, ou tout simplement pour assurer le fonctionnement quotidien de l'école du quartier et du centre de soins.

Le constat d'une telle occupation de l'espace urbain, antérieure à la mise en place des réseaux techniques, qu'il s'agisse de l'eau ou de l'électricité, incite à s'interroger sur ce qui fait une ville. Une ville, ce n'est pas simplement un territoire et l'agencement des édifices ou de leurs façades, c'est le tissu de relations qui s'y établit, ce sont les significations que l'on y projette et qui rencontrent celles que les habitants y projettent eux-mêmes. Or celles des habitants d'El Alto et de La Paz sont trop diverses pour définir l'identité territoriale autrement que comme une fiction politique. Faut-il alors s'en remettre aux classifications administratives et aux définitions officielles de l'identité, qui peinent à cadrer une réalité mouvante (l'extension incontrôlée des périphéries), aux frontières floues (avec les conflits sur les limites qui en résultent) ? Il n'y a pas de planification urbaine à La Paz ni à El Alto, et surtout pas de régulation des terres et du marché immobilier. Les ménages les moins bien dotés, aux revenus modestes, sont poussés vers les marges ; mais, alors qu'ils sont encore décrits sous l'angle de la « migration rurale » (qui signifie encore souvent, aux yeux de certaines fractions favorisées de la population urbaine, ignorance et sauvagerie), les gens qui s'installent dans les périphéries urbaines ne sont pas insérés dans les structures

³³⁶ Voir David Harvey, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Buchet-Chastel, 2015 ; Escarley Torrico *et al.*, *Villas rebeldes. Apuntes sobre las organizaciones vecinales de la periferia urbana en Bolivia*, Cochabamba, Cedib, 2012.

communautaires, et les quartiers en extension mettent du temps à se doter des organisations collectives susceptibles de les politiser, comme les comités de quartier.

Cette question des principes d'identification s'est trouvée posée, on l'a vu, à propos des formes de politisation – les résidents des périphéries urbaines se définissant moins comme des peuples originaires-indigènes que comme des habitants d'El Alto (*alteños*) ou de La Paz (*paceños*). Les formes de politisation observées dans les quartiers périphériques d'El Alto semblent déborder la « pesanteur des traditions³³⁷ » pour s'inscrire dans les grandes tendances contemporaines du développement urbain (extension périphérique, informalité, recomposition du modèle concentrique, etc.). La ville d'El Alto fait naître des rapports sociaux qui ne cadrent pas avec l'image militante de la politisation spontanée de communautés indigènes reconstituées dans les quartiers ; ils n'en accréditent pas pour autant les lieux communs relatifs aux effets anoniques de la « métropole déshumanisée » sur des migrants « déplacés ». À l'encontre de l'image quelque peu folklorique – et néocoloniale – de la ville indigène et rebelle, les résidents de ces zones périphériques en extension inscrivent leurs stratégies d'installation dans un avenir plus ou moins flou et lointain, où la mobilisation pour les conditions de vie immédiates et la reconnaissance de leur existence dans le quartier (consolidation de la maison, légalisation de la propriété, installation des services de base, etc.) constitue le prélude à toute politisation possible.

El Alto, de ce point de vue, représente un peu l'anti-Dubaï, au même stade du capitalisme : loin d'être un « alignement de concepts publicitaires en propositions pseudo-urbaines » qui manifeste son « impossibilité-d'être-ville³³⁸ », elle en est, comme nombre de villes asiatiques sans doute, l'envers laborieux, la fabrique invisible ou plutôt

³³⁷ Julian Misch, Nicolas Renahy, art. cit., p. 10.

³³⁸ François Cusset, « Questions pour un retour de Dubaï », in M. Davis, *op. cit.*, p. 74.

les coulisses industrielles³³⁹. Elle existe, en quelque sorte, après ses habitants, elle s'étend au fil de leurs activités, de leurs besoins de logement. Pour reprendre une terminologie un peu surannée, elle est « ville-pour-soi » avant d'être « ville-en-soi », elle existe dans et par les pratiques³⁴⁰, un peu comme Stefan Zweig découvrant São Paulo : « La ville n'offrait rien d'artistique, de pittoresque, de particulier [...]. Si pour vous les villes ne présentent d'intérêt que dans la mesure où elles exhibent antiquités et souvenirs historiques, vous chercherez en vain où poser votre regard. [...] Quiconque s'était installé en ces lieux et avait gagné un peu d'argent se dépêchait de construire n'importe où une habitation (le terrain n'était pas cher, pas davantage que la main-d'œuvre), petite, simple [...]; chacune composée seulement d'une boutique ouverte surmontée d'un étage comprenant deux, trois pièces. [...] Une maison se collait à l'autre et on avait une rue, puis une autre et encore une autre, et progressivement une ville. Personne n'était sûr de rester là jusqu'à la fin de ses jours, peut-être allait-on partir plus loin. [...] Voilà pourquoi *a priori* ces cités devaient inmanquablement présenter un caractère provisoire sur le plan de l'architecture – simple juxtaposition fortuite d'habitations, constructions de briques et de glaise ayant poussé de façon sauvage et anarchique³⁴¹. » Ce qui se passe aux marges exprime finalement des logiques d'expansion qui traversent l'ensemble de l'espace urbain et contribuent à y reproduire les inégalités en les transférant dans des périphéries toujours plus lointaines au fur et à mesure que les quartiers se consolident. Au-delà des formes d'autoconstruction individuelles, il faut donc reconstituer les processus segmentés par

³³⁹ Voir Verónica Gago, *Neoliberalism from Below. Popular Pragmatics and Baroque Economies*, Durham-Londres, Duke University Press, 2017.

³⁴⁰ Dans ces conditions d'informalité et d'extension incontrôlée, cette perspective sociologique ne se ramène pas à une « micropolitique de l'agir urbain » centrée sur l'habitat « non ordinaire » qui se développerait dans les interstices de la ville productive et du travail « post-fordiste » (voir Arnaud Le Marchand, « Micropolitique de l'habitat non ordinaire », *Multitudes*, 37-38, p. 227-228).

³⁴¹ Stefan Zweig, *Pays, villes, paysages. Écrits de voyage*, Paris, Belfond, 1996, p. 219.

lesquels se reproduisent désormais les inégalités : par blocs, espacements, raccords, etc.

Je n'avais pas vraiment de raison d'être surpris de constater la persistance des inégalités et la difficulté du gouvernement Morales à les réduire. L'indicateur initialement choisi, celui de l'accès au réseau de distribution d'eau, pouvait difficilement livrer un autre résultat : l'obligation, pour l'entreprise (de nouveau) publique, de fonctionner selon les normes et les exigences de rentabilité d'une entreprise privée avait peu de chances de permettre de surmonter l'absence d'une politique urbaine visant l'amélioration, à grande échelle, des infrastructures et des réseaux, dans un contexte d'extension de l'habitat périphérique précaire. La littérature sur le sujet, très abondante, ne peut que confirmer ce constat de l'incomplétude du réseau³⁴². C'est sur l'explication de ce processus que mes enquêtes présentent, me semble-t-il, des conclusions différentes. Car, si l'accès au service de l'eau constitue un indicateur relativement fiable des inégalités – les quartiers les mieux équipés sont en effet les plus anciens, avec la plus forte concentration de capital, économique et social en particulier –, il est évidemment possible de retrouver dans la sociohistoire de l'agglomération un processus qui mène à l'avènement de la « ville néolibérale » comme expression du « capitalisme global » : l'urbanisation y est vue comme un espace fragmenté, au développement inégal, qui serait le produit de la concentration et de la mobilisation du surproduit de l'activité économique³⁴³. Cette vision est séduisante au premier abord, car effectivement les inégalités inscrites dans l'espace urbain portent encore l'héritage de la période coloniale, et la sélection des investissements ne fait que déplacer ces inégalités vers les périphéries de l'agglomération : la concentration des flux financiers dans quelques zones

³⁴² Voir en particulier toute la littérature qui s'est développée à partir de Stephen Graham, Simon Marvin, *Splintering Urbanism. Networked Infrastructures, Technological Mobilities, and the Urban Condition*, Londres, Routledge, 2001.

³⁴³ Voir David Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011, p. 9 ; voir aussi Vincent Béal, « *Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales* », *Métropolitiques*, 30 juin 2014.

spécifiques participe ainsi à la fragmentation sociospatiale des métropoles contemporaines.

Cependant, l'étude conjointe des villes de La Paz et d'El Alto invite à complexifier ces analyses dualistes de la « ville néolibérale³⁴⁴ », qui ne rendent pas totalement compte des différences qui distinguent les processus à l'œuvre dans ces deux villes pourtant connectées. À leur échelle (environ 2 millions d'habitants cumulés), elles sont traversées par des mécanismes agissant déjà dans des métropoles plus grandes. Dominique Lorrain a bien montré que l'analyse ordinaire de ces « métropoles XXL » repose sur la vision inadaptée d'un centre historique entouré de banlieues, le tout gouverné par une structure administrative étatique. Or le développement spatial inégal des grandes métropoles révèle « la combinaison d'un premier centre (inspiré des modèles du Nord), d'espaces nouveaux structurés – *edge cities* – et de franges mal équipées. Par sa surface et sa vitesse de transformation, la très grande ville déborde toujours de son territoire administratif. Le modèle qui s'impose est de forme polycentrique et non plus hiérarchique ; l'ancienne division entre ville et campagne qui fonde la géographie de l'Occident s'estompe au profit d'une nouvelle interdépendance³⁴⁵ ». Les problèmes inhérents à ce nouveau modèle se posent avec d'autant plus d'acuité dans les métropoles des Sud que celles-ci connaissent un rythme de croissance accéléré, tandis que les villes du Nord, qui se sont construites sur des durées plus longues, ont eu toute latitude pour inventer des institutions plus adaptées aux problèmes qui se posaient. Les métropoles émergentes ne peuvent donc transposer des formes classiques de gouvernement³⁴⁶ pour répondre aux problèmes spécifiques que posent leurs logiques

³⁴⁴ Voir Jason Hackworth, *The Neoliberal City. Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Ithaca, Cornell University Press, 2006 ; BAVO (dir.), *Urban Politics Now. Re-imagining Democracy in the Neoliberal City*, Rotterdam, NAI, 2018. Pour une analyse de ce dualisme, voir Benoît Bréville, « Quand les grandes villes font sécession », *Le Monde diplomatique*, mars 2020, p. 1, 16 et 17.

³⁴⁵ D. Lorrain (dir.), *Métropoles XXL...*, *op. cit.*

³⁴⁶ Voir D. Lorrain, *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 12.

d'accumulation et de développement. Et, plus que des différences contextuelles et temporelles, qui tiennent à des facteurs exogènes tels que l'insertion dans les flux de globalisation ou le mode de captation des richesses ou de redistribution de la rente, c'est l'idée même d'une bonne gouvernance, telle qu'elle était assurée par la cohérence des réseaux urbains, qui se trouve questionnée par la diversité des acteurs intervenant dans les villes (et par leurs relations) : État, entreprises de réseaux, promoteurs, structures participatives, etc.³⁴⁷.

Ces problèmes du « gouvernement par les réseaux » affectent particulièrement les institutions. « Il n'existe pas d'institution unique en charge de toute une métropole, dotée de compétences étendues et d'une légitimité politique forte. Cette dynamique entre des institutions héritées et les forces de développement s'exprime dans les *franges* métropolitaines, incertaines en termes de compétences institutionnelles. Ces phénomènes sont particulièrement forts dans les pays émergents³⁴⁸. » La conséquence est la remise en question du « principe territorial » qui organisait le gouvernement des villes : « Que gouverne-t-on lorsque les frontières deviennent poreuses et se trouvent traversées en permanence par des flux de capitaux, d'hommes et de marchandises ? Comment les réseaux techniques que nous considérons comme des dispositifs anti-fragmentation se trouvent-ils pris par la globalisation ?³⁴⁹ »

L'enjeu de l'apparente fragmentation urbaine et la crise du « gouvernement par les réseaux » témoignent en réalité de la rupture de *l'homologie entre un territoire et un opérateur unique*, censée accomplir l'idéal moderniste du XIX^e siècle³⁵⁰. Une homologie, produit des savoirs d'ingénierie urbaine où l'unité créée par les réseaux et les institutions qui les encadrent constituait la ville, que la logique des « métropoles XXL » n'a cessé de déstructurer. La question est donc de comprendre ce qui se

³⁴⁷ Voir D. Lorrain, *Métropoles en Méditerranée*, op. cit., p. 43 ; Joyeeta Gupta, Claudia Pahl-Wostl, « Global water governance in the context of global and multilevel governance: its need, form, and challenges », *Ecology and Society*, 18 (4), art. 53, 2013.

³⁴⁸ D. Lorrain, *Métropoles en Méditerranée*, op. cit., p. 13.

³⁴⁹ *Ibidem*.

³⁵⁰ Voir O. Coutard, « Services urbains : la fin des grands réseaux ? », art. cit.

passé quand l'incomplétude du réseau est la forme urbaine dominante et d'établir s'il est possible de penser des alternatives au modèle du tout-en-réseau. À partir du moment où l'occupation de l'espace précède la mise en place des systèmes urbains en réseau, il pourrait sembler évident de promouvoir l'universalisation de l'accès à ces systèmes (une forme de « droit à la ville ») en travaillant à leur extension ; mais, dans cette perspective, l'existence de systèmes alternatifs, généralement de taille moindre (les géographes parlent de « petits systèmes »), est souvent considérée comme un vecteur de fragmentation supplémentaire³⁵¹. D'autres voies semblent aussi se dessiner du point de vue des complémentarités de fonctionnement, comme on l'a vu avec les coopératives de La Paz et leurs formes d'auto-organisation. Mais, alors que cette incomplétude du réseau est généralement analysée à travers le prisme des échecs de la « gouvernance urbaine », les enquêtes sur La Paz et El Alto incitent à reposer la question de ces alternatives en termes non seulement techniques et institutionnels, mais aussi politiques.

Dans le contexte de la Constitution politique de l'État bolivien promue en 2009, dont le soutien à l'économie plurielle se traduit par une reconnaissance des coopératives et des organisations communautaires, c'est pourtant l'idéal d'un service universel qui semble avoir continué de régir la vision des services urbains. L'économie, qui inclut les services de base, doit en effet être orientée vers la redistribution et la satisfaction des besoins de tous. « C'est le cas, explique García Linera, des services de base considérés comme un droit humain et donc accessibles par nécessité et non en fonction de leur rentabilité, ce qui conduit à des politiques de subventions. L'accès à l'eau est subventionné, de même que le crédit pour les petits producteurs, et l'État achète aussi des produits agricoles [via l'Entreprise d'aide à la production d'aliments, Emapa*] pour garantir la souveraineté alimentaire et la vente à des prix justes. Dans ce cas, les prix ne sont pas déterminés par leur valeur marchande capitaliste mais par leur valeur d'usage. Par conséquent, l'État, à travers les bénéfices générés par

³⁵¹ Voir S. Jaglin, « La participation au service du néolibéralisme ? », art. cit.

l'industrialisation, commence à se défaire graduellement de la logique capitaliste de l'appropriation privée comme norme économique pour introduire de façon croissante la logique de la valeur d'usage, de la satisfaction des nécessités et du fondement communautaire et communiste qui régit les activités économiques³⁵². » Ainsi, l'économie du service de distribution d'eau ne donne pas lieu à une réflexion sur une alternative au très louable impératif de l'« eau pour tous », qui se résume à trouver une source d'approvisionnement supplémentaire, et donc une extension de la zone de service.

On a vu que le modèle du tout-en-réseau, inspiré des villes occidentales, qui a présidé au développement de la ville et de ses infrastructures tout au long du XX^e siècle n'a été qu'imparfaitement implanté dans l'agglomération de La Paz et d'El Alto, où il a coexisté avec de plus petits systèmes, soit que le réseau n'ait pu les absorber en son sein, soit qu'il n'ait réussi à les atteindre au fil de l'étalement urbain, sur les *laderas* ou dans les périphéries. Le courant de la *political ecology* a souligné, dans le prolongement des travaux d'Olivier Coutard ou de Sylvie Jaglin, l'ambiguïté de ces politiques qui, sous prétexte que les plus pauvres ne voudraient pas payer pour un service de qualité³⁵³, promeuvent la participation comme une affaire technique et managériale mais sans effets notables sur la réduction des inégalités ou le transfert du pouvoir de décision vers les habitants³⁵⁴. Tout l'enjeu est donc de penser les petits

³⁵² Álvaro García Linera, *Las empresas del Estado. Patrimonio colectivo del pueblo boliviano*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, 2012, p. 67.

³⁵³ Voir Antonio Estache *et al.*, « Utilities privatization and the poor. Lessons and evidence from Latin America », *World Development*, 29 (7), 2001, p. 1179-1198.

³⁵⁴ François Molle, « La gestion de l'eau et les apports d'une approche par la *political ecology* », in Denis Gautier, Tor A. Benjaminsen (dir.) *Environnement, discours et pouvoir : l'approche Political Ecology*, Paris, Quae, 2012, p. 219-240. Voir aussi Erik Swyngedouw, « Agua urbana: una perspectiva ecológico-política », in José Esteban Castro, *The Political Ecology of Urban Water*, Newcastle, Waterlat-Gobacit Network Working Papers, 3 (7), 2016, p. 11-35.

opérateurs en dehors du cadre assigné par la Banque mondiale³⁵⁵, cadre qui a contribué à en faire des modèles alternatifs, diffusés comme des normes internationales³⁵⁶.

La *political ecology* tente alors de déplacer la réflexion en s'intéressant aux « territoires hydrosociaux », ces espaces créés par les « interactions entre pratiques humaines, flux hydriques, technologies hydrauliques, éléments biophysiques, structures économiques et sociales et institutions culturelles et politiques³⁵⁷ ». Cette intrication de l'eau et de ses cycles d'utilisation dans les rapports sociaux³⁵⁸ se traduirait par de nouvelles formes de « gouvernementalité » où l'ancienne centralité de l'État dans l'élaboration des politiques hydriques laisserait la place à des modèles horizontaux engageant une variété de *stakeholders** mobilisant des technologies de la performance et de l'*accountability*³⁵⁹. « L'écologie politique a souligné combien l'eau et les services modernes de distribution font partie d'un réseau complexe de pouvoirs économiques et de groupes d'intérêt qui érode le pouvoir central du gouvernement. [...] Les luttes pour le pouvoir social évoluent au cours du temps : qu'il s'agisse de canaux, de projets d'irrigation, de détournement de rivières ou d'usines de désalinisation, etc., les territoires hydrosociaux se constituent et se reconstituent à partir de la transformation de la ressource naturelle en

³⁵⁵ Voir par exemple Tova María Solo, *Proveedores independientes de agua potable en América Latina. El otro sector privado en los servicios de abastecimiento de agua*, Washington, World Bank, 2003.

³⁵⁶ Voir Jesko Fezer, Mathias Heyden, « L'ambivalence de la participation et l'urbanisme situationnel », *Multitudes*, 31, 2007, p. 83-90 ; Peter Mollinga, « Water, Politics and Development: Framing a Political Sociology of Water Resources Management », *Water Alternatives*, 1 (1), 2008, p. 7-23.

³⁵⁷ Rutgerd Boelens, Jaime Hoogesteger, Erik Swyngedouw, Jeroen Vos, Philippus Wester, « Hydrosocial territories: a political ecology perspective », *Water International*, 41 (1), 2016 (p. 1-14), p. 2 ; voir aussi Rutgerd Boelens *et al.*, *Hydrosocial Territories and Water Equity. Theory, Governance and Sites of Struggle*, Londres, Routledge, 2017.

³⁵⁸ Voir Jamie Linton, Jessica Budds, « The hydrosocial cycle: Defining and mobilizing a relational-dialectical approach to water », *Geoforum*, 57, 2014, p. 170-180 ; Rutgerd Boelens, « Cultural politics and the hydrosocial cycle: Water, power and identity in the Andean highlands », *Geoforum*, 57, 2014, p. 234-247.

³⁵⁹ Voir Erik Swyngedouw, « Governance innovation and the citizen: The Janus face of Governance-beyond-the-State », *Urban Studies*, 42 (11), 2005, p. 1991-2006.

un processus social³⁶⁰.» Les luttes territoriales engagées par les communautés révèlent alors des imaginaires politiques concurrents qui conduisent à faire reconnaître des droits à l'eau dans la définition du service³⁶¹ ; ainsi, dans le cas d'El Alto, c'est l'idée contractuellement définie par le processus de privatisation d'une « aire non desservie » qui est en cause³⁶², mais d'autres conflits hors de Bolivie se sont déclenchés suivant le même principe³⁶³.

Ce que la *political ecology* ne peut saisir cependant, c'est que les politiques *pro-poor* ont provoqué des conflits sociaux non pas parce qu'elles auraient fait naître un sentiment anti-privatisations, mais parce qu'elles ont requis, pour s'implanter, la reconnaissance de nouveaux droits et de nouvelles aspirations – avec notamment la promotion de l'objectif universel du tout-en-réseau, que le secteur privé serait plus à même de réaliser³⁶⁴. Ces transformations de « l'acceptabilité sociale³⁶⁵ » des politiques hydriques conduisent alors à s'interroger sur la gouvernance de l'eau comme partie intégrante d'une gouvernance urbaine

³⁶⁰ Filippo Menga, Erik Swyngedouw, « States of Water », in Filippo Menga, Erik Swyngedouw, *Water, Technology and the Nation-State*, Londres, Routledge, 2018, p. 6-7.

³⁶¹ Voir María Cecilia Roa-García, « Equity, efficiency and sustainability in water allocation in the Andes: Trade-offs in a full world », *Water Alternatives*, 7 (2), 2014, p. 298-319.

³⁶² Voir Sarah Botton, Alexandre Brailowsky, Pierre-Louis Mayaux, « Le “rejet de la greffe” ou les impensés du transfert de modèle PPP, les cas de Buenos Aires (Argentine) et de La Paz-El Alto (Bolivie) », in Sarah Botton (dir.), *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement*, Paris, AFD, 2011, p. 169-200.

³⁶³ Voir Lucy Rodina, Leila M. Harris, « Water services, lived citizenship, and notions of the State in marginalised urban spaces: The case of Khayelitsha, South Africa », *Water Alternatives*, 9 (2), 2016, p. 336-355 ; voir aussi : Kajri Misra, « From formal-informal to emergent formalization: Fluidities in the production of urban waterscapes », *Water Alternatives*, 7 (1), 2014, p. 15-34.

³⁶⁴ Voir P.-L. Mayaux, « Quand l'action publique produit ses contestataires », art. cit.

³⁶⁵ Voir P.-L. Mayaux, « La production de l'acceptabilité sociale. Privatisation des services d'eau et normes sociales d'accès en Amérique latine », *Revue française de science politique*, 65 (2), 2015, p. 237-259.

globale³⁶⁶. Selon Patrick Le Galès, « trop souvent les processus de globalisation ont été associés à l'idée de gouvernement urbain entrepreneurial et à la logique de compétition³⁶⁷ », mais les politiques de privatisation s'inscrivent en fait dans des logiques plus larges de territorialisation du pouvoir des entreprises (*corporate power*) sur des « archipels » connectés, au sein de projets de réseaux universels³⁶⁸. Les effets sociaux de ces transformations se cristalliseraient dans des luttes qui portent non seulement sur les conditions d'accès aux infrastructures hydriques, mais aussi sur le contenu des règles et des droits en matière de gestion de l'eau ; ces luttes à ancrage local (que Rutgerd Boelens appelle des « *local community foundations* »³⁶⁹) peuvent grâce à ces droits accéder à des modes de régulation nationaux et internationaux, à travers lesquels elles sont en mesure d'interpeller les villes sur les failles de leur gouvernance (*governance failure*).

Une première explication de l'incomplétude du tout-en-réseau peut être formulée en termes de *governance failure*, principalement à l'échelon des villes³⁷⁰. Dans le prolongement des théories de Douglas North³⁷¹, reprises par la plupart des organisations internationales de développement qui ont promu les programmes d'équipement des

³⁶⁶ Voir G. Schneier-Madanes (dir.), *L'Eau mondialisée, op. cit.* ; Ismael Aguilar Barajas et al. (dir.), *Water and Cities in Latin America. Challenges for Sustainable Development*, Londres, Routledge, 2018.

³⁶⁷ Patrick Le Galès, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, 1995, 45 (1) [p. 57-95], p. 74.

³⁶⁸ Voir Karen Bakker, « Archipelagos and networks: Urbanization and water privatization in the South », *The Geographical Journal*, 169 (4), 2003, p. 328-341.

³⁶⁹ Voir Rutgerd Boelens, « Water rights arenas in the Andes: Upscaling networks to strengthen local water control », *Water Alternatives*, 1 (1), 2008, p. 48-65.

³⁷⁰ Sur les différentes significations de ces échecs de la gouvernance, voir José Esteban Castro, « Water Governance in the twentieth-first Century », *Ambiente & Sociedade*, X (2), 2007, p. 97-118 ; pour une application aux villes des Sud, voir Anna Zimmer, Patrick Sakdapolrak, « The social practices of governing. Analyzing waste water governance in a Delhi slum », *Environment and Urbanization Asia*, 3 (2), 2012, p. 325-341.

³⁷¹ Douglass North, *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, New York, Cambridge University Press, 1990.

municipalités émergentes depuis les années 1990³⁷², les théories institutionnelles définissent la « compétence municipale » comme « une institution constituée de règles (formelles et informelles) et de pratiques en découlant³⁷³ ». Il faudrait donc, pour que la gouvernance de l'eau fonctionne, un certain nombre de conditions que Dominique Lorrain résume en ces termes : « Il ne suffit pas [...] d'apporter des techniques et des capitaux à des territoires émergents pour qu'ils se développent. Il faut qu'ils soient gouvernés³⁷⁴. » Dans le détail, une bonne gouvernance implique un contrat bien défini pour l'entreprise traitante (publique ou privée), une relation claire avec l'État et les partenaires locaux, la stabilisation des conditions d'activité (confiance, définition des responsabilités légales, acceptabilité politique, mécanismes d'accès au capital et aux financements, adaptabilité des tarifs orientée vers l'amélioration du service).

L'incapacité à répondre à ces critères de gouvernance expliquerait, selon Karen Bakker *et al.*³⁷⁵, les incomplétudes du réseau universel : « L'échec de la gouvernance (*governance failure*) se produit quand les dimensions institutionnelles de la gestion de l'eau ne prennent pas en compte les besoins des ménages pauvres, dissuadant l'opérateur de connecter ces ménages pauvres au réseau, et inversement³⁷⁶. » Si le tout-en-réseau a du mal à s'implanter dans des métropoles émergentes comme

³⁷² Sur le cas de la Banque mondiale, D. Lorrain (« Le politique sans le dire... », art. cit.) montre que, loin de se limiter à un ensemble de préconisations techniques, les programmes de financement définissent une véritable vision politique du monde.

³⁷³ Sarah Botton, *La Multinationale et le bidonville. Privatisations et pauvreté à Buenos Aires*, Paris, Karthala, 2007.

³⁷⁴ D. Lorrain, *Métropoles en Méditerranée*, *op. cit.*, p. 9. Pour un cas d'étude sur l'importance de la stabilité institutionnelle en Bolivie, voir Amber Wutich, « Water scarcity and the sustainability of a common pool resource institution in the urban Andes », *Human Ecology*, 37, 2009, p. 179-192.

³⁷⁵ Karen Bakker *et al.*, « Governance failure: Rethinking the institutional dimensions of urban water supply to poor households », *World Development*, 36 (10), 2008 (p. 1891-1915), p. 1913.

³⁷⁶ Karen Bakker *et al.*, *op. cit.*, p. 1913. Les dimensions fondamentales d'une gestion de l'eau équitable et efficiente correspondent aux critères énoncés par D. Lorrain : « *administration, political oversight, financial management, delivery services and contract* ».

Jakarta, c'est en raison des choix des populations, notamment parce qu'elles surévaluent le coût du raccordement. La gouvernance devrait donc pratiquer une gestion plus proche des quartiers non équipés, avec des incitations tarifaires ciblées sur les ménages les plus pauvres. Le problème est que les systèmes alternatifs (*alternative service delivery*) implantés à l'échelon municipal sous l'impulsion des réformes néolibérales ne garantissent pas un plus grand investissement des institutions municipales³⁷⁷ ; bien plus, ce qui est vanté comme des choix relève plutôt de « choix sous contraintes » pour les familles, et les alternatives au tout-en-réseau sont présentées seulement sous un angle négatif, comme l'indice d'un échec à équiper les quartiers pauvres.

À la suite du livre d'Elinor Ostrom sur le gouvernement des communs, qui insiste sur le rôle des négociations locales dans l'établissement de normes collectives de gestion des ressources naturelles, les théories néo-institutionnelles ont tenté de répondre à ce défi de la gouvernance locale³⁷⁸. Alors que toutes les études sur les systèmes hydriques se focalisent sur l'ingénierie des infrastructures physiques, Ostrom se penche sur « le capital social sous la forme de règles et de normes de comportement gouvernant les interactions entre individus : la fabrique des institutions est un processus progressif qui doit directement impliquer les usagers et les producteurs (*suppliers*) à travers un processus institutionnel³⁷⁹ ». Le capital social, défini comme « la valeur de confiance procurée par les réseaux sociaux en vue de faciliter la coopération interindividuelle et intragroupe pour la défense d'intérêts communs et l'organisation des institutions sociales à différentes

³⁷⁷ Voir Kathryn Furlong, Karen Bakker, « The contradictions in “alternative” service delivery: governance, business models, and sustainability in municipal water supply », *Environment and Planning C: Government and Policy*, 28, 2010, p. 349-368 ; voir aussi Kathryn Furlong, Michelle Kooy, « Worlding water supply: Thinking beyond the network in Jakarta », *International Journal of Urban and Regional Research*, 41 (6), 2017, p. 888-903.

³⁷⁸ Elinor Ostrom, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, New York, Cambridge University Press, 1990.

³⁷⁹ Elinor Ostrom, *Crafting Institutions for Self-Governing Irrigation Systems*, Bloomington, ICS Press, 1992, p. ix-x.

échelles³⁸⁰», n'est pas une ressource individuelle, mais l'apanage des institutions et des organisations sociales. Si, à la différence des analyses de l'écologie politique, l'analyse néo-institutionnelle tend à effacer les rapports de force, elle montre bien en revanche qu'il y a une efficacité propre aux règles collectives garanties par les institutions³⁸¹ : le développement d'organisations collectives permet par exemple, dans nombre de cas, de modifier les incitations et de fournir un moyen de surveillance qui améliore l'application des décisions collectives. Il faut pour cela que les communautés présentent des normes de comportement acceptées par tous, un niveau de compréhension partagé et une homogénéité des préférences, et surtout que ces communautés aient une taille restreinte permettant l'application des règles³⁸².

Certaines coopératives d'eau de La Paz pourraient appuyer, au premier abord, cette vision institutionnelle de la gouvernance locale : le regroupement des organisations locales dans une fédération, ou encore la définition de règles de partage par les résidents d'un quartier, etc. sont autant de facteurs de production d'une gestion commune de la ressource. Elles permettent, contre les théories de la *governance failure*, de caractériser les systèmes alternatifs de distribution comme le produit de formes positives d'organisation et d'engagements collectifs. Mais, loin de s'inscrire dans un processus de négociation local, comme le conçoivent les théories institutionnelles, ces organisations sont aussi traversées par des conflits – entre *vecinos* (« voisins ») et *comunarios*, entre quartiers et gouvernement municipal, etc. Elles ne répondent pas pour autant à la vision subalterniste (« qui veut donner une voix à ceux qu'on n'entend

³⁸⁰ Voir Eduardo S. Brondizio, Elinor Ostrom, Oran Young, « Connectivité et gouvernance des systèmes socio-écologiques multiniveaux : le rôle du capital social », *Management & Avenir*, 65, 2013, p. 108-140.

³⁸¹ Voir Jean-Pierre Chanteau, Agnès Labrousse, « L'institutionnalisme méthodologique d'Elinor Ostrom : quelques enjeux et controverses », *Revue de la régulation*, 14, 2013, <http://regulation.revues.org/10555>.

³⁸² Voir Guillaume Hollard, Omar Sene, « Elinor Ostrom et la gouvernance économique », *Revue d'économie politique*, 120 (3), 2010, p. 441-452. D'autres travaux d'Ostrom s'attaqueront ensuite au thème du passage des communautés de taille restreinte à la gouvernance globale des ressources, avec l'idée de gouvernance polycentrique.

pas, les subalternes ») d'une politisation spontanée, inscrite dans des formes de résistance ordinaires (faites d'informalité, de raccordements illicites, etc.), que l'on retrouve dans la vision développée par la *political ecology* quand elle rend compte des luttes pour la maîtrise de l'accès au réseau sur les territoires concernés. L'enquête sur les coopératives d'eau à La Paz révèle en fait une politisation des conflits très spécifique : les systèmes alternatifs ne sont pas pensés comme une nouvelle voie politique qu'il faudrait défendre ou construire comme un système institutionnalisé et généralisable – en particulier contre le tout-en-réseau géré par une concession privée ou par l'État. Si, comme on l'a vu, sa théorie de la « ville néolibérale » et des formes de résistance qu'elle peut engendrer ne se révèle pas adaptée à l'analyse de La Paz et d'El Alto, David Harvey a cependant bien perçu à quel niveau se situe le ressort de la politisation : « Organiser la communauté a été aussi important pour la poursuite des luttes syndicales que l'organisation du lieu de travail. Et, dans la mesure où les lieux de travail traditionnels sont en train de disparaître dans nombre de zones du capitalisme soi-disant avancé [...], l'organisation autour du travail dans la communauté semble être encore plus importante³⁸³. »

C'est justement à cette échelle communautaire qu'ont émergé des formes d'auto-organisation insurrectionnelles en Bolivie, à partir des *juntas vecinales*, des *regantes*, des syndicats *fabriles* ou *mineros**, etc. En dépit de la persistance du modèle du tout-en-réseau, adossé à la construction de l'État entreprise par le MAS, la reconnaissance de l'économie plurielle dans la nouvelle Constitution politique de l'État plurinational peut encore laisser penser que les systèmes alternatifs auront des moyens supplémentaires pour se pérenniser comme formes d'autogouvernement susceptibles de représenter d'autres politiques et d'autres modèles de gestion de l'eau, moins centrés sur les contraintes techniques et plus orientés vers les besoins sociaux. Au moment où je quitte la Bolivie, en ce mois d'août 2010, il me semble que de nombreux

³⁸³ D. Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville*, op. cit., p. 89.

possibles sont encore ouverts.

Livre IV

**Entre deux mondes
(2010-2016)**

image communautés éco ethnique marchés

Prologue – Bifurcations

« Ne tentez pas de nous enseigner comment nous devons être, ne tentez pas de faire de nous vos égaux, ne prétendez pas que nous fassions bien ce que vous avez mal fait en deux mille ans ».

Simon Bolivar, s'adressant à un pédant français
in Gabriel García Márquez, *Le Général dans son labyrinthe*,
1989

« Avais-je vraiment besoin d'aller déterrer des vérités si ordinaires dans des déserts tropicaux ? Je vis en rentrant que bien d'autres les avaient vu passer dans le cœur de la Seine. Je ne regrette rien : elles crevaient les yeux, elles se manifestaient dans une lumière si éclatante que je suis assuré de ne jamais les perdre. Je fus trop près de ma fin, pour les tenir pour des erreurs de jeunesse. [...] Les chances que j'avais de les rencontrer dans les murs du V^e arrondissement me paraissent encore maigres. On s'apprêtait à jeter sur moi tant de couvertures : j'aurais pu être un traître, j'aurais pu étouffer. »

Paul Nizan, *Aden Arabie*, 1931

Regards éloignés

Le retour au pays d'origine n'est pas seulement une épreuve personnelle ou familiale. Dès mon retour en France, je me trouve confronté à des questions plutôt inédites : comment continuer à faire, de loin, l'analyse du pays enquêté ? Alors que l'anthropologie s'est transformée, depuis plusieurs décennies, en une ethnographie du proche, du contemporain et du familial, comment continuer à étudier ce qui se passe dans le pays après mon départ ? Et, alors que la réflexivité anthropologique se concentre sur les processus de distanciation, comment vais-je surmonter la distance géographique, voire émotionnelle, qui ne peut que se dresser entre mes terrains et moi ? Puis-je me contenter de suivre, de loin, l'actualité politique et, à chaque retour dans le pays, d'en tâter le pouls, en quelque sorte, en prenant des nouvelles de mes informateurs privilégiés ? Suffit-il de maintenir quelques « contacts Skype » (ou désormais Whatsapp) sur place pour prendre la mesure, et percevoir le ressenti, de ce qui se passe ? Comment poursuivre l'enquête alors que la « situation de communication » n'est plus qu'intermittente et que « l'extériorité » n'est pas tant construite que subie³⁸⁴ ? Suis-je conduit à considérer désormais les nombreuses traces écrites qui résultent de mes terrains comme un « grand texte » où puiser significations et informations, à déchiffrer la société bolivienne comme un récit³⁸⁵ ? Et à retrouver, dans la distance forcée, la position relationnelle de la « situation coloniale » analysée par Balandier ?

Avec le recul, on peut pourtant se demander si, après tout, cette nostalgie si bien évoquée par Nathan Wachtel à propos de la *saudade* de Lévi-Strauss : non pas « regret nu d'un passé révolu » mais « présent

³⁸⁴ Voir Gérard Althabe, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain. Anthropologie et sciences humaines*, 14, 1990 (p. 126-131), p. 341 : l'enquêteur « se place à l'extérieur de cet univers social, il se regarde comme en dehors de la situation de rencontre. L'investigation (l'enquête de terrain) est un mouvement pour surmonter cette extériorité, un voyage qui l'amènera dans ce monde dont il produira une connaissance de l'intérieur ».

³⁸⁵ Voir Michel Agier, « Un pont sur la Manche. Vers une anthropologie situationnelle », *Cahiers d'études africaines*, 228, 2017, p. 921-923.

ressenti comme immédiatement précaire, éphémère, abrogé aussitôt que vécu³⁸⁶ », n'est pas le destin de tout ethnologue. De grands noms de l'anthropologie (auxquels je ne pense évidemment pas à me comparer) n'ont-ils pas bâti une partie de leur œuvre sur l'éloignement, plusieurs décennies après, de leurs premières enquêtes ? Ne faut-il plus évoquer que le « vide » et le « manque » de ce que même les photographies ne peuvent plus rappeler et que seule l'odeur de la créosote (qui persiste dans les carnets de terrain de Lévi-Strauss³⁸⁷), comme la madeleine de Proust, fait ressurgir ?

Lorsque je quitte la Bolivie pour la France, l'hégémonie politique du MAS semble totale – Constitution approuvée, réélection triomphale, déroute de l'opposition, etc. –, et je me demande si je ne suis pas condamné, moi aussi, à « manquer la révolution », pour reprendre l'expression d'Orin Starn : non pas arriver trop tard, mais partir trop tôt ; et, surtout, manquer la dynamique politique en cours en adoptant une vision de l'« andinité » désormais lointaine³⁸⁸. Heureusement, lors de mes retours à intervalles réguliers, les années suivantes, en Bolivie, souvent au moment des fêtes de fin d'année, les revisites du *barrio* Solidaridad me préviennent contre le charme trompeur d'une telle vision. Si mes relations avec quelques informatrices se distendent, je reste en contact avec doña Máxima et sa famille, et, en tant que *padrino* de sa plus jeune fille, Estrella, je suis mis à contribution de façon un peu improvisée, un jour pluvieux de janvier, pour le rituel de la coupe des cheveux du jeune enfant (la *rutucha* en aymara). Là encore, j'ai l'impression, sur le moment, de passer à côté de l'occasion : au lieu d'un rituel en bonne et due forme, avec sa cérémonie collective, comme évoqué par les « vrais »

³⁸⁶ Nathan Wachtel, « Saudade. De la sensibilité lévi-straussienne », in *Des archives aux terrains. Essais d'anthropologie historique*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 2014 (p. 353-371), p. 355.

³⁸⁷ Voir Claude Lévi-Strauss, *Saudades de São Paulo*, cité par N. Wachtel, art. cit., p. 356.

³⁸⁸ Orin Starn, « Missing the revolution: anthropologists and the war in Peru », *Cultural Anthropology*, 6 (1), 1991, p. 63-91.

anthropologues³⁸⁹, je me retrouve à couper les cheveux de l'enfant dans la rue, devant chez elle, un peu à la va-vite. Ne reste que la vérité de ce qui demeure malgré tout un « rite d'institution ». Le don monétaire du *padrino* est effet moins une aide ponctuelle pour acheter le minimum d'équipement pour l'entrée à l'école élémentaire (comme le voudrait une vision trop matérialiste de l'événement) ou une métaphore de l'abondance (comme le voudrait une vision traditionnelle des communautés de l'Altiplano) qu'un « rite d'institution³⁹⁰ » dont la fonction sociale est de marquer, sans intention explicite, une séparation entre la famille de doña Máxima et les autres familles, très nombreuses dans le quartier, qui ne bénéficient pas de ce genre d'appui. Je me rendrai d'ailleurs compte au fil des années que doña Máxima est en capacité, à plusieurs occasions, d'utiliser diverses ressources pour améliorer ses conditions de vie. Ces visites me renvoient ainsi à la spécificité de ces périphéries en extension, pas tout à fait en continuité avec les communautés rurales, mais pas tout à fait absorbées par les logiques familiales ordinaires des quartiers urbains.

De France, et bientôt des États-Unis, où je m'installe ensuite pour diriger un centre de recherche sur l'eau et l'environnement, la perception la plus immédiate de ce qui passe dans le pays m'est fournie par les discours des dirigeants, facilement accessibles dans les journaux en ligne ou les réseaux sociaux. De ce point de vue, la présence internationale du président Evo Morales, incontournable, est très utile. Cela permet d'affirmer le *leadership* diplomatique de la Bolivie autour de thèmes écologistes et indigénistes qui se trouvent liés dans la thématique de la Terre mère. C'est en quelque sorte pour y voir plus clair dans ce discours, qui paraît souvent déconnecté des politiques menées sur le plan national – et de mes terrains d'enquête –, que j'entreprends une réflexion sur l'anthropologie des sociétés andines et leur « économie ethnique », à savoir la production de biens qui peuvent circuler hors marché mais à

³⁸⁹ Voir Charles-Édouard de Suremain, « Quand “le cheveu fait l'homme”. La cérémonie de la première coupe de cheveux de l'enfant en Bolivie, *Autrepart*, 55, 2010, p. 125-140.

³⁹⁰ Voir Pierre Bourdieu, « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63.

grande échelle, s'appuyant sur l'organisation du groupe ethnique d'appartenance³⁹¹. Mais, contre la tentation de ne suivre que le récit culturel qui se développe en Bolivie autour de l'écologie, je suis bien vite rattrapé par l'actualité politique du pays et de ses conflits.

L'hégémonie du MAS commence en effet à être contestée dès le début des années 2010. Sur la gauche, on accuse le gouvernement d'avoir « trahi » les objectifs d'intégration des populations « originaires » et de leurs valeurs au fonctionnement de l'État plurinational, ce dernier privilégiant les bénéfices de l'extraction minière, au détriment des droits des communautés ; des interprétations savantes de la « résilience » du néolibéralisme dans le pays commencent à prendre le pas sur la production jusqu'alors plutôt bienveillante consacrée aux réalisations du « premier président indien ». Sur la droite, le bloc d'opposition, qui semblait moribond, se reconstitue lentement et trouve paradoxalement dans la cause écologique réhabilitée par les mouvements sociaux un prétexte pour remobiliser contre le MAS et son emprise. Il faut dire que la volonté du gouvernement d'Evo Morales de concilier impératifs économiques et objectifs écologiques dans un modèle original visant « l'horizon communautaire » n'est pas toujours très lisible, entre proclamations radicales sur les alternatives civilisationnelles au capitalisme et recours à des mesures de développement somme toute très classiques en faveur de la redistribution sociale. Il faut donc trouver, au-delà des discours antagonistes sur l'action du gouvernement, d'autres façons d'appréhender le « processus de changement » en cours.

Socialisme communautaire et Pachamama

L'engagement écologique international de la Bolivie d'Evo Morales commence comme un récit plutôt réussi. Le 22 janvier 2010, lors de son intronisation comme président à la suite de sa réélection, Evo Morales annonce, en application de la nouvelle Constitution de l'État plurinational, la marche vers un « socialisme communautaire » fondé sur

³⁹¹ Voir Olivia Harris, *Economía étnica*, La Paz, Hisbol, 1987.

la plurinationalité, la souveraineté économique et l'autonomie démocratique. Les mois suivants, il poursuit la politique de nationalisations en édictant, le 1^{er} mai, un décret suprême étatisant plus de la moitié des actions des entreprises électriques (Corani, Guaracachi, Valle Hermoso et Elfec). Cette mesure est dénoncée dans les médias d'opposition comme une violation des traités d'investissement souscrits notamment entre la Bolivie et la Grande-Bretagne, au point que l'entreprise britannique Rurelec demande une indemnisation de 110 millions de dollars. En juin, l'Institut national de la réforme agraire (Inra*) exproprie de plus de 13 000 hectares de terres une des plus grandes familles de Santa Cruz, les Monasterio, qui ne remplissent pas les conditions de productivité économique et sociale édictées par la nouvelle Constitution ; dans la municipalité de San Ignacio de Velasco, 33 000 hectares de terres sont réquisitionnés pour être restitués aux communautés indigènes et aux paysans sans terre.

L'action du gouvernement cible, de façon très visible, les secteurs indigènes, tout d'abord d'une façon symbolique en faisant du jour de l'an aymara (le 21 juin) un jour férié national, ensuite sous l'angle institutionnel en ouvrant la voie, lors des élections municipales et départementales d'avril 2010, aux « autonomies indigènes » revendiquées depuis plusieurs années. Le 20 juin est promulguée la loi-cadre sur les autonomies* qui inaugure une réorganisation territoriale, avec recomposition des pouvoirs locaux et redistribution des ressources économiques. Les mesures économiques s'étendent à des secteurs sociaux plus larges, et d'innombrables initiatives sont lancées dans tous les domaines (social, économique et même institutionnel) – ce que la perte de légitimité finale du gouvernement Morales fera oublier, soit que les mesures avaient été mal mises en œuvre, gâchées par des affaires de corruption, soit tout simplement, lorsqu'elles avaient réussi, qu'elles ont été absorbées dans le fonctionnement ordinaire de l'État bolivien. Mais c'est surtout en promouvant les droits de la nature, la Terre mère (Pachamama), que la Bolivie tente d'acquérir un poids et une visibilité diplomatiques. Les déclarations d'Evo Morales devant la communauté

internationale sont renforcées par l'organisation d'un contre-sommet intitulé « Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre mère ».

Lorsque s'ouvre cette conférence, le 20 avril 2010, une chaleur humide enveloppe le parc des expositions de la petite ville de Tiquipaya, dans la périphérie de Cochabamba, où elle est organisée. À cette époque de l'année, la saison des pluies est terminée mais le climat tropical qui enveloppe cette large vallée, à 3 000 mètres au pied de l'Altiplano, résiste à l'altitude. L'entrée du contre-sommet a des airs de kermesse : vendeurs de bouteilles d'eau ou de soda rafraîchies au fond d'un seau de glace, stands de barbecues ou de sandwiches, musiques qui se succèdent au gré des tables... La conférence permet surtout le rassemblement hétérogène d'organisations et de collectifs. On y trouve des associations écologiques boliviennes et internationales, des représentants de parcs naturels, mais aussi un stand du ministère des Hydrocarbures, ainsi que de la plupart des grandes entreprises nationales d'énergie. Cette hétérogénéité ne cesse d'interroger, tant il est curieux de trouver la présence officielle d'une entreprise d'hydrocarbures dans un rassemblement où l'harmonie avec la Terre mère est érigée comme la norme écologique à la fois des styles de vie et des politiques publiques. Conçue comme douée de vie, consciente et pleine de pouvoirs, la Pachamama est censée constituer « une société parallèle à la terre humaine avec laquelle elle est en interaction constante³⁹² ». La reconnaissance des populations indigènes dans la Bolivie contemporaine érige en effet la Terre mère en un « symbole de la nation, dressé au nom de la majorité des populations andines comme les frontières physiques à l'intérieur desquelles existe l'État³⁹³ ».

L'idée de la Conférence mondiale des peuples a été lancée en 2009, au moment du sommet de Copenhague, qui a marqué aux yeux de la plupart des observateurs l'échec d'une action internationale effective,

³⁹² Katherine Allen, *The Hold Life Has: Coca and Cultural Identity in an Andean Community*, Washington D.C., Smithsonian Institution Press, 1988, p. 24.

³⁹³ Olivia Harris, *To Make the Earth Bear Fruit. Ethnographic Essays on Fertility, Work and Gender in Highland Bolivia*, Londres, Institute of Latin American Studies, 2000, p. 203.

notamment en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La conférence consacre le gouvernement d'Evo Morales comme le porte-drapeau de la cause écologiste au sein des courants altermondialistes et anticapitalistes. Réunissant quelque 35 000 participants et les représentants de 142 pays, elle est présentée comme une réponse à l'éviction des ONG des négociations du sommet de Copenhague. Parmi les invités, on trouve Amy Goodman, de Democracy Now, l'écrivain brésilien Frei Betto, la journaliste et militante altermondialiste Naomi Klein, ainsi que des chefs d'État comme Rafael Correa (Équateur), Fernando Lugo (Paraguay) ou Hugo Chávez (Venezuela). Trois jours durant, 17 groupes de travail travaillent sur les thèmes définis par le gouvernement bolivien : mise en œuvre de la loi sur les droits de la Terre mère (qui sera votée en Bolivie en décembre 2010³⁹⁴), création d'un tribunal de justice climatique, élaboration d'un référendum global sur le changement climatique, création d'un fonds pour aider les pays affectés à réagir face au changement climatique, résolutions pour rejeter les programmes REDD³⁹⁵, institutionnalisation des droits indigènes sur la gestion des forêts, souveraineté alimentaire³⁹⁶, etc. Un dix-huitième groupe de travail, la *mesa rebelde* (« table rebelle »), réfléchit de façon informelle, en marge des activités officielles, sur les problèmes écologiques de la Bolivie – et c'est sans doute, me semble-t-il sur le

³⁹⁴ La loi 071 sur les droits de la Terre mère, approuvée le 21 décembre 2010 par l'Assemblée plurinationale, reconnaît les principes suivants : le droit à la vie et à la diversité de la vie, le droit à l'eau, à l'air pur et à la non-contamination, tout en formalisant des obligations de l'État plurinational de Bolivie, notamment : développer des politiques publiques de prévention et de protection pour éviter l'extinction des êtres vivants ; développer des formes de production et des modèles de consommation équilibrés pour le peuple bolivien ; développer des politiques qui assurent la souveraineté énergétique à long terme, à partir des économies d'énergie et de nouvelles sources alternatives propres et renouvelables.

³⁹⁵ Les programmes REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) sont des programmes lancés par l'ONU afin que des pays ou des entreprises subventionnent la protection des forêts dans les pays des Sud de façon à ralentir le changement climatique.

³⁹⁶ Sur la souveraineté alimentaire et les déséquilibres entre exportations de monocultures (soja, quinoa) et importations de produits de première nécessité, voir L. Lacroix et C. Le Guill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*, p. 85.

moment, celui qui connaît l'assistance la plus nombreuse et la plus régulière.

Lors de l'inauguration de la conférence, Evo Morales délaisse le thème du développement durable pour développer une rhétorique de la rupture exigée par la protection de la Terre mère : le système capitaliste étant responsable de la dégradation environnementale de la planète, il faut revenir au *buen vivir* des communautés précoloniales³⁹⁷, dont le gouvernement exprimerait la résurgence et la reconnaissance symbolique ; en même temps, il faut consolider l'action de l'État afin de favoriser un développement égalitaire pour tous. Assiste-t-on alors à la mise en place d'un modèle original qui combinerait les thématiques économiques et écologiques, ou bien à une conciliation toute rhétorique des exigences du développement et de l'environnement ? La présence du ministère des Hydrocarbures parmi les stands de la conférence témoigne au premier abord de l'intrication paradoxale des enjeux économiques et écologiques dans l'action du gouvernement Morales. La rhétorique du *buen vivir* et de la Pachamama, qui devrait être préservée de la frénésie capitaliste, peut même sembler jouer une fonction de compensation par rapport aux *realpolitiks* menées en matière d'hydrocarbures.

Les fractions les plus radicales de la gauche bolivienne ou internationale, qui, depuis 2006, voient dans le pragmatisme économique du gouvernement une poursuite à peine masquée des politiques néolibérales, contre les acquis des luttes menées par les mouvements

³⁹⁷ Le « bien-vivre » (*buen vivir* ; en aymara *suma qamaña*) est censé représenter une vie harmonieuse, fondée sur la réciprocité et l'équilibre hérités des cultures ancestrales de l'Altiplano. Sur la notion de *vivir bien*, voir Andreu Viola Recasens, « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el sumak kawsay en los Andes », *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, 48, 2014, p. 55-72 ; Frédérique Weyer, « La implementación del “vivir bien” : Resultados y lecciones del programa Biocultura de Bolivia », *International Development Policy*, 9, 2017, en ligne : <https://doi.org/10.4000/poldev.2502> ; voir aussi la vision d'un de ses promoteurs en Bolivie : Pablo Solón, « Le “buen vivir”, une autre vision du monde », *Revue Projet-Ceras*, 2018, n° 362, p. 66-72. Sur la dimension régionale du projet, voir Alberto Acosta, *Le Buen vivir. Pour imaginer d'autres mondes*, Paris, Utopia, 2014.

sociaux sans lesquels Evo Morales ne serait pas arrivé au pouvoir³⁹⁸, tentent d'orienter les débats sur les enjeux environnementaux du pays. La non officielle dix-huitième table ronde de la Conférence mondiale des peuples invite ainsi les pays latino-américains à rompre avec le modèle d'exportation des matières premières pour le remplacer par un développement plus équitable et plus respectueux de la nature et des droits des peuples « originaires ». Les conclusions des discussions menées entre représentants d'ONG, de syndicats et de partis autonomes sont présentées par le président du Conseil national des *ayllus* et des *marcas* du Qullasuyo (Conamaq), Rafael Quispe Flores : « 1. Chasser les gouvernements latino-américains qui promeuvent des mégaprojets dans les couloirs bio-océaniques avec une vision néolibérale [...] ; 2. Favoriser le passage du modèle d'exploitation primaire à une pratique plus juste ; 3. S'appuyer sur le savoir ancestral des peuples pour élaborer un modèle communautaire comme base de fonctionnement de la société ; 4. Exiger la suspension de tout projet influant sur le changement climatique et sur les territoires des peuples indigènes ; 5. Débattre dans les communautés de la région d'un nouveau modèle de développement. » Le leader indigène affirme aussi que très vite seront dévoilées les véritables intentions sous-tendant le discours écologiste d'Evo Morales : « La défense de la Terre mère commence dans la maison et non à travers des sommets et forums appuyant les objectifs de propagande du gouvernement. Nous attendons de la cohérence et non du double discours. »

L'ambiguïté du gouvernement en matière d'environnement se trouve déjà dans la Constitution politique promulguée en 2009, qui peut paraître déconnectée des politiques publiques mises en œuvre au même moment. Dans la section consacrée aux droits économiques et sociaux (chapitre 5), le droit à l'environnement est affirmé comme un principe

³⁹⁸ Pour un aperçu de cette critique, voir le texte du chercheur néo-marxiste Jeffery Webber, « Revolution against “progress”: Neo-extractivism, the compensatory state, and the Tipnis conflict in Bolivia », in Susan Spronk et Jeffery Webber, *Crisis and Contradiction. Marxist Perspectives on Latin America in the Global Political Economy*, Leiden, Brill, 2014, p. 302-333.

individuel, qu'il s'agisse de vivre dans un environnement sain et équilibré (article 33) ou d'engager des actions en justice pour la défense de l'environnement. Rien n'est en revanche précisé en ce qui concerne les terres communautaires ou la subordination de l'industrialisation des hydrocarbures à des normes écologiques, même dans les 22 aires protégées à l'échelon national. De même, le plan national de développement (2006-2011, intitulé « Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien » (« Une Bolivie digne, souveraine, productive et démocratique pour le bien-vivre »), comporte une section sur les ressources environnementales : exploitation durable et « garantie par l'État » des ressources forestières et de la biodiversité, notamment par les communautés ; reforestation de 1 million d'hectares ; mise en place de complexes productifs forestiers avec ouverture de marchés correspondante ; certification et commercialisation des volumes de CO₂ dégagés par ces activités ; garantie de l'autosuffisance alimentaire, via le lancement d'un programme national de « commerce bio durable », le développement du caractère biologique de la production agricole et la « technification » de l'agriculture via des substituts ; attribution des terres improductives à l'État ; normalisation de l'industrialisation de la production de coca, etc. Ces mesures, qui semblent à première vue un catalogue disparate mais tout à fait conventionnel, ont pour point commun de viser une « relation vertueuse entre la conservation de la nature et les nécessités économiques du développement national ». En 2012 la loi 300, dite « loi-cadre de la Terre mère et du développement intégral pour le bien-vivre », entend ainsi concilier une écologie à l'abri de toute marchandisation et la poursuite du développement économique³⁹⁹.

En attendant la révolution, le capitalisme andino-amazonien

Le lien entre préoccupations environnementales et développement peut être éclairé par le « capitalisme andino-amazonien », cher au vice-président Álvaro García Linera (qui en a théorisé la mise en place dès le

³⁹⁹ Pour une analyse précise de cette loi dans le contexte bolivien, voir Dimitri de Boissieu, *Bolivie : l'illusion écologiste*, Paris, Écosociété, 2019, p. 53 sq.

début des années 2000 avant d'accompagner le succès électoral d'Evo Morales). Ce modèle économique, qu'il présente comme une étape sur la route du socialisme communautaire, réclame la construction d'un État fort, capable de réguler l'expansion de l'économie industrielle⁴⁰⁰, d'extraire ses excédents et de les transférer vers les communautés indigènes pour rendre possibles des formes d'auto-organisation locales ; il repose aussi sur l'idée que la Bolivie sera toujours structurée autour de « l'économie familiale, base des dernières rebellions sociales ». Contrairement au nationalisme révolutionnaire des années 1950, qui pensait que la « communauté » disparaîtrait et que tous ses membres (indigènes) se transformeraient en ouvriers salariés⁴⁰¹, l'idée est d'appuyer un développement de l'économie nationale capable de favoriser les communautés de base grâce aux recettes des hydrocarbures : « Il est clair qu'il faut dépasser l'étape de la simple production de matières premières. [...] Mais cela ne s'obtiendra pas en paralysant l'appareil productif, en dépréciant les revenus issus des matières premières et en régressant vers une économie d'autosubsistance qui nous assignerait seulement à un niveau de vulnérabilité pire qu'avant, avec l'abdication totale de tout type de souveraineté (dont la base matérielle repose sur la capacité du pays à se nourrir et vivre de son travail) ; d'autant qu'elle ouvrirait les portes à la renaissance patronale néolibérale, qui alors pourrait se présenter comme la solution pour satisfaire les demandes de base de la société. Derrière les récentes critiques émises par l'extractivisme contre les gouvernements révolutionnaires et progressistes se profile le spectre de la renaissance conservatrice⁴⁰². »

⁴⁰⁰ Au seuil des années 2010, l'industrie représente seulement entre 7 et 15 % de l'économie et de la population économiquement active du pays.

⁴⁰¹ Voir Hervé Do Alto et Franck Gaudichaud, « Mobilisations identitaires et luttes de classes. Indianisme et émancipation en Amérique latine », communication présentée le 16 mai 2012 au séminaire « Pensées critiques contemporaines » de l'EHESS.

⁴⁰² Álvaro García Linera, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, 2012, p. 110. Voir aussi, du même auteur : *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008.

La notion de communauté est ambiguë dans le contexte politique bolivien. Si elle fait originellement référence aux structures territoriales et d'organisation traditionnelles du monde rural, dont les activités économiques sur l'Altiplano sont à la fois variées (agriculture, commerce, etc.) et régies par des normes de réciprocité⁴⁰³, son acception s'est élargie au XX^e siècle pour désigner les regroupements sociaux dont les membres partagent des liens affectifs et organiques forts, et même les comités de quartier (*juntas vecinales*), qui seraient la transposition dans les villes de ces formes d'organisation. C'est en ce sens qu'Álvaro García Linera constate le recul de l'activité communautaire productive au profit de structures familiales plus ou moins insérées dans le secteur informel de l'économie capitaliste, alors que c'est le renforcement de ce potentiel communautaire qui seul permettrait de concevoir une nouvelle « utopie socialiste » dans les décennies futures. Ce déclin apparaît pourtant comme le produit d'une stratégie de développement⁴⁰⁴, car les organisations paysannes et les associations de producteurs restent absentes des orientations des politiques alimentaires gouvernementales : « La faible capacité du gouvernement à renforcer l'agriculture familiale paysanne-autochtone met ainsi à mal son modèle économique, social, communautaire et productif, toujours plus orienté vers le secteur agro-industriel. Alors que l'économie bolivienne connaissait une croissance annuelle de 5 % sur la dernière décennie, la croissance de l'agriculture paysanne ne serait ainsi quant à elle que de 2,19 %. Les budgets alloués pour améliorer la petite agriculture ne seraient pas à la hauteur des objectifs, et leur exécution serait défailante, en grande partie en raison du manque de coordination entre les différentes entités exécutrices [...]. Au yeux de plusieurs observateurs, un constat s'impose donc : la contradiction entre, d'un côté, une rhétorique discursive forte prenant la défense des petits et des plus faibles et, de l'autre, une *realpolitik* faisant la part belle à la propriété privée pour étendre et intensifier le front

⁴⁰³ Voir annexe 5, « Commun et communauté dans les Andes », p. XXX.

⁴⁰⁴ Voir Fernanda Wanderley (dir.), *La economía solidaria en la economía plural. Discursos, prácticas y resultados en Bolivia*, La Paz, Cides-Umsa, 2015.

agricole et répondre à la demande interne tout en développant son potentiel exportateur⁴⁰⁵. »

Le soutien apporté à l'économie plurielle en matière agricole peut sembler faible en comparaison des subventions allouées à l'agro-industrie⁴⁰⁶, mais il faut aussi noter que la stratégie gouvernementale est marquée par l'urgence politique d'avoir des résultats rapides afin d'être en mesure de poursuivre le processus de transformation sociale. En effet, les ressources procurées par l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures sont indispensables pour réduire la pauvreté, redistribuer les richesses et faire accéder la population à des conditions de vie satisfaisantes : sans elles, impossible de donner la priorité aux enjeux de préservation de l'environnement⁴⁰⁷. Les contraintes électorales à court terme et le financement de cette politique, à plus ou moins long terme, par la vente des hydrocarbures induisent ainsi « l'importance absolue de contrôler le pouvoir économique de l'État⁴⁰⁸ ».

Les politiques de développement, après 2010, paraissent ainsi marquées du sceau de l'orthodoxie économique dans la mesure où elles reposent principalement sur des projets d'industrialisation des hydrocarbures et des ressources naturelles. Si l'exploitation du lithium dans le désert de sel d'Uyuni, dont le gouvernement n'a cessé de réaffirmer la volonté politique qu'elle « reste sous le contrôle de l'État bolivien⁴⁰⁹ », a souvent accaparé les débats publics, il faut rappeler le contexte de cette industrialisation : les bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles sont l'objet de négociations et d'accords entre les organisations sociales et les autorités d'un État encore trop faible pour

⁴⁰⁵ L. Lacroix, C. Le Gouill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*, p. 88.

⁴⁰⁶ Voir Gonzalo Colque, Miguel Urioste, José Luis Eyzaguirre, *Marginalización de la agricultura campesina e indígena: Dinámicas locales, seguridad y soberanía alimentaria*, La Paz, Tierra, 2015.

⁴⁰⁷ Voir Álvaro García Linera, entretien, 3 janvier 2013.

⁴⁰⁸ Linda Farthing, « Controlling State power: An interview with vice president Álvaro García Linera », *Latin American Perspectives*, 37, 2010, p. 30-31.

⁴⁰⁹ Sur ce thème, l'enquête la plus complète est celle de Maëlle Mariette, « En Bolivie, la filière lithium à l'encan », publiée dans *Le Monde diplomatique*, janvier 2020, p. 23.

imposer une accumulation nationale cohérente⁴¹⁰. Ces mêmes organisations sociales, qui font désormais jouer la concurrence avec l'État dans les négociations, passent parfois des accords avec les multinationales : « De nombreuses communautés autochtones ont utilisé ce "droit de négociation" offert par les nouvelles politiques de responsabilité économique et sociale promues par les entreprises. Cela est notamment le cas en Bolivie dans la région gazière du Chaco. Les Weenhayeks ont négocié avec British Gas Bolivia l'exploitation du gaz sur leur territoire en contrepartie d'un versement annuel estimé à 50 000 euros. Avec l'augmentation du nombre de puits, le montant a évolué pour osciller entre 136 000 et 181 600 euros par an. L'accord le plus important d'Amérique latine a été signé entre le territoire autochtone guaraní Itika Guasu, où se situe le plus grand champ gazier bolivien connu à ce jour (Margarita), et l'entreprise espagnole Repsol, pour un montant estimé à 13,5 millions d'euros⁴¹¹. »

Trois points peuvent être soulignés : 1. Le développement économique repose essentiellement sur la nationalisation des hydrocarbures, qui permettent au budget national de passer de 7,7 à 29,4 milliards d'euros entre 2006 et 2013 ; 2. Cette hausse des revenus des hydrocarbures permet au gouvernement d'adopter des politiques sociales qui induisent une croissance de la consommation des ménages tout en assurant des indicateurs économiques positifs (dette publique, dette extérieure, balance commerciale, crédits, etc.) ; 3. La réappropriation de la gestion des ressources naturelles passe par la restauration de la souveraineté de l'État sur la définition du développement national, contre l'influence des ONG et de la coopération internationale. Comme le résumait Laurent Lacroix et Claude Le Guill,

⁴¹⁰ José Peres-Cajías, « La economía boliviana desde el muy largo plazo. ¿Podemos repensar el rol de los recursos naturales? », in Fernanda Wanderley, José Peres-Cajías (dir.) *Los desafíos del desarrollo productivo en el siglo XXI*, La Paz, UCB-FES-Plural, 2018, p. 247-267 ; et, dans le même volume : Denise Humphreys Bebbington, Celina Grisi Huber, « Acuerdos políticos, extracción de recursos naturales e inclusión en Bolivia », p. 215-246.

⁴¹¹ L. Lacroix et C. Le Guill, *Le « Processus de changement »...*, op. cit., p. 311-312.

« plusieurs décennies d'aide internationale [avaient] profondément formaté à la notion de développement la société civile et des générations de *leaders* sociaux, qui en ont fait l'un de leurs principaux champs de bataille et d'action. Cette conviction "développementaliste" se retrouve au sein du gouvernement de Morales. Elle est portée par les mouvements sociaux, mais aussi par certaines figures intellectuelles, issues de la gauche radicale et membres du gouvernement, qui avaient, depuis plusieurs décennies, ouvert de multiples débats autour du développement, que ce soit au sein de leurs partis politiques respectifs, des universités ou de groupes de réflexion. Ces influences multiples vont mettre le développement au cœur de la politique gouvernementale de Morales, non sans contradictions entre différentes traditions de pensée, depuis "l'industrialisation émancipatrice" de l'ancienne gauche radicale jusqu'au "pachamamisme" des intellectuels indianistes⁴¹² ».

L'action du gouvernement est présentée comme s'inscrivant dans un processus à plus long terme visant à favoriser des « investissements stratégiques » et à « sortir du modèle extractiviste », pour reprendre l'expression du vice-président Álvaro García Linera⁴¹³, dont la vision recoupe ici celle du ministre de l'Économie (et futur président, élu en 2020) Luis Arce Catacora : « Le succès du *modelo económico social comunitario productivo boliviano* (MESCP) réside principalement dans le renforcement de la demande interne, à travers des niveaux historiques d'investissement public, des politiques de redistribution des revenus et un protagonisme décisif de l'État dans l'économie⁴¹⁴. » Et de faire valoir la hausse du PIB, le faible endettement public, la reconstitution de réserves monétaires internationales, etc., pour conclure : « Les résultats les plus importants du MESCP s'observent dans le domaine social, avec la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, la diminution du chômage, la réduction des inégalités et, en général, une amélioration des

⁴¹² L. Lacroix, C. Le Gouill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*, p. 60.

⁴¹³ Álvaro García Linera, *El « oenegismo », enfermedad infantil del derechismo*, La Paz, Vice-Presidencia del Estado plurinacional, 2011, p. 102.

⁴¹⁴ Luis Alberto Arce Catacora, *El modelo económico social comunitario productivo boliviano*, La Paz, Loipa, 2016, p. 420-421.

conditions de vie de la population, qui s'exprime dans un meilleur accès aux services de base (électricité, gaz, eau), de plus forts niveaux de consommation de biens et services (restaurants, supermarchés, etc.) ou de ventes de billets d'avion, d'automobiles, etc. Finalement, les résultats du MESCP ont cassé l'idée que la gauche ne sait pas gérer l'économie, et ils ont procuré au pays une inédite stabilité économique, politique et sociale. » Il s'agirait en outre, selon Arce, d'un « modèle de transition » qui ne reprendrait les piliers de l'ancien système (hydrocarbures, mine, électricité, ressources naturelles, etc.) que pour changer le modèle primaire exportateur hérité du passé, engendrer une « transformation productive » et implanter « les bases d'un pays productif, dans l'industrie, le tourisme, l'artisanat manufacturier et le développement agricole⁴¹⁵ ». Il ajoute : « L'État doit tout incarner : [il doit être] planificateur, entrepreneur, investisseur, banquier, régulateur, producteur de développement » pour assurer la stabilité économique et l'industrialisation des ressources naturelles.

On peut penser que cette priorité accordée au rôle productif de l'État et de l'industrialisation des ressources naturelles ne peut que reléguer au second plan la pluralité de l'économie et des formes d'auto-organisation communautaires, syndicales ou professionnelles (*gremiales**). De fait, le conflit autour d'un projet de route traversant le parc naturel du Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro-Sécure (territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure, Tipnis*) va révéler les difficultés du gouvernement bolivien à inclure les enjeux environnementaux au sein de ses priorités politiques et des impératifs de développement économique⁴¹⁶. Une telle lecture doit cependant être nuancée, et replacée au sein des multiples luttes pour la définition et l'orientation des politiques de développement dans le pays.

⁴¹⁵ Luis Alberto Arce Catacora, « El nuevo modelo económico, social, comunitario y productivo », *Economía plural*, Ministerio de Economía y Finanzas públicas, 1, 2011.

⁴¹⁶ Voir Laetitia Perrier Bruslé, « Géopolitiques de la régulation des ressources naturelles en Bolivie. Le retour de l'État face aux nouveaux acteurs de la gouvernance environnementale », in Marie Redon *et al.* (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 251 - 280.

À partir du mois d'août 2011, la mobilisation des communautés indigènes opposées à ce projet de route traversant les aires protégées sur lesquelles elles vivent, plus connue sous le nom de « marche du Tipnis », ébranle le gouvernement d'Evo Morales. Celui-ci se trouve remis en cause, assez radicalement, par les secteurs indigènes dont il entend pourtant représenter les revendications⁴¹⁷ – l'opposition ne manque pas l'occasion de se reconstituer autour de ces conflits, en instrumentalisant la cause écologique initialement portée par le discours officiel (chapitre 7). Pour comprendre un tel renversement, ou plus exactement un tel « point de bifurcation⁴¹⁸ », il faut revenir sur les logiques de fonctionnement du champ politique. S'il est réducteur de réduire les conflits environnementaux à leur seule dimension ethnique, il faut noter que le discours officiel comme celui de l'opposition ont pour point commun d'opérer une naturalisation de l'ordre social et des catégories utilisées pour le penser, avec pour effet principal de neutraliser (et de dépolitiser) les enjeux du « processus de changement » ; les luttes autour de la valorisation des populations « originaires » reprennent ainsi des schèmes de pensée qui érigent une vision enchantée de la « communauté », spontanément proche de la nature, en modèle de l'indianité et en principe de légitimité des politiques publiques (chapitre 8).

⁴¹⁷ Voir Nancy Postero, *The Indigenous State. Race, Politics, and Performance in Plurinational Bolivia*, Oakland, University of California Press, 2017.

⁴¹⁸ Álvaro García Linera, « The state in transition: Power bloc and point of bifurcation », *Latin American Perspectives*, 37, 2010, DOI: 10.1177/0094582X10370175.

Image économie informelle

Chapitre 7 – Conflits. L'instrumentalisation de la cause écologique

« Nature peut tout et fait tout. »

Michel de Montaigne, *Essais*, I, 24, 1580

« La logique spatiale du néolibéralisme remet en vigueur les schémas coloniaux les plus extrêmes : ségrégation résidentielle et consommation réservée à telle ou telle catégorie de la société. [...] Le xx^e siècle naissant, avec son engouement pour les paradis infernaux [...], ne fait qu'exprimer à nouveau les impossibles et mythiques désirs découverts par Walter Benjamin dans sa célèbre évocation du Paris de Baudelaire. »

Mike Davis, Daniel B. Monk, *Paradis infernaux*, 2007

Hégémonie politique et résurgence de l'opposition

Le conflit du Tipnis survient dans un contexte déjà confus. On aurait pu penser que, après les victoires électorales d'Evo Morales de 2009 (approbation de la Constitution, réélection à la présidence, etc.), l'année 2010 marquerait une nouvelle étape dans le projet de transformation sociale du jeune État plurinational de Bolivie. Or les élections municipales et régionales d'avril 2010 sont moins favorables que les précédentes pour le parti au pouvoir : si le MAS gagne la majorité des départements (La Paz, Cochabamba, Oruro, Potosí, Chuquisaca, Pando, les deux derniers étant auparavant contrôlés par la droite régionale de la « *media luna* »), l'opposition conquiert sept des dix villes les plus importantes. Et, au sein même de la coalition partisane et syndicale soutenant l'exécutif, les conflits se multiplient. Du côté des membres des communautés rurales (que l'on aurait pu penser acquises au MAS), tout d'abord : en mai, deux manifestants sont tués par la police lors d'une opération visant à débloquer la route entre La Paz et Caranavi, une ville des Yungas dont les habitants réclamaient l'installation d'une usine de traitement chimique ; peu après, les résidents de la communauté d'Uncía, sur l'Altiplano orureño (une zone caractérisée par une forte contrebande, notamment de véhicules), provoquent un vif émoi politico-médiatique en lynchant quatre policiers qu'ils accusent de corruption. Ils bloqueront ensuite pendant plusieurs jours l'entrée des forces de l'ordre chargées de récupérer les corps. En août, la ville de Potosí, où le MAS avait recueilli plus des trois quarts des votes lors des élections précédentes, entre en dissidence à cause d'un différend avec la région voisine d'Oruro pour l'exploitation d'un gisement frontalier de calcaire. Les élus massistes de la ville ne suivent pas les consignes de l'exécutif national et appuient le mouvement. Des blocages de route isolent Potosí du reste du pays, et des grèves de la faim contribuent à instrumentaliser les revendications contre le gouvernement.

Mais c'est l'annonce, le 26 décembre 2010, de l'arrêt des subventions gouvernementales aux carburants à cause de la contrebande de grande ampleur vers les pays voisins qui déclenche les plus

importantes manifestations, notamment dans la ville d'El Alto, où le MAS a pourtant atteint des scores supérieurs à 80 % lors des élections précédentes. Ce *gasolinazo* ébranle la coalition gouvernementale au point qu'Evo Morales intervient lui-même le 31 décembre pour annoncer le retrait de la mesure. Il faut croire que, si les enjeux économiques qui l'avaient suscitée sont importants, la préservation des soutiens politiques l'est encore plus. Malgré une réduction de l'inflation à un taux historiquement bas (0,26 % en 2009) et une dévaluation du dollar par rapport à la monnaie nationale en novembre 2010, mesure décidée par la Banque centrale de Bolivie pour contrer une nouvelle hausse des produits alimentaires de base (sucre, pomme de terre, poulet, huile, etc.) imposée par l'agro-industrie des régions orientales, la contrebande de carburant faisait en effet peser une menace croissante sur l'économie et la politique du pays⁴¹⁹. En août de la même année, pourtant, l'Assemblée plurinationale avait voté la loi 1008 (*Ley de Aduanas*), qui augmentait la durée et la dureté des sanctions contre les délits de contrebande (détention préventive accrue, confiscation des biens, etc.). Cette loi avait suscité la protestation des petits commerçants du secteur informel de plusieurs départements et même l'incendie du dépôt des douanes d'Oruro. En septembre, les commerçants de La Paz et d'El Alto avaient bloqué l'agglomération pour protester contre la pénurie du produit et la hausse des prix. Le sucre, dont la production nationale devrait pourtant être suffisante pour la population, était venu à manquer, avec pour conséquence une flambée de son prix qui obligea le gouvernement à en importer pour le mettre en vente dans les principales villes.

Si de nombreuses zones frontalières apparaissent comme des lieux où tout contrôle est difficile du fait des distances comme de l'impuissance des forces de l'ordre, c'est la coca qui suscite le plus d'interrogations. En juin 2010, le directeur de l'agence chargée du contrôle de la coca et de son industrialisation, Luis Cutipa, reconnaît manquer de moyens logistiques pour contrôler une production en pleine expansion (+ 20 % de

⁴¹⁹ Sur les réactions des secteurs commerçants, voir Nico Tassi *et al.*, « *Hacer plata sin plata* ». *El desborde de los comerciantes populares en Bolivia*, La Paz, PIEB, 2013.

terres exploitées, + 40 % de cocaïne par rapport à 2005), tandis qu'un rapport de l'ONU révèle que plus de 35 000 tonnes de feuilles de coca (sur les 550 000 produites) échappent aux contrôles légaux, ce qui représente environ 500 millions de dollars (412 millions d'euros) : 3 % de l'économie bolivienne relèverait du narcotrafic. La Bolivie dissimulerait ainsi 12 000 hectares de cultures illégales, pour un potentiel de production de 113 millions de tonnes de cocaïne. Au-delà des chiffres, il semble que le gouvernement bolivien peine à réguler le trafic du fait de ses propres bases politiques. Ainsi, en octobre, des *cocaleros* du Chapare, la région historique d'implantation du MAS, bloquent les routes pour protester contre la résolution 427, qui prévoyait de renforcer le contrôle de la vente de coca. Il faut qu'Evo Morales intervienne en personne, suspendant la mesure, accordant en outre l'installation de services de santé, d'éducation et d'industries, et concédant l'augmentation de la production familiale annuelle. Alors que le gouvernement connaît des succès économiques indéniables (voir l'encadré « L'État bolivien et la redistribution sociale »), c'est sa stratégie politique face aux changements qui se trouve en fait questionnée.

L'État bolivien et la redistribution sociale

Selon la Banque centrale de Bolivie, l'investissement public passe de 600 milliards de dollars à 3 323 milliards entre 2005 et 2011 – niveau auquel il se stabilise ensuite. La dépendance envers l'étranger s'atténue aussi : toujours entre 2005 et 2011, les réserves internationales nettes passent de 1 714 milliards de dollars à 11 043 milliards, tandis que la dette extérieure est ramenée de 4 947 milliards de dollars à 3 159 milliards. Au final, le ratio dettes/PIB serait tombé à 11,7 % à partir de 2011, contre 24,8 % en 2005. Par ailleurs, le programme « Bolivia cambia, Evo cumple » aurait permis de tripler les revenus des municipalités rurales, dans le but de financer la construction d'écoles et de centres hospitaliers⁴²⁰. La loi promulguée le 24 novembre 2010

⁴²⁰ Le programme est cependant sujet à discussion : avec 32 % des investissements pour le sport (principalement des terrains synthétiques), 30 % pour l'éducation, mais seulement 13 % pour les municipalités, 11 % pour les projets productifs, 5 % pour la santé et 4 % pour l'assainissement, il témoigne d'une priorité accordée aux réalisations

abaisse l'âge de la retraite (de 65 à 58 ans), augmente la part patronale de 3 % et, pour les travailleurs aux plus bas revenus, en confie la gestion à un fonds solidaire public. Alors qu'il était de 54 dollars en 2005, le salaire minimum atteint 97 dollars en 2010 – il sera de 261 dollars en 2016 (avec une inflation moyenne de 5 % sur la période). Le *Plan Vivienda*, lancé en 2007 avec un investissement de 350 millions de dollars, est remplacé en 2012 par un nouveau programme à travers l'Agence étatique du logement (Aevi*), qui combine subventions et crédits à faible taux pour toucher des couches moyennes qui n'avaient pas bénéficié des premières mesures, mais qui ne suffit à résorber le déficit de logements sur le plan national. De plus, selon une enquête de l'Unité d'analyse des politiques sociales et économiques (Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas, Udape*)⁴²¹, la pauvreté a reculé, passant entre 2005 et 2010 de 60,6 à 49,6 %, et la pauvreté extrême de 38 à 25 %. Résultat des mesures de nationalisation, le contrôle de l'État sur le PIB passe de 17 à 34 % pendant la même période, ce qui permet une politique de redistribution vers les secteurs les plus vulnérables de la population. Selon le Pnud⁴²², la Bolivie est le pays latino-américain qui redistribue le plus aux populations les plus défavorisées, avec un taux de 2,5 % du PIB, contre 1,7 % pour le Brésil et 0,8 % pour l'Équateur. Le bon gouvernement Juancito Pinto octroie par exemple 52 millions de dollars à plus de 1,8 million d'enfants, tandis que la *renta dignidad* bénéficie à plus de 600 000 retraités, pour un montant total de 240 millions de dollars. Les résultats économiques des premières années d'Evo Morales au pouvoir expriment ainsi la conciliation entre pragmatisme gestionnaire et redistribution sociale.

Le conflit du Tipnis

Le 15 août 2011, environ 500 membres de communautés indigènes entament à Trinidad, la capitale du département oriental du Beni, une

les plus visibles. Voir L. Lacroix, C. Le Gouill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*, p. 126-127.

⁴²¹ Gustavo Canavire-Bacarreza, Mirna Mariscal Ayaviri, *Políticas macroeconómicas, choques externos y protección social en Bolivia*, La Paz, Unidad de análisis de políticas económicas y sociales (Udape), 2010, http://www.udape.gob.bo/portales_html/doc_maroeeco/PolíticasMacroeconomicas.pdf.

⁴²² Informe sobre desarrollo humano, 2011, https://www.undp.org/content/undp/es/home/librarypage/hdr/human_developmentreport2011.html.

marche pour protester contre la construction d'une route de 350 kilomètres traversant le parc naturel du Tipnis, où ils résident : une aire naturelle protégée de 12 000 kilomètres carrés située à cheval sur les départements du Beni et de Cochabamba⁴²³. Forts du soutien d'une grande partie des organisations sociales (des organisations paysannes comme le Conamaq ou la Cidob, des syndicats ouvriers comme la COB, etc.) et de médias acquis à leur cause, ils arrivent le 19 octobre au siège du gouvernement bolivien, La Paz. Evo Morales doit alors, dans un premier temps, signer l'arrêt du projet de route qui devait relier San Ignacio de Moxos à Villa Tunari, le point névralgique du Chapare et des *cocaleros* qui soutiennent le MAS d'Evo Morales.

Dès le début, la marche du Tipnis suscite des interprétations très différentes, voire opposées. Selon le gouvernement, le projet de route a pour fonction de désenclaver cette région demeurée très pauvre, de mieux intégrer le territoire au marché national, de créer de nouveaux investissements économiques (bois, écotourisme, etc.) et d'y acheminer des services (écoles, hôpitaux, etc.) auxquels les résidents n'ont que peu accès. Pour les opposants, le projet exprime la dépendance du parti au pouvoir aussi bien envers ses bases électorales (la volonté des cultivateurs de coca de coloniser les aires protégées) qu'envers les contraintes diplomatiques de l'intégration régionale (politique menée par le Brésil en vue de créer un marché intérieur sudaméricain). C'est cette vision de la défense indissociable des causes écologique et indigène qui gagne l'opinion, nationale et internationale, contre le gouvernement. Le conflit du Tipnis semble en effet remettre en cause les prises de position emblématiques du gouvernement Morales sur la défense de l'environnement, telles que formulées à la fois dans la Constitution de l'État plurinational (2009) et la loi de la Terre mère (2010).

En premier lieu, le pays subit sans doute le poids du Brésil, avec lequel il a renégocié un contrat de fourniture d'énergie (en 2011, l'entreprise brésilienne Petrobras a prolongé à après 2020 son contrat

⁴²³ Sur l'ambivalence des politiques gouvernementales à l'égard des aires protégées, voir D. de Boissieu, *Bolivie : l'illusion...*, *op. cit.*, en particulier p. 104 sq.

d'importation de 20 millions de mètres cubes par jour). Or le projet de route traversant le Tipnis doit être financé à 80 % par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), une institution brésilienne qui en avait confié la réalisation à l'entreprise de construction brésilienne OAS. Le projet de route du Tipnis peut donc être vu comme une concession de la Bolivie à son voisin, dont elle reste dépendante pour les exportations d'hydrocarbures. Le Brésil étant à la recherche d'une ouverture entre le Pacifique et l'Atlantique, de façon à faciliter les échanges avec l'Asie, l'enjeu du tronçon de route du Tipnis se situe ainsi à l'échelle continentale, et il est souvent rattaché à un plan plus large d'intégration économique et politique, coordonné par l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (Iirsa*) via un réseau de transport et d'infrastructures énergétiques. Il n'en est rien, selon le vice-président Álvaro García Linera : non seulement la route est née d'une demande du gouvernement bolivien à son homologue brésilien, mais elle s'inscrit dans un projet national de développement et de reprise de contrôle des territoires⁴²⁴. Sur le plan national, la route aurait permis un désenclavement des basses terres et une liaison entre les départements de Cochabamba, porte d'entrée de l'Altiplano, et le Beni, région située à la lisière du bassin amazonien et riche en terres destinées à l'agriculture et à l'élevage. L'un des buts de la construction de la route est de diminuer le transit par Santa Cruz, et donc l'influence économique et politique de cette ville, berceau de l'opposition régionale des premières années du gouvernement Morales, devenue non seulement l'un des principaux centres économiques du pays mais aussi la plaque tournante des échanges internationaux (Brésil, Argentine, États-Unis).

Un autre reproche adressé au gouvernement se situe cependant sur un autre plan : il est de n'avoir pas préalablement consulté les communautés, comme l'y oblige la Constitution plurinationale, et d'avoir encore moins pris en compte leur rejet du projet, en mai 2011, avant le début de la marche vers La Paz – le projet de route fera finalement l'objet

⁴²⁴ Voir Á. García Linera, 2012, *Geopolítica de la Amazonia...*, *op. cit.*, p. 74 et 95.

d'un décret présidentiel en 2017⁴²⁵. La route est présentée comme une menace environnementale et, d'un certain point de vue, culturelle, pour les communautés vivant dans l'aire protégée. S'il est beaucoup question de destruction de la biodiversité (déforestation, construction d'infrastructures, etc.) et des modes de vie des populations indigènes, ces thèmes écologiques occultent en fait des conflits entre groupes sociaux, entre populations résidentes et base électorale du MAS. La route favoriserait l'arrivée de « colonisateurs » quechuas ou aymaras, anciens mineurs installés dans les basses terres depuis les années 1970-1980 pour devenir propriétaires terriens. Ils sont organisés en syndicats regroupant de petites entreprises familiales, à l'image des producteurs de feuilles de coca du Chapare, en fonction de leur production (riz, citrons, feuilles de coca, etc.). Leur économie, qui repose sur la propriété individuelle, requiert de nouvelles terres cultivables pour l'agriculture sur brûlis, ainsi qu'un meilleur accès aux marchés nationaux⁴²⁶. La construction de la route, qui impliquerait donc la déforestation de l'aire protégée, constituerait ainsi une extension potentielle de leur surface agricole. À l'opposé, l'économie des communautés indigènes reposerait sur la propriété collective, avec des plans de développement communautaires censément orientés vers un usage « durable » des ressources. On aurait donc affaire à deux économies très peu compatibles et en compétition pour l'usage des terres⁴²⁷.

Cette vision dichotomique doit cependant être maniée avec précaution. Selon Álvaro García Linera, l'opposition entre les indigènes des basses terres et les paysans des vallées et des hautes terres, redoublée par une série de pratiques divergentes (les premiers hors marché et dans la

⁴²⁵ Voir <https://es.mongabay.com/2017/08/bolivia-evo-morales-promulga-ley-elimina-la-intangibilidad-del-tipnis/>.

⁴²⁶ Voir Stephen Perz *et al.*, « Private and communal lands? The ramifications of tenure ambiguity and regional integration for tenure formalization and its consequences in northern Bolivia », *International Journal of the Commons*, 8 (1), 2014, p. 179-206.

⁴²⁷ Voir Sarela Paz, « La marcha indígena del Tipnis en Bolivia y su relación con los modelos extractivos de America del Sur », <http://www.uff.br/geographia/ojs/index.php/geographia/article/viewFile/453/324>.

contemplation de la nature, les seconds prédateurs mercantiles et destructeurs de la nature), reprend un schéma utilisé pendant des décennies par les propriétaires des *haciendas* de l'Amazonie bolivienne pour préserver leurs propriétés des indigènes paysans des hautes terres. Cette « idéologie régionaliste de propriétaires terriens » aurait été recyclée par les défenseurs de l'environnement lors du conflit du Tipnis pour créer un climat hostile au projet gouvernemental. Par ailleurs, cette catégorisation entre les terres communautaires des indigènes et la propriété familiale individuelle des paysans, une autre opposition caractéristique de la domination coloniale, renverrait à un second argument fallacieux qui ne vise pas à contrôler seulement le travail et l'économie mais aussi les identités collectives. Les défenseurs de l'environnement reprendraient ainsi des classifications coloniales en réduisant les indigènes aux terres collectives, elles-mêmes réduites à des catégories juridiques, en dehors de toute considération des structures sociales réelles (et notamment de l'absence de production collective dans les communautés, qui sont tout autant le domaine des entreprises familiales). Au contraire, selon le vice-président, le projet d'industrialisation du pays engendrerait une « tension créatrice » qui émanerait de « l'opposition entre la nécessité de transformer nos matières premières (l'industrialisation) et celle de respecter la nature. [...] Toute activité industrielle comporte un coût environnemental. Mais le capitalisme a subordonné les forces de la nature, en a abusé, les plaçant au service des gains privés, sans tenir compte du fait qu'il détruisait ainsi le noyau reproductif de la nature elle-même. Nous devons éviter le destin auquel un tel cours nous conduit. Les forces productives du monde rural et l'éthique professionnelle des agriculteurs portent sur nos rapports à la nature un regard opposé à la logique capitaliste. Elles nous proposent de voir la nature comme partie d'un organisme vivant, total, auquel l'être humain et la société appartiennent aussi⁴²⁸ ». Priorité reste donc aux forces productives – ce qui ne signifie pas pour autant logique

⁴²⁸ Álvaro García Linera, « Les quatre contradictions de notre révolution », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

extractiviste s'il n'y a pas primat des exportations et augmentation des quantités de ressources produites, et si la diversité des économies est maintenue.

L'épreuve de force occasionnée par la route Tipnis affaiblit d'autant plus le gouvernement Morales que la répression policière exercée fin septembre contre des manifestants provoque un véritable retournement de l'opinion en faveur de ces derniers – la seconde marche des communautés indigènes résidentes du Tipnis sera triomphalement accueillie dans les rues de La Paz l'année suivante, à grand renfort de couverture médiatique. Le discrédit des « méthodes du passé » s'ajoute à celui d'une autorité qui ne respecte pas l'un des principes de la Constitution qu'elle a elle-même promue : le droit à la consultation, qui doit précéder tout projet concernant les communautés indigènes pour avoir leur accord. Tous ces éléments facilitent l'instrumentalisation politique de la thématique environnementale par l'opposition et un renversement des opinions sur les gouvernements Morales, au nom de la préservation de la Pachamama, engagement pourtant initialement porté par ces mêmes gouvernements.

Intervention : Le « paradoxe des communs » en Bolivie

Sept thèses sur le « processus de changement »

Présentées en février 2011 au séminaire
« Du collectif au commun⁴²⁹ »

1- Les mouvements sociaux boliviens pour la réappropriation des ressources naturelles et des services urbains (eau, gaz) ne correspondent pas à la « gouvernance des communs », qui passerait par des « compromis » entre « acteurs locaux » : ils se sont construits dans la conflictualité, hors des sphères institutionnelles.

⁴²⁹ <http://seminaire.samizdat.net/Du-public-au-commun-presentation.html>.

Commentaire. Les approches mettant en évidence les capacités de négociation à l'échelon local afin de trouver des solutions de compromis aux conflits liés à la rareté de ressources comme l'eau sont mises en échec par les mouvements sociaux contre la globalisation capitaliste. Le problème est alors de comprendre dans quelle mesure les formes d'auto-organisation (*juntas vecinales*, comités de *regantes*, communautés, syndicats, etc.) qui ont lancé les manifestations peuvent constituer un modèle alternatif d'organisation sociale et politique distinct des formes de gouvernance locale préconisées par les institutions internationales.

2- *Si, depuis plus d'une dizaine d'années, la Bolivie se trouve à l'avant-garde des luttes sociales, on n'y assiste pas à une réflexion sur les communs revendiqués dans ces luttes.*

Commentaire. Depuis le début des années 2000, alors que les altermondialistes se réunissaient encore dans des forums sociaux contre l'idéologie néolibérale, les mouvements sociaux boliviens ont expulsé plusieurs entreprises capitalistes. Mais ils ont buté sur une revendication de nationalisation des ressources naturelles qui se cantonnait à une remise en cause du secteur privé. Les formes d'auto-organisation porteuses du processus ont de facto été écartées du processus de changement, qui recycle à bien des niveaux le modèle de développement productif cépaliste⁴³⁰ antérieur.

3- *Le mouvement social bolivien contemporain est à la fois insurrectionnel et organisé, dans un processus de « démocratisation paradoxale ».*

Commentaire. La « démocratisation paradoxale » représente, comme le montre Hervé Do Alto⁴³¹, l'intégration des secteurs sociaux à une participation politique dont ils étaient auparavant exclus. Dans le cas du syndicalisme paysan bolivien, cette intégration s'est faite grâce à l'instrument politique du MAS - une faible institutionnalisation du parti qui laisse toute latitude aux leaders pour stabiliser les règles du jeu interne à

⁴³⁰ Du nom de la Cepal, ou Comisión Económica para América Latina, la Commission économique pour l'Amérique latine, fondée en 1948 par l'ONU, devenue Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes).

⁴³¹ « Un parti paysan dans la ville en Bolivie : le Mouvement vers le socialisme (MAS) à La Paz (2005-2010) », *Revue d'études en agriculture et environnement*, Inra Éditions, 2011, 92, p. 389-416, <hal-01201234>.

leur profit ; ainsi, l'exaltation de l'unité conduit à l'absence de toute discussion et à la condamnation des divergences comme autant de trahisons potentielles, etc. Ce fonctionnement coexiste paradoxalement avec le légalisme institutionnel d'un parti dont les dirigeants n'ont jamais envisagé une prise du pouvoir autrement que par les urnes.

4- Au moment même où il se renforce comme parti de gouvernement, le MAS d'Evo Morales tend à perdre ses bases politiques et sociales.

Commentaire. Le gouvernement d'Evo Morales est le produit d'une coalition qui existe principalement en vue de processus électoraux qui consacrent sa domination au sein du champ politique. Le MAS a développé pour cela un « gouvernement des mouvements sociaux ». L'encadrement de ces mouvements par des organisations de base, rurales et urbaines (syndicats *cocaleros*, paysans et ouvriers, comités de quartier, etc.) a révélé son efficacité lors des différentes échéances électorales depuis 2005. Mais les succès de cette coalition ne produisent pas tant du commun qu'une multiplication de luttes corporatives.

5- Le « processus de changement » est un processus conflictuel mettant en présence non pas les forces progressistes du gouvernement et une opposition conservatrice (capitalisme minier et agro-industriel), mais des forces progressistes et conservatrices au sein même du champ du pouvoir.

Commentaire. Après l'adoption de la nouvelle Constitution, en 2009, c'est au sein même du MAS que de nouvelles prises de position ont vu le jour, selon la logique du placement dans un champ politique structuré par le rôle central du gouvernement : éloignement des fractions mouvementistes, déçues de la lenteur du processus ; ralliement des fractions gestionnaires dans une perspective pragmatiste de gestion politique et d'accès aux ressources d'État ; radicalisation indianiste destinée à conserver des positions de responsabilité administrative, etc.

6- L'indianisme adopté par le gouvernement d'Evo Morales s'est évertué à réhabiliter des populations dites « originaires » après cinq cents ans de domination coloniale, mais il n'a pas réussi à produire un discours incluant tous ses soutiens sociaux dans un processus commun de transformation.

Commentaire. L'indianisme du MAS s'est converti en une idéologie d'État destinée à justifier les tentatives

d'accumulation de pouvoir institutionnel. Il a laissé derrière lui les groupes sociaux métis des centres urbains, qui avaient pourtant appuyé le processus électoral, sans pour autant faire entrer les représentants du monde rural dans les véritables cercles de décision. Bien plus, le privilège accordé par le MAS à la consolidation de ses bases rurales, dans lesquelles les formes d'encadrement sont les plus effectives, va de pair avec la promotion d'une idéologie passéiste : l'exaltation des « autonomies indigènes originaires paysannes » fige les communautés de l'Altiplano dans un territoire, une essentialisation ethnique et une invention de traditions qui ne constituent au final que l'inversion des schèmes coloniaux. Tout en promouvant un certain progressisme social, l'indianisme d'État se révèle ainsi une idéologie conservatrice, comme le prouve le rejet de l'homosexualité et de l'avortement par le MAS.

7- La défense des communs ne s'est pour l'instant traduite que par une promotion de formes juridiques conventionnelles sans applications effectives, comme le « droit à l'eau ». Elle ne s'est pas transformée en alternatives politiques s'appuyant sur les formes d'auto-organisation.

Commentaire. En témoigne, sous des modalités différentes, l'incapacité des entreprises redevenues publiques à Cochabamba et à La Paz de garantir un service de distribution d'eau pour les populations les plus défavorisées. En témoignent aussi les conflits entre, d'une part, les communautés (en amont des villes) réclamant la « propriété » des ressources naturelles sur leurs « territoires ancestraux » et, d'autre part, les services urbains chargés de réduire les inégalités d'équipement. Coexistent ainsi en Bolivie la promulgation désincarnée d'un retour à des formes de vie « originaires » plus respectueuses de la nature et des formes de gestion « modernes » des ressources naturelles. Mais, au-delà des mesures symboliques de réhabilitation des opprimés de la colonisation, ces formes de gestion restent loin des alternatives politiques portées par les mouvements sociaux.

*

La transformation politique en cours en Bolivie relève d'un « paradoxe des communs » qui touche aussi bien les conditions des mobilisations sociales que l'exercice du pouvoir. Récusant l'illusion de changer le monde sans prendre le pouvoir, le gouvernement d'Evo Morales échoue cependant à transférer le processus de transformation sociale de l'État aux formes d'auto-organisation. Le

« paradoxe des communs » réside dans cette difficulté à produire un commun susceptible de fonder une alternative politique sur l'autogouvernement des populations.

Choix structurels et économie plurielle

Si le conflit du Tipnis marque une véritable rupture dans les présidences d'Evo Morales, ce n'est pas seulement parce que nombre de personnalités, en particulier dans les milieux intellectuels et les ONG, se dissocient alors de l'action du gouvernement en dénonçant la « trahison » de la cause écologique au nom des impératifs économiques. C'est beaucoup plus parce qu'il exprime une stratégie politique face à plusieurs modèles de développement qui ne sont pas forcément compatibles avec la recherche des alternatives politiques portées par la reconnaissance de l'économie plurielle. Il faut dès lors comprendre les raisons d'un tel changement d'orientation, à un moment où le MAS est pourtant dominant dans le champ politique.

Première interprétation : la politique du MAS serait marquée par un « double discours », écologiste à l'international, extractiviste sur le plan national, qui décrédibiliserait son action⁴³². Il aurait réactivé un productivisme inspiré du développementalisme des années 1950 à la fois par dogmatisme marxiste et par souci immédiat d'être réélu. Pour assurer la souveraineté alimentaire et se prémunir des stratégies de pénurie provoquée qu'affectionnent les élites exportatrices de l'Orient, il aurait donc augmenté la matrice productive nationale, d'où une priorité manifeste accordée à l'agro-industrie. « Les avantages concédés au secteur agro-industriel sont sans comparaison avec ceux de la production paysanne, si l'on pense en termes d'échelle », notent ainsi certains observateurs⁴³³. Si les chiffres peuvent effectivement donner une telle

⁴³² Pour une analyse empiriquement fondée de ce « double discours », voir D. de Boissieu, *Bolivie : l'illusion...*, *op. cit.*

⁴³³ Lorenzo Soliz Tito, *Cumbre Agropecuaria « Sembrando Bolivia »*. *Resultados, ecos y primeros pasos hacia su implementación*, La Paz, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, 2015, p. 5.

impression, ils ne rendent pas compte des initiatives bien réelles en faveur de la petite agriculture et, plus généralement, de l'économie plurielle, dont il reste encore difficile d'évaluer les effets.

Ainsi la *Ley n° 144 de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria* (loi 144 de révolution productive communautaire agricole), promulguée en 2011, vise à soutenir les petits producteurs, mais elle se heurte à la structure de la répartition des terres et, malgré l'importante redistribution en faveur des communautés paysannes et indigènes (près de 32 millions d'hectares), elle ne peut endiguer l'extension de la frontière agricole dans les zones orientales⁴³⁴. L'initiative la plus novatrice politiquement est l'aide aux petits producteurs distribuée par l'Entreprise d'aide à la production d'aliments (Emapa), une structure étatique créée en 2007 pour équilibrer la concurrence, très inégale, entre le gros secteur des agro-industriels de l'Orient et celui des petits agriculteurs, destinée à « stabiliser le marché intérieur des produits agricoles en achetant au meilleur prix la production des petits et moyens agriculteurs, forçant ainsi les agro-industriels à leur offrir des rémunérations plus justes⁴³⁵ ». L'institution rachète en effet aux petits exploitants leurs produits (riz, blé, maïs, etc.) à des prix supérieurs à ceux du marché quand ils sont trop bas. L'agro-industrie se trouve alors contrainte d'aligner ses prix, voire de surenchérir. L'Emapa permet ainsi de lutter contre l'inflation provoquée par les agro-industriels de l'Orient⁴³⁶. Mais, si elle facilite la commercialisation de la production des agriculteurs sur le marché intérieur et à l'étranger, tout en améliorant les conditions de vie et de travail des petits travailleurs et des exploitants agricoles, « la grande réforme agraire promise, approuvée à travers un référendum par près de

⁴³⁴ Voir Juan Carlos Rojas, « Ley de revolución productiva comunitaria agropecuaria. Abriendo brecha en la construcción del Estado Plurinacional: entre los deseos y la realidad », *Umbrales*, 23, 2012, p. 121-148.

⁴³⁵ Maëlle Mariette, « En Bolivie, mérites et limites d'une "révolution" pragmatique », *Le Monde diplomatique*, septembre 2019, p. 10-11, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/09/MARIETTE/60349>.

⁴³⁶ Voir Fernando Molina, « El experimento de Emapa en Bolivia », *Nueva sociedad*, 262, 2016, <https://nuso.org/articulo/el-experimento-de-emapa-en-bolivia/>.

80 % de la population en 2009, n'a jamais vu le jour. Elle devait pourtant "éradiquer" le latifundisme – le système des exploitations immenses – en réduisant la taille maximale des propriétés n'ayant pas de "fonction économique et sociale" à 5 000 hectares, le reste devant alors être réparti entre petits travailleurs agricoles et autochtones sans terre⁴³⁷ ». Les accords implicites passés en 2009 par le gouvernement avec le secteur agro-industriel pour assurer la mise en place de la nouvelle Constitution ont juste permis de régulariser les titres des terres déjà exploitées par les petits paysans⁴³⁸.

À travers la rhétorique du développement productif, la priorité accordée à l'économie sur l'écologie est alors interprétée non seulement comme une trahison, mais encore comme une conversion à un « modèle de développement extractiviste⁴³⁹ » qui s'appliquerait aux hydrocarbures comme à l'agro-industrie. L'ex-ministre des Terres Alejandro Almaraz quitte ainsi le gouvernement au moment de la crise du Tipnis : « La redistribution communautaire de la terre, la gestion autonome et productive des territoires indigènes, la production organique et au final la construction du modèle économique et social communautaire ont été absolument écartées des actions du gouvernement, même s'il en garde la rhétorique. Le cœur de ses actions est désormais accaparé par le soutien explicite au modèle productiviste du grand entrepreneur agricole de l'Orient, qui s'appuie sur la concentration spéculative des terres, sur l'irrationalité des subventions étatiques et sur la subordination stricte au marché international. Pour résumer : le modèle transnational de l'agro-industrie est l'expression agressive du capitalisme globalisé⁴⁴⁰. » Cette conversion serait donc le résultat d'un changement de rôle de l'État, qui n'aurait maintenu un discours révolutionnaire que pour mieux démanteler

⁴³⁷ M. Mariette, « En Bolivie, mérites... », art. cit.

⁴³⁸ Voir G. Colque, M. Urioste et J. L. Eyzaguirre, *Marginalización ..., op. cit.*

⁴³⁹ Voir par exemple Jeffery Webber, *From Rebellion to Reform in Bolivia: Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales*, Chicago, Haymarket, 2011.

⁴⁴⁰ Alejandro Almaraz, « El MAS abraza el modelo capitalista. Notas críticas en torno a la Cumbre agropecuaria "Sembrando Bolivia" », *Petropress*, 35, 2015 (p. 22-26), p. 22.

toute opposition en faveur de « l'extractivisme ». Une telle vision ne peut cependant être défendue qu'au prix d'une occultation des dispositifs étatiques de soutien à l'économie plurielle, que les indicateurs statistiques ont du mal à appréhender. Resterait aussi à évaluer la cohérence du soutien aux petits producteurs, et si la multitude d'actions entreprises a été coordonnée dans un véritable projet d'ensemble.

Une seconde interprétation, plus académique, part aussi du « double discours » du gouvernement, interprété cette fois comme une véritable continuité avec les politiques néolibérales, dont l'exigence de retrait de l'État s'est traduite depuis les années 1990 à la fois en mots d'ordre participatifs et en pouvoirs accrus des communautés locales. Cette résilience des politiques néolibérales a fait l'objet d'une vaste littérature consacrée aux Amériques⁴⁴¹, selon laquelle la marchandisation de la gestion des ressources naturelles aurait accompagné la mise en place d'une gouvernance environnementale à l'échelon local ; dans le cas bolivien, en particulier celui de la gestion des forêts, les politiques mises en œuvre par les gouvernements Morales n'ont pu entraver ni l'augmentation de la déforestation, ni la spéculation sur les terres de l'Orient du pays⁴⁴². Selon Pierre Gautreau et Laetitia Perrier Bruslé, la continuité des instruments politiques utilisés en ce domaine relève moins d'une rupture que d'une adaptation à un changement de contexte : la gestion participative par les *stakeholders* locaux est en effet contrebalancée par la volonté politique de redistribuer les profits de cette gestion à l'échelon national⁴⁴³. Cette tentative de régulation étatique des excédents économiques n'engendre cependant pas un contre-modèle de

⁴⁴¹ Voir Corin de Freitas, Andrea J. Marston, Karen Bakker, « Not-quite-neoliberal natures in Latin America: An introduction », *Geoforum*, 64, 2015, p. 239-245.

⁴⁴² Voir Daniel Redo, Andrew C. Millington, Derrick Hindery, « Deforestation dynamics and policy changes in Bolivia's post-neoliberal era », *Land Use Policy*, 28 (1), 2011, p. 227-241.

⁴⁴³ Voir Pierre Gautreau, Laetitia Perrier-Bruslé, « Forest management in Bolivia under Evo Morales: The challenges of post-neoliberalism », *Political Geography*, 68, 2019, p. 110-121, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2018.12.003>.

gouvernance⁴⁴⁴, principalement parce que les groupes et organisations environnementaux opposés à l'extension de la frontière agricole continuent de s'appuyer sur la législation néolibérale, mais aussi parce que l'action du gouvernement restait inscrite dans une « chaîne de dépendance » relativement classique – il fallait ainsi, selon le ministère de la Planification, « consolider » la contribution des forêts au « développement intégral du pays⁴⁴⁵ ». En dépit du positionnement international de la Bolivie comme avant-garde de la cause écologique, la déconstruction des instruments mis en place lors de la période néolibérale se serait alors heurtée aux alliances politiques avec les élites conservatrices de l'Orient⁴⁴⁶.

L'idéalisation de la gestion communautaire ne prend pas en compte les effets politiques des plans de développement appliqués à l'échelon local depuis les années 1990, avec le renforcement des pouvoirs locaux et des mécanismes de corruption, et la perpétuation des inégalités sociales au sein des communautés⁴⁴⁷. La volonté du gouvernement Morales de sortir des arrangements locaux pour envisager la production agricole dans l'optique d'une redistribution nationale témoigne d'une conscience des enjeux politiques de la gestion des ressources naturelles, en particulier des forêts et des aires protégées – un choix d'autant plus « réaliste » que les communautés indigènes installées dans les aires protégées sont relativement peu nombreuses⁴⁴⁸. Ce qui est en jeu en effet n'est pas tant la conservation de la nature que le contrôle sur les terres

⁴⁴⁴ Voir Krister Andersson, Elinor Ostrom, « An Analytical Agenda for the Study of Decentralized Resource Regimes », *Working Paper*, 1-7, janvier 2007, Sustainable Agriculture and Natural Resource Management Collaborative Research Support Program (Sanrem CRSP), Office of International Research, Education, and Development (Oired), Virginia Tech.

⁴⁴⁵ Ministerio de Planificación y Desarrollo, *Contribución prevista determinada nacionalmente del Estado Plurinacional de Bolivia*, La Paz, 2015, p. 4, cité par P. Gautreau et L. Perrier Bruslé, « Forest Management... », art. cit.

⁴⁴⁶ Voir P. Gautreau, L. Perrier Bruslé, « Forest Management... », art. cit.

⁴⁴⁷ Voir Charles R. Hale, « Rethinking indigenous politics in the era of the “indio permitido” », *Nacla Report on the Americas*, 38 (2), 2004, p. 16-21.

⁴⁴⁸ Ainsi, dans le parc du Tipnis, environ 5 000 personnes. Entretien avec Edgar F. Izurieta (Centro de Investigación y Promoción del Campesinado), Beni, février 2019.

concedé aux communautés indigènes et paysannes par l'État néolibéral bolivien dans les années 1990, alors que ces terres recèlent, comme le Tipnis, des ressources naturelles considérées comme stratégiques. Le décret suprême 2366 autorisera à partir de 2015 l'exploration des hydrocarbures dans les aires protégées, au moment même où la Bolivie se rend compte que ses réserves de gaz ne sont pas si abondantes que prévu.

On peut alors proposer une autre interprétation, plus en prise sur les logiques politiques du gouvernement – ce que les sciences politiques appellent des « choix structurels ». De fait, les choix politiques opérés dans cette période charnière (2009-2011) peuvent sans doute être lus comme une défaite des pachamamistes au profit des partisans de l'économie au sein du champ bureaucratique bolivien (dont il manque encore une sociologie détaillée). Mais ce basculement reflète aussi une transformation des modes de régulation étatiques qui n'est pas propre à la Bolivie⁴⁴⁹ : le développement de nouvelles articulations entre ministères ou programmes afin d'intégrer des territoires encore peu régis par l'État renvoie à une transformation plus globale de la gouvernance en un « gouvernement intégré⁴⁵⁰ » qui, comme l'expliquent Philippe Bezes et Patrick Le Lidec, « relève bien d'une nouvelle politique de réforme de l'État, postérieure aux réformes inspirées du *New Public Management* (et même parfois construites en réaction à ces dernières) ». Une politique qui se focalise sur de nouveaux enjeux : « renforcement de la coordination, attention à des problèmes publics transversaux, intégration gouvernementale⁴⁵¹ ». Ce sont donc les « enjeux de contrôle⁴⁵² » des

⁴⁴⁹ Voir Desmond King, Patrick Le Galès, « Sociologie de l'État en recomposition », *Revue française de sociologie*, 3, 2011, p. 453-480. Il faudrait ici analyser la spécificité de la construction de l'État bolivien par rapport aux modèles européens, qui constituent encore la référence dans ce domaine d'étude, ou par rapport au cas étatsunien, qui est marqué par un « retour de l'État » (« *bringing the state back in* », pour reprendre Theda Skocpol).

⁴⁵⁰ Voir Tom Christensen, Per Lægred, « The whole-of-government approach to public sector reform », *Public Administration Review*, 67 (6), 2007, p. 1057-1064.

⁴⁵¹ Philippe Bezes, Patrick Le Lidec, « Politiques de l'organisation. Les nouvelles divisions du travail étatique », *Revue française de science politique*, 66, 2016 (p. 407-433), p. 423.

⁴⁵² Cité par Bezes et Le Lidec : Terry M. Moe, « The politics of structural choice: toward

territoires qui peuvent être compris comme structurant les transformations de l'État bolivien, avec notamment la mise en place de plans territoriaux destinés à intégrer les différentes facettes du développement économique et social⁴⁵³.

Entre le début 2010 et la crise du Tipnis, en 2011, le projet de consolider les conquêtes politiques face à la « banqueroute » du « bloc foncier-entrepreneurial transformateur de matières premières⁴⁵⁴ » est clairement assumé⁴⁵⁵. L'opposition, qui a perdu une bonne partie de sa légitimité politique lors du coup d'État civique de 2008, vient de subir plusieurs défaites électorales (référendum constitutionnel, élections présidentielles). Il est donc temps de passer à une autre étape dans la construction de l'État, d'autant que l'économie semble ne jamais s'être aussi bien portée. Álvaro García Linera réaffirme alors la nécessité de « centraliser les ressources issues des nationalisations et des entreprises d'État. Il s'agit de créer une base industrielle dans le domaine des hydrocarbures, des mines, de l'agriculture et de l'électricité de façon à développer une richesse durable et à utiliser les ressources du pays pour améliorer la qualité de vie des travailleurs, tant à la ville qu'à la campagne⁴⁵⁶ ». Il insiste sur la nécessaire « extension hégémonique » du pouvoir populaire-indigène-paysan-originaire aux autres secteurs de la société, grâce au pouvoir d'État⁴⁵⁷, même s'il note qu'en phase descendante de mobilisation, après 2010, les contradictions internes de ce

a theory of public bureaucracy », in Oliver E. Williamson (dir.), *Organization Theory. From Chester Barnard to the Present and Beyond*, Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 116-153.

⁴⁵³

Voir

http://atlasflacma.weebly.com/uploads/5/0/5/0/5050016/ley_de_ordenamiento_territorial_en_bolivia.pdf.

⁴⁵⁴ D. de Boissieu, *Bolivie : l'illusion...*, op. cit., p. 230.

⁴⁵⁵ Selon Álvaro García Linera : « *One must never take a self-satisfied approach to a victory over the right. [...] Our real problems with the right began once we started attacking their privileges and particularly those who have massive landholdings in the eastern part of the country* » (in L. Farthing, « Controlling State Power... », art. cit., p. 32).

⁴⁵⁶ Á. García Linera, « Les quatre contradictions... », art. cit.

⁴⁵⁷ Á. García Linera, *Las empresas del Estado*, op. cit., p. 67.

bloc, avec ses segmentations sectorielles et corporatistes, peuvent donner lieu à une recomposition de la droite. À l'appui de cette hégémonie se trouve le projet d'industrialisation nationale, qui, loin d'être simplement un capitalisme d'État ayant abandonné « l'horizon communautaire », vise la redistribution des bénéfices des hydrocarbures et la satisfaction des besoins de tous (voir *supra* l'encadré « L'État bolivien et la redistribution sociale » p. XXX).

Les publications officielles sur ces « tensions créatives » de l'État peinent cependant, au cours des années 2010, à se traduire en la fondation d'un service public de qualité, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé ou des services urbains⁴⁵⁸. Entre autres politiques publiques, on verra que la volonté (louable) de promouvoir l'objectif de « l'eau pour tous » sans poursuivre la recherche d'alternatives en termes d'organisation du service témoigne de la difficulté d'échapper aux « chemins de la dépendance » qui président généralement aux modes de développement dans le pays. Pour autant, la critique de l'extractivisme du gouvernement bolivien – et, plus largement, des gouvernements progressistes d'Amérique latine⁴⁵⁹ – semble manquer son but en ce qu'elle ne reconnaît pas les *fonctions régulatrices* instaurées lors de la construction ou du renforcement de l'État bolivien (en matière d'hydrocarbures ou, comme on vient de le voir, de production alimentaire avec l'Emapa).

Certes, les contraintes politiques du court terme n'ont sans doute pas favorisé un soutien plus ample et immédiat à l'implantation de politiques alternatives s'appuyant sur l'économie plurielle, mais l'analyse doit considérer la confrontation de deux modèles productifs (qui recouvrent bien plus que des choix économiques, ils représentent des modes de gouvernement distincts), tous deux garantis par l'État : d'une part, la gestion communautaire, autour de ses formes d'auto-organisation et de l'économie ethnique ; d'autre part, le développement productif, qui

⁴⁵⁸ Voir Sue Yamamoto, « Home-made Development in Bolivia », *Civitas*, 17 (2), 2017, p. 233-250 ; Mauricio Vargas, Santiago Garriga, *Explaining Inequality and Poverty Reduction in Bolivia*, IMF Working Papers, 15/265, International Monetary Fund, 2015.

⁴⁵⁹ Voir Eduardo Gudynas, « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva sociedad*, 237, 2012, p. 128-146.

repose sur la propriété individuelle et tente de concilier l'économie familiale des petits exploitants avec le secteur agro-industriel des *haciendas*⁴⁶⁰. C'est sans doute dans cette compétition des modèles qu'il faut chercher les raisons, sinon du compromis implicite, du moins des négociations, au tournant des années 2010, entre l'État plurinational et les élites des régions orientales (Santa Cruz, Beni, Pando, Tarija), dont l'imbrication dans les rouages du pouvoir national est beaucoup plus forte, et plus ancienne, que le discours sur les autonomies régionales ne voudrait le laisser croire.

Les élites de l'Orient dans l'État

Face à l'hégémonie politique du MAS à partir de 2009, le « compromis » avec les élites économiques de l'Orient bolivien a pu être interprété comme une « occasion manquée⁴⁶¹ » pour le gouvernement : il aurait sacrifié « par en bas » le processus politique et la dynamique des mouvements sociaux au profit d'une alliance politique avec les intérêts des groupes économiques de l'agro-industrie, renforçant ainsi son pouvoir central par des logiques clientélistes et consolidant l'emprise du parti sur l'État. Les élites de l'Orient auraient su quant à elles renforcer leur pouvoir régional en tirant profit des déficits économiques du pays⁴⁶². En effet, tout comme la poursuite de l'industrialisation des hydrocarbures ne permettait pas une nationalisation complète parce que la population ne possédait pas les compétences techniques, les objectifs de souveraineté alimentaire nécessitaient l'appui du secteur agro-industriel de l'est du pays. Ce compromis qui aurait donc été passé avec ces élites de l'Orient, défaites politiquement mais encore toutes-puissantes économiquement, mettait un terme aux politiques radicales de redistribution des terres et de nationalisation.

⁴⁶⁰ Voir M. Mariette, « En Bolivie, mérites... », art. cit.

⁴⁶¹ Linda Farthing, « An Opportunity Squandered? Elites, Social Movements, and the Government of Evo Morales », *Latin American Perspectives*, 46 (1), 2018, p. 212-229.

⁴⁶² Voir Gabriela Valdivia, « Agrarian capitalism and struggles over hegemony in the Bolivia lowlands », *Latin American Perspectives*, 37 (4), 2010, p. 67-87.

Ces interprétations reposent cependant sur une vision biaisée des élites de l'Orient bolivien, largement diffusée par les sociodécrites que celles-ci ont construites pour justifier leur propre domination. Premier mythe : les régions orientales se seraient construites de façon autonome, à l'écart d'un État central focalisé sur les régions andines ; second mythe : le pouvoir des élites de l'Orient serait fondé sur leur seule réussite économique. D'une certaine façon, ces élites rejouent là, sur un mode tropical, le mythe de la frontière de l'Ouest étatsunien⁴⁶³ – les États-Unis constituant le modèle revendiqué de leurs styles de vie comme de leurs réussites économiques. Or non seulement le développement de ces régions bénéficie des investissements et des largesses de l'État depuis les premières décennies du ^{xx}e siècle, mais le pouvoir de ces élites n'est pas uniquement économique : elles ont, à plusieurs moments historiques, amplement participé au pouvoir d'État, en tirant en retour des bénéfices indéniables pour leur région d'origine. L'hypothèse avancée ici est que ce pouvoir dans l'État n'a pas pris fin avec les gouvernements Morales.

Il suffit de relire la description par Claude Lévi-Strauss de son passage à Santa Cruz dans les années 1930, dans laquelle il évoque les rues boueuses de ce qui est encore une bourgade de quelques milliers d'habitants sur le chemin du pantanal brésilien⁴⁶⁴, pour mesurer l'ampleur et la rapidité des transformations de la ville. Un premier réseau de quelques familles s'est pourtant déjà constitué depuis la fin du ^{xix}e siècle autour de la filière du caoutchouc et de son exportation. Il périlitera rapidement sous l'effet de la concurrence brésilienne, entraînant une reconversion forcée dans un autre type d'exploitation des ressources naturelles : la terre⁴⁶⁵. C'est à partir des années 1940 que l'agro-industrie de la région, soutenue par des plans d'intégration à financements boliviens et étatsuniens, prend son essor, autour de la culture de la canne à sucre, du coton et du riz. Les bénéfices économiques de la nationalisation

⁴⁶³ Voir Donald Worster, *Rivers of Empire: Water, Aridity, and the Growth of the American West*, New York, Pantheon Books, 1985.

⁴⁶⁴ C. Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, *op. cit.*, p. 19.

⁴⁶⁵ Voir Fran Espinoza, « El dilema de Bolivia: la élite cruceña », *Reflexões sociojurídicas*, 27, 2016, p. 53-76.

des mines, en 1952, servent en particulier à l'équipement de l'Orient en infrastructures (routes, réseaux, planification urbaine en anneaux concentriques autour du centre colonial, etc.) et au soutien aux exportations. Alors que 2 millions de petits agriculteurs se concentrent sur moins de 5 millions d'hectares, c'est en fait une centaine de familles qui contrôlent désormais plus de 25 millions d'hectares⁴⁶⁶, notamment grâce aux donations généreuses octroyées par l'État bolivien sous les dictatures militaires des années 1970-1980 – il s'agit évidemment des terres les plus fertiles, riches en biodiversité et en gisements d'hydrocarbures.

Ce soutien étatique permet également une diversification économique dans l'agro-industrie et ses produits dérivés, ainsi que dans la banque et les services : le département de Santa Cruz représente depuis vingt ans environ 30 % du PIB de la Bolivie. À côté de la Cámara Agropuecaria del Oriente (Chambre d'agriculture de l'Orient, CAO*), la Cámara de Industria, Comercio, Servicios y Turismo de Santa Cruz (Chambre de l'industrie, du commerce, des services et du tourisme, Cainco*) devient une organisation au rôle prépondérant dans la région. Le secteur agro-industriel connaît lui-même de profondes transformations depuis quelques décennies, avec le développement spectaculaire de la culture du soja (de 0,2 million à 2 millions de tonnes entre 1990 et 2010), financée principalement par des investissements étrangers (Argentine et surtout Brésil). Ce boom a de multiples effets socio-environnementaux : extension de la frontière agricole (déforestation, etc.), introduction de semences génétiquement modifiées, recours à des technologies coûteuses qui excluent les petites exploitations familiales (paysans des hautes terres ayant migré, exploitations de moins de 50 hectares, etc.) de l'accès aux financements et aux marchés⁴⁶⁷.

Mais le pouvoir des élites de l'Orient n'est pas seulement économique, il est aussi politique. Elles règnent sur une région qui clame et réclame, depuis plus d'un siècle, sa « spécificité » par rapport au reste

⁴⁶⁶ Voir Edwin O'Brian, *La Rebelión de los 100 clanes*, Montevideo, Pnud, 2008.

⁴⁶⁷ Voir Ben McKay, Gonzalo Colque, « Bolivia's soy complex: the development of "productive exclusion" », *The Journal of Peasant Studies*, 43 (2), 2015, p. 583-610.

du pays : la valorisation d'une identité *camba**, à forte connotation raciale⁴⁶⁸, permet de justifier la domination des propriétaires terriens, qui continuent malgré les contrôles d'employer des *peones* en situation de semi-servitude (maintien d'inégalités d'accès à la terre, rejet des formes de migration issues de l'Altiplano, etc.)⁴⁶⁹. Ce pouvoir politique s'incarne dans le Comité civique pro-Santa Cruz⁴⁷⁰, une organisation « civique » contrôlée par des notables (professions libérales, entrepreneurs, etc.) et les réseaux sociaux des familles les plus puissantes, qui joue le rôle d'un groupe de pression sur les milieux économiques locaux, mais surtout sur le plan national, pour représenter les intérêts de la région (dévolution de 11 % d'excédents pétroliers dans les années 1950, fermeture des complexes de production de sucre dans d'autres parties du pays dans les années 1980, demandes d'autonomie de gestion à partir des années 2000, etc.). À partir de 2006, le dirigeant du Comité pro-Santa Cruz, Branko Marinković, incarne ainsi, en liaison avec les préfets et les leaders des comités civiques des autres régions orientales, l'opposition politique au gouvernement Morales, jusqu'au vote de la nouvelle Constitution, en 2009 – et son éviction à l'occasion du « cas terrorisme⁴⁷¹ » en 2010 (il sera aussi accusé d'acquisition illégale de terres).

Ces luttes politiques récentes ne doivent cependant pas occulter la profonde connivence entre les élites de l'Orient et l'État bolivien, qui ne se traduit pas seulement en dons de terres et autres cadeaux fiscaux, mais

⁴⁶⁸ Voir Hernán Pruden, « Apuntes para una historia del mestizaje en Santa Cruz de la Sierra, Bolivia », *Iberoamericana*, 67, 2018, p. 39-62 ; Lisbet Christoffersen, « Amazonian erasures: landscape and myth-making in lowland Bolivia », *Rural Landscapes: Society, Environment, History*, 5 (1), 2018, p. 1-19.

⁴⁶⁹ Voir Joshua Kirshner, « Migrant's voices: Negotiating autonomy in Santa Cruz », *Latin American Perspectives*, 37 (4), 2010, p. 108-124.

⁴⁷⁰ Voir Zéline Lacombe, « Identité et politique à Santa Cruz, Bolivie. Articulations au service d'un projet politique régionaliste », *Outre-terre*, 18, 2007, p. 273-294.

⁴⁷¹ Le 16 avril 2009, un raid de la police bolivienne dans un hôtel de Santa Cruz fait trois morts et entraîne l'arrestation de deux individus, accusés de faire partie d'une cellule terroriste préparant non seulement la sécession de la région de Santa Cruz mais aussi un attentat contre le président Morales. Plusieurs dirigeants de la région, dont le président du Comité pro-Santa Cruz, sont alors mis en cause et doivent fuir le pays.

en une participation active aux gouvernements successifs⁴⁷², depuis la dictature du général Banzer (1971-1978), lui-même issu de la région de Santa Cruz, jusqu'aux présidences d'Evo Morales. C'est particulièrement le cas lors de la consolidation démocratique des années 1980-1990, au cours de laquelle le système des partis permet une large représentation des régions orientales dans la politique nationale⁴⁷³ et un rapprochement des élus et de l'exécutif. Pourtant, au-delà des résultats électoraux, il faudrait une étude détaillée de la trajectoire des membres des administrations centrales tout au long de ces années pour confirmer cette hypothèse d'une interpénétration de l'État bolivien par les élites de l'Orient afin de rendre intelligible les « compromis » passés à partir de 2009 dans un tel contexte d'hégémonie politique du MAS. Quoi qu'il en soit, comme le dira ensuite l'un des dirigeants de Santa Cruz après la « destitution forcée » d'Evo Morales dix ans plus tard, « jamais les entrepreneurs de l'Orient n'ont gagné autant d'argent que ces années-là ». Il faudra tout le poids, et l'argent, des vieilles familles les plus puissantes de Santa Cruz pour faire basculer le monde entrepreneurial de la région, amadoué par sa réussite économique récente, dans les blocages généralisés de routes et d'institutions contre le gouvernement lors des élections d'octobre 2019⁴⁷⁴.

*

Lorsque je croise le vice-président Álvaro García Linera, à l'occasion d'une visite officielle à Paris en juin 2012, je le questionne sur la place de l'écologie en Bolivie, à la lumière de l'affaire du Tipnis. Il me répond, comme dans ses livres, que cela doit attendre, qu'il y a d'autres priorités, que l'écologie est un luxe de pays riches. Cet argument retrouve

⁴⁷² Voir Susana Seleme Antelo, Claudia Peña Claros, Fernando Prado Salmón (dir.), *Poder y elites en Santa Cruz*, Santa Cruz de la Sierra, Cedure-Cordaid-Editorial El País, 2007.

⁴⁷³ Voir María Teresa Zegada, « El rol de la oposición política en Bolivia (2006-2009) », in L. A. García Orellana, F. L. García Yapur, *Mutaciones...*, op. cit., p. 151-240.

⁴⁷⁴ Voir Maëlle Mariette, « En Bolivie, sur la route avec l'élite de Santa Cruz », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020, p. 4-5.

la logique d'un « écologisme des pauvres », qui inscrit le développement national dans le droit chemin d'un développement occidental pourtant si fortement critiqué par l'officialisme bolivien ; sur le moment, sa réponse me surprend un peu, surtout après quelques années de pouvoir aux résultats positifs en termes économiques et sociaux. S'il faut prendre au sérieux l'argument du développement productif comme étape préalable à la réalisation d'objectifs plus communautaires, cela n'exclut pas de réfléchir aux moyens employés : alors que le « processus de changement » instaurait, avec la Constitution ou les lois déjà évoquées, une consultation préalable et une diversification des modèles économiques, on peut se demander si cette voie était la seule possible. La question n'est pas tant de savoir si l'on changera le monde en prenant, ou non, le pouvoir, mais si on peut le faire en adoptant les mêmes moyens que ceux qui ont conduit à la situation actuelle. Me revient cette terrible question de Paul Nizan : « Ces desseins, vous les nommez ici guerre, commerce et transit : croyez-vous que ces mots excuseront tout jusqu'à la fin des temps? »

Je perçois alors confusément que c'est la façon de penser l'économie, et l'intégration de l'économie plurielle dans un cadre de transformation politique et sociale, qui est en jeu⁴⁷⁵. Dans le contexte bolivien, les principaux soutiens du gouvernement, à savoir les populations et les organisations sociales dont la vie s'articule autour des diverses formes d'économie familiale, se trouvent ainsi incorporés au processus officiel de changement, au nom d'une harmonie supposée avec la nature. Il me semble alors fondamental de comprendre, au-delà des théories du double discours ou de la trahison, que les « choix politiques » renvoient moins à une « cosmologie » réhabilitée par l'idéologie indianiste qu'à des visions ordinaires du monde – ou, plus exactement, des principes de vision et de division du monde –, qui assignent aux peuples « originaires » et aux communautés des fonctions de légitimation politique. Le projet politique de « décolonisation de l'État » s'appuie en

⁴⁷⁵ Entretien avec A. García Linera (5 décembre 2018), réalisé par Maëlle Mariette.

réalité sur des façons de penser les enjeux indigènes qui sont loin d'être décolonisées⁴⁷⁶ : la valorisation officielle des populations « originaires » sous la forme d'une communauté imaginée, proche de la nature, tend à occulter les transformations à l'œuvre dans la société bolivienne – souvent à l'écart de l'État. Là encore, la ville d'El Alto constituera un révélateur de ces déplacements souvent invisibles au premier abord.

⁴⁷⁶ Pour une critique de l'idéologie décoloniale officielle, voir Carlos Macusaya, *Batallas por la identidad. Indianismo, katarismo y descolonización en la Bolivia contemporánea*, Lima, Hwan Yunpa, 2019.

Image virgen del cerro Potosí

Chapitre 8 – Pachamama. L’imaginaire politique des communautés andines

« I believe that anthropologists still concerned with the interpretation of highland life need to break decisively from Andeanism. [...] As contributors to Andeanism, we have helped to construct a discourse that has conditioned not only how the rest of the world perceives the Andes but also how Andean people perceive themselves. During this century, an idealized sense of Inca lineage, harmony with nature, and communal values has filtered across the mountains through schoolbooks, radio, TV, and political speeches. Many campesinos, in turn, reappropriate these Andeanist concepts – often in conjunction with parts of the also externally imposed discourses of Christianity, nationalism, and socialism – to articulate political identities that answer to contemporary needs. »

Orin Starn, « Missing the Revolution », 1991

Invention des traditions et droit à l'eau

Alfred Métraux, dans ses « Notes d'ethnographie aymara », écrit au sujet des rites pour faire advenir les pluies en Bolivie : « Lorsque la sécheresse menace les cultures, les Indiens vont chercher de l'eau de source sur une montagne du voisinage et la rapportent dans un vase neuf. Ils dressent une *mesa* (assortiment d'offrandes prescrites). Ensuite ils mettent des crapauds dans le vase et le portent sur une montagne ; là, les animaux – brûlés par le soleil – sont censés apporter la pluie par leurs coassements désespérés⁴⁷⁷. » Certes, il reste peu de traces de ce rituel dans les sociétés aymaras de l'Altiplano bolivien, et les offrandes pour faire venir la pluie connaissaient et connaissent encore une multitude de variations selon le lieu. En revanche, cette description d'Alfred Métraux donne une image bien plus complexe des relations entre les hommes et la nature dans les communautés que ne le laisserait croire l'identification contemporaine de la Pachamama à une Terre mère bienfaisante. Cette vision assez folklorisante, adoptée aussi bien par le discours officiel des gouvernements Morales que par la plupart des organisations indigénistes et des entreprises touristiques, entend rétablir des liens avec un passé ancestral que la colonisation aurait effacé pendant plus de cinq cents ans.

De façon plus générale, le thème de la continuité culturelle avec les sociétés précoloniales a pris ces dernières années en Bolivie une importance qui touche aussi bien la politique nationale de reconnaissance des peuples « originaires » que l'anthropologie des communautés indigènes. Les syndicats paysans et les mouvements indianistes y revendiquent une filiation directe avec les rebellions contre la colonisation espagnole⁴⁷⁸ ; les intellectuels et les mouvements sociaux invoquent les usages et les coutumes des communautés rurales « traditionnelles » comme modèles de

⁴⁷⁷ Alfred Métraux, « Notes d'ethnographie aymara », *Journal de la société des américanistes*, 43, 1954, p. 225-228. Les crapauds (*k'ayra maria*) vivent dans des sources qui sont les épouses des esprits de la montagne (*warmi jurq'u*) et qui ne s'arrêtent jamais de couler. Voir Tristan Platt, « Symétries en miroir. Le concept de *yanantin* chez les Macha de Bolivie », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 33, 5-6, 1978, p. 1081-1107.

⁴⁷⁸ Voir Ramón Pajuelo Teves, *Reinventando comunidades imaginadas. Movimientos indígenas, nación y procesos sociopolíticos en los países centroandinos*, Lima, IFEA-IEP, 2007, p. 24.

refondation politique, qu'il s'agisse de la défense de la « justice communautaire » ou du refus de l'échange marchand, assimilé au capitalisme occidental. Il serait facile de présenter cette image de la Pachamama comme une pure invention de la tradition et de voir dans ces phénomènes un simple effet de mode ou d'opportunisme politique lié à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales. Dans un pays où une grande partie des habitants s'identifient à un peuple « originaire » (60 % en 2002, 40 % en 2012⁴⁷⁹), la réactivation, réelle ou imaginaire, du passé constitue cependant un fait social majeur, qui ne saurait être traité comme un simple épiphénomène idéologique.

Cette tendance à l'invocation de la tradition a été interprétée par Marshall Sahlins comme un processus global d'« indigénisation de la modernité⁴⁸⁰ » : la réception de la marchandise occidentale ne déboucherait pas sur la destruction des cultures indigènes mais au contraire sur le développement des relations sociales traditionnelles et la réappropriation de l'échange marchand au travers des catégories propres à chaque cosmologie indigène. Dans les pays du Sud, la prise de conscience du fait que la culture est désormais une valeur à défendre serait ainsi le signe de l'émergence d'une « culture des cultures » qui accompagnerait la mondialisation occidentale. Cette thèse présuppose donc une capacité naturelle d'appropriation et de résistance des cultures autochtones, susceptible d'assurer permanence et continuité avec la tradition⁴⁸¹.

C'est ce même présupposé que l'on retrouve implicitement dans la revendication du « droit à l'eau » gratuite pour tous défendu par les mouvements indigénistes et les organisations non gouvernementales spécialisées dans l'aide à la gestion des ressources naturelles⁴⁸² : le rejet de l'économie capitaliste et des relations marchandes permettrait de retrouver un rapport originel à la nature inspiré du modèle des communautés « originaires ». Or, on l'a vu, les

⁴⁷⁹ Pour une analyse de cette évolution, voir N. Vincent et P. Quisbert, *Pachakuti...*, *op. cit.*, ch. 3 : « El Estado plurinacional entre dos censos ».

⁴⁸⁰ Voir M. Sahlins, *La Découverte du vrai sauvage et autres essais*, Paris, Gallimard, 2007.

⁴⁸¹ Voir Alain Babadzan, « L'«indigénisation de la modernité». La permanence culturelle selon Marshall Sahlins », *L'Homme*, 190, p. 105-128.

⁴⁸² Voir Alexandre Kiss, Jean-Pierre Beurier, *Droit international de l'environnement*, Paris, Pedone, 2004 (4^e édition).

populations résidentes des périphéries en extension de La Paz et d'El Alto ne semblent pas adhérer à ce type de revendications, et la majorité des personnes interrogées n'a même aucune réticence à payer le service de l'eau. Faut-il fournir l'eau gratuitement aux habitants des quartiers populaires, qui sont de toute façon peu solvables économiquement, ou leur faire payer le service ? Est-il possible de fonder un service public universel sur la gratuité, alors que la ressource naturelle semble de plus en plus incertaine, à cause de la récurrence des périodes de sécheresse sur l'Altiplano depuis les années 1980, de la fonte des glaciers et de l'augmentation exponentielle de la demande liée à la croissance des centres urbains ?

Ce décalage entre les aspirations des populations locales et l'idéologie de la gratuité se retrouve dans les déclarations d'un Alténien interviewé en 2009. Vendeur de bétail à la retraite, il a passé sa vie entre le centre commercial urbain et son village de naissance ; à la question de savoir s'il estime normal de payer l'eau, il répond par l'affirmative. Mais c'est surtout son argument qui interpelle : « On payait bien la Pachamama. » Cette référence à la divinité ne renvoie pas à la Terre mère bienveillante rêvée par les militants de l'indianité⁴⁸³ mais à une puissance surnaturelle ambiguë, susceptible de produire la sécheresse comme la fertilité, avec laquelle il faut entretenir des rapports prudents et respectueux⁴⁸⁴. Se trouve-t-on ici face à un cas de permanence de la cosmologie aymara, ou bien face à une réinterprétation des schèmes culturels traditionnels dans un contexte nouveau – en l'occurrence, urbain ? Ou faut-il plus simplement voir dans cet exemple un effet idéologique de la réhabilitation politique des peuples « originaires » ?

La permanence des schèmes culturels aymaras dans les milieux urbains de la Bolivie contemporaine, qui se trouve réaffirmée par les mouvements indianistes, pourrait de premier abord contribuer à alimenter la théorie de l'indigénisation de la modernité. On verra qu'une telle continuité n'est cependant pensable que sous la forme

⁴⁸³ Voir Charles R. Hale, « Between Che Guevara and the Pachamama: Mestizos, Indians and identity politics in the anti-quincentenary campaign », *Critique of Anthropology*, 14 (1), 1994, p. 9-39.

⁴⁸⁴ Voir O. Harris, *To Make the Earth...*, *op. cit.*, p. 201-219.

d'une réactivation volontaire des structures mentales propres aux communautés rurales traditionnelles au sein des sociétés urbaines. Elle présuppose une homologie de situations entre, d'une part, des membres de communautés rurales (peuples « originaires ») dont la cosmologie a été historiquement confrontée à l'introduction d'éléments extérieurs apportés par les conquêtes inca, puis espagnole, ce qui les a placés dans une position que l'on nommera « entre-deux-mondes » ; et, d'autre part, des migrants pris entre un monde rural qui joue encore un rôle de référent en matière de coutumes et de styles de vie et un univers urbain perçu comme hostile – le domaine des *q'aras* (les « Blancs ») dresse de nombreux obstacles à l'insertion socio-économique des *runas* (les « personnes » reconnues comme aymaras). Les migrants durablement installés à La Paz et à El Alto deviennent des « résidents », dont l'identité socioculturelle est double, entre le monde rural et le monde urbain.

Un retour sur la cosmologie aymara et la dynamique spécifique des rituels liés au cycle productif et à l'irrigation révèle que l'eau occupe une place intermédiaire au sein du dualisme supposé des communautés aymaras, divisées entre haut et bas. Bien plus, dans ces rituels par lesquels les communautés communiquent avec l'autorité de la Terre mère, la fonction d'échange de l'eau renvoie à une économie qui, on le verra, n'est pas incompatible avec des formes marchandes d'échange. Dans les Andes, les rituels de l'eau visent à assurer la fertilité, prévenir les maladies et réaffirmer le pouvoir de la communauté. Le froid est associé à la stérilité, alors que le feu est gage de fertilité future. Lors de la fête de San Juan (la Saint-Jean, le 24 juin) par exemple, le feu et l'eau sont utilisés de manière complémentaire : c'est une « alliance solidaire » au service de la reproduction de la vie naturelle. Le feu réchauffe la terre et permet la prolifération des espèces en détruisant les déchets, tandis que les jeux d'eau permettent d'amorcer un nouveau cycle productif lorsque les pluies facilitent le travail consistant à retourner une terre durcie par les gels hivernaux. La dimension pratique de la cosmologie aymara en matière de gestion de l'eau se matérialise aussi dans les systèmes

d'irrigation⁴⁸⁵. S'appuyant sur l'aménagement des versants établi depuis le XVI^e siècle et la conquête coloniale (sous l'autorité des caciques indigènes), ils dépendent encore du débit des cours d'eau, dont le niveau est lié aux précipitations ; et si des tours sont organisés dans chaque communauté pour entretenir les canaux, selon des règles anciennes ou plus récentes en fonction du lieu, l'établissement d'un contact rituel avec les forces cosmologiques capables de produire l'eau reste au principe de l'organisation collective⁴⁸⁶.

Persistance de la cosmologie aymara

Selon Paul Gelles, « la cosmologie qui oriente actuellement les rituels d'irrigation fait partie d'une vision du monde interprétée de manière diverse par les personnes qui la pratiquent. [...] Mais tous acceptent que les montagnes et la terre soient sacrées ; que la prospérité de chaque famille dépende, en grande partie, des dons qui se font à travers les rituels⁴⁸⁷ ». Ceux-ci ont lieu trois ou quatre fois par an, à des moments bien précis (semences, récoltes, protection de la maison et des terres, etc.), afin de se concilier les bonnes grâces de la Pachamama. Perçue comme animée, consciente et dotée de nombreux pouvoirs, elle est censée constituer « une société parallèle à la terre

⁴⁸⁵ Voir David Guillet, *Covering Ground. Communal Water Management and the State in the Peruvian Highlands*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1992 ; Paul Trawick, *The Struggle for Water in Peru. Comedy and Tragedy in the Andean Commons*, Stanford, Stanford University Press, 2003 ; Rutgerd Boelens, Margreet Zwartveen, « Water, gender and 'andeanity': Conflict or harmony? Gender dimensions of water rights in diverging regimes of representation », in Ton Salman, Annelies Zoomers (dir.), *Imaging the Andes: Shifting Margins of a Marginal World*, Amsterdam, Cedla-Aksant Academic Publishers, 2003, p. 145-166 ; Maria Teresa Oré, *Agua: bien común y usos privados. Riego, Estado y conflictos en La Achirana del Inca*, Lima, Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 2005 ; Rutgerd Boelens, David Getches, Armando Guevara Gil, *Agua y derecho. Políticas hídricas, derechos consuetudinarios e identidades locales*, Lima, Instituto de estudios peruanos, 2006 ; Stephen Bunker, *The Snake with Golden Braids. Society, Nature, and Technology in Andean Irrigation*, Oxford, Lexington Books, 2006 ; Rutgerd Boelens, *The Rules of the Game and the Game of the Rules. Normalization and Resistance in Andean Water Control*, Wageningen University, 2008.

⁴⁸⁶ Voir F. Poupeau, C. González (dir.), *Modelos de gestión..., op. cit.* ; Rutgerd Boelens, *Water, Power and Identity: The Cultural Politics of Water in the Andes*, Londres, Routledge, 2015.

⁴⁸⁷ Paul Gelles, *Agua y poder en la sierra peruana. La historia y política cultural del riego, rito y desarrollo*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2002, p. 94.

humaine avec laquelle elle est en interaction constante⁴⁸⁸ ». Dans les sociétés de l'Altiplano bolivien ou péruvien, « les montagnes, la Pachamama et les puits ne sont pas seulement en capacité de faire augmenter les récoltes et croître le bétail, ils ont aussi le pouvoir de provoquer des maladies, voire la mort⁴⁸⁹ ». Les rituels liés à l'irrigation font ainsi partie d'une constellation plus vaste de croyances relatives au cycle productif. Des montagnes, considérées comme féminines, jaillissent les sources d'eau⁴⁹⁰. Ces sources sortent des « veines de la terre » : eaux d'irrigation, eaux souterraines et plans d'eau (tels les lacs) sont, sans distinction, érigés en points d'origine.

Le constat d'un décalage entre les revendications politiques des différentes organisations de développement et les préoccupations des populations locales, qui devraient pourtant avoir intérêt à les partager, n'est pas nouveau⁴⁹¹. Mais, s'il est vrai que « les cultures et les civilisations font preuve d'une remarquable permanence lorsqu'on les envisage du point de vue des “visions du monde”, des styles de comportement et des logiques institutionnelles qui signalent leur caractère distinctif⁴⁹² », on peut se demander dans quelle mesure la persistance plus ou moins élevée d'une cosmologie spécifique aux sociétés aymaras permet d'expliquer la réticence des populations à l'idée d'un rapport de type économique envers les ressources naturelles. Une telle transmission des schèmes de pensée, de perception et d'appréciation investis dans les pratiques les plus quotidiennes, comme la gestion de l'eau, est-elle possible ?

Dans les systèmes d'irrigation andins, cette gestion ne serait pensable que dans le cadre d'organisations communautaires à l'intersection de la cosmologie et de l'organisation bureaucratique des

⁴⁸⁸ K. Allen, *The Hold...*, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁸⁹ P. Gelles, *ibidem*, p. 99.

⁴⁹⁰ Ina Rösing, *Rituales para llamar la lluvia. Rituales colectivos de la Región Kallawayá en los Andes Bolivianos*, La Paz, Los Amigos del Libro-Mundo Ankari, 1996.

⁴⁹¹ Voir Jean-Loup Amselle, *L'Occident décroché. Enquête sur les post-colonialismes*, Paris, Stock, 2008.

⁴⁹² Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2006, p. 497.

territoires, et qui se seraient reproduites depuis l'époque inca⁴⁹³. De façon plus générale, l'ethnohistoire andine s'inscrit depuis John Murra⁴⁹⁴ dans l'idée d'une continuité entre les cultures précoloniales et les sociétés paysannes et indigènes actuelles. Olivia Harris remarque ainsi que « Murra partage avec beaucoup d'indigénistes la croyance que les paysans indigènes d'aujourd'hui sont les héritiers des civilisations passées et que la Conquête n'a pas entièrement détruit leurs réalisations. En effet, son expression préférée pour décrire cela est "l'invasion européenne", ce qui permet d'accentuer le caractère provisoire et inachevé de l'hégémonie européenne dans les Andes. Il s'est attaché à montrer la profondeur et la durabilité d'un certain nombre d'institutions andines, spécialement en relation avec leur compréhension et leur exploitation de l'environnement si particulier des vallées tropicales⁴⁹⁵ ». Le transfert en milieu urbain, lieu par excellence de contact avec la « modernité » (et ses produits), est-il susceptible de rompre cette continuité ?

Chez les populations indigènes ayant migré en milieu urbain, les dispositions à l'échange marchand et l'intégration au marché du travail (formel ou informel) s'éloignent de la vision du monde selon laquelle les relations de l'homme à la nature s'inscrivent dans une logique de la réciprocité⁴⁹⁶. Cet écart peut accréditer l'idée d'une désagrégation de la culture dite « traditionnelle » dans un contexte soumis aux forces du marché et des valeurs « modernes ». Une telle interprétation repose toutefois sur une vision idéalisée de la cosmologie et de la communauté aymaras car, on le verra, celles-ci sont loin d'être incompatibles avec l'idée et les pratiques de l'échange marchand. L'idéologie communautariste partage avec les théories de la « modernité capitaliste », qu'elles soient d'inspiration marxiste ou néolibérale, la vision d'une destruction des cultures traditionnelles par l'intrusion du marché concurrentiel et des valeurs consuméristes, à la

⁴⁹³ Voir Paul Gelles, Rutgerd Boelens, « Water, community and identity: The politics of cultural and agricultural production in the Andes », in T. Salman, A. Zoomers (dir.), *Imaging the Andes*, op. cit., p. 123-144.

⁴⁹⁴ Voir John V. Murra, « El aymara libre de ayer », in Xavier Albó (dir.), *Raíces de America. El mundo aymara*, Madrid, Alianza Editorial-Unesco, 1988, p. 51-74.

⁴⁹⁵ O. Harris, *To Make the Earth...*, op. cit., p. 7.

⁴⁹⁶ Voir entre autres Dominique Temple *et al.*, *Las estructuras elementales de la reciprocidad*, La Paz, Plural, 2003.

différence qu'elle ne voit pas cette destruction comme irréversible : les cultures traditionnelles subsisteraient sous l'hégémonie occidentale, et la capacité de résistance des peuples opprimés permettrait aujourd'hui de les réhabiliter⁴⁹⁷. Cette position recoupe à la fois les théories postcoloniales et la thèse de l'indigénisation de la modernité – même si cette dernière ne fait pas de la continuité culturelle une sorte de pont jeté un peu miraculeusement entre les époques, mais le résultat du développement des rapports sociaux traditionnels par l'incorporation des éléments étrangers dans les schèmes culturels locaux.

La thèse de l'indigénisation de la modernité rejoint ici une vision de la continuité culturelle qui, dans le cas des communautés et des villes andines, tend à réifier les cultures originaires, subsumées sous la catégorie de *lo andino*⁴⁹⁸ (« l'andin, ce qui appartient aux Andes »). On peut ainsi lire sous la plume de l'anthropologue Xavier Albó que « le monde aymara, composante du monde andin, est un des peuples témoins qui ont le mieux conservé leur vitalité. [...] Paradoxalement, l'invasion espagnole et l'instauration d'un régime colonial ont facilité d'une certaine manière la consolidation d'un groupe s'identifiant spécifiquement comme aymara, grâce à une triple fixation, sociale, géographique et linguistique. Avec le système colonial, la grande multiplicité de seigneuries et de groupes ethniques précolombiens, qui avait été respectée par l'expansion inca, s'est trouvée réduite par les conquistadors à une masse sociale amorphe, identifiée par l'étiquette uniforme de l'indianité. [...] Au même moment, le système colonial a figé plus clairement la localisation géographique de chaque groupe ethnique, le réduisant à un nombre limité de villages [...]. Ce système colonial a facilité l'identification collective de ceux qui vivaient dans une même région. Comme le dit l'historien Thierry Saignes, l'identification collective n'a plus été assurée par la filiation mais par le lieu de résidence⁴⁹⁹ ».

Dans une même perspective, Robert Dover, introduisant un recueil de textes sur la persistance des cosmologies andines, affirme

⁴⁹⁷ Voir M. Sahlins, *La Découverte...*, *op. cit.*, p. 273-274.

⁴⁹⁸ Voir O. Harris, *To Make the Earth...*, *op. cit.*, p. 10.

⁴⁹⁹ Xavier Albó, « Introducción », in X. Albó (dir.), *Raíces...*, *op. cit.*, p. 22.

que les communautés locales gardent leur spécificité après cinq cents ans d'exposition forcée au système de pensée occidental. Cette préservation de l'« authenticité » serait en particulier facilitée par la capacité de la cosmologie andine à intégrer des éléments extérieurs : « Un discours cosmologique continu et persistant mène non à l'émergence d'un nouvel ordre social mais à un ordre social qui ne cesse de se manifester comme un phénomène spécifiquement andin. [...] Il y a une continuité structurelle dans la cosmologie andine à travers les éléments culturels non andins qui deviennent systématiquement andins. L'authenticité est une interprétation possible du *statu quo* culturel. C'est aussi un objectif du discours cosmologique par lequel les éléments culturels non andins deviennent des symboles manipulables dans la structure de la cosmologie andine⁵⁰⁰. » Les communautés indigènes auraient donc la capacité de s'adapter continuellement au changement et à l'intrusion de cultures extérieures grâce à la persistance d'une cosmologie sans cesse réinterprétée et authentifiée comme spécifiquement andine. L'accent est alors mis sur les processus d'appropriation : « Parler de la persistance d'éléments précolombiens dans la culture des peuples andins n'est cependant pas suffisant pour expliquer pourquoi les communautés andines demeurent andines dans leur perception d'elles-mêmes et des autres. [...] La question de savoir quels motifs cosmologiques persistent est moins importante que celle de savoir comment ils persistent et de quelle façon ils entrent en relation avec le système cosmologique⁵⁰¹. »

⁵⁰⁰ Robert Dover, « Introduction », in Robert Dover *et al.*, *Andean Cosmologies through Time. Persistence and Emergence*, Bloomington, Indiana University Press (p. 1-16), 1992, p. 2.

⁵⁰¹ Deux textes du livre coordonné par Dover permettent d'explicitier ce point. Jeannette Sherbondy (p. 46-66) montre comment, dans le cas de l'Empire inca, une cosmologie plaçant l'eau à l'origine de la communauté a permis de définir non seulement une légitimation de la domination politique mais aussi une politique d'organisation de l'espace autour des unités communautaires, limitées par des frontières naturelles permettant la circulation de l'eau. Ce lien entre la cosmologie et l'organisation communautaire de l'*ayllu* est analysé par Gary Urton (p. 229-266) non comme la reproduction mécanique de l'adhésion à la tradition mais comme un travail de négociation de valeurs contradictoires (le communalisme de la propriété des terres et les différences au sein du groupe), travail de négociation engendrant la participation à la vie collective et à ses contraintes.

La persistance de la cosmologie aymara ne peut ainsi être pensée qu'en termes de continuité culturelle⁵⁰², comme le fait Marshall Sahlins avec sa théorie de l'indigénisation de la modernité : « Le capitalisme occidental a déchaîné sur le monde des forces considérables de production, de coercition et de destruction. Pourtant, et précisément parce qu'on ne peut leur résister, les relations et les biens du système global prennent aussi des places significatives dans l'ordre local des choses. Lorsque cela se produit, les changements historiques de la société locale restent en continuité avec le schème culturel précédent. [...] Les peuples indigènes luttent pour intégrer leur expérience au système mondial dans un système logiquement et ontologiquement plus englobant : leur propre système du monde⁵⁰³. » Cette prééminence accordée à la culture sur les processus sociaux suppose que l'appropriation des marchandises et des modes de vie occidentaux par les communautés indigènes s'accompagne de « la réaffirmation de principes cosmogoniques qui auraient traversé l'histoire en endossant des habits neufs⁵⁰⁴ ». Ce modèle explicatif traduirait une nouvelle organisation planétaire : « Unifié par l'expansion du capitalisme occidental au cours des derniers siècles, le monde est aujourd'hui re-diversifié par les adaptations indigènes au rouleau compresseur de la globalisation⁵⁰⁵. » La résistance des sociétés non occidentales à la globalisation opérerait un détournement de la signification culturelle des marchandises qui ne serait pas incompatible avec la coexistence du capitalisme des sociétés traditionnelles : la résistance des peuples indigènes devient alors pour le moins difficilement explicable, à « postuler *a priori* que la cosmologie est encore et toujours au poste de pilotage, qu'elle détermine l'orientation du rapport aux marchandises⁵⁰⁶ ».

⁵⁰² Voir Jonathan Friedman, « No history is an island. An exchange between J. Friedman and M. Sahlins », *Critique of Anthropology*, 8 (3), 1988, p. 7-39 ; du même auteur, « The past in the future: History and the politics of identity », *American Anthropologist*, 94 (4), 1992, p. 837-859 ; Adam Kuper, *Culture. The Anthropologists' Account*, Cambridge, Harvard University Press, 1999.

⁵⁰³ M. Sahlins, *La Découverte...*, *op. cit.*, p. 206-207.

⁵⁰⁴ A. Babadzan, « L'«indigénisation de la modernité?... » », art. cit. p. 111.

⁵⁰⁵ M. Sahlins, *La Découverte...*, *op. cit.*, p. 317.

⁵⁰⁶ A. Babadzan, « L'«indigénisation de la modernité?... » », art. cit. p. 111.

Une vision idéalisée des communautés indigènes

Pour étudier dans quelles conditions une continuité entre schèmes cosmologiques et attitudes économiques serait possible, c'est sur les schèmes de pensée « en étroite correspondance » avec l'organisation sociale, pour reprendre l'expression de Lévi-Strauss, qu'il faut tout d'abord revenir. Les rapports entre les populations indigènes de l'Altiplano bolivien et la nature qui constitue le cadre du cycle productif sont généralement présentés comme régis par une logique du don et de la réciprocité –considérée comme étrangère à une logique économique de type capitaliste⁵⁰⁷. Cette image « traditionnelle » des communautés aymaras est désormais mobilisée pour justifier la gratuité d'un droit à l'eau pour tous (qui n'existe pourtant pas dans ces communautés⁵⁰⁸), dans le cadre plus général d'un retour à une relation harmonieuse des hommes et de la nature mais aussi des hommes entre eux au sein d'une communauté « originaire » reconstituée. On trouve ainsi, en juin 2009, sur le site du ministère bolivien de l'Eau et de l'Environnement : « Le gouvernement lance la campagne "Protégeons la Pachamama" (la Terre mère), en écho au discours d'Evo Morales aux Nations unies le 22 avril de la même année, lors duquel le chef de l'État plurinational de Bolivie a promu les "droits de la Terre", en application du principe aymara consistant à "vivre en harmonie avec la Nature". »

C'est cette relation harmonieuse que la colonisation aurait sinon détruite, du moins perturbée et dérégulée. Elle renvoie à un modèle de société qui ne serait pas soumis à la logique économique capitaliste, situé dans les communautés aymaras de l'Altiplano bolivien, dont la colonisation ne serait pas parvenue à détruire totalement les principes d'organisation et dont le contexte politique actuel permettrait la résurgence dans les milieux urbains politisés d'El Alto. L'articulation des rites et des coutumes au sein des

⁵⁰⁷ Voir Simón Yampara Huarachi, « "Economía" comunitaria aymara », in Hans van den Berg, Norbert Schiffrers (dir.), *La cosmovisión aymara*, La Paz, Hisbol-UCB, 1992, p. 143-186 ; Michael Schulte, *Llamereros y caseros. La economía regional kallawaya*, La Paz, PIEB, 1999.

⁵⁰⁸ Dans les communautés, tout droit entraîne des devoirs. Ainsi, pour avoir accès à l'eau, il faut participer aux travaux collectifs, accepter les charges collectives, etc., bref tout à un coût, en énergie, en temps et/ou en argent.

économies et des sociétés rurales constitue encore aujourd'hui l'objet d'étude central d'une anthropologie andine qui aspire toujours à trouver des communautés ayant conservé des principes de fonctionnement hérités de l'époque précoloniale.

Ainsi, on peut lire dans un ouvrage de référence que « les Aymaras utilisent la logique du don pour stimuler de manière symbolique la productivité de leurs travaux annuels, au moment où la terre est froide, dénudée et engourdie par le gel⁵⁰⁹ ». On découvre ainsi que l'eau garde une importance particulière dans les rituels quotidiens ou religieux, qu'il s'agisse de l'inauguration d'un terrain de football ou d'un baptême – dans une grande confusion des usages de l'eau. Mais ce sont surtout les fêtes liées aux cycles productifs qui, à des dates précises (carnaval, Toussaint, jour des Morts, etc.), marquent la vie communautaire. La nourriture, la boisson, les danses et la musique sont alors des ingrédients essentiels de la célébration et de sa conformité aux usages coutumiers. Les nourritures préparées, pas fondamentalement différentes de l'ordinaire mais plus abondantes, font partie des offrandes, qui doivent être suffisamment diverses pour que la fête soit réussie⁵¹⁰. Les fêtes, onéreux moyen d'acquérir du prestige social pour ceux qui les financent, sont censées tirer une grande partie de leur pouvoir de fertilisation de la relation qu'elles établissent avec les puissances tutélaires de la Pachamama, garantie du cycle productif et de son bon fonctionnement. Les obligations rituelles liées à l'eau marquent ainsi les cycles naturels et productifs, qu'il s'agisse des communautés rurales de l'Altiplano ou des quartiers urbains de La Paz et d'El Alto : en août et septembre, des cérémonies sont organisées pour l'arrivée prochaine des pluies, tandis que carnaval reste aujourd'hui encore la fête de l'eau⁵¹¹.

La figure de la Pachamama se situe en fait à l'intersection de la culture indigène du monde rural andin et des projections des autres

⁵⁰⁹ Gerardo Fernández Juárez, *Aymaras de Bolivia, entre la tradición y el cambio cultural*, Quito, Abya-Yala, 2002, p. 8.

⁵¹⁰ Voir Gerardo Fernández Juárez, *El banquete aymara. Mesas y yatiris*, La Paz, Hisbol, 1995.

⁵¹¹ À cette date, les rues des villes et des villages sont le théâtre de batailles d'eau, que les mairies tentent en vain d'interdire.

cultures⁵¹². La vision de la Pachamama comme maternité bienfaitrice (s'appropriant les caractéristiques de la Vierge Marie des évangélisateurs coloniaux, figurée dans la célèbre peinture de la *Madonna del Cerro Rico*, à Potosí) est caractéristique des cultes urbains et créoles actuels, alors que les communautés du présent ou du passé la représentent aussi comme « malicieuse, cupide et menaçante » ; en général, les divinités de la cosmologie aymara ne se réduisent pas à une image positive. Par exemple, la fertilité y cohabite avec la maladie et le danger. Cet écart entre la cosmologie des intellectuels urbanisés et celle des paysans des aires rurales renvoie paradoxalement à l'inscription symbolique de l'identité nationale dans le paysage montagneux : la reconnaissance des populations « originaires » dans la Bolivie contemporaine a contribué à ériger la Pachamama, assimilée à la Terre mère, en emblème des mondes indigènes – des mondes qui sont plus « parlés » par les intellectuels aymaras qu'ils ne parlent eux-mêmes.

Le caractère extérieur aux communautés rurales de cette reconstruction apparaît clairement dans l'étymologie de ce mot aymara, où ne figure pas la notion de Terre mère : *pacha* englobe un large champ sémantique incluant le cycle du temps, de l'espace et de la terre, tandis que *mama* désigne moins la mère que la notion d'autorité, pas spécifiquement féminine dans cette langue. On voit que la représentation de la Pachamama fournie par l'anthropologie andine des rites d'irrigation reprend une vision idéalisée du panthéon indigène qui n'est pas sans liens avec la mystique des « néo-Indiens » reconstruite au Pérou autour de l'Empire inca⁵¹³. Cette idéalisation a pour effet d'occulter les éléments externes (chrétiens, créoles et urbains) assimilés par la cosmologie aymara.

⁵¹² O. Harris, *To Make...*, *op. cit.*, article « The Mythological Figure of the Earth Mother », p. 201-219.

⁵¹³ Sur les « néo-Indiens », voir Jacques Galinier, Antoinette Molinié, *Les Néo-Indiens. Une religion du III^e millénaire*, Paris, Odile Jacob, 2006 ; sur l'invention de néo-rituels *new age* invoquant la Pachamama pour les visiteurs étrangers ou les autorités en Argentine, voir Christophe Giudicelli, Maïté Boullosa, « D'un Indien l'autre. Les avatars de l'identité *diaguita-calchaquí* (Nord-Ouest argentin – XVI^e-XXI^e siècle) », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, Coloquios, 2005, mis en ligne le 19.3.2005, <http://nuevomundo.revues.org/index863.html>.

Critique du dualisme andin

L'organisation sociale associée à la vision traditionnelle de la cosmologie aymara est l'*ayllu*, communauté régie par des principes dualistes. Le dualisme andin se caractérise par la division des communautés en deux moitiés endogamiques, l'une « haute », l'autre « basse », régies par des relations de coopération et de compétition⁵¹⁴. Les fonctions économiques, sociales et religieuses de cette organisation dualiste s'expriment dans les pratiques rituelles, qui assurent une continuité entre le cosmos et les individus⁵¹⁵. Ce dualisme des sociétés aymaras remonterait en fait à l'époque pré-inca : l'espace y était divisé entre les montagnes (en haut : *urco*) et les vallées (en bas : *uma*, terme qui signifie aussi « eau » en aymara), mais comportait toute une série de lieux intermédiaires, dont le lac Titicaca (*taypi*). Cette organisation dualiste se retrouvait dans une série d'oppositions (le haut et le bas, l'homme et la femme, la droite et la gauche, le courage et la peur, la pluie et le vent, etc.) qui régissaient aussi bien des cérémonies que les relations socio-économiques. La domination inca aurait préservé ce dualisme fondamental, tout comme la colonisation espagnole, qui l'aurait inséré dans une vision du monde dichotomique où l'intrusion d'éléments extérieurs est essentielle à la préservation et à la définition de la communauté aymara.

Dans sa critique de l'interprétation dualiste des sociétés d'Amérique du Nord et du Sud, Claude Lévi-Strauss montre que le dualisme est générateur de transformations multiples, parce que en « perpétuel déséquilibre⁵¹⁶ ». Alors que les moitiés sont reliées par tout un réseau de droits et d'obligations mutuelles, ce système exprime, outre cette réciprocité, des rapports de subordination et donc de déséquilibre. Le dualisme apparent de la cosmologie aymara renvoie en fait à un système à trois pôles : le haut (le ciel : *Alaxpacha*), le bas (le monde souterrain : *Manxapacha*) et l'eau (le *taypi* du lac Titicaca), livrée par la Pachamama, qui unit le tout⁵¹⁷. Le dualisme

⁵¹⁴ Pour plus de détails sur le dualisme andin, voir Jacques Malengreau, *Sociétés des Andes. Des empires aux voisinages*, Paris, Karthala, 2000, p. 313-314 ; et une critique détaillée dans Franck Poupeau, « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité », *L'Homme*, 198-199, 2011, p. 247-276.

⁵¹⁵ Voir Thérèse Bouysse-Cassagne, « L'espace aymara : *urco* et *uma* », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 33 (5-6), 1978, p. 1057-1080 ; *La identidad aymara. Aproximación histórica (siglo XV-siglo XVI)*, La Paz, Hisbol-IFEA, 1987.

⁵¹⁶ Claude Lévi-Strauss, « Les organisations dualistes existent-elles ? », in *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958 (p. 147-180), p. 158. Voir aussi « L'idéologie bipartite des Amérindiens », in *Histoire de lynx*, Paris, Plon, 1991 p. 312.

⁵¹⁷ Pour un prolongement de cette critique, voir Olivia Harris, « De l'asymétrie au triangle. Transformations symboliques au nord de Potosí », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 33, 5-6, 1978, p. 1108-1125. L'espace des communautés

asymétrique des sociétés aymaras de l'Altiplano se retrouve dans les rites de fertilité et d'irrigation, comme celui décrit par Alfred Métraux qui met en scène un crapaud, animal assurant la médiation entre la terre sèche et le ciel à travers un cycle propre : sentant la chaleur du soleil, l'animal va crier pour demander la pluie⁵¹⁸. De même, les *mesas* ne sont pas seulement des offrandes culinaires mais des rites sacrificiels : un animal (lama, cochon, etc.) est symboliquement substitué à l'homme pris entre les menaces « cannibales » des divinités célestes et terrestres ; la disposition de chaque *mesa* reflète un ordre cosmologique, dans une structure asymétrique qui place en son milieu un élément symbolisant la Pachamama.

L'eau comme médiation et forme d'échange

Dans le domaine de la gestion de l'eau, il est donc possible d'interpréter les rituels comme des façons de rétablir l'équilibre du cycle productif, sans cesse bousculé par le « jeu des moitiés ». Les rites d'irrigation et, plus largement, ceux destinés à faire venir la pluie pour rétablir la fertilité de la terre s'inscrivent dans une écologie de la circulation des eaux, où celles-ci jouent un rôle intermédiaire entre les deux moitiés du monde (et ses principes d'organisation), dont le déséquilibre perpétue le cycle vital. Les rites d'irrigation peuvent aussi être associés à la définition d'une identité ethnique locale, au moins depuis la colonisation espagnole⁵¹⁹. Si la cosmologie aymara se présente sous la forme d'un dualisme asymétrique laissant la place à un échange avec la Pachamama dans lequel l'eau constitue un élément intermédiaire (le *taypi*), sa dynamique propre (liée au caractère concentrique du dualisme) a donc des effets sur le fonctionnement

laymis étudiées se réalise à travers une division des moitiés haute et basse, organisées chacune en trois sous-groupes. Cela révèle une adhésion ancienne au principe triadique : chaque sous-groupe comprend divers étages écologiques dans lesquels il existe une collaboration entre parents proches ; les fêtes annuelles sont célébrées en l'honneur du saint de chaque sous-groupe. Cette organisation économique, politique et rituelle s'intègre symboliquement dans des rapports sociaux asymétriques au sein de la famille, où la division entre hommes et femmes reproduit celle qui sépare les hautes terres générant l'autorité et les basses terres fertiles : le dualisme est lié à « l'asymétrie de rapports humains concrets », qui se résout, dans les rituels de labour, de toiture ou de noces, par une organisation tripartite rééquilibrant les éléments entre eux.

⁵¹⁸ Voir Thérèse Bouysse-Cassagne (avec la collaboration de Philippe Bouysse), *Lluvias y cenizas. Dos Pachacuti en la historia*, La Paz, Hisbol, 1988, p. 93-94.

⁵¹⁹ Voir P. Gelles, *Agua y poder...*, *op. cit.*, p. 104.

communautaire. Les couples d'opposition de la cosmologie et de l'organisation sociale aymara associent « des termes antagonistes, et constitutifs d'une hiérarchie symbolique », comme l'explique Nathan Wachtel⁵²⁰. Ces systèmes d'oppositions complémentaires se matérialisent dans l'*ayni**, l'entraide réciproque, qui constitue la base des liens communautaires au sein du travail productif. Les membres d'un même *ayllu* échangent des quantités de travail en principe identiques, mais différées dans le temps, ce qui crée un équilibre toujours instable entre les parties : « C'est le modèle de la réciprocité (en fait inégale) qui justifie les prestations des membres de l'*ayllu* [...] et qui inspire les offrandes des hommes aux dieux (lesquels accordent à leur tour la fécondité des champs et des troupeaux). » On est loin ici de la vision idyllique de la réciprocité communautaire érigée en alternative à la modernité capitaliste.

Cette critique du dualisme aymara ouvre à une caractérisation des communautés et des cultures andines échappant à la conservation du « traditionnel » pour montrer leur travail de transformation et d'appropriation des éléments extérieurs. Thomas Abercrombie, dans son étude sur la « politique du sacrifice » chez les Aymaras, analyse ainsi les fondements mythiques de la cohésion communautaire⁵²¹ : de même que l'image de l'Indien païen a servi à légitimer l'ordre colonial, de même les dieux de la conquête, définis comme pouvoirs extérieurs, ont été utilisés pour consolider l'ordre indigène – le renvoi à l'autre étant essentiel à la définition de chacun des ordres. La colonisation espagnole a en effet imposé de nouveaux districts administratifs dans les Andes, les *reducciones*, tout en créant de nouveaux rituels à travers lesquels la population devait exprimer publiquement sa soumission au pouvoir colonial⁵²². La thèse

⁵²⁰ Nathan Wachtel, *Le Retour des ancêtres. Les Indiens Urus de Bolivie. XX^e-XVII^e siècle. Essai d'histoire régressive*, Paris, Gallimard, 1990, p. 565.

⁵²¹ Voir Thomas Abercrombie, *The Politics of Sacrifice: An Aymara Cosmology in Action*, Ph. D. Thesis, University of Chicago, 1986.

⁵²² Voir William Carter, Xavier Albó « La comunidad aymara: un mini-Estado en conflicto », in X. Albó (dir.), *Raíces...*, *op. cit.*, p. 451-494 ; Tristan Platt, Thérèse Bouysse-Cassagne, Olivia Harris, *Qaraqara-Charka: Mallku, Inka y Rey en la « Provincia de Charcas » (siglos XV-XVII). Historia antropológica de una confederación aymara*, La Paz, IFEA-Plural-University of St Andrews-University of

d'Abercrombie est donc que les unités ethniques modernes sont le produit de la réappropriation des stratégies administratives imposées dans le contexte colonial, tels les redécoupages spatiaux, la gestion de la main-d'œuvre indienne et l'implantation d'institutions religieuses. Ce détournement des instruments de l'hégémonie coloniale à des fins de résistance politique et culturelle explique en partie les rebellions sporadiques, mais elle a surtout une dimension plus quotidienne : « Ce qu'on nomme les "rituels synchrétiques", comme par exemple les "systèmes de charges festives" (*cargos*), permet de résister à l'hégémonie tout en la reproduisant. Dans les sociétés coloniales, la conquête n'est pas un événement singulier. La confrontation de systèmes culturels distincts est régulièrement recréée sur des formes rituelles en tant que *locus* de leur articulation historique. Elle préserve les formes de l'intervention coloniale tout en produisant les individus qui définissent les termes de l'articulation entre les ordres locaux et globaux⁵²³. »

En ce qui concerne l'organisation sociale correspond aux schèmes cosmologiques, il faut se rappeler que la plupart des villages et des groupes ethniques de l'Altiplano bolivien n'existaient pas à l'arrivée des Espagnols dans le Haut-Pérou : les *ayllus* étaient intégrés dans des chefferies plus vastes, organisées sur le modèle dualiste aménagé par l'Empire inca. La colonisation espagnole a imposé des politiques territoriales qui ont divisé ces royaumes originels en *reducciones*, et ces nouveaux districts administratifs ont perduré jusqu'aujourd'hui sous la forme de bourgades. On peut donc remarquer ici que, si les communautés « traditionnelles » d'aujourd'hui sont dans la continuité d'un passé, c'est celui de la colonisation et des formes d'organisation sociale qui en sont issues, et non celles de l'époque précoloniale. Cette réorganisation spatiale favorisait à la fois le recrutement pour le travail et l'évangélisation : « C'est seulement dans l'espace domestique d'une bourgade, et non dans un espace ouvert et sauvage, que pouvait s'exercer une "bonne

London-Inter-American Foundation-Cultural Foundation of the Bolivian Central Bank, 2006.

⁵²³ Thomas Abercrombie, « Ethnogenèse et domination coloniale », *Journal de la Société des américanistes*, 76 (1), 1990 (p. 95-104), p. 99.

police” (au sens de “bonnes administration et mœurs”), sous la constante vigilance des autorités⁵²⁴. »

Le principe d’organisation du dualisme asymétrique accompagne alors les mythes qui assignent à la société aymara une situation « entre deux mondes » : « Dans les rites calendaires de K’ulta [village de l’Altiplano bolivien], les titulaires des *cargos* viennent à la bourgade et à l’église diocésaine pour adorer un ensemble de divinités apparemment chrétiennes, lesquelles résident dans l’*Alaxpacha* (le ciel). Ici se trouvent le Christ (qui est identifié avec le soleil), la Vierge (identifiée avec la lune), et un ensemble de saints, réfractations du soleil et de la lune qui incarnent le pouvoir représenté par l’éclair (comme médiateur entre le ciel, cette terre et le monde souterrain, *Manxapacha*). Un mythe de K’ulta décrit l’arrivée de ce Christ solaire dont le caractère de dominateur étranger aux autochtones andins lui permet de fonder le cosmos actuel, rendant possible une humanité complètement sociale. Le mythe identifie les ancêtres préchrétiens à d’autres groupes autochtones (appelés Chullpas) qui vivent dans l’obscurité [...]. Le Christ solaire arrive sous forme d’homme : les Chullpas (habitants autochtones des vallées) échouant à le tuer et l’enterrer, il monte au ciel, dessèche ou brûle les Chullpas, et les relègue dans le monde inférieur récemment créé (*Manxapacha*). Le mythe décrit donc l’affrontement de forces qui aboutit à l’expulsion centrifuge des Chullpas vers des zones de l’autre monde, ouvrant par cette tension un espace vide dans lequel la société aymara peut être reconstituée. [...] Dans le mythe, une opposition entre obscurité et lumière, parallèle à celle entre humidité/froid et sécheresse/chaleur, est transposée et étendue à des zones opposées de l’autre monde. À présent, les habitants de K’ulta doivent vivre *dans un “entre deux zones”* de ce cosmos hiérarchiquement réglé⁵²⁵. »

Le récit du bannissement des forces opposées du monde de K’ulta renvoie à la construction d’une identité ethnique locale définissant à la fois « l’Indien païen du passé » (nécessaire à la définition de la société coloniale) et « l’étranger conquérant chrétien, espagnol déifié » qui domestique les Chullpas. Cet affrontement est

⁵²⁴ T. Abercrombie, *ibidem*, p. 100.

⁵²⁵ T. Abercrombie, « Ethnogenèse... », art. cit., p. 100-101.

constitutif d'une identité de « l'entre-deux » propre aux communautés, qui se manifeste de façon particulièrement claire dans les rituels. Ceux qui sont exécutés dans les bourgades issues des *reducciones* sont orientés vers les divinités chrétiennes du ciel, tandis que ceux des hameaux environnants sont tournés vers les divinités de *Manxapacha* : « Dans cette perspective, la structure séquentielle des rituels au niveau des “moitiés” peut être perçue comme modelant (et définissant) la structure de la confrontation entre l'ordre indigène et l'État colonisateur. [...] Cette opposition entre bourgade centrale et périphérie, qui enrichit le schème cosmologique d'ensemble, renvoie à une notion de formation politique et sociale apparemment partagée par les habitants des Andes préhispaniques et par les conquérants. Des sources linguistiques anciennes attestent en effet l'identification par les Aymaras du peuple autochtone (les Chullpas) à ses descendants supposés, les chasseurs et pêcheurs [des groupes ethniques] urus et choquelas, assimilés aux animaux sauvages et aux oiseaux et vivant tous en dehors des frontières de la “communauté” hiérarchique de “seigneurs et vassaux”. Ici, les notions indigènes et espagnoles de *civitas* paraissent donc converger⁵²⁶. »

Il devient difficile, dès lors, de parler d'une indigénisation de la modernité au sens de Marshall Sahlins. Les « schèmes culturels » andins ne s'approprient en effet les éléments extérieurs que dans la mesure où ceux-ci possèdent des structures communes –la division chrétienne du cosmos en trois parties et la sainte trinité, en particulier, s'adaptent particulièrement bien au dualisme asymétrique décrit précédemment. Et, dans certains rites aymaras, le pouvoir de fertilité de la terre est recherché sous la protection d'un saint, dans un processus de « superposition d'un culte chrétien à un autre plus ancien⁵²⁷ ».

Monnaie et communautés

Les rites de K'ulta commencent par un sacrifice de lamas destiné à concilier les pouvoirs de fertilité des divinités du *Manxapacha*. Le

⁵²⁶ T. Abercrombie, « Ethnogenèse... », art. cit., p. 102.

⁵²⁷ Thérèse Bouysse-Cassagne, Olivia Harris, Tristan Platt, Verónica Cereceda, *Tres reflexiones sobre el pensamiento andino*, La Paz, Hisbol, p. 49.

banquet et les danses qui ont lieu ensuite visent à faire se rencontrer les « moitiés » et les zones cosmiques auxquelles elles sont associées, reconstituant une totalité qui n'est autre, selon Abercrombie, que « l'expression de l'hégémonie coloniale ». Ni les divinités indigènes ni les divinités célestes chrétiennes ne sont alors l'objet d'une totale identification ou d'un total rejet : ces éléments cosmologiques opposés sont aussi complémentaires, et leur association figure la relation entre les groupes ethniques et le pouvoir colonial. À l'image des libations, les usages rituels de l'eau jouent un rôle d'intermédiaire entre les sociétés et les pouvoirs (divins et politiques) qui permettent à la communauté d'exister – ils échappent à la logique du don pour entrer dans le cadre de ce qu'Alfred Métraux avait appelé une « économie de prestige⁵²⁸ » reliant les hommes et les dieux. L'eau, qui est la finalité de l'échange symbolique, en est aussi le vecteur et le moyen. Dans les rites comme dans la cosmologie, l'eau n'est pas classée d'un côté ou de l'autre des schèmes dualistes, mais entre les deux « moitiés » du monde, comme un élément les unissant ; elle relève ainsi de la Pachamama, elle-même définie comme « point de rencontre maximal entre les deux mondes⁵²⁹ ». Le prix des offrandes faites à la Pachamama dans l'organisation sociale et symbolique des sociétés aymaras permet de cerner un peu plus les limites de la thèse de l'indigénisation de la modernité appliquée à l'Altiplano bolivien.

Une analyse de la signification de l'argent dans les communautés du nord du département de Potosí permet de déconstruire une certaine perception commune de l'économie andine : « La tendance à idéaliser les mondes andins trouve aujourd'hui son expression dans la vision de Tawantinsuyu (l'Empire inca) comme un État sacré et harmonieux dans lequel l'exploitation était minimisée à travers la relation réciproque entre gouvernants et gouvernés, par opposition aux désirs mercenaires des Européens pour la richesse qui leur ont fait saccager les lieux sacrés. [...] Depuis que Murra a analysé les formes clés de l'économie inca, l'argent et le marché ont été utilisés par beaucoup comme un symbole de la domination

⁵²⁸ Alfred Métraux, *Religions et magies indiennes d'Amérique du Sud*, Paris, Gallimard, 1967, p. 246.

⁵²⁹ T. Bouysse-Cassagne *et al.*, *Tres reflexiones...*, *op. cit.*, p. 53.

européenne et de la rupture avec le passé andin. Le contraste entre les économies monétaires et non monétaires s'enracine aussi dans la structure de la discipline anthropologique, qui s'est articulée autour de ce type d'oppositions. [...] Il y a alors un glissement courant de la monnaie au mal ou au non-naturel. [...] Depuis que la monnaie est assimilée aux intérêts individuels par opposition à ceux de la communauté, il est facile de voir qu'elle est aussi posée en antithèse du sacré⁵³⁰. » L'opposition entre l'*ayllu* et le marché apparaît ainsi comme une construction politique (remontant à l'époque républicaine), puisque non seulement les populations indigènes participaient à l'économie locale⁵³¹, mais ce sont en réalité les intermédiaires créoles et les propriétaires terriens locaux qui tentaient d'empêcher leur accès aux échanges monétaires⁵³². Si l'on se réfère à l'organisation verticale de l'économie andine, où chaque unité sociale a accès à l'ensemble des zones écologiques (Altiplano et vallées tropicales principalement), la circulation des marchandises dans l'économie paysanne était en effet assurée par les membres de l'*ayllu* et non par des intermédiaires ; la monnaie était utilisée pour des paiements internes et des crédits entre les différentes parties de chaque unité sociale, dont la spécialisation dépendait de l'étage écologique.

Si cette analyse de la monnaie dans les pays andins rejoint les théories de Karl Polanyi sur l'imbrication de l'économie et du social⁵³³, elle s'écarte distinctement de leur utilisation dans les premiers travaux de Marshall Sahlins sur le fonctionnement de l'économie domestique⁵³⁴ : « Le paradoxe apparent par lequel le médium impersonnel de la monnaie est réduit aux relations qui ne sont pas exclusivement économiques mais fondées dans la complexité des liens de parenté, alors que les échanges avec les étrangers prennent la forme du troc le plus élémentaire, est une façon d'éviter que l'argent liquide dissolve les autres types de relation économique. Il faut

⁵³⁰ O. Harris, *To Make the Earth...*, *op. cit.*, p. 54-55.

⁵³¹ Voir Carlos Sempat Assadourian, *El sistema de la economía colonial. Mercado interno, regiones y espacio económico*, Lima, Nueva Imagen, 1982.

⁵³² Voir S. Rivera Cusicanqui, « La expansión del latifundio... », art. cit.

⁵³³ Voir Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

⁵³⁴ Voir Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.

questionner l'idée selon laquelle une échelle de réciprocité allant de la générosité indéfectible à l'échange immédiat de biens équivalents est directement corrélée avec une échelle de relations sociales allant des proches parents jusqu'aux étrangers. Ce modèle, présenté de façon persuasive par Marshall Sahlins, a été jugé utile dans d'autres régions des Andes. Pour comprendre l'économie du nord du Potosí, elle a une valeur plus limitée : en pratique les relations de largesse les plus réussies et les plus durables se réalisent souvent entre les gens les plus éloignés. [...] La parenté, reproduite à travers l'endogamie [qui caractérise l'*ayllu*], est une condition de la perpétuation de l'économie ethnique dans sa forme présente⁵³⁵. » Cette économie ethnique a certes subi des transformations depuis le XVI^e siècle, mais des enquêtes menées depuis les années 1970 dans le nord du Potosí ont aussi révélé des éléments de continuité au sein des petites unités contrôlant encore la terre⁵³⁶. Par ailleurs, cette économie accordait une valeur symbolique particulière à la monnaie, qu'elle situait dans le domaine de la fertilité et donc de la Pachamama ; renvoyant à une dimension sacrée qui existait déjà dans l'Empire inca, la monnaie faisait l'objet de libations célébrant les diverses formes de prospérité en général. Dans le nord du Potosí, le lien entre la monnaie et les mines renforçait cette valeur. C'est du reste par l'acheminement des pommes de terre dans les centres miniers que la monnaie entrait en retour dans l'économie ethnique. Finalement, la monnaie n'était pas perçue comme un élément étranger ou menaçant, mais comme faisant partie d'un ensemble de rapports sociaux permettant à la communauté de fonctionner.

Cette absence de réticence à l'égard de la monnaie montre que c'est en réalité l'idéologie du don et de l'équale réciprocité qui peut être analysée en termes de discontinuité avec les cultures andines (en particulier la culture aymara) : l'introduction du marché ne provoque pas une rupture aussi radicale dans l'organisation communautaire que les schèmes d'analyse habituels, opposant tradition et modernité, pourraient le laisser croire. Ce n'est pas la monnaie qui a rendu obsolète la logique locale de l'économie ethnique ; au contraire, la

⁵³⁵ O. Harris, *To Make the Earth...*, *op. cit.*, p. 133-134.

⁵³⁶ O. Harris, *Ibid.*, p. 113-114.

culture aymara a intégré l'idée et les pratiques de l'échange marchand – à une condition que la thèse de l'indigénisation de la modernité ne mentionne pas : les formes de la culture locale étaient prédisposées à incorporer ces éléments étrangers. On pourrait objecter à cette analyse l'absence d'insertion de l'économie paysanne communautaire sur le marché national, particulièrement en matière de nourriture ; ce serait oublier que l'économie bolivienne, polarisée autour des centres miniers et des villes, a développé ses propres circuits d'échange : à côté de l'économie ethnique des communautés rurales, dont les produits n'étaient que peu consommés si ce n'est par les plus pauvres, les biens de consommation les plus courants provenaient d'autres régions, voire de l'étranger. Les produits paysans locaux étaient principalement vendus à l'échelle domestique des *ayllus*, sauf en cas de réquisition pour cause de pénurie. Il faut donc plutôt voir dans cette absence d'insertion de l'économie paysanne le résultat des politiques menées par les administrateurs des villes pour maintenir un bas prix des produits locaux destinés à la reproduction de la main-d'œuvre urbaine⁵³⁷. On peut par conséquent penser que, s'il y a continuité entre le présent et l'économie des communautés « traditionnelles », ce n'est pas en raison d'une capacité spontanée des cultures locales à résister ou à assimiler, mais au contraire parce que les formes culturelles locales pouvaient recevoir ces éléments étrangers qui se sont révélés homologues, du point de vue aussi bien des principes cosmologiques que de l'organisation économique. Un examen du passage du monde rural aux sociétés urbaines constituées par les migrants aymaras depuis le début du siècle permet de vérifier cette hypothèse en précisant les conditions sociales dans lesquelles une telle continuité s'avère possible.

Cette interprétation de l'économie ethnique interroge donc les conditions d'appropriation de la mondialisation capitaliste par les populations « originaires ». Les formes d'existence et d'organisation collectives aymaras, marquées à la fois par la référence à l'origine rurale des familles de migrants et par l'aspiration durable à des modes de vie urbains, ne sont pas sans effets sur les visions du monde et les identités ethniques qui y sont associées. Mais, plutôt que de

⁵³⁷ O. Harris, *To Make the Earth...*, *op. cit.*, p. 135.

présupposer une résistance purement culturelle des populations indigènes à la mondialisation capitaliste (comme Sahlins), il faut considérer que la transmission et la reproduction des schèmes culturels obéissent à des conditions sociales qui ont moins à voir avec la permanence de cosmologies indigènes qu'avec la promotion de « politiques de la tradition⁵³⁸ » dans un contexte où la réhabilitation des cultures « originaires » devient une idéologie d'État, promue par des gouvernements libéraux (1994-2005) ou orientés vers le « socialisme communautaire » (depuis 2006).

Du rural à l'urbain : une solidarité paradoxale

Si, au sein du monde rural, la communauté constitue sans doute encore l'horizon des schèmes de pensée et des pratiques sociales des individus, l'assemblage de familles relativement autonomes économiquement sur un même territoire (culture des sols, irrigation, lieux de culte, espaces publics destinés aux assemblées communautaires, etc.) suffit à former un *ayllu* dès lors qu'il y a un partage des tâches pour certains services : construction d'écoles et d'églises, travail agricole, etc. Mais, à l'époque contemporaine, ces mêmes relations définissent une solidarité d'autant plus paradoxale que la propriété de la terre n'est plus déterminée de façon aussi collective que lors des décennies passées. Compétition pour les positions de pouvoir (dirigeant de communauté ou de syndicat), défiance des « bases » envers les dirigeants, pourtant soumis à la rotation des charges, conflits inter et intra-communautaires sur les frontières des terres communales ou des propriétés⁵³⁹ sont autant d'éléments qui contredisent le « mythe du service à la communauté » – un service qui relève bien plutôt de l'« individualisme de groupe⁵⁴⁰ ». Ce factionnalisme propre aux communautés aymaras, dont un des ressorts est la lutte pour les ressources naturelles que sont la terre et l'eau, fait de la solidarité bien moins l'effet de

⁵³⁸ Voir A. Babadzan, *Le Spectacle de la culture...*, *op. cit.*

⁵³⁹ Voir Claude Le Gouill, « *Je ne suis pas ton compagnon mon frère* ». *Ayllus, syndicats et métis : construction de l'altérité et changement social dans le Nord Potosí, Bolivie*, thèse de sociologie, sous la direction de Christian Gros, Paris III, 2013.

⁵⁴⁰ Xavier Albó, *Pueblos indios en la política*, *op. cit.*, p. 16-35.

« représentations collectives » que le produit d'une série de contraintes communes, l'obligation d'assister aux assemblées et aux mobilisations, par exemple.

Ces paradoxes du communautarisme aymara ne peuvent que s'intensifier avec le bouleversement des relations sociales suscité par la crise du monde rural et par la migration en milieu urbain, porteur d'un contingent d'insécurité linguistique, culturelle ou sociale, de précarité économique et d'aspirations nouvelles en termes d'équipements et de styles de vie⁵⁴¹. Lors des dernières décennies, les sociétés rurales de l'Altiplano bolivien se sont en effet trouvées confrontées à d'importantes transformations : le processus de parcellisation issu de la réforme agraire de 1953 a posé, une génération plus tard, des problèmes de succession au sein des familles pauvres ; la restructuration des circuits de production et de distribution agricoles, détenus par quelques familles seulement, a accru le manque de productivité des parcelles individuelles ; le changement climatique, qu'il s'agisse des effets croissants d'El Niño dans les années 1980 ou des sécheresses répétées.

Autant de facteurs qui ont produit une migration massive des populations rurales vers les villes. Les migrants aymaras ont quant à eux ajusté la « culture aymara » à leurs nouvelles conditions d'existence⁵⁴², notamment du fait des possibilités (et des promesses, rarement réalisées cependant) offertes par la vie urbaine en termes de services, de confort ou d'ascension sociale – un culture « métisse » désormais désignée comme *chola*.

Il faut donc, là encore, se garder d'une vision figée des relations entre cosmologie indigène et organisation sociale. Gilles Rivière a bien montré, dans le cas des communautés aymaras de Carangas, sur l'Altiplano bolivien, que l'organisation de l'*ayllu* a perdu toute fonction économique et sociale spécifique⁵⁴³. Elle persiste

⁵⁴¹ Voir Charlotta Widmarck, *To Make Do in the City. Social Identities and Cultural Transformations among Aymara Speakers in La Paz*, Uppsala, Studies in Cultural Anthropology, 36, 2003.

⁵⁴² Voir X. Albó et al., *Chuquiawu...*, op. cit.

⁵⁴³ Voir Gilles Rivière, « Quadripartition et idéologie dans les communautés aymaras de Carangas (Bolivie) », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, XII (3-4), 1983, p. 41-62.

cependant sur un plan idéologique, comme représentation symbolique susceptible d'assurer la cohésion des communautés⁵⁴⁴. Son usage se restreint cependant à des populations paysannes marginalisées : elle ne manifeste pas tant la conservation vivante d'une tradition andine qu'un traditionalisme devenu obligatoire, surtout dans le cadre des organisations syndicales paysannes, dont les dirigeants ont aujourd'hui repris le thème des « communautés originaires » pour se faire une place dans le champ politique national.

Par ailleurs, le transfert de la « culture aymara » dans un contexte urbain concerne des migrants ou des fils de migrants, là encore situés « entre deux mondes » : la communauté rurale, qui constitue encore un point de référence, et la ville, dont ils attendent travail, changement de statut et amélioration du niveau de vie. Cette « nouvelle culture aymara urbaine » ne suffit cependant pas à définir des identités stables : un individu peut être *runa* (aymara) ou *q'ara* (blanc) en fonction du contexte, de sa trajectoire et de sa position momentanée dans la communauté d'origine ou dans le quartier de résidence. Cette double identité se retrouve dans des styles de vie, souvent qualifiés par les termes *cholo* ou *mestizo* (caractérisation respectivement dépréciative de l'état de paysan et positive de celui de résident sous-entendue), qui comportent à la fois la conservation de pratiques culturelles du monde rural (idiome, fêtes, rites, assemblées, etc.) et l'aspiration à des modes de vie considérés comme « modernes », comme une maison de plusieurs pièces ou l'accès des enfants à l'éducation. D'un point de vue économique, si la vie sur l'Altiplano dépend de divers facteurs, comme la conjonction entre les déterminants climatiques et les activités humaines productives (cultures, élevage, etc.), la migration vers un contexte urbain comme El Alto dépend en revanche de la *pega**, un travail fourni dans un domaine quelconque (construction, commerce, etc.). Les liens avec les communautés originaires persistent, mais la condition de résident urbain (ou plus exactement de *vecino*) n'en change pas moins la

⁵⁴⁴ On peut ainsi remarquer que, malgré les changements générationnels, dans certaines communautés touchées par la sécheresse, les jeunes se remettent à respecter la coutume des offrandes rituelles à la Pachamama (Gerardo Fernández Juárez, *Aymaras de Bolivia, entre la tradición y el cambio cultural*, Quito, Abya-Yala, 2002, p. 169.)

relation aux obligations sociales dans la communauté d'origine et la vision du monde qui y est associée.

Les conséquences de cette situation d'entre-deux se font en particulier sentir dans l'attitude face au service de l'eau, avec le décalage déjà évoqué entre les populations locales et l'idéologie de la gratuité, qu'il s'agisse du paiement du service ou du mode de raccordement. Dans les quartiers étudiés, 91 % des personnes interrogées estiment qu'il est normal de payer pour le service de distribution, et 80 % d'entre elles donnent pour explication de leur opinion les coûts représentés par le traitement des eaux ou l'entretien du réseau. Bien plus, la demande d'accès au service de l'eau et de l'assainissement prend dans les mêmes proportions la forme souhaitée d'un raccordement individuel, à domicile, et non d'une gestion communautaire de la ressource – qui apparaît ainsi relever bien plus de la nostalgie indigéniste ou du cynisme économique du « gouvernement des pauvres par les pauvres ». La revendication de l'eau comme bien gratuit est principalement le fait de militants politiques ou syndicaux exerçant ou ayant exercé des charges officielles, ce qui les a mis en contact avec des thèmes très diffusés sur le plan international, par exemple le « droit à l'eau » promu par nombre d'ONG environnementalistes au nom d'une vision enchantée de communautés proches de la nature, régies par le don et la réciprocité. Au contraire, les populations des quartiers populaires en extension de La Paz ou d'El Alto, qui ne sont pas encore dotées de services urbains, ne perçoivent absolument pas l'eau comme un « don du ciel » ou un bien gratuit⁵⁴⁵.

L'eau a un prix, comme en avaient auparavant les bienfaits de la Pachamama – reproduction, ou plutôt réactivation, de structures mentales et culturelles par lesquelles les populations locales pensent leur place dans le monde, naturel et social, bien loin des

⁵⁴⁵ À condition toutefois que les prix de connexion au réseau restent abordables : 90 % des résidents interrogés jugent ainsi que les 150 dollars demandés pour l'eau potable et les 185 dollars pour l'assainissement sont des tarifs trop élevés pour leurs moyens : voir à ce sujet Franck Poupeau, « De la migración rural à la movilidad intraurbana. Una perspectiva sociológica sobre las desigualdades de acceso al agua en El Alto (Bolivia) », in F. Poupeau et C. González (dir.), *Modelos de gestión del agua, op. cit.*

reformulations *new age* des « néo-Indiens » ou de l'indianisme officiel du gouvernement Morales. Cette continuité culturelle relève parfois de processus paradoxaux, qui heurtent les façons ordinaires de voir par exemple l'introduction de l'échange marchand, mais ils mettent surtout à mal la vision de communautés originaires harmonieuses qui auraient de tout temps été hostiles à l'économie. En réalité, les résidents urbains se trouvent dans un entre-deux tout à fait homologue à celui des communautés confrontées à l'irruption des cultures coloniales : il n'y a pas tant appropriation d'éléments extérieurs par des schèmes culturels persistants au cours du temps que formation hybride d'une autre identité de groupe. Ici, la réactivation des structures mentales vient du fait que les schèmes peuvent être réinvestis dans une réinterprétation collective par des groupes en situation incertaine, entre deux mondes.

On peut donc dire que, dans les périphéries populaires de La Paz et d'El Alto, la réappropriation de l'échange marchand, dans une situation d'homologie avec la culture traditionnelle, ne produit pas une « résistance culturelle » des populations. Il y a bien plutôt imbrication de la logique marchande et de la logique indigène aymara au sein de schèmes culturels communs. Dans cette perspective, la référence indianiste à la communauté ne peut inclure la dimension politique des formes de résistance à la « modernité capitaliste » : les protestations ne naissent pas de façon spontanée, elles sont le fruit de l'action mobilisatrice d'organisations sociales capables de produire une formulation politique des attentes des résidents⁵⁴⁶. Ainsi les habitants de La Paz et d'El Alto ne se sont que tardivement mobilisés contre la gestion privée de l'eau, car le fait d'avoir à payer le service ne leur paraissait pas incompatible avec leurs conditions d'existence : l'eau n'avait jamais été perçue comme un don gratuit. Ce lien entre la vision instrumentale de l'eau relevée dans la cosmologie aymara et la

⁵⁴⁶ Ce retour sur les liens entre cosmologie et sociétés aymaras ne signifie pas la disparition de formes d'organisation collective, au contraire : dans les quartiers populaires de La Paz ou d'El Alto, on connaît l'importance fondamentale de la Fejuve (la Fédération des comités de quartier) dans les mobilisations politiques récentes, en particulier dans les quartiers les plus anciens et les plus équipés (voir Juan Manuel Arbona, « *Sangre de minero, semilla de guerrillero* ». *Histories and memories in the organization and struggles of the Santiago II Neighbourhood of El Alto, Bolivia* », *Bulletin of Latin American Research*, 27 (1), 2008, p. 24-42.

situation de pénurie qui fait de l'eau un bien rare pendant de longues périodes sur l'espace aride de l'Altiplano (y compris l'excroissance urbaine d'El Alto, dont l'étendue s'accroît année après année) se retrouve dans les zones périphériques en extension, où la mobilisation collective a pour seul objet l'obtention de titres de propriété et des services urbains de première nécessité (électricité, eau, rue pavée, par ordre d'importance décroissant) ; une fois ces objectifs atteints, et parfois avant, l'élan retombe. Par ailleurs, les mobilisations ne se centrent pas tant sur les enjeux environnementaux que sur la défense d'intérêts immédiats, qu'il s'agisse de la contamination par une décharge publique des eaux desservant les lots cultivés et les élevages, de l'installation d'une usine de traitement des eaux sur des terres communautaires ou de l'indifférence des autorités face aux installations dans des zones à risque en l'absence de toute planification urbaine.

Si l'économie est, dans sa définition minimale, une « gestion de la rareté », l'eau dans le monde aymara (communautés rurales comme périphéries urbaines) relève alors bien d'une économie, même si le substrat symbolique en surdétermine encore les formes de l'échange matériel et marchand. Ce rapport utilitaire (et fort peu « harmonieux ») à la nature environnante fait bien évidemment écho à la vision de l'eau comme monnaie d'échange de la cosmologie aymara. Dans les périphéries en extension, où les populations sont peu solvables et où l'installation du service de distribution des eaux est par définition peu rentable, peu importe, pour les habitants, de savoir s'il s'agit du secteur public, du secteur privé, ou d'un éventuel partenariat entre les deux. Du reste, plus des deux tiers des personnes interrogées à La Paz et El Alto ignorent même que le consortium international est parti quelques mois auparavant.

*

Le problème de l'eau (et de son prix) révèle les difficultés de penser la façon dont les sociétés des Sud s'adaptent à l'introduction de l'économie capitaliste et aux valeurs qu'elle véhicule. Si l'on refuse de présupposer la persistance magique et essentialisée de certains

schèmes culturels (comme le fait la théorie de l'indigénisation de la modernité), il faut tenir compte des conditions sociales spécifiques de leur usage : ici, des milieux populaires dont la position homologue à celle des communautés colonisées permet la réactivation de certaines catégories d'interprétation et de vision du monde telles que le prix à payer à la Pachamama pour obtenir eau et fertilité. Si continuité il y a entre société traditionnelle et modernité occidentale, ce n'est pas parce que les cultures « traditionnelles » résisteraient naturellement au système capitaliste, c'est plutôt parce que les transformations économiques et sociales induites par l'échange marchand permettent à des situations homologues d'engendrer des schèmes culturels qui fonctionnent de façon similaire, et permettent donc aux « peuples andins de s'approprier les transactions du marché en les intégrant à leurs propres systèmes rituels⁵⁴⁷ ».

On mesure ici combien la vision idéalisée des communautés précoloniales diffusée par certains travaux d'anthropologie contribue à créer un sens commun sur lequel les politiques officielles, dans leur souci d'instituer un État plurinational reconnaissant la diversité des populations « originaires », vont puiser leur légitimité⁵⁴⁸. La notion même de peuple *originario-indigeno-campesino*, introduite dans la Constitution de 2009, révèle cette inclination à ne penser les organisations de base que sous l'angle naturalisé de communautés rurales proches de la nature. Alors que les villes regroupent depuis les années 2000 environ les deux tiers de la population bolivienne, on peut s'étonner du peu d'attention porté par les gouvernements Morales aux secteurs d'une économie populaire en grande partie informelle, à l'interface du rural et de l'urbain, dans l'élaboration des politiques publiques. Sans doute parce que cette économie est encore généralement pensée dans une perspective négative ignorant les

⁵⁴⁷ Nico Tassi, *Cuando el baile mueve montañas. Religión y economía cholomestizas en La Paz, Bolivia*, La Paz, Fundación Praia, 2010, p. 25. Voir aussi par exemple la façon dont des éléments catholiques sont incorporés aux cultes andins en matière médicale : Alison Spedding, *Sueños, kharisiris y curanderos. Dinámicas sociales de las creencias en los Andes contemporáneos*, La Paz, Mama Huaco, 2011, p. 51 sq.

⁵⁴⁸ Voir N. Postero, *The Indigenous State...*, op. cit.

dynamiques complexes qui transforment la société bolivienne – que révèlent, plus que tout autre endroit, les rues d’El Alto.

Image Cholet iron man

Excursus : Iron man dans les Andes

Les architectures émergentes de l'économie ethnique
(avec Maëlle Mariette)

Sur les trottoirs cabossés des rues du district 7 d'El Alto, le long de l'axe routier traversant l'Altiplano de La Paz au lac Titicaca, le passant qui a le loisir de flâner « au bord de la foule » est toujours susceptible d'éprouver ce que Walter Benjamin appelait « l'expérience du choc⁵⁴⁹ ». Les trottoirs, recouverts de terre, sont empruntés par des voitures ou des motos qui slaloment entre les piétons, et encombrés d'objets de toute sorte : amas de briques sur un coin de chaussée, empilement de planches contre un mur, établis artisanaux à même la rue, proposant affûtage de couteaux ou réparation de moteurs, étals d'épicerie bon marché offrant des jus de fruit en bouteilles en plastique, des gâteaux secs ou des *chuños* - ces pommes de terre déshydratées qui constituent l'ordinaire et souvent la principale source de revenus des familles pauvres de l'Altiplano, quelques kilomètres plus loin, au-delà du péage marquant la sortie de l'aire urbaine. Le flâneur qui sillonne les rues animées doit être particulièrement attentif à l'endroit où il met les pieds - il s'agit de ne pas se faire percuter par les hommes, bêtes ou véhicules qui croisent sa route. Il a par conséquent peu le loisir de lever les yeux vers le sommet des édifices environnants. Et, quand bien même il le ferait, il ne verrait, la plupart du temps, qu'une superposition d'étages en briques, considérée comme typique des constructions familiales des villes andines, avec, en rez-de-chaussée, une porte ou un volet métallique verrouillant un atelier, une échoppe ou une épicerie ; puis un premier étage dont les vitres annoncent des bureaux ou des salles de réception, surmonté par deux ou trois autres niveaux réservés à des appartements - locataires en bas et, au dernier étage, propriétaires. Rien que l'anthropologie des sociétés andines n'ait déjà longuement, et précisément, décrit⁵⁵⁰.

Quelques édifices colorés - vert et rouge, bleu et rose, mauve et orange, ou autres alliances de couleurs aussi détonnantes et peu assorties en apparence -

⁵⁴⁹ Walter Benjamin, *Œuvres I*, Paris, Gallimard, 2000, p. 6.

⁵⁵⁰ Voir Denise Arnold, « La casa de adobes y piedras del Inka: género, memoria y cosmos en Qaqachaka », in Denise Arnold (dir.), *Hacia un orden andino de las cosas. Tres pistas de los Andes meridionales*, La Paz, Hisbol-Ilca, 1992, p. 31-108.

attirent cependant le regard, par l'effet de surprise qu'ils provoquent, au coin d'une avenue agitée. Ils sont réputés être les immeubles d'entrepreneurs urbains d'origine aymara, propriétaires de petites affaires familiales. Adossé à un mur pour disséquer le lien supposé entre la réussite économique et le faste pictural du bâtiment, le flâneur verrait alors, juchées au sommet des édifices, en surplomb, de petites maisons entourées de murs imitant les clôtures que l'on trouve dans les campagnes environnantes. Il lui faudrait prendre un peu d'angle, et de distance, de l'autre côté de la rue - une traversée peu recommandée les jours de marché, quand l'encombrement et la transgression imprévisible des règles minimales de circulation collective battent leur plein. Il pourrait aussi continuer à longer le bloc de maisons et tendre le cou pour rechercher, sur les immeubles d'en face, le même type d'édifices. Ce dernier étage surajouté porte le nom de *chalet* (prononcé {tchalett} en espagnol) - une référence directe et distinctive aux domiciles supposés des gens fortunés qui se réfugient, de l'autre côté de l'Atlantique, dans des lieux cossus au cœur des montagnes suisses. Le terme a d'ailleurs été remplacé par celui de *cholet*, en un jeu de mots renvoyant aux populations indigènes, désignées depuis le xvi^e siècle par le terme *cholos*. Nombreux sont en effet les membres des communautés aymaras de l'Altiplano bolivien venus, depuis l'époque coloniale, s'installer et travailler en ville, où ils ont constitué un groupe caractérisé par des métiers subalternes (emplois domestiques, commerce de rue, artisanat, etc.) dans les quartiers centraux, ainsi que par une implantation résidentielle circonscrite aux zones périphériques.

Cette intrusion d'éléments architecturaux apparemment étrangers dans la culture urbaine supposée indigène de la ville d'El Alto, devenue l'épicentre des mobilisations en Bolivie depuis le début des années 2000, peut paraître d'autant paradoxale et incongrue qu'elle est désormais présentée comme la manifestation d'une spécificité andine - au point que la Fondation Cartier y consacre, en 2018, une exposition. L'effet de surprise initial peut cependant être reformulé en une interrogation plus sociologique, conformément à l'intuition de Robert Darnton selon laquelle « les points qui paraissent les plus obscurs sont ceux par lesquels on accède le mieux à la connaissance d'une culture étrangère. Quand nous comprenons que quelque chose nous échappe, une plaisanterie, une cérémonie, un proverbe particulièrement significatif pour les habitants du pays, nous sentons que c'est par là qu'il faut aborder

un système de valeurs inconnu pour le démêler⁵⁵¹ ». Et l'on peut en effet se demander ce qu'il y a encore de véritablement andin dans ces « chalets » sur le toit des immeubles, en rupture avec l'image traditionnelle des résidences populaires, principalement indigènes, de l'Altiplano.

Ce sentiment d'incongruité provoqué par les chalets n'est pourtant pas spécifique au contexte d'El Alto. Jean Bazin a ainsi décrit en quoi la présence d'un chalet basque dans une rue pavillonnaire de la périphérie parisienne remplit une fonction de message « mythique » exprimant la « basquité » du bâtiment et de ses propriétaires. L'impression immédiate de se trouver face à quelque chose qui « fait basque » alors qu'il fait « déplacé » (en termes de lieu et de sens) dans ce contexte témoigne d'une étrangeté relativement aux formes indigènes des pavillons alentour : « Notre chalet basque dans sa rue de banlieue est donc un chalet basque détourné en exemple de basquité, [...] telle qu'elle se manifeste dans un certain style architectural et décoratif – style qui se présente comme une forme disponible offerte à la consommation sur un marché mondial du "style ethnique"⁵⁵². »

Les chalets d'El Alto ne font pourtant ni basque ni suisse : passé le premier moment de surprise, ils s'imposent à la perception comme *alteños*, caractéristiques d'El Alto. Pourtant, en faisant référence à une culture autre, le chalet instaure comme une présence déplacée ou, plus exactement, un détournement de sens. Ici, c'est un chalet perché au sommet d'édifices ordinaires d'une ville de l'Altiplano qui donne à la résidence un aspect extraordinaire, la marque de son propriétaire, le signe de sa réussite économique et de son pouvoir social – de la même façon que certaines décorations architecturales révélaient, comme l'écrit Marcel Mauss dans son *Manuel d'ethnographie*, « la présence d'une aristocratie⁵⁵³ ».

Les chalets d'El Alto présentent une véritable « unité dans la diversité » car, au-delà des différences de forme, de couleur, de matériaux, les habitations construites au sommet des immeubles renvoient à un même style architectural et donc, peut-on supposer, à un même groupe social, capable d'en supporter le coût économique

⁵⁵¹ Robert Darnton, *Le Grand Massacre des chats*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, p. 112.

⁵⁵² Jean Bazin, « Le chalet basque », in Jean Bazin, *Des clous dans la Joconde*, Toulouse, Anacharsis, 2008 (p. 149-162), p. 153.

⁵⁵³ Marcel Mauss, *Manuel d'ethnographie*, 1926, http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/manuel_ethnographie/manuel_ethnographie.html. Toutes les citations qui suivent sont issues du même ouvrage.

de fabrication. De plus, ils sont construits sur des édifices dotés d'une grande visibilité, liée non seulement à leur taille, à leurs couleurs souvent éclatantes et contrastées, à leurs formes asymétriques et à la surprise qu'ils causent, mais aussi à leur emplacement prééminent, principalement sur les avenues très fréquentées et les carrefours des quartiers du commerce et de l'artisanat d'El Alto. Ces observations font écho aux remarques de Marcel Mauss, selon lequel « la maison n'a pas d'existence en soi normalement, sauf dans les pays où l'habitat est essentiellement dispersé, mais le cas est rare. L'étude de l'habitation ne serait pas complète sans une étude du village, ou de la ville, s'il y a lieu. Cette question, trop souvent étudiée en termes purement géographiques, se pose quant à moi au moins autant en termes statistiques et techniques ».

L'intérêt des formes architecturales est, selon Marcel Mauss, que « l'habitation caractérise une civilisation plutôt qu'un territoire déterminé. L'architecture apparaît ainsi comme l'art type, créateur par excellence ». Il ne faut pas pour autant en faire l'expression d'un groupe social ou d'une société : « L'enquêteur, précise Mauss, ne cherchera pas de prime abord la maison type : chaque maison a son sens », et il lui faudra au contraire étudier « toutes les variations individuelles et toutes les variations locales » en considérant leurs usages, puis, « au terme de cette étude seulement, on pourra dégager la notion de maison type sans risquer de confondre une maison de riche avec une maison de pauvre ». Les préceptes méthodologiques de Mauss mettent en garde contre l'assimilation des formes architecturales à l'expression d'une identité culturelle - en d'autres termes, contre le fait évoqué plus haut de considérer les chalets d'El Alto comme des phénomènes « typiquement andins ». Ils invitent en revanche à rapporter les caractéristiques architecturales aux pratiques sociales dans lesquelles elles s'inscrivent⁵⁵⁴.

La bourgeoisie chola : une économie ostentatoire

Si l'appartenance des propriétaires à la catégorie des entrepreneurs du commerce, de l'artisanat ou des transports (les seuls qui auraient les moyens financiers de bâtir de tels édifices) est indiquée par la localisation des chalets aux points névralgiques de l'activité économique d'El Alto, aux principaux carrefours ou en surplomb de places de marché fréquentées, c'est aussi parce que c'est là que la

⁵⁵⁴ Voir Olivier Chadoin, « Architecture et pratiques culturelles : une affaire de contexte ? », communication au colloque « La sociologie de l'architecture : un domaine de savoir en construction ? » Paris-la Villette, Ensa, 18.10.2011.

dimension économique du bâtiment est pleinement exploitée, avec les ateliers ou les entrepôts de marchandises au rez-de-chaussée, donnant sur les rues passantes. À El Alto, la réussite des entreprises familiales, dont plus de 90 % comptent moins de quatre employés⁵⁵⁵, remonte aux politiques néolibérales appliquées en Bolivie à partir de 1985. Leurs activités relèvent d'une économie ethnique qui fait circuler les biens hors marché, en s'appuyant sur l'organisation du groupe ethnique d'appartenance. La notion d'économie ethnique, originellement utilisée pour analyser les économies rurales des communautés indigènes, peut être appliquée aux aires urbaines où les entreprises familiales continuent de structurer l'organisation des activités productives et commerciales⁵⁵⁶.

Les *cholos* au cœur de cette économie ethnique sont généralement caractérisés comme un groupe social rejetant les valeurs dominantes de la bourgeoisie blanche et métisse, notamment la modestie, l'esprit d'épargne et la modération. Ils gèrent une « économie transnationale de consommation prospère et ostentatoire qui met l'accent sur les dépenses excessives et qui matérialise le projet au plus vite dans des démonstrations d'abondance - qu'il s'agisse de vêtements, d'exhibition de biens ou de parades religieuses. En dépit de leur richesse économique, les *cholos* demeurent un groupe discriminé par rapport au reste de la population, blanche et métisse, des villes pour leur supposée incapacité à se soumettre aux lois de la rationalité économique⁵⁵⁷ ». Si le principe d'abondance qui gouverne leurs pratiques économiques et religieuses renvoie à des valeurs cosmogoniques associées à la reproduction des biens possédés, il les fait aussi une entrée dans une forme d'économie où l'excès, plutôt que la gestion de la rareté, paraît constituer la motivation de l'échange économique.

Cette caractérisation de l'ethos *cholo* aide à comprendre le paradoxe apparent des formes architecturales émergentes à El Alto. Occupant tout un niveau au sommet des immeubles, ils se caractérisent par un design architectural évoquant le chalet suisse, tout en présentant des caractéristiques très éloignées de l'équilibre sobre et austère des constructions en bois des Alpes : formes anguleuses et pas toujours symétriques, couleurs vives et matériaux clinquants et

⁵⁵⁵ *Encuesta de necesidades de desarrollo empresarial en la industria manufacturera en la ciudad El Alto*, Cámara departamental de industrias de La Paz, 2004.

⁵⁵⁶ Voir N. Tassi *et al.*, « *Hacer plata sin plata* »..., art. cit.

⁵⁵⁷ Nico Tassi, « The "postulate of abundance": *Cholo* market and religion in La Paz, Bolivia », *Social Anthropology*, 18 (2), 2010 (p. 191-209), p. 195.

chers (marbre, plaques de cuivre, etc.). Les ornements s'inscrivent dans une logique de démonstration du pouvoir, économique et social, des propriétaires, qui mettent un point d'honneur à personnaliser leur bâtiment.

Chacune des composantes de ces immeubles a sa fonction économique propre : au rez-de-chaussée, une boutique ou un atelier, la plupart du temps fermé par une porte métallique à ouverture verticale ; une salle de réception occupe le premier, voire les deux premiers étages, avec des baies vitrées larges et colorées ; des bureaux à louer au deuxième ou au troisième étage ; au quatrième, des appartements, occupés par des membres de la famille ou des locataires ; enfin, au dernier étage, comme une sorte de *penthouse*, le chalet en tant que tel. Si l'organisation des étages inférieurs peut rappeler celle des immeubles des membres riches des communautés de l'Altiplano, le fait d'installer un espace de résidence au dernier étage marque une rupture avec les usages ruraux, où le toit reste un espace sacré⁵⁵⁸.

D'un point de vue symbolique, les chalets constituent une dénégation de l'économie capitaliste telle que Max Weber l'a définie : leur ostentation renvoie à des dépenses somptuaires en comparaison de l'état d'inachèvement de la plupart des édifices alentour ou des infrastructures urbaines. En même temps, ils se superposent à l'organisation économique du bâtiment. Ils sont faits pour être observés par les voisins afin de montrer la réussite individuelle de leur propriétaire, une réussite supérieure à celle des autres. Comme l'affirme un architecte d'El Alto, « ce que les gens qui font construire un chalet veulent, c'est "comme mon voisin, mais en mieux..." » Il serait pourtant réducteur de ramener la prolifération des chalets à un simple phénomène d'imitation, tant cette « unité dans la diversité » qui les caractérise semble renvoyer à un marquage de réussite individuelle. Dans quelle mesure cette volonté de distinction individuelle renvoie-t-elle alors à un groupe social déterminé ? Suffit-il d'invoquer ici l'identité culturelle d'un groupe dominant au sein des sociétés andines ?

Les « identités ethniques » face au « rouleau compresseur de la globalisation »

⁵⁵⁸ Voir Denise Arnold, « The house of earth-bricks and Inca-stones: Gender, memory and cosmos en Qaqachaka », *Journal of Latin American Lore*, 17 (1), 1992, p. 3-69.

La caractérisation des chalets comme un phénomène spécifiquement andin⁵⁵⁹ en fait la manifestation par excellence de l'intense travail d'expression culturelle qui s'accomplirait dans la ville « indigène et rebelle » d'El Alto. L'immeuble avec chalet en surplomb témoignerait de la persistance toujours vivace et créative des cultures aymaras dans les espaces urbains qu'elles ont investis, de façon contrainte et subalterne, depuis la colonisation. L'usage d'une catégorie comme *lo andino* présuppose une continuité culturelle entre les sociétés passées et présentes face à ce que Marshall Sahlins a appelé le « rouleau compresseur de la modernité » (voir *supra* chapitre 8).

Cette interprétation échoue cependant à saisir la spécificité de ces formes architecturales et des transformations sociales qu'elles expriment : une structure de bâtiment « traditionnelle » (plusieurs étages, une caractéristique de l'architecture adoptée par les familles en réussite économique de l'Altiplano), qui intègre des éléments étrangers (le chalet), pour créer une forme originale (le chalet sur le toit) et à contre-courant des critères de jugement esthétiques ordinaires - autant de facteurs qui font écran à l'analyse du tout constitué par le *chalet*. La mise en évidence de la spécificité andine des architectures émergentes tend en effet à essentialiser une identité ethno-raciale qui, comme l'a montré Andreas Wimmer, ne constitue qu'un principe secondaire de classification dès lors que les relations sociales dans lesquelles elles s'inscrivent sont ethniquement homogènes⁵⁶⁰. Assimiler les chalets à l'expression d'une identité ethnique présente donc le risque de naturaliser les traits distinctifs des cultures locales. Inversement, une interprétation de l'architecture comme vecteur de la *global culture* associée à la domination capitaliste réduirait les chalets à l'état de produits de l'importation d'esthétiques étrangères, dans un contexte de circulation internationale de l'économie et des idées. Cela sous-entend une conversion des élites locales aux logiques du capitalisme global et à ses symboles de succès - le chalet représentant la prospérité du « pays banquier » de l'Europe, la Suisse. Cette appropriation d'un symbole de prospérité occidentale viendrait du fait que « le capital

⁵⁵⁹ Voir Randolph Cárdenas, *Arquitecturas emergentes en El Alto. El fenómeno estético como integración cultural*, La Paz, PIEB, 2010.

⁵⁶⁰ Voir Andreas Wimmer, « Does ethnicity matter? Everyday group formation in three Swiss immigrant neighborhoods », *Ethnic and Racial Studies*, 27 (1), 2004, p. 1-36.

symbolique n'est pas tant créé que transféré d'un espace de référence à un autre⁵⁶¹ ».

Contre ces interprétations⁵⁶², l'attention prêtée au rôle de l'environnement urbain compris comme l'ensemble des infrastructures (routes, fabriques, bureaux, services de l'eau et de l'assainissement, parcs, institutions culturelles, logements, bâtiments, etc.⁵⁶³) conduit à analyser les pratiques de construction et d'ornementation des bâtiments. Heliana Salgueiro montre par exemple, dans le cas de Belo Horizonte au tournant des XIX^e et XX^e siècles, comment des formes architecturales « progressistes », empreintes d'idéologie hygiéniste, se sont imposées contre le baroque des constructions portugaises et l'anarchie des petites demeures. L'usage d'éléments inspirés des chalets européens est alors considéré comme « inadapté au pays » et « en dysharmonie avec le climat ». La diffusion de la forme chalet dans le Brésil de l'époque se fait alors par le biais de ses éléments décoratifs les plus saillants, comme l'inclinaison de la toiture ou de petits belvédères aux bordures des toits ornementées de lambrequins. Ce principe d'importer des « fragments » amène à associer à la référence suisse celle du cottage anglais, dont le cocktail de particularités sert à « enjoliver les maisons urbaines comme celles des rues commerçantes de Rio [...]. La version brésilienne du chalet correspond donc à un cas de juxtaposition éclectique, dans la mesure où l'on assimile les innovations techniques industrielles arrivées sous forme d'éléments décoratifs, notamment les lambrequins en zinc, bois ou fer forgé et les tympans stuqués inscrits sur le pignon des façades avec des motifs floraux Renaissance⁵⁶⁴ ».

Les chalets d'El Alto, qui utilisent cet ajout d'accessoires décoratifs pour accentuer la dimension ostentatoire de l'étage en surplomb, s'inscrivent dans une économie symbolique subordonnée aux fins d'une entreprise familiale à la fois très implantée dans les réseaux de l'informalité et très connectée aux flux de biens internationaux. Dans cette perspective, ce n'est sans doute pas une coïncidence si les entrepreneurs de

⁵⁶¹ Kim Dovey, *Framing places: Mediating power in built form*, Londres-New York, Routledge, 1999, p. 121.

⁵⁶² Pour une analyse détaillée, voir Franck Poupeau, « Les architectures émergentes à El Alto, Bolivie. Essai d'interprétation sociologique », *Urban Environment*, 9, 2015, http://www.vrm.ca/wp-content/uploads/EUE9_Poupeau.pdf.

⁵⁶³ Selon la définition de David Harvey reprise par Brenda Yeoh (*Contesting Space...*, *op. cit.*, p. 16.)

⁵⁶⁴ Heliana Salgueiro, *La Casaque d'Arlequin. Belo Horizonte, une capitale éclectique au XIX^e siècle*, Paris, EHESS, 1997, p. 275.

confection d'El Alto ont développé, depuis quelques décennies, une forte relation avec le Brésil, où une forte migration de travailleurs boliviens est employée dans les fabriques textiles de São Paulo⁵⁶⁵, et si les entrepreneurs qui ont fait fortune peuvent revenir au pays jouer « le rôle de "passeurs" de modes architecturales⁵⁶⁶ ». Effet indirect de la migration et de la réussite des propriétaires boliviens des fabriques de textile, les chalets s'inscrivent dans une « architecture de l'entre-deux », un entre-deux « disqualifié comme producteur de mélanges, traité de bâtard, de style impur et, en architecture, comme manquant de style⁵⁶⁷ ».

Architecture chola et fraternités andines

L'hypothèse d'une homologie entre les schèmes de pensée et les formes architecturales d'une époque, formulée par Pierre Bourdieu commentant Erwin Panofsky⁵⁶⁸, permet de se demander quel type d'institution est susceptible de produire des schèmes communs au principe de ces formes indissociablement matérielles et symboliques, afin de trouver des homologies entre les différentes structures des systèmes symboliques d'une société et de découvrir les principes de conversion formelle entre ces systèmes. L'important est alors d'établir une « connexion concrète » qui rende raison de la logique de ces homologies, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, un habitus « par lequel le créateur participe à sa communauté et à son temps, et qui guide et dirige, de façon méconnue de lui, ses actes de création apparemment uniques⁵⁶⁹ ». Dans le cas étudié par Panofsky, « les principes qui définissent les processus de la pensée scolastique comme les formes de l'espace architectural » produisent « des œuvres qui sont à la fois originales et réductibles à des schèmes plus généraux ».

Dans le cas des chalets, le *modus operandi* révélé par leur organisation matérielle relève de processus qui n'appartiennent pas à la seule logique professionnelle de l'architecture. Si l'on suit les recommandations de Marcel Mauss, on constate que les techniques de

⁵⁶⁵ Voir Dominique Vidal, « Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo. Les effets des cadres juridiques », *Revue européenne des migrations internationales*, 28 (4), 2012, p. 109-126.

⁵⁶⁶ Jean-Pierre Garnier, Roselyne de Villanova, « Architecture et habitat dans le champ interculturel », *Espaces et Sociétés*, 113-114, 2003, p. 17.

⁵⁶⁷ J.-P. Garnier, R. de Villanova, *ibid.*

⁵⁶⁸ Pierre Bourdieu, « Postface », in Erwin Panofsky, *Architecture gothique et pensée scolastique*, Paris, Minuit, 1967, p. 133-167.

⁵⁶⁹ P. Bourdieu, « Postface », art. cit., p. 157-158.

construction mettent en œuvre des schèmes pratiques de conception des bâtiments qui se retrouvent par exemple dans la fabrication des tissus traditionnels (*aguayos*)⁵⁷⁰. Les entretiens menés avec les architectes révèlent, en creux, le rôle décisif du propriétaire et du chef de travaux dans la conception et la mise en œuvre de chaque édifice. De fait, les architectes ne sont employés que pour des tâches techniques (calculs, matériaux) et juridiques (légalisation de la construction auprès des autorités municipales). Une forme de mépris professionnel émerge donc chez les architectes travaillant à El Alto quand ils parlent de ces propriétaires qui ne connaissent pas les règles minimales de la cohérence architecturale : « Les propriétaires veulent un "collage" de tout ce qu'ils voient et qui leur plaît, afin de le mettre dans leur maison... c'est la même chose avec les couleurs, il n'y a pas de critères » Ce manque d'harmonie est donc considéré moins comme l'expression d'une singularité et d'une originalité du goût que comme le manque de compétence de non-professionnels - les chefs de travaux étant des artisans au service des propriétaires qui ont les moyens de les payer. Le travail de conception architecturale n'est pas, dans ce cas, le monopole d'une profession au demeurant peu constituée académiquement et peu reconnue par l'État en Bolivie⁵⁷¹.

Le fait social le plus proche des chalets en matière d'ostentation des richesses n'est pas architectural : ce sont les processions et les défilés - rituels comme le Gran Poder, fêtes de quartier, célébrations universitaires, etc. - à l'occasion desquels ces élites *cholas*, regroupées dans des fraternités, font de similaires démonstrations de réussite économique et sociale. Et si, comme le remarque Robert Darnton, une procession « ne peut être considérée comme la représentation fidèle d'une société car elle exagère certains éléments et en néglige d'autres », elle

⁵⁷⁰ Voir Gauvin A. Bailey, *The Andean Hybrid Baroque. Convergent Cultures in the Churches of Colonial Peru*, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press, 2010, en particulier p. 305 *sq.*, où Bailey montre l'importance des formes géométriques et des bandes de couleur, appelées *pallai*, renvoyant à l'ordre et à la « civilisation », contre le monde semi-désertique et sauvage des formes animales figurées en contrepoint des motifs géométriques (*pampa*). Si l'ordonnement spatial de l'ensemble est d'inspiration européenne, le symbolisme à l'œuvre peut être vu comme caractéristique des cultures andines.

⁵⁷¹ Autant d'éléments susceptibles d'alimenter les discussions sur les architectures vernaculaires, dont les chalets bouleversent quelque peu l'appréhension. Voir Bernard Rudofsky, *Architecture Without Architects: A Short Introduction to Non-Pedigreed Architecture*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1987 [1964].

reste « l'expression de l'essence même de la société, de ses "qualités" et "dignités" les plus importantes⁵⁷² ». Ces événements publics, qui se déroulent à même la rue et bloquent régulièrement la circulation automobile, donnent lieu à un véritable étalage de ressources économiques : fabrication de costumes, location de fanfares avec de nombreux musiciens, mise à disposition de nourriture et surtout de boissons alcoolisées pour les participants, les invités et la famille, etc. Les groupes subventionnés par les *prestes* (les bienfaiteurs) doivent mieux se mettre en valeur que tous les autres, en matière de danses ou d'animation mais aussi de luxe ostentatoire⁵⁷³.

Les riches entrepreneurs *cholos* d'El Alto sont parmi les plus importants financeurs de telles processions, pour la simple raison qu'ils en ont les moyens et qu'ils se doivent de « tenir leur rang » dans leur communauté de référence, qui peut être celle de leur quartier ou leur groupe professionnel. Si l'on veut donc trouver un équivalent andin de la vision du monde scolastique pour comprendre les principes de l'architecture *chola*, ce n'est pas du côté de l'institution scolaire qu'on la trouvera, car historiquement en Bolivie les élites indigènes n'y sont pas vraiment socialisées⁵⁷⁴, ou plus précisément leur existence en tant que groupe social ne provient pas de la sélection scolaire⁵⁷⁵. Il faut chercher du côté d'un autre type d'institutions qui donnent sens à leur pouvoir économique et social : les organisations de métiers (syndicats, corporations) et de voisinage (comités de quartier), qui constituent des fraternités au sens défini par Max Weber⁵⁷⁶ et sont les véritables lieux de socialisation des entrepreneurs de l'élite *chola*.

Dans un autre contexte socio-historique, Max Weber a montré que de telles fraternités fondées sur une activité économique se caractérisent surtout par leur façon d'occuper l'espace public. Si l'hypothèse de l'homologie entre chalets et processions s'avère justifiée, on peut affirmer que, avec ces formes architecturales où elles montrent l'accumulation de

⁵⁷² R. Darnton, *Le Grand Massacre...*, *op. cit.*, p. 168.

⁵⁷³ Voir Xavier Albó, Matías Preiswerk, « El Gran Poder: Fiesta del Aimara urbano », *América indígena* 51 (2-3), 1991, p. 293-352 ; Davis Guss, « The Gran Poder and the reconquest of La Paz », *Journal of Latin American Anthropology*, 11 (2), 2006, p. 294-328.

⁵⁷⁴ Voir Françoise Martinez, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie (1898-1920)*, Paris, IHEAL, 2010.

⁵⁷⁵ Voir C. Widmarck, *To Make Do...*, *op. cit.*

⁵⁷⁶ Voir Max Weber, *La Ville [Die Stadt]*, Paris, Aubier, 1982 [1921].

leurs richesses, les élites de l'économie ethnique localisées à El Alto concurrencent, pour l'occupation de l'espace public, non seulement les administrations étatiques ou municipales, mais aussi et surtout leurs rivaux économiques. Dans cette perspective, elles participent d'un habitus économique dont la particularité est de « dénier » l'économie, au sens où leurs modes de consommation ostentatoires sont peu compatibles avec le protestantisme ascétique, une des origines de l'éthique capitaliste. Ainsi, les corporations médiévales, bien que moins coercitives que les sectes protestantes, ne toléraient pas l'investissement individuel dans la réussite économique valorisée par les sectes, sous peine de détruire le principe même de leur cohésion sociale ; il fallait donc que les richesses soient redistribuées, sous une forme ou une autre, à la communauté, et les manifestations publiques (processions, fêtes, célébrations, etc.) en constituaient un moyen essentiel⁵⁷⁷. Par conséquent, dénier le succès individuel dans sa dimension économique permettait de concilier richesse et normes collectives⁵⁷⁸.

Le principe d'abondance des fraternités *cholas* relève de la même ambivalence à l'égard de l'économie capitaliste (et il est même probable que la religion catholique, qui représente encore un héritage colonial fort et structurant sur l'Altiplano andin, empêche une conversion des élites *cholas* à l'ascétisme protestant, même dans les versions pentecôtistes qui se sont développées en Amérique latine depuis plusieurs décennies⁵⁷⁹). C'est donc l'hypothèse d'un habitus économique déniait l'économie, propre aux fraternités (professionnelles ou résidentielles) des élites *cholas*, que l'on peut formuler pour expliquer la « connexion concrète » entre les principes des « architectures émergentes » à El Alto et les modes d'investissement de l'espace public de ces élites. Même s'il n'est pas possible de détailler l'analyse de façon aussi précise que l'homologie mise en évidence par Panofsky, par exemple entre les croisées d'ogive et les césures de l'écriture gothique, les mélanges de couleurs et de matériaux, ou la hiérarchie des formes présentent

⁵⁷⁷ Voir Max Weber, « Les sectes protestantes et l'esprit du capitalisme », in Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2000 [1906], p. 305-342.

⁵⁷⁸ Il faudrait ici analyser la façon dont les élites *cholas* se différencient de l'ensemble des entrepreneurs de l'économie populaire, dans la logique du *big man* étudiée là encore par Marshall Sahlins.

⁵⁷⁹ Voir Andrew Orta, *Catechizing Culture. Missionaries, Aymara, and the "New Evangelization"*, New York, Columbia University Press, 2004.

quelques caractéristiques identifiables. Par exemple, les chalets adoptent souvent la couleur ou les alliances de couleurs de la fraternité d'appartenance du propriétaire ; les toitures et les ornements sont tout en angles, en brisures, avec une surenchère de brillant. L'habitus étant le principe qui explique et engendre la diversité des pratiques, il se trouverait ainsi à l'origine de ses manifestations matérielles, qu'il s'agisse d'architecture ou de danse. Cet habitus que l'on peut qualifier d'ostentatoire, orienté vers la démonstration publique de richesses accumulées dans la sphère privée de l'économie familiale, est au principe aussi bien des dispositions économiques que des pratiques festives et des choix esthétiques. Si le principe explicatif des formes architecturales réside dans les fraternités comme mode d'organisation économique, c'est que les règles pratiques d'existence collective (relations hiérarchiques, classifications comptables, schèmes de pensée, cosmologies implicites, etc.) se retrouvent mis en œuvre dans l'esthétique des bâtiments.

Les formes d'architecture émergentes que sont les *cholets* ouvrent alors la voie à une analyse de la spécificité des cultures andines contemporaines. C'est à la fois dans leur plasticité et dans leur résistance par rapport aux éléments extérieurs que réside l'expression de la recomposition des rapports de domination locaux dans le contexte de la globalisation. Elles révèlent surtout un monde qui développe ses codes et ses dynamiques propres, et qui engage « un large processus de "cholification"⁵⁸⁰ » s'appuyant sur les activités informelles du commerce et de l'industrie. Des travaux récents ont ainsi montré que l'économie ethnique, dont El Alto est un point nodal, n'est pas le secteur résiduel que les visions dominantes assignent généralement, de façon dépréciative, à l'informalité : « Ces dernières années, le processus d'affirmation économique des commerçants populaires est corrélatif d'une tentative de la part des secteurs dominants de la société bolivienne d'invisibiliser les avancées économiques des secteurs d'origine indigène⁵⁸¹. » Ces commerçants populaires ont ainsi développé des formes d'organisation relativement souples mais stables à travers des réseaux de relations qui leur permettent de connecter entre eux marchés locaux, régionaux ou internationaux (avec le Brésil, le Chili mais surtout la Chine) et d'inventer des modes de gestion spécifiques,

⁵⁸⁰ Pablo Stefanoni, « *¿Qué hacer con los indios...* » y otros traumas irresueltos de la colonialidad, La Paz, Plural, 2010, p. 20.

⁵⁸¹ N. Tassi et al., « *Hacer plata sin plata* »..., op. cit., p. 8, 9, 46.

ajustés aux exigences de flexibilité et de mobilité nécessaires pour acheminer leurs produits. Cette recomposition des économies populaires n'affecte pas seulement les réseaux de transport : elle concerne les types de produits - souvent des copies importées, de moindre qualité, acheminées jusqu'à des territoires où les grandes marques rechignent à s'implanter. Dans un contexte de croissance des périphéries des gros centres urbains mais aussi des villes moyennes⁵⁸², ces commerçants accaparent environ 90 % des échanges. Se produit ainsi une « globalisation par en bas » qui se loge dans les interstices du capitalisme global pour y intégrer des circuits, des produits et des groupes sociaux généralement tenus à l'écart des flux financiers.

Un rôle particulier est attribué au marché dans le développement des économies ethniques. Des travaux d'anthropologie ont montré, dans les cultures andines, des modes d'appropriation des échanges marchands et même un contournement des contraintes économiques - à l'image du diable de la mine, qui reçoit des cadeaux à proportion des profits économiques que les mineurs espèrent tirer de leur activité, et dont Pascale Absi établit le rôle de « médiateur imaginaire⁵⁸³ ». Plus largement, les économies ethniques englobent une pluralité de solidarités, dans les relations de parenté mais aussi dans les organisations professionnelles et leur versant « culturel », les fraternités, dont la cohésion (et le rôle de conciliation des intérêts contraires) garantit le contrôle sur les marchés concernés et le pouvoir social « dans un contexte urbain où les différences sociales et ethniques restent très marquées⁵⁸⁴ ». Cette imbrication de l'économie, du culturel et du politique garantit le bon fonctionnement de ces formes d'auto-organisation - ce que souvent les coopératives qui fournissent les services de base ne prennent pas en compte, se contentant d'assurer la dimension matérielle et commerciale⁵⁸⁵.

⁵⁸² Recensement national de 2012 (le nombre de villes de plus de 20 000 habitants est passé de 20 à 60 depuis le recensement de 2001).

⁵⁸³ Pascale Absi, « Le pacte avec le diable. Revenus et rapports sociaux dans les mines de Potosí (Bolivie) », *Journal des anthropologues*, 90-91, 2002 (p. 105-120), p. 118. Voir aussi, au-delà des mondes andins : Laurent Bazin, Monique Selim, « Ethnographie, culture et globalisation. Problématisations anthropologiques du marché », *Journal des anthropologues*, 88-89, 2002, p. 269-304.

⁵⁸⁴ Nico Tassi, *La otra cara del mercado. Economías populares en la arena global*, La Paz, Iseat, 2012, p. 80.

⁵⁸⁵ Il faudrait ici détailler la façon dont l'économie familiale de ces commerces populaires, avec sa division interne des tâches, des produits et des circuits d'approvisionnement, se distingue de la forme coopérative et de ses fonctionnements

Post-scriptum : les trois contresens de la Fondation Cartier

Les *cholets* rencontrent un succès international certain, au point d'avoir figuré en 2018 sur les affiches d'une exposition de la Fondation Cartier, « Géométries Sud, du Mexique à la Terre de Feu ». Comme l'annonce le catalogue, « l'exposition s'ouvre sur une salle de bal réalisée par l'architecte bolivien d'origine aymara Freddy Mamani. Il transpose en plein cœur de Paris l'iconographie géométrique et colorée de la culture Tiwanaku et l'esprit des fêtes populaires andines. Dans sa ville natale d'El Alto, ses bâtiments hauts en couleur et insolites – qu'il qualifie de "néo-andins" – se distinguent des habituelles constructions en brique et des tons monotones des paysages de l'Altiplano. Leurs façades éclatantes reprennent le vocabulaire formel des cultures précolombiennes et amérindiennes, leurs couleurs vives sont inspirées des textiles et des costumes cérémoniaux aymaras. » Les *cholets* ne correspondent cependant pas toujours à l'image « traditionnelle » que la Fondation Cartier veut donner de la « culture andine » de l'Altiplano bolivien et de ses peuples « originaires ». On peut désormais y contempler des édifices à l'effigie de super-héros de *blockbusters* américains comme *Iron Man*, *Transformers*, *Charlie's Angels* ou encore *Titanic* ; d'autres mettent en scène la statue de la Liberté, une pagode chinoise... des réalités aussi peu andines que les palais kitsch des entrepreneurs roms que l'on trouve dans la ville de Buzescu, en Transylvanie, ou que les façades extravagantes des rues commerçantes de Yiwu, en Chine. Bien plus, les *cholets* en viennent à représenter, aux yeux des jeunes des quartiers favorisés de La Paz, l'un des derniers lieux « où il faut être », tout comme un bar coopératif local où l'on sirote des *frapuccinos* à base de grains de café *fairtrade* venus tout droit des communautés indigènes de l'arrière-pays. Cette alliance de la mode (pour les uns) et de la modernité (pour les autres) a sans doute pour avantage de faire sortir la « culture *chola* » de l'enclave territoriale qui l'a historiquement constituée en repoussoir ethnique ; cela ne veut pas dire pour autant que les uns et les autres se rencontrent vraiment.

collectifs. Des coopératives sont toutefois créées par des groupements de commerçants, notamment pour leur permettre de bénéficier de prêts et de crédits – lesquels ont historiquement servi au développement du monde rural depuis la révolution de 1952. Sur ces points, voir N. Tassi *et al.*, « *Hacer plata sin plata* »..., *op. cit.*, p. 133 et 146.

Chaque année en février depuis 2016 se déroule à El Alto l'Electropreste, une fête qui s'inspire des festivités traditionnelles andines (les *prestes*⁵⁸⁶) mais qui se présente (sur sa page Facebook) comme un moment « d'intégration et de fusion culturelle, où la culture andine bolivienne et la culture électronique se confondent en une langue moderne afin de réunir les deux facettes de la ville ». La soirée s'organise dans l'immense salle de bal (*salón de eventos*) du *cholet* Gran Emperatriz (qui compte parmi les nombreuses œuvres de M. Freddy Mamani), situé en pleine avenue commerçante 16 de Julio à El Alto, sur laquelle se tient deux fois par semaine ce qui est réputé comme le plus grand marché de rue d'Amérique latine. Des bus affrétés pour l'occasion amènent de la *zona Sur* (les quartiers aisés de La Paz) des groupes de gens excités à l'idée de « monter à El Alto » et pénétrer pour la première fois dans un des fameux *cholets*. Avant l'ouverture des portes, la soirée commence à l'extérieur, sur un ring de boxe, par un match de catch entre *cholitas* avec leurs robes bouffantes. À l'intérieur, le public de la fête s'avère assez homogène, essentiellement composé de *blanco-mestizo* et de métis de la classe moyenne. La population habituelle de l'endroit se résume à certains membres du personnel de sécurité embauché pour l'occasion, des chauffeurs et des femmes de ménage qui gagnent pour la soirée à peine plus que le prix d'un billet d'entrée. À mesure que s'enchaînent les sets de DJ boliviens et internationaux, la salle s'enflamme et agite en rythme un foulard en *aguayo* offert à l'entrée, floqué au nom d'un des sponsors de l'événement (une marque de *singani*, l'alcool bolivien) tandis que les spots de couleurs scintillent sur les parois couvertes de miroirs et que les flashes des téléphones portables permettent d'enchaîner selfie sur selfie - un autre sponsor est d'ailleurs Tigo, un opérateur de téléphonie mobile. Des *people* sont évidemment de la partie : acteurs, modèles, chanteurs, tous sont venus vivre eux aussi « l'expérience Electropreste », dont le modèle semble se répandre dans les pays alentour. Les *cholitas* défilant avec leurs jupons bouffants de couleurs vives et leur chapeau melon en feutre sont ici remplacées par de jeunes hôtes en robe pailletée ultra-courte et

⁵⁸⁶ Outre son sens de « bienfaiteur » (voir p. 118, 250, 443 pages XXX A CONFIRMER), le terme *preste* désigne des fêtes et des défilés à caractère religieux ou communautaire organisés par les fraternités *cholas*. Lors de ces festivités réputées particulièrement coûteuses, les participants affichent leur réussite sociale et économique en arborant des vêtements et des bijoux onéreux. Ces fêtes aiguisent le ressentiment de certaines anciennes élites envieuses de la réussite de ces « *indios con plata* » (« Indiens parvenus ») dont la richesse dépasse parfois la leur.

chapeau en simili cuir bariolé dont la forme pousse la transgression jusqu'à évoquer les vêtements festifs des *prestes*.

Interviewé par un magazine musical espagnol⁵⁸⁷, l'un des organisateurs de l'événement, Anibal Aguilar, affirme ainsi que « l'Electropreste ne consiste pas à imiter un *preste*, mais à donner une interprétation moderne pour obtenir une expérience différente, qui naît du désir de fusionner dans un *cholet* la culture electro avec la culture andino-bolivienne. [...] Tu peux voir des gens de toutes les zones de La Paz, d'El Alto, des étrangers et des habitants d'autres villes de Bolivie qui dansent ensemble, sans aucun type de préjugés, de discriminations ni de racisme ou de quoi que ce soit qui se produisait auparavant ». De son côté, le voisinage du *cholet* est plutôt intrigué et amusé, jugeant qu'« un *preste* sans *cholitas*, *bandas* et caisses de bières sur le sol, c'est quand même bizarre ». La fusion annoncée des cultures relève plutôt de l'apparition éphémère de nouveaux personnages dans un lieu de vie momentanément transformé en décor. Selon l'autrice de l'article : « À l'intérieur comme à l'extérieur, les *cholets* reflètent l'essence de l'andinité présente en plein XXI^e siècle ». Elle n'est cependant pas la seule à tomber dans l'idéalisation des « cultures indigènes » : depuis quelques années, la presse internationale s'est prise de passion pour les « architectures andines » - rappelant que, dans quelque partie du globe qu'il ait lieu, un phénomène n'est jamais autant à la mode que lorsqu'il est célébré dans le monde entier. Un grand nombre d'articles ont d'ailleurs été consacrés au « miracle économique bolivien », miracle que les *cholets* traduiraient à leur façon en montrant la prospérité nouvelle des populations de l'Altiplano. La mise en récit développe chaque fois une thèse relativement similaire : la nouvelle « confiance économique⁵⁸⁸ » de la population lui permettrait d'exprimer sa véritable culture autochtone, à en croire par exemple l'architecte bolivien Freddy Mamani, celui-là même que la Fondation Cartier a invité pour son exposition à Paris. À la fois artiste et self-made-man, il serait le maître d'œuvre de cette « architecture andine ». Si ses productions (et leur prétention culturelle) sont souvent critiquées en Bolivie, les publications internationales l'encensent à longueur de portraits.

⁵⁸⁷ Angela Sumy Sánchez, *LaCarne Magazine. Revista de música internacional*, 7.3.2019, <https://lacarnemagazine.com/electro-preste-cultura-tradicional-musica-electronica>.

⁵⁸⁸ Voir Andres Schipani, « Bolivia's indigenous people flaunt their new-found wealth », Londres, *Financial Times*, 4.12.2014.

Petit florilège : « À El Alto, Mamani est la version aymara de Michel-Ange. Quarante-deux ans, et largement autodidacte, c'est un architecte d'un rare talent. Il n'est pas fréquent qu'un seul artiste ou designer ait l'occasion de définir l'esthétique d'une cité tout entière. Gaudí l'a fait à Barcelone. Niemeyer à Brasilia⁵⁸⁹. » « Il a grandi dans une cabane en adobe au fin fond d'une région rurale où il devait marcher pendant une heure pour aller à l'école la plus proche. Aîné de sept enfants, il a pris en charge ses frères et sœurs lorsqu'il a déménagé à El Alto, à l'âge de treize ans, et il a commencé à travailler comme maçon avant d'étudier la l'architecture à l'université. Il a eu son diplôme en 2002 et a reçu sa première commande d'un entrepreneur local qui avait fait fortune dans le commerce avec la Chine⁵⁹⁰. » « L'architecte Mamani est derrière un grand nombre de ces nouveaux "chalets", avec leurs formes irrégulières et leurs fenêtres colorées. "Je veux donner une identité à cette ville, comme une exposition d'art permanente", affirme-t-il en citant la culture indigène aymara comme sa principale source d'inspiration : les courbes, la croix andine et les formes rappelant les papillons, les serpents ou les grenouilles figurant sur les façades sont reprises des ponchos généralement portés sur les hauts plateaux andins⁵⁹¹. » Ses revendications identitaires ne l'ont pas pour autant éloigné de la recherche des certifications du monde de l'art le plus établi et le plus hors sol ; car, outre les livres, les films, les innombrables reportages parus dans des médias tels que la BBC et le *Financial Times* ou des journaux télévisés chinois, M. Mamani a pu présenter son travail en janvier dernier à New York sur la V^e Avenue lors d'un événement annuel organisé par le Metropolitan Museum ayant pour objectif de « présenter les idées et les conceptions architecturales les plus passionnantes et les plus inspirantes d'aujourd'hui ».

Ce récit enchanté du créateur incréé mentionne rarement les fonctions et usages socio-économiques des édifices andins, en particulier des étages hébergeant les activités commerciales : au rez-de-chaussée, pour le récent *cholet* Iron Man, un restaurant de *pollo broaster* à côté d'un salon de tatouage et de toilettes payantes ; au-dessus, la salle de bal (qui peut accueillir jusqu'à

⁵⁸⁹ Nick Miroff, « In Bolivia, "New Andean" architecture applies new money to old traditions », *The Washington Post*, 27.10.2014.

⁵⁹⁰ Oliver Wainwright, « Party palaces and funky funhouses: Freddy Mamani's maverick buildings », *The Guardian*, 23.10.2018.

⁵⁹¹ Michele Bertelli, Felix Lill, « How indigenous wealth is changing Bolivian architecture », *Al Jazeera*, 13.2.2016.

600 personnes⁵⁹² dans le cas de ce dernier édifice) ; aux étages supérieurs, la location éventuelle d'appartements, sans parler des commodités quotidiennes du dernier étage (cordes à linge, etc.), où résident les propriétaires. Des propriétaires qui, selon M. Santos Churata, le jeune entrepreneur d'El Alto à la tête de la société de construction Transformers, qui produit les édifices futuristes les plus en vogue du moment, voient aussi la construction de ce genre de bâtiments comme un véritable « investissement ». Une salle de bal se loue à de multiples occasions (mariages, baptêmes, anniversaires, *graduation parties*, etc.), à partir de 1 000 dollars la soirée (soit un tiers du revenu moyen d'un citoyen bolivien selon la Banque mondiale).

L'irruption d'Iron Man (et autres super-héros) dans les rues d'El Alto fait voler en éclats la perception intemporelle de l'édifice comme œuvre d'art, une perception qui laisse peu de place à l'appréhension des différentes strates historiques ayant présidé à l'édification des *cholets* actuels. Alors que les élites économiques boliviennes des années 1990-2000 visaient, de façon ostentatoire, l'aisance européenne symbolisée par les chalets suisses, celles du capitalisme dérégulé célèbrent désormais leur propre réussite économique et sociale avec une nouvelle symbolique. Cette symbolique est très éloignée des « racines précolombiennes » dont F. Mamani veut s'inspirer⁵⁹³, et dont des institutions comme la Fondation Cartier se régale - au même titre que les visites touristiques organisées depuis quelques années sur la « route des *cholets* », qui, selon la rubrique voyages du journal espagnol *El País*⁵⁹⁴, constitue désormais « un incontournable d'El Alto ». Si les codes esthétiques de la nouvelle symbolique *Transformers* sont choisis, si étrangers soient-ils à la « culture andine », pour le design des façades futuristes des *cholets* les plus récents, c'est sans nul doute parce qu'il s'agit d'une nouvelle mode parmi les *successful businessmen* de l'économie d'El Alto, où la course à la modernité va jusqu'à aménager un hélicoptère (sans hélicoptère) sur leur toit, un couloir d'ascenseur (sans cabine) le long des escaliers principaux, un terrain de football intérieur en gazon synthétique, ou même simplement un jacuzzi (sans l'équipement adéquat) dont le seul usage consiste, de l'aveu même du propriétaire, à laver le linge.

⁵⁹² Rafael Sagárnaga, « Revolución “transformer”: del cholet a la casa de Iron Man », *Los Tiempos*, 15.4.2019.

⁵⁹³ O. Wainwright, « Party palaces... », art. cit. : « *It might look like Vegas, but it is all grown out of our pre-Colombian roots.* »

⁵⁹⁴ Alfredo Zeballos, « Así es un “cholet” boliviano », *El País*, Madrid, 19.9.2017.

Tout en ayant un parcours similaire à celui de F. Mamani (fils d'un ouvrier du bâtiment, d'origine aymara, ayant grandi à El Alto, sans diplôme d'architecte), Santos Churata tient cependant à s'en distinguer : « Moi, je n'ai pas besoin de ce vernis "andin". Je ne vais pas et ne peux pas dire que c'est andin quand je fais des robots avec des noms anglais. [...] Maintenant, c'est à la mode d'avoir un *cholet* Santos Churata. » Il poursuit en donnant sa version de la fascination de la nouvelle bourgeoisie aymara pour le futurisme robotique des *blockbusters* américains : « Le terme *cholet* ne correspond pas vraiment à ce que je fais au final. Je veux sortir de ça, ce que je propose à mes clients c'est quelque chose de réellement novateur. C'est ça, l'architecture *Transformers*, ça n'a rien à voir avec "l'architecture andine" de Freddy Mamani, qui devient maintenant *has been*. [...] J'en ai déjà construit une dizaine avec des dessins d'Autobots, des voitures mécaniques robotiques qui sont les protagonistes de la planète Cybertron et qui sont dirigées par les Optimus Prime des Transformers. Le plus souvent les clients viennent me voir parce que les œuvres tournent sur les réseaux sociaux et ils veulent la même chose. Moi, je leur offre une œuvre personnalisée juste pour eux. [...] Dans la majorité des édifices, il y a des symboles, une lettre, des initiales... dans le *cholet* Libertad par exemple, il y un F sur la façade car le propriétaire s'appelle Fernández... Pour le *cholet* Iron Man, le surnom du propriétaire est "el Dorado", c'est pourquoi on a choisi Iron Man car il est doré. Les clients viennent parce qu'ils veulent quelque chose de différent, c'est ce qui les attire. »

Santos Churata organise lui-même les cérémonies d'inauguration des édifices dont il a conçu le design : « Chaque construction est une émotion, c'est cela aussi que l'on cherche à transmettre lors des inaugurations. [...] C'est la fierté des propriétaires de montrer leur *cholet*. [...] On peut dire que ce que je fais est un peu comme l'Electropresté, c'est une fusion de la fiction avec la construction. » Il fait ainsi venir des groupes de musique internationaux, comme lors de la dernière inauguration en date, celle du *cholet* Libertad, où les convives ont pu assister au spectacle du chanteur chilien Américo, omniprésent sur les ondes latino-américaines, du groupe de musique andine Kala Marka, venu tout droit de... Montpellier, etc. Quelques mois plus tôt, la fête d'inauguration d'Iron Man avait été animée par six groupes de musique tropicale : « Notre intention est d'embellir un peu la ville d'El Alto avec un édifice hors du commun », précisait Celia Patzy, la propriétaire

de l'édifice, qui a fait fortune dans la vente de poulets rôtis.

Le pouvoir de cette « bourgeoisie *chola* » (telle qu'elle est souvent appelée péjorativement) est sans doute en premier lieu économique – le coût estimé de chaque *cholet* est compris entre 500 000 et 2 millions de dollars. Selon le journaliste Rafael Sagárnaga, il s'agit de mineurs coopérativistes, de commerçants du textile, de l'alimentation ou de la construction, de propriétaires de stations-service ainsi que d'entrepreneurs de l'économie illégale (et de la contrebande). Ce pouvoir est aussi politique, au même titre que l'édification en plein centre de La Paz d'un nouveau palais présidentiel, la Casa Grande del Pueblo, aux formes rappelant les ruines pré-incas de Tiwanaku, situées à 75 kilomètres de là, par un gouvernement qui a, en 2009, officiellement reconnu les « peuples originaires » dans la nouvelle Constitution de l'État plurinational, dont, d'après le président Evo Morales, ce monument est « le symbole ». L'édification des *cholets* ne saurait donc être réduite à une pure volonté ostentatoire de « nouveaux riches ». Ce serait ignorer en effet qu'elle procède des transformations sociales radicales qu'a connues récemment la Bolivie grâce à la répartition plus égalitaire de ses richesses, principalement issues de l'exploitation des hydrocarbures. Cette nouvelle répartition et, plus généralement, le souci d'égalité dont elle témoigne permettent à présent aux *cholos* auparavant invisibilisés d'accéder à une visibilité sociale dont ces édifices sont la manifestation physique⁵⁹⁵.

S'il est tentant de voir dans l'informalité de l'économie une forme de survivance de ce que Weber appelait le « capitalisme aventurier », qui ne séparait pas encore l'économie familiale de l'entreprise, il faut bien plutôt y voir une adhésion ultime aux valeurs d'un capitalisme dérégulé, qui fait du mélange des formes culturelles le signe d'une « modernité » bien faite pour légitimer l'ordre économique. M. Churata explique d'ailleurs que beaucoup de clients lui demandent de « refaire la façade néo-andine de leur *cholet* à la façon Transformers ». Cette esthétique prête le flanc à l'expression d'une véritable condescendance envers les *cholets* et les *cholos*, dans un constant rappel, non dénué d'ironie, à une sorte de « naturel » (un peuple « commerçant ») qui les fait paradoxalement apparaître comme les purs « produits » de l'économie capitaliste triomphante sur les terres ancestrales des révoltes

⁵⁹⁵ Voir Maëlle Mariette, « La gauche bolivienne a-t-elle enfanté ses fossoyeurs ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2019.

indigènes. Ce n'est pas le moindre mérite des célébrations internationales de la culture andine (qu'il s'agisse des *cholets* ou de l'Electropreste) - surtout quand elle adopte le second degré tout ironique de la simili transgression - que de mettre au jour les catégories de pensée par lesquelles des formes de domination symbolique n'ont cessé de s'exercer, sous les apparences les moins politiques et les plus esthétiques, depuis la colonisation. La contribution de la Fondation Cartier à cette entreprise de légitimation de l'ordre économique se fait toutefois au prix de trois contresens.

Le premier est *esthétique* : en érigeant les architectures andines au rang d'œuvres d'art produites par un artiste seul, la Fondation Cartier applique un schème créateur occidental à ce qui est avant tout une production collective (la rencontre de propriétaires et de constructeurs), dans des contextes urbains dont les photographies d'exposition se gardent bien de montrer les dimensions économiques et, plus largement, sociales. Les usages sociaux de l'édifice sont tout autant invisibilisés que les voitures qui passent, les camions qui stationnent, les stands de rue à proximité.

Le deuxième est *politique* : en en faisant le résultat d'une prospérité économique qui aurait enfin atteint les milieux populaires, en particulier les peuples « originaires » (comme les Aymaras d'El Alto), le récit de la nouvelle « architecture andine » rallie le modèle évolutionniste du développement capitaliste, avec le protagonisme social d'une « bourgeoisie économique émergente » ; mais il oublie de préciser que pour la plupart ces entrepreneurs ont fait fortune grâce à l'économie informelle. Il occulte surtout les rapports d'exploitation d'une économie familiale qui ignore aussi bien le droit du travail que l'acquittement des taxes sur les bénéfices économiques réalisés.

Le troisième est *anthropologique*, ou culturel : plus exactement, il relève de l'anthropologie culturelle spontanée que véhiculent des institutions comme la Fondation Cartier - qui n'en est pas, en ce domaine, à son coup d'essai, faut-il le préciser. En essentialisant une « architecture andine » que les représentations des Transformers et autres Iron Man viennent joyeusement piétiner, elle produit et reproduit les schémas de pensée les plus coloniaux sur les populations « originaires » qu'elle prétend au contraire valoriser. Parce que la célébration de la transgression et de la rupture artistique portée par le créateur suppose une image vraiment « pure », à savoir passéiste et essentialisée, des cultures transgressées - à l'image des Yanomamis, peuple indigène naturalisé comme

intimement lié à la nature et aux forêts, qu'elle avait, à l'aide d'un anthropologue reconnu, déjà esthétisés dans une exposition antérieure⁵⁹⁶. La Fondation Cartier rejoue ici la partition des peuples dont l'identité aurait résisté à la « modernité », et une identité à laquelle le spectacle fourni à l'amateur d'art aurait enfin permis l'éclosion.

Cette réappropriation des cultures « originaires » par l'art contemporain culmine ainsi dans l'exposition « Géométries Sud », dont le catalogue revendique : « Faire dialoguer les différents domaines de la création et montrer, autant qu'il nous est possible, leur organisation tramée est en outre une "marque de fabrique" de la Fondation Cartier pour l'art contemporain. » En célébrant « les géométries qui se développent [...] dans les esthétiques populaires et indigènes », elle prétend porter « un regard renouvelé sur ces champs singuliers de la création contemporaine. Les géométries indigènes semblent constituer sinon un alphabet, du moins le point commun entre des cultures éloignées et encore vivantes aujourd'hui par-delà les processus d'acculturation, et même en-deçà ». Fort heureusement, l'entrée fracassante d'Iron Man dans les rues d'El Alto rappelle que la valorisation artistique des *cholets*, sous prétexte de moderniser certaines formes de la « culture andine », ne fait que réassigner aux peuples colonisés une identité subalterne. Car il faut bien concevoir les populations « originaires » de l'Altiplano comme des résurgences de communautés stables et fermées, gouvernées par des principes économiques de réciprocité et des principes écologiques d'harmonie avec la nature pour pouvoir s'émerveiller des effets esthétiques d'un capitalisme dont les nouveaux riches et leurs architectures matérialisent aujourd'hui l'emprise.

⁵⁹⁶ Voir Bruce Albert, Davi Kopenawa, *Yanomami, l'esprit de la forêt*, Actes Sud / Fondation Cartier pour l'art contemporain, 2003.

Conclusion – Les interstices de « l'État indigène »

« L'ethnologue est de trop. »

Alban Bensa, « Quand les Canaques prennent la parole »,
Actes de la recherche en sciences sociales, 1985

En ce mois de juillet 2016, dans la partie nord d'une avenue commerçante du quartier 16 de Julio à El Alto, à la hauteur de la place Ballivián, un défilé multicolore, saturé de cuivres et de tambours aux rythmes syncopés, répétitifs et entraînants, envahit la rue. Un passant me dit qu'il s'agit des fraternités de *gremiales* du quartier, ces organisations professionnelles de métiers aussi divers que les charpentiers, les vendeurs de viande ou les transporteurs. Ce jour-là, ce sont les propriétaires des boutiques d'accessoires pour les fêtes, les cérémonies ou les processions qui rythment la vie sociale d'El Alto. Il s'agit plus particulièrement de boutiques de tissus, qui appartiennent aux usines de confection locales, mais qui vendent aussi d'autres produits destinés à ces mêmes événements (pétards, banderoles, etc). C'est là que je remplis généralement mes devoirs de *padrino* à Solidaridad, en achetant couvre-chefs à l'américaine pour jeunes diplômés, diplômés au nom de la promotion et confettis. Comme les entrepreneurs fortunés des fameuses avenue Buenos Aires ou rue Uyustus à La Paz, où l'on peut se procurer du matériel électronique à des prix défiant toute concurrence, ces commerçants sont fortement internationalisés, en relations notamment avec le Brésil ou l'Argentine, où sont installés nombre d'ateliers de confection, mais aussi avec la Chine et même les États-Unis. Par nature, leur commerce engendre moins de bénéfices que l'électronique ou les produits alimentaires, mais quelques *cholets* sont récemment apparus dans les rues adjacentes – avec notamment des immeubles estampillés *blockbusters*, tel Iron Man, qui remplacent les motifs géométriques des premiers chalets, sans pour autant en abandonner la volonté ostentatoire (voir *supra* p. XXX).

Avec l'économie ethnique, c'est tout un espace subalterne qui, ainsi transformé en affirmation du pouvoir économique et social des commerçants populaires, s'inscrit dans la matérialité de la ville – des *cholets* aux marchés de rue qui canalisent l'essentiel des flux de marchandises. S'il est généralement considéré que le secteur informel s'est développé à la faveur des politiques néolibérales depuis le milieu des années 1980⁵⁹⁷, on prête beaucoup moins d'attention aux formes

⁵⁹⁷ Voir Carmen Rosa Rea Campos, « Complementando racionalidades: la nueva pequeña burguesía aymara en Bolivia », *Revista Mexicana de Sociología*, 78 (3),

spécifiques qu'il a prises depuis l'instauration de l'État plurinational. La réappropriation des revenus des hydrocarbures résultant du *patrón primario-exportador* (le « modèle d'exportation des matières premières », qui s'est maintenu sous les présidences d'Evo Morales) a engendré des excédents en quantités suffisantes pour soutenir les dynamiques endogènes de l'économie populaire, principalement sur la base de l'importation de produits⁵⁹⁸. On peut certes souligner l'orthodoxie de la politique macro-économique au service de la croissance continue du PIB (contrôle de l'inflation et du déficit public, augmentation des réserves de devises), mais, ce qui change par rapport au néolibéralisme des années 1980-1990, c'est le poids croissant de l'État dans le fonctionnement de l'économie. L'État est mis au service de la redistribution sociale, avec notamment des bons monétaires ou les politiques de réduction de la pauvreté : celle-ci passe de 38 % à 25 % environ entre 2006 et 2015⁵⁹⁹, et l'indice de Gini est en baisse constante⁶⁰⁰. Il a en outre permis, de façon plus ou moins consciente et institutionnalisée (par l'extension des crédits bancaires et des micro-crédits), l'émergence de nouvelles formes d'accumulation, de production et de commercialisation. À El Alto en particulier a été constaté un élargissement des bases sociales de l'auto-entreprenariat dans le secteur du commerce et des services – le secteur industriel restant encore minoritaire dans le pays.

Il faudrait analyser plus précisément ce qui, dans le développement de ces secteurs populaires, est attribuable à une action explicite de l'État et ce qui ressortit à ce que certains entrepreneurs de l'économie ethnique désignent comme un « arrangement bien compris », c'est-à-dire un retrait volontaire. Ici réside l'ambivalence des transformations à l'œuvre au cours des années Morales, qui engagent, au-delà de la relation à l'État, toute une analyse de l'autonomie attribuée aux milieux populaires qui forment l'économie

2016, p. 375-407.

⁵⁹⁸ Voir N. Tassi *et al.*, « *Hacer plata...* », *op. cit.*, p. 49 sq.

⁵⁹⁹ Voir Pedro Conceição (dir.), *Informe sobre desarrollo humano: Más allá del ingreso, más allá de los promedios, más allá del presente: desigualdades del desarrollo humano en el siglo XXI*, New York, Pnud Bolivia, 2019.

⁶⁰⁰ Voir Comisión Económica para América Latina, *Estudio económico de América Latina y el Caribe 2019. El nuevo contexto financiero mundial: efectos y mecanismos de transmisión en la región*, Santiago de Chile, Cepal, 2019.

ethnique, ainsi que des formes de politisation qui y sont associées. Il devient en effet de plus en plus difficile de penser l'informalité de l'économie ethnique comme purement marginale ; on peut faire l'hypothèse qu'elle est bien plutôt constitutive non seulement du bon fonctionnement de l'économie, mais aussi et surtout du processus de renforcement de l'État entrepris depuis l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir, en 2006. La multiplication des lieux intermédiaires (villes moyennes, centres d'échanges, marchés de rue, etc.) et des réseaux de transport pour les connecter a ainsi paradoxalement permis à des territoires auparavant excentrés et périphériques d'être intégrés à l'économie nationale. Ces réseaux du commerce populaire ont ensuite facilité l'accès des institutions officielles. S'il faut souligner une sorte de rôle intégrateur du marché, qui n'est absolument pas un repoussoir pour les communautés ou les organisations de base, c'est surtout parce que les formes d'institutionnalisation produites par le commerce populaire s'avèrent complémentaires de la tentative étatique d'unifier le pays « par en haut » et de décoloniser le fonctionnement des institutions. Elles représentent une autre façon de « faire pays⁶⁰¹ », à côté de la politique officielle, ou plus exactement dans une relation distante à l'État : un « État indigène⁶⁰² », au sens où il ne fait pas que reconnaître la plurinationalité des peuples « originaires », mais où il autorise le développement autonome de l'économie ethnique au sein des secteurs populaires.

À l'encontre des projets de modernisation et de centralisation, qui ont toujours bénéficié aux élites rentières boliviennes, les élites émergentes de l'économie ethnique s'inscrivent bien dans une perspective nationale, au sens où elles ne cherchent pas à introduire du capital étranger mais à créer leurs propres formes économiques : elles votent pour le MAS tout en n'approuvant pas son projet étatiste et modernisateur de réglementer l'économie. Elles ne s'inscrivent pas pour autant dans une tentative pour « remplacer » les élites antérieures, mais elles visent à développer leurs activités économiques et leurs réseaux à l'écart de la sphère étatique – ce qui n'exclut pas des

⁶⁰¹ N. Tassi *et al.*, « *Hacer plata sin plata* »..., *op. cit.*, p. 212 sq.

⁶⁰² Voir N. Postero, *The Indigenous State*..., *op. cit.*

capacités d'influence au sein même des cabinets ministériels pour orienter les politiques publiques⁶⁰³.

L'anthropologie des économies populaires révèle ainsi que la plupart des travaux sur le « processus de changement » passent à côté d'une dimension importante des transformations en cours en s'attachant à la seule sphère de la politique officielle. Tout d'abord, parce que cette focalisation sur les mesures légales ou institutionnelles fait apparaître le projet développementaliste du gouvernement comme un simple prolongement des politiques libérales⁶⁰⁴, en ignorant le fait que les instruments des politiques publiques ne prennent sens que dans un contexte déterminé⁶⁰⁵ – les objectifs de redistribution sociale sont largement absents des études académiques. Ensuite, parce que cette focalisation implique le plus souvent une dichotomie tranchée entre sphère étatique et mouvement indigène⁶⁰⁶ – une division qui ne tient pas compte de cette porosité de l'État et de la spécificité du MAS au pouvoir comme « gouvernement des mouvements sociaux ». Dans cette perspective, l'étude des économies ethniques permet de replacer l'anthropologie « dans les marges de l'État » (pour reprendre l'expression de Veena Das et Deborah Poole⁶⁰⁷) et des différentes modalités par lesquelles les États gèrent leurs populations et leurs territoires les plus périphériques⁶⁰⁸. Cette approche montre que c'est moins par le contrôle légal que par des séries de luttes débouchant sur des arrangements pratiques que des formes d'institutionnalité sont établies.

⁶⁰³ Sur ce « cabinet parallèle », voir Juan Manuel Arbona, María Elena Canedo, Carmen Medeiros, Nico Tassi, *El proceso de cambio popular: un tejido político con anclaje país*, La Paz, CIS, 2016, p. 121 sq.

⁶⁰⁴ Voir N. Postero, *The Indigenous State...*, *op. cit.*, p. 4.

⁶⁰⁵ Voir F. Poupeau *et al.*, *The Field of Water...*, *op. cit.*

⁶⁰⁶ Voir ainsi Fernando Garcés, *Los indígenas y su Estado (Pluri)nacional. Una mirada al proceso constituyente boliviano*, Buenos Aires, Clacso, 2013 ; Arián Laguna, *¿De salvajes a indígenas? Estrategias identitarias y matrimoniales en el territorio indígena El Pallar*, La Paz, Observatorio del racismo-Fundación de la Cordillera, 2016 ; Pnud, *Diversidad institucional. Autonomías indígenas y Estado Plurinacional en Bolivia*, TSE-Conaioc, 2018.

⁶⁰⁷ Veena Das, Deborah Poole, « State and its margins. Comparative ethnographies », in Veena Das, Deborah Poole, *Anthropology in the Margins of the State*, Santa Fe, School of American Research Press, 2004, p. 3-33.

⁶⁰⁸ Voir Talal Asad, « Where are the margins of the State? », in V. Das et D. Poole, *Anthropology in the Margins...*, *op. cit.*, p. 279-288.

La « tension entre la logique d'un État fort et la capacité des secteurs populaires à agir selon des logiques politiques propres⁶⁰⁹ » fait l'objet de compromis dans la mesure où les commerçants de l'économie ethnique maintiennent une véritable autonomie par rapport à l'État : du fait de leur pouvoir économique et des réseaux dans lesquels il se développe, ils n'ont pas besoin de s'inscrire dans le circuit partisan pour obtenir les postes généralement associés en Bolivie au fonctionnement du militantisme⁶¹⁰, et c'est toute la mécanique ordinaire du champ politique qui s'en trouve déplacée. Pour toutes ces raisons, le soutien électoral au MAS d'Evo Morales par ce secteur de l'économie populaire n'est pas inconditionnel – le *gasolinazo* l'a prouvé dès 2010⁶¹¹. Le leader est, comme dans les organisations de base, considéré comme « au service » du groupe. Il y a là, selon les anthropologues des économies populaires, moins un refus de l'État que la marque d'une capacité de ces groupes à s'autodéterminer selon leurs logiques propres. Cette capacité à « prendre en charge certains secteurs de gouvernement⁶¹² » concerne non seulement les commerçants populaires mais aussi les coopérativistes miniers et les cultivateurs de coca, véritables entrepreneurs de l'économie familiale⁶¹³. Il s'agit d'une sorte de tolérance mutuelle grâce à laquelle chacun garde sa sphère d'action respective, édicte ses propres normes, quitte à refuser toute forme de taxation étatique ou à passer des accords avec des entreprises non boliviennes sans régulation aucune. Et force est de reconnaître que l'État bolivien a favorisé le développement de l'économie familiale, fondée sur la propriété individuelle et l'accès au marché, contre l'économie à base communautaire (dont certaines coopératives à but non lucratif font aussi partie).

Les sphères d'autonomie populaire sont cependant ambivalentes politiquement. Certes, les analyses du potentiel politique

⁶⁰⁹ J. M. Arbona *et al.*, *El proceso de cambio popular...*, *op. cit.*, p. 119.

⁶¹⁰ Cette logique de la *pega* est analysée par H. Do Alto et P. Stefanoni, « El MAS : las ambivalencias de la democracia corporativa », *art. cit.*

⁶¹¹ Voir *supra* le prologue du livre IV, p. XXX.

⁶¹² J. M. Arbona *et al.*, *El proceso de cambio popular...*, *op. cit.*, p. 128-129.

⁶¹³ Les mineurs coopérativistes, tout comme les *cocaleros*, ont cependant une tradition corporatiste qui les distingue des autres secteurs sociaux.

de l'économie ethnique permettent de rompre avec ce que Bensa et Bourdieu ont appelé l'« ethnologie mystique » des populations « originaires », qui fonctionne comme « évangile de la culture traditionnelle⁶¹⁴ » : la référence aux cultures indigènes agit, dans la politique bolivienne, comme une « symbolique mystico-naturaliste ». Mais, si l'on n'est plus aux temps où le discours indigène devait se construire contre celui du missionnaire-ethnologue, cela ne veut pas dire que le travail d'analyse soit simplifié par le contexte post-colonial, en particulier par l'effet de dépolitisation qui surgit de la folklorisation des cultures⁶¹⁵. Dans la mesure où elle dénature les catégories d'analyse utilisées, d'un bord politique à l'autre, pour penser le monde social, la recherche anthropologique ou sociologique ne peut être neutre : elle constitue, en tant que telle, une *intervention* politique. Aux chercheurs d'assumer ensuite l'engagement qui peut en découler, sans pour autant se sentir tenus de se mettre au service d'une quelconque cause ou d'un quelconque gouvernement.

La comparaison avec la Nouvelle-Calédonie ou la Kabylie, analysées respectivement par Bensa et Bourdieu, permet de comprendre les enjeux politiques de ces analyses de l'autonomie du populaire et des économies ethniques. Tout comme la Kabylie, la Bolivie est une sorte de « conservatoire culturel qui a maintenu en vie, à travers ses pratiques rituelles, sa poésie [ses défilés] et ses traditions orales, un système de représentations ou, mieux, un système de principes de vision et de di-vision [...] qui survient jusqu'à ce jour dans nos structures mentales et, pour une part, dans nos structures sociales⁶¹⁶ ». Ainsi, il faut, comme l'a montré Bensa au sujet des Canaques, cesser de considérer les discours autochtones « comme des expressions de la "pensée mythique" ou des indices d'une vision philosophique du monde » (ou d'une cosmologie), pour y voir « les fragments, formalisés ou non, de projets narratifs qu'il s'agit de rapporter au champ social et politique que les narrateurs souhaitent modifier à leur avantage », et donc « remettre en cause toute une

⁶¹⁴ Alban Bensa, Pierre Bourdieu, « Quand les Canaques prennent la parole », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 56, 1985 (p. 69-85), p. 72.

⁶¹⁵ Voir par exemple Michèle Cros, Daniel Dory, « Apprivoiser le marché », *Journal des anthropologues*, 98-99, 2004, DOI 10.4000/jda.1710.

⁶¹⁶ P. Bourdieu, L. Wacquant, *Invitation...*, *op. cit.*, p. 225.

conception fixiste, traditionaliste, de la société»⁶¹⁷. Contre les tendances culturalistes de nombre d'ethnographies des sociétés andines, les travaux contemporains d'anthropologie des milieux populaires boliviens⁶¹⁸ montrent que « l'instance politique est dominante » au sein de ces groupes sociaux. Or ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater que la réhabilitation des populations dites « originaires indigènes paysannes » par le gouvernement d'Evo Morales produit un véritable effet de dépolitisation en ne faisant qu'inverser les catégories mentales qui, depuis la colonisation, accompagnaient la dévalorisation des Indiens et de leurs cultures. La naturalisation d'un « Indien autorisé⁶¹⁹ », vivant dans la réciprocité et l'harmonie avec la Terre mère, n'assigne pas seulement les nations « originaires » à un non-lieu de la politique ; elle occulte les formes d'autonomie populaire qui se développent dans les interstices de l'État, à l'interface du rural et de l'urbain, à partir d'une appropriation des circuits commerciaux et des marchés⁶²⁰. On a ainsi pu voir s'imposer, tout au long des années Morales, une vision pour le moins réductrice de la politique qui, loin de travailler au renforcement de la dimension collective des organisations de base comme structures de mobilisation et comme potentiel productif de l'économie plurielle, « a eu tendance à se focaliser sur les ouvrages publics⁶²¹ » : routes, hôpitaux, écoles, terrains de sport, qui pour la plupart étaient nécessaires, dans l'état de sous-équipement du pays, mais qui ne suffisent pas à sortir la politique des réseaux clientélares.

Un des effets les plus dommageables des politiques indigénistes menées depuis 2006 ne réside pas dans les formes d'anti-intellectualisme ou dans le rejet de toute enquête empirique qui ont résulté de cette naturalisation des nations indigènes – il suffirait d'« en

⁶¹⁷ A. Bensa, P. Bourdieu, « Quand les Canaques... », art. cit. p. 76.

⁶¹⁸ Voir J. M. Arbona *et al.*, *El proceso de cambio popular...*, *op. cit.*

⁶¹⁹ Voir Charles R. Hale, « Does multiculturalisme menace? Governance, cultural rights and the politic of identity in Guatemala », *Journal of American Studies*, 34, 2002, p. 485-524.

⁶²⁰ Voir Nico Tassi, María Elena Canedo, « Una pata en la chacra y una en el mercado ». *Multiactividad y reconfiguración rural en La Paz*, La Paz, Cides-Umsa, 2019.

⁶²¹ John Crabtree, Ann Chaplin, *Bolivia: Procesos de cambio*, La Paz, PIEB, 2013, p. 84.

être » pour les « connaître », la « science », avec ses méthodes et critères de vérité, étant perçue comme le simple produit d'un « impérialisme occidental »⁶²². Il est, sur un plan politique, de nier les capacités de résistance des cultures andines « originaires » : comment, à l'image des groupes *cholos* au cœur de l'économie ethnique, elles ont résisté à la domination en créant de nouvelles structures, de nouvelles formes de vie et d'expression, des détournements de sens face aux modes de domination économique et politique hérités de la colonisation. Il est surtout d'occulter le travail politique nécessaire à la construction des formes d'organisation et d'auto-organisation qui ont surgi le temps de certaines crises, mais dont l'institutionnalisation est peu concevable en dehors d'un travail d'éducation populaire.

Comme le remarque cependant Bourdieu dans l'entretien avec Bensa, « la situation coloniale pousse à la limite l'alternative devant laquelle est placé le sociologue parlant des classes dominées : celle du populisme exalté qui fonctionne dans la logique de la projection, voire du phantasme, et qui prête aux dominés toutes les vertus que leur prêtent les dominants, l'authenticité, etc.⁶²³ » Si l'anthropologie des économies populaires a bien mis l'accent sur les groupes invisibilisés par un discours dominant qui méprise les activités et les styles de vie associés à l'économie *chola*, elle n'en est pas moins sujette à cette idéalisation des subalternes et de leur autonomie, économique ou politique. Elle a certes le mérite de rompre avec une vision verticale de la politique où les secteurs populaires devraient « sacrifier » leurs « intérêts corporatistes » au bien commun incarné par l'État ; mais, à insister sur la dimension horizontale de leur « hégémonie par en bas⁶²⁴ », elle tend à occulter les rapports de domination et les inégalités qui structurent les rapports sociaux, en particulier à travers les formes d'exploitation internes à la sphère familiale et la résistance à tout droit du travail ou à toute forme de taxation des activités⁶²⁵.

⁶²² Il n'est pas anodin que, parmi les invités ou les références officielles de l'officialisme massiste à partir de 2006, figurent des intellectuels comme Boaventura de Sousa Santos, Walter Mignolo, Anibal Quijano, Chantal Mouffe...

⁶²³ A. Bensa, P. Bourdieu, « Quand les Canaques... », art. cit., p. 74.

⁶²⁴ J. M. Arbona *et al.*, *El proceso de cambio popular...*, *op. cit.*, p. 15 sq.

⁶²⁵ Sur les inégalités au travail dans le secteur urbain, voir en particulier Fernanda Wanderley, *Crecimiento, empleo y bienestar social. ¿Porque Bolivia es tan desigual?*, La Paz, Cides-Umsa, 2009, p. 99 sq.

Cette vision se déploie en réalité au cœur d'un double impensé, qui traverse la critique de gauche bien au-delà de la Bolivie⁶²⁶. Premièrement, l'idée que cette hégémonie populaire des intérêts corporatistes se développe dans les interstices de la logique d'unification étatique occulte le fait que cette façon spécifique de faire société peut déboucher sur une sorte de séparatisme social qui, profitant de l'inversion de stigmatisme permise par le discours officiel, développe des logiques d'accumulation fort compatibles avec le régime capitaliste, du point de vue du rapport au marché comme du rapport aux valeurs associées au marché. Dans cette perspective, dans quelle mesure l'autonomie des secteurs populaires s'inscrit-elle dans un processus de transformation sociale animé sinon par des logiques de production de commun, du moins par une volonté collective de réduction des inégalités et de promotion de la justice sociale ? Deuxièmement, l'analyse d'un développement à l'écart de l'État, dans un repli volontaire sur des territoires et des secteurs d'activité échappant de toute façon à son contrôle, ne risque pas seulement d'accréditer une vision assez manichéenne selon laquelle le « processus de changement » ne serait que la continuation des politiques néolibérales par d'autres moyens ; elle évacue surtout l'articulation des économies *plurielles* (nationale, coopérative, communautaire, privée), qui se situait au cœur du projet *plurinational*. L'affirmation selon laquelle l'essor et la consolidation de l'économie ethnique des secteurs populaires ne doivent rien au processus de changement permet certes de montrer que la société bolivienne connaît des transformations inédites, mais elle porte un jugement très pessimiste sur la possibilité même d'une révolution sociale – depuis la critique des insuffisances de l'État jusqu'à la négation de tout rôle des structures de pouvoir, qui ont pourtant été conquises par le vote démocratique des secteurs populaires.

⁶²⁶ Voir F. Poupeau, *Les Méaventures...*, *op. cit.*

Livre V

**Fins de cycles
(2016-2019)**

image chariot mine BN

Prologue – Revisites

« Est-ce parce que j'ai mis le pied en Amérique que j'ai envie soudain de raconter l'arrivée ? Est-ce une maladie de l'Atlantique ? Impossible surtout d'échapper au schéma tracé d'avance, celui d'une situation qu'il me faut spontanément qualifier de coloniale... »

Michèle-Baj Strobel, *Les Gens de l'or*, 1998

« Dans les zones de développement, les coopératives n'émergent jamais spontanément comme l'expression de modèles préexistants ; elles sont toujours empruntées, si ce n'est imposées, d'"en haut". Elles sont donc un produit du capitalisme, et non d'un socialisme spontané. »

June Nash, Nicholas Hopkins,
Popular Participation in Social Change, 1976

Le temps d'écouter

J'ai toujours admiré, et lu avec un peu d'envie, les livres brochés et colorés des chercheuses et chercheurs anglo-saxons, qui racontent leur arrivée en avion dans un pays étranger, comment ils sont accueillis, quels gens formidables ils rencontrent et tout ce qu'ils leur doivent pour la compréhension de leur sujet d'étude. Après quelques mois passés dans le pays, souvent chez l'habitant, ils repartent, pleins de reconnaissance et de théories sur l'État néolibéral, publier leurs articles et leur livre en profitant de l'année sabbatique généreusement octroyée par telle ou telle prestigieuse bourse de recherche. Je me rappelle cette jeune politiste, américaine je crois, qui, installée au fond d'un café de la place Abaroa de La Paz, enchaînait sans discontinuer les entretiens avec les intellectuels, les responsables d'ONG ou les dirigeants syndicaux qui défilaient à sa table, dont elle cochant minutieusement les noms sur son agenda, une fois partis. Lors de mes différents séjours en Bolivie par la suite, lorsque je posais le pied sur le tarmac de l'aéroport d'El Alto, j'avais toujours une pensée pour cet opus relativement standardisé, de la *local ethnography* au *global framework*, que je pensais devoir un jour tenter de rédiger pour me mettre aux normes de la *global science*, la science sociale mondialisée. J'ai peut-être eu la chance de ne pas en être capable à ce moment-là. Aussi, après avoir publié des carnets de terrain et des enquêtes, j'ai continué à arpenter les rues périphériques et les chemins de traverse. Moins bricolage d'anthropologue ou flânerie de promeneur urbain que volonté de prendre le « temps d'écouter⁶²⁷ », mes revisites m'ont permis de voir ce qu'on appelle « la ville » – en réalité le tissu de relations sociales qui s'incarnent dans les choses et dans les corps – changer insensiblement, mais inexorablement.

La Paz, d'abord. En compagnie de mon collègue et ami Hugo José Suárez, qui m'avait introduit auprès du monde intellectuel et politique bolivien lors de mon premier voyage, près de vingt ans plus tôt, je parcours les périphéries de la zone sud, un jour ensoleillé d'été bolivien, au tournant des années 2016-2017. Il prépare alors un livre sur les transformations de la ville qui s'attache plus aux quartiers favorisés, en particulier au quartier central et résidentiel de

⁶²⁷ Voir Michel Pialoux, *Le Temps d'écouter*, Paris, Raisons d'agir, 2019.

San Miguel, d'où il est issu. San Miguel, situé près de 1 000 mètres plus bas que les quartiers populaires d'El Alto, a été bâti dans les années 1970 sur les courbes de l'hippodrome d'une *hacienda* et converti depuis une dizaine d'années en zone commerciale de luxe à la bolivienne. « Le quartier tranquille aux rues pavées s'est converti en l'un des pôles économiques les plus dynamiques de la ville, avec places de stationnement, automobiles et commerces, où l'on trouve les boutiques les plus raffinées de vêtements et de nourriture – même les *fast-foods* s'y présentent comme adeptes de la philosophie de la *slow food* –, des banques, des agences de voyages, etc. Le tout accompagné par une idéologie indigéniste qui s'accommode facilement des impératifs du marché⁶²⁸. » La ville est traversée par des processus distincts mais convergents, orientés par un idéal de modernisation à l'occidentale, avec des édifices à plusieurs étages, de larges avenues, des boutiques présentant des objets « ethniques » fabriqués par des artisans contemporains. Les kiosques en bord de rue, vendant les produits d'usage, paraissent désormais d'autant plus incongrus que ce qu'ils vendent se trouve dans les supermarchés et autres *megacenters* qui ont proliféré dans cette partie de la ville.

Les périphéries urbaines qui entourent la zone sud sont bien différentes de ces quartiers favorisés, même si la route qui mène à la municipalité voisine de Palca est désormais goudronnée. Et, si ces périphéries se sont elles aussi transformées, elles l'ont fait sur un mode propre, moins du point de vue des styles de vie que de la morphologie sociale. Depuis mes enquêtes sur les inégalités, à la fin des années 2000, certains signes matériels expriment des changements sur lesquels je décide de lancer de nouvelles recherches⁶²⁹. Les

⁶²⁸ Hugo José Suárez, *La Paz en el torbellino del progreso. Transformaciones urbanas en la era del cambio en Bolivia*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2018, p. 311.

⁶²⁹ Voir *supra* Livre III. À l'été 2016-2017, un contrat avec l'Agence française de développement me permettra bientôt de les réaliser, en collaboration avec l'un des chercheurs qui ont la connaissance la plus intime et la plus complète de la Bolivie, Claude Le Gouill (voir *infra* ch. 10). Je l'avais rencontré lorsqu'il rédigeait sa thèse sur les relations syndicats-communautés dans le nord du Potosí, et il est ensuite venu faire un post-doc dans le centre de recherche que je dirigeais aux États-Unis. Nous avons alors mené une autre enquête, financée par l'Agence nationale de la recherche, sur les coupures d'eau : voir Franck Poupeau *et al.*, *Water Conflicts and Hydrocracy in the Americas. Coalitions, Networks, Policies*, São Paulo, IEE-USP, 2018.

maisons sont majoritairement en briques, et non plus en *adobe*, elles sont équipées de *tanques de agua** – des citernes en plastique dont la taille peut varier, qui signifient que, si l'eau n'arrive pas toujours au robinet dans la maison, un certain accès au service de distribution s'est mis en place pour remplir ces citernes.

Autre transformation manifeste : le nombre de véhicules (voitures ou minibus) garés devant ces maisons révèle que la page de la migration rurale est, là aussi, bel et bien tournée et que ces quartiers sont les lieux privilégiés d'accès à la propriété de certaines professions qui, comme les chauffeurs, ont des revenus au jour le jour, dans une forme d'auto-entreprenariat à la fois corporatiste (les syndicats sont très organisés) et précaire sur le plan individuel. Non seulement la frontière entre ville et campagne a été repoussée plus loin encore sur le territoire des communautés rurales, mais elle s'est comme dissoute dans l'éparpillement des nouvelles habitations et des routes qui les relie au réseau principal de transport. Ces transformations ne sont pas sans conséquences politiques, on le verra. Si les lieux centraux de La Paz miment la « ville néolibérale » et les aspirations à une « modernisation » à laquelle elle n'a pas tout à fait les moyens d'accéder, les périphéries s'engagent sur des chemins qui semblent très différents des logiques dualistes que l'on pouvait encore deviner dans l'agglomération en expansion des années 2000. La « sururbanisation » produite par les inégalités semble surtout moins uniforme, et plus difficile à cerner. Pas plus que dans les périphéries d'El Alto, il ne s'agit simplement d'une population pauvre composée de migrants, mais de lieux d'installation et d'accès à la propriété de groupes sociaux qui, comme les chauffeurs de taxi ou de minibus, ajustent leurs stratégies à leurs conditions d'accès à la ville.

Mélancolies sélectives

L'appréhension de ces logiques sociales constitue un moyen de contourner la mélancolie spontanée du chercheur, qui, comme l'anthropologue d'antan face aux sociétés en voie de décomposition, peut facilement déplorer la disparition d'un monde⁶³⁰ – celui, feutré, de la bourgeoisie blanche et créole des quartiers policés, longtemps

⁶³⁰ Voir G. Althabe, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », art. cit.

préservés, à l'écart de l'agitation du centre-ville, de ses administrations bondées, de ses marchés de rue et de ses foules laborieuses. L'encombrement croissant du trafic, le développement des immeubles de plusieurs étages qui remplacent les maisons individuelles installées depuis plus d'un demi-siècle sont autant de signes d'une entrée à marche forcée dans la « modernité », symbolisée désormais par le téléphérique, nouveau fleuron touristique de la ville, qui offre un panorama incomparable sur l'ensemble du site, jusqu'à présent considéré sous le signe du « patrimoine naturel »⁶³¹.

Les années précédentes déjà, j'étais retourné régulièrement dans mes zones d'enquête d'El Alto. Revisiter ses « terrains » n'est pas encore une pratique très courante en sciences sociales, en dépit des efforts de Burawoy pour en faire reconnaître la nécessité⁶³². Certes, la réflexivité comme « distance à soi, retour sur soi et recul méthodologique⁶³³ » est bien devenue l'un des principes les plus ordinaires du travail sociologique. Elle peut tout d'abord ouvrir à des « histoires d'enquête » qui permettent de retracer « le processus qui mène de la note de terrain au texte final et à toutes les opérations qu'un tel processus implique : comment passe-t-on d'une expérience vive, variée, souvent tourmentée et polyglotte, à une monographie ou à un *ethnographic account* universitaire destiné à une publication savante⁶³⁴ ? ». Mais les revisites peuvent être un peu plus que l'archéologie des savoirs accumulés, quand elles visent à la fois le réexamen et l'actualisation des enquêtes déjà menées, ou quand elles s'attachent à comparer des terrains analysés à des périodes distinctes, par des chercheurs ou des équipes différentes, afin de « voir comment, à quelles conditions et jusqu'où on peut réutiliser les enquêtes du

⁶³¹ Sur les ambiguïtés de la notion de patrimoine en Bolivie, voir Pascale Absi, « Patrimoine et conflits sociaux : l'exemple de la défense de la montagne minière de Potosi, Bolivie », *Espaces et Sociétés*, 119, 2004, p. 199-214.

⁶³² Voir Michael Burawoy, « Revisits: An outline of a theory of reflexive ethnography », *American Sociological Review*, 68 (5), 2003, p. 645-679.

⁶³³ Paul Pasquali, « Pour une réflexivité historique dans les sciences sociales contemporaines », in Gilles Lafferté et al., *Le Laboratoire des sciences sociales*, Paris, Raisons d'agir, 2018, p. 10.

⁶³⁴ V. Debaene, *L'Adieu au voyage...*, op. cit., p. 20.

passé afin d'accroître la scientificité de celles qui sont menées aujourd'hui⁶³⁵ ».

Les moyens d'une telle « politique de la science » restent relativement indéfinis : faut-il simplement retracer la construction des recherches passées, en reconstituer les sources ou les bases de données, en réévaluer la pertinence à l'aune du contexte passé mis à distance et objectivé, ou bien établir une comparaison terme à terme, variable par variable, avec le risque de projeter dans les objets présents les préoccupations d'un passé qui n'est plus, et inversement ? Le retour d'un enquêteur sur son propre travail passé ne court-il pas le risque de tomber dans une forme de réflexivité narcissique s'il se limite à un repli sur un plan d'observation ethnographique coupé des processus collectifs et politiques ? Dans cette perspective, les enquêtes constituent un marqueur des transformations sociales que le travail de terrain a pu saisir au moment même où elles avaient lieu, du point de vue des méthodes (construction d'objet, définition des variables, etc.) comme des résultats obtenus.

Le cas des *cholets* andins évoqué précédemment⁶³⁶ est sans doute le plus manifeste. Repasser dans les rues d'El Alto, à quelques années de distance, montre non seulement une explosion du nombre d'édifices, mais aussi un changement qualitatif des formes architecturales⁶³⁷. À travers ce changement de l'environnement urbain, il devient possible de saisir des transformations des structures sociales. Alors que les édifices des années 2000 pouvaient encore laisser croire à une « culture andine » que la bourgeoisie aymara émergente aurait exhibée de façon ostentatoire, le passage, dans les thèmes composés sur les façades, à une « esthétique Transformers » inspirée des *blockbusters* étatsuniens renvoie explicitement à un autre type de valeurs : celles de l'ordre capitaliste, auxquelles a manifestement adhéré un groupe social qui a bénéficié, sans doute plus que d'autres, des retombées économiques des années Morales. Les propriétaires semblent avoir définitivement abandonné les références aux traditions de l'Altiplano pour adopter des formes géométriques de plus en plus

⁶³⁵ P. Pasquali, « Pour une réflexivité... », art. cit., p. 37.

⁶³⁶ Voir *supra*, Excursus..., p. XXX.

⁶³⁷ Voir F. Poupeau, « Les architectures émergentes... », art. cit.

« futuristes » ou « abstraites » ; mais surtout, les échoppes en rez-de-chaussée s'effacent derrière l'activité principale, qui consiste désormais, et plus que dans les anciens *cholets*, à organiser des événements et des réceptions – à l'image de l'Electropreste, où la jeunesse branchée de la zone sud vient désormais célébrer la fusion des danses andines et du *clubbing*. Comme si les élites économiques d'El Alto voulaient se mettre au goût des « paradis infernaux⁶³⁸ » auxquels elles n'avaient pas pu accéder jusqu'à présent.

D'autres changements sont cependant moins manifestes, tels ceux du quartier Solidaridad, où je suis régulièrement retourné à chacun de mes séjours en Bolivie. Au cours de ma première enquête, j'avais déjà remarqué combien ce genre de terrain, le plus périurbain et le plus pauvre en même temps, donnait l'impression que rien ne se passe jamais. Une quinzaine d'années plus tard, le quartier s'est néanmoins consolidé, avec des rues pavées, installées par les femmes du quartier – le gouvernement leur donne de la nourriture en échange du travail réalisé, comme le faisaient les ONG au tournant des années 1990-2000 ou les entreprises de services avec les politiques *pro-poor*⁶³⁹. La revisite montre-t-elle finalement autre chose qu'un processus tout à fait ordinaire de « consolidation » du quartier⁶⁴⁰ ? Les entretiens menés à plus de dix ans d'intervalle révèlent en fait la nécessité de déplacer l'angle d'analyse : ce ne sont plus les inégalités d'accès à l'eau (de familles qui, à l'époque, ne faisaient que s'installer dans des conditions difficiles) qui retiennent mon attention, mais les destinées scolaires et professionnelles des enfants. Si la fille de doña Beatriz, que j'avais accompagnée à l'hôpital pour ses verrues, est restée avec sa mère pour s'occuper de la boutique et de l'enfant qu'elle a eu avec un autre jeune du quartier, les enfants de doña Máxima ont des trajectoires différentes. L'un des fils a fait des études d'ingénierie, une de ses filles est assistante vétérinaire, du côté de Santa Cruz – elle n'a pas trouvé une place à la clinique pour animaux de La Paz, car elle n'est pas membre du parti du maire en

⁶³⁸ Voir Mike Davis, *Paradis infernaux. Les villes hallucinées du néo-capitalisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008.

⁶³⁹ Voir *supra* Livres I et II, p. XXX.

⁶⁴⁰ Voir F. Dureau *et al.*, *Géographie...*, *op. cit.*

place. Ma filleule, Estrella, termine ses études secondaires et envisage d'aller, comme les autres, à l'Université populaire d'El Alto (UPEA), très peu considérée, voire méprisée, sur le marché du travail urbain.

Ces observations ne sauraient déboucher sur une généralisation trop facile : les enfants de doña Máxima n'accèdent pas aux carrières académiques et professionnelles les plus valorisées, et il est probable que beaucoup d'autres familles resteront encore à l'écart de ces préoccupations. Par exemple, une résidente, doña Sandy, ne sait rien des procédures d'inscription ni des filières de l'UPEA, où sa fille doit aller après son *bachiller* (baccalauréat). Un autre voisin a réussi à placer son fils dans une entreprise de construction, comme ouvrier, et cela reste encore, dans le quartier, le lot commun. En dépit de la réduction significative de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, du fait de mesures comme les bons Juancito Pinto et Juana Azurduy* ou l'augmentation du salaire minimum, le maintien des inégalités socio-économiques interdit de constater une « mobilité sociale » significative⁶⁴¹.

Certes, les dépenses pour l'éducation ont augmenté sous les présidences d'Evo Morales, mais pas autant que l'on aurait pu s'y attendre de la part d'un gouvernement progressiste, qui a bénéficié d'une conjoncture économique favorable. De 4,5 % du PIB en 2005, elles sont passées à 6,5 % (avec une pointe à 8 % au tournant des années 2010) – un niveau qu'elles conserveront à peu près jusqu'en 2019. Un véritable effort, dont on peut se demander s'il se révèle suffisant compte tenu des déficiences initiales du système éducatif. Dans l'école du quartier Solidaridad, des bâtiments ont été construits, mais les enseignants disent éprouver encore des difficultés à se procurer du matériel. Le taux de scolarisation à l'école primaire, qui était déjà de 90 % avant 2005, atteint 95 % à la fin des années 2010, tandis qu'au niveau secondaire il passe de 60 % à plus de 82 %

⁶⁴¹ Voir Iván Omar Velásquez-Castellanos, Ludwig Torres Carrasco, « Pobreza, desigualdad y movilidad social (1996-2018) », in Beatriz Cristina Muriel Hernández, Iván Omar Velásquez-Castellanos (dir.), *Evaluación de la economía y del desarrollo en Bolivia, Avances, retrocesos y perspectivas*, La Paz, Konrad Adenauer Stiftung-Fundación Inesad, 2019, p. 135-174.

pendant la même période⁶⁴². L'accès à l'enseignement supérieur augmente également, de 5 % avant 2005 à 27 % en 2016, du fait en particulier de l'explosion de l'enseignement privé, mais aucune analyse distinguant les groupes sociaux n'est disponible faute de données précises. Par ailleurs, le taux de scolarisation ne dit rien de l'amélioration de la qualité du système éducatif dans son ensemble, ni d'une possible réduction des inégalités – qui permettraient de valider la thèse officielle d'une « révolution éducative »⁶⁴³.

Si le *barrio* Solidaridad dans son ensemble s'est consolidé, la famille de doña Máxima s'est semble-t-il mieux débrouillée. Celle-ci m'apprend qu'elle a participé à des activités avec la Red Hábitat – je trouverai plus tard une photo d'elle dans un livre publié par deux Français que cette ONG avait sans doute emmenés là un jour, au gré de leur tour du monde « solidaire » en Amérique latine à la découverte d'initiatives participatives et autogérées⁶⁴⁴. Elle a pu faire installer des plaques photovoltaïques pour chauffer sa douche, dont le *tanque de agua* provient d'une autre action entreprise par la mairie. L'équipement s'est amélioré, en revanche l'intérieur du domicile n'a pas changé : les mêmes murs nus, quelques tapis sur le sol, de grosses couvertures sur les lits ; don Federico, son époux, travaille toujours dans les Yungas, à plusieurs heures de bus de La Paz. La vie est plus facile, répète doña Máxima : la mairie a fait de « petites œuvres », comme le centre de santé, qui attend toujours du personnel, et surtout le gouvernement a fait de « grandes œuvres », qu'il s'agisse des différents *bonos* accordés aux familles (elle a reçu jusqu'à 600 Bs [environ 73 €] de bons Juancito Pinto pour les enfants) ou de l'aménagement de la place, etc. Et quand je lui demande pour qui elle votera, elle me répond « *Evo, ¿quién más?* » (« Evo ! Qui d'autre ? »).

⁶⁴² Voir Antonio Ernesto Yañez Aguilar, « Shocks de ingresos y asistencia escolar en Bolivia : Período 2000-2018 », in B. C. M. Hernández, I. O. Velásquez-Castellanos (dir.), *Evaluación de la economía y del desarrollo...*, op. cit., p. 176-193.

⁶⁴³ Voir par exemple les données du ministère de l'Éducation : http://seie.minedu.gob.bo/pdfs/REVOLUCION_EDUCATIVA.pdf.

⁶⁴⁴ Voir Pierre Arnold, Charlène Lemarié, *Hábitat en mouvement. Voyage à la rencontre de l'habitat populaire en Amérique du Sud*, Licence Creative Commons, 2015.

Les habitants des périphéries subalternes n'ont ni l'idéologie du progrès qui guide la marche forcée vers un avenir meilleur, ni la mémoire des révoltes brisées qui ont constitué autant de brèches dans le déroulement du capitalisme⁶⁴⁵. Elles accompagnent un processus de changement dont elles bénéficient un peu, parfois, mais sur lequel elles n'ont que peu de prise. La mélancolie face au passé qui disparaît est un luxe d'anthropologue, ou de militant révolutionnaire.

*

La revisite ne consiste pas seulement à voir ce qui a changé, mais aussi à repenser les catégories d'analyse à travers lesquelles la réalité avait été perçue. En Bolivie, le cycle de mobilisations entamé à la fin des années 1990, et marqué par les conflits environnementaux, prenait tout son intérêt en raison de l'idéal politique qu'il portait : l'idée que des formes d'auto-organisation à l'échelon local des communautés et des quartiers, outre qu'elles comportaient une dimension subversive, représentaient une alternative politique possible aux modèles de société proposés par ce que l'on appelait alors le « néolibéralisme ». À la fin des années 2010, alors que le mouvement d'Evo Morales s'est durablement installé au sommet de l'État, l'économie plurielle, qui aurait dû soutenir les formes d'autogouvernement aux différents échelons de la société, a du mal à s'imposer devant les priorités du développement économique – industriel et agro-industriel.

Qu'elles interprètent les politiques gouvernementales comme une « trahison » ou comme un « prolongement du néolibéralisme », ces lectures ne prennent pas en compte les transformations internes de la société bolivienne. Ainsi, une crise comme celle suscitée par les coupures d'eau, en 2016-2017, préfigure des recompositions politiques qui apparaîtront clairement lors de la destitution forcée d'octobre-novembre 2019. Après la défaite au référendum du 21 février 2016 (le « 21F »), destiné à autoriser Evo Morales à se représenter en dépit de la limitation des mandats inscrite dans la

⁶⁴⁵ Voir Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2016.

Constitution de 2009 – défaite qui permet à l’opposition de se restructurer autour d’une « défense de la démocratie⁶⁴⁶ » –, les lignes de force semblent changer. On verra tout d’abord que la crise politique, si elle marque une réaffirmation de l’autorité et de l’ingénierie de l’État, révèle des glissements plus profonds : la réorganisation de l’opposition (ONG, journalistes, universitaires, etc.) autour de questions environnementales, la restructuration des quartiers et des échelons intermédiaires de gouvernement (mairie, préfecture, etc.) pour les inscrire dans l’espace institutionnel de la décision politique, le basculement des quartiers exclus de la gestion de la crise du côté de l’opposition (chapitre 9). Cette première enquête est suivie par la revisite, en 2018, des terrains étudiés dix ans plus tôt sous l’angle des coopératives d’eau. Au-delà de l’impact des politiques hydriques menées depuis la promulgation de la nouvelle Constitution (chapitre 10), elle s’intéresse au devenir des alternatives politiques que la « guerre de l’eau » avait ouvertes en 2000 et que les gouvernements d’Evo Morales étaient chargés de mettre en œuvre. Après l’économie familiale et communautaire, abordée au livre IV, le cas des coopératives minières est également évoqué pour penser les diverses dimensions du « processus de changement ».

⁶⁴⁶ Voir Maurice Lemoine, « La longue campagne du “tout sauf Evo” », 9.11.2019, <http://www.medelu.org/La-longue-campagne-du-Tout-sauf-Evo>.

image coupures

Chapitre 9 – États de crise. Coupures d'eau et recompositions politiques

« L'attention immédiate à l'immédiat qui, noyée dans l'événement et les affects qu'il suscite, isole le moment critique, ainsi constitué en totalité enfermant en elle-même son explication, introduit par là même une philosophie de l'histoire : elle conduit à présupposer qu'il y a dans l'histoire des moments privilégiés, plus historiques que les autres en quelque sorte [...]. L'intention scientifique vise au contraire à replacer l'événement extraordinaire dans la série des événements ordinaires, à l'intérieur desquels il s'explique. »

Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, 1984

De la crise hydrique à la crise politique

Les recompositions politiques d'un système social mettent généralement du temps à devenir visibles, à moins qu'une situation de crise n'en précipite les conditions d'apparition⁶⁴⁷. En Bolivie, c'est une crise hydrique aux airs de crise politique qui joue ce rôle en 2016. Le 7 novembre, des coupures d'eau dans la zone sud de La Paz, la plus favorisée de la ville, sont décrétées par l'entreprise publique et sociale Epsas, avant l'annonce d'une vague supplémentaire de rationnements dans d'autres quartiers. Le jour même, des mesures d'urgence sont annoncées par l'entreprise et la mairie. La gestion des coupures passe en premier lieu par le secrétariat municipal de gestion intégrale des risques, qui met à disposition des camions-citernes et des réservoirs d'eau dans les quartiers les plus touchés.

Ces coupures très localisées s'expliquent par le modèle territorial de la concession dans l'agglomération de La Paz-El Alto, où plusieurs systèmes approvisionnent des quartiers différents. Or les réservoirs d'Hampaturí, qui alimentent précisément ces quartiers, se trouvent au plus bas, les stocks d'eau n'ayant pas été reconstitués du fait d'une conjonction de facteurs climatiques : la moindre pluviométrie due à El Niño en 2016 et la réduction depuis plusieurs années du volume des glaciers. Le bassin-versant de cette zone se trouve dès lors moins desservi depuis la hausse des températures observée depuis plusieurs décennies dans les Andes⁶⁴⁸, les barrages étant simplement approvisionnés par les eaux de pluie (d'octobre à mars). La baisse des précipitations de l'année 2016 n'a ainsi pas permis au réservoir de se remplir, alors que la métropole d'El Alto-La Paz ne bénéficie au mois de décembre que d'un seul bassin-versant alimenté, car il y subsiste plusieurs glaciers. La

⁶⁴⁷ La notion de crise est ici employée au sens que lui donne Michel Dobry (*Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [2^e éd.]), celui d'une « conjoncture fluide » dont il s'agit d'étudier l'effet sur la société qu'elle affecte.

⁶⁴⁸ Voir Antoine Rabatel *et al.*, « Current state of glaciers in the tropical Andes: A multi-century perspective on glacier evolution and climate change », *The Cryosphere*, 7 (1), 2013.

soudaineté de la baisse des réserves surprend, semble-t-il, la plupart des observateurs, expliquent Patrick Ginot et Gaëlle Uzu, chercheurs à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) [entretien, 10.2.2017]. Elle n'en suscite pas moins des mobilisations très fortes.

Face à l'ampleur de la crise et compte tenu de l'importance croissante prise par la mairie, dirigée par un parti d'opposition au gouvernement et qui se déclare prête à assumer la transformation d'Epsas en une entreprise municipale, le président Evo Morales demande « pardon à la ville de La Paz pour la pénurie d'eau » (*Página Siete*, 16.11.2016). Accusant Epsas de ne pas avoir averti le gouvernement de la baisse du niveau des réservoirs, il remplace l'administrateur général et le directeur de l'autorité de gestion de l'entreprise (Autoridad de Fiscalización y Control Social de Agua Potable y Saneamiento Básico, AAPS*) par deux anciens administrateurs de l'entreprise : Marcelo Humberto Claure Quesada (2013-2014) pour le premier poste, Víctor Hugo Rico (2007-2011) pour le second. Quelques jours plus tard, il constitue au sein du gouvernement un cabinet de crise, piloté par le ministre de la Présidence (Premier ministre), Juan Ramón Quintana, et réunissant plusieurs ministères (Environnement, Défense, etc.). Les nouveaux responsables prennent la crise en charge. Sans abandonner la distribution d'eau par réservoirs et camions-citernes proposée initialement par la mairie, ils décident d'accentuer leurs efforts sur la récupération de l'eau de la rivière Palcoma, en amont, afin de réalimenter le barrage concerné.

Un ample travail d'ingénierie est alors mené par le gouvernement, en un temps record. L'armée est chargée d'acheminer les citernes à la place des agents municipaux, l'objectif étant aussi de rétablir l'ordre dans les quartiers lors des distributions. Par la suite, Evo Morales met très nettement son action en scène, d'abord en déclarant un « état d'urgence national » pour la sécheresse (décret 2987), en invitant ses concitoyens à « se préparer au pire » (*La Razón Digital*, 21.11.2016) et en se posant en sauveur lors d'une expédition en hélicoptère : « Evo identifie une lagune vierge pour fournir de l'eau à La Paz » (*Página Siete*, 23.11.2016). Dans un second temps, le gouvernement lance, avec l'aide de la coopération

internationale, un plan d'investissement de 78 millions de dollars (65 millions d'euros) pour la réalisation de quatre projets d'infrastructures hydriques. Le rétablissement du service est progressif, en fonction des zones, à partir de décembre 2016, mais la distribution restera restreinte dans certains quartiers jusqu'en février 2017. Entre-temps, la crise hydrique, n'affectant pourtant qu'une partie de l'agglomération, s'est transformée en une crise politique majeure : pendant près de deux mois, des mobilisations se succèdent pour réclamer le rétablissement du service, puisque les mesures d'urgence ne sont pas parvenues à résoudre le problème.

Si le gouvernement veut reprendre la main sur la crise hydrique, c'est qu'il est vital pour lui de répondre à ses bases sociales. Evo Morales est en effet arrivé au pouvoir en s'appuyant sur des mobilisations qui plaçaient la réappropriation des ressources naturelles et l'accessibilité des services pour tous au centre d'un programme de refondation de l'État. L'eau possède donc un poids symbolique fort, poids qui explique qu'une crise soulignant les failles des politiques hydriques puisse conduire à une délégitimation du gouvernement, avec le risque de renforcer les projets plus « locaux » de gestion des ressources naturelles émis par certaines institutions ou organisations sociales. La crise hydrique constitue ainsi un enjeu de pouvoir, et une occasion de s'imposer dans l'espace politique national. Mais elle engage aussi l'État bolivien dans ses relations avec d'autres niveaux de gouvernement : autorités nationales et municipales, comités de voisinage, ONG internationales, etc.

En compagnie de Claude Le Gouill, j'ai pu enquêter sur cette crise politique juste après le conflit, en janvier-février 2017, à partir de documents recueillis pendant les coupures d'eau et d'entretiens avec les responsables d'organisations sociales et d'institutions engagées dans la gestion de la crise. La sélection de ces représentants s'est faite dans une logique de *snowball sampling* (« échantillonnage boule de neige ») à partir des premiers contacts⁶⁴⁹. Deux quartiers aux caractéristiques

⁶⁴⁹ Voir Anselm Strauss, Juliet Corbin, *Basics of Qualitative Research: Grounded Theory, Procedures and Techniques*, Newbury Park, Sage, 1990. Les directeurs ou

politiques opposées ont ensuite été choisis pour qu'y soient analysées les recompositions politiques occasionnées par les coupures d'eau.

Retour en service public et conflits de compétences

Depuis que les enjeux de la remunicipalisation ont supplanté les luttes contre la privatisation des services urbains⁶⁵⁰, on assiste à la revitalisation d'orientations politiques s'appuyant sur le contrôle des ressources par les communautés locales. Cependant, les « guerres de l'eau » qui, en Amérique latine, ont un temps symbolisé le refus du néolibéralisme, ont rarement débouché sur un retour au municipalisme⁶⁵¹; et, si de nombreuses métropoles de la région connaissent des pénuries d'eau⁶⁵², toutes les coupures du service ne provoquent cependant pas des crises politiques majeures ni des protestations sociales d'envergure⁶⁵³. En Bolivie, le retour dans le service public de la distribution de l'eau s'est caractérisé par des débats parfois contradictoires au sein des organisations sociales, entre une volonté d'étatisation de la gestion des ressources, d'une part, et une tendance à l'autonomisation des territoires d'autre part. Cette autonomie s'était dans le passé établie en l'absence d'un État fort, ce qui avait amené de nombreuses organisations sociales à prendre le contrôle de larges espaces de la société; ce modèle avait été légitimé par

présidents des organisations concernées ont été choisis parce que représentatifs d'un type de position, sauf dans le cas d'Epsas, où la pluralité des fonctions, aux différents niveaux d'action (quartiers, gouvernement, expertise), a incité à retenir trois représentants : le directeur de l'Autoridad de Fiscalización y Control Social de Agua Potable y Saneamiento Básico (AAPS), un ingénieur responsable des quartiers étudiés et une technicienne chargée de la planification.

⁶⁵⁰ Voir Martin Pigeon, « Who takes the risks? Water remunicipalisation in Hamilton, Canada », in Martin Pigeon (dir.) *Remunicipalisation: Putting Water back into Public Hands*, Amsterdam, Transnational Institute, 2012; David Hall, Emanuele Lobina, Philipp Terhorst, « Re-municipalisation in the early twenty-first century: Water in France and energy in Germany », *International Review of Applied Economics*, 27 (2), 2013, en ligne.

⁶⁵¹ Paula Cossart, « Le communalisme comme utopie réelle », *Participations*, 19, 2017, p. 245-268.

⁶⁵² Voir Pedro Jacobi *et al.*, « Water scarcity and human rights », *Ambiente & Sociedade*, 19 (1), 2016, <http://dx.doi.org/10.1590/1809-4422asoceditorialv19i12016>.

⁶⁵³ Voir Bernard Barraqué (dir.), *Urban Water Conflicts*, Paris, Unesco-IHP, 2011.

le processus néolibéral engagé dans les années 1990 en Bolivie⁶⁵⁴. Inversement, c'est en s'appuyant sur un discours anti-impérialiste et souverainiste réclamant le contrôle étatique des ressources naturelles (eau, hydrocarbures, etc.) qu'Evo Morales a ensuite été porté au pouvoir, en décembre 2005.

À La Paz, l'entreprise Epsas est devenue l'autorité compétente en matière de gestion du réseau hydrique en janvier 2007, grâce à un décret présidentiel qui a transformé le consortium français Aguas del Illimani en entreprise publique et sociale (et non municipale). L'administration de cette entreprise publique et sociale avait été confiée, de façon transitoire, au ministère de l'Eau ; dix ans plus tard, la situation n'a pas changé, même si depuis plusieurs années est annoncée une transition institutionnelle vers une entreprise métropolitaine dont les contours territoriaux sont encore à définir. Par ailleurs, le ministère (désormais « de l'Environnement et de l'Eau ») est chargé de formuler les politiques et les normes et d'établir l'organisation des services d'eau et d'assainissement dans le pays. La supervision des activités et du budget des entités juridiques de l'eau (publiques, privées, communautaires, coopératives) est confiée à l'AAPS. Les compétences en matière d'eau sont décentralisées, à l'échelon des départements (qui coordonnent la réalisation des projets), mais surtout à celui des municipalités, chargées de l'élaboration des projets, de l'exécution des programmes et de leur financement (total ou partagé avec le ministère)⁶⁵⁵. Enfin, à l'échelon local, les prestataires de services en matière d'eau et d'assainissement sont les Empresa Pública Social de Agua y Saneamiento (Epsas). Les entreprises publiques, tel le service de distribution des eaux, constituent la figure de proue des

⁶⁵⁴ Voir Manuel Mejido Costoya, « Politics of trade in post-neoliberal Latin America: The case of Bolivia », *Bulletin of Latin American Research*, 30 (1), 2011, p. 80-95 ; L. Perrier Bruslé, « Géopolitiques de la régulation... », art. cit.

⁶⁵⁵ Dans la période contemporaine, la décentralisation bolivienne n'est pas un processus administratif où les institutions locales ne feraient qu'appliquer, en les adaptant au besoin, les règles édictées à l'échelon national, mais un processus politique engageant des prises de décision autonomes et même, selon le secteur considéré, des politiques publiques spécifiques au sein du cadre législatif de l'État plurinational refondé en 2009 (qui remplace la loi de participation populaire de 1994).

transformations politiques du gouvernement : le nouveau principe d'organisation du service était censé marquer une rupture avec la gestion privée en fournissant de « l'eau pour tous ».

L'une des principales difficultés pour le gouvernement est de dépasser les conflits entre organisations sociales autour de la ressource hydrique, notamment entre les secteurs urbains (favorisant l'eau potable) et les secteurs ruraux (préférant l'irrigation). Ces tensions se répercutent jusque dans les bureaux du ministère de l'Environnement et de l'Eau⁶⁵⁶, au point d'empêcher de faire approuver la loi sur l'eau, en projet depuis l'élection d'Evo Morales et dont plusieurs organisations sociales avaient établi une première version en 2011. D'autres projets (programmes Mi Agua et Mi Riego) ont été perçus comme plus orientés vers le monde rural – base électorale du gouvernement Morales – que vers un milieu urbain pourtant en pleine mutation (croissance démographique, nouveaux modes de consommation, etc.). Ainsi, le processus d'étatisation de la gestion des ressources naturelles provient tout autant de la politique développementaliste gouvernementale que d'une volonté très répandue au sein de ces mêmes organisations sociales de promouvoir un État fort après plusieurs décennies d'absence⁶⁵⁷.

L'entreprise Epsas est gérée par un triple partenariat (secteur privé, municipalité et gouvernement) qui lui permet de remédier à l'impossibilité d'engager des travaux sur fonds propres⁶⁵⁸. C'est ainsi le ministère de l'Environnement et de l'Eau qui présente, en 2015, avec la coopération espagnole et la Banque interaméricaine de développement (BID), le *Plan Maestro Metropolitano de Agua Potable y Saneamiento para La Paz-El Alto* (Plan pour l'eau potable et l'assainissement de

⁶⁵⁶ Depuis la création du ministère de l'Eau, puis son rattachement au ministère de l'Environnement en 2009, huit ministres se sont succédé, notamment du fait de tensions politiques entre proches d'Evo Morales ou entre organisations sociales qui cherchent à contrôler ce secteur gouvernemental. Après la crise de 2016, le nouveau ministre est un ingénieur civil spécialisé dans les ressources hydriques.

⁶⁵⁷ Voir Carlos Crespo, « Estatalización del agua en Bolivia », *Blog Libertario*, 2011, <http://periodicoellibertario.blogspot.fr/2011/12/estatalizacion-del-agua-en-bolivia.html>.

⁶⁵⁸ Voir Franck Poupeau, « Défis et conflits de la remunicipalisation de l'eau. L'exemple de la concession de La Paz-El Alto, Bolivie », *Revue Tiers Monde*, 203, 2010.

La Paz-El Alto.). Ce plan a pour ambition de définir les stratégies d'accès aux services basiques pour les huit municipalités de la métropole de La Paz-El Alto et d'élaborer différents projets afin de parvenir à une couverture totale du réseau d'eau potable et d'assainissement pour 2036. De leur côté, les mairies de La Paz et d'El Alto sont chargées d'assurer les services d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à travers leurs propres projets, au risque d'entrer en concurrence avec l'entreprise. Ainsi, la mairie de La Paz avait, avant la crise, son propre suivi des réserves d'eau, avec des données limitées mais indépendamment d'Epsas ; elle avait cartographié les nappes aquifères et les eaux de ruissellement de la ville. Elle avait aussi proposé des projets de gestion de la demande, d'amélioration des canalisations, de perforation de puits profonds, etc., destinés à compléter les infrastructures d'ingénierie s'appuyant sur les barrages et les transferts d'eau, mais le ministère ne lui avait pas accordé de financements. Lors de la crise, elle apporte un appui logistique avec le prêt de camions-citernes et de personnel afin d'identifier les poches d'eau du sous-sol et d'élaborer un plan de contingence qui sera récupéré plus tard par le gouvernement.

Le flou juridique entourant le statut de l'Epsas se trouve au cœur des enjeux politiques de la gestion hydrique par le gouvernement Morales. D'un côté, l'État ne semble pas vouloir abandonner cette entreprise, en raison de l'importance de l'eau dans l'imaginaire national, mais aussi parce qu'Epsas semble s'être transformée en *botín político* (« butin politique ») – pendant la crise, un journal d'opposition révèle que 52 % des dépenses de l'entreprise seraient destinées à la masse salariale (*Página Siete*, 16.1.2016). D'un autre côté, les difficultés techniques et économiques d'Epsas permettent à la mairie de questionner la mainmise gouvernementale, en proposant de constituer une entreprise « mixte » ou en réactivant le projet de municipalisation. En septembre 2017, les mairies de La Paz et d'El Alto présenteront ainsi une proposition commune de création d'une nouvelle entreprise, qui sera rejetée par le ministère.

Les réseaux de mobilisation

Au-delà des enjeux locaux, la crise hydrique de La Paz révèle une recomposition politique qui bouleverse les organisations de quartier, l'administration municipale, l'entreprise, le gouvernement central et même les expertises nationales et internationales. Le conflit s'inscrit dans un espace fortement connecté, avec un haut niveau d'interconnaissance entre les différents acteurs, qui s'organisent en deux forces principales, la mairie de La Paz et le gouvernement, l'intervention de ce dernier ayant pour effet (et simultanément pour but) de mettre l'administration municipale à l'écart.

Si le pouvoir central est ébranlé par la crise, il parvient à reconstruire sa légitimité institutionnelle en regroupant les protagonistes les plus influents, ainsi que leurs relais immédiats : le cabinet d'urgence mis en place par le président Morales ; l'autorité de l'entreprise (AAPS) qui contrôle l'administration, mais aussi l'ingénierie sur le terrain et la planification des actions. L'AAPS possède les moyens matériels d'intervenir concrètement et d'utiliser sa connaissance précise des spécificités de chaque territoire (les ingénieurs qui sont sous son autorité hiérarchique sont très présents dans les quartiers). Elle détient aussi l'autorité spécifique d'une compétence technique qui, remise en cause durant la crise, a pu être rétablie par la nomination, quelques jours après les premières coupures, de l'ancien directeur de l'entreprise (qui avait réalisé avec succès la transition du privé vers le public entre 2007 et 2011).

Les forces d'opposition qui se mettent en place au cours de la crise regroupent elles aussi des protagonistes institutionnels, comme la mairie de La Paz et ses soutiens dans les quartiers, notamment les organisations communautaires regroupant les *juntas vecinales* issues de la Fejuve La Paz et du Control Social (une institution destinée à garantir la participation sociale dans la gestion publique municipale). Durant cette même période, dans les quartiers, plusieurs dirigeants proches du gouvernement – et qui ne représentaient que ce dernier – sont remplacés par des personnes capables de travailler avec la mairie, mais aussi avec

l'entreprise et l'armée. Certains membres des communautés possèdent en outre un important capital social, à l'intersection des institutions de gestion et des comités de quartier. La Fejuve La Paz, organisation communautaire, joue ainsi un rôle de représentation des comités de voisinage (qui dépendent d'elle), mais aussi un rôle d'intermédiaire face aux autorités de gestion de l'eau et aux activistes.

La mairie de La Paz, dirigée par un parti opposé au gouvernement, s'appuie sur les organisations de quartier mais aussi sur les interventions de journalistes et d'activistes environnementaux, qui contribuent à renforcer son capital symbolique contre des autorités qui auraient « échoué » dans leur gestion. Ce capital symbolique se construit sur l'expertise d'intervenants extérieurs qui mobilisent leur savoir en matière de changement climatique, mais aussi sur la connaissance du terrain apportée par les institutions représentant les quartiers. Du côté du gouvernement, la nomination de nouveaux responsables pour l'Epsas s'accompagne de la mobilisation de moyens techniques, humains (militaires) et financiers, ainsi que d'alliances de circonstance avec des comités de quartier qui n'ont pas d'autre choix que de s'approvisionner auprès de lui. Or ces organisations communautaires peuvent simultanément se positionner du côté de l'opposition, même si les quartiers jugés proches de l'opposition sont souvent « oubliés » par le gouvernement dans son plan d'urgence. Ce sont donc les inégales ressources des quartiers et de leurs dirigeants qui constituent un facteur discriminant pour l'entrée, ou l'engagement, dans les coalitions d'opposition. Ainsi par exemple le Control Social du district 21 peut-il à la fois être sollicité comme soutien de la municipalité dans la gestion de la crise et coordonner des actions avec l'ingénieur d'Epsas. La stratégie des quartiers apparaît donc pragmatique sous plusieurs aspects : pour assurer l'approvisionnement de l'eau, les comités mettent à l'écart les dirigeants inutiles et font des alliances parfois contre nature (avec le camp opposé). La crise hydrique fait émerger plusieurs réseaux de mobilisation qui, tout en s'affrontant directement sur le terrain des luttes pour la gestion de

l'eau, renvoient à des conflits politiques plus généraux. Ces réseaux se constituent à partir de deux dynamiques distinctes.

La première réunit les « classes moyennes » des quartiers historiques de la zone sud, peu représentées dans les associations de quartier, traditionnellement à l'avant-garde des mobilisations urbaines, mais qui ont trouvé sur Internet une autre forme de lutte. Principalement dirigées par des journalistes de l'opposition et des activistes de l'environnement, des pages Facebook comme Agua para La Paz permettent à des voix se réclamant de l'opposition au gouvernement de se restructurer autour d'un enjeu commun. Un journaliste du quotidien d'opposition *Página Siete* affirme ainsi avoir pris contact avec des experts (certains assez éloignés de la thématique hydrique) afin d'informer la population devant le manque de clarté du gouvernement (entretien, 28.1.2017). Ce groupe est constitué des personnes les plus à l'écart de la gestion matérielle des coupures d'eau : journalistes, activistes environnementaux, scientifiques, mais aussi représentants du ministère de l'Environnement, car ils ont été exclus de l'action publique, monopolisée par le cabinet d'urgence en liaison avec l'Epsas. Même si certains des membres de ce groupe sont dans une relation d'opposition dure aux institutions non municipales liée à la critique de la gestion gouvernementale, leurs rapports au reste du réseau se résument principalement à des échanges d'informations, et ils ne sont mobilisés par la Fejuve La Paz que de façon ponctuelle, pour renforcer l'expertise sur les problèmes hydriques.

D'autres « collectifs citoyens » organisent des ateliers pour aborder le problème de la crise, le plus souvent à partir des thèmes de prédilection des ONG (changement climatique, etc.). Plusieurs témoignages avancent que ces formes de mobilisation dites « horizontales » avaient l'avantage, en ne mettant pas une organisation sur le devant de la scène, d'éviter les représailles gouvernementales (perte des financements, de la personnalité juridique, etc.). Les réseaux sociaux ne permettent cependant pas d'entreprendre des actions concrètes auprès des autorités de l'eau pour résoudre les difficultés de la population. S'ils sont

à l'origine de manifestations visant à amplifier le bruit médiatique et social de la crise, il faut néanmoins relativiser leur influence, car ce sont les associations de quartier qui ont de fait pris en charge la gestion de la rareté de la ressource.

La seconde dynamique politique renvoie aux réseaux de mobilisation constitués autour des associations de quartier réunies au sein de la Fejuve. Ces organisations historiques des zones urbaines ont, rappelons-le, joué dans la ville d'El Alto un rôle déterminant pendant la « guerre de l'eau » de 2005. À cette époque, la Fejuve est fortement divisée. Il existe en effet plusieurs comités parallèles, certains reconnus par le MAS d'Evo Morales, d'autres par l'opposition (la mairie de La Paz). Du fait de ces divisions internes, ce sont les *juntas vecinales* de quartier, plus proches de la population, qui jouent le premier rôle dans les mobilisations.

L'enquête réalisée dans la zone sud montre une tension et une incompréhension entre les opposants politiques (journalistes, intellectuels, porte-parole de partis, etc.), qui questionnent le gouvernement dans les médias, et les dirigeants des quartiers, plus orientés vers la gestion directe de la crise sur le terrain. Elle révèle également l'hétérogénéité des réponses apportées par le gouvernement. Les *juntas vecinales* ont en effet su créer des commissions de l'eau, avec la nomination d'un secrétaire local qui coordonne la gestion des camions-citernes avec les autorités publiques, notamment afin de déterminer les lieux de distribution, puisque les militaires envoyés par le gouvernement n'ont aucune connaissance du terrain. L'enquête montre que la réussite de cette coordination dépend de la position politique (les quartiers entrés en opposition étant exclus de la distribution) ainsi que de leur capacité à établir des contacts auprès des autorités publiques. Certains quartiers sont ainsi restés deux semaines sans qu'une citerne vienne les ravitailler.

Plusieurs mobilisations ont été organisées par les habitants de la zone sud. D'après le dirigeant de la Fejuve de cette zone, élu au cours de la crise et opposé au gouvernement, la manifestation n'a pas rassemblé autant de monde qu'espéré ; cette faible participation s'expliquerait par le

fait que l'initiative a été lancée par les « classes moyennes » sur les réseaux sociaux, sans se coordonner avec les *juntas vecinales* ; de plus, les habitants des quartiers périphériques seraient parvenus à se procurer de l'eau en reprenant les anciennes techniques de recyclage et de récupération de la pluie, et auraient donc été moins pressés. Pour ses organisateurs des quartiers les plus aisés, la manifestation est au contraire un succès, comme en témoigne encore le journaliste de *Página Siete*, très actif sur les réseaux sociaux, qui habite le quartier aisé d'Obrajes : « Cette convocation, surtout la première et la seconde, qui ont réuni 6 000, 7 000 personnes, pour les standards de La Paz, de la classe moyenne, qui normalement ne participe à ce type de chose, a été importante. Et je crois que cela a retenu l'attention du gouvernement de façon suffisamment importante pour qu'il prenne des mesures immédiates. »

Cette dynamique au sein des quartiers montre comment chaque organisation cherche à jouer un rôle dans la gestion de la crise, pour subvenir aux demandes directes des résidents comme pour gagner plus d'influence locale et participer directement à la gestion quotidienne du service d'eau. Ces organisations ne souhaitent cependant pas rompre avec l'État, mais renforcer leur rôle d'intermédiaire dans l'espace institutionnel de la gestion de l'eau.

L'État face aux groupes d'intérêt locaux

Au cours de la crise, l'intervention de l'État marque un moment important : il s'agit autant de remédier à la situation que de montrer qu'il n'en est pas le responsable et que son intervention mettra fin à la pénurie – preuve que, s'il avait été informé, elle n'aurait pas eu lieu. Il s'agit aussi d'afficher une capacité à intervenir là où la municipalité n'était pas compétente, que ce soit en attribuant des fonds d'urgence ou en déployant l'armée. En déclarant un état d'urgence national qui le constitue comme le protagoniste autorisé de la gestion de crise, le gouvernement parvient à transformer la situation en une occasion de légitimer l'action de l'État ; le retard pris par la mairie dans l'implantation de nouvelles infrastructures est alors invoqué pour imposer un mode de définition étatique de la

gestion hydrique. Le gouvernement renforce sa présence dans les quartiers avec des ingénieurs d'Epsas et des réunions, concurrençant la mairie sur ce qui fonde sa principale légitimité sur la question hydrique : sa connaissance du terrain et ses liens avec les organisations de base.

Les critiques de la gestion gouvernementale restent cependant nombreuses. La principale concerne l'imprévoyance et l'incompétence de la ministre de l'Environnement et de l'Eau et des responsables d'Epsas, lesquels auraient été nommés davantage pour répondre à des demandes des bases sociales que pour leur expertise. Une autre critique pointe du doigt le retard de certains projets hydriques et l'absence de nouveaux projets visant à pallier les effets du changement climatique et de l'augmentation de la population. Le barrage d'Hampaturí Alto avait ainsi été établi comme investissement prioritaire en 2009, mais ne sera inauguré qu'après la crise, en juillet 2017, avec six ans de retard sur le calendrier prévu. La mairie cherche à maintenir son influence locale en promouvant une gestion hydrique grâce aux eaux souterraines, qu'il s'agirait d'exploiter en s'appuyant sur les connaissances des habitants pour réactiver les anciens puits. Le gouvernement central conteste la validité de ce modèle (qui s'oppose à ses grands projets), en invoquant le manque de données sur la qualité et la quantité d'eau disponible et les risques d'éboulements au sein d'une planification urbaine déjà chaotique. Cette compétition, qui a pour conséquence de retarder les financements et de diminuer l'attention portée aux projets hydriques, révélerait une gestion politique, plus destinée à s'affirmer comme le moteur du développement auprès des bases électorales qu'efficace en termes de régulation environnementale, comme l'explique un membre de l'ONG Reacción Climática (entretien, 14.2.2017).

Les organisations sociales agissent en effet comme des groupes d'intérêt désireux de maintenir une certaine autonomie sur leurs territoires – une autonomie institutionnalisée par les réformes néolibérales des années 1990. Le gouvernement d'Evo Morales doit dès lors satisfaire les demandes souvent opposées – voire concurrentes – de ces différentes

organisations⁶⁵⁹. Alors que les organisations sociales voient en l'État une source d'espoir (et de pouvoir), elles se retrouvent divisées entre la nécessité de maintenir les liens avec le gouvernement pour bénéficier de son appui dans leurs projets et l'obligation de lui résister, d'essayer de gagner en autonomie afin d'institutionnaliser le fait qu'elles assuraient jusqu'à présent la gestion des affaires publiques.

À côté de cette tension avec les organisations sociales, une autre contradiction est portée par la Constitution de 2009 et la loi-cadre sur les autonomies et la décentralisation (2010), qui reconnaît quatre niveaux d'entités territoriales autonomes en Bolivie : départements, régions, municipalités, territoires autochtones. Leurs compétences en matière de santé, d'éducation, de gestion des ressources naturelles, etc. sont financées en grande partie par les fonds décentralisés de l'État central. La compétition entre les villes de La Paz et d'El Alto et le gouvernement central pour la gestion de l'eau s'insère dans cette dynamique politique, généralisée à l'échelle du pays, de tensions entre autonomies et souveraineté nationale. En ce sens, la crise de l'eau à La Paz en 2016 est révélatrice de ces tensions et des difficultés liées à la recomposition de l'État depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, en 2006.

L'emprise de l'ingénierie d'État

La crise de l'eau révèle que les controverses autour de l'action publique contribuent à redéfinir les compétences des différentes institutions, enjeux de la lutte pour le pouvoir d'État⁶⁶⁰. Elle invite à prêter attention à la façon dont les savoirs sur l'eau et ses infrastructures structurent l'action publique en matière de gestion des ressources naturelles⁶⁶¹. Il ne s'agit

⁶⁵⁹ Voir María Teresa Zegada, Claudia Arce, Gabriela Canedo, Alber Quispe, *La democracia desde los márgenes: Transformaciones en el campo político boliviano*, La Paz, Clacso-Muela del Diablo, 2011.

⁶⁶⁰ Voir Vincent Dubois, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 201-202, 2014.

⁶⁶¹ Voir Jean-Pierre Le Bourhis, « Complexité et trajectoires d'apprentissage dans l'action publique. Les instruments de gestion durable des ressources en eau en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, 2 (10), 2003, p. 161-175 ; Daniel Benamouzig, « Des idées pour l'action publique. Instruments ou motifs

donc pas de rapporter ces controverses à des logiques clientélistes – au demeurant difficiles à étudier⁶⁶², du fait de la diversité de leurs déclinaisons⁶⁶³, mais aussi parce qu’elles prennent en Amérique latine et en Bolivie des formes spécifiques (des redistributions partisans qui ne peuvent être réduites à de la corruption⁶⁶⁴). La dynamique des relations entre les acteurs de l’eau en Bolivie doit être plutôt rapportée au pouvoir de représentation qui rattache une organisation – notamment à travers son leader – à son territoire et à la population qu’elle représente⁶⁶⁵. Défaillant durant la première étape de la crise, l’État parvient à conquérir une nouvelle légitimité en répondant à la forte demande de services publics de la population. Lorsqu’elles sont exclues de la gestion de la crise, comme dans certains quartiers de la zone sud, les organisations sociales n’hésitent pas à se rapprocher de l’opposition politique en cherchant d’autres formes de participation (notamment au sein des *juntas vecinales*).

L’intervention de l’État en 2016-2017 s’impose à la fois comme une façon de désamorcer un conflit social potentiellement dangereux et comme une entreprise de relégitimation des pouvoirs en place. Au-delà des logiques sociales des réseaux de mobilisation, le champ administratif parvient à intégrer des luttes sociales qui pourraient sembler le mettre en cause. Le secteur de l’eau permet ainsi à l’observateur de sortir d’une vision mécanique des relations entre l’État et la société⁶⁶⁶ et d’appréhender la façon dont la concurrence entre niveaux de

cognitifs ? », in Charlotte Halpern *et al.*, *L’Instrumentation de l’action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 95-118.

⁶⁶² Voir Pierre Tafani, « Du clientélisme politique », *Revue du Mauss*, 25, 2005, p. 259-286.

⁶⁶³ Voir Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki, *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

⁶⁶⁴ Voir Hélène Combes, Gabriel Vommaro, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l’étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, 69, 2012.

⁶⁶⁵ Voir Claude Le Gouill, « Les savoirs du poncho et de la cravate. Formations politiques et émergence des leaders indigènes en Bolivie », *Cahiers de la recherche sur l’éducation et les savoirs*, 14, 2015.

⁶⁶⁶ Voir Claire Dupuy, Charlotte Halpern, « Les politiques publiques face à leurs protestataires », *Revue française de science politique*, 59 (4), 2009, p. 701-722.

gouvernement pour la définition de leurs attributions respectives peut prendre le pas sur les luttes sociales⁶⁶⁷.

Les affrontements entre les protagonistes de l'eau renvoient à des transformations plus générales de la « division du travail étatique », au moyen de politiques « qui ont pour objectif et pour effet le plus visible de redistribuer des pouvoirs et des capacités d'action, d'imposer des règles générales et de produire des représentations de l'ordre politique légitime⁶⁶⁸ ». La distribution des compétences attribue la gestion de l'eau aux gouvernements municipaux, mais dans les faits l'entreprise publique et sociale reste sous le contrôle du gouvernement, lequel bloque le processus de métropolisation tout en se posant en garant de l'approvisionnement en eau et de la mise en œuvre des travaux requis. Si les autorités locales utilisent l'accusation du manque de prévision du pouvoir central et de l'absence de coordination avec l'entreprise publique comme un argument en faveur d'un plus grand contrôle municipal des ressources, elles n'en réclament pas moins des investissements gouvernementaux massifs.

La crise hydrique est ainsi marquée par une forme paradoxale de retour de l'État au centre d'un débat qui portait jusqu'à présent sur la transition de l'Epsas, dont la gestion passait du niveau national au niveau municipal. En dépit des critiques adressées au gouvernement, les experts en environnement et les dirigeants des comités de quartier interviewés continuent ainsi d'en appeler à des politiques nationales pour soutenir la création d'une « culture de l'eau » susceptible de prendre en compte la rareté de la ressource. Aucun dirigeant n'a évoqué le retour au système privé de gestion du service hydrique, ni proposé un mode uniquement communautaire ou purement municipal. Tous au contraire souhaitent voir une institution publique solide contrôler le système, qui allierait les capacités de financement de l'État, le savoir-faire des ingénieurs et la proximité des autorités municipales, tout en renforçant le rôle des

⁶⁶⁷ Voir Pierre Lascoumes, Jean-Pierre Le Bourhis, « Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures », *Politix*, 42, 1998.

⁶⁶⁸ Ph. Bezes, P. Le Lidec, « Politiques de l'organisation », art. cit., p. 408.

organisations sociales et des quartiers, notamment en ce qui concerne l'exploitation des eaux souterraines. Le poids politique de ces intermédiaires ne s'accompagne donc pas d'une véritable réorganisation de l'entreprise de distribution d'eau.

Sur le moment, le conflit sur les politiques hydriques a pour effet de renforcer l'ancrage immédiat dans des solutions techniques bien éprouvées qui relèvent d'une ingénierie d'État et de la bureaucratie qui l'accompagne, c'est-à-dire une « hydrocratie⁶⁶⁹ ». Ce retour de l'État dans les quartiers n'est aussi important que parce que l'ensemble des acteurs de la crise admettent la nécessité de trouver de « nouvelles sources d'approvisionnement » (citernes, réservoirs, puits, déviation de cours d'eau, etc.), mais jamais celle de faire entrer des critères plus écologiques dans l'analyse de la situation (notamment sur les autres politiques gouvernementales, agricoles, énergétiques, etc.), ni, encore moins, de promouvoir des instruments de gestion susceptibles de réguler la demande en eau, en particulier des réglementations municipales sur les nouvelles constructions dans l'espace métropolitain. Les coupures d'eau ne débouchent donc pas sur la mise en place d'instruments très différents de ceux qui ont conduit à la crise hydrique et politique. Aux projections des experts et des ONG, qui voudraient replacer la gestion de l'eau dans une temporalité plus longue et plus planifiée, le gouvernement oppose ainsi l'urgence politique de trouver des solutions. Les politiques hydriques restent pensées comme un problème technique d'ingénierie, dont la dimension politique se limiterait à l'attribution de moyens financiers au service du développement technique d'infrastructures. Le manque d'eau ne semble pas avoir modifié les façons de penser les politiques publiques, qui continuent à se fonder sur une administration quantitative de la ressource et un projet d'ingénierie appliqué aux espaces andins – « *engineering Andes* », pour reprendre l'expression de Mark Carey⁶⁷⁰. Les

⁶⁶⁹ Voir François Molle, Peter Mollinga, Philipus Wester, « Hydraulic bureaucracies and the hydraulic mission: Flows of water, flows of power », *Water Alternatives* 2 (3), 2009.

⁶⁷⁰ Voir Mark Carey, *In the Shadow of Melting Glaciers. Climate Change and Andean Society*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

différents acteurs semblent avoir intérêt à promouvoir la même politique consistant à augmenter les sources d'approvisionnement et à construire de nouvelles grandes infrastructures (barrages, etc.) plutôt qu'à travailler sur une meilleure utilisation des eaux (en particulier des eaux usées) et une régulation de la demande. Au final, le mode d'élaboration des politiques hydriques reste relativement inchangé : la transformation de la crise hydrique en crise politique occasionne un repli, en matière de politiques de l'eau, sur les savoirs techniques bien établis des ingénieurs d'État.

Une des leçons de la crise est aussi que l'invention d'alternatives politiques en matière d'eau et de services urbains ne semble pas, dans la Bolivie d'Evo Morales, pouvoir s'accomplir dans le cadre des processus étatiques. Une autre enquête, lancée juste après la crise, va me conduire à étudier dans quelle mesure le processus de refondation de l'État, par son soutien à l'économie plurielle, a encouragé les alternatives expérimentées dans les communautés ou les quartiers. Cette nouvelle enquête s'appuie sur la revisite, dix ans plus tard, d'une recherche portant sur les coopératives dans les périphéries de La Paz, de façon à en étudier le devenir et, dans un secteur symboliquement important pour le « processus de changement », d'en éclairer les orientations. Le retour de l'État constaté lors de la crise de 2016-2017 a-t-il favorisé les formes d'autogouvernement qui étaient au cœur des dynamiques sociales des années 2000, ou est-il, inversement, le signe d'un alignement sur un modèle orthodoxe de développement ? Cette question est devenue d'autant plus sensible au cours des années 2010 que les gouvernements progressistes sont désormais accusés, par des intellectuels qui les avaient pourtant initialement soutenus, d'avoir sacrifié la révolution à la poursuite d'un développement néo-extractiviste qui ne redistribue les bénéfices de l'exportation massive d'hydrocarbures et de produits miniers que pour légitimer leur maintien au pouvoir⁶⁷¹. Une analyse des coopératives

⁶⁷¹ Voir en particulier : Eduardo Gudynas, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Jürgen Schludt *et al.*, *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (Caap)-Centro Latino-Americano de Ecología Social (Claes), 2009, p. 219-220 ; Eduardo Gudynas, « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las

minières qui, en Bolivie, emploient la majeure partie de la main-d'œuvre du secteur permet cependant de dresser une critique plus nuancée de cette action, en particulier du rôle régulateur de l'État, qui reste ignoré des analyses (voir excursus « Extérieur mine »).

ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva Sociedad*, 237, 2012, p. 128-146 ; Hans-Jürgen Burchardt, Kristina Dietz, « (Neo-)extractivism. A new challenge for development theory from Latin America », *Third World Quarterly*, 35 (3), 2014, p. 468-486.

Excursus : Extérieur mine

L'ambivalence des coopératives minières

À l'ombre des glaciers

Au cours d'un de mes séjours en Bolivie, début 2017, je reprends comme souvent la route qui monte de Solidaridad vers les communautés proches du Huayna Potosí, à la recherche des troupeaux de lamas qui paissent sur les versants alentour. Passé un premier col, qui marque l'entrée dans le district rural 13 d'El Alto, la lagune artificielle Milluni Grande, créée par les retenues d'eau des mines, affiche un camaïeu de couleurs, ocres et orangées, qui provient de l'écoulement chargé de déchets des mines (étain, zinc, fer, wolfram, etc.), qu'un canal de pierre achemine ensuite, le long de Solidaridad, jusqu'à une station de traitement des eaux et une usine hydro-électrique en contrebas⁶⁷². Sur le sol craquelé par la sécheresse au bord de l'eau, on distingue même des vestiges d'outils métalliques, abandonnés et rongés par la rouille. La contamination de cette zone a, dès le début du xx^e siècle, suscité des conflits d'usage qui ont préoccupé la mairie de La Paz et poussé l'entreprise municipale à rechercher des sources d'approvisionnement et des moyens de stockage à proximité des glaciers de la cordillère Royale, à une cinquantaine de kilomètres. Un peu plus loin, les bâtiments délabrés laissent cependant deviner une activité renouvelée, avec des voitures garées près de bungalows de chantier montés à l'abri du vent. Quand on se rapproche de la communauté voisine de Zongo, des utilitaires de chantier apparaissent çà et là. À un point de contrôle, le policier me confirme que des mines ont rouvert. De petites coopératives ont repris les sites abandonnés, où elles creusent éventuellement de nouvelles galeries pour l'excavation.

Située à près de 4 500 mètres d'altitude, la mine d'étain de Milluni fut fondée en 1927, et son campement a accueilli jusqu'à 1 000 personnes ; il comportait un

⁶⁷² Voir Oscar Campanini, « Agua y minería en Bolivia, ¿riesgos lejanos? El caso de la provisión de agua para consumo doméstico a la ciudad de La Paz », *Deliberar*, Cedib La Paz, 2016, p. 34-44.

hôpital, une école, un cinéma (dont les ruines sont visibles du bord de la route qui mène à la communauté de Zongo) et un cimetière, qui gît à l'ombre du Huayna Potosí. Ses tombes grises et, pour la plupart, arrondies, regroupées sur une petite butte au bord de la lagune, accueillent aussi quelques sépultures en forme de bateau - symbole des enfants morts en ce lieu lors du massacre du 26 mai 1965, lorsque les troupes du général Barrientos, alors dictateur du pays, réprimèrent les mineurs dont la radio, Radio Huayna Potosí, diffusait des messages de résistance au régime. Une croix porte même l'inscription : « Gloria a los caídos de la masacre del 25 de mayo de 1965 » (« Gloire à ceux qui sont tombés lors du massacre du 25 mai 1965 »). À proximité de La Paz, cette mine très syndicalisée a joué un rôle important dans les luttes sociales qui menèrent à la révolution de 1952 : 400 mineurs se sont unis aux *fabriles* (les travailleurs de l'industrie) de La Paz, armés de quelques fusils Mauser et de bâtons de dynamite avec lesquels ils attaquèrent et mirent en déroute les forces armées de la base aérienne d'El Alto⁶⁷³.

Les mines ont tout d'abord été exploitées, de 1929 à 1975, par l'entreprise Fabulosa Mines Ltd., puis jusqu'en 1985 par la Compañía Minera del Sur (Comsur), propriété du futur ministre de l'Économie, puis président Gonzalo Sánchez de Lozada. Le décret 21060, que celui-ci promulgua, entraîna la fermeture officielle du site - et permit des opérations financières lucratives sur les mines délaissées⁶⁷⁴. Mais, dans les années 1990 encore, on trouve des traces d'activité dans des zones peu visibles de la route : il s'agit d'entreprises artisanales clandestines mises en place par des habitants des communautés voisines qui se sont réapproprié les installations⁶⁷⁵. Ce qui est nouveau dans les années 2010, c'est le fait que des *bocas de mina* (des entrées de mine) sont désormais visibles autour de la lagune de Milluni Grande. Jusqu'ici, la quarantaine de mines recensées dans la zone opéraient dans des endroits plus reculés - aujourd'hui, par exemple, la

⁶⁷³ Sur les événements du 11 mai 1952, voir James Dunkerley, *Rebelión en las venas...*, *op. cit.*

⁶⁷⁴ Voir Tom Perreault, « Dispossession by accumulation? Mining, water and the nature of enclosure on the Bolivian Altiplano », *Antipode*, 45 (5), 2013, p. 1050-1069, spécialement p. 1057. Voir aussi l'annexe 1, p. XXX.

⁶⁷⁵ Voir Aleida Miranda, Hanz Arancibia, Ronald Quispe, « Patrimonio geológico y minero de la región de Milluni en La Paz, Bolivia », *Libro de actas del primero Congreso internacional sobre patrimonio geológico y minero de Bolivia y los Andes*, Oruro, 2010.

mine Claridad, propriété de la Cooperativa Minera 24 de Mayo Ltda., exploite même un gisement de fer à ciel ouvert à quelques centaines de mètres seulement du poste de police de la communauté de Zongo. Les mines ont acquis le statut de coopératives, reconnu par la Constitution politique de l'État promulguée en 2009, qui y introduit des obligations de « fonctions économiques et sociales » et remplace les concessions par des contrats imprescriptibles et intransmissibles : le peuple bolivien est désormais le propriétaire des richesses minières, à charge pour l'État de les administrer, quitte à en déléguer la gestion (avec 55 % des bénéfices pour l'État). La loi minière de 2014 lève ensuite les incertitudes sur la pérennité des concessions privées⁶⁷⁶ et des coopératives face aux droits des communautés indigènes et à leur possibilité de créer des « entreprises communautaires »⁶⁷⁷. Dans la zone de Milluni, la justice « originaire » indigène de Zongo se trouve ainsi mise en échec par une coopérative minière qui veut y développer ses activités⁶⁷⁸.

Plus généralement, les modèles alternatifs de gestion des ressources naturelles qui auraient pu voir le jour dans le cadre du projet souverainiste et redistributeur du MAS se trouvent ainsi étouffés par les urgences politiques⁶⁷⁹. L'exploitation minière reste sous l'emprise d'un marché où les petits producteurs développent une forme d'économie familiale dissimulée : ils reprennent les sites de trop faibles dimensions dont le secteur privé ne veut pas s'occuper et refusent toute régulation étatique. Ainsi, les mobilisations, en août 2016, contre un projet de loi destiné à réglementer l'activité minière débouchent, dans la localité de Panduro, sur le lynchage et la mort du vice-ministre Rodolfo Illanes et la mort de plusieurs policiers et mineurs⁶⁸⁰. Ce conflit de 2016 porte sur la

⁶⁷⁶ Cette incertitude a entraîné une baisse des investissements dans le secteur entre 2010 et 2014.

⁶⁷⁷ Voir à ce sujet Claude Le Guill : « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie : une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, 82, 2016, <http://cal.revues.org/4337>.

⁶⁷⁸ Voir Pedro Pachaguay, *Autoridades sindicales de Zongo expulsan a una empresa minera. Etnografía de un litigio interlegal en Bolivia*, La Paz, Saberes bolivianos, 2015.

⁶⁷⁹ Voir Claude Le Guill, « La politique minière du gouvernement d'Evo Morales : entre mythes et pragmatisme politique », *Ideas*, 8, 2016, DOI : 10.4000/ideas.1695.

⁶⁸⁰ Voir Andrea Marston, Amy Kennemore, « Extraction, revolution, plurinationalism. Rethinking extractivism from Bolivia », *Latin American Perspectives*, 46 (2), 2018, p. 141-160.

syndicalisation que les coopératives refusent au nom de leur liberté de contracter des sociétaires, tandis que le gouvernement les accuse de vouloir conclure des contrats avec des entreprises étrangères.

Le regain des activités coopératives minières, qui représentent 90 % des travailleurs (130 000 environ) mais seulement 17 % de la production dans les années 2000-2020⁶⁸¹, est donc finalement moins économique que politique⁶⁸². Les reprises de contrôle étatiques des mines dans les années 2000, après leur fermeture dans les années 1980 et leur privatisation dans les années 1990 à l'occasion de l'arrivée d'un investisseur, se font à effectifs réduits, en collaboration avec des coopératives minières pour les parties à ciel ouvert⁶⁸³. Au-delà de cette complémentarité, il faut aussi voir que le secteur minier, dont la part dans le PIB a considérablement baissé en trente ans⁶⁸⁴, contribue encore à structurer les rapports sociaux au sein d'un modèle productif revigoré par le marché mondial. Evo Morales n'hésite pas à coiffer, au cours de ses campagnes, le très symbolique casque de mineur, signe que ce secteur reste influent au sein du gouvernement.

Les mobilisations des mineurs ont cependant suscité certains des conflits les plus importants auxquels le gouvernement a dû faire face depuis 2006. Ainsi, les affrontements entre coopérativistes et employés des mines d'État à Huanuni, en octobre 2006, ont fait 16 morts et déclenché une véritable crise politique mettant en cause la capacité du gouvernement nouvellement élu à contrôler ses soutiens politiques - et, de fait, le soutien du secteur minier, coopérativiste ou étatique, au parti au pouvoir n'est pas inconditionnel : « Au MAS, on appartient d'abord à son organisation - qu'elle soit syndicale, communautaire ou vicinale - avant d'appartenir au parti. Il n'est donc pas rare, en Bolivie, de voir une même organisation

⁶⁸¹ Voir Jocelyn Michard, *Cooperativas mineras en Bolivia. Formas de organización, producción y comercialización*, Cochabamba, Cedib, 2008, p. 8 ; voir aussi C. Le Guill, « La politique minière... », art. cit.

⁶⁸² Voir Fundación Unir Bolivia, *La veta del conflicto, Ocho miradas sobre conflictividad minera en Bolivia (2010-2014)*, La Paz, Unir, 2014.

⁶⁸³ Voir T. Perreault, « Dispossession by accumulation ?... », art. cit. Voir aussi Anthony Bebbington, « The new extraction: Rewriting political ecology of the Andes? », *Nacla Report on the Americas*, 42 (5), 2009, p. 12-20.

⁶⁸⁴ Elle est passée de 4,5 % en 1980 à moins de 2 % dans les années 2010. Voir Jorge Espinoza Morales, *Incierta minería. Ensayos y opiniones*, La Paz, Plural, 2015.

afficher son soutien au gouvernement tout en recourant contre lui à des mobilisations collectives en défense de ses intérêts sectoriels, à une échelle locale ou nationale⁶⁸⁵. » Ainsi, la Fédération nationale des coopératives minières de Bolivie (Fencomin) accorde son soutien électoral au MAS en échange de l'octroi de concessions toujours plus étendues, mais refuse toute tentative de régulation : « Il existe un intérêt mutuel à la survie de cette alliance tumultueuse qui défie toute cohérence idéologique - loin des préceptes antilibéraux de l'exécutif, le coopérativisme minier, en dépit de son appellation, exalte en effet la liberté d'entreprendre au détriment de toute protection sociale pour ses affiliés⁶⁸⁶. »

La reconnaissance de cette place du secteur minier n'empêche pas que des critiques soient formulées contre les politiques des régimes progressistes du XXI^e siècle en Amérique latine. La politique minière des gouvernements Morales a pu être interprétée comme un maintien des arrangements institutionnels hérités du libéralisme, qui donnait déjà la priorité aux entreprises privées étrangères mais aussi aux coopératives qui se nourrissaient des restes des mines d'État⁶⁸⁷. Toute résistance aux projets miniers aurait été affaiblie par les institutions garantissant les activités des entreprises extractives, en particulier les droits des communautés indigènes sur les territoires concernés⁶⁸⁸. La poursuite de ces activités en Amérique latine serait ainsi un « choix politique » des gouvernements progressistes, qui irait de pair avec le renforcement d'un État dont les actions de redistribution n'empêchent pas la multiplication des conflits environnementaux ; ce « néo-extractivisme

⁶⁸⁵ Hervé Do Alto, « Evo Morales aux prises avec... ses soutiens », *Le Monde diplomatique*, août 2018, p. 7-8.

⁶⁸⁶ H. Do Alto, « Evo Morales aux prises... », *ibid.*

⁶⁸⁷ Voir Diego Andreucci, Isabella M. Radhuber, « Limits to “counter-neoliberal” reform: Mining expansion and the marginalisation of post-extractivist forces in Evo Morales's Bolivia », *Geoforum*, 84, 2017, p. 280-291.

⁶⁸⁸ Voir Radosław Powęska, « State-led extractivism and the frustration of indigenous self-determined development: Lessons from Bolivia », *The International Journal of Human Rights*, 21 (4), 2017, p. 442-463 ; Rickard Lalander, « Ethnic rights and the dilemma of extractive development in plurinational Bolivia », *The International Journal of Human Rights*, 21 (4), 2017, p. 464-481.

développementaliste⁶⁸⁹ » réactiverait ainsi un « grand récit » familier à la gauche du continent, qui revalorise les grands projets stratégiques sans pour autant changer la configuration de primo-exportateur de matières premières du pays⁶⁹⁰, ni réaliser son objectif d'industrialisation⁶⁹¹.

De telles critiques échouent cependant à rendre compte de la complexité des enjeux politiques liés aux activités minières. Comme pour le développement productif agricole⁶⁹², l'opposition analytique entre économie et écologie constitue un obstacle à l'appréhension des transformations en cours - d'autant que les débats sont brouillés par l'instrumentalisation des conflits environnementaux pour discréditer les projets politiques dits « progressistes ». Au lieu de vouloir tout englober dans un même concept (comme celui de « néo-extractivisme »), il faut articuler les considérations globales aux transformations des pratiques minières et de leurs usages politiques. La réduction des politiques dites « extractivistes » du gouvernement Morales à un prolongement du libéralisme par d'autres moyens⁶⁹³ ne prend pas en compte les transformations globales de la régulation

⁶⁸⁹ Voir Maristella Svampa, « Néo-“développementalisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 81, 2011, p. 101-127. Voir aussi : Maristella Svampa, *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina. Conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependencias*, Bielefeld University Press-Maria Sibylla Merian Center, 2019. Dans ce livre, le « néo-extractivisme » devient un concept susceptible de tout expliquer, de la dépendance des pays exportateurs aux dominations de genre dans le cadre familial en passant par l'apparition de « conflits écoterritoriaux » dont on a du mal à cerner la véritable nouveauté.

⁶⁹⁰ Voir David Villalobos, « Les limites de la nouvelle gauche latino-américaine en matière d'industrialisation autonome », *Outre-Terre*, 47, 2016, p. 183-196.

⁶⁹¹ On mettra à part le cas du lithium, qu'il serait trop long de développer ici. Voir M. Mariette, « En Bolivie, la filière lithium... » art. cit. ; voir aussi Manuel Olivera Andrade, *La industrialización del litio en Bolivia. Un proyecto estatal y los retos de la gobernanza, el extractivismo histórico y el capital internacional*, La Paz, Cides-Umsa, 2017.

⁶⁹² Voir *supra* Livre IV, p. XXX.

⁶⁹³ Voir Jeffery R. Webber, « Revolution against “progress”: Neo-extractivism, the compensatory State, and the Tipnis conflict in Bolivia », in Susan Spronk, Jeffery Webber, *Crisis and Contradiction, Marxist Perspectives on Latin America in the Global Political Economy*, Londres, Brill, 2014 ; Amy Kennemore, Gregory Weeks, « Twenty-first century socialism? The elusive search for a post-neoliberal development model in Bolivia and Ecuador », *Bulletin of Latin American Research*, 2011, DOI: 10.1111/j.1470-9856.2010.00496.x.

minière depuis les années 2000. Les entreprises ont en effet dû s'engager dans un travail de redéfinition à la fois organisationnel et technique destiné à rendre leurs activités socialement acceptables en conciliant rentabilité économique et normes écologiques⁶⁹⁴ : le modèle de la « mine durable » (*sustainable mining*) exprime les transformations à la fois des activités extractives, des représentations et des régulations environnementales⁶⁹⁵. Sans abolir les conflits entre capital et travail, de nouvelles tensions autour des externalités de l'exploitation minière (assurer les emplois locaux, éviter les pollutions trop visibles, etc.) ont imposé des préoccupations de « responsabilité sociale des entreprises (RSE)⁶⁹⁶ », dont les compagnies minières tentent de contourner la contrainte en devenant les interlocuteurs non seulement de leurs travailleurs, mais aussi des populations résidentes⁶⁹⁷.

On assiste donc à une réorganisation globale du modèle productif, qui avait été démantelé par les politiques néolibérales des années 1980-1990 : le modèle historique des *company towns* cède la place à celui du *fly-in/fly-out*⁶⁹⁸, où l'on transporte temporairement les travailleurs des mines le temps de l'exploitation, ce qui oblige à passer des accords auprès des communautés résidentes pour compenser la faible utilisation de la main-d'œuvre locale⁶⁹⁹. Dans les Andes, cette transformation prend des formes spécifiques, dans la mesure où les campements se sont installés dans une configuration historique particulière : une exploitation préindustrielle qui, comme à Potosí, était encadrée par un centre urbain,

⁶⁹⁴ Voir Stuart Kirsch, *Mining Capitalism: The Relationship between Corporations and their Critics*, Berkeley, University of California Press, 2014.

⁶⁹⁵ Voir Anne-Lise Boyer, Claude Le Gouill, Franck Poupeau, Monica Ramirez-Andreotta, « Sustainable mining and political participation in semi-arid areas of Western United States: Lessons from the Rosemont case study », *Regional Climate Change*, 19 (2), p. 501-513.

⁶⁹⁶ Voir Brian Burke, « Cooperatives for “fair globalization”? Indigenous people, cooperatives, and corporate social responsibility in the Brazilian Amazon », *Latin American Perspectives*, 37, 2010, p. 30-52.

⁶⁹⁷ Voir Colin Filer, Pierre-Yves Le Meur, *Large-Scale Mines and Local-Level Politics*, Canberra, Australian National University Press, 2017.

⁶⁹⁸ Voir Omar Manky, « From towns to hotels: Changes in mining accommodation regimes and their effects on labour union strategies », *British Journal of Industrial Relations*, 55 (2), 2017, p. 295-320.

⁶⁹⁹ Voir Keith Storey, « Fly-in/fly-out: Implications for community sustainability », *Sustainability*, 2, 2010, p. 1161-1181.

lui-même connecté aux communautés rurales et indigènes environnantes⁷⁰⁰. En dépit de ces différences historiques, cette réorganisation « territoriale » affecte les mines des Andes, en particulier les coopératives, qui ont tendance à s'associer avec des consortiums transnationaux, pour lesquels elles constituent une porte d'entrée discrète dans le pays⁷⁰¹. Alors que les coopératives ont souvent été considérées comme un simple palliatif des politiques néolibérales des années 1980-1990, elles sont désormais tout aussi engagées dans des processus de développement autonome que le commerce populaire de l'économie ethnique.

C'est ce que permet d'explorer le cas de la coopérative minière de Bolsa Negra, à Palca, municipalité voisine de La Paz, où j'avais dirigé le travail d'une étudiante et un étudiant venus de France pour un séjour de recherche⁷⁰². L'occasion d'une autre revisite, dix ans après la première enquête, qui éclaire un aspect peu visible de la « globalisation minière ». En effet, Bolsa Negra fonctionne selon une forme particulière de *fly-in/fly-out*, car un grand nombre de mineurs ont une résidence familiale à El Alto et une construction provisoire dans le campement minier, où sont installées des populations résidentes.

Retour à Bolsa Negra

La route de la mine de Bolsa Negra part de la zone sud de La Paz pour traverser le *municipio* de Palca puis serpenter à travers les montagnes à l'ombre de l'Illimani, qu'elle contourne par le nord-ouest. La coopérative minière extrait du tungstène, un minéral lourd, dense et résistant à la chaleur, aux utilisations industrielles multiples, mais dépendant d'un marché mondial relativement stable et aux prix modérés. « L'activité est au plus bas », affirme un mineur rencontré au village de Tres Ríos, en contrebas de la mine, que l'on atteint après environ trois heures d'une route poussiéreuse et tortueuse depuis La Paz. C'est déjà ce que disaient, dix ans auparavant, les mineurs interviewés.

La vallée est surplombée par les neiges de l'Illimani à l'est et le Mururata à l'ouest. À l'une des *tiendas*

⁷⁰⁰ Voir Pablo Cruz, Jean-Joinville Vacher (dir.), *Mina y metalurgia en los Andes del Sur*, Lima, IFEA-IRD, 2008.

⁷⁰¹ Voir Gabriela Vargas-Cetina, « Anthropology and cooperatives. From the community paradigm to the ephemeral association in Chiapas, México », *Critique of Anthropology*, 25 (3), p. 229-251, DOI :10.1177/0308275X05055210.

⁷⁰² Voir Amaël Marchand, Mandana Saeidi, *Extérieur mine*, mémoire de M2 sociologie, EHESS, 2010.

(« boutiques ») en bord de route, je demande s'il est encore possible de visiter la mine. La patronne me répond qu'il faut juste demander au garde à l'entrée. Par précaution, je me dirige vers un groupe de mineurs qui partagent, en cercle, quelques bières à côté d'un bâtiment de l'autre côté de la route. Vêtus de bleus de travail, ils sont, à première vue, déjà passablement éméchés, et, dès que je les aborde, l'un des plus jeunes, qui tient la bouteille de bière, me passe le gobelet unique qui circule entre eux, comme pour toute *ch'alla** (fête dite traditionnelle où la boisson est partagée entre les membres d'un groupe et où chacun rend hommage à la Pachamama en versant quelques gouttes d'alcool par terre). Je leur redemande alors s'il est possible de visiter la mine et ils m'indiquent, en acquiesçant, le nom du dirigeant syndical auquel il faut demander l'autorisation. De toute façon, il n'y a pas de danger, car toute activité vient de cesser pour quelques jours fériés - comme partout sur l'Altiplano bolivien, la fête nationale du 6 août restant l'une des plus célébrées de l'année. Sur la route étroite et rocailleuse qui serpente vers le campement, je croise plusieurs véhicules, dont une ambulance qui emmène, je l'apprendrai en arrivant sur place, le dirigeant coopérativiste prendre son *almuerzo* à Tres Ríos.

À l'arrivée au barrage, un gardien aimable et scrupuleux me conseille de garer la voiture sur place et de continuer à pied. Un mineur aux vagues responsabilités officielles que je n'arrive pas à démêler m'incite à reprendre la voiture pour visiter le plus récent des sites d'exploitation : il faut suivre une route en contrebas qui arrive au *socavón*, l'entrée de cette mine qui est encore en cours d'exploration, mais qui constitue selon lui l'élément le plus intéressant de la coopérative. Alors qu'il descend vers le village, je suis son conseil et j'arrive devant une entrée de mine encore peu consolidée, mais où quelques machines portables semblent permettre les premières explorations.

Cette mine n'est cependant que la plus récente ; la mine encore en activité, autour de laquelle s'organise le campement minier, est juste au-dessus. C'est là que je rencontre enfin le dirigeant coopérativiste, qui m'indique le chemin de la galerie encore en activité, elle-même surplombée par une mine désaffectée qui ne vaut pas, selon lui, la peine d'être visitée. Je comprends que ce n'est pas seulement parce qu'elle est difficile d'accès et qu'il faut y monter à pied : les ruines des bâtiments, et des machines, encore visibles en contrebas ne rendent pas

justice, selon lui, à l'élan modernisateur qui anime la zone. En effet, qu'il s'agisse de Tres Ríos, avec ses nouvelles bâtisses à deux ou trois étages, aux toits de tôle rouge ou bleue, et son terrain de football au gazon synthétique, à la forme allongée, rutilant, l'empreinte des subventions étatiques est visible, et les conditions de vie dans le campement semblent s'être considérablement améliorées. Là où l'on ne trouvait, il y a dix ans, qu'une tienda peu achalandée, il y a désormais plusieurs boutiques offrant des fruits et des produits locaux. Le nombre de socios de la mine est en revanche resté inchangé (environ 240, dont une vingtaine de femmes seulement). Et, en faisant route vers la seconde mine, je peux constater qu'il y a encore des palliris, ces travailleuses non sociétaires qui récupèrent les matériaux inutilisés à l'extérieur de la mine, pour des profits très maigres⁷⁰³.

Au détour d'un virage apparaît le campement, bien plus grand que dans mon souvenir. À côté des bâtiments ternes dans lesquels logeaient déjà les mineurs, il y a désormais une école flambant neuve, aux toits bleus, couleur utilisée pour marquer l'action gouvernementale (c'est aussi celle du parti présidentiel) - elle a semble-t-il été inaugurée par Evo Morales lui-même en octobre 2017. Un bulldozer effectue les déblaiements nécessaires à de futurs travaux. Le fonds indigène a par ailleurs financé d'autres obras dans la région, dont un terrain de football au gazon synthétique. Mais les soutiens institutionnels ne s'arrêtent pas là : selon Ladislao Prado, le dirigeant de la coopérative, la hausse du prix du tungstène sur le marché international au cours des années 2010 (passé de 3 à 60 Bs le kilo) laisse présager la création d'une agence nationale, l'Empresa Boliviana de Ferrotungsteno (Ebofe), soutenue par la Federación Nacional de Cooperativas Mineras (Fédération nationale des coopératives minières) mais surtout par l'État. Cela semble indiquer un changement important, sur lequel il nous faut revenir.

Les politiques libérales des années 1980 avaient en effet imposé une réorganisation de la structure corporatiste qui régit le travail dans la mine, au point que les coopératives pouvaient apparaître comme un simple

⁷⁰³ Sur les palliris et la place des femmes dans les mines, voir Pascale Absi, « Pourquoi les femmes ne doivent pas entrer dans les mines... (Potosí, Bolivie) », *L'Homme et la société*, 146, 2002, p. 141-157. Voir aussi Moema Viezzer, « Si me permiten hablar... » *Testimonio de Domitila, una mujer de las minas de Bolivia*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1977.

produit de la déstructuration des entreprises publiques – et une forme de gestion des licenciements massifs, puisque les rares mineurs qui restaient sur place reprenaient, de façon plus ou moins officieuse mais autorisée, les gisements les moins rentables, qu'ils exploitaient manuellement⁷⁰⁴. Les politiques mises en œuvre au cours des années 2010 n'ont sans doute pas permis une régulation forte du secteur minier, comme le révèlent les affrontements récurrents entre mineurs et gouvernement, en particulier en 2014, lorsque le gouvernement a refusé les clauses relatives aux contrats avec des entreprises étrangères et en faveur d'un taux d'imposition très faible (article 151⁷⁰⁵) de la proposition de loi élaborée par le secteur coopérativiste. Néanmoins, grâce au cadre de la Constitution de 2009, l'économie des petites mines a été sinon légalisée, du moins incluse plus fortement dans le développement national, avec des soutiens de l'État à ce secteur crucial à l'échelon local, car il fait vivre de nombreuses familles dans des zones isolées.

Les coopératives de 2019 ne sont plus tout à fait les celles de la période néolibérale. Or si leur fonction s'est transformée ces dernières années, c'est cependant sur une base sociale inchangée : les travailleurs des mines appartiennent au groupe des *cholos*⁷⁰⁶, qui est selon June Nash une catégorie culturelle et non raciale, ce qui permet d'expliquer la force des liens qui les rattachent au groupe⁷⁰⁷. Et tout indique que, à Bolsa Negra, « l'autodétermination » des mineurs, comme l'appelait Nash, s'est renforcée ces dernières années⁷⁰⁸, de la même façon

⁷⁰⁴ Les licenciements massifs des années 1986 ont entraîné dans le même temps une migration vers le tropique du Chapare pour y cultiver la coca ou vers les centres urbains, dont El Alto, pour y intégrer les rangs du sous-prolétariat urbain. Voir *supra*, Livre I.

⁷⁰⁵ Pour une analyse critique de la Ley de minería y metalurgia de 2014 proposée par le secteur coopérativiste et les syndicats miniers : <https://cedib.org/publicaciones/por-que-se-debe-rechazar-el-proyecto-de-ley-minera/>.

⁷⁰⁶ Voir *supra* Livre I note 92, p. 75.

⁷⁰⁷ Voir June Nash, *We eat the mines and the mines eat us*, New York, Columbia University press, 1979, p. 2 sq.

⁷⁰⁸ Nash et Hopkins distinguent quatre formes de coopératives : il s'agit de formes d'auto-organisation que choisissent des structures socio-politiques participatives avec idéologie coopérativiste égalitaire, ou encore d'organisations traditionnelles dans des sociétés paysannes ; il est plus difficile de considérer comme telles les structures productives transformant l'agriculture capitaliste des *haciendas* en petites entreprises et, encore plus, les structures commerciales ou industrielles ; voir June Nash, Nicholas Hopkins, « Anthropological approaches to the study of cooperatives, collectives, and

que, à La Paz ou El Alto, les commerçants populaires de l'économie ethnique ont développé, on l'a vu, un pouvoir économique propre. Ainsi, la revisite de la mine de Bolsa Negra laisse voir des transformations évidentes : les investissements dans le matériel ont repris, la coopérative présente une transparence nouvelle en termes de gestion et de prise de décisions - condition pour recevoir des soutiens financiers - et l'implantation des mineurs autour du campement s'est renforcée. Même si une partie des familles possèdent encore une double résidence dans le quartier de Cosmos 21 à El Alto (sorte d'adaptation bolivienne au *fly-in/fly-out*), des formes de vie culturelle locales se sont développées, au point de valoriser la visite touristique des lagunes alentour. Si les conditions de vie restent rudes, dans cette vallée humide à plus de 4 000 mètres, Bolsa Negra n'est plus ce campement à moitié abandonné étudié dix ans auparavant.

*

Le cas des coopératives minières montre qu'une forme organisationnelle n'a pas de valeur en soi : si elle est orientée vers des objectifs d'exportation ou de vente à des entreprises étrangères, la coopérative fonctionne plus comme une entreprise privée que comme une institution collaborative ; mais, si elle vise, comme le remarque Brian Burke au sujet des coopératives consacrées au commerce équitable en Amazonie⁷⁰⁹, la transformation de la position des groupes subalternes dans les relations de pouvoir, avec un partage des bénéfices, versés aux communautés locales ou utilisés pour la mise en place de circuits d'échange alternatifs, la coopérative peut aussi opérer comme un facteur de changement politique. Le cas bolivien est porteur d'autres potentialités qui pourraient contrer le fonctionnement des coopératives comme support de contrats avec des capitaux étrangers : la création de l'Empresa Boliviana de Ferrotungsteno (qui fait penser, en matière agricole, à l'Emapa, voir *supra* Livre IV), ébauche par exemple une articulation entre économie coopérative et économie nationale susceptible de donner un sens politique au projet d'industrialisation que les mouvements sociaux de

self-management», in June Nash (dir.) *et al.*, *Popular Participation in Social Change*, La Haye, Mouton, 1976, p. 4.

⁷⁰⁹ Voir Brian Burke, « Transforming power in Amazonian extractivism: Historical exploitation, contemporary “fair trade”, and new possibilities for indigenous cooperatives and conservation », *Journal of Political Ecology*, 19, 2012, p. 114-126.

2003 avaient associé à la réappropriation des ressources naturelles et à la refondation politique, formellement instituées par la nouvelle Constitution de 2009.

Deux éléments paraissent donc déterminants : la relation entre les coopératives et la puissance publique (ou en tout cas le projet politique qu'elle porte) ; le contrôle collectif exercé sur le fonctionnement même de la coopérative, qui peut être renforcé par cette relation aux autorités. Il s'agit alors de s'assurer, dans le cas bolivien, que l'objectif politique de réappropriation des ressources naturelles s'accompagne bien d'un retour à la gestion publique et, surtout, d'un encouragement à l'exercice de la souveraineté populaire. Le contrôle collectif renvoie en effet à la question des conditions de possibilité des formes d'autorégulation.

Les coopératives minières n'éviteront de fonctionner comme des entreprises privées qu'à condition que le secteur fasse l'objet d'une régulation étatique forte. Les formes communautaires d'auto-organisation sont en mesure d'y ouvrir la possibilité d'un modèle alternatif articulant gouvernance démocratique, gestion d'une ressource et normes internes de coopération⁷¹⁰. Dans le secteur de l'eau en revanche, des coopératives ne sauraient se maintenir qu'en réunissant un ensemble de conditions sociales très spécifiques, comme on le verra (*infra*, chapitre 10), le soutien public, la structuration des organisations de base et la cohésion des quartiers permettant de créer les dispositions collectives à se mettre au service du collectif. Dans ce cadre d'une gestion locale, la recherche d'alternatives émancipatrices « dans les fissures du capitalisme⁷¹¹ » s'expose cependant au risque d'un cloisonnement des différents niveaux d'action. Or, comme le remarque Frédéric Lordon, « une somme de solutions microscopiques ne fait pas une solution macroscopique. On ne fait pas une formation sociale avec juste un recouvrement de ZAD, ou de "communes"⁷¹² ».

⁷¹⁰ Voir Benoît Borritz, *Coopératives contre capitalisme*, Paris, Eyrolles, 2015.

⁷¹¹ P. Cossart, « Le communalisme... », art. cit., p. 246.

⁷¹² Frédéric Lordon, « Et la ZAD sauvera le monde... », *Le Monde diplomatique*, octobre 2019, p. 3.

Image

Chapitre 10 – Déclins. Les coopératives d'eau contre les communs

« Aucune chose n'est en soi ou par nature commune, seules les pratiques collectives décident ultimement du caractère commun d'une chose ou d'un ensemble de choses. »

Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun*, 2014

Communautés et production du commun : le cas des coopératives

Longtemps focalisés sur les enclosures⁷¹³, les débats sur la gestion commune des ressources naturelles s'orientent désormais sur l'identification de modèles économiques à la fois stables et alternatifs⁷¹⁴. Loin d'exprimer une « nostalgie pour une communauté prémoderne⁷¹⁵ », l'ancrage du mouvement contemporain des communs dans les pratiques collaboratives, qu'il s'agisse d'entités relevant de l'économie sociale et solidaire, de coopératives ou de formes immatérielles de collaboration par Internet, conduit à revitaliser des idéaux de mutualisme accordant une place non seulement aux « initiatives citoyennes », mais aussi à des réorientations de l'action publique, en particulier dans les municipalités, et à des expériences alternatives proches du communalisme⁷¹⁶. Les communs peuvent ainsi représenter « des ensembles de ressources collectivement gouvernées dans le but de permettre un accès partagé aux biens dont ils sont l'objet⁷¹⁷ ». Dans cette perspective, les périphéries des villes en extension présentent un intérêt particulier pour l'analyse des formes d'autogouvernement : il ne s'agit plus d'un territoire municipal faisant l'objet d'un contrat avec une entreprise, mais d'une zone plus limitée où les modalités institutionnelles de la gestion des ressources, qui ne sont pas fixées une fois pour toutes, dépendent des règles établies au sein d'une communauté⁷¹⁸. La gestion communautaire ne crée pas

⁷¹³ Voir Edward Palmer Thompson, *La Guerre des forêts. Luites sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

⁷¹⁴ N. Alix et al., *Vers une république...*, op. cit., p. 7.

⁷¹⁵ Voir J.-P. Chanteau, A. Labrousse, « L'institutionnalisme méthodologique d'Elinor Ostrom... », art. cit.

⁷¹⁶ Voir P. Cossart, « Le communalisme... », art. cit.

⁷¹⁷ Le commun est entendu ici comme une relation sociale entre individus ou groupes autour d'une ressource et un système de gouvernance qui permet la reproduction et le développement de cette ressource. Voir Benjamin Coriat (dir.), *Le Retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2015, p. 13.

⁷¹⁸ Le terme « communauté » désigne une entité villageoise, paysanne ou indigène, reconnue officiellement par l'État. Chaque communauté possède son organisation propre, avec ses autorités légitimes (politiques, juridiques), ses normes et un territoire clairement délimité. De telles communautés, qui appartenaient originellement au monde rural, continuent d'exister à la périphérie des zones urbaines en extension.

automatiquement du commun⁷¹⁹. Comme l'a montré Max Weber, les communautés établissent des « monopoles collectifs⁷²⁰ » avec pour effet de restreindre l'accès à des biens : elles peuvent donc aussi bien fonctionner comme des clubs dans lesquels seuls quelques-uns bénéficient d'une ressource rare que comme des entités sociales et solidaires gérées démocratiquement par une assemblée ouverte à tous.

Alors que ce sont les expériences « participatives », dans les entreprises ou prenant la forme d'initiatives locales que se réapproprient des groupes d'habitants désireux de redéfinir une gestion orientée vers le collectif, qui retiennent le plus souvent l'attention, une perspective sociologique sur les formes d'auto-organisation permet de s'attacher aux conditions d'opérationnalisation du commun dans des contextes où existent déjà des formes collectives de gestion des biens fondamentaux comme l'eau ou les terres : c'est le cas des relations entre de petites organisations locales autour de l'eau et des systèmes sociotechniques reposant sur de grandes infrastructures à coûts fixes, souvent plus élevés, et qui ne peuvent être financées que par l'État, ou par une entité extérieure possédant une capacité suffisante de financement. Face à l'incapacité de l'État à répondre à l'urbanisation des dernières décennies par une politique d'investissement et de développement des infrastructures, les habitants des quartiers périphériques ont créé leurs propres systèmes de gestion à partir de formes d'auto-organisation communautaires, ainsi que des techniques d'exploitation spécifiques, différentes de celles du réseau urbain. Avec l'apparition d'un État fort depuis l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir, en 2006, la mise en place de services urbains au sein de communautés où des droits coutumiers ou de simples us régulaient auparavant l'exploitation des ressources pose la question de savoir comment ces formes collectives préexistantes réagissent. Si le développement du service public survienne avec la modernisation de l'État pour répondre à des problèmes internes aux formes d'auto-

⁷¹⁹ Voir Christian Laval, « “Commun” et “communauté” : un essai de clarification sociologique », *Sociologies*, 2016, <http://journals.openedition.org/sociologies/5677>.

⁷²⁰ Voir Max Weber, *Les Communautés*, Paris, La Découverte, 2019.

organisation de l'eau (financement, qualité du service, etc.), il s'agit d'expliquer dans quels cas la population accepte le service public et dans quels cas elle le refuse. Les formes communautaires d'auto-organisation fonctionnent-elles par défaut, comme un pis-aller, ou bien représentent-elles un modèle alternatif instaurant une complémentarité entre systèmes locaux et réseau urbain ? Comment ces formes d'auto-organisation affrontent-elles les chocs de l'urbanisation croissante (à l'origine d'une plus forte hétérogénéité interne), du développement d'un État fort souhaitant reprendre le contrôle des territoires, ou encore de la diminution de la quantité de ressource disponible (changement climatique, demande urbaine croissante, etc.) ?

Deux traditions distinctes président généralement à l'étude de la production des communs⁷²¹ : tantôt le commun est un outil méthodologique, une catégorie permettant d'analyser les facteurs de robustesse de la gestion commune d'une ressource à l'aune des facteurs d'efficacité économique⁷²² ; tantôt c'est un projet alternatif de société fondé sur l'agir collectif de ses membres⁷²³. Ces approches posent la question de l'autorité et de l'autonomie⁷²⁴, les formes d'auto-organisation pouvant apparaître dans un contexte de décentralisation qui a parfois été associé au modèle néolibéral de dérégulation de l'État ; ou être au service d'un projet d'autonomie pour la prise de contrôle de leur destinée par les habitants, autour d'un objectif commun. Cette problématisation aide à comprendre ce qui s'observe en Bolivie dans le cas de l'eau, entre d'une part la promotion par certains organismes, publics ou privés, de modèles *pro-poor* de gestion des services urbains dans lesquels s'appuyer sur les dynamiques communautaires existantes est le prétexte d'y apporter un investissement économique moindre (recrutement d'une main-d'œuvre

⁷²¹ Voir P. Sauvêtre, « Commun et protagonisme démocratique... », art. cit.

⁷²² Voir E. Ostrom, *Governing the Commons...*, op. cit.

⁷²³ Voir Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

⁷²⁴ Voir Jean-Pierre Chanteau, « Théorie de la régulation, régulations, "régulationnistes" : éléments de méthodes et conditions d'une communauté épistémique », *Cahiers d'économie politique*, 72, 2017, p. 69-113.

collective locale en contrepartie de rations alimentaires, entretien du système confié aux habitants, infrastructures de moindre qualité, etc.)⁷²⁵ et d'autre part les pratiques portées par les populations locales, bien souvent pour contester ces mêmes organismes, jugés inefficaces ou étrangers aux réalités locales. Cet aspect amène à réintroduire, comme June Nash et Nicholas Hopkins le faisaient déjà dans une étude sur les systèmes coopératifs (notamment en Bolivie), les dimensions sociales, culturelles mais aussi idéologiques qui favorisent l'émergence d'un modèle d'organisation économique⁷²⁶.

La gestion de l'eau par une communauté s'inscrit de même dans une organisation sociale plus ample, qui inclut les relations en matière de parenté, de religion et de pouvoir⁷²⁷. Au-delà des facteurs de robustesse des communs⁷²⁸, une approche dynamique tenant compte des évolutions des zones étudiées (déplacement des frontières de la ville, migrations intra-urbaines, développement des infrastructures, etc.) permet d'introduire des variables souvent peu prises en compte dans les études sur la gestion des ressources : les trajectoires sociales des groupes concernés (notamment leur degré d'homogénéité), l'amplitude de l'interpénétration entre système local et réseau urbain, les inégalités socio-environnementales qui y sont associées, les facteurs externes de changement, les compétences, savoirs et savoir-faire spécifiques liés à chaque type d'organisation, etc. Parmi tous les exemples de communs locaux possibles, le cas des coopératives d'eau s'avère particulièrement intéressant pour étudier les conditions sociales d'institutionnalisation de

⁷²⁵ Voir *supra* Livre II, p. XXX.

⁷²⁶ Voir J. Nash, N. Hopkins, « Anthropological approaches... », art. cit.

⁷²⁷ Voir Olivia Aubriot, « De la matérialité de l'irrigation. Réflexions sur l'approche de recherche utilisée », *Journal des anthropologues*, 132-133, 2013, p. 123-144.

⁷²⁸ Selon les huit principes d'Ostrom, il faut : 1) des droits d'accès clairement définis ; 2) des avantages proportionnels aux coûts assumés ; 3) des procédures permettant des choix collectifs ; 4) des règles de supervision et de surveillance ; 5) des sanctions graduelles et différenciées ; 6) des mécanismes de résolution des conflits ; 7) la reconnaissance par l'État de l'organisation en place ; 8) l'organisation à plusieurs niveaux de l'ensemble du système. Voir aussi Elinor Ostrom, « A general framework for analyzing sustainability of social-ecological systems », *Science*, 325, 2009, p. 419-422.

l'auto-organisation⁷²⁹. En effet, l'échec des grands systèmes d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau potable face à la croissance urbaine, l'extension des aires de service et la raréfaction de la ressource sont la plupart du temps analysés en termes de fragmentation des réseaux urbains. Or la rupture de l'homologie entre un territoire donné et un opérateur unique chargé de distribuer l'eau conduit à analyser le fonctionnement des systèmes locaux de gestion qui s'insèrent dans les failles du réseau urbain et prennent la forme de coopératives. Pour autant, une des hypothèses qui sous-tendent ce travail est que la mise en question de l'idéal d'accès universel à la ressource provient moins d'un fractionnement territorial des systèmes de gestion que des différences organisationnelles entre communautés. En effet, bien que l'échelle de l'usage concerté de la ressource ne soit pas à celle d'une entreprise mais celle d'un territoire déterminé⁷³⁰, ce territoire ne saurait être perçu comme le seul élément structurant une communauté : la reproduction sociale d'une communauté dépend aussi de sa capacité à gérer les relations avec les autres communautés (en amont ou en aval) et à absorber les effets de l'urbanisation ou de la pénétration d'agents extérieurs (État, ONG, etc.)⁷³¹.

Dans quelles conditions une coopérative peut-elle produire du commun, c'est-à-dire parvenir à une forme d'auto-organisation articulant gouvernance démocratique, gestion d'une ressource et normes internes de coopération⁷³² ? La plupart des travaux sur les communs de l'eau s'appuient sur l'étude de communautés stables à un moment donné, dont les systèmes d'irrigation sont sans doute un cas d'école⁷³³. L'étude des systèmes d'irrigation, qui interroge la capacité des organisations à

⁷²⁹ Sur la définition des coopératives, voir *supra* Livre III, chapitre 5, en particulier p. XXX.

⁷³⁰ Voir J.-F. Draperi, « Le mouvement coopératif... », art. cit.

⁷³¹ Voir David Cash *et al.*, « Scale and cross-scale dynamics: Governance and information in a multilevel world », *Ecology and Society* 11 (2), 2006, <http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss2/art8>.

⁷³² Voir B. Coriat, *Le Retour des communs...*, *op. cit.*

⁷³³ Voir E. Ostrom, *Crafting Institutions...*, *op. cit.*

distribuer l'eau de manière efficace à travers leurs infrastructures propres et suivant des us et coutumes inscrits dans un cadre politique plus large, pose donc la question de la capacité à produire un réel commun autour de la ressource hydrique⁷³⁴. L'articulation entre communautés⁷³⁵ et communs questionne aussi les savoirs utilisés dans les modes de gestion des systèmes d'irrigation et les relations de pouvoir qui y sont associées⁷³⁶. Si le droit coutumier s'est avéré une référence politiquement efficace dans des conflits comme la « guerre de l'eau » à Cochabamba, il a plus généralement renforcé certaines dynamiques d'exclusion entre groupes sociaux pour le contrôle de la ressource⁷³⁷. La gestion hydrique engendre en effet des conflits entre, d'un côté, les puits coopératifs collectifs des zones périurbaines et, de l'autre, les systèmes d'irrigation ruraux. Dans le cas bolivien, les études du système d'irrigation ont rencontré un écho particulier du fait des mobilisations sociales qui secouèrent le pays contre le modèle privé de gestion de la ressource hydrique, mobilisations qui furent interprétées comme des luttes anticapitalistes⁷³⁸ ou comme une défense des *common-pool resources*⁷³⁹. La gestion de l'eau potable dans les périphéries des grandes villes boliviennes provoque des tensions similaires. Le système d'eau potable découle du transfert de l'usage de la ressource de l'irrigation à la consommation humaine à la suite de l'urbanisation des communautés

⁷³⁴ Voir M. T. Oré, *Agua: bien común...*, *op. cit.*

⁷³⁵ Chaque communauté possède son organisation propre, avec ses autorités légitimes (politiques, juridiques, etc.), ses normes et un territoire clairement délimité. Elle s'approche en cela d'une forme de commun, dont la gestion reposerait davantage sur un territoire et sur l'accès aux terres, régis par un certain nombre de règles. Ce commun peut cependant entrer en concurrence avec d'autres formes de gouvernance commune, comme c'est le cas pour les modèles de l'eau.

⁷³⁶ Voir Olivia Aubriot, Jeanne Riaux, « Savoirs sur l'eau. Les techniques à l'appui des relations de pouvoir ? » *Autrepart*, 65, 2013, p. 3-26.

⁷³⁷ Voir Tom Perreault, « Custom and contradiction: Rural water governance and the politics of usos y costumbres in Bolivia's irrigators' movement », *Annals of the Association of American Geographers*, 98, 2008, p. 834-854.

⁷³⁸ Voir J. Webber, *From Rebellion...*, *op. cit.*

⁷³⁹ Voir Paul Trawick, « Comedy and tragedy in the Andean commons », *Journal of Political Ecology*, 9, 2002, p. 35-68 ; R. Boelens *et al.* (dir.), *Agua y derecho...*, *op. cit.* ; A. Wutich, « Water scarcity... », *art. cit.*

périphériques, avec parfois le maintien d'un usage hybride où s'entremêlent coopératives d'eau et comités d'irrigation, non sans provoquer des tensions entre usages et normes, jusqu'à créer certains processus de marchandisation de la ressource et de spéculation foncière. La dynamique de la gestion des communs peut ainsi se trouver affectée par des changements tels que l'augmentation de la population (dans les zones périphériques notamment) et l'apparition, souvent corrélée, de nouveaux usages de l'eau, ce qui remet en cause les partages initiaux.

Avec ses multiples rivières souterraines, La Paz n'a pas connu les mêmes pénuries que Cochabamba, sauf à la suite de la rupture d'une canalisation, en 2008⁷⁴⁰, et des coupures du service en 2016-2017 (étudiées au chapitre précédent). La pénurie renvoie ici à l'insuffisance de la ressource mais aussi à l'évaluation qu'en font les habitants en fonction de leurs propres besoins, de leurs aspirations et des instruments qu'ils mettent en place pour la combattre lorsque l'État s'avère défaillant⁷⁴¹. La municipalisation de l'eau de La Paz, censée représenter une rupture avec le modèle néolibéral, n'a dans les faits ni modifié la politique tarifaire, ni rompu avec l'urbanisation sauvage qui avait accompagné la gestion privée⁷⁴²; de plus, le « management communautaire » pratiqué dans ce modèle de gestion municipale s'inscrit dans une orientation *pro-poor*, soit une « gestion des pauvres par les pauvres » promue par les organismes internationaux dans le pays et qui s'est imposée à l'échelle globale⁷⁴³ autour de l'idée de *community-based natural resources management* (gestion des ressources naturelles à base communautaire)⁷⁴⁴. Si la

⁷⁴⁰ Voir S. Hardy, « Ruptura del abastecimiento Hampaturí... », art. cit.

⁷⁴¹ Voir Rémi Barbier, Jeanne Riaux, Olivier Barreteau, « Science réglementaire et démocratie technique. Réflexion à partir de la gestion des pénuries d'eau », *Natures Sciences Sociétés*, 18, 2010, p. 14-23.

⁷⁴² Voir Penelope Anthias, Sarah Radcliffe, « The ethno-environmental fix and its limits: Indigenous land titling and the production of not-quite-neoliberal natures in Bolivia », *Geoforum*, 64, 2015, p. 257-269.

⁷⁴³ Voir Sylvie Jaglin, Anne Bousquet, *Conflits d'influence et modèles concurrents : l'essor de la privatisation communautaire dans les services d'eau d'Afrique subsaharienne*, note de travail, 2007, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00182482/document>.

⁷⁴⁴ Voir Peter Brosius, Anna Tsing, Charles Zerner, « Representing communities: Histories and politics of community-based natural resource management », *Society & Natural Resources: An International Journal*, 11, 1998, p. 157-168.

couverture du réseau urbain atteint 95 % des foyers de la ville de La Paz, on pourrait penser que les formes d'auto-organisation de l'eau se cantonnent aux marges de l'agglomération ou aux quartiers à la topographie peu accessible. On verra pourtant que les transformations des coopératives d'eau dans les périphéries en extension permettent d'analyser, sur des échantillons de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, dans quelle mesure l'objectif de fournir de « l'eau pour tous » est associé à des formes alternatives de gestion communautaire.

La revisite des coopératives d'eau à La Paz

Deux enquêtes ont été menées à dix années d'intervalle, en 2008 et 2018⁷⁴⁵, dans plusieurs zones périphériques de la ville de La Paz (Cotahuma, Ovejuyo, Apaña, Chicani et Hampaturi), où des coopératives avaient été repérées. Malgré la présence d'un service de distribution dans l'ensemble du réseau urbain, l'accès à l'eau se fait en effet dans la ville selon deux autres modalités. La première consiste en puits privatifs, en achat d'eau à des camions de distribution (*aguateros*) ou à des voisins raccordés au réseau. La seconde est l'accès à domicile (parfois avec des robinets collectifs) sous l'autorité de coopératives ou de comités, que ce soit pour privilégier cette forme collective ou pour compenser l'incapacité de l'entreprise publique à les raccorder⁷⁴⁶. Alors que le premier cas révèle des difficultés matérielles ou économiques de connexion au réseau urbain, le second renvoie directement au thème de l'auto-organisation, notamment dans la partie ouest de La Paz, où, comme à El Alto, la culture communautaire permet le maintien de pratiques d'autogestion dans un contexte où l'accessibilité à la ressource hydrique semble garanti – même

⁷⁴⁵ L'enquête de 2008 a été présentée au chapitre 6. L'enquête de 2018 a été réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'Agence française de développement (AFD), en partenariat avec Paris III-Sorbonne nouvelle et le Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (Creda) : Franck Poupeau, Claude Le Gouill, Andrés Fonseca, Marcelo Pérez, *Territoires de l'eau et communs en Bolivie. Les cas de la zone de desserte Hampaturi (La Paz) et de Sacaba (Cochabamba)*, note technique de l'AFD, 45, 2019.

⁷⁴⁶ Voir Sébastien Hardy, « La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau dans l'agglomération pacéniennne : le cas du sous-système El Alto », *Cybergeo: European Journal of Geography*, 2009, <http://cybergeo.revues.org/22270>.

si aucune évaluation précise n'est disponible, alors que la population s'accroît de manière exponentielle sans aucun contrôle⁷⁴⁷.

La revisite du terrain, dix ans après l'enquête de 2008, permet d'évaluer la résistance des formes d'auto-organisation face la présence accrue de l'État depuis l'élection d'Evo Morales, en 2005, notamment à la suite de la crise de l'eau de 2016. Si la plupart des points de tension révélés par la confrontation au terrain étaient déjà visibles en 2008-2010, ils se sont accentués avec le temps. À l'échelon local, les communautés mobilisent ainsi les us et coutumes liés à la gestion collective pour construire des coopératives d'eau dans les zones exclues du réseau urbain. À l'échelon municipal, le gouvernement autonome municipal de La Paz (GAMLP) fait de la conquête des territoires périphériques à travers des projets de développement un enjeu important dans la lutte qui l'oppose au gouvernement central. À l'échelon national, l'État ayant fait de « l'eau pour tous » une de ses principales promesses électorales, il ne peut laisser de tels bastions historiques de son électorat urbain aux mains de l'opposition. De plus, la réorganisation des frontières de la métropole à cause de l'urbanisation est également devenue un enjeu de lutte entre municipalités, mais aussi parmi les organisations sociales nationales : l'organisation urbaine des *juntas vecinales* (Fejuve), l'organisation nationale paysanne (CSUTCB) et l'organisation andine indigène (Conamaq), qui veulent pénétrer et contrôler ces territoires. Enfin, à l'échelon international, l'État se montre fortement dépendant des financements de la coopération ; il est souvent entré en conflit avec plusieurs organismes du fait d'une politisation accrue des politiques de développement ou de désaccords relatifs aux modèles de gestion.

Situées en périphérie, les coopératives étudiées partagent un même processus endogène de transformation. Elles avaient été implantées dans des zones rurales, habitées par des *comunarios*, c'est-à-dire des familles d'origine paysanne qui pouvaient mobiliser leurs connaissances des systèmes d'irrigation agricole pour développer des systèmes locaux d'eau

⁷⁴⁷ La mairie de La Paz a cartographié récemment les ressources hydriques de la ville, mais aucune donnée précise n'a été rendue publique.

potable. Ces zones rurales se sont peu à peu transformées en quartiers sous l'effet d'une migration intra-urbaine, c'est-à-dire de familles provenant d'autres quartiers de La Paz. Ces nouveaux arrivants, les *vecinos* (« voisins ») se sont regroupés progressivement au sein d'organisations parallèles (et parfois concurrentes) aux communautés paysannes : les *juntas vecinales*, regroupées en une fédération (la Fejuve). Ce sont bien souvent ces nouveaux arrivants qui, de par leur capital social, parvinrent à obtenir une aide extérieure pour la création des comités et coopératives de l'eau : excepté Chicani, tous ont en effet bénéficié à un moment ou à un autre du soutien de l'ONG Corporación Desarrollo para La Paz (Cordepaz), qui finance du matériel, en contrepartie de quoi les habitants s'engagent à effectuer des « actions communales⁷⁴⁸ ». La revisite d'enquête permet de mettre en évidence à la fois les processus communs et les différences dans l'évolution des quartiers, en particulier la façon dont les formes d'hétérogénéité affectent l'organisation des coopératives (voir encadré 1).

L'enquête montre des différences sociales internes aux quartiers qui, comme on le verra, jouent un rôle important dans la création de l'autogestion de l'eau mais sont aussi source de difficultés pour la reproduction du quartier dans le temps. Chicani et Apaña ont en 2008 la plus grande proportion d'agriculteurs (respectivement 29,4 % et 10,7 %) en même temps qu'un nombre de professions de catégorie supérieure plus important, ces deux quartiers pouvant être considérés comme des « enclaves privilégiées ». Cette cohabitation d'agriculteurs et de professions supérieures s'explique par le développement plus récent de ces zones, dans les années 2000, mais aussi par le fait qu'elles présentent un cadre de vie privilégié, dans une vallée irriguée proche de La Paz, avec

⁷⁴⁸ Travaux communautaires obligatoires, sans rémunération, à l'origine des politiques *pro-poor*. Voir Fabien Nathan, *La Régulation sociale des risques de catastrophe. Ethnographie des quartiers périphériques de La Paz*, Genève, Graduate Institute Publications, 2012.

une vue imprenable sur celle-ci⁷⁴⁹. À l'inverse, Cotahuma et Ovejuyo, qui ont connu un développement plus ancien, ne gardent plus trace de l'activité agricole. Les habitants y sont aujourd'hui principalement des ouvriers et des commerçants. Tous les quartiers étudiés ont néanmoins connu une tension entre les premiers habitants (les *comunarios*) et les nouveaux venus (les *vecinos*), originaires d'autres quartiers. Cette tension est l'un des faits structurants des formes d'auto-organisation de l'eau.

Structures institutionnelles et dynamiques sociales

L'enquête dans les quartiers périphériques de La Paz met en évidence une dynamique de production de formes d'auto-organisation de l'eau. Elles se constituent lorsque les gouvernements, central ou municipal, ne peuvent fournir un accès au service de l'eau à l'ensemble de la population, que ce soit pour des raisons techniques (acheminement du réseau dans des quartiers à la topographie abrupte, dont certains, comme Cotahuma, localisés dans des « zones dangereuses », sont de ce fait illégaux) ou du fait de la difficulté de contrôler une urbanisation croissante et désordonnée, comme dans les quartiers d'Ovejuyo, d'Apaña et de Chicani. Ces formes d'autogestion ne se constituent pas contre l'État, mais au contraire pour remédier à son absence et être en mesure de l'interpeller. C'est dans ce sens qu'elles reposent davantage sur une gestion de la pénurie que sur une dimension proprement idéologique. Elles bénéficient même parfois de l'appui de l'État, à travers ses « entrées épisodiques », comme à Cotahuma, où les coopératives reçoivent l'appui d'institutions extérieures tout en revendiquant leur autonomie⁷⁵⁰. Néanmoins, la relation à l'État ne peut être considérée comme le seul facteur structurant la production et la reproduction de l'auto-organisation de l'eau. Les conditions d'émergence des communs s'inscrivent

⁷⁴⁹ Le quartier de Chicani est aujourd'hui considéré comme « mixte », entre le rural et l'urbain, et plusieurs habitants souhaitent y développer une « communauté écologique » (voir *infra*).

⁷⁵⁰ Voir Victor Hugo Perales Miranda, « Las cooperativas del agua en Cotahuma, La Paz », journée scientifique « Territorios del agua y comunes en Bolivia », Cochabamba, AFD-Paris III-Creda-UMSS-UPB, 14.11.2018.

également dans les dynamiques internes aux groupes, dans l'accès à la ressource, dans les savoirs mobilisés, les normes de gouvernance, les inégalités internes aux groupes, la capacité à affronter l'urbanisation croissante... (voir tableau 1, p. XXX).

En matière de formes d'auto-organisation, il existe deux structures institutionnelles distinctes. La première est le modèle de la coopérative, structurée selon le cadre réglementaire bolivien, avec son assemblée de *socios* et sa direction élue démocratiquement (voir *infra* encadré « Les coopératives de l'eau dans la Constitution de l'État plurinational », p. XXX). Cette structure, qui se rencontre dans les quartiers de Cotahuma et d'Ovejuyo, a bénéficié à sa création d'un appui institutionnel, notamment de la Cordepaz. La seconde est représentée par le comité ou l'association d'eau, dont l'organisation est plus flexible et informelle. Cette forme d'auto-organisation relève davantage d'un héritage des anciennes structures communautaires paysannes et des dynamiques familiales de l'agriculture. Elle est le plus souvent le fait d'individus ou de groupes d'individus isolés n'ayant pas bénéficié d'un appui institutionnel, excepté dans le cas d'Apaña, où l'on note la présence de l'ONG Cordepaz. La capacité des habitants à mobiliser leurs propres savoirs et compétences pour la production de formes d'auto-organisation a pour origine l'expérience acquise dans la construction de systèmes d'irrigation, souvent à la base des systèmes d'eau potable lors du passage du rural à l'urbain. Comme l'a montré Elinor Ostrom, ces systèmes d'irrigation nécessitent une articulation entre un capital physique utilisé pour les *engineering works* (ouvrages d'ingénierie) et un capital social (règles d'usage, normes internes, relations extérieures). De l'évolution de cette articulation dépendraient la durabilité du système, son efficacité économique, l'équité de sa distribution et ses effets, négatifs ou positifs, pour l'environnement⁷⁵¹.

Paramètres/Cas	Statut	Savoirs mobilisés	Composition sociale	Normes internes	Objectifs	Évolutions	Construction du commun
Périphérie	Coopérative	Local	Conflit	Corruption	Gestion	Entreprise	NON

⁷⁵¹ Voir E. Ostrom, *Crafting Institutions...*, *op. cit.*

urbaine (Ovejuyo)		Professionnel Capital social	<i>vecinos/comunarios</i>	Bien de club	de la pénurie	contre coopérative	(Epsas comme projet politique de destruction du commun)
Périphérie urbaine (Apaña)	Comité	Local Professionnel Capital social	Alliance <i>vecinos- comunarios</i>	Bien de club	Gestion de la pénurie	Entreprise contre coopérative	NON (Epsas comme projet de modernisation)
Périphérie agraire établie (Chicani)	Comité	Local	Conflit <i>vecinos/comunarios</i>	Bien de club	Gestion de la pénurie	Destruction créatrice	NOUVEAU COMMUN Forme hybride : communauté indigène- Epsas
Communauté isolée (Hampaturi)	Comité	Local	<i>Comunarios</i>	Faible structuration	Gestion de la pénurie Défense des us et coutumes	Communauté contre État	COMMUN SANS EFFICIENCE
Enclave urbaine (Cotahuma)	Fédération de coopératives	Local Professionnel Capital social	<i>Vecinos</i>	Autogestion	Autoproduction de l'espace	Changement générationnel	COMMUN EN DANGER

Tableau 1 : Les dynamiques endogènes des formes d'auto-organisation étudiées
Source : Élaboré par Claude Le Guill et Franck Poupeau.

Les coopératives de l'eau dans la Constitution de l'État plurinational

La nouvelle Constitution politique (2009) établit qu'il est de la responsabilité de l'État de promouvoir les services de l'eau et de l'assainissement (art. 20, II) à travers des entités publiques, des coopératives, des systèmes communautaires ou mixtes. Ces services sont considérés comme faisant partie des « droits de l'homme et ne sont pas objet de concession ni de privatisation et sont sujets à un régime d'autorisations et d'enregistrement, conformément à la loi » (art. 20, III). L'article 335 reconnaît « les coopératives de services publics comme organisations d'intérêt collectif, à but non lucratif, soumises au contrôle gouvernemental et administrées démocratiquement. L'élection de leurs autorités d'administration et de surveillance sera réalisée en accord avec leurs propres normes statutaires et supervisée par l'Organe électoral plurinational ». Les coopératives doivent rendre des comptes au vice-ministre des Coopératives du fait que leur « responsabilité sociale » est reconnue par l'État, alors que les comités de l'eau sont exemptés de ce contrôle. Les coopératives de l'eau sont également reconnues par la loi-cadre sur les autonomies et la décentralisation de 2010, qui établit la responsabilité des gouvernements municipaux dans la promotion de l'accès de tous à l'eau potable. Les fournisseurs du service hydrique sont

renommés « Entreprise publique sociale de l'eau et de l'assainissement » (Epsas) et doivent être reconnus par l'Autorité de fiscalisation et de contrôle social de l'eau potable et de l'assainissement (AAPS). Créée en 2009, l'AAPS octroie des aires de prestation de services avec le droit d'utiliser certaines sources d'eau et donne une personnalité juridique aux coopératives. La loi générale des coopératives de 2013 reconnaît trois catégories de coopératives : productives, de services et de service public – c'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les coopératives d'eau.

La majorité des coopératives d'eau fournissent uniquement de l'eau potable, dans la mesure de leurs disponibilités (elles peuvent limiter la distribution), mais certaines gèrent aussi l'assainissement. Chaque propriétaire d'une « action » (connexion au réseau) devient *socio* (« sociétaire ») de la coopérative et donc copropriétaire de l'institution, avec droit de vote et de participation aux décisions, mais aussi des obligations, comme participer à des travaux collectifs, assumer les fonctions de dirigeant (à tour de rôle), assister aux assemblées. Il existe également de simples usagers (*usuarios*), souvent minoritaires, qui bénéficient de l'accès à l'eau sans être sociétaires, et donc sans droit de vote. Malgré leur diversité, les coopératives sont structurées sur une base commune, avec un conseil d'administration chargé d'exécuter les décisions de l'assemblée des *socios* et un conseil de surveillance qui surveille les actions du conseil d'administration et le budget. L'une des plus grandes difficultés de la direction est l'établissement, en coordination avec l'assemblée des sociétaires, des tarifs, qui doivent être suffisamment importants pour couvrir le coût de maintenance tout en restant accessibles aux familles. Les coopératives ont remis en cause leur taxation (sur la valeur ajoutée ou sur les transactions financières) en arguant qu'elles fournissent un service public reconnu comme un « droit humain fondamental ». Une autre des difficultés des coopératives est qu'elles ont été reconnues comme des établissements privés, ce qui les empêche de percevoir directement certains financements d'entités publiques, comme les ressources du gouvernement central ou municipal.

La question des savoirs est cruciale en matière de gestion de l'eau dans la mesure où ils informent sur les choix techniques d'appropriation et de distribution de la ressource, selon deux dynamiques distinctes. Dans les zones agricoles, les habitants privilégient les savoirs locaux (connaissance des lieux, des rivières, des sources) et les savoirs techniques d'irrigation (rivières à détourner, calcul et maintien du débit,

etc.), auxquels s'ajoutent parfois certains savoirs de professionnels du bâtiment qui vont aussi apporter des machines et des matériaux (notamment du ciment et des canalisations achetés collectivement par le quartier). De nombreux entretiens révèlent ainsi les dynamiques communautaires à l'origine de ces comités et coopératives : marches pour la recherche des sources dans les montagnes, débats sur les lieux de construction, travaux collectifs qui pendant des mois vont mobiliser tout le quartier pour construire le réseau, en s'appuyant sur les formes de travail collectives existant pour la production agricole. À l'opposé, dans les zones urbaines plus anciennes, ce sont davantage les réseaux d'interconnaissance qui sont mobilisés pour chercher des soutiens extérieurs, avec une nouvelle fois un rôle important des professionnels du bâtiment. Il ne s'agit néanmoins pas de reproduire ici une division sommaire entre savoirs traditionnels et savoirs modernes, ou savoirs formels et informels. L'approche socio-historique adoptée à partir des témoignages oraux a montré que, dans les zones rurales, la création du réseau d'eau potable est inséparable de l'arrivée de nouveaux habitants, les voisins, qui vont générer de nouvelles aspirations pour la communauté, alors que dans les zones plus urbaines les appuis extérieurs vont de pair avec le développement de savoir-faire techniques et d'une connaissance approfondie du terrain. Cette hybridation explique peut-être que les conflits se soient davantage portés sur l'organisation matérielle du réseau, qui est fortement associée à l'identité des groupes.

Les difficultés de l'État à répondre aux besoins fondamentaux de la population, comme le révèlent les taux d'accès aux services urbains dans les zones périphériques de La Paz, où l'entreprise publique équipe moins de 80 % des habitations, est à l'origine de ce que Sarah Thompson Hines nomme pour le cas de Cochabamba une « société hydraulique populaire⁷⁵² ». Celle-ci naît à la fin du XIX^e siècle avec l'émergence de groupes populaires urbains et ruraux qui prennent le contrôle des

⁷⁵² Sara Thompson Hines, *Dividing the Waters: How Power, Property and Protest Transformed the Waterscape of Cochabamba, Bolivia, 1879-2000*, PhD dissertation, Berkeley, University of California, 2015, p. 7.

principales sources d'eau jusqu'à devenir des « experts hydrauliques » et contrecarrer les projets étatiques comme ceux de la coopération internationale. Cette dynamique autour des savoirs et du capital social est particulièrement présente dans les quartiers de la zone sud de La Paz, où les coopératives et les comités de l'eau se sont construits à travers une alliance entre des *comunarios* possédant une expertise hydraulique et des *vecinos* au capital social plus fort, détenteurs d'un savoir professionnel important, à quoi s'ajoute la multipositionnalité de certains acteurs de l'eau, à la fois irrigants et membres de coopérative, mais aussi architectes, avocats ou travailleurs dans la construction ; elle révèle en outre la mobilisation d'un capital social qui permet d'aller chercher des appuis institutionnels, logistiques et techniques : prêts de camions et de machines pour la construction du réseau, analyses de la qualité de l'eau par des universitaires, etc. Mais, pour être reconnus au sein des quartiers, ne pas être perçus comme déconnectés des réalités locales ou imposés de l'extérieur, ces savoirs doivent être associés aux savoirs des habitants historiques du lieu. Dans tous les cas étudiés ont émergé des alliances entre *vecinos* et *comunarios*, alliances dont la configuration dépendait en grande partie du profil des leaders de ces organisations – le savoir étant fortement lié à leur statut social (voir tableau 2, p. XXX).

Si cette alliance est à l'origine de la production des formes d'auto-organisation, elle conduit aussi souvent à leur destruction. En effet, généralement pensées pour un nombre déterminé d'habitants, elles sont bien souvent incapables de répondre à l'urbanisation croissante provoquée par l'arrivée de nouveaux *vecinos*. Comme l'indique l'un des dirigeants des *vecinos* d'Apaña : « Les *comunarios* qui sont nés dans ce secteur ont une coopérative. Il y a des eaux de source, ils les consomment. Mais nous, les acheteurs, les *vecinos*, nous n'y avons pas accès. Pourquoi ? Parce que nous, on peut aussi y accéder, mais l'accès à l'eau est très cher. Et aussi l'eau est réservée aux *comunarios*. C'est-à-dire qu'il y a une source pour 20 familles, 30 familles, mais si on augmente à 100 familles elle ne fournira plus. C'est pourquoi ils ne veulent pas partager avec nous, ou ils ne veulent pas que nous nous affiliions. Entre

eux, membres de la communauté, ils ont une coopérative. Mais les *vecinos* n’y ont pas accès ! » (entretien avec le dirigeant de la *junta vecinal* d’Apaña, janvier 2018). Cette situation est parfois comprise par les nouveaux arrivants, mais dans d’autres cas cette forme d’exclusion des *vecinos* crée des tensions. Une femme membre de la *junta vecinal* de Chicani témoigne, en janvier 2018 : « Quand il y avait le syndicat paysan, il ne représentait que des purs *comunarios*. Et les *vecinos* étaient marginalisés... Ils nous ont très mal traités. » Les nouveaux arrivants se réunissent ainsi dans les *juntas vecinales*, qui entrent en concurrence avec l’organisation paysanne déjà installée et cherchent à intégrer le système public d’eau potable, parfois contre l’avis des dirigeants de la coopérative et des comités, qui voient là un risque de perdre un monopole, ainsi qu’un pouvoir politique et symbolique fort.

Quartiers et communautés	Dynamiques de création d’une organisation de l’eau
Ovejuyo	Au début des années 1990, les 60 <i>comunarios</i> d’Ovejuyo s’organisent pour créer le premier comité de l’eau. En 1997, un <i>vecino</i> prend la tête du comité et décide d’étendre le réseau, avec le soutien des <i>comunarios</i> . Il embauche pour ce faire un <i>comunario</i> qui travaille dans la construction.
Apaña	Le comité réunit à sa création, en 1991, 28 <i>comunarios</i> et deux familles de <i>vecinos</i> . Le premier président du comité est cependant un <i>vecino</i> , né dans la communauté.
Chicani	C’est l’un des seuls petits systèmes jugés efficaces. Il résulte de l’action de deux frères qui mobilisent leur expérience dans la construction, où ils avaient acquis des connaissances techniques.
Cotahuma	Le leader actuel du comité est un <i>vecino</i> né dans le quartier, qui travaille à la mairie comme ingénieur agronome, ce qui lui permet de chercher des soutiens institutionnels en cas de difficulté.
Hampaturi	Le principal leader actuel est le fils d’un pionnier de la construction du réseau d’eau potable. Il vivait à La Paz, où il travaillait comme mécanicien automobile, puis il est revenu à Hampaturi, où il a occupé successivement tous les postes de la communauté et de l’organisation de l’eau. Il est le principal opposant à la gestion d’Epsas dans l’ <i>ayllu</i> et cherche une meilleure efficacité du système communautaire.

Tableau 2 : Profil des principaux leaders des organisations de l’eau

Ce conflit s’inscrit de plus dans les tensions aux limites de l’urbanisation entre les villes La Paz et de Palca, chacune revendiquant sa souveraineté sur ces quartiers. Dans la plupart des cas, et comme dix ans auparavant (chapitre 6), les *vecinos* souhaitent rejoindre la grande ville de La Paz, plus riche que les communes rurales voisines, pour bénéficier des services urbains. Ils viennent en effet d’autres quartiers mais ont choisi de

s'installer dans ces zones périphériques en extension, le plus souvent pour profiter du coût avantageux du terrain, d'un certain calme ou pour anticiper la spéculation foncière. De par leur origine et leur culture plus urbaines, ils sont plus attachés à la ville et espèrent apporter dans ces nouveaux quartiers tout le confort de la vie citadine : services de base, écoles, santé, etc. Au contraire, la plupart des *comunarios* préfèrent rester dans la commune rurale de Palca pour profiter des taux d'imposition avantageux. Mais certains d'entre eux se sont convertis en *loteadores* (sorte d'agents immobiliers, formels ou illégaux), profitant de l'urbanisation pour vendre aux *vecinos* des terrains ne leur appartenant pas. L'absence de document officiel peut remettre en cause la vente elle-même si une planimétrie est réalisée par le gouvernement municipal. Cette tension révèle donc plutôt un conflit d'aspirations entre groupes aux trajectoires distinctes, les premiers d'origine paysanne, les seconds originaires d'autres quartiers, conflit révélateur des nouvelles migrations intra-urbaines de cette ville.

Systèmes locaux et réseau urbain

Au début des années 2000, les *juntas vecinales* d'Ovejuyo lancent les démarches auprès de l'entreprise privée Aguas del Illimani (filiale de la Lyonnaise des eaux) pour raccorder le quartier au réseau urbain de distribution d'eau et rompre avec le modèle de la coopérative, jugé excluant (et touché par un cas de corruption). Cette action engendre des tensions avec les *comunarios* et les dirigeants de la coopérative ainsi qu'une compétition entre organisations sociales, de laquelle sortent finalement vainqueur les *juntas vecinales*, qui parviennent à obtenir la connexion au réseau urbain de distribution et ainsi mettent fin à l'existence de la coopérative. Ce processus se reproduit par la suite à Apaña et à Chicani. Dans le premier cas, l'adhésion au réseau urbain d'Epsas se fait au nom d'une volonté commune de modernisation du quartier et d'une alliance entre les *comunarios* et les *vecinos*. Dans l'autre, la dynamique est plus complexe. Les *vecinos* s'allient avec certains *comunarios* exclus des petits systèmes locaux d'eau et profitent

de la crise de l'eau de 2016 pour créer de nouvelles alliances avec la mairie de La Paz en cherchant à se constituer comme « communauté agro-écologique productive ». D'un côté, cette forme de communauté mixte rural-urbain offre à la mairie des opportunités d'expansion autrefois impensables dans ces zones considérées comme rurales. De l'autre, cette alliance *comunarios-vecinos* s'inscrit dans une dynamique de maintien du cadre communautaire articulant réseau urbain et systèmes locaux. Comme l'indique une dirigeante de la communauté de Chicani : « Nous ne voudrions pas devenir comme Irpavi, une ville de ciment. Nous ne voulons pas. La beauté de Chicani, c'est la nature, et c'est ainsi que nous voulons la préserver » (entretien, janvier 2018).

Les stratégies respectives des *vecinos* et des *comunarios* passent ainsi par l'adhésion à la fois au réseau urbain d'Epsas (afin de détruire les petits systèmes locaux informels, jugés tyranniques et discriminatoires) et à l'organisation indigène du Conamaq, pour créer une nouvelle alliance avec la mairie de La Paz, rompre avec la domination du syndicalisme paysan lié à Palca (et au parti du gouvernement central) et créer une nouvelle dynamique communautaire autour d'autres enjeux de développement (transport scolaire, etc.). Alors qu'à Apaña l'alliance des *vecinos* et des *comunarios* pour l'implantation du réseau public est vue comme la source prochaine du développement et de la modernisation, les habitants de Chicani souhaitent à la fois rejoindre le réseau urbain pour bénéficier avec l'État d'un nouveau système d'irrigation technicisé et perpétuer certaines installations communes, qui maintiendraient des dynamiques collectives, notamment autour de l'irrigation comme base du modèle agricole et communautaire – qui s'est avéré moins excluant pour le partage des eaux que pour l'eau potable. Ce processus de destruction d'une forme d'auto-organisation de la gestion de la ressource hydrique (associée à la gestion de la pénurie) par le recours à l'État permet en même temps la construction de nouvelles formes d'auto-organisation autour d'autres besoins autrefois jugés moins importants, mais qui révèlent des évolutions plus générales du quartier. Il s'agit d'une sorte de « destruction créatrice », pour reprendre ce concept schumpétérien dans

une perspective sociohistorique spécifique, qui permet de tenir compte des capacités des groupes sociaux à se (re)produire face à des chocs endogènes et exogènes.

Ainsi, seul le quartier de Cotahuma a conservé les formes d'auto-organisation, grâce à l'organisation relativement institutionnalisée des coopératives. Pour l'ensemble des versants ouest, comprenant Cotahuma, il existe toujours 52 coopératives et comités, lesquels alimentent en eau 23 080 habitants, bien que 75 % des membres des coopératives soient aujourd'hui raccordés par l'Epsas, selon une logique de complémentarité entre réseaux urbains et systèmes locaux. Il n'existe pas de chiffres précis sur la consommation en eau par foyer dans ces quartiers, et encore moins sur les réserves disponibles, mais une étude de la Red Hábitat indiquait en 2013 que la consommation domestique de La Paz était en moyenne de 85 litres journaliers par personne⁷⁵³. L'adhésion des usagers à ce système d'approvisionnement s'explique ici par le coût peu élevé de l'eau. Dans le cas de la coopérative Las Nieves de Cotahuma (186 usagers, dont 180 sont *socios* en 2009), le prix de 5 bolivianos représente moins de 2 % du budget mensuel moyen d'un habitant (or le prix de l'eau est considéré abordable quand il ne dépasse pas les 3 % des revenus⁷⁵⁴). Ce faible montant ne peut cependant être considéré comme l'unique facteur de reproduction de l'auto-organisation de l'eau. Une telle vitalité renvoie aux dynamiques internes de ces collectifs qui, tout en bénéficiant de projets municipaux et gouvernementaux, possèdent une culture communautaire de l'eau plus ancienne du fait de l'historicité de l'urbanisation. Situé sur les versants de la montagne (*laderas*), dans une zone rocheuse et peu accessible, le quartier a la particularité d'être plus fermé que ceux de la zone sud, avec un faible renouvellement de ses membres, ce qui lui a permis de maintenir cette tradition communautaire, à laquelle il faut également ajouter que, grâce à des ressources en eau plus abondantes, les

⁷⁵³ Voir Red Hábitat, *Cooperativas y comités de agua en las laderas de Cotahuma y Max Paredes*, Red Hábitat, La Paz, 2013.

⁷⁵⁴ Voir Rémi Barbier, Bernard Barraqué, Cécile Tindon, « L'eau potable pourrait-elle devenir un bien commun ? », *Développement durable et territoires*, 10 (1), <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13231>.

membres ne redoutent pas de futures pénuries. C'est aussi grâce à cette culture communautaire de l'eau que, à la différence d'Ovejuyo, ni la découverte d'un fait de corruption majeur, ni les adhésions au réseau urbain de distribution n'ont détruit l'auto-organisation de l'eau et les coopératives. Cette structure institutionnelle limite les craintes de malversation et maintient la confiance de ses membres tout en se coordonnant avec la *junta vecinal* du quartier, dont le statut formel l'autorise à chercher des financements auprès de la mairie ou d'institutions extérieures.

Le quartier de Cotahuma manifeste néanmoins certaines difficultés de reproduction des formes d'auto-organisation. Ce faible prix de l'eau signifie pour les coopératives peu de fonds propres, insuffisants dans de nombreux cas pour couvrir les investissements nécessaires au maintien ou à la rénovation du système (à la charge de la coopérative, et non de la municipalité)⁷⁵⁵, d'autant plus que les coûts augmentent depuis plusieurs années du fait d'un contrôle de plus en plus normé de la qualité de l'eau. Cette augmentation implique à terme la recherche de soutiens extérieurs, auprès des autorités municipales ou d'ONG. Cela fut le cas dès la création des coopératives de Cotahuma, ce qui pose la question d'une « action publique capable de favoriser le développement des communs⁷⁵⁶ ». Alors que, dans l'enquête de 2008, les coopératives critiquaient les manquements institutionnels municipaux et étatiques, l'enquête de 2018 montre que ces coopératives ont su profiter de la présence institutionnelle renforcée pour développer des projets de développement (le projet Barrios de verdad avec la mairie, par exemple), tout en maintenant leur contrôle sur l'eau. Malgré cela, selon la même étude de la Red Hábitat, 82 % des gains des coopératives restent consacrés au financement des travaux de maintenance, ce qui les empêche de renforcer l'organisation en interne en embauchant des salariés à plein temps, notamment des professionnels de

⁷⁵⁵ Voir Víctor Hugo Perales Miranda, « Agua y saneamiento autoconstruidos en La Paz (Bolivia) », *Revista Integra Educativa*, 7 (1), 2014, p. 139-156.

⁷⁵⁶ Voir Pierre Sauvêtre, « Quelle politique du commun ? », *Sociologies*, 2016, <https://journals.openedition.org/sociologies/5674>

l'eau (le plus souvent des habitants du quartier) capables d'assurer les parties les plus techniques des tâches pour répondre aux nouvelles normes sanitaires (qualité de l'eau, dont le procédé de chloration habituel est parfois peu efficace). De plus, si ces formes d'auto-organisation de l'eau restent relativement homogènes dans les quartiers de Cotahuma, des tensions intergénérationnelles s'y accentuent à cause d'une baisse de la participation communautaire. Cette participation est en effet perçue à la fois comme une contrainte de temps et comme une activité dénuée de sens par les « jeunes générations », qui aspirent à d'autres styles de vie. Désormais, les coopératives de Cotahuma se mobilisent plus pour éviter la pénurie que pour un réel projet politique d'autodétermination.

Retour sur les politiques de la pénurie

Les difficultés auxquelles font face les formes d'auto-organisation de l'eau sont de plusieurs ordres. Dans un premier temps, la situation périphérique de ces quartiers permet un accès facile aux importantes sources d'eau, mais elle suppose également une faible présence de l'État, deux facteurs déterminants pour la production de ces modèles de gestion de la pénurie. À l'inverse, l'épuisement de la ressource (évolution climatique, augmentation de la population, etc.) et la compétition dans La Paz entre l'État et la municipalité constituent des obstacles à leur reproduction. Cette concurrence politique, qui a des répercussions sur les décisions publiques, sociales comme techniques, apparaît ainsi comme un facteur déterminant de déstructuration de la gouvernance autogestionnaire, excepté à Cotahuma, où une culture communautaire ancienne de l'eau permet de reproduire l'auto-organisation. Le processus d'« étatisation de l'eau⁷⁵⁷ » est plus appuyé à La Paz qu'ailleurs en Bolivie, notamment depuis la crise de l'eau de 2016, qui a redéfini le jeu des alliances entre organisations sociales et administrations publiques. Cette capacité des populations à profiter du choc de la crise de l'eau pour renégocier leurs relations avec l'État ou la municipalité est ainsi à

⁷⁵⁷ Voir C. Crespo Flores, « Estatización del agua en Bolivia », art. cit.

l'origine d'une « politique de la pénurie » chez les communautés résidentes – leur poids dans la négociation étant lié à leur taille et à leur degré d'organisation.

Les conditions de production et de reproduction de l'auto-organisation s'établissent aussi bien du point de vue des dynamiques sociales internes qu'en relation aux enjeux et transformations extérieurs à la communauté. La relative homogénéité sociale du quartier et sa dynamique communautaire sont ainsi essentielles au moment d'affronter les facteurs externes, qu'il s'agisse de l'urbanisation, de la croissante présence étatique, des conflits de souveraineté aux frontières ou de crises environnementales. Cette approche fondamentale, qui prend en compte le rôle croissant de l'État dans le cadre du « processus de changement » revendiqué par Evo Morales, est pourtant souvent négligée dans les stratégies néo-institutionnelles. Si cette gestion de l'eau est indéniablement un apport utile à la communauté, le rapport coût-bénéfice de l'auto-organisation mentionné par Ostrom⁷⁵⁸ doit être mis en relation avec la capacité des institutions à répondre aux besoins de la population. Ainsi, la constitution d'un État fort depuis l'arrivée d'Evo Morales, mais aussi ses programmes autour de l'eau (Mi Agua, Mi Riego, etc.) permettent aujourd'hui aux habitants de disposer de la ressource à un coût plus faible, sur le plan tant organisationnel (moins de réunions communautaires) que physique (moins de travaux collectifs) et peut-être même dans certains cas économique : « [Avec la coopérative] c'était beaucoup de travail, très coûteux. Si on ratait des réunions : amendes, le travail : amende si vous n'y étiez pas allé. Alors qu'avec Aguas del Illimani ce n'était pas comme ça : vous payiez un montant et vous aviez vingt-quatre heures de service » (entretien avec un *comunario*, ancien dirigeant de la *junta vecinal* et ancien adjoint au maire [*subcalde*] d'Ovejuyo, janvier 2018). Dans de telles circonstances, pour que l'auto-organisation se reproduise, la dynamique communautaire interne et sa

⁷⁵⁸ Ostrom, *Governing the Commons...*, *op. cit.*

culture de l'eau doivent être plus importantes que les bénéfices espérés par l'arrivée de l'État.

Un autre élément central est le moment de la construction initiale de l'auto-organisation : il doit donner lieu à la dynamique communautaire la plus forte (pour un bilan des facteurs de robustesse, voir tableau 3, p. XXX). Plusieurs témoignages comparent en effet le système à un enfant que l'on a fait naître et grandir, collectivement, à travers les actions et les nombreuses journées de travail. C'est aussi dans la difficulté que se construit cette affinité avec le système, comme l'illustre Ovejuyo, où la pénibilité du travail est associée à un moment festif : « Les dimanches seulement, nous travaillions. En haut, il n'y avait rien. En camion, nous sommes montés tous les dimanches ! Nous avons également loué un camion, en tapant dans nos mains, avec de la musique, des camions avec des drapeaux. Comme à la guerre nous montions ! Nous arrivions, puis nous commençons à travailler, à deux heures nous déjeunions, chacun avec ses plats, groupe par groupe, de bons repas [...]. C'était très beau ! Et nous avons ri ! Nous avons travaillé très bien ! » (entretien avec un dirigeant historique de la coopérative d'Ovejuyo, janvier 2018). De nombreux témoignages montrent ainsi que la défense des formes collectives d'auto-organisation repose aussi bien sur cette dimension émotionnelle du travail communautaire et de la solidarité que sur une dimension politique et idéologique d'autogouvernement contre les institutions publiques et privées.

Facteurs de production de l'auto-organisation de l'eau	Facteurs de destruction des formes d'auto-organisation	Conséquences pour la robustesse (+) positives (-) négatives
Dynamique communautaire préexistante	Urbanisation croissante	(-) Hétérogénéité interne croissante (-) Dynamique communautaire originelle affaiblie (+) Renforcement du capital social (+) Mobilisation d'autres savoirs
	Transmission intergénérationnelle déficiente	(-) Les nouvelles générations considèrent comme une perte de temps les dynamiques communautaires (travaux collectifs, etc.)
Ressource abondante et facilement accessible	Diminution de la ressource sous l'impact du changement climatique et/ou	(-) Concurrence entre groupes dans la gestion de la ressource (-) La ressource devient

	de l'urbanisation	« bien de club »
Gestion de la pénurie (absence de l'État)	Modernisation de l'État : volonté de contrôler les territoires, investissement en politiques publiques et infrastructures, etc.	(+ ou -) Concurrence entre gestion collective et gestion publique de la ressource (-) Évolution du rapport coût-bénéfice de l'auto-organisation
Mobilisation de différents types de savoirs (locaux, professionnels) Capital social	Urbanisation croissante	(+) Au départ, renforcement des savoirs et du capital social (-) Ensuite, concurrence entre groupes (<i>comunarios/vecinos</i>) (-) Concurrence entre savoirs

Tableau 3 : Les facteurs de robustesse des formes d'auto-organisation

Si l'on s'appuie sur la définition d'un commun comme l'articulation entre une ressource, une communauté et des règles internes⁷⁵⁹, la plupart des cas étudiés ont été à un moment donné un commun, mais un commun qui a presque toujours nécessité un appui extérieur (État, ONG). Il s'agit d'arrangements institutionnels régis par un système de règles. Il est difficile d'interdire l'accès à cette ressource, or la forte rivalité qu'elle instaure est à terme source de conflits et de destruction de ce commun⁷⁶⁰. Seul Cotahuma révèle une *culture communautaire de l'eau* qui a permis l'élaboration d'un discours plus politisé sur l'autogestion. Ce sont ainsi davantage les conditions sociales de production et de reproduction des formes d'auto-organisation qui semblent pertinentes à prendre en compte, c'est-à-dire la *trajectoire* des communs et leur capacité à affronter les chocs sociaux (migration, renforcement de l'État, etc.) et environnementaux (changement climatique, sécheresse...). Si le commun ne signifie pas nécessairement une gestion plus démocratique de la ressource, l'étude dynamique des formes d'auto-organisation sur le temps long montre néanmoins que les inégalités (tout comme les rivalités) produites sont un handicap à leur

⁷⁵⁹ Voir B. Coriat, *Le Retour des communs...*, *op. cit.*

⁷⁶⁰ Voir Gilles Allaire, « Les communs comme infrastructure institutionnelle de l'économie marchande », *Revue de la régulation*, 14, 2013, <https://journals.openedition.org/regulation/10546>.

reproduction, d'où la nécessité de les comprendre à travers les changements institutionnels⁷⁶¹.

La culture communautaire de l'eau et les savoirs mobilisés posent aussi la question de la « préexistence d'une communauté », jugée indispensable à toute création du commun⁷⁶². L'enquête sur les formes d'auto-organisation de l'eau à La Paz montre en effet que la communauté originelle peut fonctionner plutôt comme un « bien de club ». Dans le même temps, les coopératives qui se sont maintenues aujourd'hui sont celles qui ont su s'appuyer sur une dynamique communautaire forte, sur une mémoire collective et des savoirs partagés et qui, comme à Cotahuma et à Chicani, sont parvenues à inclure la gestion de la ressource dans celle de l'ensemble des infrastructures du territoire (écoles, transports, rues, etc.). La dynamique communautaire s'inscrit ainsi dans une capacité à autogérer tous les aspects importants de la vie collective, même si de fait l'eau, par sa fonction vitale, y joue un rôle central⁷⁶³. La construction de l'auto-organisation de l'eau apparaît ainsi comme complémentaire de celle de l'auto-organisation urbaine.

L'enquête s'est prolongée sur un autre terrain : la vallée dans laquelle se trouve l'*ayllu* Hampaturí, où se confirme la difficulté à faire émerger le commun à partir de la simple communauté originaire. C'est en effet sur ce territoire voisin de La Paz que l'entreprise publique Epsas* puise ses eaux pour alimenter la zone sud (système Pampahasi) mais, malgré les nombreuses infrastructures de l'entreprise – quatre réservoirs et plusieurs kilomètres de canalisations –, les habitants de l'*ayllu* ne bénéficient pas de ces installations. L'eau potable y est fournie par de petits systèmes informels peu opérationnels par rapport à ce que l'on

⁷⁶¹ Voir Julie Labatut, Frank Aggeri, Gilles Allaire, « Étudier les biens communs par les changements institutionnels : régimes de propriété autour des races animales face à l'innovation génomique », *Revue de la régulation*, 14, 2013, <http://journals.openedition.org/regulation/10529>.

⁷⁶² Voir Olivier Weinstein, « Comment se construisent les communs : question à partir d'Ostrom », in B. Coriat, *Le Retour des communs...*, *op. cit.*, p. 69-86.

⁷⁶³ Voir Lucia Linsalata, *Cuando manda la asamblea. Lo comunitario-popular en Bolivia: una mirada desde los sistemas comunitarios de agua de Cochabamba*, Cochabamba, Sociedad Comunitaria de Estudios Estratégicos, 2015.

attendrait d'une gestion communautaire, ou par des robinets collectifs. La détérioration de la situation collective est fortement critiquée par les autorités actuelles, qui fustigent leurs prédécesseurs qui n'ont pas su négocier un accès à l'eau ; de même, elles dénoncent certaines pratiques de corruption de ces autorités par l'Epsas. Dans le cas d'Hampaturí, c'est la dépendance vis-à-vis des techniciens de l'entreprise qui est perçue par les communautés comme un obstacle pour mobiliser un savoir local : « Maintenant, nous ne savons pas comment gérer notre eau, la payer [...], nous devons nous former. Comment gérer l'eau ? Comment prendre soin de l'eau ? Et comment consommer de l'eau et comment pouvons-nous concevoir en interne notre ressource ? » (entretien avec une autorité, un *mallku** d'Hampaturí, janvier 2018).

Le retour à la gestion publique de l'eau en 2007 n'a ainsi rien changé pour les habitants, comme l'indique une autorité de l'*ayllu* : « L'entreprise reste la même, seul l'administrateur change » (interview du chef, ou *jilaqata**, de Lorocota, novembre 2018). Cette situation a entraîné une dépendance envers le réseau urbain d'Epsas, qui a offert de « petits projets » (comparés par un dirigeant à des « sucreries ») afin de faire taire les contestations, lesquelles n'ont dans le même temps pas permis aux habitants de mettre en place une auto-organisation de l'eau. Aujourd'hui cependant, avec l'évolution démographique, « les gens ont plus conscience » des nécessités (*jilaqata* de Lorocota, novembre 2018). Les contacts que les nouvelles générations ont tissés avec le milieu urbain, notamment parce qu'ils possèdent une habitation dans le quartier voisin de Pampahasi, ont permis de faire pression sur le gouvernement pour négocier l'arrivée de services (eau potable, assainissement, système d'irrigation modernisé, fournis selon le modèle *pro-poor*) et des projets de développement. Le renforcement du processus d'auto-organisation qui résulte de la revendication de la souveraineté des populations résidentes sur les ressources locales est alors moins lié à la préexistence d'une communauté qu'à une situation conflictuelle qui a permis la constitution d'un collectif de lutte ponctuel.

*

Le cas des coopératives d'eau dans les périphéries urbaines de La Paz montre que la gestion communautaire d'une ressource rare ne fabrique pas automatiquement du commun, ni même des formes d'organisation solidaires. Si l'établissement d'un commun répond à trois critères, qui sont l'existence d'une ressource partagée, la nature des droits et obligations qui définissent l'accès à cette ressource et un mode de gouvernance qui permette d'en faire respecter les règles, il faut aussi prendre en compte les usages sociaux associés à la gestion de la pénurie, ainsi que « les capacités d'apprentissage et les capacités d'adaptation des modes d'organisation et de gouvernance à des évolutions économiques, sociales ou technologiques, internes ou externes⁷⁶⁴ ». L'enquête dans les quartiers périphériques de La Paz s'inscrit ainsi dans la continuité des travaux sur les communs tout en y ajoutant une analyse de leurs conditions sociales de production et de reproduction. Cette perspective dynamique s'intéresse aux processus et aux trajectoires – le *commoning* – afin d'analyser les changements institutionnels et leur articulation avec l'action publique⁷⁶⁵.

La revisite d'enquête s'avère ici particulièrement pertinente pour proposer un cadre d'analyse qui tienne compte des processus de consolidation des formes d'auto-organisation et de leur capacité à affronter des chocs, sociaux ou environnementaux. Les quartiers étudiés révèlent une relation complexe avec les communautés préalablement installées. Si celles-ci sont à la source de toutes les formes d'auto-organisation observées, leur degré d'ouverture à d'autres populations (*vecinos*) détermine leur évolution actuelle. L'hétérogénéité croissante due à l'urbanisation est parfois source d'une déstructuration collective,

⁷⁶⁴ Olivier Weinstein, « Comment comprendre les "communs" : Elinor Ostrom, la propriété et la nouvelle économie institutionnelle », *Revue de la régulation*, 14, 2013, DOI : 10.4000/regulation.10452.

⁷⁶⁵ Voir Elinor Ostrom, Xavier Basurto, « Façonner des outils d'analyse pour étudier le changement institutionnel », *Revue de la régulation*, 14, 2013, DOI : 10.4000/regulation.10437.

l'adhésion au système public étant perçue comme l'unique solution face à l'incapacité de la communauté originelle de fournir de la ressource à tous. C'est dans les cas où une *culture communautaire de l'eau* a pu s'établir que se maintiennent les formes d'auto-organisation – qu'elles soient liées à des pratiques historiques, comme à Cotahuma, ou qu'elles revêtent à une dimension plus symbolique, comme à Hampaturí avec la référence à l'indianité. Cette culture communautaire marque une rupture avec certaines failles de l'organisation précédente (corruption, etc.) tout en s'appuyant sur un ensemble de représentations et de pratiques acquis lors des processus antérieurs. Les cas où l'autogestion de l'eau fonctionne sont ceux où existent des activités de coproduction dépassant la simple ressource hydrique pour concerner d'autres aspects de la vie collective (routes, agriculture, etc.), qui permettent une mobilisation en faveur de l'idéal de commun.

Les changements observés renvoient également aux usages de la ressource, selon qu'elle est rare ou abondante, facile d'accès ou exigeant un important travail technique. L'enquête dans les quartiers périphériques de La Paz montre la gestion communautaire comme une politique de la pénurie plutôt que comme un projet de société alternatif. On observe en effet un véritable pragmatisme des organisations de quartier, qui négocient leur relation avec les autorités gouvernementales, soit en s'intégrant à travers le réseau public, soit dans une gestion hybride articulant auto-organisation et accès au réseau public. Chaque fois, la mise en place de coopératives dépend du capital social des dirigeants, de leur capacité à capter des ressources institutionnelles plus que d'un réel soutien des autorités – comme si l'économie plurielle de l'État plurinational n'était qu'une structure formelle sans les forces sociales susceptibles de la promouvoir.

En l'absence de soutien institutionnel, les processus d'auto-organisation dépendent des occasions que chaque quartier peut saisir, en fonction de ses caractéristiques et de celles de ses dirigeants. Bien plus, la tentative pour faire vivre les coopératives sans l'aide de l'État mène à leur effacement progressif. Cette imbrication du pouvoir social et de

l'institutionnalisation est au cœur du *paradoxe de l'État*, dont la construction a un prix : en livrant les formes d'auto-organisation à elles-mêmes, il ne se contente pas de perpétuer les inégalités, il sape les fondements de sa légitimité politique et de sa force sociale. Aborder la politique bolivienne sous l'angle matériel des systèmes techniques et des politiques de l'eau éclaire ainsi les ambivalences d'un « processus de changement » qui ne peut se réduire ni à de bons indicateurs économiques, ni à de beaux discours révolutionnaires.

Conclusion – La tristesse de l’Altiplano

« Peut-être cet essai est-il déjà anachronique. [...] Notre tort, s’il en est un, a été de poursuivre, la plume à la main, une discussion commencée, il a longtemps, avec de jeunes camarades, et d’en soumettre le compte-rendu à des fanatiques de toutes sortes. Quelqu’un demandait récemment : pour qui écrit-on ? Question profonde. On devrait toujours dédier un livre. Non qu’on change de pensée en même temps que d’interlocuteur, mais parce que toute parole, que nous le sachions ou non, est toujours parole à quelqu’un, sous-entend toujours tel degré d’estime ou d’amitié, un certain nombre de malentendus levés, une certaine bassesse dépassée, et qu’enfin c’est toujours à travers les rencontres de notre vie qu’un peu de vérité se fait jour. [...] Nous écrivions pour des amis dont nous voudrions inscrire ici le nom, s’il était permis de prendre des morts pour témoins. [...] On ne s’étonnera pas si, ayant à parler du communisme, nous essayons de scruter, à travers nuage et nuit, ces visages qui s’effacent de la terre. »

Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et Terreur*, 1947

On accède à la vallée d'Hampaturí, l'un des terrains d'enquête de la zone sud de La Paz évoqués précédemment, soit en traversant le quartier escarpé de Pampahasi, qui plonge ensuite vers une rivière en direction de la ville, soit par le village de Chicani, où prospère l'une des seules coopératives d'eau fonctionnant encore collectivement dans l'agglomération. La zone abrite, en amont, les réservoirs d'un des sous-systèmes hydriques de la ville. Evo Morales y a inauguré, en 2019, une nouvelle école, devant laquelle on passe en suivant une route nouvellement goudronnée qui commence par traverser la place du village de Palcoma, quelques kilomètres après l'entrée dans la vallée, puis qui longe plusieurs lots de maisons. Certaines, bâties en briques ou en béton, ont les toits bleus caractéristiques des programmes de logements du gouvernement, d'autres les toits rouges des œuvres de la mairie. Plusieurs terrains de foot au gazon synthétique, dont certains sont couverts, ont aussi été construits sur les quelques kilomètres d'ascension vers le premier barrage. Celui-ci contient 3 millions de mètres cubes d'eau, et le second, plus haut, inauguré en 2017 quelques mois après les coupures, en augmente la capacité de 6 millions de mètres cubes.

Il est possible de monter plus haut dans la vallée, vers des terres communautaires où quelques familles vivent encore des lamas et des brebis. Le chemin se trouve cependant vite barré par des chaînes. En les contournant et en longeant des terrains délimités par des pierres, on peut atteindre la dernière maison avant le col et les roches aiguës qui marquent le passage vers les vallées tropicales. Lorsque j'y accède en ce jour de novembre 2018, accompagné de mon collègue Claude Le Guill et de Tito C., un dirigeant de la zone, l'accueil est plus que glacial : l'homme et la femme qui tiennent l'exploitation avec leurs trois enfants nous crient de partir. « Ils ont peur qu'on soit là pour des repérages », explique Tito. C'est que des sites miniers se trouvent à proximité, et les *comunarios* de la zone ont déjà repéré des ingénieurs venus faire des prospections, or l'exploitation d'une mine mettrait en péril leur activité agricole, par la confiscation des terres ou le passage de camions de gros tonnage. Ce n'est pourtant pas, conformément au schéma de « l'accumulation par

dépossession » chère aux théoriciens du « néo-extractivisme », une énième répétition du face-à-face conflictuel entre communautés indigènes et entreprises minières qui se joue ici. Les pierres remarquées en montant sont en fait le marquage de propriétés individuelles, explique Tito, et la seule entreprise à vraiment prospecter dans la zone est Epsas, qui veut installer un troisième barrage – et donc un autre réservoir plus haut que les deux premiers, qui engloutirait les quelques fermes les plus au creux de la vallée – afin de constituer des stocks d'eau suffisants pour répondre à la demande croissante de la ville. Loin de susciter une réponse collective, la possible arrivée d'Epsas en amont des infrastructures existantes, dans un endroit encore vierge de tout gros projet, entraîne une vague de spéculation sur la valeur des terrains – comme s'il fallait dépecer la zone de ses propriétés collectives et être prêt à vendre les parcelles nouvellement constituées à des prix nettement supérieurs à leur valeur actuelle (quelques centaines de bolivianos le mètre carré, un montant qui serait « quintuplé par l'opération », confirme Tito).

Si une réclamation a revendiqué la propriété des eaux au nom du droit des communautés indigènes, elle a donc plus des finalités de profit individuel que des objectifs de réduction des inégalités, remarque Escarley Torrico Foronda dans son enquête sur la vallée d'Hampaturi⁷⁶⁶. Il ne s'agit toutefois pas d'en conclure, un peu hâtivement, à une généralisation de l'individualisme, ou d'en déduire l'adhésion aux valeurs du marché ; les conflits d'usage et la revendication de la propriété sont beaucoup plus liés à la façon dont les gouvernements, central et municipal, jouent sur la « demande sociale ». Ainsi, à la suite des coupures d'eau de 2016-2017, l'État a obtenu des communautés le droit d'exploiter une lagune éloignée sur leur territoire, en échange de compensations financières, mais aussi de la construction d'infrastructures et d'une participation à la gestion des eaux de la vallée – avec notamment

⁷⁶⁶ Voir Escarley Torrico Foronda, « Conflictos y tensiones por la propiedad del agua en el territorio de interfase urbano-rural de Hampaturi, municipio de La Paz », in Patricia Urquieta, Sarah Botton (dir.), *Agua y desigualdades urbanas*, La Paz, Cides, 2020, p. 351-380.

des emplois promis au sein de l'Epsas. De son côté, la mairie a surenchéri en proposant des financements pour des panneaux solaires et des maisons, notamment. Plus d'un an après ces promesses, alors que les travaux n'avaient pas commencé, les résidents de la zone ont réclamé leur « dû » auprès des autorités, réclamations qui ont plus ou moins abouti selon les dirigeants mandatés. Des conflits entre les communautés sont alors nés du fait de la disparité des résultats obtenus⁷⁶⁷ – les uns étant accusés de faire le jeu du gouvernement, les autres celui des partis d'opposition. Bien plus, c'étaient parfois moins les communautés qui agissaient que des particuliers qui tentaient de profiter de l'aubaine.

En écoutant Tito raconter les événements récents et la compétition ouverte entre administrations, il est difficile d'échapper à un sentiment de gâchis. Depuis 2008 et les premières coupures d'eau ayant affecté La Paz, les communautés ont peu à peu cessé de contribuer à la gestion collective des systèmes d'irrigation ; les organisations sociales se sont plus employées à obtenir des bénéfices matériels visibles qu'à entretenir les règles collectives – nombre de dirigeants ont ainsi été convaincus de corruption pour avoir joué les intermédiaires avec les administrations, alors qu'ils contribuaient ainsi à maintenir la paix sociale dans la vallée. Bien plus, c'est semble-t-il une grande partie de la chaîne productive qui est affectée : les micromarchés locaux fonctionnent moins, les circuits collectifs d'approvisionnement en produits maraîchers se désagrègent, mais les promesses municipales d'ouvrir aux *comunarios* l'accès des marchés urbains – celui, voisin, de Pampahasi notamment – n'ont pas été tenues. Sur le moment, Hampaturí me semble livrer un condensé de ce qui se passe dans le pays : des accomplissements, matériels, une reconnaissance des demandes des populations, mais aussi des conflits sociaux et politiques pour le contrôle de ces communautés, une désagrégation des collectifs, plus exactement des formes communes et auto-organisées de gestion, etc.

⁷⁶⁷ Voir E. Torrico Foronda, « Conflictos y tensiones... », art. cit., p. 176.

Dans le prolongement de la revisite des coopératives d'eau, le cas d'Hampaturí me conforte donc dans un diagnostic de plus en plus négatif sur l'action du gouvernement Morales. Si je perçois déjà, à travers nombre d'entretiens plus ou moins formels, un mécontentement croissant qui me fait penser à une surprise électorale prochaine⁷⁶⁸, je n'en suis pas toutefois à imaginer la débâcle à venir après la présidentielle du mois d'octobre 2019 – personne ne le prévoit, à ce moment-là. Par ailleurs, le fait que la recherche, bolivienne ou internationale, se soit initialement enthousiasmée sans beaucoup de retenue pour le « premier président indigène de Bolivie » (devenu, dans les arènes internationales, le héraut de la Pachamama contre le capitalisme impérial⁷⁶⁹), avant de basculer en presque totalité dans une surenchère de critiques du régime, interpelle mon positionnement. La critique (d'inspiration néo-marxiste) qui lui reprochait d'avoir sacrifié la révolution à la poursuite d'un développement productiviste⁷⁷⁰ s'est généralisée à partir du conflit du Tipnis en 2011 dans une défense parfois dogmatique de l'écologie, au point de nier toute transformation effective : le gouvernement Morales ne mènerait au final que des politiques néolibérales par des moyens détournés. Le fait que les conflits, désormais qualifiés d'éco-territoriaux, surviennent à un moment où l'on s'aperçoit que les réserves de gaz, dont l'industrialisation constitue le socle non seulement du développement, mais aussi des politiques redistributives du pays, ne sont peut-être pas aussi importantes que l'affirmait, pour favoriser les investissements étrangers, une évaluation des années 1990 n'interpelle pas non plus les observateurs internationaux. Un autre sentiment diffus me poursuit alors

⁷⁶⁸ Voir le cycle de conférences IHEAL « Montée des nouvelles droites et reconfigurations partisans », 11.10.2018, <http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr/agenda/mont%C3%A9-des-nouvelles-droites-et-recomposition-partisane>.

⁷⁶⁹ Sur ce thème, voir Renaud Lambert, « Le spectre du pachamamisme », *Le Monde diplomatique*, février 2011, p. 3.

⁷⁷⁰ Voir entre autres Jeffery Webber, « Bolivia's reconstituted neoliberalism », *International Socialist Review*, 73, 2010 ; et les réponses de Federico Fuentes, « Government, social movements, and revolution in Bolivia today », *International Socialist Review*, 76, 2011 ; et de John Riddell, « Progress in Bolivia », 11.5.2011, <https://johnriddell.com/2011/05/05/progress-in-bolivia-a-reply-to-jeff-webber>.

au cours de ces revisites d'enquêtes : celui de céder, comme nombre de chercheurs ou d'analystes de la société bolivienne, à un pessimisme sans concessions sur le processus en cours.

En novembre 2018, la présentation de l'enquête sur les coopératives, dans le cadre d'une conférence sur l'eau organisée par l'Agence française de développement (AFD) et l'université San Simón de Cochabamba⁷⁷¹, me permet de retrouver le leader syndical Oscar Olivera, qui m'avait emmené, au début des années 2000, dans les communautés rurales engagées dans la « guerre de l'eau », ainsi que le sociologue Carlos Crespo, dont j'étais au même moment en train d'utiliser les écrits pour comprendre la logique *pro-poor* de la Lyonnaise des eaux à El Alto. C'est avec eux que je participe à la session finale de la conférence, où sont abordés les différents aspects des politiques hydriques dans le pays (l'impact des coopératives, les systèmes communautaires d'irrigation, etc.). Lors de la discussion, qui porte sur les perspectives politiques ouvertes par la reconnaissance de l'eau comme commun, Carlos Crespo développe, comme dans ses écrits, une ligne anarchiste refusant toute forme de solution étatique au profit d'un idéal de pratiques collaboratives. Mais Oscar Olivera décentre d'emblée la discussion, sur un ton fataliste : selon lui, le plus gros méfait du MAS est d'avoir déconstruit toute perspective d'émancipation politique, tout idéal d'organisation « par en bas », au profit d'un développement étatique « par en haut » qui aurait pour effet de dépolitiser aussi bien les organisations sociales que les individus. Pour lui, la bataille a été perdue sur le terrain de l'éducation politique, et il s'interroge sur les lieux susceptibles de permettre la construction d'une alternative sociétale. Il avait, dans le prolongement de la « guerre de l'eau », constitué une école syndicale au début des années 2000 et utilisé l'argent d'un prix environnemental international dans une fondation au service de petits projets d'équipement en eau dans les communautés. Il ne place plus son espoir que dans l'éducation de la « génération suivante », soit « dans vingt-cinq ans ». Son projet politique

⁷⁷¹ Conférence « Territorios del agua y comunes en Bolivia », Cochabamba, AFD-Paris III-Creda-UMSS-UPB.

consiste désormais, explique-t-il, à organiser un réseau d'écoles promouvant des activités encadrées par les enseignants et les familles afin de mettre en place une forme d'éducation populaire susceptible de transmettre les savoirs et les savoir-faire relatifs à la gestion de l'eau et des ressources naturelles, ainsi que les pratiques d'auto-organisation d'une nouvelle culture politique.

Sur le moment, je trouve qu'il est profondément attristant de voir le « renoncement » de ce leader syndical exemplaire, qui avait en quelque sorte propulsé Evo Morales au centre du jeu politique après la « guerre de l'eau » à Cochabamba en refusant pour lui-même non seulement tout protagonisme social impliquant des alliances électorales douteuses, mais aussi toute reconnaissance individuelle qui aurait fait de lui un leader national. Tout en partageant en grande partie les constats de Carlos et d'Oscar, je me dis quand même que cette avalanche de critiques perd de vue non les avancées, toujours discutables, mais la portée historique du processus en cours. Certes, ils ont initialement appuyé (voire, pour Oscar Olivera, coordonné) la dynamique révolutionnaire autour la « guerre de l'eau » et ils se sont distanciés de l'orientation du MAS bien avant son arrivée au pouvoir : ils ne font pas partie de ces intellectuels déçus qui, après quelques années de soutien au processus, tendent à confondre les errements de la politique gouvernementale et la déception de ne pas avoir obtenu les positions de pouvoir auxquelles ils estimaient avoir droit. Mais, à suivre leurs diagnostics, l'impression donnée est que rien n'a été fait, que tout le processus est marqué du sceau de la trahison des idéaux initiaux. Au même moment, je relis les épreuves du livre co-écrit par Claude Le Gouill sur le « processus de changement⁷⁷² » et je suis frappé par le foisonnement d'initiatives lancées ces dernières années, dans tous les domaines de la vie politique, juridique, économique, culturelle, etc. Même si tout n'a pu évidemment être réalisé, il est difficile de balayer cela d'un revers de la main.

⁷⁷² L. Lacroix, C. Le Gouill, *Le « Processus de changement »...*, *op. cit.*

Je retrouve cette même difficulté à faire une sociologie de l'histoire immédiate quelques mois plus tard (en février 2019), lorsque je retourne à Hampaturí en compagnie de deux journalistes indépendants, Maëlle Mariette, qui écrit occasionnellement des articles sur la Bolivie pour *Le Monde diplomatique*, et Pierre Carles, que je connais depuis son documentaire sur Pierre Bourdieu (*La sociologie est un sport de combat*). Ils sont en train de réaliser un documentaire sur la Bolivie, et je décide de les emmener dans cette vallée pour leur montrer les barrages qui me permettent de parler *in situ* des politiques hydriques, mais surtout pour illustrer une des contradictions du « processus de changement » : des avancées matérielles et sociales, certes, mais aussi une déstructuration des rapports sociaux qui auraient pu appuyer l'invention d'un développement alternatif. De telles contradictions ne sont pas faciles à saisir sans aller sur le terrain, tant les visions pour ou contre les politiques impulsées par Evo Morales sont tranchées, qu'il s'agisse d'observateurs nationaux ou internationaux : les partisans mettent l'accent sur les réalisations du gouvernement, à grand renfort de chiffres et d'indices (Gini, etc.) ; les opposants (de droite), derrière des accusations de corruption et d'autoritarisme, dénigrent toute avancée ; quant aux tenants d'une ligne révolutionnaire (parfois anarcho-syndicalistes, mais principalement néo-marxistes, on l'a vu précédemment), ils mettent en évidence la trahison des idéaux portés par les mouvements sociaux au profit d'un développement tout à fait orthodoxe dont l'unique finalité serait de conserver le pouvoir.

J'organise donc une rencontre entre mes visiteurs (justement adeptes du terrain contre des pratiques journalistiques courantes consistant à faire parler quelques personnalités ou chercheurs locaux) et Tito, le dirigeant de la zone qui nous avait, Claude Le Gouill et moi, déjà guidés dans la vallée. Interrogé sur l'action du gouvernement, il montre d'abord les lacunes visibles en termes d'équipement : par exemple, il n'y a toujours pas d'eau potable et d'assainissement à domicile, en dépit de la proximité des barrages. Cela est dû, selon lui, à la collusion entre l'entreprise Epsas et les dirigeants corrompus de la zone en amont, qui ont

concedé des terrains en échange d'avantages matériels personnels (emplois, etc.), sans rien demander d'un point de vue collectif. Des tuyaux de raccordement ont été installés, à l'aide du programme gouvernemental Agua Segura, depuis les barrages jusqu'aux *tanques* familiaux, ces réservoirs en plastique installés sur le toit de chaque maison aux frais des occupants. Quant au système d'irrigation, il s'est détérioré au fil du temps, les installations qui ont remplacé l'ancien système communautaire quelques années auparavant étant de trop mauvaise qualité – il n'y avait pas assez d'argent dans le plan d'occupation des sols pour faire mieux. Des terrains de football au gazon synthétique (bleus, couleur du MAS au pouvoir) ont été construits à la demande des communautés de la vallée (on en compte deux nouveaux sur la demi-douzaine qui existent déjà), et un dispensaire (*centro de salud de primer nivel*) va être inauguré les jours suivants par le président Morales lui-même ; aucun personnel ne lui est cependant alloué, et les dirigeants font pression auprès des autorités municipales pour obtenir des médecins – il n'y en aura vraisemblablement qu'un seul, à cause des conflits entre la mairie et le gouvernement. À la question de savoir pour qui les habitants de la zone vont voter, Tito répond sans hésiter : « Pour Evo, car il n'y a personne en face », d'autant que le gouvernement central est le seul à véritablement faire acte de présence dans la vallée.

Les investissements les plus notables ont finalement été réalisés pour favoriser l'accès à des *viviendas* destinées aux plus démunis : des maisons individuelles reconnaissables à la couleur de leur toit (bleu, là encore, pour le programme gouvernemental de l'année précédente). Les dirigeants de la zone, comme Tito, sont chargés de la réalisation des travaux et de l'attribution des logements. Au fil de la discussion, il apparaît que ce sont surtout des formes familiales et individuelles de soutien qui sont favorisées et que les potentialités de développement s'appuyant sur l'économie communautaire ou coopérative sont largement ignorées : ainsi, les producteurs maraîchers de la zone ne sont pas soutenus pour accéder aux marchés urbains voisins de Pampahasi, et les projets d'organisation locale restent encore vagues et non financés. Ce

nouvel entretien avec Tito, dans lequel il apporte des éléments supplémentaires par rapport à la visite réalisée quelques semaines auparavant, conforte en fait le constat de la première visite. Le tableau me semble toujours aussi sombre : Hampaturí, vallée fertile à proximité de La Paz, avait tout pour incarner un développement alternatif, fondé sur des ressources naturelles abondantes (eau, terres, etc.). Quatorze ans après l'arrivée du MAS au pouvoir, il y a bien de meilleures conditions de vie matérielles, mais à quel prix : compétitions entre habitants, collusions d'intérêts, spéculation, déstructuration des collectifs, vides institutionnels, etc. Cela ne veut pas dire que tout soit négatif dans le « processus de changement » ; par contre, il est difficile de soutenir une position critique sans paraître dénigrer l'ensemble de l'action gouvernementale, tant la polarisation politique est forte en cette année électorale.

Entre désabusement radical et espoirs immodérés, entre mélancolie révolutionnaire et enthousiasme partisan, il n'est pas facile d'exprimer à la fois les impressions ressenties pendant les enquêtes et le désenchantement lié à la mise en évidence des rapports de domination qui se perpétuent. Ces obstacles se retrouvent de façon particulièrement aiguë lorsqu'une crise politique survient, avec des effets de radicalisation sur les prises de position des parties en présence. La séquence d'événements qui conduira à la « destitution forcée » d'Evo Morales en octobre-novembre 2019 va, quelques mois plus tard, illustrer cette difficulté de façon particulièrement brutale. Entre la haine sociale des commentateurs nationaux et la méconnaissance des observateurs internationaux, faire entendre une analyse sociologiquement fondée n'est pas qu'un enjeu de lutte qu'il suffirait d'objectiver pour en comprendre la signification, c'est un défi face à l'isolement de l'observateur, accusé par chaque camp, puisqu'il n'adhère pas inconditionnellement à ses raisons, d'appartenir à celui d'en face.

Quand je quitte enfin la vallée d'Hampaturí avec mes visiteurs, la nuit commence à tomber, lentement, et je repense à ces mots de Robert

Linhart qui closent *Le Sucre et la Faim*⁷⁷³, son enquête sur les plantations du Nordeste brésilien : « À nouveau la route, qui vous emporte au loin. Pour vous, la vie continue. » Au bout du chemin de retour, au-delà des lumières vacillantes de la ville, il ne reste finalement que la tristesse, immense, de l'Altiplano.

⁷⁷³ Robert Linhart, *Le Sucre et la Faim*, Paris, Minuit, 2003, p. 95.

Intervention - « Une destitution forcée qui ressemble étrangement à un coup d'État »

Le Monde, 18 novembre 2019

(Entretien entre Amanda Chaparro et Franck Poupeau)

QUESTION d'Amanda Chaparro (Q.). Deux thèses circulent sur la démission d'Evo Morales, deux lectures des événements qui sont totalement opposées. Coup d'État ou révolte démocratique. À laquelle souscrivez-vous ?

RÉPONSE de Franck Poupeau (R.). Je dirais qu'il y a eu une destitution forcée, qui ressemble étrangement à un coup d'État. Un coup d'État un peu particulier, civique, et non un putsch militaire auquel on réduit souvent l'idée de coup d'État.

Q. Donc coup d'État...

R. Il faut être prudent avec les mots, la question juridique est trop délicate, et je crois que ce n'est déjà plus le problème, au vu du résultat. Ce qu'il y a eu, c'est une rupture de l'ordre institutionnel qui a entraîné un remplacement des autorités en place, par une forme de contrainte qui ne se réduit pas à la pression de la rue en faveur de la « démocratie », comme voudrait le faire croire le récit des opposants. Mais le problème du mot « coup d'État » est qu'il empêche de voir d'autres dimensions. Il nie la dimension en partie populaire - du moins à l'origine - du mouvement contre Evo Morales. C'est un terme que l'ex-président a lui-même utilisé dès le lendemain des élections pour discréditer les attaques dont il faisait l'objet et disqualifier le mouvement de contestation.

Le terme permet aussi d'éviter de se poser la question du rôle du Mouvement vers le socialisme (MAS) et de Morales dans le déroulé des événements, même si aujourd'hui cela semble éclipsé par le caractère autoritaire et meurtrier du gouvernement provisoire désormais en place. Inversement, si on ne parle que d'un « mouvement démocratique », on va occulter toutes les forces en présence et l'instrumentalisation de la protestation par la droite catholique et radicale. Cette instrumentalisation a été rendue possible par la diffusion du slogan « Récupération de la démocratie », partagé par le candidat Mesa et l'ultra-droite incarnée par les comités civiques et Fernando Camacho. Elle n'a rien d'une protestation spontanée, et on est en train de découvrir aujourd'hui qu'il y a sans doute eu beaucoup

plus de coordination stratégique que ce que la fable du « mouvement démocratique » voudrait bien laisser croire. Ce n'est ni une révolte démocratique totalement spontanée ou entièrement populaire, ni un complot dont tous les coups auraient été préalablement orchestrés. Ce qui fait qu'on a du mal à analyser le faisceau complexe de facteurs qui a abouti à la destitution forcée d'Evo Morales. Et, à la limite, là n'est plus l'enjeu : de fait, le gouvernement provisoire dépasse déjà largement ses attributions (organiser de nouvelles élections) en engageant des mesures de politique générale ou de diplomatie pour lesquelles il n'est pas mandaté.

Q. Concernant le mouvement de protestation, il y avait plusieurs forces d'opposition mais elles semblent avoir été largement phagocytées par une droite radicale. Que s'est-il passé ?

R. Le mouvement qui a conduit à la destitution du président Morales était une coalition de différents groupes sociaux toujours très actifs dans la vie politique bolivienne, allant d'une élite blanche et métisse à des secteurs beaucoup plus modestes de la population qui sont dans les villes ou en périphérie des villes. Il y a eu une alliance circonstancielle. Cette coalition recouvre des intérêts très divers, entre ceux qui n'ont jamais accepté l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et ceux qui étaient vraiment indignés par l'idée qu'il ait pu y avoir une fraude, après le passage en force du référendum de 2016 (le 21F). Et, dans ce contexte, l'affrontement avec le président les jours qui ont suivi l'élection a fait que le courant en apparence plus modéré incarné par Carlos Mesa [candidat dit « de centre droit », arrivé deuxième au premier tour] s'est fait débordé par une ultra-droite qui portait des revendications plus radicales, notamment la démission de Morales.

Q. Evo Morales, en refusant le dialogue avec l'opposition alors que de forts soupçons de fraude pesaient sur le décompte du scrutin, n'est-il pas en grande partie responsable de cette situation ?

R. Il est certain que son attitude n'a pas calmé les choses. Il est tombé dans un discours d'affrontement, dénonçant le racisme, le fait qu'on n'ait pas tenu compte du vote des populations indigènes et rurales [la théorie de Morales sur le changement de tendance des résultats était que le vote des campagnes n'avait pas été comptabilisé]. Tout comme l'opposition a crié à la fraude sans preuves officielles, il s'est proclamé président avant même les résultats finaux, il s'est moqué des protestataires, les a menacés, a rejeté toute

conciliation - excluant pendant des jours la voie d'une évaluation des résultats ou la possibilité d'un second tour - et il a ainsi donné des forces au courant d'opposition le plus dur. Sa stratégie, qui consistait à marginaliser Carlos Mesa, a favorisé le leader d'ultra-droite Fernando Camacho [proche de l'actuelle présidente par intérim] et s'est retournée contre lui. Il est tombé dans tous les pièges que lui tendait l'ultra-droite, qui travaillait depuis longtemps à le faire tomber. Quand, à la toute fin, Morales veut se montrer ouvert à la négociation - à destination, je pense, surtout de la presse internationale et des gouvernements étrangers -, il a perdu la main, il n'est plus audible. Car la droite dure a pris l'initiative.

Q. Comment expliquer ce discrédit, alors que les indicateurs économiques étaient globalement au beau fixe ?

R. Oui, c'est ce qui est parfois difficile à comprendre de l'étranger, notamment dans les milieux de gauche, qui sous-estiment cette composante. L'énorme perte de capital symbolique et politique d'Evo Morales permet de comprendre pourquoi les soupçons de fraude, annoncés par avance sans preuve aucune, ont déclenché une telle révolte. Evo Morales a quand même perdu environ 20 % de son électorat en dix ans, en particulier parmi les secteurs urbains modestes (et non les classes moyennes, comme on l'entend souvent, qui ne se sont jamais vraiment ralliées à lui, en dehors de certains secteurs intellectuels). Et un second tour lui aurait été nettement plus défavorable. Par ailleurs, il n'y a pas eu d'investissements massifs dans les secteurs de l'éducation et de la santé, par rapport à ce qu'ils auraient dû être dans un idéal progressiste de renforcement des secteurs publics. Les secteurs urbains modestes, en particulier, ont eu l'impression de payer des impôts sans en voir les retombées, et que tout l'effort était concentré sur les campagnes... Tout cela a occulté les avancées sociales réelles, notamment en termes de redistribution et de réduction de la pauvreté, qui avaient été accomplies au cours de ses mandats successifs.

Ce n'est donc pas seulement le fait de campagnes médiatiques contre lui, comme il le laisse entendre. Lorsqu'il appelle ses partisans à se mobiliser pour défendre le régime, il est lâché par un grand nombre d'organisations sociales, dont la COB (Centrale ouvrière bolivienne) ou la CSUTCB (Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia) ; mais, avant cela, il a déjà perdu le soutien de nombre d'organisations indigènes depuis le conflit du Tipnis,

en 2011, ou les feux de forêt de la Chiquitania, quelques semaines avant les élections ; celui aussi des cocaleros des Yungas, un secteur rival de sa zone d'origine, le Chapare ; ainsi que celui des mineurs coopérativistes de Potosí, etc. La liste serait longue, et elle pèse trop pour un parti qui est arrivé au pouvoir en tant que « gouvernement des mouvements sociaux ».

Au final, son discrédit marque l'échec d'une certaine façon d'exercer le pouvoir. Des contradictions internes au Mouvement vers le socialisme (MAS), qui reposait sur une alliance composite de secteurs sociaux dans un même processus électoral, le tout tenant grâce à la figure charismatique d'Evo, avec des demandes très sectorielles et des rétributions militantes sous forme de postes et d'avantages pour les secteurs considérés. Enfin, le fait de vouloir s'accrocher au pouvoir ne passe pas : l'effet du référendum non respecté du 21 février 2016 a été catastrophique sur son image. Le moment est arrivé où, quoi qu'il fasse, tout était interprété comme un acte autoritaire ou un mensonge. C'est dramatique pour la gauche bolivienne.

Q. Que peut-il se passer avec le Mouvement vers le socialisme et quel avenir pour la gauche ?

Le MAS est en train de jouer sa survie, entre les négociations au Parlement et le blocage de la rue. Qui peut remplacer Evo ? C'est la grande question. Aucune figure ne se profile, et les scénarios sont très incertains. Evo était la condition pour faire tenir le processus, il l'incarnait à lui seul et il a toujours voulu écarter tous ses potentiels successeurs, s'identifiant sans doute trop à la fonction « Evo pueblo ». Mais le MAS est difficilement éliminable en tant que tel ; il ne faut pas oublier que 40-45 % des Boliviens, dont plus personne ne parle, ont voté pour Evo Morales, et qu'aucun scénario politique n'est tenable sans cette composante.

Excursus – Coups d'éclat.

L'État et la contre-révolution en Bolivie

« L'on conspire ou contre un État, ou contre un prince. [...] Nous commencerons par traiter des conspirations ourdies contre un prince, et d'abord nous nous arrêterons à leurs causes. Il en est un très grand nombre, mais la plus importante de toutes, c'est la haine universelle. »

Nicolas Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, 1531

Brouillages

En octobre 2019, Evo Morales est candidat pour un troisième mandat d'affilée dans le cadre de la nouvelle Constitution politique de l'État de 2009. Pour être élu au premier tour, il doit obtenir au moins 50 % des votes, ou 40 % des suffrages avec une avance de 10 points sur le deuxième (article 167 de la Constitution). Le 20 octobre, au soir du premier tour, les estimations du TREP, un organe consultatif parallèle au Tribunal électoral, sont interrompues à 82 % des votes décomptés, alors qu'elles semblent montrer un resserrement de l'écart entre Evo Morales et Carlos Mesa, le candidat du parti d'opposition Comunidad Ciudadana (Communauté citoyenne). Cet ex-vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2003, a assuré l'intérim pendant quelques mois après la « guerre du gaz » et la fuite de « Goni » vers les États-Unis. Mesa en profite pour proclamer un second tour et, face aux déclarations d'Evo Morales selon lequel le vote des aires rurales et indigènes, qui n'est encore pas encore pris en compte, lui donnera la victoire au premier tour, il appelle dès le lendemain à une « mobilisation citoyenne ». Des blocages de rues sont alors organisés dans les

grandes villes du pays, notamment à La Paz, où des barrages sont dressés avec de simples rubans adhésifs ou des cordes (*pititas*). Evo s'en moquera quelques jours plus tard : « Que comptent-ils faire avec ces *pititas* ? » Le nom restera, au point d'être utilisé, de façon revendiquée ou stigmatisante selon le parti adopté, pour désigner le mouvement.

Aussitôt lancé, le « mouvement des *pititas* » est amplement relayé dans les médias nationaux et internationaux. Il aboutit, moins de trois semaines plus tard, à un dénouement inattendu : la démission, le 10 novembre, d'Evo Morales, qui affirme vouloir mettre fin aux violences et aux menaces sur ses proches ou ses partisans. Après quatorze ans de stabilité politique et institutionnelle, dans un contexte économique globalement favorable, il est étonnant de voir le gouvernement s'écrouler aussi vite, sur des accusations de fraude supposée qui n'ont toujours pas été prouvées à ce jour - les trois rapports parus les mois suivants montrent que non seulement, statistiquement, la fraude n'est pas avérée⁷⁷⁴, mais aussi et surtout que le rapport de l'Organisation des États américains (OEA*)⁷⁷⁵, dont on verra l'importance cruciale à plusieurs moments, n'est en rien concluant sur le sujet⁷⁷⁶. Les rapports

⁷⁷⁴ Voir Jake Johnston, David Rosnick, *Observing the Observers: The OAS in the 2019 Bolivian Elections*, Center for Economic and Policy Research, 2020, <https://www.cepr.net/wp-content/uploads/2020/03/bolivia-2020-3.pdf>; John Curiel, Jack Williams, *Analysis of the 2019 Bolivian Election*, 2020, https://cepr.net/wp-content/uploads/2020/02/Bolivia_report-short.pdf; voir aussi, des mêmes auteurs : « Bolivia dismissed its October elections as fraudulent. Our research found no reason to suspect fraud », *Washington Post*, 27.2.2020, <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/02/26/bolivia-dismissed-its-october-elections-fraudulent-our-research-found-no-reason-suspect-fraud/>; Nicolás Idrobo, Dorothy Kronick, Francisco Rodríguez, « Do shifts in late-counted votes signal fraud? Evidence from Bolivia », 7 juin 2020, <https://ssrn.com/abstract=3621475>.

⁷⁷⁵ OEA, *Electoral integrity analysis. General Elections in the Plurinational State of Bolivia, October 20, 2019*. (10.11.2019), <http://www.oas.org/documents/eng/press/Electoral-Integrity-Analysis-Bolivia2019.pdf>. Voir par exemple Monica Salvatierra : « La OEA confirma el fraude y recomienda nuevas elecciones con otro tribunal », *El Deber*, 10.11.2019, https://eldeber.com.bo/pais/la-oea-confirma-el-fraude-y-recomienda-nuevas-elecciones-con-otro-tribunal_156150.

⁷⁷⁶ Voir Anatoly Kurmanaev, María Silvia Trigo, « A bitter election. Accusations of fraud. and now second thoughts », *New York Times*, 7.6.2020, mis à jour le

démontent le mécanisme principal de l'accusation de fraude : le rapport de l'OEA s'appuie sur un « comptage préliminaire », celui du TREP, destiné à informer sur la tendance des élections au fur et à mesure de la journée électorale ; la diffusion des résultats s'interrompt à 83 % du dépouillement des votes, alors qu'Evo Morales a 7,9 % d'avance sur Carlos Mesa. Vingt-quatre heures plus tard, sur la base du dépouillement de 95 % des voix, la diffusion reprend, et l'avance est estimée à 10,6 %. C'est cette interruption qui permet à la mission électorale de l'OEA, sollicitée par le gouvernement lui-même⁷⁷⁷, de conclure à un changement de tendance anormal. Or l'analyse de la tendance des votes dans les régions encore manquantes, régions qui sont historiquement favorables au MAS (pas seulement des régions rurales ou des communautés indigènes, mais des aires éloignées, incluant des villes moyennes), ne révèle aucune anomalie par rapport aux scrutins passés. Les déclarations de l'OEA, en plein processus électoral et avant même d'avoir publié son rapport préliminaire (le rapport final tardera encore quelques mois de plus, sans apport significatif), mettent de toute façon en doute la validité des résultats - le président de l'OEA déclarant même que le vrai coup d'État est la fraude elle-même⁷⁷⁸.

Pour comprendre les ressorts des événements qui ont conduit à la « destitution forcée » d'Evo Morales, il faut bien évidemment commencer par prendre en compte le fait que les catégories employées pour qualifier les événements sont un enjeu de luttes ; il faut surtout analyser ce que ces qualifications permettent de voir et de cacher,

9.11.2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/07/world/americas/bolivia-election-evo-morales.html> ?

⁷⁷⁷ Le président de l'OEA avait visité la Bolivie quelques mois auparavant, ce qui permettait à l'opposition d'accuser cette organisation, pourtant ancrée dans le refus des régimes progressistes, d'être favorable au gouvernement. Sur la ligne politique de l'OEA, voir Guillaume Long, « Le ministère des Colonies américaines », *Le Monde diplomatique*, mai 2019, p. 6, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/LONG/61774>.

⁷⁷⁸ Voir Antonia Laborde, Entrevista con Luis Almagro: « En Bolivia hubo golpe de Estado cuando Evo Morales cometió fraude electoral », *El País*, 13.11.2019, https://elpais.com/internacional/2019/11/12/actualidad/1573597270_205659.html.

les questions qu'elles soulèvent et celles qu'elles permettent de ne pas poser. En attribuant son renoncement à un « coup d'État », alors que dès l'origine il avait dénoncé les mouvements mettant en doute les résultats officiels par le même terme, Evo Morales a cherché à disqualifier ses opposants, à balayer les accusations de fraude et à retrouver sa légitimité politique, en grande partie dilapidée avec le référendum perdu de 2016 sur la possibilité de réformer la Constitution de l'État plurinational qu'il avait lui-même promulguée ; sa volonté de passer outre en se représentant (le « 21F », pour la date du vote, le 21 février) a fourni à ses opposants l'alibi « démocratique » qui leur manquait encore pour accuser le gouvernement de « dérive autoritariste » et même le taxer de « dictature ».

Evo Morales et son vice-président, lors de leur démission, n'ont pas ébauché l'ombre d'une autocritique sur la crise : ils avaient fait « tant de choses » pour le pays que leur départ ne pouvait être que le produit d'une conspiration, ourdie par la droite bolivienne et l'empire qui la manœuvre en sous-main. De même, les prises de position d'une fraction que l'on qualifiera ici de « gauche internationale », en parlant de coup d'État et en le référant implicitement aux putschs militaires d'antan, ont de fait avalisé l'absence de réflexion sur un certain nombre de facteurs relevant du parti au pouvoir et qui ont contribué à produire une telle crise politique : leur position apparaît d'emblée coupée de la complexité nationale de la situation. Plus, l'ensemble des publications et messages de solidarité de cette gauche internationale révèle deux points aveugles : d'une part, le discrédit qui touche Evo, à la fois comme président et comme chef de parti, et qui contribue à expliquer l'érosion d'une large fraction de son électorat initial (de 67 % des voix en 2009 à 45 % en 2019) ; d'autre part, la défection, au moment d'appuyer le gouvernement dans la rue, d'un grand nombre d'organisations sociales - défection liée à la gestion du MAS au pouvoir et aux conflits qui l'ont émaillée⁷⁷⁹. Sans cette double perte de

⁷⁷⁹ Voir entre autres travaux : Fernando Luis García Yapur, Luis Alberto García Orellana, Marizol Soliz Romero, *"MAS legalmente, IPSP legitimamente"*.

crédit, de légitimité électorale et de soutien organisationnel, le thème de la fraude n'aurait assurément pas eu cette force.

Inversement, l'acharnement de maints acteurs du conflit à proclamer qu'il ne s'agissait pas d'un « coup d'État » mais d'une « mobilisation sans précédent » en Bolivie constitue une façon de légitimer leur action et le mouvement « pacifique » mené selon eux pour « récupérer la démocratie ». Or cet acharnement n'est possible qu'au prix de leur aveuglement sur l'instrumentalisation de leur lutte contre la fraude électorale par des fractions de la droite radicale et religieuse, menée par les comités civiques de Santa Cruz et incarnée par leur président, Fernando Camacho⁷⁸⁰. Sur ce point, la conversion d'un grand nombre d'intellectuels et d'universitaires boliviens à un anti-évisme d'autant plus viscéral qu'ils avaient souvent joué les compagnons de route lors des premières présidences d'Evo Morales a contribué à imposer une vision quelque peu manichéenne d'un « mauvais gouvernement » qu'il faudrait faire tomber « à tout prix ». On peut ainsi s'étonner que la gauche « mouvementiste », opposée à Evo Morales depuis les années 2000 (Raquel Gutiérrez Aguilar, Rita Segato, Raúl Zibechi, Carlos Crespo...), refuse de voir dans les événements d'octobre-novembre un coup de force de l'opposition de droite, dont elle rejoint paradoxalement les positions en attribuant au seul gouvernement la responsabilité de la crise.

Face à un tel brouillage des prises de position et à l'âpreté des luttes pour qualifier le déroulement (et l'issue) des événements, la question n'est donc pas tant de savoir s'il y a eu « coup d'État » ou « mouvement démocratique », mais d'analyser comment le « renoncement » d'Evo Morales a été rendu acceptable par une grande partie des acteurs politiques. On verra qu'il faut pouvoir tenir ensemble plusieurs perspectives qui sont

Ciudadanía y devenir Estado de los campesinos indígenas en Bolivia, La Paz, PIEB, 2014 ; Silvia Rivera Cusicanqui, *Mito y desarrollo en Bolivia. El giro colonial del gobierno del MAS*, La Paz, Plural, 2015 ; Arturo D. Villanueva Imaña, *Alegatos interpelatorios (2011-2018)*, La Paz, Plural, 2019.

⁷⁸⁰ Voir Carlos Schmerkin, « Les nouveaux croisés de la Bolivie », *Mediapart*, 30 novembre 2019, <https://blogs.mediapart.fr/carlos-schmerkin/blog/301119/les-nouveaux-croises-de-la-bolivie>.

généralement hypostasiées par les camps en présence : le fait qu'il puisse y avoir eu à la fois plus de coordination que ce qui est généralement présenté par les tenants du « mouvement démocratique » et moins de préméditation (plus d'opportunisme) que ce qui est généralement avancé par les partisans de la thèse du « coup d'État » ; le fait encore qu'il ait pu y avoir, depuis plusieurs années, des tentatives de déstabilisation du gouvernement (dans une logique somme toute classique de lutte politique) mais aussi (et c'est moins ordinaire) de l'ordre institutionnel parallèlement à une perte de crédibilité du parti au pouvoir liée à ses propres erreurs de gestion, etc.

Sans en faire un argument d'autorité, je partirai du fait que j'ai « été là » lors des événements qui se sont déroulés en octobre et novembre 2019. Ce point de vue issu d'un « savoir situé⁷⁸¹ », s'il n'est pas exhaustif, constitue une analyse inédite des mobilisations et des conflits puisqu'elle introduit le « sens vécu » de nombre des acteurs, dont une observation de l'extérieur ne saurait tout à fait rendre compte. Je l'ai constaté à l'occasion de nombre de discussions avec des intellectuels ou des militants très divers de la « gauche internationale », pour lesquels le vote toujours majoritaire (47 %) était la dimension principale de la réflexion et qui ne comprenaient pas l'exaspération très forte, très affective, y compris chez des partisans du MAS, envers le parti au pouvoir et son leadership. Je ne serai donc pas exhaustif, ni dans la citation des sources (des centaines de papiers ont été écrits sur les événements), ni dans la reconstitution de la séquence historique, pour privilégier une sorte de « modèle d'intelligibilité » de la crise qui permette de rendre compte de l'écroulement somme toute très rapide de ce gouvernement. S'il est difficile de raconter l'histoire du temps présent, ou de fournir une analyse sociologique de tels événements disruptifs, il faut rappeler ce principe élémentaire selon lequel c'est sans doute les batailles politiques ne se gagnent pas seulement

⁷⁸¹ Voir Donna Haraway, *Des singes, des cyborgs et des femmes. La réinvention de la nature*, Paris, Actes Sud, 2009.

dans la rue, mais aussi dans les luttes symboliques pour l'imposition d'une vision légitime du monde social.

Une coalition hétéroclite de forces d'opposition plus coordonnée qu'il n'y paraît

11 novembre 2019, lendemain de la démission d'Evo Morales. Le jour se lève sur Bella Vista, un quartier relativement mixte, mais à dominante populaire dans ses hauteurs, qui surplombe Obrajes, une zone lovée en dessous du centre-ville de La Paz. Les barricades érigées depuis le mouvement de contestation de la fraude électorale supposée sont encore en place, en l'absence des forces de l'ordre. Quelques hommes en anorak discutent en se réchauffant autour d'un petit feu improvisé. L'un est ouvrier du bâtiment, l'autre possède une petite épicerie dans la zone avec son épouse, un troisième est employé d'une usine de bois d'El Alto - difficile de parler de « classes moyennes » urbaines à leur sujet. Cela fait plusieurs jours qu'ils tiennent, avec d'autres, une des barricades du quartier, à 200 mètres à peine en dessous de celles qu'ont érigées les partisans du MAS, le parti d'Evo Morales. La nuit précédente, un accord a été signé pour ne pas s'affronter en l'absence des forces armées, dont le retour au pouvoir n'avait pas été confirmé - et qui n'aura lieu que plus tard encore.

Ici, la mobilisation est très différente de celle de San Miguel, quartier favorisé de la zone sud, où les protestataires sont plutôt des membres de cette bourgeoisie blanche qui n'a jamais accepté le pouvoir du MAS. À San Miguel, on porte le drapeau tricolore de la Bolivie et on revendique « la démocratie ». Dans les autres quartiers, on réclame plutôt le départ d'Evo : trop de mensonges, de déceptions, et surtout pas forcément les rétributions attendues pour le soutien électoral ou militant - en Bolivie, la politique est souvent affaire de négociations, de ralliements ou de défections. Rien à voir avec un « mouvement populaire » cependant : peu de jeunes, plutôt des pères de famille, employés ou artisans, venus « défendre leur foyer » face à une « menace communiste » dont la peur est largement alimentée

par la propagande de l'opposition sur Cuba et sur le Venezuela.

Quelques pâtés de maisons à l'ouest de San Miguel, à Koani, les deux ponts qui entourent le quartier sont bloqués par les *vecinos*. La veille encore, un pacte informel a été conclu avec les *campesinos* des communes alentour, assimilés au MAS, pour qu'il n'y ait pas confrontation, aux termes duquel il faut : tout d'abord, mettre la *wiphala*, drapeau des peuples originaires, sur la barricade pour signaler qu'elle n'est érigée que contre les groupes de « délinquants » ; ensuite, que les casques blancs de chantier, qui sont devenus le symbole des adversaires des paysans, soient recouverts d'un tissu ; enfin, qu'ils les laissent brûler la maison de Félix Patzi, l'un des ex-compagnons de route d'Evo Morales, devenu gouverneur de La Paz puis candidat concurrent à la présidentielle - mais qui a fait moins de 1,5 % des voix au premier tour. L'un des dirigeants affirme avoir accepté les deux premiers points, et pas le troisième, signe évident pour lui de la « sauvagerie » des *comunarios*. Ça n'engage à rien, conclut-il, de mettre le drapeau, ça laisse une possibilité de dialogue. Et de terminer sur un « On sait ce qu'on en pense, non ? ». Le pacte s'est consolidé le jour même, par écrit, entre les deux municipalités voisines d'Irpavi et de Challapa.

La composition sociale de la vingtaine de *vecinos* qui bloquent le pont est très diverse : il y a trois employés de banque ou d'entreprise de construction, un étudiant d'une université privée, un architecte, un musicien de la mairie de La Paz, deux retraités, un mécano, un salarié de la mairie, etc. Les réunions des différents points de blocage laissent apparaître un consensus à la fois flou et ferme, plein de non-dits, sur la « menace » qui vient : « ils », ce sont ceux des zones d'en haut, les communautés rurales. Et quand je demande à l'un des dirigeants quels sont ceux qui risquent de venir à l'affrontement, les *comunarios* militants du MAS ou les « délinquants » qui saccagent les boutiques et les lieux publics, il me répond : « C'est la même chose, non ? » Pour lui comme pour les autres, ce qui ne fait pas de doute, non plus, c'est qu'il y n'y a pas eu *golpe* (« coup d'État ») : ils ont défendu leur vote, lassés du

parti au pouvoir et de ne pas voir la couleur des politiques publiques - « *Todo va al campo... o en las bolsas de los del MAS* » (« Tout va aux paysans... ou dans les poches de ceux du MAS »).

Les propos entendus sur les barricades de ces quartiers se démarquent fortement des déclarations des porte-parole autoproclamés du mouvement *pitita* et de leurs relais nationaux ou internationaux⁷⁸². Si les médias ont été prompts à montrer les manifestants pro-Evo passant se faire payer après la manifestation, ils n'ont pas fait état des mêmes pratiques, pourtant facilement observables, du côté des anti-Evo, pas plus qu'ils n'ont mentionné que, lors des trois semaines de mobilisation, des fonctionnaires municipaux ont été envoyés pour tenir les rues⁷⁸³. La violence sera de même unilatéralement attribuée au gouvernement, alors que les blocages de rue des *pititas* ne sont pas réprimés par la police et que ce sont bien les « groupes de choc » des comités civiques qui, à Santa Cruz ou à Cochabamba, provoquent des affrontements avec les soutiens d'Evo Morales. Une telle partialité du traitement médiatique n'est pas nouvelle - on l'avait observée lors de la crise hydrique de 2016-2017 et encore avant, lors de la campagne autour du référendum constitutionnel du 21 février 2016, par lequel Evo Morales voulait modifier la Constitution pour briguer un mandat supplémentaire. Maurice Lemoine a ainsi très bien démonté l'ensemble des mécanismes par lesquels une campagne du « Tout sauf Evo⁷⁸⁴ » s'est mise en place. Les modifications de la Constitution, tolérées dans d'autres pays (Costa Rica, Colombie...), déclenchent ici un tollé savamment

⁷⁸² Par exemple ceux d'un « spécialiste » français de la Bolivie, que sa haine pour Evo Morales et sa méconnaissance des transformations d'un pays qu'il n'observe plus que de très loin conduisent à présenter les « faits » de façon très unilatérale (avec des sources souvent contestables) et par exemple à présenter le mouvement des *pititas* comme « la plus grande mobilisation citoyenne que la Bolivie ait jamais connue par le nombre de ses participants... », tout en prenant bien garde de ne pas mentionner la persistance d'un bloc massiste encore très majoritaire, <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-lavaud/blog/020120/les-medias-et-la-demission-d-evo-morales-information-ou-deformation-3>.

⁷⁸³ Sur l'opposition de la mairie au gouvernement, voir *supra*, chapitre 8, p. XXX.

⁷⁸⁴ Voir Maurice Lemoine, « La longue campagne du “tout sauf Evo” », 9.11.2019, <http://www.medelu.org/La-longue-campagne-du-Tout-sauf-Evo>.

entretenu par les organisations internationales ; l'affaire Zapata est clairement un montage politico-médiatique autour d'un faux enfant du président et d'un trafic d'influence imaginaire qui a pourtant contribué à faire gagner le non lors du référendum constitutionnel (le « 21F »), et surtout un prétexte à mobilisation de l'opposition autour d'un slogan, « *Bolivia dijo no* » (« La Bolivie a dit non »), et d'organisations créées *ad hoc*, comme le Comité national de défense de la démocratie (Conade), qui brilleront ensuite par leur silence lorsque le supposé gouvernement de transition poursuivra illégalement les opposants et massacrera les manifestants.

S'il est crucial, pour comprendre la chute d'Evo Morales, de mettre en évidence l'existence de dispositifs politiques à la fois bien antérieurs à la mobilisation contre la « fraude » et bien plus coordonnés que ce que l'image dominante de la lutte spontanée pour la « démocratie » voudrait bien le faire croire, il faut aussi rendre compte des raisons pour lesquelles ces dispositifs ont pu aussi bien fonctionner - ce que les observateurs extérieurs ont du mal à comprendre sans faire intervenir une vision conspirationniste. Que la campagne contre Evo ait eu un tel impact renvoie tout d'abord à ce qu'on pourrait appeler une « culture politique bolivienne » : sans tomber dans une vision enchantée de la « rotation des charges », le principe du « chacun son tour » est, comme l'explique l'anthropologue Pascale Absi, un élément structurant de la vie politique du pays⁷⁸⁵. On peut aussi mentionner, parmi les facteurs ayant fait perdre sa légitimité à Evo Morales, un certain nombre d'attitudes et de déclarations pour le moins arrogantes - à l'opposé de la figure « humble » de l'Evo dirigeant syndical des années 1990-2000 - mais aussi la multiplication des actes d'intimidation, voire de persécution juridique, exercés par le pouvoir contre des personnalités d'opposition durant les années précédentes⁷⁸⁶.

⁷⁸⁵ Voir Pascale Absi, « Affronter les “sorciers” de l'État plurinational. La dimension occulte du conflit entre Potosí et le gouvernement de Morales (2015-2019) », *Cahiers des Amériques latines*, (à paraître).

⁷⁸⁶ Voir la campagne lancée par les leaders de l'opposition et/ou d'ex-élus de la nation : Jorge Quiroga (2001-2002), Carlos Mesa (2003-2005), Víctor Hugo

L'accumulation de ces « incidents », même si certains ont eu lieu dans des contextes d'affrontements politiques dont la violence était savamment entretenue par l'opposition⁷⁸⁷, a sans nul doute facilité les manœuvres de déstabilisation qui se sont intensifiées dans les derniers mois avant l'élection. Elles n'en contribuent pas moins à une accumulation d'impressions négatives et d'affects difficilement formulables, ou saisissables, quand on n'est pas dans le pays, mais qui contribuent assurément à produire cette haine dont parle Machiavel pour rendre compte des renversements de régime.

Le déroulement initial des événements correspond de fait à un scénario très classique de *golpe blando*⁷⁸⁸, une expression qui rend compte de la façon « douce » et « non militarisée » dont un changement de gouvernement peut être provoqué : déstabilisation du régime, contre-informations diffusées par les réseaux sociaux, techniques de mobilisation pacifique destinées à faire monter la pression dans la rue, criminalisation des leaders au pouvoir (Lula, Kirchner, Correa, dans la présente décennie), etc. La déstabilisation avait commencé dès le « 21F », en 2016, et franchi un cran supplémentaire avec les coupures d'eau de 2016-2017, puis les incendies de la Chiquitania en juin-juillet 2019, après le vote du décret suprême 3973, du 10 juillet 2019, autorisant les fumigations dans les régions orientales pour étendre les zones agraires⁷⁸⁹ - décret que les élus d'opposition avaient eux-mêmes ratifié avant de le dénoncer publiquement en instrumentalisant la cause

Cárdenas (1993-1997), Rubén Costas (gouverneur de la région de Santa Cruz), Luis Revilla (maire de La Paz), Samuel Doria Medina (Frente de Unidad Nacional). Ils dénoncent la persécution politique qu'aurait exercée le MAS au pouvoir et l'illégalité d'une nouvelle candidature : « Líderes opositores de Bolivia se unen para denunciar la persecución de Morales », *Agencia EFE*, 12.4.2017, <https://www.efe.com/efe/america/politica/lideres-opositores-de-bolivia-se-unen-para-denunciar-la-persecucion-morales/20000035-3236589>.

⁷⁸⁷ Voir *supra* Interventions, Livres II et III, p. XXX.

⁷⁸⁸ Voir Walter Medina, « Del golpe blando al “lawfare” », *Nueva Tribuna*, 25.8.2018, <https://www.nuevatribuna.es/opinion/walter-c-medina/america-latina-golpe-blando-lawfare/20180825095153155091.html>.

⁷⁸⁹ Voir la lettre ouverte d'Amnesty international du 9.11.2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/09/bolivia-gobierno-debe-investigar-causas-incendios-forestales>.

écologique. Comme lors de toutes les élections depuis la convocation de l'Assemblée constituante en 2006, une campagne est menée par les diverses forces d'opposition sur la « fraude annoncée ». Mais, cette fois, elle est d'autant plus efficace qu'Evo Morales n'a plus un matelas confortable de 60 % des voix, qu'il a perdu trois ans auparavant le référendum qui l'aurait autorisé à se représenter et que sa volonté de rester au pouvoir apparaît désormais dans les médias dominants comme une véritable « faute morale » : qui peut croire en la probité de celui qui n'a pas respecté la voix du peuple, même si ce vote a été entaché d'une campagne diffamatoire⁷⁹⁰ ? Bien évidemment, la caution démocratique est mobilisée, et le Conade est propulsé sur le devant de la scène pour dénoncer la répression féroce du gouvernement - il n'y a pourtant, à ce moment-là, aucun mort.

Au bout d'un peu plus d'une semaine, le scénario du *golpe blando* se trouve pourtant bouleversé par les *coups d'éclat* du président du Comité civique de Santa Cruz, Fernando Camacho, qui, après une série de *cabildos* (« rassemblements publics »), pose un ultimatum à Evo Morales en lui donnant deux jours pour remettre sa démission⁷⁹¹. La droite crucénienne a appris de son coup d'État manqué de 2008 : jamais Camacho, assisté de ses avocats (et s'étant assuré de portes de sortie auprès de l'ambassade d'Argentine ou du gouvernement étatsunien, dont il avait rencontré des représentants quelques jours avant), ne s'aventurera sur le terrain de la sédition. Bien plus, sa stratégie consistera à se poser en garant de l'unité nationale contre un gouvernement factieux : il ne reste pas à Santa Cruz, mais se rend à La Paz dans une logique d'affrontement symbolique ; il obtient surtout le soutien du président du Comité civique de la région occidentale de Potosí, Marco Pumari, ancien militant du MAS, en conflit avec le gouvernement sur la question des *royalties* du lithium et

⁷⁹⁰ Sur l'impact du « cas Zapata », voir les analyses précises de M. Lemoine, « La longue campagne... », art. cit.

⁷⁹¹ Pour un récapitulatif des actions menées par le Comité civique de Santa Cruz depuis 2017 : <https://www.comiteprosantacruz.org.bo/hitos-historicos-de-la-recuperacion-de-la-democracia>.

désormais caution « indigène » de la mobilisation pour contrer l'image raciste à laquelle Camacho est associé.

Carlos Mesa, dont la stratégie politique de mobilisation avait jusque-là pour but d'exiger un second tour qu'il avait bon espoir de remporter grâce à la logique du « Tout sauf Evo, tous contre Evo », se trouve alors débordé par une stratégie d'autant plus radicale qu'elle ne se réclame plus de la seule démocratie mais de la Bible, qui doit revenir « au palais ». On apprendra ensuite, de l'aveu même de Camacho, que d'importantes ressources économiques - celles de son père, l'un des entrepreneurs les plus influents du pays - sont mobilisées pour négocier avec les forces de police et l'armée. Les premières se confineront dès le 7 novembre, les secondes suggéreront, par l'entremise de leur commandant, le général Kaliman, à Evo de démissionner le 10 novembre. L'oligarchie orientale⁷⁹² a pris la main, et le monde entrepreneurial bolivien, pourtant peu enclin à soutenir le blocage du pays tant il avait bénéficié des années Morales, doit suivre tant bien que mal les vieilles familles, qui trouvent dans la mobilisation des *pititas* plus qu'un prétexte - une véritable cause, universelle - pour restaurer leur pouvoir sur le pays en profitant des attentes déçues d'une partie de la population (voir encadré « Le mythe du "socialisme communautaire" et ses effets sociaux », p. \$\$\$). Le 10 novembre, Camacho et Pumari pénétreront, la Bible à la main, dans le palais présidentiel, avant de s'afficher deux jours plus tard au balcon de l'édifice aux côtés de la présidente intérimaire, qui brandira elle-même son exemplaire relié du texte sacré. Entre-temps, des policiers auront brûlé la *wiphala*, symbole des peuples indigènes et de l'État plurinational, qui figurait sur leur uniforme.

Le mythe du « socialisme communautaire » et ses effets sociaux

⁷⁹² Voir Maëlle Mariette, « En Bolivie, sur la route avec l'élite de Santa Cruz », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020, p. 4-5, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/07/MARIETTE/61942>.

Si la première mesure du gouvernement intérimaire est de rompre les relations diplomatiques avec Cuba et le Venezuela, c'est assurément pour satisfaire un électorat mobilisé contre toute ingérence étrangère - mais cette fois, signe des temps, il ne s'agit pas des États-Unis. Comme l'expliquent Pablo Stefanoni et Fernando Molina, il ne faut pas prendre au pied de la lettre « les éléments de rhétorique socialisantes du MAS (comme le font ses adversaires les plus acharnés, qui se vantent aujourd'hui d'avoir mis fin à une "dictature communiste" dont il n'y pas eu la moindre trace en Bolivie) : l'économie marchande a en fait connu sous Morales une expansion sans précédent, marquée par le boom de la consommation des secteurs populaires et des classes moyennes, le développement des services financiers, la multiplication des restaurants chics et la prolifération des véhicules de luxe dans les rues de La Paz. En réalité, outre la prudence budgétaire [...] qui a permis à Evo Morales d'associer une forte réduction de la pauvreté à une croissance soutenue et un faible niveau d'inflation et d'endettement, soit des résultats diamétralement opposés à ceux de son allié vénézuélien, la "evonomics" se caractérisait par une combinaison de fort contrôle étatique dans les secteurs "stratégiques" tels que ceux du gaz et de l'électricité, d'alliance avec les poids lourds du privé à la tête des grandes (agro-)industries nationales, du commerce à grande échelle et des finances, et de "coexistence pacifique" avec la masse des petites entreprises artisanales et commerciales, lesquelles emploient plus de 60 % des travailleurs mais ne respectent guère la législation du travail et les normes fiscales. Or, tandis qu'existait de fait un pacte de non-agression politique et de complémentarité tactique entre le *proceso de cambio* et la grande bourgeoisie ou les couches supérieures (dont les intérêts n'ont jamais été sérieusement remis en cause), la dynamique d'intervention sectorielle de l'État massiste l'a souvent amené à ignorer les petites et moyennes entreprises gérées par les membres de la classe moyenne traditionnelle, voire à entrer en conflit avec elles⁷⁹³ ». Cela ne veut pas dire que les politiques publiques

⁷⁹³ Pablo Stefanoni, Fernando Molina, « Comment Evo est tombé », *Mediapart*, 14.11.2019, <https://blogs.mediapart.fr/pablo-stefanoni/blog/141119/bolivie-comment-evo-est-tombe>.

(développement des infrastructures, mesures sociales, etc.) n'aient pas amélioré les conditions de vie des secteurs populaires. Mais, alors que le capitalisme populaire, indigène et familial du secteur informel prospérait à l'ombre de l'État⁷⁹⁴, les secteurs entrepreneuriaux non corporatifs blancs et métis - ceux-là mêmes qui mènent les blocages du mouvement des *pititas* - ont le sentiment d'être délaissés et de devoir défendre leurs initiatives et leurs propriétés privées contre le « socialisme communautaire » qui exploiterait leur travail au profit du seul monde rural et indigène.

L'éclatement de la coalition gouvernementale

Pour ne pas tomber dans une vision « complotiste » des événements qui discréditerait toute interprétation des modes de coordination effectivement employés, il faut voir que la stratégie développée par le parti au pouvoir tout au long de ces semaines a largement contribué à sa propre chute. Sans doute faut-il aussi sortir d'une version trop personnalisante de la politique bolivienne et remarquer que, depuis la réélection précédente, les antagonismes au sein du champ du pouvoir s'étaient durcis, avec d'un côté une ligne dure basée sur la confrontation ou sur l'appel à descendre dans la rue, tenue par le Premier ministre Juan Quintana, et de l'autre une ligne plus conciliante, visant la reconquête de l'électorat urbain, autour d'Álvaro García Linera, le vice-président, et de certains nouveaux ministres qu'il avait soutenus (notamment Manuel Canelas, à la Communication). L'arrivée du leader de l'ultra-droite Camacho à l'aéroport d'El Alto, les 4 et 5 novembre, illustre cette oscillation : il est d'abord refoulé des manifestants du MAS puis, le lendemain, escorté par la police jusqu'à un hôtel du centre-ville, ce qui rend illisible la stratégie gouvernementale et confère au séditieux la légitimité politique qui lui manquait encore - il est passé de Santa Cruz aux régions occidentales.

Les erreurs sont nombreuses. Arrogance et refus du dialogue tout d'abord : Evo Morales, sans

⁷⁹⁴ Voir J.-M. Arbona *et al.*, *El proceso de cambio popular...*, *op. cit.*

attendre les résultats officiels, commence par proclamer sa victoire en se plaçant sur le terrain de la dénonciation du racisme (on n'aurait pas pris en compte le vote rural indigène) et en refusant toute éventualité de second tour. Cinq jours après le premier tour du scrutin, l'accélération de la procédure pour annoncer les résultats officiels conduit à éliminer plusieurs communautés où un autre vote eût été nécessaire et à faire ainsi fi de la règle électorale. Le peu de crédit accordé à la mobilisation qui s'ensuit, dont Evo se rit ouvertement (il peut leur donner « des cours de *bloqueos* », plaisante-t-il lors d'une réunion à Cochabamba quelques jours après le scrutin), explique sans doute les fluctuations tactiques de la première semaine - comme si le gouvernement avait du mal à croire que, après autant de succès électoraux, un échec soit non seulement possible, mais porté par une opposition mobilisée. Au lieu d'envoyer les forces de l'ordre débloquent les rues, le gouvernement fait appel aux organisations sociales pour déloger les manifestants : des affrontements ont lieu dans la zone sud de La Paz (à partir de la rue 29 à Achumani), en centre-ville autour du tribunal électoral ou de la place Murillo (devant le palais présidentiel), et dans certaines grandes villes comme Cochabamba ou Santa Cruz. Bien que, dans ces derniers cas, des milices civiques, souvent armées, se soient attaquées à tout ce qui peut s'apparenter à un militant du MAS ou un Indien, la responsabilité des troubles est invariablement attribuée au gouvernement. Mais il faut aller au-delà encore du *traitement différent* de l'information en fonction des camps en présence pour rendre compte de la diversité de l'*impact* des mobilisations.

Le facteur explicatif principal de ce point de vue est l'éclatement de la coalition gouvernementale, à savoir du MAS comme « gouvernement des mouvements sociaux ». Si la classe politique a été profondément renouvelée par l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, en 2006 (avec une diversité ethnique et un taux de féminisation inédits pour le pays⁷⁹⁵), elle n'a pas pour autant changé ses pratiques : on peut citer ici la

⁷⁹⁵ Voir L. A. García Orellana, F. L. García Yapur, *Mutaciones...*, *op. cit.*

difficulté à promulguer une gestion politique plus transparente (en dépit d'une loi sur la corruption⁷⁹⁶) ; la monopolisation de la quasi-totalité des positions de pouvoir par le MAS (avec la logique de la *pega*) ; les pratiques verticales de transmission de consignes venues « d'en haut », qui incitent à parler de « l'hégémonie du parti » ; le contrôle direct des organisations sociales, dont les dirigeants sont remplacés en cas de désaccord (par exemple le Conamaq, l'organisation indigène des terres de l'Altiplano, au cours des années 2010). Autant de facteurs qui entretiennent les pratiques clientélistes (qui ne datent pas du MAS, mais son arrivée au pouvoir reposait sur le projet de transformer la politique nationale), et surtout la logique des groupes d'intérêt corporatistes, vecteur de conflictualité dans la relation entre organisations sociales et puissance publique⁷⁹⁷. Et, de fait, depuis 2011, les conflits ne manquent pas : en premier lieu, celui du Tipnis, qui coupe le gouvernement des organisations indigènes ; ensuite, les querelles relatives aux quantités de coca autorisées, qui éloignent les syndicats de *cocaleros* des Yungas⁷⁹⁸, lesquels accusent le gouvernement de favoriser ceux du Chapare, dont Evo Morales est encore président ; les affrontements meurtriers dans les régions minières lorsque l'État tente de réguler le secteur, et perd ainsi le soutien des coopérativistes de la région minière de Potosí, dont le ralliement au mouvement contre Evo pèsera lourd en novembre 2019 ; sans oublier, dans cette liste loin d'être exhaustive, les luttes d'influence sur l'Altiplano, en particulier lorsque le gouvernement tente de mettre fin aux agissements de certains leaders convaincus de détournements de fonds. Cela lui aliène une partie des secteurs

⁷⁹⁶ *Ley 004 de Lucha contra la Corrupción, Enriquecimiento ilícito e Investigación de Fortunas*, 31.3.2010.

⁷⁹⁷ Voir Luis Tapia, Marxa Chávez, *Producción y reproducción de desigualdades. Organización social y poder político*, La Paz, Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario, 2020.

⁷⁹⁸ Voir Marion Bouchaud, « Rôles et transformations des organisations sociales dans la Bolivie d'Evo Morales : le cas des organisations de *cocaleros* », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, 7.6.2013 [consulté le 10.3.2021], <https://nuevomundo.revues.org/65445>.

radicaux (les *ponchos rojos*⁷⁹⁹), dont certains représentants (auto-proclamés) s'afficheront, lors des dernières journées, aux côtés des leaders de la contestation. Ce fractionnement des organisations sociales, notamment à l'échelon régional, contribue à rendre inaudibles lors des derniers jours les appels à la mobilisation nationale des syndicats *campesinos*, pourtant acquis à la cause gouvernementale.

Tous ces conflits ne sont pas imputables à des « dérives » du MAS, et l'on pourrait discuter pour chaque cas ce qui incombe à des « erreurs de gestion » et ce qui relève des appétits hors de contrôle des organisations sociales concernées. Le résultat est là cependant : quand Evo Morales convoque ses soutiens pour une épreuve de force « dans la rue », la mobilisation peine à se concrétiser - l'opposition exploitera ainsi, afin de poursuivre son entreprise de décrédibilisation-déstabilisation, les images de « faux mineurs » avec des casques en plastique venus défiler dans les rues de La Paz.

Mais, indépendamment du « deux poids deux mesures » du traitement médiatique de la crise, il faut considérer combien la perte de crédibilité s'enracine, localement, dans les luttes de pouvoir. Claude Le Guill a bien montré que le traitement médiatique de la crise s'est focalisé sur les villes et que la prise en compte du monde rural (bastion historique du MAS mais dont certaines organisations sociales sont instrumentalisées par la droite pour sortir de son image « blanche ») permet de comprendre l'effritement des soutiens à Evo Morales⁸⁰⁰. Les luttes locales pour l'investiture du MAS ou pour la responsabilité à l'échelon régional ont ainsi eu pour effet la constitution de coalitions improbables entre les laissés-pour-compte du pouvoir local et les partis d'opposition (des candidats déçus rejoignent ainsi des partis opposés au MAS, sans forcément en

⁷⁹⁹ Voir María Soledad Quiroga *et al.*, *Hilando el conflicto. Treinta meses de conflictividad social en Bolivia (2017-2019)*, La Paz, Fundación Unir, 2017, p. 107-112 (« Conflicto Achacachi »).

⁸⁰⁰ Voir Claude Le Guill, « La crise politique bolivienne vue “depuis le bas” », *Lundi matin*, 218, 25.11.2019, <https://lundi.am/La-crise-politique-bolivienne-vue-depuis-le-bas>.

épouser les idées). En quête d'un maximum de soutiens, Evo Morales contacte lors des derniers jours les organisations susceptibles de l'appuyer, dans un tweet révélateur des pratiques politiques en vigueur : « Nous sommes reconnaissants pour le soutien ferme et militant au #ProcesoDeCambio exprimé par les frères des coopératives minières et ayllus du nord de Potosí. Nous avons accepté de travailler à la construction de barrages et d'usines de traitement de l'eau à Copajira pour protéger l'environnement. »⁸⁰¹

Les organisations sociales ne répondent pourtant pas immédiatement à l'appel, et il faut attendre l'investiture de la présidente intérimaire, bardée de la Bible, pour qu'une marche s'organise afin de « défendre la *wiphala* » brûlée devant le palais. Comme lors de chaque insurrection depuis la proclamation de la République, la peur du « péril indigène⁸⁰² » est depuis quelques jours savamment entretenue par les médias, avec notamment la diffusion des images d'un défilé aux allures militaires dans El Alto, aux cris de « ¡Ahora sí, guerra civil! ». Pourtant, « si la rhétorique guerrière a été largement instrumentalisée - tant par Evo Morales pour montrer la combativité de ses bases que par l'opposition et la presse pour témoigner de la violence de ces "hordes sauvages" - , il est frappant de voir que les campagnes du Nord Potosí étaient finalement relativement calmes⁸⁰³ ». Au moins jusqu'à ce que la mutinerie policière du 7 novembre et la visibilité croissante de l'extrême droite, accusée d'avoir fait chuter Evo⁸⁰⁴, ravivent, pour un temps, les dynamiques communautaires, sans pour autant colmater les brèches ouvertes les années précédentes entre les

⁸⁰¹ Cité par C. Le Gouill, *ibid.*

⁸⁰² « El "peligro indio" », traduction parue en 1998 dans l'article « La peur blanche » du bulletin de l'IFEA, <https://www.redalyc.org/pdf/126/12627204.pdf>. Les conservateurs parlaient alors des « hordas amenazantes » ou « hordas salvajes » qui agissent « por impulso » (« au comportement irrationnel »), et périodiquement la menace d'une « guerre des races » est agitée pour maintenir un consensus intra-élites.

⁸⁰³ C. Le Gouill, « La crise politique... », art. cit.

⁸⁰⁴ Voir Marie-Esther Lacuisse, « Evo Morales a-t-il été renversé par l'extrême droite ? » *The Conversation*, 19.11.2019, <https://theconversation.com/evo-morales-a-t-il-ete-renverse-par-lextrême-droite-en-bolivie-127254>.

organisations. « Le pacte d'unité entre organisations sociales qui avait favorisé l'ascension d'Evo Morales et l'instauration d'un État plurinational a volé en éclats, le "gouvernement des mouvements sociaux" promis par l'ancien président ayant renforcé les luttes corporatistes de chaque secteur. C'est cette unité que les organisations sociales ont souhaité d'abord reconstituer au niveau local. Ce retour au local et aux formes communautaires de mobilisation (*cabildos*, *bloqueos*) révèle aussi les distances qui se sont créées entre la verticalité accrue du MAS et les organisations de base, une distance qui peut expliquer les difficultés des leaders nationaux à mobiliser massivement les campagnes, comme elles l'ont tenté au début du conflit⁸⁰⁵. »

Finalement, c'est la stratégie même d'Evo Morales consistant à mobiliser les campagnes contre les villes qui est en cause, selon C. Le Guill : « Le développement du pays, la construction de centaines de kilomètres de route, mais aussi l'échec de l'aide à l'agriculture paysanne traditionnelle, ont renforcé les connexions (déjà nombreuses) entre les campagnes et les villes. Aujourd'hui plus qu'avant, on ne vit plus dans les communautés uniquement de la production agricole, on est aussi maçon ou chauffeur à la ville, mineur dans les coopératives. [...] Alors qu'il y a quelques années les habitants réinventaient la démocratie locale en y introduisant des "us et coutumes" indiennes, l'objectif principal est aujourd'hui d'être reconnu comme une "aire urbaine" afin de mieux réglementer la propriété foncière et d'obtenir des crédits pour améliorer les habitations. [...] L'un des paradoxes d'Evo Morales est d'avoir romantisé une indianité qu'il a lui-même dissoute par ses actions. Elle restera sans doute vivace, mais plus avec les mêmes aspirations ni les mêmes représentations. Une indianité en tout cas plus aussi prête que par le passé à affronter les "frères" des villes⁸⁰⁶. » Cette stratégie d'affrontement débouche, dès lors que le rapport des forces dans les rues semble échapper au parti

⁸⁰⁵ C. Le Guill, « La crise politique... », art. cit.

⁸⁰⁶ C. Le Guill, « La crise politique... », art. cit.

de gouvernement, sur une sorte de coup de la dernière chance : une *stratégie du vide*, consistant à créer un vide institutionnel afin d'être rappelé pour rétablir l'ordre.

L'impact de cette ligne gouvernementale est significatif : si ce sont bien les policiers qui se mutinent et l'armée qui refuse d'intervenir, le chaos qui en résulte est inévitablement attribué au gouvernement et à ses partisans. Ainsi les médias relaient-ils amplement, du 9 au 11 novembre, les incidents liés aux marches des *comunarios* entourant la zone sud de La Paz mais ne se demandent pas une seconde si l'incendie du dépôt de bus municipaux (le dimanche 10 au soir) est le fait de partisans du MAS ou d'organisations de chauffeurs profitant de l'aubaine pour éliminer une concurrence qu'ils combattaient depuis plusieurs mois. Quoi qu'il en soit, la stratégie du vide se retourne contre le gouvernement, et plusieurs éléments vont achever de la mettre en échec : le refus, afin d'éviter un bain de sang, de la Centrale ouvrière bolivienne, alliée du MAS de longue date, d'affronter les mineurs de Potosí en marche vers La Paz ; la mutinerie des policiers, à partir du 7 novembre (on apprendra par la suite que ce retrait a été monnayé par le père de Fernando Camacho) ; la déclaration de non-intervention des militaires, le 9 novembre, avec le commandement général, pourtant choisi et choyé par Evo Morales, qui lui conseille de démissionner : loin d'être neutre, l'armée assume alors un véritable, et décisif, protagonisme politique⁸⁰⁷ ; et enfin, la propre stratégie de l'opposition, qui va savoir se coordonner pour exploiter ce vide.

Des opportunités politiques saisies au vol

Les derniers jours sont un enchaînement d'intimidations et de rencontres cachées, que seule une autre arrogance, celle des « vainqueurs », permet de reconstruire *a posteriori*. Les rencontres entre les représentants de Mesa, de Camacho, de

⁸⁰⁷ Sur le rôle plus général de l'armée, voir Naunihal Singh, *Seizing Power: The Strategic Logic of Military Coups*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014 ; voir aussi Maurice Lemoine, « Les petits télégraphistes du coup d'État qui n'existe pas », *Investig'ation*, 12.2.2020, <https://www.investigaction.net/fr/les-petits-telegraphistes-du-coup-detat-qui-nexiste-pas>.

l'Église et de la Conade sont déjà bien documentées⁸⁰⁸. Mais c'est surtout le rôle de l'ex-vice-président, puis président par intérim Jorge « Tuto » Quiroga, bardé de ses avocats, Luis Vásquez Villamor et Giovanna Jordán, qui est dévoilé pas même une semaine après la démission d'Evo Morales⁸⁰⁹. Avec, tout d'abord, le recours à une sentence constitutionnelle datant de 2001, lorsque Tuto Quiroga, devenu président à la mort d'Hugo Banzer, pouvait sortir du pays en laissant la fonction par intérim au président ou à la présidente du Sénat. Le règlement du Sénat ensuite, qui autorise une démission de son président (sans nécessiter l'aval des assemblées. Et c'est là que ce qui est encore l'opposition saisit au vol une occasion inespérée : la stratégie du vide menée par le gouvernement, destinée à provoquer le rappel d'Evo, seul capable de rétablir l'ordre, qui a pour effet d'inciter les représentants du MAS au sommet de l'État à céder leurs fonctions - Adriana Salvatierra renonce à son poste de présidente du Sénat le 10 novembre. Et, quand ce n'est pas volontaire, la violence est de mise : Víctor Borda, président de l'Assemblée et numéro deux dans la hiérarchie des fonctions, doit à son tour renoncer après l'incendie de sa maison d'Oruro et les sévices publics infligés à son frère dans la ville par des manifestants. La liste serait longue des exactions commises, en toute impunité juridique et médiatique, alors qu'inversement l'incendie de la maison de Waldo Albarracín, recteur de l'université de La Paz (Umsa*) et président du Conade, est monté en épingle sur le plan national et international comme une preuve de la « sauvagerie » des militants du MAS⁸¹⁰. De même, les mobilisations des communautés autour de La Paz sont stigmatisées comme des actes d'une brutalité inouïe, alors que l'armée tarde à intervenir pour ramener l'ordre

⁸⁰⁸ Voir par exemple un résumé sur : <https://www.kandire.bo/43500-Cita-con-delegados-de-Camacho-Mesa-y-Conade-decidio-la-presidencia-de-Anez.html>.

⁸⁰⁹ Voir Mery Vaca, « La historia no contada de la salida de Evo Morales y la sucesion de Añez », 17.11.2019, <https://www.paginasiete.bo/nacional/2019/11/17/la-historia-no-contada-de-la-salida-de-evo-morales-la-sucesion-de-anez-237603.html>.

⁸¹⁰ Voir <https://www.paginasiete.bo/sociedad/2019/12/2/duenos-de-casas-quemadas-viven-con-el-dolor-de-lo-ocurrido-esperando-justicia-239141.html>.

dans les rues, où les *pititas* descendent cette fois, la peur au ventre et le racisme en étendard, comme on l'a vu à Koani ou à Bella Vista, pour protéger leurs maisons et leurs propriétés.

Ces « démissions » assurées, la voie est libre pour Jeanine Áñez, vice-présidente du Sénat et élue d'un parti implanté dans l'Oriente du pays, Unidad Democrática, qui a obtenu moins de 5 % des voix à la présidentielle : le mardi 12 novembre, en l'absence de tout quorum législatif - nombre d'élus du MAS étant empêchés de rejoindre la place Murillo, sur laquelle donnent les parlements -, elle est nommée présidente par intérim. À côté des principaux leaders de l'opposition et surtout des hauts gradés de l'armée (celle-ci est sortie de son apparence de « neutralité » et de son attitude proclamée de « non-intervention » contre le « peuple bolivien »), elle brandira la Bible au balcon du palais présidentiel. Quelques jours après, les militaires reçoivent, par un décret présidentiel, la garantie qu'ils seront exempts de toute responsabilité pénale dans la répression des manifestations de protestation à Sacaba, près de Cochabamba, et à Senkata, à El Alto. Leur intervention, très brutale, causera une trentaine de morts⁸¹¹. Le silence de ceux qui, quelques jours avant, se proclamaient « défenseurs de la démocratie » et fustigeaient l'idée même que la destitution de Morales puisse être envisagée comme un coup d'État, est alors assourdissant⁸¹². C'est le silence complice d'une contre-révolution qui a reconquis, par la ruse et la force, les sommets d'un État dont elle n'a jamais supporté qu'il soit entre les mains d'un « *indio de mierda* ».

Conclusion : comment rendre un tel dénouement acceptable

La convergence des facteurs permettant d'expliquer la démission forcée d'Evo Morales - des *coups*

⁸¹¹ Voir le démontage des constructions médiatiques par Fernando Molina : « Hegemonía instantánea: la prensa en la crisis boliviana, *Mal Salvaje*, 2.12.2019, <https://malsalvaje.com/2019/12/02/hegemonia-instantanea-la-prensa-en-la-crisis-boliviana>.

⁸¹² Voir Rafael Bautista, « La academia jailona se “indigna” por llamar golpe al golpe », *America latina en movimiento*, 21.11.2019, <https://www.alainet.org/es/articulo/203418>.

d'éclat à l'éclatement de l'État - et sa rapidité ne fait pas qu'invalider les interprétations unilatérales des événements d'octobre et novembre 2019 (« récupération de la démocratie » contre « coup d'État »). Elle conduit à réviser l'usage de certaines catégories qui, utilisées souvent de façon un peu rapide pour établir l'interprétation politique du présent, conduisent à oublier que la vérité du monde social est un enjeu de luttes, qui sont exacerbées lors d'une crise politique. Si l'idée d'une « récupération de la démocratie » a été nettement invalidée par les actions - et les exactions - du gouvernement intérimaire (massacres, persécutions judiciaires, non-respect réitéré de la Constitution, corruption, détournement de fonds, etc.), il n'est pas sûr pour autant que l'expression « coup d'État » puisse facilement s'employer pour décrire ces événements. Certes, Erica De Bruin affirme que la plupart des coups, hors putschs militaires, se font sans effusion de sang et que la violence est susceptible d'advenir dès lors que la transition institutionnelle est accomplie⁸¹³, mais la notion de coup d'État ne se définit pas seulement par le devenir *a posteriori* de la rupture institutionnelle provoquée⁸¹⁴. Il faut encore pouvoir attester sinon d'une préméditation, du moins d'une coordination bien antérieure au « moment critique » - et, sur ce point, si la convergence de l'opposition s'est bien manifestée quelques années avant les élections, notamment à partir du « 21F », il ne semble pas que le scénario de la démission forcée d'Evo Morales ait été anticipé par ses opposants les plus féroces - les dénonciations anticipées de la fraude étaient plutôt pensées dans le cadre d'une alternance électorale favorisée par la déstabilisation, avec le modèle des changements de régime provoqués en Europe de l'Est et déjà exportés en Amérique du

⁸¹³ Voir Erica De Bruin, « Coups, protests, and violence: What to expect in Bolivia », *Political Violence@ A Glance*, 25.11.2019, <https://politicalviolenceatagance.org/2019/11/25/coups-protests-and-violence-what-to-expect-in-bolivia> ; voir aussi de la même autrice : *How to Prevent Coups d'État*, Ithaca, Cornell University Press, 2020.

⁸¹⁴ Pas plus que le soutien plus ou moins important d'une partie de la population au « coup », comme au Chili en 1973, ne suffit à lui enlever son caractère violent.

Sud⁸¹⁵. Le point de départ des mobilisations s'enracine dans la revendication d'un second tour, et ce n'est qu'après la première semaine que les éléments pouvant accréditer la thèse d'un *golpe blando* se trouvent invalidés par l'irruption d'un leader d'extrême droite (Camacho⁸¹⁶) porteur d'une radicalité conservatrice (au nom de la foi) que le mouvement ne revendiquait pas jusqu'alors.

Dans *Le 18 Brumaire*, Marx avertissait déjà de la nécessité d'éviter tout « césarisme » pour interpréter une séquence contre-révolutionnaire : « Victor Hugo se borne à des invectives amères et spirituelles contre le responsable en chef du coup d'État. Sous sa plume, l'événement lui-même apparaît tel un éclair dans un ciel serein. Il n'y décèle que l'action violente d'un seul individu. Il ne s'aperçoit pas qu'il grandit cet individu au lieu de le rapetisser, en lui attribuant un pouvoir d'initiative personnel qui n'a pas son pareil dans l'histoire universelle. Proudhon, pour sa part, cherche à représenter le coup d'État comme le résultat d'une évolution historique antécédente. Toutefois, sa construction historique du coup d'État se change subrepticement en une apologie historique du héros de l'événement⁸¹⁷. » J'espère avoir souligné ici certaines « des circonstances et des conditions qui ont permis à un médiocre et grotesque personnage de jouer le rôle de héros⁸¹⁸ », et surtout comment la mise en relation de l'ensemble des facteurs désignés par chacune des thèses relatives à la démission forcée d'Evo Morales permet d'expliquer la façon dont un tel dénouement a été rendu aussi facilement acceptable par une grande majorité de ses acteurs et des observateurs, nationaux ou internationaux. Dans un

⁸¹⁵ Voir Ana Otašević, « Changements de régime clés en main », *Le Monde diplomatique*, 12.2019, p. 17-18, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/12/OTASEVIC/61096>.

⁸¹⁶ Sur le détail de la trajectoire de F. Camacho, voir : <https://thegrayzone.com/2019/11/11/bolivia-coup-fascist-foreign-support-fernando-camacho> ; et aussi María Galindo, « Bolivia : La noche de los cristales rotos », 11.11.2019, <https://www.lavaca.org/notas/bolivia-la-noche-de-los-cristales-rotos-por-maria-galindo>.

⁸¹⁷ Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, in *Œuvres IV. Politique*, Paris, Gallimard, 1994 [1852], p. 434.

⁸¹⁸ *Ibid.*

pays dont l'histoire a pourtant été marquée par les dictatures militaires et la répression des conflits sociaux, le soulagement général lorsque l'armée intervient, au lendemain de la chute du gouvernement, apparaît ainsi comme *la véritable démission politique*, qui permet l'instauration d'un régime autoritaire, tel un « assaut soudain, une attaque par surprise de l'ancienne société », afin d'éviter « le retour du spectre⁸¹⁹ » des révolutions.

⁸¹⁹ *Ibid.*, p. 439-441.

FINALE – FRAGMENTS D'UNE RÉVOLUTION. ESSAI DE SOCIOLOGIE RÉFLEXIVE

« Il ne faut pas jouer avec le sens du mot *révolution* »
Paul Nizan, « Littératures révolutionnaires », 1932

« Le monde n'est qu'une branloire pérenne. Toutes choses y branlent sans cesse : la terre, les rochers du Caucase, les pyramides d'Égypte, et du branle public et du leur. La constance même n'est autre chose qu'un branle plus languissant. »
Montaigne, *Essais*, III, 2, 1588

« S'il est, en effet, une expérience intime dont vingt années vouées à l'étude des mythes [...] ont pénétré celui qui écrit ces lignes, elle réside en ceci que la consistance du moi, souci majeur de toute la philosophie occidentale, ne résiste pas à son application continue au même objet qui l'envahit tout entier et l'imprègne du sentiment vécu de son irréalité. »
Claude Lévi-Strauss, finale de *L'Homme nu*, 1971

même caractères que le texte principal

Temporalités

Au long de ces pages, le « je » utilisé pour retracer une vingtaine d'années d'un itinéraire politique et scientifique exprime assurément la volonté de lier dans un même récit les différentes perspectives de recherche – sur les inégalités, les périphéries urbaines, les politiques hydriques, les coopératives, les formes d'auto-organisation, les conflits environnementaux, les modes de gouvernement, etc. ; il traduit aussi un souci de réflexivité face aux difficultés de l'entreprise complexe consistant à étudier, dans un pays étranger, des séquences historiques au moment même où elles se déroulent, au moment où, bouleversant l'ordre existant, elles ne laissent à l'observateur, embarqué un peu par hasard dans l'aventure, d'autre choix que de « s'y coller » – *hic Rhodus, hic salta*. Mais l'usage de la première personne répond surtout à la volonté de restituer, autant que faire se peut, le vécu de l'expérience collective généralement désignée sous le nom de « révolution », que les enquêtes n'appréhendent que d'une façon imparfaite, trop codifiée, trop fragmentée.

Ce vécu est évidemment perceptible dans l'émotion de l'événement : la fascination romantique qu'exercent les insurrections et les blocages de routes sur l'Altiplano, l'enthousiasme de la cérémonie d'intronisation du nouveau « président indigène », le triomphe à la promulgation de la nouvelle Constitution, le dépit face aux conflits récurrents, à la destitution forcée du président, etc. –, mais il ne s'y réduit pas. Je pourrais évoquer, au cours de ces années durant lesquelles le MAS* a conservé légalement le pouvoir, les multiples affects, doutes et déceptions éprouvés face à des scandales, des déclarations malvenues ou des décisions arbitraires. Il y eut aussi des épisodes traumatisants : après la destitution d'Evo Morales, parti en novembre 2019 se réfugier au Mexique, j'ai encore l'image des nombreuses manifestations organisées jusque dans des endroits les plus reculés de l'Altiplano pour défendre non pas l'ex-président, mais la *wiphala*, dénigrée par le nouveau gouvernement *de facto* et ses soutiens : des policiers avaient arraché de leurs uniformes, en public, ce symbole des peuples originaires. Les spectres de l'Altiplano n'avaient pas tardé à se réveiller. Et l'on voyait ces mêmes policiers, barricadés devant le palais présidentiel, implorer l'intervention des forces armées. Ils suppliaient qu'on les protège de l'arrivée imminente de « hordes d'Indiens » dont des vidéos montraient alors, sur les réseaux sociaux, les marches, aux cris de « *iAhora sí, guerra civil!* », qualifiées de « revanchardes » à El Alto. D'invasion sauvage, on ne verrait pourtant pas trace ces jours-là, mais la menace de l'encerclement de La Paz ne cesse de hanter les mémoires depuis la promesse, il y a plus de deux siècles, de Túpac

Katari : « *Volveré y seré millones*⁸²⁰. » Je pourrais enfin rappeler l'anxiété provoquée par les heures interminables à attendre les résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2020, la crainte d'un autre coup d'État à la vue de l'incrédulité de commentateurs politiques incapables de se résoudre à livrer les estimations des sondages *en boca de urna* (« à la sortie des urnes ») et à accepter, après un an de répression et de restauration conservatrice, la victoire électorale du MAS, de nouveau au premier tour, mais sans son leader historique – on n'en finit pas si facilement avec une « révolution », malgré le reflux annoncé des « gouvernements progressistes » sur le continent.

Si, comme le disait Daniel Guérin, « en matière de luttes sociales, l'odeur de la poudre met des siècles à se dissiper⁸²¹ », il faut reconnaître que la recherche sociologique n'en a jamais tout à fait fini avec l'exploration des processus révolutionnaires. Plus encore dans une révolution en train de se faire : loin d'être inachevé⁸²², le « processus de changement » suit son cours, après une interruption de presque une année, de la destitution d'Evo Morales, en novembre 2019, à l'élection de Luis Arce, en octobre 2020. Peut-être est-ce là une autre justification du choix de cette approche fondée sur la notion de fragments, qui relève moins d'une fausse modestie un peu chic que de la conscience des limites de la connaissance apportée par les enquêtes sociologiques face à la longévité d'un tel processus et à la multiplicité des dimensions qu'il recouvre. En ce sens, l'approche développée ici, dans le prolongement d'une « sociologie réflexive », s'inscrit à contre-courant de certaines recherches menées sur les Amériques et les révolutions dans les Amériques. On sait depuis Trotski que « l'adhésion des intellectuels⁸²³ » fait partie intégrante d'une véritable situation révolutionnaire, et ce livre ne perd pas de vue les conditions de la production intellectuelle sur la Bolivie, sorte de « branloire pérenne » à la Montaigne : après les premières années d'enthousiasme pour le « premier président indigène » du pays, la critique du gouvernement

⁸²⁰ « Je reviendrai et je serai des millions » fut l'ultime cri de rébellion, prophétique, du leader indigène Túpac Katari, qui, en 1781, leva une armée de 40 000 hommes pour tenter de prendre la ville de La Paz, avant d'être capturé par les Espagnols.

⁸²¹ Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Marseille, Agone, 2013, p. 19.

⁸²² Voir à ce sujet les livres de James Malloy, *Bolivia. The Uncompleted Revolution*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1970 ; et James Malloy, Richard Thord, *Beyond the Revolution: Bolivia since 1952*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1971. Et le commentaire de M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 68-69.

⁸²³ Cité par D. Guérin, *Front populaire...*, *op. cit.*

par les intellectuels, de droite comme de gauche, semble engagée depuis 2010 dans une véritable course à la radicalité – les uns y voyant l'autoritarisme du *caudillo*, les autres un prolongement du néolibéralisme. Face à cette évolution – en particulier, on le verra, contre les procès en trahison menés au nom de la radicalité révolutionnaire ou du spontanéisme subalterniste, les critiques des actions du gouvernement émises dans les premiers chapitres de ce livre tendent à céder la place à une valorisation de l'expérience historique représentée, à plus long terme, par la « révolution démocratique et culturelle ». Il faudrait ici une sociologie des intellectuels écrivant sur l'Amérique latine qui prenne en compte les profits symboliques à se réclamer de la « pureté » de processus dont on a bien vu, pour le cas de la Bolivie en particulier, qu'ils échappent à des catégorisations trop simples.

Les tentatives de caractérisation d'une révolution courent toujours le risque de tomber dans une forme de cercle interprétatif : si une révolution est ce qui est qualifié comme tel par ses acteurs ou ses observateurs historiques, son analyse consiste à en référer le processus à une définition générique ou à un ensemble de facteurs explicatifs. Ce livre adopte une perspective quelque peu différente : les enquêtes sociologiques y multiplient les niveaux d'observation, croisent les différentes expériences des événements, et finalement démontent l'idée d'une révolution conçue comme un processus unique et homogène, identifié par une catégorie (la Révolution française, la révolution russe, la révolution bolivarienne, etc.). Pour le dire plus simplement : ce que l'on désigne généralement comme « une révolution » est constitué par *une multiplicité de révolutions*, c'est-à-dire de pratiques et de processus de subjectivation⁸²⁴ que l'analyse sociologique s'efforce de mettre en relation et d'articuler dans un système cohérent d'interprétation⁸²⁵. Le « je » du sociologue permet d'entrer dans la temporalité ordinaire des événements politiques et d'aborder ces moments où les choses ne semblent pas suivre le tempo de la révolution officielle : les aléas de la mise en œuvre des politiques, l'impression que, dans les quartiers défavorisés comme Solidaridad, les choses n'avancent pas aussi vite que sur le plan national, et le constat, malgré tout, que des transformations ont lieu, peu à peu, à leur rythme propre – un raccordement à l'eau, une route pavée, un bâtiment scolaire, l'accès croissant des enfants de familles modestes à l'université, la décision collective d'installer et de gérer un centre de santé, la possibilité, désormais, d'aller voter et de

⁸²⁴ Voir Federico Tarragoni, *L'Énigme révolutionnaire*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2015.

⁸²⁵ Voir M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 61 sq.

manifester. La temporalité du « je » inséré dans l'enquête de terrain n'est pas celle de l'histoire immédiate ou des mémoires militantes, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de poursuivre et de revisiter les mêmes terrains sur une période aussi longue (1999-2019).

J'ai commencé à explorer les périphéries urbaines, dans des conditions extrêmes, avant même que les insurrections se convertissent en conquête électorale du pouvoir, avant la « révolution démocratique et culturelle ». Lorsqu'Evo Morales est devenu président, j'ai persisté sur ces terrains, avec l'intuition que je pourrais comprendre les effets des processus en cours sur les régions les plus défavorisées du monde social. Alors que l'attention des observateurs, nationaux ou internationaux, se focalisait sur la sphère institutionnelle, celle qui était commentée dans l'actualité politique ou les revues scientifiques, je me sentais entrer de plain-pied dans une autre réalité⁸²⁶. Sur le moment, je n'avais pas forcément une vision très claire des finalités de mon travail, mais le précepte selon lequel « on ne peut penser correctement qu'à travers des cas empiriques théoriquement construits⁸²⁷ » constituait en quelque sorte ma boussole sociologique. Ce n'était plus la mode de « l'analyse concrète d'une situation concrète » chère à Lénine, et pas encore celle de la politique « par en bas » des subalternistes, mais je ne concevais pas d'étudier les inégalités d'accès à l'eau sans prendre en compte les politiques hydriques du nouveau ministère chargé de ce secteur⁸²⁸. Il s'agissait en fait de comprendre, dans un contexte de mise en échec des réseaux urbains, dans quelle mesure certaines formes d'auto-

⁸²⁶ Les premières années, le « premier président indigène de la Bolivie » bénéficiait d'un enthousiasme et d'une indulgence rares – Hugo Chávez, Rafael Correa ou même parfois Luiz Inácio Lula da Silva n'avaient pas eu cette chance. Voir Françoise Martinez, Franck Poupeau, « Éléments pour une socio-histoire immédiate » (introduction au dossier « L'État plurinational de Bolivie »), *Cahiers des Amériques latines*, 96, 2021.

⁸²⁷ P. Bourdieu, L. Wacquant, *Invitation...*, *op. cit.*, p. 213.

⁸²⁸ En ce sens, l'approche présentée dans ce livre n'est pas une « ethnographie multi-située », comme celle adoptée par Mark Goodale dans *A Revolution in Fragments. Traversing Scales of Justice, Ideology, and Practice in Bolivia* (Durham et Londres, Duke University Press, 2019, p. x-xii, et aussi p. 8 *sq.*), dont je n'ai découvert le travail qu'après avoir terminé ce livre et avoir choisi un sous-titre proche de son titre. Son ethnographie vise à dépasser la contradiction entre l'analyse du processus de changement et l'hétérogénéité des enquêtes ethnographiques. Si j'ai un temps adopté une telle perspective au cours mes enquêtes à El Alto (voir *supra* Livre II, p. XXX), je l'ai ensuite sinon délaissée, du moins complétée par une sociologie de la domination privilégiant une plus grande diversité de méthodes ; et, sans prétendre non plus à une approche « non engagée » (p. 13), j'ai préféré le plus long processus de « construction d'objet », dans lequel les intérêts du chercheur sont non pas effacés mais questionnés comme tels.

organisation éclairaient le devenir et les potentialités des projets d'autogouvernement qui se trouvaient, selon moi, au cœur de cette « révolution démocratique et culturelle ».

Le projet politique porté par les insurrections des années 2000, puis par le MAS, au pouvoir pendant quatorze ans, ne peut évidemment se réduire à la seule valorisation politique des formes d'auto-organisation, qu'il s'agisse des organisations syndicales, des communautés indigènes ou des comités de quartier, qui avaient constitué le cœur des mobilisations. Arrivé en Bolivie à la fin des années 1990, j'avais été particulièrement marqué par l'importance de ces structures de base dans les luttes sociales et dans la promotion d'alternatives politiques autour de leurs modes démocratiques de fonctionnement. Le fameux « agenda d'octobre » issu des mobilisations populaires après la « guerre du gaz » de 2003 incluait un projet d'Assemblée constituante appelée à refonder l'État, à reconnaître la diversité des populations originaires et, ce faisant, à recomposer les pratiques politiques capables de répondre aux revendications populaires ; il véhiculait aussi l'exigence d'une réappropriation nationale de la gestion des ressources naturelles, après plus de cinq cents ans de spoliation des richesses du sous-sol par les puissances coloniales, néocoloniales et néolibérales ; une autre revendication, moins visible et pourtant corrélée à la restauration de la souveraineté, résidait dans le projet d'industrialisation nationale, destiné à mettre fin à la dépendance vis-à-vis de l'étranger, notamment en arrêtant les importations de biens essentiels payées par l'exportation des hydrocarbures.

Aussi limitée que soit la perspective qu'elles donnent de la Bolivie, mes enquêtes sur les conflits socio-environnementaux et les inégalités d'accès à l'eau présentaient l'avantage de se situer en-deçà des débats sur la réussite ou l'échec du « processus de changement » en cours. À rebours de la tendance des observateurs politiques à ne considérer les révolutions que comme des « faillites retentissantes⁸²⁹ », je ne comptais pas non plus jouer le « compagnon de route » du parti au pouvoir, comme l'ambitionnaient alors nombre d'intellectuelles, de Bolivie ou d'ailleurs (d'Amérique latine en particulier), séduites par l'enthousiasme collectif suscité par le « premier président indigène » du pays, s'en firent les critiques les plus féroces, au nom d'une condamnation sans nuances et sans appel de l'extractivisme⁸³⁰. Plus largement, le fait d'observer, sur place et

⁸²⁹ Slavoj Žižek, *Pour défendre les causes perdues*, Paris, Flammarion, 2012, p. 11.

⁸³⁰ Cette notion, qui fait désormais partie du sens commun de la gauche internationale (voir *supra* Livre IV), sans doute en raison de son caractère vague et englobant qui lui permet de désigner toutes les formes de domination, du capitalisme

en temps réel, la succession d'événements et de controverses, la multiplication d'initiatives politiques et de réformes, dans tous les domaines (social, économique, culturel ou juridique), permettait de vérifier (avant de juger) si la révolution présentait ce que les politistes appellent des « résultats positifs » (*successful outcomes*), mesurés en termes de prise de pouvoir et de contrôle de l'État suffisamment long pour engager un processus de transformation sociale⁸³¹. Il fallait saisir le processus à la fois dans son immédiateté et dans son ambition historique de refondation politique, sans s'aventurer dans une discussion théorique sur les critères possibles d'un « bon gouvernement » ou dans des comptages économiques et juridiques sur la « mesurabilité » de l'action publique – autant de tentatives d'évaluer l'existant à l'aune de « ce qui a été fait » (ou non). Un « bilan chiffré » des années Morales ne paraît ainsi pas tout à fait approprié pour penser les processus révolutionnaires à l'œuvre : de bons indicateurs économiques peuvent marquer le succès d'une politique orthodoxe tout à fait compatible avec le capitalisme global, tandis que des mesures politiques apparemment radicales n'ont parfois pas les effets espérés en matière de transformation des structures sociales. L'idée même de changement, pourtant valorisée par les gouvernements Morales, est difficile à manier dans un contexte où « l'immobilisme » est stigmatisé comme un obstacle à la « modernité » néolibérale⁸³².

Lorsque Charles Tilly se demande justement à quelles conditions on peut considérer qu'un changement structurel est issu d'une révolution, il remarque que, « si ce changement structurel ne signifie pas seulement un transfert de pouvoir d'un parti à l'autre, d'un prétendant au pouvoir à l'autre, [...] mais aussi une meilleure redistribution des ressources, des changements dans la qualité de vie, l'urbanisation, l'industrialisation, la reconstruction morale du pays, etc., alors tout dépend de l'échelle temporelle adoptée⁸³³ ». Après l'analyse par Karl Marx au XIX^e siècle des « révolutions

mondial aux structures patriarcales, est depuis les années 2010 instrumentalisée par les droites nationales pour discréditer les régimes progressistes (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, etc.) au nom d'une défense de « l'écologie » et des « communautés indigènes » dont elles n'ont pourtant que faire.

⁸³¹ Voir John Foran, *Taking Power. On the Origins of Third World Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

⁸³² Voir Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (2-3), 1976, p. 3-73.

⁸³³ Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House, 1978, p. 219-220.

politiques »⁸³⁴, ou celle des « révolutions sociales » par Theda Skocpol au xx^e siècle⁸³⁵, il est tentant de voir dans les « révolutions démocratiques » du xxi^e siècle (en particulier en Amérique latine) le signe d'une « nouvelle ère politique »⁸³⁶. En effet, à la différence d'une prise de pouvoir, légale ou non, la transformation d'un ordre social par les « moyens démocratiques » prend du temps, surtout s'il s'agit non seulement de voir les effets de ces changements, mais aussi de s'attaquer aux structures de domination qui ont aussi profondément façonné le pays, de l'invasion coloniale aux politiques néolibérales : une économie polarisée sur l'extérieur (exportation de matières premières, dépendance envers le dollar, etc.), un monde rural partagé entre une économie familiale de subsistance et une agro-industrie implantée sur l'héritage des *haciendas*, des inégalités sociales et ethniques profondément inscrites dans le fonctionnement ordinaire du pays et dans la matérialité des infrastructures, des élites économiques et politiques tournées vers l'étranger tout en cultivant l'entre-soi...

Dans la configuration des « régimes progressistes » apparus en Amérique latine à partir de la fin des années 1990, la temporalité d'une transformation sociale à vocation révolutionnaire rencontre celle des contraintes imposées par un changement de matrice productive et un processus national d'industrialisation, dont on considère généralement qu'ils nécessitent plus d'une génération pour donner leurs premiers résultats⁸³⁷. Dès l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, une part bien plus importante des bénéfices tirés de l'exploitation des hydrocarbures, auparavant accaparés par les entreprises étrangères, est consacrée à la redistribution des richesses, à la réduction des inégalités et à la lutte contre la pauvreté (les bons Juancito Pinto et Juana Azurduy ou la *renta dignidad* étant les mesures emblématiques les plus souvent citées). Ce qui est alors considéré comme une étape dans le développement d'un « modèle productiviste » destiné à mettre en place une « économie plurielle »

⁸³⁴ Voir Karl Marx, *Les Luttes de classes en France* (1850), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), ou encore *La Guerre civile en France* (1871), in K. Marx, *Œuvres*, IV, *op. cit.*

⁸³⁵ Voir Theda Skocpol, *States and Social Revolutions. A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

⁸³⁶ Voir James DeFronzo, *Revolutions and Revolutionary Movements*, Boulder, Westview Press, 2015 (5^e éd.).

⁸³⁷ Voir Joaquín Leoni, « Entrevista a Antonio Rodríguez Carmona », *Centro de investigaciones sociales*, 20.2.2015, <https://www.cis.gob.bo/entrevista-antonio-rodriguez-carmona-coordinador-de-la-investigacion-de-la-salmuera-la-bateria-soberania-y-cadenas-de-valor-un-balance-de-las-politicas-de-industrializacion-minera-de>.

(voir *supra* Livre IV, p. XXX) est rapidement stigmatisé par les intellectuels les plus radicaux comme un compromis réformiste, sans qu'ils proposent d'autre voie que le retour à des communautés proches de la Terre mère. Cette condamnation de l'État redistributeur qui écraserait l'idéal d'autogouvernement des structures de base ignore délibérément la nécessité de résultats rapides pour assurer des victoires électorales sans lesquelles la « révolution démocratique et culturelle » ne durerait qu'un court mandat, face à une opposition conservatrice prête à tout pour revenir au pouvoir.

Pourtant, on peut reconnaître, comme James DeFronzo, que, « compte tenu du fait que les opposants au MAS avaient d'importantes ressources économiques, le contrôle des gouvernements départementaux et municipaux des régions orientales du pays, des liens avec des gouvernements étrangers et des entreprises multinationales, la transition vers le socialisme ne pouvait se faire d'un jour à l'autre⁸³⁸ ». Mais, si le problème des temporalités électorales se complique lorsque l'opposition reste puissante, il semble encore plus insurmontable lorsque celle-ci ne respecte pas les règles du jeu démocratique qu'elle ne cesse pourtant d'invoquer. La légitimité démocratique du gouvernement Morales a été mise en cause dès 2006, mais les victoires électorales successives (référendum révocatoire et approbation de la nouvelle Constitution, réélections présidentielles) ont constitué, on l'a vu, une garantie effective contre, en 2008, les initiatives sécessionnistes illégales engagées avec les référendums régionaux sur les autonomies et la tentative de coup d'État « civique » (voir *supra* Intervention « Une polarisation politique ? », p. XXX). En revanche, à partir de 2014, les multiples tentatives de déstabilisation pour préparer un *golpe bando* au nom de la « récupération de la démocratie » (voir *supra* Excursus « Coups d'éclat », p. XXX) ont commencé à être effectives ; et c'est justement quand la légitimité électorale a fait défaut avec le « 21F » (le référendum de février 2016, perdu, sur un changement constitutionnel devant autoriser Evo Morales à briguer un mandat supplémentaire) que la « révolution démocratique et culturelle » a été le plus contestée : discrédit d'un président traité de *caudillo*, dénonciation de fraude (finalement non avérée) à la présidentielle d'octobre 2019, rejet des résultats comme des solutions de compromis (de part et d'autre), et finalement destitution forcée d'Evo Morales. Les obstacles à une transformation effective des structures sociales et politiques ne se réduisent pas, cependant, aux erreurs du gouvernement, aux actions malveillantes de l'opposition politique ou au soutien d'organisations internationales comme l'OEA : c'est au

⁸³⁸ J. DeFronzo, *Revolutions and Revolutionary Movements...*, *op. cit.*, p. 403.

cœur même du fonctionnement de l'État et du parti au pouvoir qu'il faut tenter de comprendre comment un processus révolutionnaire peut s'inscrire dans la temporalité spécifique des règles du jeu de la démocratie électorale.

Jeux et enjeux de la révolution : l'État en tension

« Il ne faut pas jouer avec le sens du mot révolution », écrivait déjà Paul Nizan au début des années 1930⁸³⁹. L'insistance du gouvernement Morales à définir son accès au pouvoir comme une « révolution démocratique et culturelle » n'échappe sans doute pas à ce jeu politique, tant elle a constitué un enjeu de luttes – point de ralliement guévariste ou repoussoir à la cubaine. S'il faut se méfier de l'usage d'une telle notion, employée par certains acteurs de la politique bolivienne (en l'occurrence, les partisans du MAS) pour qualifier le « processus de changement » (*proceso de cambio*) plus largement porté par les organisations sociales depuis la fin des années 1990, il ne fait pourtant pas de doute qu'elle correspond aux caractéristiques ordinaires d'une révolution, comprise non seulement comme un refus de l'ordre établi ou un changement dans le personnel politique, mais aussi comme une transformation des institutions⁸⁴⁰, ainsi que de la structure politique et sociale d'un État à la suite d'une prise de pouvoir réussie et durable, contre les autorités en place⁸⁴¹. Et, s'il y a des débats sur le caractère brutal d'un tel changement, sur « une « rupture de la chaîne des temps⁸⁴² » entraînée par le processus révolutionnaire, ils renvoient à l'idée qu'il s'agit moins de faire table rase du passé que « de faire triompher de nouvelles racines, une nouvelle coutume, de nouvelles mœurs, une nouvelle ontologie morale, un nouveau récit des origines, qui prendrait le dessus sur celui des élites, locales ou coloniales⁸⁴³ ».

Si l'on s'en tenait à des définitions, on pourrait dire que la « révolution démocratique et culturelle » présente cet « alignement de facteurs » qui permet, selon Eric Hobsbawm⁸⁴⁴, de qualifier des

⁸³⁹ Paul Nizan, « Littérature révolutionnaire en France », *Revue des vivants*, septembre-octobre 1932, in Paul Nizan, *Articles littéraires et politiques*, vol. I, *Des écrits de jeunesse au 1^{er} Congrès international des écrivains pour la défense de la culture (1923-1935)*, Nantes, Joseph K., 2005, p. 140.

⁸⁴⁰ Voir Robert Pelloux, « Remarques sur le mot et l'idée de révolution », *Revue française de science politique*, 2 (1), 1952, p. 42-55.

⁸⁴¹ Voir Marie Cuillerai, Fabrice Flipo (dir.), *1917/2017. Qu'est-ce que réussir une révolution ?*, Paris, Presses des Mines, 2020, p. 8.

⁸⁴² Voir Frédéric Brahami, « De la révolution à l'histoire », *Archives de philosophie*, 80, 2017, p. 7-12.

⁸⁴³ M. Cuillerai, F. Flipo (dir.), *1917/2017... op. cit.*, p. 11.

⁸⁴⁴ Voir Eric Hobsbawm, *L'Ère des révolutions (1789-1848)*, Paris, Fayard, 2010.

événements politiques comme révolutionnaires : une mobilisation populaire contre le régime (de 1999 à 2005) qui entraîne une radicalisation des groupes opposés au pouvoir en place et une fragilisation des élites dirigeantes ; une confrontation violente ayant pour enjeu le renouvellement du pouvoir politique (la « guerre du gaz » d'octobre 2003) ; la formulation d'un programme de transformation sociale (l'« agenda d'octobre » porté par le MAS lors de la présidentielle de 2005) ; de nouvelles institutions de gouvernement (l'avènement d'un nouvel État, plurinational, en vertu d'une nouvelle Constitution approuvée par référendum en 2009) ; la consolidation d'un nouveau pouvoir dans ces institutions (le MAS, entre 2006 et 2019) : la « révolution démocratique et culturelle » en Bolivie dément ainsi les analyses de Malia, selon lequel il ne peut exister de *great revolutions* en dehors de l'Europe⁸⁴⁵. On y retrouve aussi les caractéristiques définies par cet observateur avisé et engagé des révolutions du xx^e siècle qu'était Trotski, pour qui « le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques », même s'il faut aussi souligner le rôle de « l'organisation dirigeante », sans laquelle « l'énergie des masses se volatiliserait⁸⁴⁶ ». Bien plus, le processus qui trouve son débouché politique dans l'élection d'Evo Morales en 2005 semble correspondre au schéma mis au jour par Theda Skocpol au sujet de la France de 1789-1793, de la Chine de 1911-1949 et de la Russie de 1917-1921⁸⁴⁷ : dans un contexte de critique du pouvoir des vieilles élites (en particulier agraires), la remise en cause du pouvoir des administrations étatiques et le retrait des forces militaires engendrent une situation insurrectionnelle généralisée, en partie urbaine mais surtout rurale.

Un livre ne suffirait pas pour épuiser les réflexions épistémologiques sur la possibilité de transposer dans une réalité sociale telle que celle de la Bolivie les concepts forgés dans d'autres contextes, européen, étatsunien ou asiatique⁸⁴⁸. On peut ainsi

⁸⁴⁵ Voir Martin Malia, *History's Locomotives: Revolutions and the Making of the Modern World*, New Haven, Yale University Press, 2006.

⁸⁴⁶ Léon Trotski, *Histoire de la révolution russe*, Paris, Seuil, 1950, tome I, p. 9 sq.

⁸⁴⁷ Pour une présentation synthétique, voir Theda Skocpol, « France, Russia, China: A structural analysis of social revolutions », *Comparative Studies in Society and History*, 18 (2), 1976, p. 175-210.

⁸⁴⁸ Au-delà de la critique des apparences de généralisation permise par des notions (l'État, la paysannerie, etc.) transformées en facteurs explicatifs, la tâche est d'autant plus compliquée que les effets de la *global science* et, plus largement, la constitution d'un champ intellectuel international, avec ses processus d'import-export des idées, donnent lieu à des réappropriations propres à chaque pays – témoin l'usage de concepts gramsciens comme ceux de « révolution passive » par certains penseurs

souligner avec Boaventura de Sousa Santos l'écart entre les théories de la révolution formulées au sujet des États européens et la réalité des pratiques de transformation sociale depuis une trentaine d'années, qui viennent principalement des Sud⁸⁴⁹. Certes, la comparaison permet au moins de dire ce qu'une révolution n'est pas : mais, dès lors qu'il s'agit de mettre au jour une « matrice commune », comme le fait Lucien Bianco à propos des révolutions russe et chinoise⁸⁵⁰, l'analyse n'en court pas moins le risque de comparer des « facteurs structurels » tellement larges et imprécis (vulnérabilité des agricultures face au climat, difficultés de gestion de la transition démographique, bureaucraties aux fonctionnements très proches, etc.) qu'ils sont dénués de toute valeur explicative. De même, lorsque Donald Donham note que les acteurs d'une révolution sont toujours minoritaires et qu'il faut donc une alliance entre des « classes moyennes urbaines » et des « insurrections paysannes » pour la mener à terme, il s'expose non seulement à hypostasier des notions dont ses propres travaux d'ethnographie historique sur les impacts locaux de la révolution éthiopienne déconstruisent pourtant la validité⁸⁵¹, mais aussi à proposer un cadre d'intelligibilité qui fait abstraction des causalités multiples inhérentes à tout système social.

Les fragments de la révolution en cours présentés à travers les enquêtes rassemblées ici sont rarement mis en relation, ou tout simplement pris en compte, dans les analyses de « l'événement révolutionnaire⁸⁵² », y compris lorsque ces dernières distinguent les acteurs occasionnels sortis de l'anonymat et les cadres politiques

boliviens : voir Angus McNelly, « The contours of Gramscian theory in Bolivia : From government rhetoric to radical critique », *Constellations*, 24, 2017, p. 432-446.

⁸⁴⁹ Boaventura de Sousa Santos, « La reinención del Estado y el Estado plurinacional », *Pensar el Estado y la sociedad: desafíos actuales*, La Paz, Muela del Diablo, 2008, p. 139-152. Il précise (p. 143-144) : « Depuis trente ans, les grandes tentatives de transformation sociale viennent du Sud. Nous avons des théories produites au Nord et des pratiques de transformation produites au Sud qui ne communiquent pas. Les grandes théories politiques ne parlent pas espagnol ou portugais (et encore moins l'aymara et le quechua) ; c'est en partie pour cela qu'elles ne se rendent pas compte de la dimension transformatrice des pratiques, qu'elles tendent donc à invisibiliser. »

⁸⁵⁰ Lucien Bianco, *La Récidive. Révolution russe et révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 2014, p. 86.

⁸⁵¹ Voir Donald Donham, *Marxist Modern: An Ethnographic History of the Ethiopian Revolution*, Berkeley, University of California Press, 1999.

⁸⁵² Voir William Sewell « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle », in Marc Bessin et al. (dir.), *Bifurcations : les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010 (p. 109-146), p. 127.

institutionnels⁸⁵³. Même Burnett Bolloten, lorsqu'il veut comprendre « les passions, les émotions et les problèmes qui ont affecté la vie de ceux qui ont pris part à la guerre civile » dans l'Espagne de 1934-1939, néglige les niveaux d'analyse et d'action qui ne trouvent pas écho dans l'imposante revue de presse qu'il a pourtant systématiquement étudiée⁸⁵⁴. En ce sens, il tombe sous la critique d'Eric Hobsbawm, pour lequel les mouvements sociaux modernes ont été principalement considérés comme un processus *univoque*, structuré autour du mouvement ouvrier et d'une « forme d'organisation politique préfigurant les partis de masse⁸⁵⁵ » : or il existe des protestations qui ne sont pas le fait des masses industrialisées de l'Occident sans être pour autant des phénomènes marginaux dépourvus de signification, telles celles de ces « primitifs de la révolte » ou de ces « rebelles sociaux » qui sont moins des « gens ordinaires » que des « gens communs hors du commun⁸⁵⁶ » oubliés par l'histoire officielle. Sous « la » révolution, il faut donc retrouver l'entrelacement de processus révolutionnaires relativement autonomes.

Cette perspective ne revient pas à faire une socio-histoire « par en bas » : les enquêtes que j'ai menées dans les quartiers périphériques d'El Alto puis de La Paz m'ont plutôt, dès le début, orienté vers une analyse des conditions d'accès à la politisation. L'idée d'une « politisation par nécessité », analysée à partir de quartiers comme Solidaridad, est une tentative pour comprendre les conditions sociales d'émergence, et de consolidation, de formes d'auto-organisation au sein de contextes pourtant opposés à tout engagement politique, qu'il soit partisan ou syndical, mais où se développent, pour répondre aux nécessités matérielles, des collectifs destinés à assurer l'accès aux biens essentiels et aux services urbains. Lors de mes premiers voyages en Bolivie, c'est en diffusant les analyses de Pierre Bourdieu sur la difficile constitution des « sous-prolétaires » comme groupe mobilisé⁸⁵⁷ que j'ai noué des liens avec

⁸⁵³ Voir Haim Burstin, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013.

⁸⁵⁴ Voir Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)*, Marseille, Agone, 2014.

⁸⁵⁵ Eric Hobsbawm, *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 2012 [1966], p. 12.

⁸⁵⁶ Voir Eric Hobsbawm, *Rébellions. La résistance des gens ordinaires. Jazz, paysans et prolétaires*, Bruxelles, Aden, 2010, en particulier les chapitres 11 et 12 sur les paysans et la politique.

⁸⁵⁷ C'est la question centrale de Pierre Bourdieu dans *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Raisons d'agir, 2021 (édition revue et actualisée). Les textes ont été traduits originellement dans Pierre Bourdieu, *Intervenciones políticas*, La Paz,

des intellectuels boliviens liés aux mouvements sociaux. Ce questionnement m'a d'emblée écarté des analyses inspirées de James Scott, selon lequel la révolte « infra-politique » des subalternes relève de leur condition même de subalternes ; en ce sens, les « politiques de la pénurie » que j'ai étudiées dans les quartiers périphériques de La Paz et d'El Alto relèvent moins d'une « économie morale » (au sens d'une « vision traditionnelle des normes et des obligations sociales, des fonctions économiques appropriées par les diverses parties de la communauté⁸⁵⁸ ») que d'e la revendication émise par la communauté des résidents d'accéder aux avantages de la « révolution démocratique et culturelle ». La construction d'un quartier comme Solidaridad exprime moins la volonté d'un retour à une communauté originaire qu'e celle d'accéder à des conditions de vie décentes et à une reconnaissance officielle *en tant que quartier*.

À l'encontre du spontanéisme qui caractérise la vision subalterniste d'El Alto comme « ville rebelle », on peut cependant remarquer avec Eric Wolf au sujet des révoltes paysannes que le facteur décisif dans la formation d'une rébellion n'est pas « une situation de complète impotence », mais l'existence d'une « relation avec le champ du pouvoir⁸⁵⁹ ». Il faut alors prendre au sérieux le projet politique du « gouvernement des mouvements sociaux », dont l'un des principaux objectifs était la « décolonisation de l'État⁸⁶⁰ », laquelle s'est traduite dans la reconnaissance de la « plurinationalité » des peuples indigènes dans la Constitution de 2009. Cette volonté de « décolonisation » de l'État prend toute son importance si l'on considère que les analyses des révolutions sont généralement statocentrées, sur un modèle européen⁸⁶¹. Selon David Graeber, c'est même la conception insurrectionnelle de la révolution portée par les mouvements sociaux contemporains qui exprime, bien plus que le retour à des formes d'action directe, la reconnaissance

Plural, 2000, dont une version augmentée sera ultérieurement publiée en France : *Interventions (1961-2001)*. *Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002.

⁸⁵⁸ Edward P. Thompson, « L'économie morale de la foule anglaise au XVIII^e siècle », in E. P. Thompson, *Les Usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre (XVI^e-XIX^e siècle)*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 2015 (p. 251-230), p. 254.

⁸⁵⁹ Voir Eric Wolf, *Les Guerres paysannes au XX^e siècle*, Paris, Maspero, 1974.

⁸⁶⁰ Voir à ce sujet Hugo José Suárez, *Bolivie : la révolution démocratique*, Charleroi, Couleur livres, 2009.

⁸⁶¹ Voir Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Régent, Pierre Serna, *Pour quoi faire la révolution*, Marseille, Agone, 2012.

d'un « pouvoir constituant » de l'État⁸⁶². Donald Donham remarque quant à lui que les révolutions sont toujours analysées au prisme de la consolidation du gouvernement central⁸⁶³. Si le choix de ce prisme ne semble pas illogique dès lors qu'il s'agit d'étudier l'établissement d'un nouvel ordre social, il précise cependant que même les tentatives pour instituer un État révolutionnaire à partir des mouvements de base se heurtent à la possible manipulation des conflits locaux par ce nouvel État, et donc que le processus révolutionnaire est autant nourri « par en bas » qu'il est structuré « par en haut »⁸⁶⁴.

Face à ces analyses de la prééminence de l'État, ce serait la spécificité du « tournant à gauche » de l'Amérique latine que d'avoir impulsé de véritables redéfinitions du pouvoir à partir des mouvements sociaux et produit d'authentiques révolutions démocratiques, à l'image du Venezuela⁸⁶⁵. Cela ne veut pas dire que cette revitalisation des pouvoirs populaires n'entre pas en concurrence avec l'État⁸⁶⁶, mais que les protestations sociales ayant mené aux victoires électorales successives porteraient des potentialités d'autonomie populaire inédites. Si certains observateurs comme Antonio Negri et Giuseppe Cocco pouvaient, au cours des années 2000, se déclarer « préoccupés par les difficultés qu'éprouvent les "nouveaux gouvernements" latino-américains à développer à un niveau central [étatique] les expériences de mouvement et de radicalisation démocratique auxquelles, en dernière analyse, ils doivent leur naissance⁸⁶⁷ », ils plaçaient le défi de la production du commun dans la réinvention des institutions au-delà de l'État national-développementaliste. Par la suite, ces doutes se sont transformés, chez nombre d'observateurs et de théoriciens, en une vision radicale des mouvements sociaux « trahis » par les États progressistes, qui auraient ainsi préféré la conservation du pouvoir grâce aux politiques de redistribution assurées par un « néo-

⁸⁶² David Graeber, *Revolution in Reverse*, Anarchist Library, 2007. Notamment : « The insurrectionary paradigm is embedded in the very idea of the modern state » (p. 30).

⁸⁶³ Donald Donham, « Revolution and modernity in Maale: Ethiopia, 1974 to 1987 », *Comparative Studies in Society and History*, 34 (1), 1992 (p. 28-57), p. 30.

⁸⁶⁴ D. Donham, « Revolution and Modernity... », art. cit., p. 56.

⁸⁶⁵ Voir Dario Azzellini, *Communes and Workers' Control in Venezuela: Building 21st Century Socialism from Below*, Chicago, Haymarket Books, 2018.

⁸⁶⁶ Voir Anthony Pahnke, *Brazil's Long Revolution: Radical Achievements of the Landless Workers Movement*, Tucson, University of Arizona Press, 2018.

⁸⁶⁷ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, *GlobAL. Luttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, p. 25.

développementalisme extractiviste⁸⁶⁸ » plutôt que la poursuite de la construction d'alternatives politiques.

L'insistance sur les formes d'auto-organisation comme vecteurs d'autonomie populaire contre l'État est devenue, avec l'analyse de la révolution russe, un passage obligé des réflexions sur le devenir des révolutions⁸⁶⁹. Dans le cas des gouvernements progressistes d'Amérique latine, c'est la nécessité de protéger l'expansion de l'extractivisme qui produirait un « État répressif⁸⁷⁰ » dont la seule fonction serait, sous couvert de « socialisme du XXI^e siècle », de poursuivre les politiques néolibérales par d'autres moyens. Les tentatives pour réguler (voire contrôler) les secteurs de la mine, des hydrocarbures ou de l'agro-industrie sont évidemment passées sous silence. Alors que l'autonomie populaire en est un présupposé indiscutable, ces analyses ne laissent aucune autonomie au champ politique par rapport aux mécanismes d'accumulation du capital : le processus de changement en Bolivie ne serait donc, pour reprendre une expression de Gramsci, qu'une « révolution passive⁸⁷¹ » – une façon de changer pour ne rien changer. Cette vision de la place des autonomies populaires, perçues comme l'origine d'un processus trahi par l'État, n'est pas sans poser problème, à plusieurs égards, dans le contexte des luttes politiques boliviennes⁸⁷².

Tout d'abord, la diabolisation de l'État va de pair, on l'a vu, avec une vision enchantée des formes d'auto-organisation, pensées sur le modèle d'une « communauté indigène » réinventée, comme le

⁸⁶⁸ Voir H.-J. Burchardt, K. Dietz, « (Neo-)extractivism... », art. cit., p. 468-486 ; M. Svampa, *Las fronteras del neoextractivismo...*, op. cit.

⁸⁶⁹ Voir Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie (1905-1921)*, Marseille, Agone, 2019 [1958] ; Chris Harman, *La Révolution allemande (1918-1923)*, Paris, La Fabrique, 2015 ; Christian Laval, Pierre Dardot, *L'Ombre d'Octobre. La révolution russe et le spectre des soviets*, Montréal, Lux, 2017.

⁸⁷⁰ J. Webber, « Revolution against 'progress'... », art. cit., p. 320.

⁸⁷¹ Voir Jeffery Webber, « Evo Morales and the Political Economy of Passive Revolution in Bolivia (2006-2015) », *Third World Quarterly*, 37 (10), 2016, p. 1855-1876. Voir [supra note 24](#).

⁸⁷² De façon plus générale, la critique de la souveraineté de l'État, que l'on trouve dans l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval *Dominer* (Paris, La Découverte, 2020) ou dans celui de James Scott *L'Œil de l'État : moderniser, uniformiser, détruire* (Paris, La Découverte, 2021), ne tient pas compte du contexte des pays du Sud où, en Bolivie particulièrement, la dépendance des structures nationales (qu'elles soient administratives, économiques ou financières) à l'égard de l'étranger impose d'abord une réappropriation de cette souveraineté. Voir à ce sujet André-Gunder Frank, *Le Développement du sous-développement : Amérique latine*, Maspero, 1972, et Renaud Lambert, « Icare ou l'impossible démocratie latino-américaine », *Le Monde diplomatique*, mars 2021, p. 3-4.

fait Fausto Reinaga dans *La revolución india* (1970), qui a inspiré tant de militants indianistes et marxistes dans les Andes : « Élaborer nos propres Constitutions, réaffirmer la morale incorruptible de nos ancêtres natifs et mener la révolution indienne, qui consiste à instaurer la règle de l'abondance à travers le gouvernement communal, éthique et cosmique (la communauté indigène !). [...] Ce qui se passe en URSS et en République populaire de Chine, ou dans le monde socialiste, nous sert d'expérience et de repère ; mais ce qui nous sert encore plus, c'est un socialisme qui a plus de 8 000 ans dans notre passé. [...] Le futur de l'humanité est d'être communautaire, communal, identique à ce qu'ont tracé nos antiques communautés indigènes. » Désormais, les principaux moyens d'action locaux sont hérités de la période néolibérale. En Bolivie, la loi de participation populaire de 1994 avait donné naissance aux « organisations territoriales de base » (OTB), qui favorisent certes la préservation environnementale de certaines zones, mais constituent aussi des petites tyrannies locales auxquelles leurs dirigeants sont loin de vouloir renoncer – on l'a vu lors du conflit du Tipnis (voir *supra* Livre IV, p. XXX). Il est donc louable de proclamer, à la suite de Castoriadis, que la révolution réside dans la gestion autonome et démocratique de tous les aspects de la vie sociale⁸⁷³, mais la transposition des théories européennes devrait prendre en compte le fait qu'en Amérique latine les autonomies locales s'inscrivent dans le cadre du démantèlement de l'État par les politiques néolibérales et qu'elles représentent, en quelque sorte, moins un projet politique consistant que des autonomies *par défaut*. Il n'est donc pas étonnant que la tâche principale des gouvernements progressistes s'y soit définie en priorité – et *en pratique*, n'en déplaie aux analyses *théoriques* du « tournant à gauche » – comme un processus de *construction de l'État* et que cette construction se soit révélée pour le moins en contradiction avec des formes d'autonomie antérieurement octroyées à certains territoires locaux.

De plus, la division entre État et mouvements sociaux reste trop sommaire pour permettre d'analyser la configuration politique bolivienne après l'élection d'Evo Morales, dans la mesure où le « gouvernement des mouvements sociaux » porté par le MAS implique à la fois un renouvellement du personnel politique⁸⁷⁴ aux

⁸⁷³ Voir Cornelius Castoriadis, *Quelle démocratie ? Écrits politiques (1945-1997)*, Paris, Éditions du Sandre, 2013.

⁸⁷⁴ Voir Ximena Soruco *et al.* (dir.), *Composición social del Estado Plurinacional. Hacia la descolonización de la burocracia*, La Paz, CIS-Fondo Editorial de la Vicepresidencia, 2014.

Parlements, dans les ministères et à leur tête⁸⁷⁵, mais aussi des circulations de militants à des postes officiels (la *pega*⁸⁷⁶). Les organisations sociales ont ainsi un fonctionnement double : formes d'organisation des bases politiques et canaux de patronage électoral, elles ouvrent certes la voie à de nouveaux entrants, mais elles contribuent en même temps à fermer le jeu politique sur un cercle de militants professionnalisés appartenant au parti au pouvoir. Ces éléments sont bien connus, mais rarement pris en compte dans les analyses d'une « trahison » des mobilisations populaires par l'État qui constituent encore l'essentiel de la critique de la gauche mouvementiste et révolutionnaire (Raquel Gutiérrez Aguilar, Raúl Zibechi, Jeffery Webber...). Dans cette perspective, les mouvements sociaux, loin d'être abusés, sont partie prenante du fonctionnement du champ politique et des difficultés à en changer les pratiques. Comme le remarque Walter Limache, coordinateur d'un programme de formation des dirigeants paysans et indigènes (le programme Nina), la formation de nouveaux cadres issus des mouvements sociaux dans l'espace de gestion public n'a pas pu réellement se faire : « Tous les dirigeants passés du côté politique étaient à l'origine d'une nouvelle façon de faire de la politique mais le pouvoir les a transformés », notamment en raison de ce « double rôle » consistant à « représenter l'État et les bases en même temps » qui empêchait les propositions des mouvements sociaux d'influer véritablement sur les logiques bureaucratiques et politiques (entretien, février 2019).

Enfin, l'espoir politique placé dans les formes d'auto-organisation qui ont constitué le socle des protestations des années 2000 en Bolivie est rarement analysé : comme le remarquent Kyla Sankey et Ronaldo Munck, « la revendication d'autonomie représentait plus la recherche d'une autre façon de faire de la politique, comme le réclamaient les protestations, les assemblées et

⁸⁷⁵ Voir María Teresa Zegada *et al.*, *La democracia desde los márgenes. Transformaciones en el campo político boliviano*, La Paz, Muela del Diablo-Clasco, 2011. Si l'arrivée (souvent symbolique) de dirigeants indigènes et de femmes a souvent été constatée, il manque néanmoins une étude statistique et systématique des changements dans la composition des ministères et des administrations étatiques. De même, les tentatives de formation de nouvelles élites ont été peu étudiées (voir à ce sujet Mathilde Thon-Fourcade, « Orchestrer la gestion publique bolivienne. Accords et dissonances politico-administratives au sein de l'École de gestion publique plurinationale (2009-2018) », mémoire de sciences politiques sous la direction de Philippe Bezes et Olivier Dabène, IEP Paris, 2018.

⁸⁷⁶ Voir H. Do Alto, P. Stefanoni, « *Nous serons des millions* », art. cit.

les comités de quartier, qu'une stratégie politique à part entière⁸⁷⁷ ». Plutôt que de reprocher aux « gouvernements progressistes » de mener des politiques socio-démocrates ou néolibérales dissimulées⁸⁷⁸, il semble préférable de considérer dans quel cadre, institutionnel ou non, les mouvements sociaux peuvent faire pression sur des États préoccupés par des résultats immédiats en matière de réduction de la pauvreté, voire négocier avec eux, et dans quelle mesure la poursuite du « modèle productiviste » (pourtant reconnu comme transitoire, on l'a vu) peut intégrer des alternatives politiques concrètes. En ce qui concerne plus particulièrement la Bolivie, c'est finalement la stratégie électorale des mouvements sociaux, fondée sur la conquête du pouvoir par un « instrument politique », le MAS, qui se trouve en question, surtout à partir du moment où les succès électoraux répétés (en particulier à partir de 2009) confèrent au gouvernement plus d'indépendance par rapport aux capacités de mobilisation des organisations de base – ce qui n'est pas incompatible avec la volonté d'en contrôler les directions⁸⁷⁹. De leur côté, les organisations sociales (syndicats, comités de quartier, communautés indigènes) peinent à promouvoir de nouveaux objectifs politiques après la nationalisation des hydrocarbures et la promulgation d'une nouvelle Constitution reconnaissant les peuples originaires et l'économie plurielle⁸⁸⁰. Faute d'idées nouvelles pour assurer la pérennité de la « révolution démocratique et culturelle », la plupart des anciens « compagnons de route » ont imputé les difficultés à mener à bien le changement au seul gouvernement et au seul *leadership* d'Evo Morales.

Les autonomies populaires en question

Les visions dichotomiques (et souvent manichéennes) d'une « trahison » de l'État face à la « pureté révolutionnaire » des mouvements sociaux ne permettent pas d'établir un véritable diagnostic des « défaillances » du gouvernement dans la conduite du processus révolutionnaire. S'il est vrai que l'irruption initiale puis le renforcement des secteurs populaires dans l'État ont produit un

⁸⁷⁷ Kyla Sankey, Ronaldo Munck, « Social movements, progressive governments, and the question of strategy », *Latin American Perspectives*, 222, 47 (4), 2020 (p. 4-19), p. 8.

⁸⁷⁸ Pour une analyse d'ensemble, voir Franck Gaudichaud, Thomas Posado (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

⁸⁷⁹ Voir John Brown, « Party-base linkages and contestatory mobilization in Bolivia's El Alto. Subduing the *ciudad rebelde* », *Latin American Perspectives*, 223, 47 (4), 2020, p. 40-57.

⁸⁸⁰ Voir Angus McNelly, « The incorporation of social organizations under the MAS in Bolivia », *Latin American Perspectives*, 223, 47 (4), 2020, p. 76-95.

affaiblissement des mouvements sociaux qui sortaient du champ bureaucratique, il faut reconnaître que, en Bolivie, les organisations sociales s'implantent sur des bases très différentes de celles qu'on trouve dans d'autres pays, le Mexique ou le Venezuela par exemple. Ainsi, elles ne constituent pas des « formes non étatiques de gouvernement⁸⁸¹ », comme au Chiapas, et surtout elles n'ont pas vocation à incarner un projet d'émancipation sociale centré sur l'autogouvernement – depuis l'instauration de l'État plurinational, puis la loi-cadre 031 sur les autonomies, promulguée en juillet 2010, seuls trois municipalités et un territoire ont pu acquérir (à la date de 2021 le statut d'*autonomía indígena originaria campesina* (AIOC*))⁸⁸². Elles ne s'inscrivent pas non plus dans une histoire politique du type de celle des conseils communaux dans les quartiers vénézuéliens : l'imprégnation politique des insurrections, pourtant récurrentes sur l'Altiplano bolivien, n'y est pas aussi durable que celle des guérillas qui ont structuré le militantisme des *barrios* de Caracas⁸⁸³ – et, en Bolivie, les guérillas, de celle de Che Guevara à celle d'Álvaro García Linera, pour ne mentionner que les plus récentes, ont toujours échoué, à l'écart des masses rurales et urbaines. La politisation des organisations sociales boliviennes est en quelque sorte plus pragmatique, plus liée à des revendications immédiates qu'à une recherche d'autogouvernement. Si les communautés indigènes ont bien une base territoriale, la spécificité des organisations sociales boliviennes est de reposer principalement sur des matrices corporatistes et professionnelles (syndicats, associations de producteurs, de commerçants, etc.) ; même les comités de quartier d'El Alto, dont l'ancrage territorial est le plus fort, ont été fondés, on l'a vu, à partir de logiques partisans de patronage. En outre, les comités de quartier qui se sont mis en place depuis les années 1980 dans les périphéries en extension et qui, compte tenu de la croissance exponentielle de la ville, pèsent désormais de plus en plus au sein des organisations sociales se situent dans une logique de reconnaissance locale et d'accès aux services urbains, et non dans une perspective d'émancipation politique ou même d'affiliation partisane. En ce sens, les émeutes d'octobre 2003, qui ont diffusé le slogan « El Alto debout, jamais à genoux » contre les politiques néolibérales et l'exportation du gaz, restent un événement

⁸⁸¹ Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014, p. 62.

⁸⁸² Órgano Electoral Plurinacional-Tribunal Supremo Electoral, *Diccionario de la democracia intercultural en Bolivia*, Strömsborg, Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia electoral, 2020, p. 79-90.

⁸⁸³ Voir George Ciccariello-Maher, *La Révolution au Venezuela. Une histoire populaire*, Paris, La Fabrique, 2016.

exceptionnel, et finalement circonscrit à quelques quartiers bien structurés.

Ces considérations ne visent pas à minimiser la dimension politique de la « ville rebelle », mais à passer d'une vision enchantée des mobilisations, confortée par les processus électoraux ultérieurs (jusqu'à la perte de la mairie d'El Alto en 2015), à un diagnostic des relations entre État et mouvements sociaux. Si le dirigeant de la Fédération des comités de quartier (Fejuve*) est devenu en 2006 le premier ministre de l'Eau, on ne peut pas dire que le soutien étatique aux organisations de base ait accompli, par la suite, un véritable travail politique de formation et d'éducation populaires – à l'image, par exemple, des Bourses du travail pour les syndicats ouvriers français du XIX^e siècle, ou encore de l'École syndicale qui a dispensé, pendant plusieurs années, des cours aux populations de Cochabamba après la « guerre de l'eau ». Certes, la vie sociale et culturelle d'El Alto est foisonnante, comme le montre la multiplication, depuis les années 2000, des associations et des organisations non gouvernementales, en particulier en direction des jeunes⁸⁸⁴. Mais le développement des économies populaires dans les villes de l'Altiplano est corrélatif de la faible présence de l'État (y compris sous les gouvernements Morales), soit que ses efforts de régulation aient été rejetés (comme lors du *gasolinazo* de 2010), soit qu'il n'y ait pas eu la volonté politique, dans l'euphorie des victoires électorales, de renforcer l'implantation territoriale des organisations de base autrement qu'en essayant d'en contrôler les comités de direction. Inversement, il n'est pas sûr que des projets de formation politique impulsés « par en haut » eussent été bien accueillis, et les critiques de la mainmise du parti au pouvoir sur les mouvements sociaux n'ont sans doute pas contribué à développer l'éducation populaire depuis la sphère étatique. Finalement, l'État a surtout usé, après 2011, de formes traditionnelles d'adhésion politique, qu'il s'agisse du « *power of the rule of law*⁸⁸⁵ » pour faire appliquer des décisions sans trop de concertation, ou de réalisations matérielles immédiates : routes, écoles, hôpitaux, équipements sportifs, etc. On l'a vu dans le cas d'Hampaturí (voir *supra* chapitre 10 et conclusion), où l'équipement

⁸⁸⁴ Voir Franck Poupeau, « Las ciudades del altiplano: Tendencias de la investigación urbana en Bolivia durante los años 2000 », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 38 (2), p. 365-377.

⁸⁸⁵ Voir M. Goodale, *A Revolution in Fragments...*, *op. cit.*, chapitre 5. Sur les difficultés de l'instauration d'une « justice indigène » indépendante de la justice ordinaire nationale, voir Elise Gadea, « Le pluralisme juridique à l'épreuve des pratiques communautaires en Bolivie. Politiques d'administration de la "justice indigène originaire paysanne" », thèse de socio-anthropologie, Paris III.

de la zone n'est pas incompatible avec la déstructuration des formes d'organisation communautaires.

Sur ce point, l'ancien vice-président Álvaro García Linera a quelque peu oublié la leçon de Lénine, dont il se réclame pourtant : le but n'est pas seulement de prendre le pouvoir mais de le transformer, et de ce point de vue on ne peut pas dire que le gouvernement du MAS, dont il a lui-même contribué à façonner la ligne idéologique, ait vraiment produit d'autres façons de *faire de la politique* au sein même du champ politique – et ce en dépit des logiques redistributives mises en œuvre et de la réduction notable des inégalités qu'elle a permise. L'un des questionnements initiaux de ce travail était : dans quelle mesure un État peut-il se consolider en se dépossédant de ses attributions en faveur des formes d'auto-organisation qui sont à l'origine de sa dynamique politique, notamment en termes de gestion des ressources naturelles, dont les bénéfiques lui confèrent des marges d'action indispensables ? Le problème étant en même temps de savoir si les structures de base sont capables d'assumer par exemple le processus d'industrialisation nationale qui accompagne la construction de l'État, ou même la création d'un service public de santé et de protection sociale. Avant de faire de l'État le seul responsable des difficultés du processus révolutionnaire, il faut d'abord remarquer, comme le fait Žižek, que « l'échec de la politique consistant à sortir des contraintes de l'État et à remplacer les formes d'organisation étatique par des formes d'auto-organisation non représentatives directes (les "conseils") » vient aussi du manque de consistance – voire de contenu – des formes d'auto-organisation : « Si vous n'avez pas une idée claire de ce par quoi vous voulez remplacer l'État, vous n'avez aucunement le droit de vous retirer de cet État. Au lieu d'une prise de distance vis-à-vis de l'État, la vraie tâche consisterait à faire fonctionner l'État lui-même sur un mode non étatique⁸⁸⁶. »

Ces questions sur les autonomies populaires dans la « révolution démocratique et culturelle » ne concernent pas seulement le champ politique, mais aussi le champ économique, étant entendu que le projet de refondation de l'État portait sur la construction à *la fois* d'un secteur public stable (en matière d'industrialisation nationale notamment⁸⁸⁷) et d'une économie

⁸⁸⁶ Slavoj Žižek, *Après la tragédie, la farce ! Ou comment l'histoire se répète*, Paris, Flammarion, 2010, p. 202. Dans ce livre, Žižek assimile encore la politique d'Evo Morales à une défense de la Terre mère et à une valorisation politique du militantisme de base contre l'État. Il sera cependant un des seuls « intellectuels internationaux » à s'indigner du coup d'État de 2019.

⁸⁸⁷ Les entreprises YPFB, YLB (entreprise publique pour le lithium), Entel (communications), BOA (aviation), le complexe portuaire de Puerto Suárez, les

plurielle (reconnue par la Constitution de 2009). Si celle-ci promet, à côté du marché, les économies familiales et communautaires, les débats sur la façon dont elles ont été soutenues restent ouverts. Les critiques opposées à l'extractivisme et à la « trahison » de la révolution notent bien le rôle redistributeur de l'État grâce aux bénéfices de l'exportation des hydrocarbures, mais elles ne mentionnent que très rarement son rôle régulateur dans nombre de secteurs : on a vu que les dispositifs publics de soutien aux petits producteurs et aux prix de vente (avec les Emapa), ou la tentative de réforme du secteur des coopératives minières, en particulier pour limiter les contrats avec les entreprises multinationales, se sont heurtés à des résistances très fortes, de la part respectivement des agro-industriels des régions orientales déjà dans l'opposition politique comme des syndicats de coopératives minières qui avaient soutenu l'arrivée au pouvoir du MAS, mais qui étaient hostiles à toute réglementation. Inversement, on peut aussi noter que « la création de formes alternatives d'économie comme les conseils communautaires, les coopératives, les budgets participatifs [...] n'ont pu se traduire en une économie sociale plus contrôlée⁸⁸⁸ ». La revisite de l'enquête sur les coopératives d'eau à La Paz montre que peu de soutien institutionnel a été accordé aux formes d'auto-organisation, même dans des secteurs techniques comme l'accès aux services urbains : l'une des communautés (Chicani) a pu s'approprier les dispositifs de construction des communautés indigènes pour préserver son action sur son territoire, mais l'ensemble des coopératives, même les plus organisées (comme celles de Cotahuma), n'a pu lutter contre la démobilisation de leurs membres, et certaines (comme à Hampaturí) ont même vu l'accélération de processus de dérégulation et de logiques de compétition qui portent des valeurs tout à fait contraires au « processus de changement ».

Ce manque de participation populaire aux organisations coopératives à leur service renvoie à une critique des conditions de fonctionnement de l'autonomie populaire dans le domaine économique : Rosa Luxemburg notait déjà les contradictions du système coopératif⁸⁸⁹, qui oblige les ouvriers non seulement à exploiter leur propre travail compte tenu du primat de la commercialisation, mais aussi à subir les contraintes d'un marché qui,

usines de sucre ou de biocarburants, etc. n'existaient pas ou n'étaient pas publiques avant 2006.

⁸⁸⁸ K. Sankey, R. Munck, « Social Movements, Progressive Governments... », art. cit., p. 11.

⁸⁸⁹ Voir Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Paris, L'Herne, 2016 [1899].

en l'absence de régulation étatique, rend les formes d'auto-organisation inopérantes. Dans le cas bolivien, il ne s'agit d'une part d'une tendance des coopératives à fonctionner comme des entreprises capitalistes à leur échelle, notamment dans les secteurs agricole, hydrique ou minier, et d'autre part de la place des économies plurielles dans l'économie de marché, ainsi que de celle des formes d'auto-organisation dans la vie sociale⁸⁹⁰. Le président élu en 2020, Luis Arce, lorsqu'il était ministre de l'Économie, ne concevait celle-ci qu'en termes d'*intégration* à une économie nationale elle-même intégrée, pour un temps, au marché capitaliste⁸⁹¹. Les fondements matériels de la « révolution démocratique et culturelle » restent donc à inventer, et la question des alternatives politiques se pose avec d'autant plus d'acuité que les hausses du niveau de vie permises par le « processus de changement » promeuvent des modes d'accès à la consommation tout à fait conformes au fonctionnement de l'économie globalisée⁸⁹².

Si la « révolution démocratique et culturelle » s'est construite en mettant l'accent sur les organisations sociales à l'échelon des groupes professionnels ou des entités territoriales, *cette autonomie reste paradoxale, au sens où elle ne fonctionne que si elle est entretenue par l'État*. Faute de soutien public, financier mais également pour les dispositifs d'éducation populaire (qui sont restés à l'état embryonnaire⁸⁹³), les formes d'auto-organisation tendent à se dissoudre dans des logiques économiques et sociales qui leur sont largement défavorables, comme on l'a vu dans le cas de l'engagement collectif dans les coopératives. On peut alors se demander si, plus que de placer les espoirs de transformation sociale dans l'une ou l'autre des alternatives (les formes d'auto-organisation ou l'État), il ne faudrait pas admettre la « tension essentielle »

⁸⁹⁰ De ce point de vue, il s'agit aussi, comme le suggère Benoît Borrits dans *Coopératives contre capitalisme* (Paris, Syllepse, 2015), de repenser la fonction du syndicalisme : non comme « courroie de transmission » d'un parti politique ou d'un organe de contestation mais, selon le cas, comme contrôle du pouvoir dans les entreprises (p. 179) ou comme mode de création et de consolidation de collectifs autour d'enjeux communs.

⁸⁹¹ Voir son livre sur le *Modelo económico social comunitario productivo boliviano*, *op. cit.*

⁸⁹² Voir M. Mariette, « La gauche bolivienne... », art. cit., p. 10-11.

⁸⁹³ Plutôt que la formation de militants du parti dont il est issu, le gouvernement a privilégié celle des cadres dirigeants, avec un succès inégal, qu'il s'agisse des « universités indigènes » ou de l'École de gestion publique plurinationale (voir M. Thon-Fourcade, *Orchestrer la gestion publique bolivienne...*, *op. cit.*). En termes d'éducation, malgré le succès des campagnes d'alphabétisation et l'accès de nouvelles classes d'âge à l'université, on ne peut pas parler d'une réduction des inégalités sociales à l'école.

inhérente à un tel processus politique, et la difficulté de tracer des lignes de fuite sans « s'occuper des institutions⁸⁹⁴ ».

Pas plus qu'elle n'ambitionnait de dresser un bilan, entre le verre à moitié plein et le verre à moitié vide⁸⁹⁵, la connaissance fragmentaire du processus ne peut donc prétendre en « tirer les leçons » (« *lessons from Bolivia* », comme adorent l'écrire les spécialistes anglo-saxons du pays). Car, si la Bolivie contemporaine présente bien un intérêt sociologique, c'est plutôt parce qu'elle déplace les angles d'analyse : ainsi, on peut tout à fait défendre, comme l'écrit Charles Reeve dans *Le Socialisme sauvage*, des « certitudes non négociables » au sujet de « la critique de la délégation permanente du pouvoir et du principe d'autorité qui lui est indissociablement lié⁸⁹⁶ » pour voir dans quelle mesure la construction de l'État bolivien a favorisé la logique d'un parti au détriment de celle des organisations sociales, tout en admettant que « les zones d'« économie alternative », les « zones autonomes » ou les « communs anticapitalistes » représentent peu et ne dérangent en rien la production du profit⁸⁹⁷ », comme le montrent encore les difficultés des coopératives d'eau et, plus généralement, les faibles développements de l'économie plurielle – au moins tant qu'elles ne font pas l'objet d'un soutien qui matérialise le projet politique dans lequel elles s'inscrivent.

Et, tout autant que les luttes autour des formes d'auto-organisation qui constituent le fondement de toute démocratie directe, la sociologie invite à prêter attention aux contradictions de l'institutionnalisation au sein même de l'État, qui est moins une entité stable et bien identifiée qu'un système de rapports de force entre les groupes qui l'occupent, qui tentent de le contrôler, et se renforcent comme tels en le construisant. Elle invite alors à retrouver, dans le désenchantement de la critique, le « principe espérance » qu'un Durutti parvenait encore à trouver dans les luttes révolutionnaires⁸⁹⁸ : « Nous avons toujours vécu dans des taudis, dans les trous du mur. Nous saurons comment nous adapter pour un temps. Car, vous ne devez pas l'oublier, nous sommes aussi capables de construire. Ce sont les travailleurs qui construisent ces palaces et ces villes en Espagne, dans les Amériques et partout dans le monde. [...] Nous n'avons pas peur des ruines. Nous allons hériter de la terre ; il n'y a

⁸⁹⁴ Voir Frédéric Lordon, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, Paris, La Fabrique, 2019.

⁸⁹⁵ F. Martinez, F. Poupeau, « Éléments pour une socio-histoire immédiate », art. cit.

⁸⁹⁶ Charles Reeve, *Le Socialisme sauvage*, op. cit., p. 8.

⁸⁹⁷ Ch. Reeve, *Le Socialisme sauvage*, op. cit., p. 265-266.

⁸⁹⁸ Buenaventura Durruti, « Interview par Pierre van Paassen », 1936, <https://libcom.org/history/buenaventura-durruti-interview-pierre-van-paassen>.

aucun doute là-dessus. La bourgeoisie peut bien détruire son propre monde avant l'heure. Nous portons un nouveau monde dans nos cœurs. Ce monde ne cesse de grandir, à chaque instant.»

Annexes

- A1- L'instauration de l'État néolibéral en Bolivie
- A2- Le contrat d'Agua del Illimani et l'audit Pozo & Asociados
- A3- Quartiers enquêtés à El Alto (II,4)
- A4- Quartiers enquêtés à La Paz (III,6)
- A5- Communs et communautés dans les Andes

Annexe 1 – L’instauration de l’État néolibéral en Bolivie⁸⁹⁹

Au cours du XX^e siècle, la Bolivie a vu l’émergence de deux types de patrons, aux rapports profondément différents à la politique nationale comme à la finance internationale. Le premier est représenté par Simon Patiño, un des « barons de l’étain » qui ont dominé l’économie et la politique boliviennes jusqu’à la nationalisation des mines, lors de la révolution de 1952 ; le second, plus d’un demi-siècle plus tard, l’est par Gonzalo Sánchez de Lozada, dit « Goni », lui aussi directeur d’une entreprise minière ; président de la République de Bolivie de 1993 à 1997, puis de nouveau à partir de 2002, il renonce au pouvoir en octobre 2003, après les mobilisations massives contre l’exportation du gaz national vers les États-Unis. Ces deux hommes incarnent la façon dont diverses formes d’accumulation de capital international (économique, mais aussi politique ou culturel) peuvent être rentabilisées dans l’espace national du champ du pouvoir. Alors que les barons de l’étain se tiennent à distance d’un pays qu’ils n’ont pas besoin de diriger institutionnellement pour en orienter la politique, l’élite capitaliste « fin de siècle » représentée par « Goni » se sert du capital international, et en particulier de l’appui américain, pour asseoir sa domination sur le pays : il est venu en politique, sur le tard, afin de favoriser l’expansion économique de son entreprise. Ces deux figures permettent de s’interroger sur les transformations des « élites de la mondialisation ». La présentation, par les dirigeants politiques ou les experts financiers, de la mondialisation comme horizon indépassable du développement constitue une redéfinition des relations au capital international sous toutes ses formes (financière, culturelle, etc.). Elle s’inscrit dans des reconfigurations nationales des stratégies de reproduction des groupes sociaux dominants.

Deux figures nationales du capital international

Jusqu’à la révolution nationale de 1952, la Bolivie est dirigée par la *rosca*, une élite économique regroupant quelques barons de l’étain soutenus par une cinquantaine de capitalistes industriels et plusieurs centaines de propriétaires terriens. Elle entretient des relations privilégiées avec l’Europe, à l’image de Simon Patiño, une des principales fortunes mondiales de la première moitié du XX^e siècle, qui réside entre la France, l’Allemagne, l’Espagne et le Royaume-Uni. Cet homme que les photos montrent habillé selon toutes les subtilités de l’élégance occidentale est un *cholo* (métis) issu d’une famille pauvre. Présenté comme un *self-made-man* qui préfère la vie mondaine à la lecture et qui finit par léguer sa fortune à ses fils, Patiño incarne un mode de reproduction familial, au sein d’une économie qui, structurée autour du commerce des matières premières et de la mine, n’a donc pas besoin d’un marché interne. Sergio Almaraz, membre de la haute administration dans les années 1950, décrit ainsi cette oligarchie économique : « Ils se sentaient les maîtres du pays, mais en même temps ils le méprisaient⁹⁰⁰. » Cette ambivalence se retrouve dans les styles de vie : le prestige social est lié à la propriété terrienne, et les signes du pouvoir demeurent ceux des latifundistes du siècle précédent. De fait, les représentants de la *rosca* dans le pays sont des avocats d’origine rurale, qui travaillent également pour des entreprises multinationales comme la Standard Oil et occupent des positions clés dans le parti libéral.

Si l’élite économique de la fin du XX^e siècle partage cette multipositionnalité, elle imite d’autres modèles et importe d’autres valeurs. Gonzalo Sánchez de Lozada est un baron de l’étain dont la fortune s’est construite à partir des années 1960. Né en 1930 d’un père diplomate⁹⁰¹, « Goni » a résidé la majeure partie de son enfance aux États-Unis, où il est censé avoir passé une licence de philosophie et de lettres à l’université de Chicago⁹⁰². Il est

⁸⁹⁹ Paru sous le titre « Sur deux formes de capital international », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, p. 126-133.

⁹⁰⁰ Sergio Almaraz, *Requiem para una república*, La Paz, Los Amigos del libro, 1980.

⁹⁰¹ Enrique Sánchez de Lozada a cumulé des activités académiques et diplomatiques à l’étranger. Il a fait partie du Bureau de coordination des relations commerciales et culturelles entre les républiques américaines, financé par Rockefeller, ce qui l’a placé en situation d’agent officieux de la Bolivie auprès des États-Unis.

⁹⁰² Andrés Soliz, *La Fortuna del presidente*, La Paz, Los Amigos del libro, 2002, p. 17.

élu président de la République de Bolivie en 1993, après avoir été, dès 1979, député national de Cochabamba puis sénateur, et ministre du Plan entre 1986 et 1988. Mais cette carrière politique n'est que le prolongement de la carrière d'entrepreneur qu'il a menée dès les années 1950. Fondateur et directeur d'une entreprise productrice de films commerciaux, il crée ensuite une entreprise de services pétroliers avant de fonder, dans les années 1960, la Compañía Minera del Sur (Comsur), dont les contrats avec l'agence nationale, la Corporación Minera de Bolivia (Comibol), constituent les piliers de sa fortune⁹⁰³. Des accords sur l'exploitation de la mine de Porco⁹⁰⁴ sont ainsi signés et renouvelés tous les dix ans depuis 1969. Des scandales parsèment ses fonctions officielles, au cours desquelles son entreprise bénéficie de contrats et de concessions.

Un autre facteur déterminant de sa fortune réside dans la couverture institutionnelle de l'Asociación Nacional de Mineros Medianos (ANMM), fondée en 1924, au cœur de laquelle se trouvaient alors le consortium Grace Company et la plupart des baronnies de l'étain (dont Patiño Mines). L'ANMM permet dans les années 1960 les premières acquisitions minières de Goni, qui la présidera entre 1971 et 1973 avant de la représenter face à la plus grande banque du pays, le Banco Industrial S.A. (Bisa). Les liens entre l'ANMM et l'État national permettent d'agir au sein de la Comibol, qui accorde à la Comsur l'exploitation privilégiée de Porco, mais aussi la suppression de l'impôt sur les exportations minières et des avantages bancaires dans les contrats. La présidence de « Goni » marque une période où les crédits internationaux se multiplient ; ainsi, en 1994, un accord d'investissement de 55,5 millions de dollars est signé entre la Comsur et la Banque mondiale, par la médiation de la Société financière internationale, de la Transnational Rio Tinto Zinc et de la Minera S.A., dont elle est actionnaire majoritaire.

Les effets de la révolution nationale de 1952

Les transformations des positions dominantes de ces deux barons de l'étain, à un demi-siècle d'intervalle, ne tiennent pas seulement à des changements économiques, mais aussi à une transformation des relations entre structures nationales et circuits internationaux de flux financiers et de formation des élites. Un premier facteur décisif est la remise en question par la révolution nationale, en 1952, du mode de reproduction familial, avec le partage des terres des latifundistes et la nationalisation des mines. Ce bouleversement marque le début du développement d'une « contre-élite civile et militaire⁹⁰⁵ », issue principalement des classes moyennes, et représentée politiquement dans le MNR. Cet accès au pouvoir politique ne s'accompagne cependant pas de la constitution d'une bourgeoisie industrielle susceptible de remplacer l'oligarchie traditionnelle – ce qui explique en partie l'instabilité politique du régime, la carrière militaire représentant une voie essentielle de promotion sociale pour ceux qui n'appartiennent pas aux anciennes élites économiques. Après la révolution de 1952, la forte présence des entreprises publiques comme moyens principaux d'accumulation capitaliste et vecteurs d'emplois dans les secteurs de la mine, du pétrole, de l'industrie et des

⁹⁰³ « Goni » et son frère sont au début actionnaires principaux de Minera SA, entreprise matrice de Comsur, dont la Banque mondiale détient 16,4 % du capital en 1984. Le frère a été membre du cabinet du général Alfredo Ovando Candía, qui a nationalisé en 1969 les biens de la Bolivian Gulf Oil Company. Dans les années 1970, il exerce des responsabilités à la Comibol avant d'être nommé ambassadeur aux États-Unis, puis contrôleur général de la République (1982-1985), tout en occupant un poste au Sénat (1982-1992).

⁹⁰⁴ Porco est une mine au sud de Potosí. Propriété du Français Jean-Paul Bebin, qui meurt en 1919 sans héritiers, puis propriété de la ville de Potosí, elle est achetée par la Bolivian Tin Corporation (entreprise à capitaux nord-américains), avant que « Goni » y investisse, à la fin des années 1960, les 60 000 \$ de crédits obtenus par le biais d'un organisme international, l'Adela. Alfredo Chacón, homme de confiance de « Goni », gère Porco par le biais de la Comsur, avec la participation de plusieurs groupes bancaires.

⁹⁰⁵ Voir J.-P. Lavaud, *L'Instabilité politique...*, *op. cit.*

services permet au MNR d'acquiescer une large marge de manœuvre politique, et une légitimité auprès des secteurs urbains⁹⁰⁶.

Mais, si le MNR désire s'appuyer sur une « bourgeoisie industrielle », seules se développent vraiment les industries de biens de consommation : les investissements étatiques favorisent ainsi le secteur du commerce international, au détriment de l'industrie nationale. Dans les années 1970 également, sous la dictature du général Banzer (1971-1979), la politique de crédits à l'industrie a pour effet de renforcer les seuls secteurs de consommation et donc de lier la croissance des entreprises commerciales à l'appui des multinationales⁹⁰⁷. Le régime de Banzer s'appuie ainsi sur l'industrie agroalimentaire, la mine de taille moyenne, la banque et les petits propriétaires des secteurs urbains. Ces petits entrepreneurs, très liés au monde politique, bénéficient de la politique économique : bas taux de crédit, soutien aux industries productrices de biens à l'exportation, construction d'infrastructures et appropriation d'une grande partie de l'excédent financier réalisé par les entreprises publiques⁹⁰⁸. La faiblesse de l'industrie nationale s'accompagne d'un développement du secteur bancaire et financier : il y avait trois banques privées en 1952, contre 27 en 1978, dont sept banques étrangères. Toute l'élite industrielle, minière et commerciale est alors représentée dans le secteur bancaire, et le pouvoir économique se concentre entre les mains d'une quinzaine de grands groupes industriels.

Au pôle politique du champ du pouvoir, la révolution de 1952 marque l'essor de la bureaucratie d'État, qui représentait 3 % de la population active en 1950 et 11 % en 1976, le secteur public constituant alors 31 % du PIB, 89 % des exportations et 70 % des investissements nationaux⁹⁰⁹. Cette croissance ne permet cependant pas la formation d'une « noblesse d'État » : faute de circuits de formation nationaux spécifiques pour le recrutement des fonctionnaires, les relations personnelles et familiales demeurent décisives pour obtenir le statut⁹¹⁰, d'autant plus que la multiplication des institutions publiques décentralisées laisse libre cours à l'action de lobbies nationaux et au clientélisme local. L'activité politique demeure l'un des moyens d'enrichissement les plus efficaces.

Le champ du pouvoir bolivien apparaît ainsi comme le lieu d'une reconquête, par l'oligarchie traditionnelle, des positions et des avantages que la révolution de 1952 lui avait fait perdre. L'appel au capital étranger peut alors être considéré comme une façon de freiner l'accès des classes moyennes nationales au pouvoir, mais qui n'ont pu véritablement se constituer comme groupe dominant. Ainsi, dans les années 1980, le champ du pouvoir est structuré par la lutte entre les représentants d'une bourgeoisie commerciale et financière et ceux d'une classe moyenne bureaucratique en pleine ascension, mais dont l'influence reste limitée. Les groupes financiers n'ont pas ou ont peu souffert des alternances politiques provoquées par les coups d'État, car, en tant qu'oligopoles liés à des entreprises multinationales, ils peuvent mobiliser de grosses sommes d'argent et réaliser des investissements considérables – d'où les pressions possibles sur les bureaucraties nationales. La redéfinition de la relation des élites à l'international peut ainsi être comprise non comme le

⁹⁰⁶ Voir Roberto Fernández Terán, *FMI, Banco Mundial y Estado neocolonial. Poder supranacional en Bolivia*, La Paz, Plural, 2003, p. 54.

⁹⁰⁷ Voir Claudia Dziobek, *International Commercial Bank Lending to the Third World Countries*, PhD, University of Massachusetts, 1984 ; José María de la Cueva, *Bolivia: Imperialismo y oligarquía*, La Paz, Roalva, 1983.

⁹⁰⁸ Voir Juan Antonio Morales, Mario Napoleón Pacheco, « Economía. El retorno de los liberales », in Fernando Campero Prudencio (dir.), *Bolivia en el siglo XX*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, p. 155-192.

⁹⁰⁹ Voir Ian Bartlema, Augusto Soliz, *Bolivia. Estudio del caso*, La Paz, Instituto nacional de estadística, 1980.

⁹¹⁰ Une enquête de Jean-Pierre Lavaud montre que, en 1980, seuls 39 % des fonctionnaires doivent leur poste à la réussite à un concours d'entrée.

développement d'une « nouvelle élite transnationale⁹¹¹ », ce qu'ont toujours été les élites économiques boliviennes, mais comme l'accumulation de formes de capital plus rares (du fait de leur dimension internationale) face à la concurrence exercée par d'autres groupes sociaux pour la définition des principes légitimes du pouvoir, et donc des principes d'accès au pouvoir, dans une structure de production des richesses où les capitaux ne restent pas dans le pays du fait de la prédominance des secteurs intermédiaires du commerce et de la finance.

Les politiques de privatisation des années 1980

La faiblesse de cette administration face au capital financier international et son incapacité à assumer le pouvoir expliquent en partie l'ascension politique d'un industriel comme Gonzalo Sánchez de Lozada, qui est l'un des principaux artisans des privatisations menées à partir des années 1980 sous l'impulsion du président Víctor Paz Estenssoro, le leader du MNR revenu au pouvoir. La mise en place de la *nueva política económica* (« nouvelle politique économique », NPE) est inspirée par la rencontre entre l'économiste étatsunien Jeffrey Sachs⁹¹² et Goni, alors ministre du Plan : dévaluation, abaissement des barrières douanières, fin des subventions publiques, gel des salaires, fermeture de la Corporation minière de Bolivie, ouverture des réserves fiscales du pétrole et des mines. Un accord est signé avec le Fonds monétaire international en 1986 qui débouche sur le gel de toutes les dépenses publiques sauf le paiement de la dette extérieure.

Jeffrey Sachs n'est que le représentant le plus visible du contrôle de l'État dans le cadre d'une stratégie hégémonique qui s'appuie à la fois sur la finance et sur la formation de serviteurs de l'État à l'américaine. Alors que le mépris de la *rosca* pour le pays peut apparaître comme une des raisons de la révolution nationale, ce qui sépare Sánchez de Lozada Patiño ne réside pas tant dans l'internationalisation des investissements économiques que dans le fait d'avoir réinvesti le pouvoir national. Des personnes clés, formées aux États-Unis et travaillant dans des entreprises étrangères, sont placées à des postes de décision, dans les ministères ou les organismes sectoriels régulateurs (*superintendencias*)⁹¹³. Ainsi, parmi de nombreux exemples, un industriel de la construction avait été nommé ministre des Transports dans les années 1980, tandis que le président de la Chambre de commerce boliviano-brésilienne se retrouvait ministre des Finances ; dans les années 1990 entrent au gouvernement des représentants des grandes banques internationales, dont la Citibank of New York, qui à travers le Cititrust, sa succursale bancaire aux Bahamas, gère les dividendes de la privatisation.

La « bataille pour l'économie mondiale »

Le très libéral site Internet « Commanding Heights. The Battle for the World Economy » abrite une série de documents vidéo sur les réformes menées dans les années 1980 en Bolivie⁹¹⁴. Les documentaires *Bolivia on the Brink* et *Shock Therapy* qui reviennent sur la rencontre entre Jeffrey Sachs, présenté comme un brillant professeur d'économie (le plus jeune recruté à Harvard, à vingt-neuf ans), et Gonzalo

⁹¹¹ Voir Andreas Tsolakakis, *The Reform of the Bolivian State. Domestic Politics in Context of Globalization*, Boulder, Firstforumpress, 2011.

⁹¹² Le décret 21060, qui lance la NPE, est promulgué dans un contexte de surendettement et d'hyperinflation (25 000 % en 1985). Sur l'action de Jeffrey Sachs, voir Catherine Conaghan, « Reconsidering Jeffrey Sachs and the Bolivian economic experiment », in Paul Drake (éd.), *Money Doctors, Foreign Debts and Economic Reforms in Latin America: From the 1890s to the Present*, Wilmington, Jaguar Books, 1994.

⁹¹³ Les *superintendencias* sont des organismes qui, dans les différents secteurs (banque, commerce, etc.), sont chargés de réguler les marchés et l'action des entreprises sur le plan institutionnel. Ces instances sont accusées d'échapper au contrôle démocratique dans la mesure où elles ne sont pas élues. Voir à ce sujet Osvaldo Calle : *El que manda aquí... soy yo: Una guía para entender la capitalización*, La Paz, UPS Editorial, 2001 ; José Luis Roca, *Bolivia, después de la capitalización*, La Paz, Plural, 2000.

⁹¹⁴ <http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/lo/countries/index.html>.

Sánchez de Lozada, futur président de la République bolivienne, ont été réalisés par la WGBH Educational Foundation⁹¹⁵. Tout commence lors d'un séminaire sur l'hyperinflation à Harvard.

Jeffrey Sachs : « En 1985, des étudiants m'ont fait passer un message me demandant si je serais présent à une réunion publique avec un groupe de visiteurs boliviens. [...] J'étais absolument fasciné, et j'ai fait quelques observations. Quelqu'un au fond de la salle s'est levé et a dit : "Eh bien, si vous savez quoi faire, venez donc à La Paz !" [...] Quand je suis arrivé à La Paz en juillet 1985, le taux d'inflation était de 60 000 %. C'était une chose extraordinaire et terrifiante à voir, en vérité. C'était une société au bord du précipice. »

Jeffrey Sachs (J. S.) explique ensuite que les politiciens boliviens étaient paralysés et qu'un seul homme semblait savoir que faire.

J. S. : « J'ai rencontré un homme à un cocktail au cours des soirées de travail. Je ne le connaissais pas, je me suis présenté. Il m'a demandé ce que je faisais là, je lui ai répondu que je rédigeais un plan économique pour le prochain gouvernement. »

Gonzalo Sánchez de Lozada (G. S. L.) : « Je lui ai dit que j'étais ravi qu'il étudie cela, car nous allions battre ces types, et qu'il pouvait donc venir travailler pour nous. Alors tout le monde a ri. »

J. S. : « Il a dit : "C'est très intéressant, qu'avez-vous en tête ?" J'ai décrit quelques éléments, ce qu'il fallait faire pour stopper l'hyperinflation. Il a dit : "Non, non, vous devez aller bien plus loin que cela ! Vous ne comprenez pas, nous avons besoin de beaucoup plus. Vous restez à la surface, alors que ce pays a besoin d'une complète remise en état. Nous devons sortir de cette situation." Je me demandais s'il me provoquait, s'il me taquinait, s'il était bien sobre, s'il savait ce qu'il faisait. Il s'est avéré par la suite que c'était Gonzalo Sánchez de Lozada, un génie. »

À la suite des élections remportées par son parti, « Goni » est nommé ministre du Plan.

G. S. L. : « Il y avait une grande discussion pour savoir s'il fallait stopper l'hyperinflation d'un coup, ou par paliers. En cela, Jeffrey Sachs a été décisif. Il a dit que tous ces trucs graduels ne marchaient pas. Lorsqu'on perd le contrôle de l'inflation, on ne l'arrête plus, c'est comme en médecine, il faut parfois prendre des mesures radicales pour éviter la mort du malade. »

En août 1985, « Goni » promulgue la *shock therapy*, destinée à éradiquer l'inflation. Juan Cariaga, alors ministre des Finances, raconte : « Nous n'avons pas utilisé de grandes théories économiques sophistiquées pour éradiquer l'hyperinflation, nous avons simplement utilisé des recettes simples, comme le fait que le gouvernement ne dépense que ce qu'il gagne. Vous avez 1 peso, vous dépensez 1 peso... Si vous n'en avez pas, vous ne le dépensez pas. Fini les prêts de la Banque centrale, qui ne doit plus elle-même imprimer de monnaie. »

Malgré l'explosion du prix des biens de première nécessité qui en résulte, la Bolivie devient ainsi « l'élève modèle » des institutions internationales en matière de politique économique.

G. S. L. : « Je pense que ce que nous avons fait a eu une grande influence. Le fait que nous l'avons réalisé en démocratie, sans grande violence sociale, a eu de l'impact sur les économistes et les politiciens. »

J. S. : « À la fin de 1985, comme nous étions en train de batailler tard sur un problème, il dit : "Vous savez, c'est extraordinairement difficile, mais ce qui est en train de se faire, c'est ce qui doit se passer dans toute l'Amérique latine." Je vis le processus se mettre en place, un pays après l'autre. »

L'ensemble de l'économie bolivienne se retrouve ainsi sous tutelle avec les politiques de privatisation. À la fin des années 1970, il y avait 37 grandes entreprises d'État (électricité, transports ferroviaires, mines, hydrocarbures, aéronautique, télécommunications, banque, sucre, bâtiment, etc.). Entre 1975 et 1979, des banques comme la Citicorp, la Bank of America et la Dresdner Bank participaient à environ 60 % du montant total des crédits réalisés dans les consortiums⁹¹⁶, convertissant la banque privée internationale en une des sources extérieures majeures d'appui financier à la dictature Banzer, au point de représenter 25 % de la dette extérieure bolivienne⁹¹⁷. Les ressources provenant des organismes

⁹¹⁵ Destiné aux étudiants d'économie, d'histoire contemporaine et de science politique, le site bénéficie de nombreux soutiens institutionnels ou privés, parmi lesquels The Pew Charitable Trusts, la Fondation John Templeton, la Calvin Kazanjian Economics Foundation, la FedEx, Electronic Data Systems Corporation et Microsoft (désormais HP Enterprise Services).

⁹¹⁶ Robert Devlin, Michael Mortimore, « Los bancos transnacionales, el Estado y el endeudamiento externo en Bolivia », *Estudios e informes de la CEPAL*, Santiago-New York, 1983, p. 64.

⁹¹⁷ À la fin des années 1970, la dette extérieure est de 3 500 millions de dollars. En 1979, le déficit extérieur représente plus de 10 % du produit global, tandis que le service de la dette correspond à 32 % des exportations.

internationaux et des autres gouvernements par accords bilatéraux représentaient un peu plus de 60 % des prêts externes. À l'aube des années 1980, les groupes industriels se reconstruisent en relation très forte avec les intérêts privés étrangers, ce qui engendre de grands flux de capital financier vers les régimes militaires, via 118 banques regroupées en consortiums divers, sans qu'ils entraînent pour autant des réinvestissements dans le pays. Alors que budget national provient majoritairement de l'exportation d'hydrocarbures, la propagande sur l'inefficacité du secteur public permet d'enclencher la politique de « capitalisation », terme désignant l'entrée de fonds privés dans les entreprises nationales. Les principaux postes de dépenses sont le paiement de la dette, le ministère de la Défense et la bureaucratie d'État. Les financements extérieurs (crédits, dons) représentent alors 65 % du budget, tandis que 82,6 % des ressources publiques proviennent des exportations (hydrocarbures, mines, agro-industrie) : les politiques d'aide américaines sont en fait compensées par des mesures commerciales restrictives qui permettent de récupérer indirectement une partie des fonds attribués⁹¹⁸. Les crédits des organismes internationaux constituent aussi un outil de libéralisation essentiel : ainsi, ceux que la Banque mondiale accorde aux grandes villes pour la distribution de l'eau précèdent les mesures de privatisation de ce secteur qui auront lieu dans les années 1990. Plus généralement, les ressources disponibles pour le secteur public proviennent à 45 % de crédits internationaux (486 millions de dollars), à 18 % des hydrocarbures, à 0,84 % de l'industrie et à presque 12 % de donations⁹¹⁹.

Dettes et dépendances

La dépendance externe est entretenue par l'action de la Banque mondiale, qui engage des experts nationaux pour promouvoir sa politique auprès de la Banque centrale de Bolivie ou pour nommer des économistes étrangers dans les ministères boliviens. Les professionnels nationaux se trouvent ainsi dépendants des financements extérieurs, et ce sont en fait les donateurs qui conduisent les projets. Entre 1994 et 1997, sur 962 professionnels recensés dans les programmes du gouvernement bolivien avec financement externe, 864 (soit 90 %) sont payés par la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement, les autres l'étant par l'Union européenne, les Nations unies ou les ONG USAID et GTZ. Un tel financement n'est sans doute pas étranger à la conversion massive des élites nationales au néolibéralisme et au mode de vie occidentalisé auquel la rémunération de ces postes leur permet d'accéder⁹²⁰.

Les transformations du champ du pouvoir bolivien échappent ainsi au cadre d'interprétation schumpétérien qui caractérise une grande partie de la sociologie du développement, dans lequel la croissance économique serait le résultat de l'action d'entrepreneurs aux logiques orientées vers l'entreprise. Dans cette perspective, les difficultés à passer du patron traditionnel à l'entrepreneur moderne seraient liées à l'emprise des classes dominantes (même si peu d'entrepreneurs industriels sont eux-mêmes fils d'entrepreneur, remarque Fernando

Hans Huber Abendroth, Mario N. Pacheco Torrico, Carlos Villegas Quiroga, Álvaro Aguirre Badani, Hugo Delgadillo Barea, *La deuda externa de Bolivia, 125 años, de renegociaciones y ¿cuántos más? Desde la operación secreta del gobierno y los Meiggs hasta la Iniciativa HIPC*, La Paz, Cedla-Oxfam, 2001.

⁹¹⁸ Voir Anne Krueger, *Economic Policies at Cross-Purposes. The United States and Developing Countries*, New York-Washington, The Brookings Institution, 1993.

⁹¹⁹ Inversement, près de 34 % des dépenses publiques bénéficient aux ministères de l'Intérieur et de la Défense, aux relations extérieures et aux finances, 21 % à l'éducation, 16 % à la dette publique, 12 % à l'administration décentralisée, contre 0,51 % aux ministères chargés des diverses activités productives.

⁹²⁰ Voir Pablo Berchenko, « La formation des élites chiliennes (1945-1999) », in Isabelle Vagnoux (dir.), *Les États-Unis et les élites latino-américaines*, Aix, Publications de l'université de Provence, 2000, p. 99-116.

Cardoso⁹²¹) et aux conditions d'industrialisation en Amérique latine, qui rendent difficile pour ces différents types d'entrepreneurs d'exercer une action dynamique comme en Europe ou aux États-Unis⁹²². Depuis les années 1990 cependant, la Bolivie est marquée par le renforcement des positions d'agents transnationaux dans les secteurs clés de l'économie, avec l'instauration de structures politiques et bureaucratiques destinées à favoriser les investissements étrangers. Plutôt que de faire une carrière internationale, les élites boliviennes retournent généralement dans leur pays, où elles peuvent rentabiliser au mieux leur capital international⁹²³.

⁹²¹ Fernando Henrique Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1969, p. 107.

⁹²² Voir James Mahoney, « Long-run development and the legacy of colonialism in Spanish America », *American Journal of Sociology*, 109 (1), 2003, p. 50-106.

⁹²³ Ces processus s'inscrivent dans une reconfiguration des modes de formation des élites en Amérique latine, avec le passage du droit à l'économie, et de l'Europe aux États-Unis. Voir Yves Dezalay, Bryant Garth, *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2002.

Annexe 2 – Le contrat d’Aguas del Illimani et l’audit Pozo & Asociados (2007)

1.1 – Le contrat signé en juillet 1997 prévoit une concession de trente ans avec une redéfinition des objectifs tous les cinq ans⁹²⁴. L’entreprise Aguas del Illimani ainsi formée est une société anonyme dotée d’un capital initial de 11 millions de dollars, réparti de la façon suivante : 55 % de Suez, 27 % d’actionnaires boliviens (Bicsa et Connal), 9 % d’actionnaires argentins (Inversora en Servicios S.A.), 8 % de l’Internacional Finance Corporation (IFC, une institution du groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur), 1 % des employés. La signature de ce contrat a lieu au cours d’une vague de « capitalisation » des ressources naturelles et des services urbains : dans chaque secteur privatisé, une autorité régulatrice est mise en place ; pour les réseaux urbains, il s’agit de la Superintendencia de Saneamiento Básico (Sisab). C’est justement avec la Sisab que le contrat est signé, et non avec les municipalités concernées. Il repose sur un mécanisme de fixation des tarifs de type *price cap*. Le contrat comporte ainsi une première tranche « sociale » : moins de 30 mètres cubes à 0,22 dollar (0,18 €) le mètre cube d’eau, alors que le coût moyen est de 0,52 dollar (0,44 €) hors coût du service ; par conséquent, 78 % des volumes d’eau consommés ne représentent initialement que 48 % des recettes de l’opérateur.

Les objectifs du contrat sont une desserte universelle dans l’aire de concession : 100 % pour l’eau potable à La Paz et à El Alto (ce qui suppose 71 752 raccordements au réseau à El Alto durant les cinq premières années), 95 % pour l’assainissement à La Paz et 90 % à El Alto. Le contrat délimite deux zones dans l’aire de concession : une zone de service, sur laquelle portent les objectifs, et une zone non desservie, qui ne fait l’objet d’aucune obligation contractuelle pour l’opérateur. Celui-ci n’a en effet l’obligation de les équiper que si elles répondent à un certain nombre de critères, comme la densité de population ou le coût pour l’entreprise du raccordement au réseau principal. Cette situation a été, de l’avis de Michel Desloges, directeur du secteur Amérique latine de Suez Environnement de 2005 à 2007⁹²⁵, source de conflits difficiles à résoudre sur le terrain, les populations résidentes ne comprenant pas les raisons de la dualité de cette situation⁹²⁶.

Très vite, la mise en œuvre du contrat suscite des interrogations. Dès le début des années 2000, une étude sur l’impact du nouvel opérateur et des mandats d’expansion dans les zones les plus défavorisées montre qu’il ne suffit pas de prévoir une extension des réseaux pour approvisionner les quartiers les plus pauvres (comme le voudrait le modèle classique du « monopole naturel »). C’est la nature même du contrat, plus que la volonté propre de l’entreprise, qui est à questionner : le contrat d’Aguas del Illimani se caractérise en effet par sa focalisation sur l’extension de l’aire de service et les nouvelles connexions à mener à bien ; il comprend aussi des standards de qualité très précis, en termes aussi bien d’*inputs* (matériel, technique) que d’*outputs* (mode de connexion, tarifs) – le gouvernement de l’époque ayant imposé contractuellement, afin de garantir un service équitable pour tous, que l’entreprise ne baisse pas la qualité des installations.

Une première interprétation « contractualiste » de l’échec consisterait donc à dire que, dès l’origine, Aguas del Illimani n’a pas la flexibilité suffisante pour équiper les ménages les plus pauvres : il aurait fallu abaisser les barrières tarifaires pour les plus démunis et développer des incitations financières pour que l’opérateur investisse dans les quartiers pauvres ; inversement, les ménages sans ressources n’auraient pu bénéficier du service que si

⁹²⁴ Voir V. Defournier, *The Concession Contract of Aguas del Illimani...*, *op. cit.*

⁹²⁵ La Lyonnaise des eaux est devenue en 1997 une des principales sociétés de la branche environnement du groupe Suez, qui a fusionné avec Gaz de France en 2008 pour former le groupe Suez Environnement.

⁹²⁶ Voir S. Botton, *La Multinationale et le bidonville...*, *op. cit.*

l'opérateur avait présenté une offre suffisamment diversifiée pour répondre aux demandes des différents types de ménages. Il ne serait donc pas étonnant que le concessionnaire ne soit pas en mesure d'équiper les zones défavorisées, surtout lorsqu'elles n'entrent pas dans l'aire obligatoirement desservie fixée par le contrat, comme les quartiers périphériques en extension d'El Alto. Du fait de l'uniformité de l'offre, les demandes de raccordement des ménages les plus pauvres se seraient donc trouvées découragées.

Cette interprétation ne couvre cependant qu'un aspect du problème : il est difficile de croire que les difficultés à équiper les zones populaires sont totalement nouvelles pour une entreprise de l'ampleur et de l'expérience de la Lyonnaise des eaux. À côté du contrat sont prévues un certain nombre de mesures, relevant de ce qui est généralement désigné comme une orientation *pro-poor*. Au-delà des limitations du contrat, ce sont peut-être les insuffisances de ces mesures qui permettent de comprendre l'échec d'Aguas del Illimani à La Paz et à El Alto.

1.2 – L'audit sur les investissements de l'entreprise Aguas del Illimani (AISA) est rédigé par la société de conseil Pozo & Asociados. Il affirme que l'entreprise n'a pas rempli les obligations d'extension du réseau, qu'elle a seulement injecté 11,3 millions de dollars (9,63 millions d'euros) et qu'elle a pratiqué des tarifs élevés, dans la mesure où les montants recouverts étaient réinvestis dans l'aménagement du réseau. L'audit conclut qu'il y a des motifs pour résilier le contrat et qu'AISA devrait payer des amendes – or l'autorité régulatrice de l'eau, la *Superintendencia*, ne lui en a jamais infligé. Le document signale que la compagnie, dominée par l'entreprise française Lyonnaise des eaux (55,46 % des actions), se limite à la gestion du service et de façon très limitée à l'investissement propre de capital – investissement qui est pourtant la finalité d'une concession de services de base à des opérateurs privés avec l'État comme régulateur.

Parmi les fonds gérés par l'entreprise, 48,5 % (58,2 millions de dollars ; 49,56 millions d'euros) des proviennent de prêts, par exemple de la Banque interaméricaine de développement ou de la Corporación Andina de Fomento. De plus, 37,8 %, soit 45,3 millions de dollars (38,57 millions d'euros) sont issus du budget de fonctionnement lui-même, c'est-à-dire des factures encaissées et des raccordements, et donc de la poche des usagers. Par ailleurs, 4,3 % (5 millions de dollars, 4,25 millions d'euros) sont issus de l'émission d'actions, financés à travers la Bourse des valeurs, et, finalement, seulement 9,4 % des investissements (11,3 millions de dollars, 9,62 millions d'euros) sont sortis des caisses d'AISA, comme apports de capital. Ces 120 millions de dollars ont été utilisés en : construction et actifs fixes (raccordements, pose de tuyaux, infrastructures diverses) pour 60 millions de dollars (54 %) ; remboursement de prêts (paiement de la dette) pour 47,6 millions de dollars (39,7 %) ; paiement de « bénéfices sociaux » (dividendes aux actionnaires) pour 4,9 millions (4,1 %) ; dépenses diverses pour 4,9 millions également.

Ce qui retient l'attention est que 45,3 millions de dollars (38,22 millions d'euros) proviennent soit des factures, soit des droits de raccordement individuels (environ 150 € pour l'assainissement, 127 € pour l'eau potable). Ce point, selon l'annexe 10 du contrat, est seulement présenté comme une « rentrée d'argent », mais il ne détaille pas l'origine des fonds. Cette lacune permet à AISA de mentionner comme investissement net les montants recouverts auprès des usagers, alors qu'en réalité cet argent n'est pas sorti de ses caisses. L'audit conclut ainsi que « l'analyse économique du modèle d'établissement des prix et des tarifs démontre que le droit de raccordement au réseau soutient les investissements du concessionnaire ». Ainsi, les tarifs ont été maintenus indexés au dollar et les droits de raccordement sont restés élevés.

Pozo & Asociados ne montre pas seulement la faiblesse de l'investissement propre d'AISA, il met en question les plus de 60 millions de dollars affichés par l'entreprise le 31 décembre

2005 comme « apportés aux actifs fixes » c'est-à-dire aux installations permanentes. L'audit révèle aussi qu'« AISA n'a pas enregistré de façon séparée les biens transférés du Samapa » (l'entreprise municipale officiant avant 1997), ce qui ne permet pas de distinguer les investissements des deux entreprises dans la durée. L'audit mentionne aussi qu'il n'a pas pu « identifier de façon comptable les coûts des 395 travaux réalisés », un « manque d'information relatif à la contractualisation des travaux réalisés par des entreprises extérieures » ne permettant pas de les mettre en relation avec les investissements. Il blâme la volonté de l'entreprise de considérer les travaux de réparation comme des investissements. Et conclut que « cette série de déficiences d'information et de documentation » entre en contradiction avec l'annexe 11 du contrat de concession.

Pozo & Asociados montre aussi qu'AISA n'a pas rempli les objectifs d'extension du réseau stipulés dans le contrat, ni pour les cinq premières années, ni pour le quinquennat suivant. D'août 1997 à décembre 2001, il manque des raccordements au réseau d'eau potable dans la ville d'El Alto. Sur les 71 752 raccordements prévus, seulement 52 764 ont été réalisés, soit 73,5 %⁹²⁷. Selon l'audit, AISA a fait appel pour beaucoup des raccordements aux résidents du voisinage – une pratique baptisée « travaux avec participation des résidents » ou « travaux condominaux », sans laquelle les manquements au contrat auraient atteint 35,3 % en matière d'eau potable et 32,8 % en matière d'assainissement dans les deux villes de La Paz et d'El Alto. Le projet pilote « condominial » était censé équiper 10 000 ménages en eau potable et assainissement ; une évaluation de ce système, incluant cette fois la participation des résidents aux travaux (OPV : *obras con participación vecinal*), a été réalisée par l'audit Pozo & Asociados en 2006, au moment de la négociation du départ d'Agua del Illimani : en matière d'eau potable, les OPV atteignent le nombre de 6 325 pour la première tranche quinquennale, et de 6 482 pour la seconde, sur des quantités respectives déclarées de 52 764 et 25 452. Dans la mesure où ces raccordements ont été réalisés avec le soutien financier de la Banque mondiale, l'audit ne les a pas considérées comme faisant partie du contrat, puisqu'elles ne représentent pas des investissements de l'entreprise elle-même. Au final, sur les 71 752 raccordements prévus, 25 314 n'auraient donc pas été exécutés, soit 35,28 %, ce qui autorisait la superintendance à résilier le contrat : « AISA a diversifié les risques des investissements à travers le mécanisme d'exécution des travaux par participation des résidents (OPV)⁹²⁸. »

Les irrégularités constitueraient ainsi une raison suffisante pour résilier le contrat, dans la mesure où elles relèvent d'un manquement au contrat supérieur à 25 % en termes d'objectifs d'extension des réseaux d'eau potable dans la zone d'El Alto. Une des principales conclusions de cet audit est que « les taux de rentabilité (15,1 %) montrent que les tarifs actuels et les prix pratiqués engendrent des bénéfices économiques très importants, qui peuvent assurer la rentabilité de cette entreprise sous quelque mode d'administration que ce soit ».

⁹²⁷ En 1997, les villes de La Paz et d'El Alto sont desservies respectivement à 95 % et 65 % pour l'eau potable, et à 80 % et 25 % pour l'assainissement, soit environ 140 000 raccordements d'eau potable et 100 000 d'assainissement.

⁹²⁸ Superintendencia de Agua y Servicios Básicos, *Informe final. Metas de expansión*, Pozo & Asociados-Sisab, 2006, p. 14. Le poids respectif du système « condominial » et des OPV s'inverse entre les deux quinquennats : en matière d'eau potable, les raccordements « condominaux » sont passés de 3 481 (sur 6 325) à seulement 1 274 (sur 6 482), tandis que les OPV sont passées de 2 844 à 5 118. On observe la même chute du système « condominial » en matière de raccordement au réseau d'assainissement (de 4 600 à 905), tandis que les OPV se maintiennent (autour de 10 000) au cours de chaque période. Au total, les OPV, qui ne représentaient originellement que 5,4 % des raccordements, ont fini par atteindre plus de 20 %. En cumulant avec le système « condominial », on obtient respectivement les chiffres de 12 et 25 % – la *Superintendencia* soulignant même qu'en 2005 cela représentait 56,3 % des raccordements réalisés.

Annexe 3 – Caractéristiques des quartiers étudiés à El Alto (Livre II, chapitre 4)

Les logements occupés dans les quartiers périphériques enquêtés sont relativement divers : en moyenne, six personnes occupent trois pièces, mais 50 % des logements ont une seule pièce, et moins de 10 % des logements ont plus de quatre pièces. Par ailleurs, 69 % des maisons sont en *adobe* et témoignent d'une implantation par autoconstruction : 58 % des résidents affirment n'avoir aucun titre de propriété officiel. Cette implantation ne va pas sans projection dans l'avenir, comme dans la plupart des quartiers informels en Amérique latine : 68 % des foyers interrogés prévoient d'agrandir leur logement ultérieurement, en particulier pour ouvrir une épicerie qui fournirait des revenus complémentaires. En effet, du fait du nombre d'enfants en bas âge, les femmes restent souvent au foyer pendant la journée, et seul l'époux apporte des revenus. 80 % des chefs de famille ont en effet travaillé la semaine précédente, et 20 % d'entre eux seulement ont un emploi contractuel stable. Leur profil professionnel confirme leur condition modeste : 20 % occupent un poste administratif ou technique, 26 % sont vendeurs ou commerçants, 45 % sont ouvriers ou employés non qualifiés, principalement maçons et travailleurs de chantiers de construction.

Quartier	Environnement physique	Accessibilité des transports	Connexion au réseau d'eau	Type d'habitat	Population active
(D6) Solidaridad-14 de Septiembre	Partie élevée de la ville	Loin des lignes de bus	Aucune	<i>Adobe</i>	Ouvriers journaliers, retraités
(D5) Santa Rosa de Lima	Flanc de montagne sans obstacle physique	Accès à une ligne de bus	Une borne-fontaine Puits individuels	<i>Adobe</i>	Ouvriers, maçons
(D5) Villa Ingenio	Urbanisation sans obstacle physique	Lignes de bus	Bornes-fontaines et puits Connexions au domicile	<i>Adobe</i> et briques	Ouvriers, employés, artisans
(D7) Estrella del Norte	Proximité de la décharge	Pas de transports en commun Camions	Pas de connexion	<i>Adobe</i>	Travail familial tri des déchets
(D7) Villa Cooperativa	Urbanisation le long d'un axe routier	Proximité d'un arrêt de bus	Pas de connexion Une coopérative	<i>Adobe</i>	Ouvriers, maçons, employés
(D7) 6 de Marzo	Frontière urbain-rural	Loin des arrêts de bus	Pas de connexion	Briques et <i>adobe</i>	Agriculteurs Maçons
(D7) Bautista Saavedra	Urbanisation en relief irrégulier	Loin des arrêts de bus	Système « condominial »	Briques et <i>adobe</i>	Ouvriers, employés
(8) Urkupiña-Juntuhuma	Urbanisation en bord de crête	Proximité d'un arrêt de bus	Connexions avec problèmes de pression en bout de réseau	Briques	Employés, artisans
(D8) La Florida-El Carmen-Los Angeles	Terrain plat et aride, faible densité	Proximité d'un arrêt de bus	Camions-citernes	Briques et <i>adobe</i>	Ouvriers, employés, artisans

La connexion au réseau de distribution d'eau est, comme on pouvait s'y attendre au vu du recensement de 2001, particulièrement déficiente dans ces quartiers périphériques. En ce qui concerne les modalités, seuls 16 % des logements disposent d'un accès au réseau directement dans l'habitation ; 45 % n'y accèdent qu'à l'extérieur de la maison, mais dans l'enceinte de la propriété ; 16 % des familles interrogées n'accèdent à l'eau potable que par une borne-fontaine, et 22 % continuent d'utiliser un puits, collectif ou individuel ; les cas de recours aux camions-citernes restent marginaux (1 % environ). Du point de vue de la consommation, la facture des ménages enquêtés s'élève à 16 bolivianos (1,50 €) par mois en moyenne, soit une consommation relativement modérée par rapport au budget familial (7 % environ selon les évaluations des dépenses par les résidents eux-mêmes). Ainsi, 64 % des personnes interrogées se lavent une fois par semaine, et seulement 21 % tous les jours, mais elles affirment qu'elles se laveraient plus fréquemment si elles bénéficiaient d'une eau courante chauffée.

Ces résultats montrent aussi des disparités importantes entre les zones et entre les ménages. La moitié des bornes-fontaines, déjà très circonscrites à certains quartiers, desservent plus de 12 familles, situation qui engendre des conflits liés à la répartition des coûts. Plus de 70 % des familles utilisent l'eau de pluie pour les usages domestiques, et il n'est pas rare de voir, devant les maisons, des cuves métalliques destinées à récupérer l'eau. Le faible accès au réseau d'eau potable a pour corollaire un faible équipement d'évacuation des eaux usées : 85 % des ménages les jettent à l'extérieur de la maison, sans qu'aucun dispositif ad hoc soit prévu (à part quelques rigoles creusées par les résidents eux-mêmes devant leur maison). De même, 80 % des familles ne disposent pas de toilettes personnelles ; plus des deux tiers se contentent d'aller à l'extérieur, et 20 % disent utiliser des toilettes publiques, qui n'existent que dans des quartiers à forte densité de population.

Le faible accès au réseau se retrouve dans le faible accès aux autres services urbains : à part l'électricité, à laquelle 90 % des maisons sont connectées (pour un coût moyen de 25 Bs par mois, soit 2,50 € environ), la moitié des familles des quartiers enquêtés ne bénéficient pas d'un ramassage des ordures, qui sont donc délaissées à proximité des habitations, même si elles font parfois l'objet d'une crémation par le comité de quartier. En ce qui concerne les transports, la moitié des chefs de famille affirment que leur déplacement pour se rendre à leur lieu de travail leur prend entre trente minutes et une heure, et 30 % ont même plus de trois heures de trajet journalier. En moyenne, les chefs de famille des quartiers périphériques enquêtés affirment ainsi dépenser 180 bolivianos (environ 22 €) par mois en transports, ce qui représente la moitié du budget familial pour ce poste. À titre de comparaison, le budget moyen pour la nourriture est de 105 bolivianos (environ 13 €) par mois, principalement dépensés au cours de visites hebdomadaires au marché.

Les effets sanitaires du faible accès aux services sont relativement clairs : 40 % des familles déclarent qu'au moins un de ses enfants a des verrues (liées en général à une peau sèche produisant des craquelures au sein desquelles se logent les foyers d'infection), tandis que, dans 60 % d'entre elles, les enfants ont des problèmes digestifs. Ces problèmes ne s'accompagnent cependant pas d'une conscience des risques sanitaires et environnementaux : seuls les foyers souffrant directement d'une forme de contamination, comme avec la décharge publique du district 7 ou l'absence de collecte des déchets de nombreux quartiers des districts 5 et 8, affirment que l'agglomération connaît des problèmes de pollution ; et la forte proportion de personnes interrogées (60 %) affirmant que la région souffre de plus en plus de la sécheresse est elle aussi directement liée à des problèmes domestiques d'accès à la ressource.

Annexe 4 – Caractéristiques des quartiers étudiés à La Paz (Livre III, chapitre 6)

Presque la moitié (49 %) des habitants ont emménagé depuis plus de quinze ans ; dans certains quartiers comme Chicani, une partie importante des habitants ont toujours vécu là. 21 % se sont installés entre 1994 et 2001, tandis que 30 % se sont installés depuis 2001, l'augmentation étant due à la pression démographique croissante sur les zones périphériques. La presque totalité des habitants interrogés (95 %) vivent dans une maison particulière, avec 91 % de propriétaires (pour 5 % de locataires et 4 % de maisons prêtées). Seulement 70 % d'entre eux possèdent un titre de propriété, et 20 % une autre maison en dehors du quartier. L'enquête révèle que 42 % des chefs de famille sont nés à La Paz, la grande majorité des autres venant d'autres provinces du département.

Quartier	Environnement physique	Accessibilité et transports	Connexion au réseau d'eau	Type d'habitat	Population active
Mirador Turístico	Flanc de montagne	Proximité d'arrêts de bus	Problèmes de pression	Briques	Employés, retraités
Apaña	Vallée urbanisée	Bus réguliers	Aucune	Briques et <i>adobe</i>	Ouvriers, agriculteurs
Alto Ovejuyo	Flanc de montagne	Loin des arrêts de bus	Problèmes de pression	<i>Adobe</i>	Ouvriers, maçons
Condominiums	Plateau dégagé zone sud	Véhicules individuels	Connexion commune	Briques et pierres	Cadres
Chijipata	Vallée urbanisée à faible densité	Bus et véhicules individuels	Connexions individuelles	Briques et pierres	Employés et cadres
Chicani	Vallée et cultures à flanc de montagne	Bus réguliers Voitures individuelles	Coopérative avec sources locales	Habitat mixte Briques	Agriculteurs et indépendants
Pokechaka	Flanc de montagne	Loin des arrêts de bus	Bornes-fontaines	Briques et <i>adobe</i>	Ouvriers, employés
24 de Junio	Flanc de montagne	Loin des arrêts de bus	Bornes-fontaines	Briques et <i>adobe</i>	Ouvriers, employés

Les logements sont pour 42 % d'entre eux en adobe, ce qui correspond à la moyenne de l'agglomération de La Paz (selon le recensement de 2001), et 33 % seulement sont équipés de toilettes, dont la moitié seulement débouchent sur une fosse d'aisances et un tiers sur un réseau d'assainissement : le sous-équipement est net par rapport à l'agglomération de La Paz (84 %), mais inférieur à celui de Palca (22 %). Si l'équipement électrique semble relativement satisfaisant (90 % des habitations), l'accès au réseau d'eau à l'intérieur de la maison ne concerne que 16 % des logements, et 11 % à l'intérieur de la propriété. Une majorité (55 %) des habitants des quartiers enquêtés se procurent donc de l'eau dans des puits situés à proximité de leur logement, et 16 % bénéficient d'un système de coopérative qui distribue ensuite l'eau disponible ; en revanche, moins de 2 % des habitants ont recours à des camions-citernes, comme ce peut être le cas dans d'autres parties de l'agglomération (El Alto, Achocalla). Dans le domaine de l'hygiène et de la santé, la gestion des eaux usées laisse apparaître les insuffisances du service municipal, alors que 92 % des foyers interrogés se débarrassent des eaux usées en les jetant dehors. De ce point de vue, les quartiers périphériques révèlent une situation de sous-équipement structurel par rapport à l'ensemble de l'agglomération, où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement concerne respectivement 91 % et 84 % de la population. À Palca, la population n'est équipée qu'à 47 % et 22 %.

Les informations recueillies sur le type d'eau utilisée pour les usages quotidiens permettent de préciser certaines zones d'ombre du recensement national. En effet, il y a des cas de raccordement du domicile, mais qui ne sont pas le fait de l'entreprise municipale Epsas : il s'agit de branchements réalisés par une coopérative locale ou par un système géré collectivement, en particulier dans les quartiers de Chicani, d'Apaña ou de 24 de Junio. La présence d'un robinet dans la maison n'empêche toutefois pas d'aller laver le linge ou la vaisselle dans un puits voisin, sauf dans les rares cas où l'eau est assez abondante pour ne donner lieu à aucune dépense individuelle ou collective (à part la contribution des membres de la coopérative aux travaux d'installation et d'entretien).

Les chefs de famille sont à 80 % des hommes, généralement mariés. La structure d'âge fait apparaître la relative absence de jeunes ménages au profit de couples d'âge moyen (31 % ont entre 30 et 39 ans, 25 % entre 40 et 49 ans, soit 55 % pour ces deux dernières catégories). 10 % des ménages ont un seul enfant, ce qui confirme la faible proportion de très jeunes couples ; par contre, 59 % en ont plus de trois, indicateur caractéristique des milieux populaires boliviens. De même, seulement 10 % des logements n'abritent qu'une ou deux personnes, 51 % en abritant entre trois et cinq, et 39 % plus de six, ce qui donne un nombre moyen de personnes par chambre compris entre trois et quatre, et qui rapproche les quartiers périphériques beaucoup plus du peuplement rural de Palca (3,16 personnes par chambre) que de celui de la ville de La Paz (2,36).

Les transports occupent une place importante dans le budget des familles : si 40 % dépensent moins de 20 bolivianos (2,45 €) par semaine (puisque 45 % de l'échantillon travaille dans son quartier ou à moins d'une demi-heure de trajet), une grande partie des chefs de famille (37 %) dépensent entre 20 et 50 bolivianos par semaine, voire plus de 50 bolivianos pour le quart d'entre eux, 55 % des chefs de famille ayant plus d'une heure de trajet pour se rendre à leur travail. Seuls 10 % d'entre eux ont une voiture, principalement les chauffeurs qui sont à leur compte ou les personnes résidant dans les condominiums de la zone sud. Du point de vue alimentaire, on constate là encore une certaine homogénéité : 80 % de l'échantillon va une fois par semaine au marché, parfois quotidiennement à une épicerie de proximité pour des petites dépenses, mais en aucun cas ils ne fréquentent les supermarchés qui se sont développés à La Paz depuis une quinzaine d'années, dont les prix restent inabordables pour des ménages modestes.

Annexe 5 - Communautés et communs dans les Andes

Si l'autonomie relative des communautés paysannes⁹²⁹ (évoquée par Elinor Ostrom) n'est pas nouvelle, la gestion des communs a engendré dans les Andes des débats (non articulés directement à la pensée d'Ostrom) sur les dynamiques individuelles et collectives de la « communauté paysanne-indigène »⁹³⁰ et sur son intégration au marché⁹³¹. L'anthropologie des pays andins s'est longtemps focalisée, dans sa définition de la communauté, sur des normes de réciprocité et de coopération qui permettent de maximaliser l'utilisation de la main-d'œuvre aux moments stratégiques de la production. La communauté andine a ainsi été définie comme une unité de coordination de différentes unités domestiques permettant une meilleure appréhension des ressources naturelles et de la main-d'œuvre pour combler les insuffisances du travail familial⁹³². Cette idée de coopération plus ample permet de réfuter le postulat du simple mode de production domestique pour privilégier la notion d'économie paysanne communale⁹³³.

Comme l'a montré Claude Le Guill⁹³⁴, la communauté andine est un système complexe dans la mesure où cette institution doit gérer les relations de travail et le religieux, ainsi que différents types de ressources (eau, terre, infrastructures, etc.) ; elle est aussi en contact avec des échelons de gouvernance plus élevés dans la hiérarchie (district, région, État, international) ou de même niveau (par exemple, des juridictions voisines, des organisations professionnelles, etc.), soit une multiplicité de centres de décision qui contribue à la complexité du système⁹³⁵. Pour Ostrom⁹³⁶, l'analyse de ces systèmes complexes doit permettre de comprendre comment des institutions polycentriques peuvent favoriser (ou au contraire contrarier) l'innovation, l'apprentissage, l'adaptation, la flexibilité, la coopération entre parties, avec des résultats plus efficaces et plus durables à tous les niveaux⁹³⁷. Les principes identifiés par Elinor Ostrom pour une gestion optimale des biens communs peuvent se retrouver dans des communautés paysannes-indigènes andines définies comme une structure de gouvernance régulant l'accès aux ressources à travers des normes de coopération, sur un territoire clairement délimité et reconnu par l'État ; elles sont régies par une organisation collective légitime, aux fonctions de régulation tant productive que politique et judiciaire, et articulée à la société environnante.

⁹²⁹ Voir Eric Wolf, *Les Guerres paysannes au XX^e siècle*, Paris, Maspero, 1974 ; James Scott, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1976.

⁹³⁰ Voir Xavier Albó, *La paradoja ayмара: solidaridad y faccionalismo*, La Paz, Cipca, 1975.

⁹³¹ Voir O. Harris, *Economía étnica*, op. cit.

⁹³² Voir Jürgen Golte, *La racionalidad de la organización andina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1980.

⁹³³ Voir Efraín Gonzales de Olarte, *Economía de la comunidad campesina*. Lima, IEP, 1984.

⁹³⁴ Voir C. Le Guill, « Imaginaires miniers... », art. cit.

⁹³⁵ Voir Thomas Abercrombie, *Pathways of Memory and Power. Ethnography and History Among an Andean People*, Madison, Wisconsin University Press, 1998 ; X. Albó, *Pueblos indios...*, op. cit.

⁹³⁶ Voir Elinor Ostrom, « Par-delà les marchés et les États. La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », *Revue de l'OFCE*, 120, 2012, p. 13-72.

⁹³⁷ Voir E. Brondizio, E. Ostrom, O. Young, « Connectivité et gouvernance... », art. cit. ; Michael Cox, Gwen Arnold, Sergio Villamayor Tomás, « A review of design principles for community-based natural resource management », *Ecology and Society*, 15 (4), 2010, <https://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss4/art38/> ; Michael D. McGinnis, « An introduction to IAD and the language of the Ostrom Workshop: A simple guide to a complex framework for the analysis of institutions and their development », *Policy Studies Journal*, 39, 2011, p. 169-183.

Derrière cet idéal communautaire, C. Le Guill souligne cependant que la communauté n'en cache pas moins des inégalités, des dépendances et des stratifications internes⁹³⁸. Son enquête montre que les pratiques d'instrumentalisation d'une élite communale afin de s'approprier l'excédent et de contrôler la main-d'œuvre à travers l'échange et la réciprocité⁹³⁹ sont le résultat d'un ensemble de limitations structurelles du processus d'individualisation, une sorte d'« individualisme de groupe⁹⁴⁰ ». La fonction de l'organisation communale est dès lors de parvenir au consensus entre les différents intérêts. Lorsque le consensus n'est plus possible, la fragmentation de la communauté devient inévitable. Bien qu'Ostrom prenne en compte l'hétérogénéité interne des groupes locaux⁹⁴¹, son approche a été perçue comme une « romantisation » de la communauté⁹⁴², du local⁹⁴³ et des formes d'auto-organisation⁹⁴⁴. Elle a aussi été critiquée comme perspective par en-haut décontextualisée ne prenant pas en compte l'historicité des processus étudiés⁹⁴⁵.

Tout en reconnaissant l'aspect symbolique de la ressource hydrique et la capacité des communautés à résister aux modes de gestion étatique⁹⁴⁶, de nombreuses études ont montré les tensions entre l'individuel et le collectif dans les systèmes d'irrigation andins, les rapports de domination et luttes internes pour la définition des règles ainsi que le pluralisme juridique⁹⁴⁷. Elles ont ainsi révélé d'autres limites inhérentes aux principes établis par Ostrom. Pour Rutgerd Boelens⁹⁴⁸, le droit à l'eau est une relation sociale et une expression de pouvoir qui doit prendre en compte les relations ethniques, de classe, de sexe et autres contradictions à la fois intra-communautaires et à une échelle socio-politique plus large. C'est aussi le rôle de l'État qui doit être repensé. Ainsi, selon Karen Bakker⁹⁴⁹, les communs sont tout autant inclusifs et progressifs qu'exclusifs et régressifs : l'État peut fournir un cadre de relations sociales et de redistribution que les adeptes d'un retour aux communs n'ont pas toujours envisagé. Cette relégitimation de l'État doit cependant s'analyser dans le contexte politique et historique. En Bolivie, l'historique faiblesse de l'État a ainsi plus qu'ailleurs encouragé la construction sociale de l'eau comme une propriété collective locale, du moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales.

⁹³⁸ Voir Enrique Mayer, Marisol de la Cadena, *Cooperación y conflicto en la comunidad andina. Zonas de producción y organización social*, Lima, IEP, 1989.

⁹³⁹ Voir Marcelo Grondin, *Comunidad andina: explotación calculada. Un estudio sobre la organización comunal de Muqiyaywo-Peru*, Santo Domingo, Unidad de Divulgación Técnica de la Secretaría de Estado de Agricultura de la República Dominicana, 1978.

⁹⁴⁰ Voir X. Albó, *La paradoja ayмара...*, *op. cit.*

⁹⁴¹ Voir Elinor Ostrom, Roy Gardner, « Coping with asymmetries in the commons: Self-governing irrigation systems can work », *Journal of Economic Perspectives*, 7 (4), 1993, p. 93-112.

⁹⁴² Voir Tania M. Li, « Articulating indigenous identity in Indonesia: Resource politics and the tribal slot », *Comparative Studies in Society and History*, 42, 2000, p. 149-179.

⁹⁴³ Voir Giles Mohan, Kristian Stokke, « Participatory development and empowerment: The dangers of localism », *Third World Quarterly*, 21 (2), 2000, p. 247-268.

⁹⁴⁴ Voir P. Brosius, A. Tsing, Ch. Zerner, « Representing communities... », art. cit.

⁹⁴⁵ Voir David Mosse, « The symbolic making of a common property resource: History, ecology and locality in a tank-irrigated landscape in South India », *Development and Change*, 28, 1997, p. 467-504 ; Craig Johnson, « Uncommon ground: The "poverty of history" in common property discourse », *Development and Change*, 35 (3), 2004, p. 407-434.

⁹⁴⁶ Voir P. Gelles, *Agua y poder...*, *op. cit.*

⁹⁴⁷ Voir Benjamin Orlove, *Lines in the Water. Nature and Culture at Lake Titicaca*, Los Angeles, University of California Press, 2002 ; R. Boelens, D. Getches, A. Guevara Gil (dir.), *Agua y derecho...*, *op. cit.*

⁹⁴⁸ R. Boelens, *The Rules of the Game...*, *op. cit.*

⁹⁴⁹ K. Bakker, « The "commons" versus... », art. cit.

Annexe 6 - De la critique écologique à la critique sociale.

Auto-organisation communautaire et autonomie des dominés

La critique, telle qu'elle est portée par certains courants des sciences sociales depuis les années 1960, semble avoir abandonné le projet politique de rupture avec l'ordre existant. Depuis le début des années 2000 en particulier, les champs académique et intellectuel français ont subi autant les procédures d'évaluation désormais monnaie courante, qui se sont propagées dans le monde scientifique, que l'orientation systématique vers la recherche appliquée, ainsi que l'emprise des champs politique et journalistique. Aux injonctions de « servir à quelque chose » ou de « trouver des solutions » aux « problèmes de société », s'ajoute l'obligation de « coproduire » des savoirs avec les *stakeholders*, et de construire des « réponses » ajustées à la « demande sociale ». Et, si la mise en évidence des inégalités et des rapports de domination a trouvé une nouvelle vitalité grâce aux luttes spécifiques pour la diversité⁹⁵⁰, c'est désormais la « transition écologique » qui est présentée comme le vecteur d'une nouvelle radicalité, car elle offre à la critique, au tournant des années 2010, des expérimentations sociales comme les zones à défendre (ZAD)⁹⁵¹.

La critique écologique ne va pourtant pas de soi, et l'on a pu dénoncer l'usage politique de l'environnement comme prétexte à une bureaucratisation des vies prétendant apporter la seule réponse possible aux catastrophes à venir : « Les impératifs écologiques sont l'ultime argument sans réplique. [...] Qui s'opposerait au maintien de l'organisation sociale qui permettra de sauver l'humanité, la planète et la biosphère⁹⁵² ? » La critique écologique est évidemment trop diverse pour être réduite à une seule catégorie, et il sera ici question des perspectives environnementales donnant lieu à la formulation d'un projet de société : d'une part, l'écosocialisme comme mise en œuvre d'une écologie politique en rupture avec le capitalisme⁹⁵³ ; d'autre part, le « mouvement vers les communs », dans ses approches institutionnelles de gouvernement des ressources naturelles comme dans son projet anticapitaliste d'instauration de formes autogérées d'organisation⁹⁵⁴. Après avoir analysé les ambivalences de la critique écologique en matière de critique sociale, on verra dans quelle mesure la réactivation de l'idéal du commun permet de penser des alternatives sociales crédibles. On analysera finalement les présupposés de ces approches, en particulier celui du caractère spontané des formes d'auto-organisation, qui renvoie au problème plus général de l'autonomie des dominés tel qu'une sociologie critique de la domination peut le formuler.

La critique écologique comme critique sociale

La critique écologique⁹⁵⁵ peut se révéler politiquement ambivalente : de la défense de la nature au conservatisme social, le pas est souvent vite franchi. Cela ne veut pas dire que

⁹⁵⁰ Voir W. Ben Michaels, *La Diversité...*, *op. cit.*

⁹⁵¹ Voir par exemple le site <https://www.les-communs-dabord.org/tag/zad/>. Et toute une série de livres : Jade Lindgaard (dir.), *Éloge des mauvaises herbes*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018 ; Collectif Des Plumes dans le goudron, *Résister aux grands projets inutiles et imposés. De Notre-Dame-des-Landes à Bure*, Paris, Textuel, 2018 ; Christophe Aguiton *et al.*, *Le Monde qui émerge. Les alternatives qui peuvent tout changer*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

⁹⁵² René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, L'Encyclopédie des nuisances, 2008, p. 84.

⁹⁵³ On ne s'attachera donc pas à discuter la « critique du capitalisme » de la *political ecology*, dont les traductions en termes de projets d'émancipation restent vagues. Voir Raymond Bryant (dir.), *The International Handbook of Political Ecology*, Northampton (Mass.), Edward Elgar Publishing Limited, 2015.

⁹⁵⁴ Voir P. Dardot, C. Laval, *Commun, op. cit.*

⁹⁵⁵ Par « critique écologique », on désignera la diversité de courants intellectuels et politiques visant non seulement à protéger l'environnement et sa biodiversité, mais aussi à défendre les droits de la nature en elle-même.

l'écologie, dans la diversité (souvent conflictuelle) des courants qui la composent, puisse être assimilée à un simple mouvement réactionnaire. En revanche, elle a souvent été instrumentalisée, détournée, ou finalement occultée par certains de ses prétendus défenseurs, au point de faire partie d'une « gouvernance globale⁹⁵⁶ ». Le désastre de Fukushima a de ce point de vue atteint des sommets en matière de cynisme et de double discours, avec des retombées en termes de déréglementation, de préservation des intérêts économiques et de génération de nouveaux profits – sans oublier la minoration systématique des « coûts humains »⁹⁵⁷. Mais, lorsqu'elle se positionne comme politique, l'écologie décale un certain nombre de clivages profondément implantés dans l'impensé d'une critique de gauche qui voudrait des lignes claires, des prises de position tranchées, des mots d'ordre précis et faciles à mémoriser (« mettre fin à la croissance », « consommer autrement », etc.). La perspective de l'écologie sociale constitue en particulier la base d'un programme politique de critique du capitalisme.

Du cosmos aux communautés politiques

L'ouvrage édité par Émilie Hache sur les textes fondateurs de l'écologie politique reprend les analyses pragmatiques de la remise en cause du grand partage entre le sujet et l'objet, l'homme et la nature, etc. : l'idée de nature serait une construction épistémologique et politique liée à l'invention des sciences modernes⁹⁵⁸. Et, de fait, un des fondements de ce courant de pensée réside dans un refus de la réduction de la cause écologique à la seule préservation de la nature. Contre le mythe d'une nature vierge et atemporelle, l'accès à la ville devrait être pris comme un « droit collectif à du commun »⁹⁵⁹. Cette perspective replace la crise écologique dans l'historicité des « territoires inhabitables du capitalisme⁹⁶⁰ » pour refonder un projet politique éco-socialiste capable de prendre en compte les populations non humaines exclues de la définition la plus courante de l'écologie (à l'exception sans doute de l'écologie profonde ou de l'antispécisme).

La transformation de l'écologie politique en une alternative viable ne peut cependant s'en tenir aux positions de l'écologie profonde et de son fondateur, Arne Næss⁹⁶¹, qui insiste sur la préservation de la nature plutôt que sur les pratiques sociales responsables de la dégradation de la Terre. Selon l'écologiste libertaire Murray Bookchin, « on voit se diffuser, venant d'Amérique du Nord, une sorte d'épidémie spirituelle antirationaliste : au nom du retour à la nature, elle évoque des atavismes irrationnels, des mysticismes, des religions païennes... [...] Tout le courant de l'écologie profonde se présente comme une nouvelle spiritualité. Le phénomène n'est pas innocent : il est souvent teinté d'un néo-malthusianisme perfide qui ne voit pas de mal à laisser mourir de faim les pauvres, surtout les victimes de pénuries dans le tiers-monde, pour freiner l'évolution démographique. La Nature, nous dit-on, doit être « libre de suivre son cours »⁹⁶² ». Émilie Hache prolonge la critique du culte de la nature, sous ses diverses formes (bouddhistes, hindouistes et, pourrait-on ajouter,

⁹⁵⁶ Voir Aurélien Bernier, *Comment la mondialisation a tué l'écologie. Les politiques environnementales piégées par le libre-échange*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

⁹⁵⁷ Voir Nadine Ribault, Thierry Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, Paris, L'Encyclopédie des nuisances, 2012.

⁹⁵⁸ Voir Émilie Hache (dir.), *Écologie politique. Cosmos, communautés, milieux*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.

⁹⁵⁹ Voir D. Harvey, *Villes rebelles...*, *op. cit.*

⁹⁶⁰ E. Hache, *op. cit.*, p. 277.

⁹⁶¹ Arne Næss est un philosophe norvégien qui a inventé en 1973 la notion de *deep ecology* (« écologie profonde »), qui remet en cause les valeurs qui, au fondement du système capitaliste, produisent la crise environnementale.

⁹⁶² *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?* Lyon, Atelier de création libertaire, p. 4-5, cité par Arno Münster, *Pour un socialisme vert*, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 2012, p. 40.

pachamamistes) : « Le fait de rapprocher les propositions écologiques actuelles de pensées spirituelles vieilles de deux millénaires, loin de donner aux premières une portée universelle, a pour effet de nier l'histoire de l'Inde ou de la Chine contemporaines, comme si rien ne s'était passé politiquement depuis l'élaboration de ces pensées. Outre que ces références, en véhiculant l'image d'un rapport à la nature plus aimable, jettent le voile sur les multiples conflits écologiques que ces pays peuvent connaître, [...] cette vision romantique accompagne régulièrement une conception péjorative d'un rapport prétendument préscientifique à la nature, justifiant les interventions occidentales pour protéger ladite nature⁹⁶³. »

Si l'écologie politique ne peut se contenter de vouloir « sauver la nature », il faut alors faire de l'environnement une conquête politique. La perspective de l'écocosocialisme constitue la base d'un programme politique de critique du capitalisme. L'articulation de la critique du capitalisme et de la crise écologique peut s'attacher aux conditions sociales de l'adhésion à la cause environnementale : il y a un « environnementalisme des pauvres » qui émerge des pays des Sud et des luttes menées par leurs populations, et qui n'a rien à voir avec l'environnementalisme des riches, focalisé sur la nature et les espèces protégées. L'écologie n'est pas la chose du monde la mieux partagée, et selon Bookchin la critique de l'anthropocentrisme menée par nombre d'écologistes du Nord est une façon de dépolitiser la crise écologique en l'imputant à tous (et à la surpopulation) plutôt qu'à un système de production historique : l'écologie politique doit plutôt, selon lui, mettre l'accent sur les conflits sociaux et la critique du capitalisme actuel. Cela peut être l'une des issues des mouvements pour la « justice environnementale » nés des conflits des minorités étatsuniennes contre des projets industriels polluants, mais désormais en prise sur des inégalités considérées comme à la fois écologiques et sociales.

Au-delà de la critique du productivisme et du consumérisme capitalistes

Comme le montre Arno Münster⁹⁶⁴, la pensée écologique, sous la forme de l'écologie profonde d'Arne Næss, de l'écologie sociale de Murray Bookchin ou du premier écocosocialisme de James O'Connor et Joel Kovel, a toujours remis en cause le productivisme capitaliste, dans le prolongement des analyses de la destructivité du capital exposées dans *L'Idéologie allemande*, de Marx et Engels. L'originalité de l'écocosocialisme n'est pas de penser ce processus de dépassement du capitalisme comme une manifestation individuelle de la fameuse « crise écologique » où chacun devrait adopter des modes de consommation « bio » ou « durables », mais de la rapporter à la socialisation des moyens de production. Les mouvements écologistes radicaux avancent l'idée que l'écocosocialisme n'est pas un antiproductivisme mais un mode de production socialiste où la technologie est adaptée à la nature et où les travailleurs contrôlent le processus productif⁹⁶⁵ : les petites communes et autres alternatives informelles ne peuvent exister sans structures administratives et sociales complexes, nécessaires pour garantir la « participation démocratique » et la « coordination égalitaire des ressources économiques »⁹⁶⁶. L'égalitarisme et la distribution des ressources selon les besoins sont en outre des principes socialistes ajustés à la défense de l'environnement.

Cet écocosocialisme radical remet donc au centre des politiques écologistes l'émancipation collective des travailleurs. Car le problème environnemental majeur est celui de la justice sociale et non, encore une fois, celui des valeurs intrinsèques de la nature. C'est sans doute André Gorz qui, tout en s'inscrivant dans cette perspective, a tenté de renouveler le plus radicalement, selon Münster, la pensée écologiste à partir d'une critique du rôle avant-

⁹⁶³ E. Hache, *op. cit.*, p. 115.

⁹⁶⁴ A. Münster, *Pour un socialisme vert*, *op. cit.*

⁹⁶⁵ Voir David Pepper, *Eco-Socialism. From Deep Ecology to Social Justice*, Londres, Routledge, 1993.

⁹⁶⁶ Voir Boris Frankel, *The Post-Industrial Utopians*, Cambridge, Polity Press, 1987.

gardiste du prolétariat : il annonçait l'avènement d'une « société sans travail » liée à l'émergence d'un capitalisme financier et d'une économie de l'immatériel, derniers subterfuges d'un système en crise. Une économie écologique sociale et solidaire, où tout serait produit dans des ateliers communaux, saurait au contraire se défaire de la tyrannie de la rentabilité et tirer profit de l'excédent de ressources humaines. On regrettera d'une part que Münster n'approfondisse pas les raisons du renoncement écologiste à la critique du capitalisme au profit d'une économie négociée où la pollution et la dégradation de la biosphère sont des préoccupations premières et, d'autre part, qu'il n'étudie pas vraiment, dans le renouvellement possible de l'écোসocialisme, les apports de la décroissance, dont la position est vite ramenée à une contradiction (bien réelle) entre limitations du productivisme et droit au développement. Münster a néanmoins le mérite de souligner que la pensée écologique doit s'attacher non seulement aux styles de vie mais aussi à l'économie et à ses dispositifs institutionnels.

De ce point de vue, on peut penser que ce qui manque à l'écologie politique contemporaine ne sont pas tant des arguments ou des analyses qu'une « utopie pratique » susceptible de contrer le « développement durable » sur son terrain. Car le durable n'est pas seulement une idéologie, c'est aussi un ensemble de dispositifs (de l'Agenda 21 pour les politiques urbaines municipales aux stratégies commerciales de consommation) qui expriment une inflexion au mieux réformiste (et souvent superficielle) de l'économie capitaliste, et nullement une prise en compte de la dimension sociale des problèmes environnementaux. La multiplication des expérimentations sociales finira-t-elle par générer des « utopies réelles » (à condition qu'elles ne soient pas réduites à un petit nombre de communautés autonomes et coupées de la société)⁹⁶⁷ ? On peut en douter tant que l'écologie ne s'incarne que dans des styles de vie somme toute sélectifs, comme le remarque Slavoj Žižek, selon lequel il y a « quelque chose de faussement rassurant dans notre disposition à assumer la responsabilité des menaces qui pèsent sur notre environnement ; nous aimons nous considérer comme coupables : si tel est le cas, tout dépend de nous, qui actionnons les ficelles de la catastrophe et pouvons donc, en principe, encore nous sauver par un changement de mode de vie. [...] Nous sommes prompts à nous engager dans des activités frénétiques et obsessionnelles, comme le recyclage du papier, l'achat de nourriture biologique, etc., histoire d'avoir le ferme sentiment d'agir, d'apporter notre contribution. [...] N'achetons-nous pas de la nourriture biologique pour un motif semblable ? Qui peut croire que des pommes "bio" à moitié pourries et hors de prix sont réellement plus saines que les variétés non biologiques ? Au vrai, par ces emplettes, nous ne nous bornons pas à acheter et à consommer un produit, nous accomplissons en même temps quelque chose qui a du sens, nous montrons notre capacité d'empathie et notre conscience globale⁹⁶⁸ ».

La critique écologique a certes raison de remettre en cause le productivisme capitaliste et le consumérisme qui l'accompagne. Mais, à force d'en appeler, selon les préceptes dominants⁹⁶⁹, à la « responsabilité » de chacun, elle s'attache insuffisamment aux processus sociaux qui sous-tendent productivisme et consumérisme et sur lesquels il existe pourtant des moyens d'action. Par exemple, l'expansion des réseaux de services urbains pose des problèmes autrement plus précis que ceux évoqués par une critique générale du consumérisme-productivisme, et la multiplication des conflits environnementaux qui émergent autour de l'accès à l'eau dans les Amériques le montre de façon très claire⁹⁷⁰. Ainsi,

⁹⁶⁷ Voir F. Poupeau, *Les Mésaventures...*, *op. cit.*.

⁹⁶⁸ S. Žižek, *Pour défendre...*, *op. cit.*, p. 323.

⁹⁶⁹ Voir Émilie Hache, « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Raisons politiques*, 28, 2007, p. 49-65.

⁹⁷⁰ Voir Denis Chartier, Michael Löwy, « L'Amérique latine, terre de luttes socio-écologiques », *Écologie et Politique*, 46, 2013, p. 13-20.

l'accès universel aux services de distribution d'eau et d'assainissement diffusé par les modèles français ou britannique, qui constitue un levier puissant de dénonciation des inégalités d'accès aux services, est rarement discuté en tant que tel⁹⁷¹. On admet bien qu'une communauté rurale africaine ou andine puisse fonctionner grâce au puits qu'une ONG européenne va généreusement lui financer ; mais on envisage rarement les effets écologiques de l'eau en réseau sur l'ensemble du territoire d'une métropole. Alors que le problème du modèle de distribution a longtemps été réduit à l'opposition entre public et privé, la mise en question de la viabilité des grands systèmes urbains et du modèle hydrique du tout-en-réseau permet de renouveler la critique en intégrant la matérialité des alternatives écologiques.

Le commun : de la gestion des ressources aux formes d'auto-organisation

Depuis le début des années 2000, les conflits relatifs à la gestion des ressources naturelles ont permis la reconstitution d'une pensée critique autour de la notion de commun⁹⁷². L'intérêt de ces conflits est de transposer la critique écologique au plus près des pratiques sociales et de l'invention de formes collectives d'exercice de la souveraineté politique. Comme l'explique Pierre Sauvêtre : « Les mouvements sociaux pour le commun comme la guerre de l'eau en Bolivie, le mouvement italien pour les *beni comuni* ou pour la *politica del comú* en Catalogne appartiennent à ce que Karl Polanyi a pu désigner comme le "contre-mouvement pour la protection de la société" face aux forces étatiques et entrepreneuriales qui appuient la dynamique d'auto-régulation du marché. Mais ce qu'il y a de nouveau avec le commun, c'est que cette forme de protection de la société est conçue et revendiquée comme autoprotection d'une société qui devient elle-même l'actrice de sa propre protection, que ce soit sous la forme d'initiatives économiques autogérées ou d'initiatives politiques autogouvernées. La sociologue mexicaine Raquel Gutiérrez Aguilar utilise le terme de "protagonisme social" [...] pour désigner cette dimension d'auto-activité populaire qui caractérise les mouvements pour le commun⁹⁷³ ». Il poursuit : « Dans les conditions de la guerre de l'eau et ses conséquences, on ne peut pas d'une part ramener *lo común* (le commun) à un *mode de gestion des ressources* (comme le sont en revanche les *usos y costumbres*) au sens d'Ostrom, puisqu'il s'agit d'une *forme d'exercice de la souveraineté* qui pose la question du pouvoir et de sa légitimité. D'autre part, dans la mesure où il s'agit également d'une *manière de transformer* l'entreprise publique, *lo común* ne peut être considéré simplement comme un *objet à défendre* contre les privatisations, comme le veut le paradigme des enclosures. La pratique du commun, telle qu'elle est construite dans l'expérience bolivienne de la guerre de l'eau, associe trois éléments : une *pratique assembléiste* de la politique, une forme de *souveraineté sociale* fondée sur le pouvoir des usagers et une *norme conflictuelle* vis-à-vis de l'État et du marché⁹⁷⁴. »

On verra que, si l'économie institutionnelle des communs inspirée par Ostrom a mis l'accent sur les formes d'autogestion des ressources naturelles, la réflexion s'est ensuite élargie, en tant que force de proposition politique des groupes subalternes, au-delà des questions de gouvernance « pour inventer d'autres façons de vivre ensemble, d'autres manières d'aborder la vie en commun, en alternative au système capitaliste⁹⁷⁵ ». En dépit de leurs divergences historiques et sociales, ces deux perspectives, institutionnelle et subalterniste, reposent sur des présupposés partagés concernant les formes d'auto-organisation – présupposés dont la discussion permet de développer une sociologie critique

⁹⁷¹ Voir D. Lorrain, F. Poupeau, *Water Regimes*, *op. cit.*

⁹⁷² Voir B. Coriat (dir.), *Le Retour des communs...*, *op. cit.*

⁹⁷³ P. Sauvêtre, « Commun et protagonisme démocratique... », art. cit., p. 49.

⁹⁷⁴ P. Sauvêtre, « Commun et protagonisme démocratique... », art. cit., p. 57.

⁹⁷⁵ Pierre-Marie David, Nicolas Le Dévédec, « Des communs au commun : un nouvel horizon sociologique ? », *Sociologies*, 2016, <http://journals.openedition.org/sociologies/5652>.

des modes de domination.

Gouverner les communs : une politique du développement

Dans *Governing the Commons* (1990), Elinor Ostrom s'attache aux différents arrangements institutionnels mis en place autour des *common-pool resources* (forêts, cours d'eau, zones de pêche, etc.) pour éviter leur surexploitation. Contre les théories économiques standard qui prônent la privatisation ou le contrôle étatique, elle s'attache à des régimes de propriété collective, afin de définir une « économie du partage basée sur l'autogestion⁹⁷⁶ », ce qui l'amènera au fil de ses travaux à prendre en compte les différents « facteurs qui favorisent ou nuisent à l'émergence et à la robustesse d'efforts de gestion coorganisés⁹⁷⁷ ». Dans cette approche, les communautés sont capables de résoudre de façon autonome les problèmes d'organisation collective, avec l'élaboration de règles communes et d'une surveillance mutuelle qui permettent d'instaurer des institutions durables de gestion des ressources. La « gouvernance des communs » s'établit donc au niveau local, où des négociations sont supposées permettre la mise en place des principes du « design institutionnel »⁹⁷⁸.

Cette approche est tout autant une théorie qu'une « politique développementaliste des communs », étroitement liée à des programmes de financement (étatsuniens), et qui articule mécanismes de marché et gouvernance communautaire : « La conjugaison propre aux travaux d'Ostrom entre la critique du gouvernement bureaucratique, l'insistance sur l'autonomie citoyenne et la généralisation de la rationalité économique à l'ensemble des sphères de l'action humaine se trouvaient finalement particulièrement appropriés à soutenir le projet politique qui s'est dessiné pendant les années 1980 dans le cadre des politiques de développement : celui d'un abandon des formes de régulation bureaucratique et du report de la responsabilité des coûts économiques sur les individus et les communautés⁹⁷⁹. » Des programmes hydriques « en faveur des pauvres », s'appuyant sur les dynamiques communautaires pour pénétrer des territoires à moindre coût (avec un équipement de moindre qualité), ont ainsi été soutenus par les financeurs internationaux. Peut-être faut-il voir également là l'une des origines des politiques multiculturelles néolibérales qui, sous couvert du droit à l'autonomie des peuples autochtones, a conduit au retrait de l'État dans des sphères importantes de la société (éducation, santé), et la gestion autonome, par manque de moyens, a finalement facilité l'entrée des politiques de responsabilité économique et sociale des entreprises durant la décennie suivante.

Les effets sur les communautés de ces modèles de « gestion participative », en matière de ressources forestières comme de ressources hydriques, déstabilisent parfois les formes communautaires préexistantes⁹⁸⁰, surtout dans la mesure où aucune réflexion n'est véritablement menée sur la dimension généralisable des « associations d'usagers » recevant les financements : « Dans le contexte des plans d'ajustement structurel administrés aux pays du Sud, ces politiques n'ont d'autre effet que le gouvernement des conduites de populations ainsi placées dans une position de subalternité, au sens où leurs capacités auto-organisationnelles, loin d'être encouragées, sont tout au contraire détournées et/ou bridées⁹⁸¹. » On a pu observer, dans le cas de la Bolivie, dans quelle mesure les capacités d'autogestion se sont trouvées moins renforcées que placées dans des liens de dépendance envers les financements gouvernementaux⁹⁸². Bien plus, une enquête sociologique sur le

⁹⁷⁶ P.-M. David, N. Le Dévédec, *ibid.*

⁹⁷⁷ E. Ostrom, X. Basurto, « Façonner des outils d'analyse... », art. cit.

⁹⁷⁸ Voir le numéro spécial « Biens communs et territoires », *Espaces et Sociétés*, 175, 2018, <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2018-4.htm>.

⁹⁷⁹ P. Sauvêtre, « Commun et protagonisme démocratique... », art. cit., p. 53.

⁹⁸⁰ Voir P. Brosius *et al.*, « Representing communities... », art. cit.

⁹⁸¹ P. Sauvêtre, *ibid.*, p. 55.

⁹⁸² Voir F. Poupeau, *Carnets boliviens...*, *op. cit.*

devenir des coopératives d'eau dans les quartiers périphériques de La Paz, menée entre 2008 et 2018, a révélé que ces formes de gestion collective ne sont pas forcément signe d'un accès universel et démocratique à la ressource, mais qu'elles peuvent également engendrer exclusions et concurrence⁹⁸³. Il s'agit dès lors d'analyser les conditions sociales de production et de reproduction de ces formes d'autogestion.

Pratiques mutualistes et communautés

À l'opposé de ce modèle imposé de gestion participative, on trouve les pratiques sociales associées à des conflits. Ainsi, durant la « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000, la coalition de comités d'irrigation, de syndicalistes ouvriers et de comités de quartier, regroupés dans la Coordinadora del agua, a pu faire naître ou renaître l'idée d'un commun comme objectif politique de réappropriation de la gestion des ressources naturelles contre les politiques de privatisation, sans pour autant revenir à un modèle de gestion publique-étatique. La construction politique accomplie par la Coordinadora a alors consisté à se placer non seulement sur le plan de la gestion des ressources mais aussi sur celui, politique, de l'exercice de la souveraineté populaire par les habitants et usagers concernés ; le gouvernement d'Evo Morales a ensuite considéré ces comités comme une menace pour sa politique de construction d'un État soutenant le développement. Il est cependant problématique d'attribuer l'échec du retour au service public à la seule responsabilité de l'État, et de ne pas poser la question des conditions de possibilité des formes d'autorégulation, notamment pour identifier des modèles économiques permettant d'assurer leur consolidation dans la durée ainsi que les ressorts affectifs des formes de mobilisation et des dynamiques communautaires⁹⁸⁴. Une approche critique montre que la promotion de l'idéal politique du commun repose sur le même principe que celle de l'approche néo-institutionnelle, à savoir une capacité spontanée d'auto-organisation des « communautés », qui se trouvent, à des degrés divers, imaginées et idéalisées⁹⁸⁵.

Loin de s'installer dans une « nostalgie pour une communauté prémoderne », une analyse critique pourrait partir de l'ancrage du mouvement contemporain des communs dans les pratiques collaboratives⁹⁸⁶. Qu'il s'agisse d'entités relevant de l'économie sociale et solidaire, de coopératives ou de formes immatérielles de collaboration par Internet, on assiste en effet à une revitalisation des idéaux de mutualisme, qui font place non seulement à des « initiatives citoyennes », mais aussi à des réorientations de l'action publique, en particulier dans les municipalités, et au sein d'expériences alternatives proches du communalisme⁹⁸⁷. Les communs sont également définis comme « des ensembles de ressources collectivement gouvernées dans le but de permettre un accès partagé aux biens dont ils sont l'objet⁹⁸⁸ », comme dans les expériences « participatives », dans des entreprises ou des initiatives locales réappropriées par des groupes d'habitants, où la gestion collective engendre du commun. C'est le cas de petites organisations locales cohabitant avec des systèmes sociotechniques reposant sur des grandes infrastructures à coûts fixes, souvent plus élevés, et qui ne peuvent être financées que par l'État ou par une entité privée. Mais, alors que l'échec des grands systèmes de service d'eau potable face à la croissance urbaine, l'extension spatiale des aires de service et la rareté de la ressource ont été analysés sous l'angle de la fragmentation des réseaux urbains⁹⁸⁹, les formes communautaires d'auto-organisation ouvrent la possibilité d'un modèle alternatif par l'institution d'une complémentarité entre systèmes locaux et réseau

⁹⁸³ Voir F. Poupeau, C. Le Gouill *et al.*, « Territoires de l'eau... », art. cit.

⁹⁸⁴ N. Alix *et al.*, *Vers une république...*, *op. cit.*, p. 7.

⁹⁸⁵ Voir F. Poupeau, *Les Méaventures...*, *op. cit.*

⁹⁸⁶ Voir N. Alix *et al.*, *ibid.*

⁹⁸⁷ Voir P. Cossart, « Le communalisme... », art. cit.

⁹⁸⁸ B. Coriat (dir.), *Le Retour des communs*, *op. cit.*, p. 13.

⁹⁸⁹ Voir S. Graham, S. Marvin, *Splintering Urbanism...*, *op. cit.*

urbain : non seulement parvenir à une forme d'auto-organisation articulant gouvernance démocratique, gestion d'une ressource et normes internes de coopération⁹⁹⁰, mais aussi poser les bases collaboratives d'un projet de société⁹⁹¹.

Si la réflexion critique sur les formes participatives recherche « des alternatives émancipatrices dans les fissures du capitalisme⁹⁹² », elle s'expose cependant au risque d'un cloisonnement des différents niveaux d'action politique, et on peut remarquer à propos de ces expérimentations qu'elles ne suffisent pas à produire du collectif. On ne fait pas une formation sociale avec juste un recouvrement de ZAD, ou de 'communes'⁹⁹³. Bien plus, aussi bien l'approche néo-institutionnelle (la gestion collective des ressources naturelles) que l'approche néo-subalterniste (un projet alternatif de société fondé sur la coactivité de ses membres) supposent une capacité spontanée des communautés à s'auto-organiser. Dans le premier cas, le commun émerge des négociations locales menées dans un contexte de décentralisation qui a pu être associé au modèle néolibéral de dérégulation de l'État et qui repose sur la rationalité d'individus capables de s'entendre sur des règles partagées ; dans le second, il s'agit davantage d'un processus ascendant (*bottom-up*) de prise de contrôle de leur destinée par les habitants autour d'un objectif commun, à partir de pratiques sociales partagées.

Dans les deux cas, il est fait l'impasse sur les « régimes politiques de domination » complexes ajustés aux sociétés capitalistes-démocratiques⁹⁹⁴, qui favorisent l'acceptation des « asymétries sociales » (ou, plus généralement, des inégalités) et qui font obstacle à la politisation des expériences par l'imposition de modes de gouvernance instrumentaux et gestionnaires – comme le montre l'exemple des projets d'aménagement du territoire où sont adoptés, par les directions comme par les cadres militants sur le terrain, « des mécanismes technocratiques et des procédures consensuelles qui opèrent dans le cadre jamais remis en cause de la démocratie représentative, de l'économie de marché et du libéralisme mondialisé⁹⁹⁵ ». C'est à ces mécanismes de dépolitisation qu'il faut dès lors s'attacher pour comprendre la possibilité d'une « politique des communs » susceptible de ne pas réduire les alternatives politiques à des expérimentations locales.

Principes d'une sociologie critique de la domination

Pour comprendre les conditions sociales d'émergence et de maintien de formes d'auto-organisation, et donc de mobilisation vers un commun au-delà des appartenances locales, il faut voir dans quelle mesure cette auto-organisation relève d'un processus de politisation. Dans le prolongement de la critique des approches institutionnelles et subalternistes des communs, on partira de l'hypothèse selon laquelle les capacités d'auto-organisation ne sont pas spontanées, puisqu'elles sont le produit d'une construction politique bien plus large que la seule expérimentation de pratiques sociales alternatives, dans la mesure où elles impliquent des savoirs et des savoir-faire qui font l'objet d'apprentissages collectifs.

Le point critique : les conditions de la politisation

En termes de conditions sociales de la politisation, le lien établi par Pierre Bourdieu entre accès à la politisation et capital culturel-scolaire⁹⁹⁶ n'est pas un lien universel, mais une relation observable et observée empiriquement, c'est-à-dire construite statistiquement et

⁹⁹⁰ Voir B. Borritz, *Coopératives contre...*, op. cit.

⁹⁹¹ Voir P. Dardot, C. Laval, *Commun...*, op. cit.

⁹⁹² P. Cossart, *ibid.*, p. 246.

⁹⁹³ Frédéric Lordon, « Et la ZAD... », art. cit., p. 3.

⁹⁹⁴ Luc Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, p. 190.

⁹⁹⁵ Collectif Des plumes dans le goudron, *Résister*, op. cit., p. 93-95.

⁹⁹⁶ Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 222-235.

historiquement : dans les sociétés dites différenciées, où l'école et l'État jouent un rôle de légitimation des inégalités sociales, on se sent d'autant plus autorisé à faire de la politique que l'on possède un capital scolaire ou culturel important. Il serait pourtant simplificateur de relier les capacités d'auto-organisation aux ressources des individus ou des groupes considérés, surtout dans la mesure où nombre d'organisations communautaires ont émergé dans des sociétés où l'institution scolaire n'existait pas sur le mode de celui des sociétés différenciées contemporaines ; de même, les expériences mutualistes du XIX^e siècle ne reposaient pas sur un tel capital scolaire. La sociologie des conditions sociales de politisation permet toutefois de rendre compte de telles expériences, par exemple en s'intéressant aux structures d'encadrement du mouvement ouvrier (sections locales de syndicats ou de partis et Bourses du travail). Ces instances se substituent à l'école dans la formation militante, car elles permettent d'acquérir par d'autres biais, dans des microcosmes échappant aux lois ordinaires du monde social, les compétences, les techniques et l'autorité nécessaires à l'entrée en politique, à l'expression politique d'un mécontentement social ou d'une révolte.

C'est aussi en ce sens que l'on peut interpréter l'importance des collectifs de base en Bolivie, par exemple les comités de quartier d'El Alto (les *juntas vecinales*, qui ont mené la « guerre du gaz » en 2003) ou les comités d'agriculteurs de Cochabamba (les *regantes*, qui ont déclenché en 2000 la « guerre de l'eau », évoquée plus haut). La mobilisation des organisations vicinales boliviennes contre le régime néolibéral n'a rien avoir avec la nature spontanément anticapitaliste d'un « bon Indien » en harmonie avec la Pachamama, vision que les chercheurs militants, sur place ou à l'étranger, diffusent sans toujours voir qu'elle relève d'un profond héritage colonial⁹⁹⁷. La thématique indigéniste peut tout autant entrer en conflit avec certains projet écologiques⁹⁹⁸ que produire un nouvel imaginaire de lutte, à partir d'un « ethos communal »⁹⁹⁹. L'important n'est ainsi pas tant la figure idéalisée du bon Indien que le processus permettant le passage d'un imaginaire à un autre, l'idée même de communauté pouvant être mobilisée aussi bien par les résidents des villes dans la formation de coopératives¹⁰⁰⁰ que par des organisations se réclamant de l'indianisme dans la constitution d'espaces décentralisés d'administration des terres¹⁰⁰¹. La critique écologique, en s'en remettant à la figure idéalisée d'une organisation naturelle des populations indigènes et de leur rapport immédiat avec la nature comme modèle de société, oublie ainsi que la politisation des communautés lors des conflits environnementaux est le produit d'un travail d'éducation populaire accompli par les organisations sociales.

Il faut cependant aller plus loin, de la critique des modes de politisation à l'analyse des formes de mobilisation, dont l'auto-organisation constitue une modalité collective parmi d'autres : le savoir ou le dévoilement par le savoir sont-ils la seule condition de la politisation ou de la force politique d'un collectif¹⁰⁰² ? Le problème n'est donc pas seulement de déterminer si l'accès au savoir a des effets de « cens caché » qui favorisent la fermeture du champ politique sur ses enjeux propres, mais de se demander si la prise de conscience permise par le savoir donne lieu à politisation : il est ici question de construction et d'appropriation

⁹⁹⁷ Voir F. Poupeau, *Carnets boliviens...*, *op. cit.*

⁹⁹⁸ Voir Astrid Ulloa, « La construcción del nativo ecológico », *Universitas Humanística*, 61, 2006, p. 295-301, <http://www.scielo.org.co/pdf/unih/n61/n61a15.pdf>.

⁹⁹⁹ Voir Forrest Hylton, Sinclair Thomson, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, Paris, IMHO, 2010.

¹⁰⁰⁰ Voir Claude Le Gouill *et al.*, « Coupures d'eau et crise politique. Éléments pour une sociologie des transformations de l'État en Bolivie », *Politix*, 127, 2019, p. 135-159.

¹⁰⁰¹ Voir Claude Le Gouill, Franck Poupeau, « Le commun à l'épreuve des communautés andines. Éléments pour une analyse des formes d'auto-organisation communautaires », in C. Laval *et al.* (dir), *L'Alternative du commun*, *op. cit.*, p. 139-150.

¹⁰⁰² Roger Sue, dans *La Contre-société* (Paris, Les Liens qui libèrent, 2016), montre l'importance des savoirs collaboratifs dans l'émergence d'alternatives socio-économiques.

des outils intellectuels favorables aux luttes politiques, comme E. P. Thompson l'a montré dans *La Formation de la classe ouvrière anglaise*¹⁰⁰³. Cette analyse des processus de politisation s'oppose à la vision d'un repli sur des formes d'autonomie culturelle en « arrière-scène » tel que le présente James Scott : si les dominés peuvent exister culturellement, c'est qu'ils sont autonomes politiquement – ce postulat allant à l'encontre de l'idée selon laquelle il existe des conditions sociales d'accès à la parole publique et à la politisation¹⁰⁰⁴.

L'argument décisif des tenants de l'autonomie est en réalité factuel : il existerait des formes de politisation populaire et donc des possibilités d'émancipation qui ne se réduiraient pas à une prise de conscience de la domination. Il s'agit d'expliquer comment des individus ou des groupes qui ne sont pas dotés d'un capital scolaire ou culturel peuvent se politiser malgré tout, en contradiction apparente avec la loi corrélant capital culturel et politisation. De nombreux travaux montrent comment certains microcosmes sociaux, en particulier certains espaces partisans ou organisationnels, rendent possible, à l'échelon local, l'acquisition de compétences politiques par des personnes qui y seraient pourtant les moins disposées¹⁰⁰⁵. Cette idée de la formation d'un « capital militant¹⁰⁰⁶ » pouvant se substituer au capital scolaire permet d'expliquer l'engagement différencié des plus dominés par des formes d'encadrement et d'éducation populaire qui sont aussi des conditions sociales d'accès à l'autonomie politique. En étudiant les microcosmes sociaux et institutionnels qui mettent en suspens les lois ordinaires du monde social, comme celle qui relie le capital culturel et la politisation, la sociologie met surtout en évidence le fait que rien n'est inéluctable dans la domination et qu'il y a des conditions sociales à l'émancipation, comme idée et comme pratique politique.

La critique de la division entre le savant et les ignorants¹⁰⁰⁷ fait comme si le sens commun ne concernait que les dominés. Elle néglige tout d'abord, sur ce point, le fait que la sociologie des rapports de domination s'applique aussi aux producteurs de l'idéologie dominante et au champ du pouvoir, qui est organisé par les mêmes structures mentales¹⁰⁰⁸ ; mais elle fait surtout comme si la volonté d'objectivation sociologique s'accompagnait d'un jugement de valeur sur les milieux populaires, qui seraient trop « démunis » ou « incultes » aux yeux du sociologue pour se rendre compte de la domination qui s'exerce sur eux. Les sciences sociales sont donc parfois disqualifiées comme hautaines et arrogantes alors qu'elle ne font que tenter d'expliquer une dimension fondamentale des rapports de domination : les dominants agissent plus facilement sur les mécanismes de domination parce qu'ils disposent de plus de ressources (financières, institutionnelles, etc.), comme l'a montré Alexis Spire dans son travail sur le contournement de l'impôt par les classes supérieures¹⁰⁰⁹ ; en revanche, les dominés peuvent contribuer, sans le savoir ou en raison de ce que Richard Hoggart qualifierait d'un rapport « nonchalant » aux affaires politiques et culturelles, à maintenir un ordre social qui va pourtant à l'encontre de leurs intérêts. Ils doivent aussi engager des formes de résistance, individuelles ou collectives, beaucoup plus coûteuses.

¹⁰⁰³ Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 2012.

¹⁰⁰⁴ Si James Scott évoque les « arrière-scènes » pour décrire ces principes d'autonomie, c'est parce que les individus n'ont pas les moyens de s'exprimer dans le domaine public. Or le passage de l'arrière-scène à l'espace public est justement le point critique du processus de politisation. Voir J. Scott, *La Domination et les arts de la résistance*, *op. cit.*

¹⁰⁰⁵ Voir, entre autres, Pierre Rimbart, Sébastien Crespo, « Devenir syndicaliste ouvrier. "Journal" d'un délégué CGT de la métallurgie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 34-75.

¹⁰⁰⁶ Voir Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 5-11.

¹⁰⁰⁷ Voir Jacques Rancière, *Le Maître ignorant*, Paris, Fayard, 1987.

¹⁰⁰⁸ Voir P. Bourdieu, L. Boltanski, « La production de l'idéologie... », art. cit. ; Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

¹⁰⁰⁹ Voir Alexis Spire, *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

Il est très révélateur que la théorie de la violence symbolique ne soit jamais discutée en tant que telle par les critiques de la sociologie critique : à l'idée que les dominants et les dominés contribuent à leur propre domination (qui ressort des enquêtes empiriques dont il faudrait au moins examiner la validité) n'est opposé que le présupposé de l'autonomie des dominés. Ce présupposé traduit surtout une vision très réductrice de la domination, pensée sous la forme de l'oppression et de l'hégémonie, qu'il s'agisse de coercition physique ou de propagande idéologique¹⁰¹⁰. Or la violence symbolique est avant tout une incorporation de structures cognitives et de catégories de pensée qui produisent un ajustement – ou plus exactement un consentement – à l'ordre social d'autant plus fort qu'il s'impose comme allant de soi. C'est le propre des situations de crise que de mettre en cause cette adhésion ordinaire en produisant des décalages entre le réel et les schèmes de perception ou d'appréciation avec lesquels il est appréhendé. C'est aussi un des effets du travail sociologique, par la mise en œuvre de techniques aussi variées que les statistiques, les questionnaires, l'histoire sociale ou les entretiens approfondis, que de permettre une mise à distance réflexive avec les modes ordinaires de saisie du réel.

Domination et violence symbolique

La sociologie de la violence symbolique montre que les mécanismes de domination sont peut-être plus insidieux qu'on ne le croit, puisqu'ils opèrent au cœur du langage et des catégories de pensée pour produire des formes d'adhésion aux principes de vision et de division de l'ordre social existant. La construction d'un problème scientifique contre les problèmes sociaux dans lesquels il se présente d'abord revient à désamorcer les mécanismes de violence symbolique inhérents aux rapports sociaux en déconstruisant les catégories spontanément utilisées pour les penser. Il ne s'agit pas d'accaparer un « monopole du savoir » mais au contraire de diffuser des savoirs sans lesquels les hommes vivent dans la servitude, avec la conviction que la connaissance des déterminants des actions et des pensées peut contribuer à la libération de ceux qui y sont exposés. En récusant l'idée selon laquelle « les hommes se croient libres de leurs actions mais ignorent les causes qui les poussent à agir » (Spinoza, *Éthique*, appendice au livre II), les théories postulant l'autonomie des dominés retrouvent ainsi sans le vouloir bien plus qu'un spontanisme politique : une philosophie idéaliste qui s'est rarement accompagnée de politiques émancipatrices et a souvent plaidé pour le maintien de l'ordre existant.

La rupture épistémologique avec le sens commun comme vecteur de prénotions dans lesquelles se loge la domination renvoie, en matière de connaissance, à une conception spécifique de la construction d'objet qui intervient au cours du travail d'enquête. L'enquête sociologique est une *relation sociale*, ce que le présupposé de l'autonomie des dominés interdit de voir : ce n'est pas parce que l'on occupe telle ou telle position dans l'espace social que l'on peut en exprimer la vérité. Ce que l'on exprime est un point de vue, qui doit être replacé dans « l'espace des points de vue¹⁰¹¹ » et dans ses conditions sociales d'énonciation, conditions qui ne sont pas toujours spontanément accessibles. Ce que dit par exemple un agriculteur sur ses conditions de vie n'est pas forcément la vérité du monde agricole : il faut, pour en restituer le sens, rapporter ses propos à la crise de la reproduction familiale qui affecte son secteur d'activité et l'univers de sens qui l'accompagne¹⁰¹². La parole ouvrière n'est pas plus immédiatement susceptible d'exprimer autre chose que la vérité vécue de celui qui l'énonce.

C'est aussi ce biais que l'on rencontre lorsque des anthropologues désireux de soutenir les luttes écologiques des Sud valorisent la « cosmovision » des peuples « originaires », qui

¹⁰¹⁰ Sur ce point, voir Razmig Keucheyan, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2012.

¹⁰¹¹ Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 9-11.

¹⁰¹² Voir P. Champagne, *L'Héritage refusé...*, *op. cit.*

n'est pas si loin du thème déjà évoqué du « bon Indien » : ainsi du livre publié par la Fondation Cartier, coécrit par Bruce Albert, auteur de travaux sur les sociétés amazoniennes, et Davi Kopenawa, porte-parole de la cause yanomami qui a reçu des prix internationaux pour sa contribution à la défense de l'environnement et obtenu la reconnaissance d'un vaste territoire de forêt tropicale à l'usage exclusif de sa communauté. Dans ce livre à deux voix¹⁰¹³, le récit se déploie, au fil des créations artistiques destinées à mettre en parallèle l'extériorité d'une métaphysique traditionnelle et la « pensée sauvage » lovée au cœur de la société occidentale, sur la façon dont les sociétés amazoniennes vivent avec la forêt, sur l'importance des chamans, etc. : une société où humains et non-humains feraient partie d'une même « totalité cosmologique » et seraient associés dans une même « économie des métamorphoses ». Mais la forme du livre, et en particulier l'esthétique des photos, donne l'impression que le leader indigène ne fait que restituer le discours primitiviste que toute ONG environnementaliste attendrait de lui ; la forêt posséderait ainsi un « souffle vital » que « les Blancs » n'ont jamais pu percevoir. La défense des forêts devient par là même cause politique globale : celle des communautés indigènes assimilées à l'authenticité de la nature et menacées par une prédation capitaliste qui n'est cependant jamais nommée comme telle. De façon plus générale, on pourrait montrer que, pour bénéficier de soutiens internationaux lors de conflits environnementaux, les communautés des Sud doivent souvent s'ajuster à des schèmes de perception occidentaux qui ont peu à voir avec la réalité des revendications locales, mais qui permettent aux chercheurs en mission de mener des entretiens rapides avec les leaders prêts à leur confirmer l'authenticité écologique de leurs luttes.

L'exaltation de l'immédiateté de « la voix des sans-voix » par les courants populou-vriéristes, postcoloniaux, postmodernes ou pragmatiques occulte cette relation sociale dans la complétude de la connaissance « indigène » que les acteurs peuvent avoir de leur univers d'appartenance. La connaissance « indigène » résumerait alors la totalité de la connaissance du monde social. En ce sens, ils rejoignent là encore l'un des principaux postulats du courant néo-institutionnel : les actions des individus sont, par principe, guidées par une forme immédiate de rationalité. On présuppose qu'ils sont autonomes et même, pour les plus dominés d'entre eux, naturellement portés vers l'émancipation politique, mais il devient impossible de comprendre pourquoi, justement, ils continuent à vivre dans des mondes sociaux que tout devrait les pousser à rejeter. La prise en compte des conditions sociales de la politisation rend finalement possible une position non seulement plus modeste mais aussi plus à même de penser des formes pratiques d'émancipation, dont l'accès aux formes d'auto-organisation.

*

Si la critique écologique peine à définir une alternative sociale, les perspectives sur les communs permettent de penser des possibles – qui achoppent cependant sur le présupposé de l'autonomie des dominés. Pour prendre la mesure des conditions d'accès à la politisation (et aux savoirs), il manque désormais à la critique des travaux analysant la genèse et la pérennité des formes d'auto-organisation¹⁰¹⁴. Par ailleurs, le potentiel émancipateur des expérimentations d'autogouvernement de l'écoféminisme¹⁰¹⁵ ouvre de nouvelles pistes, tout comme la notion d'autogouvernement, que les études sur les formes de « socialisation par les

¹⁰¹³ B. Albert, D. Kopenawa, *Yanomami...*, op. cit.

¹⁰¹⁴ Voir Maxime Quijoux, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, IHEAL, 2011 ; Guillaume Gourgues, Claude Neuschwander, *Pourquoi ont-ils tué Lip ? De la victoire ouvrière au tournant néolibéral*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

¹⁰¹⁵ Voir Catherine Larrère, « L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement », in Émilie Hache (dir.), *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, Paris, Cambourakis, 2016. p. 369-390.

financements » invitent à approfondir, dans le cadre d'une économie des communs dont les mesures favoriseraient l'appropriation démocratique des unités de travail¹⁰¹⁶. Car, au final, le problème n'est peut-être pas tant de trouver des expérimentations que de s'interroger sur la façon d'y faire entrer ceux qui n'y participent pas – ce qui pourrait-être la tâche d'une sociologie de la domination, susceptible de porter une plus grande attention aux dominés qui sont condamnés à rester dans « un monde qui s'écroule » et sans lesquels un projet politique global de rupture avec l'ordre existant reste difficilement pensable.

¹⁰¹⁶ Voir B. Borritz, *Au-delà de la propriété...*, *op. cit.*

